Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

Herausgegeben von der
Arbeitsgemeinschaft katholischer Historiker der Schweiz

REDAKTION:

OSKAR VASELLA
Professor an der Universität Freiburg

LOUIS WAEBER
Vicaire général du diocèse de
Lausanne, Genève et Fribourg

OTHMAR PERLER
Professor an der Universität Freiburg

XXXVIII. JAHRG. HEFT IV — 1944 — XXXVIIIe ANNÉE. FASC. IV

ERSCHEINT VIERMAL JÄHRLICH — PARAIT QUATRE FOIS PAR AN

VERLAG JOSEF VON MATT · STANS

Digitized by the Internet Archive
in 2025

https://archive.org/details/schweizerische-zeitschrift-fur-religions-und-kultur_1944_38

INHALTSVERZEICHNIS — SOMMAIRE

XXXVIII. Jahrgang — XXXVIIIe Année

1944

Aufsätze — Articles de fond

Boesch, G. : Humanismus — Reformation — Barock in Sempach 161–198

Haid, K. : Aus der Aktenmappe des Monsignore Francesco Boccapaduglio, Nuntius in der Schweiz 1647-1652 . . . 121–153

Löhr, M. O. P. : Aus spätmittelalterlichen Klosterpredigten . 33–46, 108–120, 199–208

Morin, G. : Un bréviaire clunisien du XIIe siècle à la Bibliothèque de Fribourg 209–213

Müller, I. O. S. B. : Der Mitternachtsgottesdienst in den schweizerischen Benediktinerklöstern des 17. Jahrhunderts . . 47–67

Quaglia, L. : S. Bernard de Montjou d'après les documents liturgiques 1–32

Vasella, O. : Beiträge zur kirchlichen Statistik des Bistums Chur vor der Reformation 259–289

Waeber, L. : Deux épisodes de l'histoire du bréviaire de Lausanne 81–107, 214–232, 241–258

Kleiner Beitrag — Mélange

Waeber, L. : Un nouveau livre sur Pélage 290–297

Nekrologe

† Prof. Dr. Hans Dommann (A. Mühlebach) 315–317

† Charles Gilliard (O. Vasella) 318–320

† Ferdinand Güterbock (O. Vasella) 160

Rezensionen — Comptes rendus

Bruckner, A. u. B. : Schweizer Fahnenbuch (G. Heer) . . . 305–307

Burckhardt, P. : Geschichte der Stadt Basel (O. Vasella) . 300–303

Egloff, S. : Domdekan Alois Vock (J. Beckmann) 238–239

Farner, O. : Huldrych Zwingli (O. Vasella) 154–157

Felder, H. O. F. M. Cap. : General und Erzbischof P. Bernard Christen von Andermatt (1837-1909) (D. Planzer) . . . 68–71

Gruber, E. : Geschichte des Klosters Magdenau (K. Spahr) 157–159

Helbling, L. : Dr. Johann Fabri, Generalvikar von Konstanz und Bischof von Wien (J. B. Villiger) 298–299

Hollnsteiner, J. : Die Kirche im Ringen um die christliche Gemeinschaft (A. Stöcklin) 233–234

Mélanges d'histoire et de littérature offerts à M. Charles Gilliard (L. Waeber) 308–314

Mollwo, M. : Das Wettinger Graduale (K. Spahr) 235–238

Müller, A. O. S. B. : Die Herkunft des Salve Regina (L. Waeber) 159

Näf, W. : Schweizer Beiträge zur allgemeinen Geschichte, Bd. 1 (K. Schönenberger) 78–80

Quellenwerk zur Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, Abt. II, 2 (I. Heß) 234–235

Rahner, H. : Abendländische Kirchenfreiheit (J. B. Villiger) 304–305

Rebetez-Paroz, P. : Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIIIe siècle (E. Folletête) 71–73

Roth, P. : Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation, Bd. IV (O. Vasella) 73–78

Schweizergeschichtliches Repertorium, III (O. Vasella). 239–240

Spahr, K. S. O. Cist. : Das Leben des hl. Robert von Molesme (G. M. Löhr) 308

Vasella, O. : Der bäuerliche Wirtschaftskampf und die Reformation in Graubünden (1526 bis etwa 1540) (G. M. Löhr) 303–304

S. Bernard de Montjou d'après les documents liturgiques

par le chanoine L. QUAGLIA

Ce titre demande une précision. Il ne s'agit que des documents liturgiques autres que le panégyrique de Novare et qui ne sont pas encore influencés par la légende de Richard de la Val d'Isère.

Nous sommes abondamment renseignés sur la fin de la vie de S. Bernard par son panégyrique conservé dans plusieurs lectionnaires très anciens [1]. Nous le sommes moins, par contre, sur la première partie de son existence.

L'auteur du panégyrique avait cependant annoncé qu'un certain Azolin, frère du saint, écrirait cette première partie. Il faut croire que cela n'a pas été fait : malgré de diligentes recherches, cette vie d'Azolin n'a, en effet, été trouvée nulle part. L'argument n'est, sans doute, pas absolument probant ; mais il y en a un autre, de valeur : si cette vie avait été écrite, nécessairement, elle aurait été utilisée dans les livres liturgiques d'Aoste et du St-Bernard. Elle devait, en effet, décrire la vie du saint jusqu'à ses dernières années, donc ses ses origines, son activité comme archidiacre d'Aoste, la fondation de l'hospice du Montjou, etc., faits du plus haut intérêt pour ces deux églises. Or, il n'y a pas trace de cette vie dans leurs livres liturgiques. La seule explication plausible est qu'elle n'a pas été écrite et que la seule narration primitive et digne de foi est le panégyrique de Novare.

Cette déduction explique les profondes divergences qui existent entre les différentes légendes de S. Bernard, surtout quant à la première partie de sa vie, qui fut un objet de choix pour l'imagination fantaisiste de ses biographes. Ainsi s'explique que les récits les plus dépourvus de valeur historique aient trouvé crédit dans les milieux populaires ou ignorants, et qu'à la longue, ils se soient introduits même dans les livres liturgiques.

[1] Il a été publié récemment, par M. André Donnet, archiviste cantonal du Valais : *Saint Bernard et les origines de l'hospice du Mont-Joux*, p. 146-160.

Serait-il possible d'acquérir quelque lumière sur l'origine de ces légendes apocryphes et spécialement de celle écrite sous le nom de Richard de la Val d'Isère ? Il semble que cette origine soit à rechercher dans la famille de Duin ou dans sa clientèle pour les motifs suivants :

1. La famille de Duin fut en relation avec les deux centres religieux illustrés par S. Bernard : le chapitre cathédral d'Aoste et la maison du St-Bernard. Simon de Duin fut évêque d'Aoste de 1275 à 1283, et Jean de Duin fut prévôt du St-Bernard de 1302 à 1316. Ils avaient donc toute facilité de procurer à leur famille des documents relatifs à S. Bernard.

2. En 1400, le seigneur de Duin transmet au chanoine Chamossi, prieur de Seez en Tarentaise, un cahier renfermant une compilation maladroite de plusieurs documents : légende de Novare, leçons qui seraient tirées d'un bréviaire, collection de 29 miracles. Nous avons peut-être là l'ancêtre de la légende de Richard. La parenté des textes ne fait aucun doute. Ce cahier porte en titre sur la couverture : « Vita divi Bernardi Mentonensis data domino Chamosii canonico S. Bernardi et priori Sexti Tarentasiensis per dominum de Duin anno 1400. » Il se trouve aux archives du Gd-St-Bernard.

3. Dans la légende de Richard, la famille de Duin est fort bien traitée : elle descend du comte Olivier, pair de Charlemagne, et acquiert ainsi une noblesse et une antiquité très enviées parmi la noblesse savoisienne.

On pourrait objecter : si c'est de la famille de Duin que provient la légende de Richard, comment se fait-il que cette famille n'ait pas revendiqué S. Bernard comme l'un des siens ? Il est facile de répondre : l'auteur du faux accréditait mieux sa légende en paraissant désintéressé et en laissant à une autre famille l'honneur d'avoir donné le jour à S. Bernard. D'autre part, il n'y avait pas grande générosité à faire cadeau à une autre famille d'un saint qui, selon toute vraisemblance, n'appartenait ni à l'une ni à l'autre. Son but : donner du lustre à la maison de Duin, le rendait indifférent quant au reste.

Ce n'est donc pas sans fondement que la source de la légende déformée de S. Bernard est attribuée à la famille de Duin. En toute hypothèse, cette légende est un faux qu'on ne peut utiliser comme source de la vie du fondateur du Montjou.

Reste-t-il un moyen suffisamment sûr de connaître quelque chose de la première partie de l'existence de S. Bernard ? J'ai pensé que les documents liturgiques pourraient être ce moyen et c'est dans cet

espoir que je les ai étudiés. Le résultat n'est pas aussi heureux que je l'attendais, mais comme il apporte un complément aux données du panégyrique de Novare, il n'est pas à négliger.

I. Textes et critique des documents liturgiques

Le culte de S. Bernard se répandit très tôt dans la vallée d'Aoste, le Piémont, la Lombardie et dans l'ancienne Savoie, régions où le souvenir de ce saint se maintint le plus vivant. Les livres liturgiques anciens le démontrent : des siècles durant, ils portent invariablement au 15 juin la mention de S. Bernard et fournissent ainsi une documentation abondante. Pour procéder avec méthode, seuls les textes qui diffèrent, du moins en partie, du panégyrique de Novare et de la légende de Richard de la Val d'Isère seront cités. Ils le seront dans cet ordre :

Offices
Messes
Inscriptions aux martyrologes.

OFFICES

A. A l'Hospice du Grand-Saint-Bernard

L'hospice du Gd-St-Bernard dut avoir primitivement, comme les autres églises, un office de S. Bernard avec de longues leçons comprenant tout son panégyrique. Ces leçons et leurs répons se trouvaient, très probablement, dans un lectionnaire noté du XIe ou XIIe s., dont il ne reste que le volume qui ne contient pas les offices du 15 juin [1].

(*1*) Office du Bréviaire d'Agaune

L'hospice du Gd-St-Bernard ne possède plus le bréviaire manuscrit qui contient le plus ancien texte connu de son office propre de

[1] Ce volume est peut-être celui qui est recensé dans l'inventaire de 1446 en ces termes : « Item unum dimidium breviarium in magno volumine in quo est commune sanctorum et incipit a trinitate usque ad festum sti andree ... qui est notatus parva nota. » La disparition de l'autre volume qui devait contenir l'office de saint Bernard, pourrait bien être l'œuvre du faussaire qui a écrit la légende du saint sous le nom de Richard ou de quelqu'un de sa côterie qui, intéressé à travestir la biographie de saint Bernard, aura supprimé un témoin gênant pour lui. Ne pourrait-on pas attribuer à la même main la disparition du 2e volume d'un lectionnaire de la cathédrale d'Aoste, dit « Liber episcopii », le texte ajouté en marge d'un martyrologe du XIIIe siècle de la même église, et le grattage, dans le bréviaire de saint Ours de 1393, du mot *non* de l'inscription : « Sti Bernardi confessoris *non* sacerdotis » ? N'y a-t-il pas là des indices d'un sabotage organisé contre la vraie tradition de la vie de saint Bernard ?

S. Bernard. Ce manuscrit se trouve à Rome, à la Biblioteca Angelica de Urbe [1] Il se peut que ce bréviaire provienne de l'abbaye de St-Maurice, mais il est certain que c'était un livre liturgique écrit pour l'usage de l'église du Gd-St-Bernard. Pour s'en convaincre, il suffit de relever au calendrier, au XIII des kal. de juillet, la dédicace de l'église de Montjou et, au folio précédant le calendrier, les suffrages de S. Nicolas, de S. Augustin et de S. Bernard, qui sont les suffrages traditionnels de la maison du Gd-St-Bernard. Ce bréviaire est dit du XIII s. Les parties chantées sont notées.

TEXTE

Au calendrier : « Iunius XVII bernardi montis iovis ».
Dans le corps du bréviaire :

Beati bernardi confessoris

Capitulum : Dedit dominus confessionem sancto suo et excelso in verbo glorie de omni corde suo laudat dominum et dilexit deum qui fecit illum

Répons : Beatus bernardus

Ymnus : Iste confessor

V. : Amavit eum dominus

[*Au Magnif.*] : Hic est bernardus cuius fama spirat ut nardus celestem vitam egit in terris qui sanctorum cetibus nunc est aggregatus. M.

[*Oraison*] : Da nobis quesumus omnipotens deus beati bernardi confessoris tui precibus consequi veniam delictorum qui miraculis attestantibus tecum vivit in regione vivorum. Per. Com. viti modesti...

Invitatorium. Venite adoremus regem regum qui beatum bernardum coronavit hodie. Venite

In primo nocturno Antiphona. Sanctus bernardus nobilissimus [2] ortus natalibus nobilitatem suam probis actibus ac moribus decoravit. Ps. Beatus vir qui

Antiphona : Hic in annis iuvenilibus seculares pompas sprevit ac sacrarum virtutum cepit emicare fulgoribus. Ps. Quare fremuerunt.

Ant. : Cumque vir domini sanctus bernardus clares [3] in multis haberetur accidit ut in ecclesia auguste archi[di]aconatus officio decoraretur. Ps. Domine quid multiplicati.

V. : Amavit eum dominus

Lectio prima : Sanctus itaque bernardus nobili prosapia ortus et probis a pueritia moribus ad plenum institutus in civitate que vocatur augusta fuit archidiaconatus officio preditus. Ubi christianorum populum a vitiorum sordibus cessare virtutumque sese nitoribus aggregare nomen Domini predicans constanter amonebat. Nec solum in ea regione sed circumquaque progrediens dominicas oves salutaribus monitis refi-

[1] Sous la désignation : MS.D (ou FA) 440. 5-9 Breviarium Agaunense.
[2] *Corrigez :* nobillissimis.
[3] *Corrigez :* clarus.

ciebat reminiscens illud quod thymothe [o] iubetur argue increpa in omni patientia et doctrina.

R. : Sanctus bernardus nobili prosapia ortus ac probis moribus institutus in civitate augusta archidiaconatus officio preditus ibique nomen domini predicans admonebat V. Christianorum populum a vitiorum sordibus cessare ac virtutum se nitoribus aggregare.

[*Lectio*] *II* : Cumque longe lateque semina divina iaciendo messem dei multiplicaret factum est ut in montana navariensis [1] deveniret climatis et eius incolas domini preceptis imbueret. Cuius predicationem ne quis contemptibile[m] redderet secundum apostolum corpus suum castigabat et in servitutem reddigebat. Nam ieiuniis et vigiliis sese macerans die noctuque vacabat.

R. : Beatissimus namque bernardus exemplum et forma vivendi aliis prebens ieiuniis et vigiliis sese macerans orationibus die noctuque vacabat. Quas non tantum pro suis sed etiam aliorum delictis ad deum fundebat.

[*Lectio*] *III* : Ad hominis vero interioris salutem exteriorem nonnunquam afficiens christo si[c] se famulari cogebat. Cilicio iuxta carnem contectus cum posset indui preciosissimis vilibus utebatur ornamentis. Cibus ei aderat panis absque escarum delectatione neque similagine confectus sed quam asperior in provincia qua degebat reperiebatur. Potum sibi non uva prebebat, raro enim aquam, sepissime vero succos absinthii vel eiusmodi herbarum bibe[b]at.

[*R*] : Officio lingue privatus forte sacerdos Quas solum potuit palmas non verba tetendit Mox precibus sancti manifeste verba recepit. Quas

In II nocturno [*ant.*]. Cibus ei aderat panis absque escarum delectatione neque similagine confectus sed quam asperior in provincia qua degebat reperiebatur. Ps. Cum invocarem.

[*Ant.*] : Cilicio iuxta carnem contextus cum posset indui pretiosissimis ornamentis vilibus utebatur indumentis. Ps. Verba.

[*Ant.*] : Ordinatus beatus bernardus christianorum populum a vitiorum sordibus cessare virtutumque se nitoribus aggregare amonebat. Ps. Domine dominus.

[*Lect.*] *IIII* : Verbis sic hylaris ut severitatem non desereret sic severus ut hylaritatem retineret sicque fiebat ut cuiusdam suavitatis poculum ex utroque temperatum suis auditoribus propinaret. Que videlicet verba sic erant ydonea sic salubria ut prorsus pateret cor eius manere semper in domino. Hiis igitur modis corpus [2] afficiens cum aliis predicabat ipse reprobus non efficiebatur. Quam predicationem signorum patratione cotidie roborabat de quibus ingredior pauca narrare.

R. : Cumque sanctus bernardus longe lateque semina divina iaciendo messem dei multiplicaret Montanas novariensis climatis subiit ut eius incolas domini preceptis imbueret. V. Cuius predicatio ne contempneretur corpus suum castigabat et in servitutem redigebat. Montanas.

Lect. V. : Erat in predicta regione mulier que sine sobole diu vixerat cum viro. Hec itaque cum cognovisset hominis dei presentiam festinanter

[1] *Corrigez :* novariensis.

[2] Modis cor, *répétition fautive.*

ad eum pergens filiationis opem postulatum. Et priusquam unius anni spatium compleretur propagine filii letificari meruit. Qui licet in infantia positus per intercessoris sui vestigia se demonstravit iturum. Referunt enim quod a carnis et ovorum lactisque pecualis comestionibus etatula tam mollis abstineret.

R. : Verbis sic hylaris ut severitatem non desereret sic severus ut hylaritatem retineret sicque fiebat ut cuiusdam suavitatis poculum ex utroque temperatum suis auditoribus propinaret. V. Que videlicet verba sic erant ydonea, sic salubria sicque melliflua Sicque.

Lect. VI : Sepulto vero corpore beati bernardi quid illic prodigiorum domino donante patratum sit in sequentibus referetur. Sacerdos enim quidem [1] per unum annum mutus effectus veniens ad sancti confessoris corpus ibique votum ex corde vovens quo postea soluto misse celebratione perfunctus remeavit apertissime loquens benedicens dominum.

R. : Beatus bernardus ordinatus christianorum populum a vitiorum sordibus cessare Virtutumque se nitoribus aggregare admonebat. V. Nec solum in ea regione sed circumquaque progrediens dominicas oves salutaribus monitis reficiebat. Gloria patri et filio et spiritui sancto. Virtutum.

In III nocturno Ant. : Beatus bernardus ieiuniis et vigiliis sese macerans orationibus die noctuque vacabat. Ps. Domine quis habitabit.

[*Ant.*] *:* Verbis sic hylaris ut severitatem non desereret sic severus ut hylaritatem retineret. Ps. Domine in virtute.

[*Ant.*] *:* Oramus te beatissime bernarde pater sancte ut incessanter memor sis nostri ante dominum deum. Ps. Domini est terra.

V. : Iustus ut palma.

[*Evang.*] secundum lucam. In illo tempore Dixit dominus Nemo accendit lucernam et in abscondito ponit neque sub modio. Et reliqua Post triennium autem alter qui beatum laurentium necnon et sanctum bernardum bis in visione viderat manum sibi restituisse, nocte pentecostes super asinum sedens atque secus attrium ecclesie sanctorum paulo ante dictorum solus pertransiens ita forte precatur : Utinam sancti nunc impetrare merear quod bis in sompnis sum visus accepisse.

R. : Sanctus iste nulli unquam obfuit omnibus sed profuit et sic operari studuit Ut inanis [2] ipse devote pro deo gereret. Et ad hominis interioris salutem exteriorem verberibus nonnunquam afficiens. Ut.

[*Lect. VIII*] *:* Eadem autem hora quasi quodam impetu depulsus asino super invalidam manum graviter corruit ac magno crepitu nervis connexis confestim saluti reddita est. Erat hic homo civibus nostris bene notus quia iam per annum unum novariensis urbis incola fuerat. Itemque profecto [3] nativitate sancti iohannis puerulus tunc triennis debitis officiis pedum, manuum, oris, oculorum miserabiliter destitutus omnium membrorum sospitatem ibidem consecutus est.

[1] *Corrigez :* quidam.
[2] *A suppléer :* gloria non subverteret quidquid.
[3] *Corrigez :* profesto.

R. : Montis iovis signum sancte bernarde ostendit te sanctum qui ibi infernum destruxisti et paradisum edificasti. V. Tuo igitur patrocinio adiuti mereamur ingredi ianuas celi. Qui.

[*Lect. IX*] : Per diem [1] tempus femina quedam cecitate vastata sepulchrum beati viri adiens tribus diebus inibi morata nec tamen lumine consolata si[c] mesta revertebatur sed duobus miliariis progressa quod flagitaverat adepta est, oblatione hac qua potuit ad sancti bernardi corpus cum omni celeritate repedavit omnipotenti deo gratias agens qui trinus et unus vivit et regnat in secula seculorum.

R. : O sancte bernarde confessor egregie tuis nunc subveni famulis et protege, concede mereri quod te postulamus Atria vite fac nos intrare tecumque regnare. V. Qui tuis semper precibus cupimus adiuvari nunc te supplices poscimus. Atria.

V. : Iustum deduxit.

In laudibus [*ant.*] : Ecce in celis beati bernardi anima collocata corpus mag[na] nimis virorum ac mulierum devocione venerabatur.

A. : Inter cetera quidam civium labellum sibi donavit in quo sancta membra reconderentur.

A. : Sed quia fenerator erat et eiusmodi detestari solebat noluit ipsum dominus in eo collocari.

A. : Ita factum est ut occulis omnium vasculum illud displiceret ut incommodum omnes declamarent.

A. : Hoc igitur abiecto mox aliud quidam boni meriti homo ingenti desiderio largitus est.

[*V.*] : Iustus ut palma.

[*Hymnus*] *Cor*[*ona*] [*I*]*esu ce*[*lsior*] [2].

[*Ant. Ben.*] : O virum per omnia deo dignum o vere veri dei famulum veri regis militem ad cuius tumulum venerat clericorum psallentium chorus innumerabilis puerorum cetus virorum ac mulierum grandis exercitus.

Ad vesperas [*Ant. Mag.*] :

Montis iovis summitati
multa crescit gloria
redeunte nunc beati
bernardi memoria
ad quam sumus invitati
decantandi gracia
ergo noster advocate
confessor egregie
locum istum o beate
protege cotidie
sint et laudes tibi grate
te laudantium hodie gaudeamus.

On a pu remarquer que les hymnes de cet office sont tirées du commun d'un confesseur non pontife. En marge du texte, une main postérieure a écrit des hymnes propres. Celles-ci sont à moitié tronquées parce que le manuscrit a été recoupé. Grâce à des textes plus récents, il est facile de les reconstituer.

[1] *Corrigez :* idem.
[2] *Corrigez :* Iesu corona celsior.

(2) *Hymne des premières vêpres :*

Sancti spiret laus bernardi
boni sicut odor nardi
qui signatur monte iovis
sanctus esse signis novis
Est infernus mons iovinus
caritatis factus sinus
ubi christus adoratur
et pascitur et potatur
Fecit domum in inferno
regi curam dat eterno
et que porta fuit mortis
paradisi patet portis
Per bernardum est infernus
locus factus nunc supernus
interveniat pro nobis
lapsis minis montis iovis
Deo patri gloriemur
suum natum veneremur
sanctum flamen collaudare
debet celum terra mare. Amen.

Hymne des matines :

Laudes deo precinite
turbe piorum inclyte
nec sit eorum dominus
bernardus expers laudibus
Hic verba legis strenue
perfecit ac plenarie
sanctis qui confessoribus
adiunctus est pro moribus
Huius piis favoribus
te christe iesu poscimus
ut nos tua clementia
perducat ad celestia
Presta pater piissime...

Hymne des laudes :

In matutinis laudibus
hostis resultat fraudibus
sancti bernardi munia
sint in laude communia
Confessoris miracula
carnis confringant iacula
nostre mentis cubilia
sua servet vigilia
Sed urbs iudiciaria
gaudeat et novaria
hec levitarum studio
hec corporis tripudio
Lux lucens non sub modio
sed in culminis podio
roga patrem et filium
pro nobis spiritum sanctum. Amen.

Notes critiques sur cet office : La lecture de cet office montre son étroite dépendance du panégyrique : leçons, antiennes, répons, etc., en sont tirés. Il faut un examen attentif pour découvrir quelques données nouvelles, bien rares, mais d'une réelle valeur historique, en raison de l'ancienneté de cet office, du lieu où il a été en usage et de son indépendance de la Richardine [1].

On ne peut en dire autant des hymnes écrites en marge et qui sont d'une époque postérieure. Elles dénotent une certaine influence de la Richardine. L'hymne des I^res^ vêpres est une amplification poétique du 8e répons. Elle décrit l'œuvre de S. Bernard au Monjou qui, de porte de la mort, devient porte du ciel et elle adresse au saint cette prière :

Interveniat pro nobis
lapsis minis montis iovis.

[1] J'appelle ainsi la légende de saint Bernard attribuée à Richard de la Val d'Isère.

C'est un appel à l'intercession de S. Bernard en faveur de ceux qui sont tombés par suite des menaces du Montjou. De quelles menaces peut-il être question ? Un passage de la Richardine éclaire tout (Chap. II, 8). Il décrit ainsi le Montjou avant S. Bernard : « Diabolus vero ... per ipsam profanam statuam diabolicis circumdatam loquacitatum vocibus (nitebatur) Christianitatem succrescentem in inferno perimere : quia procuratos per eum languores suis fraudibus elidere sanareque a deceptis credebatur et quod pluris est, quemcumque christicolam, cuiuscumque turbae secus se progredientis decimum, pro decima sibi retinens, ad facilem timorem idololatriae eum inclinando, subvertere satagebat. » L'hymne fait donc allusion aux fidèles qui, séduits par les ruses du démon ou terrifiés par ses menaces, sont tombés dans l'idolâtrie.

L'hymne des IIes vêpres (3), dont le texte est si effacé qu'il est illisible, ne semble pas de la même main que les autres hymnes. Elle aura été ajoutée plus tard. Les hymnaires de la cathédrale d'Aoste ne connaissent pas cette hymne, mais seulement les trois autres. Comme elle offre un parallèle frappant avec la séquence du saint, au lieu de la reproduire ici, nous la donnerons plus loin, à côté de cette dernière (p. 14).

Ces quelques remarques permettent d'apprécier à leur juste valeur ces hymnes : Elles ne sont pas dépourvues d'intérêt, mais elles ne peuvent pas être utilisées sans précaution.

(4) **Office du bréviaire du Montjou du XVe siècle**

Cet office se trouve dans un bréviaire conservé à l'hospice du Gd-St-Bernard. Il n'offre pas de grandes différences avec le précédent, si ce n'est que les leçons, tirées pareillement du panégyrique, sont coupées autrement. Je transcris les variantes notables :

Aux vêpres. Hymne Pange lingua festum nardus... Elle est identique à celle des deuxièmes vêpres dans l'office précédent.

Aux matines. Invitatoire : Venite adoremus dominum qui beatum bernardum coronavit in celis.

Hymne : Laudes deo precinite.

Leçon VII : Require in communi confessoris non pontificis. Suit le texte de la VIIe leçon historique.

Aux laudes. Hymne : In matutinis laudibus.

Aux petites heures. Antiphone de laudibus, cap. de uno confessore pont.

Aux IIes vêpres. Antiphone de laudibus.

Hymne : Sancti spiret laus bernardi. Elle est identique à celle écrite en marge de l'office précédent aux I^res^ vêpres.

Notes critiques. Cet office est plus récent que le précédent et a subi davantage l'influence de la Richardine. On le constate par le fait que les quatre hymnes qui figuraient en marge de cet office-là font partie du texte de celui-ci. En outre, la lettre S qui commence la première leçon représente S. Bernard vêtu de la dalmatique, tenant une palme de la main droite et le démon enchaîné de la main gauche. On voit, dans le fond, deux édifices qui représentent à coup sûr le Grand et le Petit-St-Bernard. Cette façon de représenter S. Bernard avec le diable, inconnue dans l'ancienne iconographie du saint, provient des diableries de la Richardine.

Ce document demande donc à être utilisé avec prudence.

Les offices plus tardifs sont trop contaminés par la Richardine pour qu'il en soit fait état ici.

B. A la cathédrale d'Aoste

(*5*) Le plus ancien texte de cet office se trouve dans quatre bréviaires, dont deux sont conservés aux archives du chapitre de la cathédrale et les deux autres au séminaire. Ces bréviaires datent du XIVe siècle.

Cet office n'offre pas de grandes variantes avec l'office 2 du Gd-St-Bernard. Il suffira de noter que les leçons historiques sont au nombre de six seulement et étonnamment courtes ; elles sont empruntées au panégyrique. Les trois dernières leçons sont celles d'un confesseur prêtre non pontife. Les répons VIII et IX sont intervertis.

Les hymnes ne figurent pas dans ces bréviaires. On les trouve dans les psautiers et hymnaires de la cathédrale, dont les plus anciens appartiennent au XVe ou XVIe siècle. Ces hymnes nous sont déjà connues : aux I^res^ et IIes vêpres, l'Hymne : Sancti spiret laus Bernardi ; aux matines : « Laudes Deo precinite » ; aux laudes : « In matutinis laudibus ». Il est à remarquer que ces livres ignorent l'hymne « Pange lingua festum nardus » que l'office (1) plaçait aux deuxièmes vêpres et l'office 4 aux premières.

C. A la collégiale de Saint-Ours (Aoste)

(*6*) **Lectionnaire du XIIIe-XIVe siècle**

Il donne *in extenso* le panégyrique de Novare. Une variante notable est celle qui fixe au « XVII Kl iunii » (16 mai) l'anniversaire de S. Bernard. C'est évidemment une faute de copiste, pour « iulii ». Les

livres liturgiques de cette collégiale ont au XV juin la fête de S. Bernard. La même erreur se trouve dans la deuxième vie donnée par les Bollandistes, vie qui est tirée d'un légendaire de Böddeken en Westphalie et qui pourrait bien avoir été copiée sur le légendaire de S. Ours. C'est très probablement par suite de cette erreur que les offices des Chanoines réguliers imprimés en 1592 ont la fête de ce saint au 16 mai. Cependant, contrairement à ce que disent les Bollandistes [1], la date la plus ancienne de la fête de S. Bernard n'est pas le 16 mai, mais bien le 15 juin. Tous les textes liturgiques anciens en font foi.

(7) **Bréviaire de 1393**

Il est aux archives de la collégiale de S. Ours. L'office de S. Bernard se trouve au folio 269. Il est emprunté surtout au commun des confesseurs et contient peu de parties propres. Voici quelques extraits :

Au calendrier. XVII K. iulii Bernardi confessoris.

Au début de l'office. Sti Bernardi confessoris [non] sacerdotis [2].

Aux I^res^ vêpres. Capitulum : Iustus si morte... (e com. unius martyris). Répons : Servus meus (in com. confessoris).
Ant. ad Mag : O quam venerandus es [com. conf. non sacerdotum].
Oratio : Adesto Domine precibus nostris (Quere in communi confessorum non sacerdotum).

Aux matines. De sancto bernardo fiant VI lectiones de proprietate ipsius et tres de evangelio scilicet Sint lumbi... quere in com. confes. Suivent les 6 leçons tirées du panégyrique. Les répons sont du commun des confesseurs. Après la 2e leçon, il est dit : Ista duo responsa silicet ecce sacerdos et iuravit dominus non dicantur, cetera responsa dicuntur successive.

Aux IIes vêpres. Hymne : Iste confessor (et canitur sicut Ut queant laxis et ad horas hymni canuntur sicut Exultet aula, et sicut Iesu Redemptor.

Notes critiques. Cet office qui date d'avant 1400 n'a pas du tout subi l'influence de la Richardine si ce n'est dans le grattage du non qui figure dans le titre. Il offre un réel intérêt pour la vie de S. Bernard et constitue un des meilleurs arguments pour démontrer qu'il n'était pas prêtre.

D. A la cathédrale de Novare

(8) Aux archives du dôme de Novare, un manuscrit intitulé « Ordo divinorum officiorum eccl. novariensis seculi XIIII [3] » décrit ainsi l'office du saint :

[1] *De S. Bernardo Commentarius praevius* 2.
[2] Le mot *Non* a été gratté, mais il est encore lisible.
[3] Il porte l'indice N LII.

De sancto bernardo offitium duplex ad vesperum vigilie antiphone de laudibus confessorum Euge serve bone et ceteris, psalmi dominicales, ultimus Laudate dominum omnes gentes. R. Iste homo ab adolescentia sua, Hymnus Iste confessor domini. V. Ora pro nobis, Ad Magnificat ant. similabo eum. Oratio Deus ineffabilis.

Ad matutinum et ceteras horas omnia sicut in uno confessore non sacerdote, oratio ut supra. Lectiones IX.

(*9*) Un autre manuscrit écrit en 1448 et intitulé Manuale chori (N. C.) porte au folio CLXXII :

In sancto bernardo oratio. Deus inneffabilis dispensator mirabilium qui talia beato bernardo confessori tuo tribuisti eloquia tribue quesumus ut et pacientiam habere possumus et eo promerente ad celestia regna perveniamus. Per...

Lect. leg. III in fol. CLXXIIII. Alia oratio de sancto bernardo. Deus qui beatum bernardum confessorem tuum atque levitam verbi tui predicatorem instituisti tribue quesumus ut cuius sollemnia celebramus in terris eius intercessione premia eterna mereamur habere in celis. Per.

Notes critiques. L'église de Novare était bien placée pour conserver le souvenir des faits et gestes de S. Bernard, puisque c'est dans cette ville que ce saint passa les dernières semaines de sa vie. Elle n'y a pas manqué. C'est dans cette église que l'on trouve le texte le plus ancien du panégyrique de ce saint : archives du chapitre de Novare, Codex I fol. 174-181. C'est à ce texte que renvoie le manuale chori pour les leçons. Il a été édité avec soin par A. Colombo dans la « Biblioteca della societa storica subalpina XVII », p. 293.

E. Verceil

(*10*) Les archives capitulaires de la cathédrale possèdent un légendaire du XVe siècle (Codex 47) qui contient aux fol. 93-98 la légende de S. Bernard. C'est toujours le texte du panégyrique. A noter une variante pour l'anniversaire : « anniversarium eiusdem recolentibus XIIII kl iulii ». C'est une faute de copiste, pour XVII kl. Les nombreux livres liturgiques de cette église placent tous au 15 juin la fête de S. Bernard.

F. Diocèse de Genève

(*11*) Ce diocèse — celui de S. Bernard dans l'hypothèse que ce saint serait né à Menthon — n'adopta que bien tard, pas avant le XVIe siècle, le culte de S. Bernard [1]. Le premier texte connu de l'office

[1] Cf. Lafrasse, *Etude sur la liturgie dans l'ancien diocèse de Genève.*

de S. Bernard est le bréviaire imprimé en 1556 à Annecy. Il emprunte antiennes et répons à l'office en usage au Gd-St-Bernard et les leçons à la légende de Richard. Ce document est trop tardif et trop suspect pour nous retenir plus longtemps.

MESSES

A. A l'Hospice du Grand-Saint-Bernard

(*12*) L'Hospice ne possède pas de missel manuscrit ayant été en usage dans son église. Cependant il en conserve un écrit en 1523 qui fut au service de Liddes, l'une de ses églises paroissiales. Ce missel donne au 15 juin :

Sancti bernardi montis iovis

Introit : Os iusti meditabitur.

Oraison : Da quesumus omnipotens Deus beati bernardi confessoris tui precibus consequi veniam delictorum qui miraculis attestantibus tecum vivit in regione vivorum. Per.

Epître : Lectio libri Sapientie. Dedit Dominus confessionem sancto suo et excelso in verbo glorie, de omni corde suo laudavit dominum et dilexit deum qui fecit illum... Et inter benedictos benedicetur. (Ecclésiastique XLVII, 10-13 et XXIV, 1-4.)

Répons : Domine prevenisti. Alleluia V. Iustus germinabit sicut lilium et florebit in eternum ante dominum.

Evangile : Nemo accendit. (in com.)

Offertoire : Veritas mea.

Secrète : Propitiare domine supplicationibus nostris et intercedente pro nobis beato bernardo confessore tuo sacramentis celestibus servientes ab omni culpa liberatos esse concede, ut purificante nos gratia tua his quibus famulamur mysteriis emundemur. Per.

Communion : Beatus servus.

Postcommunion : Deus qui sanctorum tuorum meritis semper es mirabilis quesumus clementiam tuam ut sicut beato bernardo confessori tuo eminentem gloriam contulisti sic ad consequendam vitam tuam eius nos facias meritis adiuvari. Per.

Une feuille de missel imprimée plus tard et conservée à l'Hospice donne la même messe, avec, en plus, la séquence de S. Bernard, dont le plus ancien texte connu est celui des légendaires de Böddeken et de Corsendonk, qui datent du XVe siècle. C'est ce texte-ci qui est donné avec en face l'hymne des IIes vêpres de l'office du Gd-St-Bernard, à titre de comparaison :

(13) Séquence :

1. Confessoris egregii
celebramus nos socii
Bernardi solemnia

2. Generosa stirpe natus
moribus hic exornatus
fuit ab infantia

3. Augustae Archilevita
Deo gratus verbo vita
fiebat per omnia

4. Plebis ibi christianae
Verba vitae serens sanae
extirpabat vitia

5. Monita in civitate
praedicans longe late
dabat salutaria

6. Ieiunans hic vigilabat
pro se, multis et orabat
ut daretur venia

7. Pretiosa cum habere
vestimenta posset vere
portabat cilicia

8. Pane duro vescebatur
asper qui plus videbatur
in sua provincia

9. Potum uva non prebebat
aquam vero [1] sic bibebat
saepius absinthia

10. Domum fecit charitatis
ubi data dantur gratis
nec quaeruntur praemia

11. Ubi panis, vinum, ligna
nunquam crescunt, sed maligna
sunt ibi contraria

(3) Hymne des IIe vêpres :

1. Pange lingua festum nardus
semper odorifera
nobis dat Bernardus
et pigmenti munera
cuius labor nunquam tardus
ad virtutum opera

2. Hic confessor procreatus
nobili prosapia

augustensi decoratus
fuit in ecclesia
et archidiaconatus
rexit hic officia

3. Se macerans ieiuniis
contectus cilicio
semper instat vigiliis
nec deest oratio

succis usus absinthiis
est omni convivio

4. Hic Bernardi proferatis
virtutum prodigia
domum fecit caritatis
montis iovis in via
in qua cuncta dantur gratis
nec quaeruntur praemia.

[1] Variante de la feuille de missel : maro.

Séquence :

12. Nix et algor, via dura,
fumus, nubes et obscura
sunt ibi perennia
13. A Bernardo facta domo
illam adit quisquis homo
habet necessaria
14. Illa domus semper patet
procurator nunquam latet
propinans cibaria
15. Nunc Bernardi proferamus
signa eius et dicamus
virtutes, prodigia
16. Nicolaus apparuit
peregrinus visus fuit
sancto dixit talia
17. Montem Iovis ascendamus
hospitale componamus
summae rupis in via
18. Illa domus fabricatur
tantis viris et dotatur
habens beneficia
19. Caeco visum restauravit
sterili matri donavit
puerum quem haec rogavit
20. Pestem perdit locustarum
quae nocebant et non parum
et morsus bestiolarum
21. Hic avarum praedicavit
paupertati destinavit
exitus quod comprobavit
ignis peste anxia
22. Adit Romam rex Henricus
perdat papam quod iniquus
malus, prorsus inimicus
cognita malitia
23. Regi nefas dehortatur
hinc adversa comminatur
fine rei demonstratur
sancto ita qui probatur
nobis detur venia. Amen.

Hymne des IIes vêpres :

Cf. Strophe 4 de l'hymne

5. Dedit caeco lumen clarum
et sterili filium

pestem perdit locustarum

et potenter vitium
homo Dei usurarum
misit in exsilium

6. Bernarde sacerdotum
honor, decus, gloria
plebem omnem, clerum totum
mentes, manus, labia,
ad reddendum Deum notum
tua iuvet gratia
7. Sit laus sancte trinitati
virtus et victoria
que det nobis ut beati
bernardi gaudia
assequamur laureati
post vitam in patria Amen.

Notes critiques. Le texte de la séquence imprimé sur la feuille de missel omet la 14e strophe et ajoute à la 19e le vers : « In via sancti pia », et à la 20e : « Via erat invia. » Ces deux ajoutes ont pour but d'adapter la séquence au chant du *Lauda Sion.*

La légende de Bodek (2e vie publiée par les Bollandistes) cite de la séquence les strophes 10 à 17 dans cet ordre-ci : 16, 17, 10, 11, 12, 13, 14. Ce qui donne une narration plus logique de la création de l'Hospice. Mais cet ordre n'est pas primitif, il est une heureuse trouvaille du compilateur de la légende de S. Bernard.

Comment expliquer l'illogisme de la séquence dans la suite des idées : elle raconte l'œuvre de S. Bernard au Montjou (strophes 10-14) : elle interrompt ce récit pour annoncer les miracles de S. Bernard (15), puis reprend le sujet interrompu (16-18). Ces derniers vers mettent en scène S. Nicolas d'une manière fort maladroite, puisque, après que l'Hospice est construit, arrive S. Nicolas qui invite S. Bernard à faire l'ascension du Montjou pour y faire un hospice. Leur suppression donnerait à la séquence un ordre parfaitement logique.

Mais cette suppression pourrait-elle se justifier ? Oui, si ces strophes constituaient une interpolation, comme le donnent à penser 1° le désordre introduit dans la séquence par ces 3 strophes, et 2° l'intervention de S. Nicolas. Le rôle de ce saint dans la vie de S. Bernard n'apparaît qu'avec la Richardine. Le panégyrique dit bien que S. Bernard « (sanctorum) consortio fruebatur in terris » (page 156) ; mais il y a loin de là à admettre l'intervention de S. Nicolas dans la fondation de l'Hospice.

Avec la suppression des strophes 16-18, la séquence acquiert toute la limpidité désirable et constitue un excellent abrégé de la vie de S. Bernard. Vu la large part qu'elle fait à la fondation de l'Hospice, elle pourrait être attribuée à un chanoine de Montjou. Elle a été composée avant 1446. On le sait par un inventaire de l'Hospice dressé en cette année et qui mentionne une prose de S. Bernard écrite à la fin d'un antiphonaire. Comme on ne connaît pas d'autre prose de S. Bernard que la séquence, il y a lieu de penser qu'elle lui est identique.

Que dire du rapport qui existe entre l'hymne et la séquence ? Il est évident. L'hymne se présente comme un résumé de la séquence : elle lui emprunte tous ses éléments à l'exception de la 1re strophe, inspirée du panégyrique, et de la 6e, qui est une invocation adressée à S. Bernard, l'ornement des prêtres. Ce dernier trait fait penser que l'hymne a été composée à une époque où l'on admettait que S. Ber-

nard était prêtre, et donc où l'on avait déjà subi fortement l'influence de la Richardine. Le style frustre et primitif de la séquence et l'allure plus littéraire de l'hymne indiquent pour celle-ci une époque postérieure. Une autre constatation milite en faveur de la priorité de la séquence : la mention dans celle-ci de l'entrevue du roi Henri, circonstance que les manuscrits apparentés à la Richardine taisent soigneusement parce qu'elle contrecarre leur tentative de vieillir d'un siècle S. Bernard. Dans la brochure « S. Bernard de Montjou » (page 60, note 16), j'avais écrit que l'hymne était antérieure à la séquence, précisément à cause de la mise en scène de S. Nicolas. Mais dans l'hypothèse que ce passage est interpolé, rien n'empêche que la séquence ne soit de beaucoup antérieure à l'hymne et ne constitue un document original et de valeur.

La séquence est antérieure à la Richardine. Celle-ci, en effet, cite un passage d'une composition poétique évidemment apparentée à la séquence, mais plus prolixe. Voici ce passage : « Qui (Nicolaus) apparens peregrinus, auditus est dicens : O Bernarde,

montis alta ascendamus
per abrupta transeamus
fugabimus daemonia
illamque statuam Iovis
daemonibus circumdatam
Christicolas tam turbantem
diruemus in fragmina...
Hospitalia fundabimus... »

On peut donc établir l'ordre chronologique suivant : la séquence, la composition poétique qui amplifie la séquence et la Richardine qui exploite et amplifie à plaisir la composition poétique. Cette constatation permet de supposer que la séquence elle-même, telle qu'elle nous est parvenue a déjà subi des additions, au nombre desquelles seraient les strophes 16-18 dont il a été question plus haut.

B. A Aoste

1. d'après le missel de S. Ours écrit en 1391 et conservé au séminaire d'Aoste.

(*14*) *Au calendrier :* XVII kal. iulii Bernardi confessoris.
Dans le missel :
Introït : Iustus ut palma.
Oraisons : Orationes unius confessoris non pontificis.

Epître : Iustum deduxit.
R. Os iusti ... alleluia. V. Iustus ut palma.
Evangile : Vigilate.
Offertoire : Veritas.
Communion : Fidelis servus.

2. d'après deux missels mss. de la cathédrale d'Aoste, écrits l'un vers 1542 et l'autre en 1550. Ils donnent le même texte :

(*15*) *Introït :* Os iusti.
Oraison : (identique à celle du missel de Liddes, page 13).
Epître : Dominus dedit confessionem.
R. Inveni David ... alleluia. V. Iustum deduxit Dominus.
Evangile : Vigilate.
Offertoire : Veritas.
Secrète : Hostias tibi Domine beati Bernardi confessoris tui dicatas meritis benignus assume et ad perpetuum nobis tribue pervenire subsidium. Per.
Communion : Domine quinque talenta.
Postcommunion : Repleti Domine muneribus sacris, quaesumus ut beati Bernardi confessoris tui suffragantibus meritis in gratiarum semper actione maneamus. Per.

C. A Novare

D'après un missel de la cathédrale de Novare écrit en 1478.

(*16*) *Introït :* Os iusti.
Oraison : Deus qui beatum Bernardum confessorem tuum atque levitam verbi tui predicatorem instituisti, quesumus ut cuius sollemnia celebramus in terris, eius intercessione premia eterna mereamur in celis. Per.
Epître : Iustus si morte preoccupatus.
Répons et graduel : Domine prevenisti eum in benedictionibus Beatus qui suffert tentationem.
Evangile : Vigilate.
Offertoire : Veritas mea.
Secrète : Dona nostra quesumus Domine clementer suscipere dignare que tibi impendimus pro beati Bernardi confessoris tui sollemnitate presenti.
Communion : Beatus servus.
Postcommunion : Satiasti Domine familiam tuam sacrosancto mysterio corporis et sanguinis pretiosi filii tui D. N. J. C. pro veneranda confessoris tui atque levite beati Bernardi festivitate cuius patrocinio a vinculis omnium peccatorum nostrorum absoluti tecum in bonis celestibus gaudere perpetuo mereamur.

(*17*) D'après un missel conservé aux archives de S. Gaudence (Novare) et portant cet indice : « Ga (ou EA) 5 Missale scriptum ut coniicitur circa annum 1250 (sed forsitan s. XIV vel XV). »

Dans le corps du missel. Storum Viti... eodem die Sti Bernardi dont il n'y a que 3 oraisons :

Oraison (comme dans la messe du Gd-St-Bernard 12).

Secrète : Sancti Bernardi confessoris tui quesumus Domine intercessio nos semper letificet ut dum eius merita in presenti festivitate recolimus patrocinia sentiamus. Per.

Postcommunion : Ut tua sacrificia domine dent salutem beatus confessor tuus bernardus quesumus precator accedat. Per.

D. A Verceil

(*18*) 1/Missel du XIIe siècle. Codex XLII des archives de la cathédrale. Il porte cette inscription au fol. V : « Anno dominice incarnationis MCXCIIII in festivitate ste Cateline oblatus est beato eusebio liber iste, anno primo sacerdotis offerentis. » Il date donc de 1194.

Il renferme ces trois oraisons :

Oraison : (comme dans les messes du Gd-St-Bernard 12).

Secrète : Hec munera quesumus domine oculis tue maiestatis oblata sanctifica, et intercedente beato bernardo confessore tuo nos a cunctis defende periculis. Per.

Postcommunion : Sancti confessoris tui bernardi quesumus domine nos semper intercessio veneranda letificet ut dum eius merita in presenti festivitate recolimus patrocinia sentiamus. Per.

Notes : Cette messe est la plus ancienne que l'on connaisse de S. Bernard qui n'était que commémoré en la fête des SS. Vit, Modeste et Crescence. Le culte de ce saint s'est établi très tôt à Verceil : dès l'année 1164 une église paroissiale lui était dédiée.

(*19*) 2/Le codex XXXIII des mêmes archives porte au calendrier : « XVII kal. (IUlii) Festivitas sti Bernardi confessoris. » Ce codex date du XIIIe siècle.

(*20*) 3/Le codex LXVIII qui est un missel du XIVe siècle de la cathédrale de Verceil a, au 15 juin : Nativitas sti Bernardi confessoris, avec les trois oraisons déjà transcrites.

E. Dans le diocèse de Genève

Les missels de l'église de Genève imprimés en 1498 et en 1521 ne contiennent pas la messe de S. Bernard.

INSCRIPTIONS AUX CALENDRIERS

Grand-Saint-Bernard

L'Hospice ne possède pas d'ancien martyrologe manuscrit dans ses archives.

Diocèse d'Aoste

(*21*) Un calendrier écrit en 1237 ou avant conservé dans les archives de l'église d'Avise contient ce texte : « XVII kal. iulii. Viti et Modesti », puis, d'une main plus récente : « et Crescentie martyrum et s. Bernardi Montis Iovis [1]. »

(*22*) Aux archives de la cathédrale d'Aoste, un martyrologe du XIIIe siècle porte au 15 juin : « Novarie depositio sancti bernardi (aug. archidiaconi et) confessoris (qui domum montis iovis edificavit et alibi *JII cellas in cacuminibus* montium necessarias).

Notes critiques. Ce martyrologe est un beau manuscrit et dans un excellent état de conservation. Des notes marginales se rapportant aux années 1240 à 1400 et la forme de l'écriture démontrent son appartenance au XIIIe siècle.

Dans l'éloge de S. Bernard, les mots entre parenthèses sont écrits en marge. L'écriture en est moins belle et l'encre moins noire que pour le reste du texte. Des mots en italique, il ne reste que le bas des lettres. Ce passage a été reconstitué par dom Germain Morin O.S.B. [2] Il me semble que le mot *cellas* pourrait être lu *alias*. Dom Morin remarque que le premier jambage de JII paraît être corrigé de X (XII).

Cet éloge n'est pas sans analogie avec le début de la Richardine et d'une légende parente écrite sous le nom de Jean de Cyliano.

Martyrologe	Richardine
qui domum montis iovis edificavit et alibi JII alias (ou cellas) in cacuminibus montium necessarias	(Deus) Bernardum Menthonistam praedestinavit... ut a montibus iovis et columna Iovis fugaret nociva daemonia... ibique et alibi fundaret hospitalia.

Jean de Cyliano

Iesus Christus... Bernardum de Mentone archidiaconum Augustae esse praedestinavit, ut profanum idolum a demonibus circumdatam a montibus removeret et ibidem hospitalia creaturae humanae necessaria fierent.

(d'après une copie conservée au Grand-St-Bernard).

[1] Historiae patriae monumenta. Scriptores col. 385 et 597.
[2] Cf. *A. Donnet*, op. cit., page 136 en note.

La parenté de ces trois textes rend plus suspect celui qui est écrit en marge du martyrologe et fait soupçonner que là encore la main d'un faussaire a passé afin de donner au fruit de son imagination un témoin vénérable. La conclusion de la légende de Jean de Cyliano ne fait que confirmer cette opinion : « haec est vita extracta a monumentis antiquis Augustae, iuxta liturgiam, absque glosa, ad perhibendum testimonium soli veritati. »

Si l'on retranche de l'éloge de S. Bernard les passages suspects, il se réduit à ceci : « Novarie, depositio sti bernardi confessoris. »

(*23*) Le *Liber anniversariorum* d'Antoine de Billens (Cathéd. d'Aoste), qui date de 1372, a au 15 juin : « beati bernardi montis iovis. Refectorium toti choro facit prebenda sti petri dedit aymo de Castellario archid. aug.[1] »

(*24*) *Martyrologe de 1550* (le dernier chiffre n'est pas sûr) de la cath. d'Aoste s'exprime ainsi : « Novarie in abbatia sancti Laurentii extra muros eiusdem civitatis depositio beati bernardi archidiaconi ecclesiae cathedralis augustae praetoriae fundatoris coenobii montis iovis in honorem divi Nicolai Mirreorum episcopi. XVII kal. Iulii. »

(*25*) Un *livre des anniversaires et réfectoires* du chapitre cathédral d'Aoste écrit en 1554, renferme au 15 juin cet éloge : « Bernardi de Mentone confessoris, archidiaconi augustensis, fondatoris cenobiorum Montis Iovis et Columpne Iovis in honorem beati Nicolai confessoris, cuius annus depositionis fuit 1086. Refectorium plenum legavit dominus Aymo de Castellario Sale archidiaconus auguste, facit administrator capellanie sancti Petri. Fiat statio in claustro super thumulo reverendorum archidiaconorum prout decet.[2] »

Diocèse de Sion

(*26*) Aux archives de Valère, copie de la fin du XIIIe siècle du martyrologe d'Adon. L'on a ajouté plus tard au XIV juin : « S. Bernard diacre[3]. (Cf. A. Donnet, op. cit., p. 139.)

[1] Aymon de Castellario a été archidiacre de 1263 à 1276. (*Gallia christiana*, T. XII, p. 827.)

[2] Historiae Patriae Monumenta Script. II col. 638.

[3] Le diocèse de Sion été lent à adopter la fête de S. Bernard. Le coutumier de l'église de Sion du XIVe s. et le bréviaire de Sion de 1497 n'ont rien au sujet de S. Bernard si ce n'est que dans le calendrier de celui-ci, on a ajouté à la main « S. Bernardi confessoris ». Cette lenteur surprend d'autant plus que l'Hospice et plusieurs de ses bénéfices sont dans le diocèse de Sion. Une explication de cette anomalie serait que l'activité de s. Bernard s'est surtout déployée du Montjou vers le sud.

II. Apport biographique

Cette seconde partie a comme but d'extraire des textes publiés les détails biographiques distincts de ceux qui sont contenus dans le panégyrique de saint Bernard. Pour procéder avec ordre, on s'en tiendra à la succession chronologique des faits, autant que possible.

A. Origine de S. Bernard

Parmi les textes cités, seul le livre des Anniversaires, Réfectoires... de la cathédrale d'Aoste ajoute au nom du saint la détermination « de Mentone ». Ce document est fort tardif puisqu'il a été écrit en 1554. Les autres textes disent seulement qu'il était de famille noble : « nobili prosapia ortus »[1]. La première antienne des matines du même office renchérit sur cette idée, mais sans donner de précisions : « Sanctus Bernardus nobilissimis ortus natalibus nobilitatem suam probis actibus ac moribus decoravit. »

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les motifs qui font mettre en doute l'appartenance de S. Bernard à la famille de Menthon. M. Donnet, dans sa thèse « S. Bernard et les origines de l'hospice du Mont-Joux », p. 74-76, les a exposés avec brièveté, mais dans toute leur force. L'objet spécial de cette étude confirme cette manière de voir. Les livres liturgiques du diocèse de Genève jusqu'au XVIe s. ignorent S. Bernard, ce qui est fort surprenant si S. Bernard est né et a été élevé à Menthon, paroisse de ce diocèse. On n'est pas moins surpris quand on compare le laconisme des textes liturgiques sur l'origine du saint avec le luxuriant état civil que lui dresse la Richardine : « Qui Bernardus Menthonista, per strenuum baronem Ordine militari insignitum Richardum Dominum maximae Baroniae castrorum et terrarum de Menthone Gebennensis dioecesis, conceptus fuit in utero legitimae uxoris suae, inclitae Bernolinae de Duyno, ortae ex prosapia illustris Oliverii, ex paribus Francorum, olim Genevesiorum comitis... » Cet état civil comparé au premier est une véritable génération spontanée.

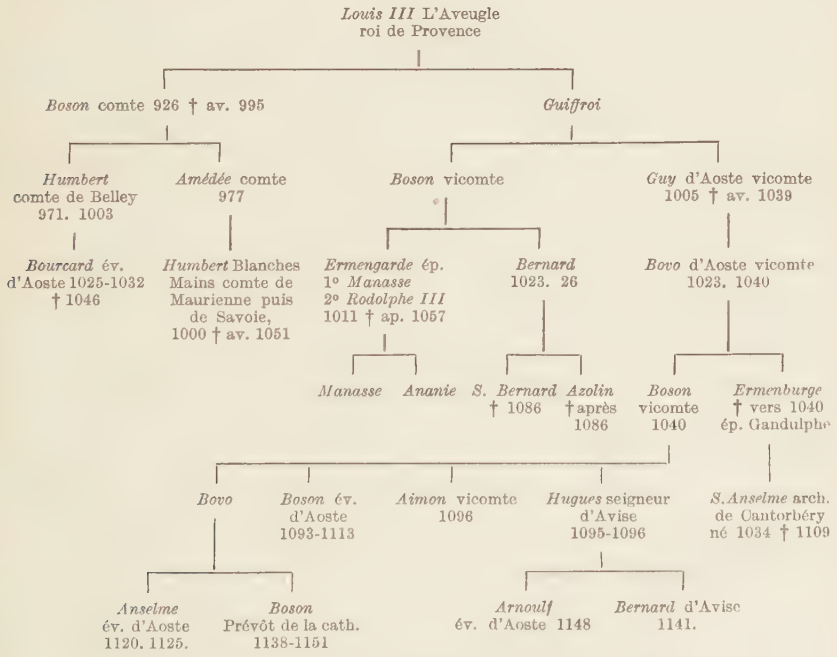
B. Jeunesse

Le panégyrique de Novare n'a qu'un mot sur l'enfance de S. Bernard : « probis a pueritia moribus ad plenum institutus. » L'office du saint n'est pas riche en détails non plus : la 2e antienne des matines

[1] Brév. d'Agaune, leçon I.

dit : « Hic in annis iuvenilibus seculares pompas sprevit ac sacrarum virtutum coepit emicare fulgoribus » ; et la 5e : « Cilicio iuxta carnem contextus cum posset indui pretiosissimis ornamentis vilibus utebatur indumentis. » On voit que S. Bernard s'est avancé vers la sainteté par un chemin uni et sans connaître les écarts d'un S. Augustin.

C. L'archidiaconat de S. Bernard à Aoste ne fait aucun doute. La 6e antienne des matines nous donne la raison de sa promotion : « Cumque vir Domini sanctus Bernardus clarus in multis haberetur accidit ut in ecclesia Augustae archidiaconatus officio decoraretur. » Parmi les qualités qui ont valu à S. Bernard son élévation à l'archidiaconat, il faut mettre les signes d'une sainteté précoce, sans négliger la noblesse de sa famille. On peut s'en convaincre en jetant un regard sur le tableau généalogique de la famille des vicomtes d'Aoste [1], qui donna 3 évêques et 1 prévôt à la cathédrale d'Aoste entre les années 1093 et 1151. Cette constatation incline à rattacher à cette même famille S. Bernard.



[1] Cf. Miscellanea valdostana LXXVIII et S. Bernard de Montjou, page 2. Pour la commodité des lecteurs, ce tableau généalogique est reproduit ici.

Comme membre du clergé, surtout comme archidiacre, S. Bernard reçut les ordres sacrés, le diaconat certainement. La 6e antienne des matines le prouve : « Ordinatus beatus Bernardus christianorum populum a vitiorum sordibus cessare, virtutumque se nitoribus aggregare admonebat ». Le répons VI reprend ce texte et le continue : « Nec solum in ea regione sed circumquaque progrediens, dominicas oves salutaribus monitis reficiebat. » La prédication qu'il exerce après son ordination suppose que S. Bernard reçut au moins le diaconat. Reçut-il aussi la prêtrise ? C'est l'opinion communément reçue maintenant : en outre, la Richardine le dit expressément et l'hymne des 2es vêpres contient ces vers : « O Bernarde sacerdotum honor, decus, gloria » qui font de S. Bernard l'ornement de l'ordre sacerdotal : il devait donc en faire partie. Mais si l'on remonte aux sources primitives, cette opinion s'effondre. Lisons les textes : L'hymne des laudes s'exprime ainsi dans sa 3e strophe : « sed urbs iudiciaria gaudeat et Novaria, haec levitarum studio, haec corporis tripudio. » Ce modèle des lévites aura bien été diacre aussi.

L'office de S. Ours de 1393 (N° 7) dit clairement que S. Bernard n'était pas prêtre, dans le titre et dans les rubriques qui renvoient deux fois au commun d'un confesseur non prêtre et qui excluent de son office les deux répons du commun des confesseurs qui exaltent le caractère sacerdotal : « Ecce sacerdos » et « Iuravit Dominus... tu es sacerdos in aeternum. « M. A. Donnet [1] remarque que, comme n'y a que deux communs des confesseurs, celui des pontifes et celui des non-pontifes et que ce dernier convient aussi bien aux prêtres qu'aux laïcs, cet argument n'est pas décisif. Cependant, l'expression « non sacerdos » n'est pas équivalente à « non-pontifex » et doit être prise dans le sens de non-prêtre parce que ce même bréviaire et les livres liturgiques d'Aoste de cette époque, dans leurs renvois au commun d'un confesseur non-évêque, emploient l'expression « commune confessoris non pontificis ». Ce qui suppose dans notre bréviaire trois communs des confesseurs, soit le commun des confesseurs en général, celui des confesseurs évêques et celui des confesseurs non-prêtres.

L'*ordo* de la cathédrale de Novare du XIVe s. contient cette rubrique « Ad matutinum et caeteras horas, omnia sicut in uno confessore non sacerdote ». Dans la même église, le *Manuale Chori* écrit en 1448 renferme cette oraison : « Deus qui beatum Bernardum con-

[1] *Op. cit.*, p. 102, n. 19.

fessorem tuum atque levitam verbi tui predicatorem instituisti, tribue quaesumus ut cuius sollemnia celebramus in terris eius intercessione praemia aeterna mereamur habere in coelis. » Un missel de cette église de 1478 reproduit la même oraison et contient cette postcommunion : « Satiasti Domine familiam tuam sacrosancto mysterio corporis et sanguinis pretiosi filii tui D. N. J. C. pro veneranda confessoris tui atque levitae beati Bernardi festivitate cuius patrocinio a vinculis omnium peccatorum nostrorum absoluti tecum in bonis caelestibus gaudere perpetuo mereamur [1]. » Or, le mot levita signifie diacre.

Citons encore, d'après M. Donnet [2], le martyrologe d'Adon du XIIIe s. où une main plus récente a noté au 14 juin S. Bernard diacre.

Si l'on ajoute à ces textes le témoignage de la tradition iconographique de S. Bernard qui le représente en diacre avec le livre des évangiles [3], on est en droit de conclure que l'archidiacre S. Bernard, suivant en cela l'ancienne coutume de l'Eglise généralement observée au XIe s. encore, n'avait pas dépassé dans les ordres sacrés le degré du diaconat.

D. L'hospice du Grand-St-Bernard ou du Montjou

L'œuvre par excellence de S. Bernard et à laquelle son nom reste inviolablement attaché est l'hospice du Montjou.

Cette œuvre a été racontée d'une manière fantaisiste par la Richardine et il est difficile dans cette narration de faire le démarquage de ce qui est tradition primitive ou invention de l'auteur. Les textes liturgiques primitifs apporteront peut-être quelque lumière.

Pour rendre plus facile l'étude comparative des textes du bréviaire et de la séquence, je les transcris en autant de colonnes :

dans la 1re, le VIIIe répons des matines ;

dans la 2e, l'hymne des vêpres du Bréviaire d'Agaune ;

dans la 3e, la séquence, dont quelques strophes sont interverties pour rendre plus sensible le parallélisme ;

dans la 4e, sont résumés ou transcrits les passages correspondants de la Richardine.

[1] Cf. Ducange, Glossarium mediae et infimae latinitatis.

[2] *loc. cit.*, et p. 139.

[3] Cf. D. L. Galbreath, Sceaux vaudois, p. 280, N°s 2, 3, 4. Un ancien reliquaire de l'Hospice du Gd-St-Bernard le représente de la même façon. Il est encore en diacre dans une miniature du bréviaire du XVe s. conservé à l'Hospice.

VIIIe Répons	*Hymne des vêpres*	*Séquence*	*Richardine*
Montis Iovis signum sancte Bernarde ostendit te sanctum	1. Sancti spiret laus Bernardi boni sicut odor nardi qui signatur Montis Iovis sanctus esse signis novis	15. Nunc Bernardi proferamus signa eius et dicamus virtutes prodigia 16. Nicolaus apparuit peregrinus visus fuit sancto dixit talia.	(8) Elle décrit les vexations infligées par le démon aux chrétiens sur le Mont-Joux. S. Nicolas apparaît à S. Bernard « dicens : O Bernarde, *montis* alta *ascendamus*, per abrupta transeamus, fugabimus dæmonia, illamque statuam Iovis, dæmonibus circumdatam, Christicolas tam turbantem diruemus in fragmina... post ibi hospitalia fundabimus utilia, et Canonicorum Regularium cœnobia. »
qui ibi *infernum* destruxisti	2. Est *infernus* Mons iovinus	17. *Montem* Iovis *ascendamus* hospitale componamus summæ rupis in via. 18. Illa domus fabricatur tantis viris et dotatur habens beneficia.	(9) Elle raconte que S. Bernard se rend au Montjou, passe devant la statue animée par le démon, la jette à terre et relègue le démon dans les monts Maleths.
et paradisum aedificasti.	*caritatis* factus sinus ubi Christus adoratur et pascitur et potatur.	10. Domum fecit *caritatis* ubi data dantur gratis nec quæruntur præmia	(10) S. Bernard « hospitalia et cœnobia tam egenis quam opulentis necessaria fabricanda intitulavit, sicut post ordinata atque ornata fuerunt in quolibet monte unum.
	3. Fecit domum in inferno regi curam dat æterno et quæ porta fuit mortis paradisi patet portis.	11. Ubi panis, vinum, ligna nunquam crescunt, sed masunt ibi contraria. [ligna	(11) Tenebras in lucida, labores in requiem, rugitus in cantica, stridores in dulcia, mœrores in gaudia, mœstos in lætitias, steriles in ubera, frigora in calores, dæmonia in angelos, infernum in paradisum, sanctus Bernardus... reduxit suaviter. »
Tuo igitur patrocinio adiuti mereamur ingredi ianuas cœli.	4. Per Bernardum est infernus locus factus nunc supernus Interveniat pro nobis. lapsis minis Montis Iovis.	12. Nix et algor, via dura, fumus, nubes et obscura sunt ibi perennia. 13. A Bernardo facta domo illam adit quisquis homo habet necessaria.	(Texte publié par les Bollandistes.)
	5. Deo Patri gloriemur suum natum veneremur...	14. Illa domus semper patet procurator nunquam latet præparans cibaria.	

Nous avons dans ces textes 4 narrations de la fondation de l'Hospice. Celle du répons est la plus ancienne et la plus sobre : le Montjou était une sorte d'enfer, S. Bernard l'a transformé en un paradis. Cela s'est fait d'une manière miraculeuse.

L'hymne des vêpres reprend l'antithèse de l'enfer et du paradis et la développe d'une manière fort heureuse : le Montjou était un enfer, il est maintenant un lieu où le Christ est adoré et, dans la personne des pauvres, nourri et désaltéré ; on y rend un culte au roi éternel et cette porte de la mort ouvre sur les portes du paradis. Cet enfer est devenu un lieu céleste. Cette hymne ne se ressent pas de la Richardine, si ce n'est dans la dernière strophe [1].

La séquence a subi cette influence, surtout dans la mise en scène de S. Nicolas. Quant au reste, elle pourrait bien être antérieure à la Richardine (voir fol. 21). Elle nous montre l'Hospice se construisant dans un grand déploiement d'activités. Puis on le pourvoit de bénéfices, parce que là où il se construit, il n'y a aucune ressource, ni champ, ni vigne, ni bois. Là règne la lutte maligne des éléments, neige et froid, âpreté du chemin, brouillards et nuages qui plongent ces lieux dans l'obscurité. (C'est l'enfer dont parlait le répons.) Mais dans cet enfer, S. Bernard a édifié une maison bénie, où tout homme trouve le nécessaire, une porte toujours ouverte, un procureur (cellérier) toujours accessible et prêt à donner le vivre et le couvert. C'est là une description pittoresque de l'œuvre de S. Bernard et vraie, au témoignage de tant de pèlerins qui, dès l'institution de cet hospice, en ont bénéficié et exalté la bienfaisance par toute l'Europe.

La Richardine serait plus riche en détails, mais elle est une source trop peu sûre pour être utilisée.

Ne retrouve-t-on pas un écho de l'antithèse du répons, dans cette phrase par laquelle Rodolphe, abbé de Saint-Trond (Liége), conclut le récit de son passage du Montjou avec d'autres pèlerins en 1130. Après avoir bénéficié de l'Hospice établi par S. Bernard, les pèlerins « fuient ces lieux profanés par Jupiter, devenus maintenant sacrés [2] ».

Les calendriers et martyrologes les plus anciens désignent couramment notre saint sous le nom de S. Bernard de Montjou. C'est la

[1] Pour ce motif et aussi parce que sans cette strophe, l'hymne des vêpres aurait le même nombre de strophes que les hymnes des matines et des laudes, il ne me semble pas improbable que ce passage soit interpolé. Dans cette hypothèse, rien n'empêcherait que ces 3 hymnes ne soient antérieures à la Richardine. (Cf. N° 2 et p. 11.)

[2] Cité par *l'abbé Henry*, « Histoire de la Vallée d'Aoste », p. 68.

preuve que l'on regardait la création de l'Hospice du Montjou comme son œuvre caractéristique.

E. L'hospice du Petit-St-Bernard ou Colonne-Joux

Les documents liturgiques les plus dignes de foi mettent en mauvaise posture l'opinion attribuant à S. Bernard la fondation de l'hospice de Colonne-Joux. Parmi tous les textes publiés, la séquence comprise, qui est assez prolixe au sujet de l'œuvre hospitalière de S. Bernard, aucun si ce n'est le Livre des anniversaires et réfectoires du chapitre cathédral d'Aoste ne dit S. Bernard fondateur de cet Hospice : « fondatoris cenobiorum Montis Iovis et Columpne Iovis in honorem beati Nicolai confessoris ». (N° 25.) Ce document est fort tardif, puisqu'il date de 1554 et n'a donc pas grande valeur. Le martyrologe de la même église du XIIIe s. attribue bien à S. Bernard la fondation de quatre Hospices (ou 13 d'après la correction de X en J), y compris celui du Montjou, mais cette partie du texte écrite en marge est suspecte et ne peut fournir une confirmation de cette opinion [1].

La tradition qui attribue à S. Bernard cette fondation trouve un meilleur appui dans les chartes qui, dès 1145, mentionnent au Pt-St-Bernard l'église de S. Nicolas et la maison hospitalière de S. Bernard ou l'église des SS. Nicolas et Bernard de Colonne-Joux. Mais s'agit-il d'une fondation faite par S. Bernard ou mise sous son vocable ? Les deux opinions étant défendables, la tradition qui voit en S. Bernard le fondateur de l'hospice du Pt-St-Bernard ne perd pas toute valeur [2].

F. Mort de S. Bernard

L'Eglise, célébrant chaque année à jour fixe les fêtes des saints, note soigneusement le jour de leur mort, jour natal en style ecclésiastique. La fête de S. Bernard se célèbre le 15 juin. Les calendriers et livres liturgiques les plus dignes de foi sont si unanimes à ce sujet qu'il est inutile de les citer. Les offices des Chanoines Réguliers édités en 1592, qui placent la fête de S. Bernard au 16 mai, sont une exception qui peut s'expliquer par une erreur de copiste (Cf. N° 6) et qui n'a pas été maintenue dans les éditions plus récentes de ces offices.

Au sujet de S. Bernard, comme il se passa trois jours entre sa mort et sa sépulture, on peut se demander si le 15 juin est le jour anniversaire de l'une ou de l'autre.

[1] Cf. N° 22 et p. 27.
[2] Cf. *A. Donnet*, op. cit., p. 127-131.

Le panégyrique donne l'impression que c'est l'anniversaire de la sépulture : après avoir parlé de l'inhumation du saint qui se fit en grande solennité au milieu d'une multitude innombrable, chacun apportant quelque présent à la tombe du saint, il ajoute : « Quod adhuc devote servatur populis anniversarium eius diem recolentibus XVII kalendas iulii ». Puis il raconte ce qui arriva après cette sépulture. Ce qui se conserve encore est ce qui s'est fait le jour de la sépulture. Le sens obvie est donc en faveur du jour anniversaire de la sépulture.

Venons-en aux documents liturgiques : Le Bréviaire d'Agaune a cet invitatoire : « Venite adoremus regem regum qui beatum Bernardum coronavit hodie » (N° 1). Le Bréviaire du Montjou du XV s. le modifie un peu : « qui beatum Bernardum coronavit in coelis », probablement sous l'influence de la Richardine qui place la mort de S. Bernard le vendredi après la Ste Trinité, ce qui suppose un temps assez long entre la mort et la sépulture, pour qu'en ce jour-ci on ne puisse plus dire : « qui coronavit hodie ». Un codex de l'église cathédrale de Verceil mentionne ainsi S. Bernard au calendrier : « XVII kal. Festivitas sti Bernardi confessoris » ; un missel de la même église, du XIV s., porte au 15 juin : « Nativitas sti Bernardi confessoris (N° 20). Le martyrologe du XIIIe s. de la cathédrale d'Aoste dit au 15 juin : « Novarie depositio sancti bernardi confessoris » (N° 22). Un martyrologe de 155(0) s'exprime ainsi : « Novarie in abbatia sancti Laurentii extra muros eiusdem civitatis depositio beati bernardi archidiaconi ecclesiae cathedralis augustae... » (N° 24).

Les expressions : *coronavit hodie* et *nativitas* semblent bien indiquer le jour de la mort et non celui de la sépulture. Remarquons cependant que le style ecclésiastique regarde la mort et la sépulture comme faisant un seul tout et emploie indifféremment les mots *natalis* et *depositio* [1]. Mais ce dernier terme, employé par les martyrologes d'Aoste, désigne plus particulièrement la sépulture et précise les expressions : *festivitas* et *nativitas* des calendriers de Verceil. En outre, les apocryphes, comme la Richardine, qui n'avaient pas de motif spécial de s'écarter sur ce point de la tradition, disent explicitement que saint Bernard fut enseveli le 15 juin.

Il semble donc qu'il faille retenir le 15 juin comme le jour de la sépulture de S. Bernard, et comme il a été enseveli trois jours après sa mort, celle-ci survint le 12 juin.

[1] Cf. *Ecclesia*, p. 641 et 644.

L'année. Il est surprenant de constater que le livre des anniversaires de 1554 d'Aoste (N° 25) donne 1086 comme l'année de la sépulture de S. Bernard « Cuius annus depositionis fuit 1086 », alors qu'à l'époque où il a été écrit, la vie de S. Bernard écrite par Richard, largement diffusée, avait dû accréditer partout l'année 1008. Cette date mérite donc l'attention. Elle est confirmée par un document de valeur, qui provient des archives du couvent de S. Laurent, où mourut S. Bernard. Il date de 1424, 15 juin et relate que l'abbé Ruffin, supérieur du monastère, détacha la tête du corps de S. Bernard et la plaça dans un buste en métal, tandis que les autres ossements étaient déposés dans une châsse en bois. Cet acte s'exprime ainsi quant au sujet qui nous occupe : « Praefatus beatissimus levita Bernardus ex hac labili vita transivit ad celestem patriam anno millesimo octuagesimo sexto et sacratus et positus in sanctorum cathalogo a R. episcopo novariensi Richardo anno MCXXIII prout veritas est et antiquae scripturae indicant [1]. » La date de 1086 concorde avec le panégyrique qui place la mort de S. Bernard après l'entrevue qu'il eut à Pavie avec l'empereur Henri IV.

Plusieurs modernes sont partisans de l'année 1081, parce que c'est l'année où l'entrevue de Pavie se situe le plus naturellement d'après l'itinéraire d'Henri IV. Mais ils ne tiennent pas assez compte du fait que cet itinéraire permet de placer cette entrevue durant l'hiver ou l'été 1082 et l'été 1083. Il faut encore remarquer que le panégyriste du saint dit qu'il resta peu de temps à Pavie et que de là il regagna Novare. En le lisant, on a l'impression, je l'avoue, que S. Bernard regagna immédiatement Novare. C'est que le panégyriste ne raconte avec quelques détails que ce qui s'est passé à Novare ou dans les alentours. Il n'est donc pas exclu que le saint, ayant quitté Pavie, ait continué ses prédications à travers la Lombardie et le Piémont et qu'il ne soit revenu à Novare qu'en 1086, date à retenir tant qu'on ne lui oppose pas une preuve décisive.

G. Au sujet des **reliques de S. Bernard**, son office ne dit rien si ce n'est que la ville de Novare doit se réjouir de posséder le corps de ce saint

« Sed urbs iudiciaria
gaudeat et Novaria
haec levitarum studio,
haec corporis tripudio. » Hymne des laudes (N° 2).

[1] Archiv. de la cathédrale de Novare. II Sala II Armadio. SS Reliquie e Indulgenze.

H. Miracles

Si l'on excepte le miracle du Montjou auquel fait allusion le répons VIII, l'office propre de S. Bernard ne fait connaître aucun miracle qui ne soit déjà recensé dans le panégyrique, à moins qu'il ne soit question de deux miracles distincts dans les textes suivants. Le lecteur jugera :

Panégyrique	*Répons III* (N° 1)
Sacerdos quidam, per unum annum mutus effectus veniens ad sancti confessoris corpus ibique votum ex corde vovens quod postea solvit, missae celebratione perfunctus remeavit apertissime loquens.	Officio linguæ privatus forte sacerdos Quas solum potuit palmas non verba tetendit. Mox precibus sancti manifeste verba recepit.

Conclusion

L'étude des documents liturgiques concernant S. Bernard ne nous a pas conduits à des découvertes sensationnelles, mais elle a rectifié des opinions erronées et confirmé des affirmations ou des hypothèses jugées téméraires jusqu'ici. Cette étude nous permet maintenant, en tenant compte des données du panégyrique et des travaux les plus récents, d'atteindre à cette synthèse de la vie de S. Bernard.

S. Bernard de Montjou, né de famille noble, vraisemblablement des vicomtes d'Aoste, formé dès son enfance à une vie pleinement chrétienne, passa son adolescence dans la pratique des vertus. Grâce à ses mérites personnels et à la noblesse de sa famille, il fut élevé à la dignité archidiaconale dans la cathédrale d'Aoste et reçut l'ordre sacré correspondant à ses fonctions, le diaconat. Une fois ordonné, il prêcha assidûment et avec grand profit pour les fidèles d'Aoste et des environs.

Une hypothèse, que confirment plusieurs données historiques, explique ainsi la fondation de l'Hospice de Montjou. S. Bernard reçut de sa proche parente, Ermangarde, épouse de Rodolphe III, roi de Bourgogne, le monastère de Bourg-St-Pierre, avec ses dépendances. Au lieu de rétablir ce monastère ruiné par les invasions des Sarrasins, il édifia au sommet du col de Montjou un hospice et lui affecta les revenus du monastère de Bourg-St-Pierre. Cette œuvre répondait à une nécessité urgente. Elle fut très appréciée par la multitude des pèlerins de Rome et célébrée partout comme un prodige de charité au point qu'elle donna son nom à son fondateur, qui fut appelé S. Bernard de Montjou.

Cependant, S. Bernard ne se relâchait pas dans le zèle de la prédication. Sa parole, il l'accréditait par son austérité et de nombreux miracles. Il ne prêchait pas seulement à Aoste, mais encore dans les environs. Ses pérégrinations d'apôtre le conduisirent jusque dans le diocèse de Novare et dans la plaine lombarde, où se trouvait alors l'empereur Henri IV, qui recrutait des soldats pour faire la guerre au pape Grégoire VII. S. Bernard le vit à Pavie et tenta, mais en vain, de le détourner de son projet. Il revint ensuite à Novare, où il fut pris de fièvres et mourut le 12 juin 1086, dans le couvent de S. Laurent-hors-les-murs. Il y fut enseveli le 15 juin au milieu d'un enthousiasme universel. Sa tombe devint un objet de vénération pour les Novarais. En 1123, Richard, évêque de Novare, l'inscrivit au catalogue des saints. S. Bernard eut bientôt son autel dans la basilique attenante au monastère, sans doute celui où ses restes furent conservés jusqu'en 1552, date où, en raison de la destruction du couvent de S. Laurent, ils ont été transportés au dôme de Novare. Ils y sont encore conservés avec vénération et vigilance par les chanoines du chapitre cathédral.

Aus spätmittelalterlichen Klosterpredigten

Von P. Gabriel M. LÖHR O. P., Freiburg.

Um die Gedankenwelt der Ordensfrauen im ausgehenden Mittelalter verstehen und um die Anklagen Luthers und der andern Reformatoren gegen das Ordensleben ihrer Zeit richtig beurteilen zu können, müßte vor allem festgestellt werden, was damals den Schwestern der beschaulichen Klöster gepredigt wurde, welche Lehren sie von ihren Beichtvätern und Predigern erhielten.

Einen kleinen Beitrag dazu liefert die Handschrift D 231 der Zürcher Zentralbibliothek, die von C. Mohlberg im Katalog der Handschriften I, 3 [1] beschrieben ist. Sie umfaßt 287 Blatt kleinsten Formats : 11 × 6 cm. Sie stammt aus dem Dominikanerinnenkloster St. Katharina in Nürnberg und enthält 23 Predigten oder Stücke davon, die von elf Dominikanern in den Jahren 1482-1487 gehalten worden sind, dazu eine Reihe von Kommuniongebeten sowie Auszüge aus den Schriften der hl. Brigitta. Die Predigten sind an Schwestern gerichtet — ob auch Laien anwesend waren, ergibt sich aus dem Inhalt der Predigten direkt nicht, nur ist auffallend, daß mehrmals das unnötige Schwören kräftig gerügt wird (f. 147 f., 228 f.) ; hier möchte man doch eher an Laien denken. Die Handschrift ist weder bei Fries [2] verzeichnet noch wird sie in dem von den Schwestern im 15. Jahrhundert angelegten Katalog der Handschriften des Klosters erwähnt [3].

Die Predigten sind von den Schwestern mitgeschrieben worden. Es war das ja eine Spezialität der Nonnen und Beginen, denen wir auf diesem Wege zahlreiche mystische Hss. des Hoch- und Spätmittelalters verdanken. Sie wurden dann später neugeschrieben und zusammen-

[1] Katalog der Handschriften der Zentralbibliothek Zürich I, 1-3. Zürich 1932-36. Vgl. dazu Archivum O. P. VIII (1938), 317 f.

[2] *Walter Fries*, Kirche und Kloster zu St. Katharina in Nürnberg. Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Stadt Nürnberg. 25 (1924), 134 ff.

[3] *Franz Jostes*, Meister Eckhart und seine Jünger (Collectanea Friburgensia IV) Freiburg i. Schw. 1895, S. 113 ff. Jetzt von *Paul Ruf* vorzüglich ediert in : Mittelalterliche Bibliothekskataloge Deutschlands, 3, 3 (1939), 570-670, bes. S. 573-575.

gestellt. Das ergibt sich daraus, daß sie chronologisch bunt durcheinander gehen. Daß sie nicht etwa vom Manuskript des Predigers abgeschrieben, sondern mitgeschrieben und auch nicht vom Prediger verbessert wurden, folgt aus mehreren Beobachtungen: einmal finden sich in den lateinischen Zitaten vielfach die gröbsten Verstöße gegen die Rechtschreibung — im Manuskript des Predigers wäre das jedenfalls nicht möglich gewesen. Die Namen der Lehrer, denen der Prediger seinen Stoff entlehnt, sind von den Hörerinnen in der Regel nicht verstanden worden; so kommt immer wieder die Bemerkung vor: wie « dieser lerer sagt », obwohl vorher sein Name nicht genannt wurde. Die Angaben über die Fundorte beim hl. Thomas stimmen vielfach nicht, auch sind die Lehrer, die genannt werden, z. T. mit andern verwechselt oder apokryphe Schriften unter ihrem Namen zitiert worden. Ich habe es daher in den meisten Fällen aufgegeben, weiter den Fundorten nachzugehen. So ist es nicht immer möglich, festzustellen, was der Prediger aus Eigenem bietet und was er übernommen hat. In einem Falle, wo das Compendium theologicae veritatis des Dominikaners Hugo zitiert wird, sieht man ohne weiteres, daß seine Ausführungen fast wörtlich übernommen wurden. Bei dem langen Sermon des Magister Heinrich Riß möchte man am ehesten an eine Abschrift vom Manuskript denken. Allein auch hier finden sich die gröbsten Verstöße gegen die lateinische Sprache. Eine andere Frage ist, ob die Hörerinnen den Prediger auch immer recht verstanden oder aber ob sie seine Ausführungen halb mißverstanden oder mißdeutet haben. Es bleibt allerdings zu beachten, daß sie im allgemeinen nur Auszüge oder « Stücklein » wiedergeben.

Das Dominikanerinnenkloster St. Katharina in Nürnberg [1], 1295 gegründet, stand von Anfang an unter der Leitung des Männerordens, der in Nürnberg ebenfalls ein Kloster besaß. In der 2. Hälfte des 14. Jahrhunderts ging das klösterliche Leben in St. Katharina stark zurück. Ein Reformversuch 1396 scheiterte vollständig, erst 1428 kam die Reform mit großer Mühe zustande. Dann freilich gelangte das Kloster zu großer Blüte und konnte seinerseits fünf andere Frauenklöster reformieren. In der Zeit der Kirchenspaltung verließ wohl die eine oder andere Schwester den Orden, aber der Konvent hielt aus, erst 1596 starb die letzte Chorfrau und Priorin.

[1] *W. Fries*, S. 8 ff., 19 ff., 34 ff. *H. Wilms* O. P., Geschichte der deutschen Dominikanerinnen. Dülmen i. W. 1920, S. 146 ff., 224. *Ruf*, S. 570 ff.

Die Dominikaner, die als Prediger in unserer Sammlung vertreten sind, sind — ich halte die Reihenfolge der Handschrift ein — folgende :

Johannes von *Kirchschlag*, Lektor und Prior, 1486. 2 Predigten.

Johannes *Muleysen*, 2 Predigten, 1484 und 1485.

Johannes *Lock*, Lektor, seit Ostern 1485 Beichtvater der Schwestern, 9 Predigten, 1484-1487.

Johannes *Tzolner*, 3 Predigten, 1483-1485.

Friedrich *Schober*, Kursor (Vorstufe zum Lektorat), 1482.

Heinrich *Riß* [1], aus dem Basler Kloster, Professor der Theologie, 1486. Von ihm stammt die ausführlichste und packendste Predigt, die anscheinend ziemlich vollständig gebracht wird. Riß ist zum Provinzialkapitel gekommen, dessen Mitglied er als Professor der Theologie ist, und hat bei dieser Gelegenheit — jedenfalls auf Einladung der Schwestern denen er wohl als bedeutender Prediger gerühmt worden war, — diese Predigt gehalten. Er behandelt offenbar ein Lieblingsthema, das ihm vertraut war, das er wahrscheinlich nicht bloß in St. Katharina gepredigt hat, nämlich die Freuden des Himmels. Er schildert nach Ordnung des Alphabets die 22 « Gerichte », die den Seligen bei dem himmlischen Hochzeitsmale vorgesetzt werden. Sie wird unten fast im ganzen Wortlaut gebracht.

Petrus *Gundelvinger*, 1487.

Ludwig *Wintzperger* [2], aus dem Basler Kloster, damals, 1487, Prior in Eichstätt.

Laurentius *Aufkirchen*, 1487, damals Kursor, 1509-1515 Provinzial der Ordensprovinz Teutonia.

Wilperg, 1485.

Friedrich *Stromer*, Lektor, Prior in Nürnberg und Vikar des Provinzials für die Natio Bavariae.

Da ein vollständiger Abdruck der Predigten nicht möglich ist, so soll wenigstens geboten werden eine

Übersicht über die wichtigsten behandelten Themen :

1. Die hl. *Dreifaltigkeit*, die Appropriationen der drei göttlichen Personen ; was wir im einzelnen daraus lernen sollen. f. 127 ff.

[1] Aus Rheinfelden, studierte in Wien. Vgl. Näheres bei *G. Löhr*, Die Teutonia im 15. Jahrhundert (Quellen u. Forsch. zur Geschichte des Dominikanerordens in Deutschland, 19). Leipzig 1924, S. 124, 135. *O. Vasella*, Geschichte des Prediger-Klosters St. Nicolai in Chur. Paris 1931, 54 ff. u. ö.

[2] *G. Löhr*, Teutonia, S. 123.

2. *Christus:*
   a) Das bittere Leiden. 265 ff., 284 ff.
   b) Er allein unser Seligmacher. 268 ff.
   c) Nachfolge Christi. 143 f.
   d) Das Joch Christi. 258 f.
   e) Das hl. Altarssakrament. 121 f., 152.
3. *Maria:*
   a) « Ehrenthron Salomons ». 139 f.
   b) Ave Maria. Ihre Macht. 217 ff.
   c) Marias Mitleiden. 220 ff.
4. Die *Gnade:* ihr Wesen, ihre Wirkungen. 224 ff. Ihre Unverdienbarkeit. 229 f.
5. Die *Gottes- und Nächstenliebe:*
   a) Worin die Liebe Gottes besteht. 110 f.
   b) Zeichen der wahren Gottesliebe. 117 f.
   c) Das Reich Gottes in uns. 119 f.
   d) Die Caritas und ihre Notwendigkeit. 253 ff.
6. Das *Streben nach Vollkommenheit.* 155 ff.:
   a) Die 10 Gebote. 228 f.
   b) Die Gelübde. 151 f.
   c) Die 12 Räte des Evangeliums. 145 ff.
   d) Der Gehorsam. 257 f.
   e) Die Demut. 130 f., 142 f., 170 f.
7. *Das Gebet:*
   a) Eigenschaften. 197 ff., 205 ff.
   b) Attentio und Intentio. 210 f. Gute Meinung. 112 f.
   c) Zerstreuungen. 213 ff.
   d) Warum keine Erhörung ? 213 ff.
   e) Das Vaterunser. 206 ff.
   f) Die Predigt. 200 f.
8. Die *Sünde:* ihre Ursachen und ihre Heilmittel. 281 ff.
9. Die *letzten Dinge:*
   a) Das Gericht. 125 ff., 187 ff.
   b) Der Himmel. 163 ff.

Johannes *Lock*, der als Beichtvater den größten Einfluß hat, behandelt davon folgende Themen: Dreifaltigkeit; das Reich Gottes in uns; Nachfolge Christi; Gott versuchen; Streben nach Vollkommenheit; Eigenschaften des Gebetes, Attentio und Intentio, Zerstreuungen; Maria und ihre Macht; die Caritas und wie wir sie erlangen; Gehorsam; das süße Joch Christi.

Ich bringe im folgenden nur Übersichten oder Bruchstücke der Sermone, nur den einen oder andern Vortrag gebe ich ziemlich im Wortlaut. Die Orthographie lasse ich so, wie sie vorliegt, namentlich auch die Fehler im Lateinischen.

Bei einer allgemeinen Betrachtung der Sermone könnten folgende *Merkmale* hervorgehoben werden:

Maßgebend ist der *hl. Thomas*, er ist die unbestrittene Autorität. In jeder Predigt wird zitiert: « unser heiliger Vater S. Thomas de Aquino ». Doctor sanctus ist damals sein gewöhnlicher Titel [1], da er der einzige damals kanonisierte Lehrer der Hochscholastik war. Aus ihm werden die Einteilungen und Beweise genommen, die Antworten auf die Fragestellungen, der wichtigste Lehrgehalt. Einige Male, aber selten, wird auch Albert d. Gr. mit seiner Lehre angeführt (110v, 113r, 202). Dazu kommen Aussprüche von Augustinus, Hieronymus, Gregor d. Gr., Anselm, Bernhard von Clairvaux, wie das in damaligen Ansprachen selbstverständlich war. Bonaventura wird ausdrücklich nicht genannt. Echt scholastisch wird auch der « Meister von Hohen Sinnen », d. h. Petrus Lombardus, der Verfasser der 4 libri Sententiarum zitiert, der Dominikaner Hugo von Straßburg, Vincentius von Beauvais, Heinrich von Hessen. Die andern « Lehrer » sind nicht festzustellen.

Aus diesem festen Anschluß an Thomas folgt, daß die Darlegungen durchaus kirchlich sind. Extravaganzen oder unkirchliche Lehren finden sich nicht. Die Ausführungen sind im allgemeinen nüchtern gehalten, der Affekt wird wenig angesprochen, eine Ausnahme macht Heinrich Riß, dessen Predigt bei den Schwestern anscheinend am meisten Eindruck gemacht hat. Zu unterscheiden bliebe freilich, was der Prediger gesagt und was die Schwestern davon mitgeschrieben haben. Diese Nüchternheit hängt damit zusammen, daß die Sermone vor allem unterrichten wollen, katechetische Belehrungen sind, weniger eigentliche Predigten, die sich stark an das Gemüt wenden. Der Einfluß der Scholastik zeigt sich in den doch zu weit gehenden Einteilungen. Joh. Lock z. B. bringt in einer Predigt: viererley unterscheidt (f. 129), viererley unterscheidt (f. 135) mit entsprechenden Anwendungen; dreyerley unterscheidt. Die Prediger sind vielfach Lektoren, die bei den Schwestern das predigen, was sie in der Schule gelernt haben oder dort vortragen, so z. B.: die Einteilung nach den 4 Causae (f. 139), der

[1] *G. Löhr*, Die theol. Disputationen und Promotionen an der Universität Köln im ausg. 15. Jahrh. (Quellen u. Forsch. 21). Leipzig 1926, S. 20.

Unterschied von frui und uti (115), die Gnade Gottes in der Substanz der Seele und nicht in den Fähigkeiten (224 f.). Man liebt die allegorischen Anwendungen, geht aber doch hie und da zu weit, ist zu gekünstelt, z. B. Lock bei der Erklärung des Opfers Abrahams und Davids (f. 255 ff.), Zolner bei der Erklärung des Throns Salomons (f. 140 f.).

Eigentliche *Mystik* findet sich nicht, am wenigsten im Sinne Eckharts. Das hat bereits Jostes [1] bei der Charakterisierung der Bibliothek von St. Katharina hervorgehoben. An Eifer stehen die Schwestern von St. Katharina ihren Mitschwestern aus dem Dominikanerorden von Engeltal und Medingen nicht nach — um nur diese Mystikerinnen aus der Umgegend zu nennen — aber die Geistesrichtung ist eine andere geworden, obwohl auch ihre Prediger scholastische Theologie und vor allem den hl. Thomas vortragen. Diese Prediger sind im Sinne Niders, des geistigen Vaters der Nürnberger Observanten, *praktisch* eingestellt, nicht mystisch-spekulativ. Und dabei war kurz vorher im Anschluß an die Docta ignorantia des Nikolaus von Cues in Süddeutschland und Österreich (Tegernsee, Melk, Aggsbach) über das Wesen der Mystik lebhaft gestritten worden [2]. Nicht die Fragen von der Trinität, vom Ausgang des Sohnes aus dem Vater, von der Geburt des ewigen Wortes in der Menschenseele werden behandelt, sondern die Lehren von der guten Meinung, Andacht beim Gebete, Gehorsam und Demut, die Liebe Gottes usw. Man ist nüchterner geworden, fast hausbacken. Dabei werden aber herzliche Töne angeschlagen bei der Betrachtung des bittern Leidens des Heilandes (284 ff.), des Mitleidens Mariä. Die Verehrung der Muttergottes tritt besonders hervor in den ehrenvollen Namen und Titeln, mit denen sie bedacht wird. Ein Anklang an die Sprache der Mystiker könnte vielleicht liegen in der Häufung und Steigerung der Prädikate, um die Majestät Gottes zu bezeichnen. Im übrigen wäre auf den Katalog der Schwesternbibliothek hinzuweisen; aus ihm ergibt sich, was die bevorzugte Lektüre der Schwestern bildete [3].

Auffallend ist, wie schon erwähnt, warum mehrmals das unbedachte und leichtfertige Schwören behandelt wird. Ebenso die Fragen von der Simonie (f. 203 f.), ob ein sündiger Priester die Sünden rügen

[1] *Jostes*, Meister Eckhart, S. XXV, XXIV, Anm. 2.

[2] *Friedr. Überweg*, Grundriß der Geschichte der Philosophie, Bd. II von *Bernhard Geyer* (1928), 634 ff. *M. Grabmann*, Mittelalterliches Geistesleben I (1926), 461; II (1936), 586.

[3] *Jostes*, S. XXII: « Ein alter notel, was man des jahrs gelessen hat ». Jetzt vollständig bei *Ruf*, S. 650-670: Anweisung für die Tischlesungen.

dürfe (149 f.). Interessant für die Geschichte der deutschen Sprache ist die Bemerkung Locks, daß « bekorung » kein « rechtz tewschcz in unser gegent czu versten oder czu sprechen » sei (208). Man solle tentatio übersetzen mit anvechtung oder fersuchung.

Eine glückliche Fügung will es, daß wir zur Beurteilung unserer Predigten andere Klosterpredigten aus genau derselben Zeit und Umgebung besitzen, nämlich die Vorträge, die der Franziskaner *Stephan Fridolin* 1492 im Klarissenkloster St. Klara zu Nürnberg gehalten hat [1]. Der Vergleich zwischen beiden Reihen ist freilich nicht auf der ganzen Linie möglich : hier eine Reihe von Predigern, dort ein einzelner ; hier Sonntags- und Festtagspredigten, bei Fridolin Predigten über ein zusammenhängendes Thema, im besondern über die Prim. Dazu sind Fridolins Predigten anscheinend von seiner Vorlage, die er den Schwestern zu diesem Zwecke lieh, abgeschrieben worden. Trotzdem lassen sich einige allgemeine Züge hervorheben. Wenn auch Fridolin, wie Schmidt bemerkt [2], die scholastische Methode in seinen Vorträgen anwendet, dann doch nicht entfernt so stark wie es in unsern Predigten der Fall ist. Er zitiert auch nur selten seine Gewährsmänner. Es mag das damit zusammenhängen, daß Fridolin einen Psalm erklärt und anwendet, während die Dominikaner mehr katechetisch vorgehen, die kirchliche Lehre korrekt darstellen wollen, sich daher mehr an den Verstand als an das Gemüt wenden. Zu beachten bleibt auch, daß wir nicht den ganzen Text vor uns haben, sondern nur Auszüge, das Gerippe, Stücklein. Doch alles in allem : so packend, herzlich, anziehend, wie die Sermone Fridolins, sind die Sermone unserer Sammlung nicht.

Texte

Die Gottesliebe und ihre Kennzeichen

f. 109r. Dise hernach geschriben predig, dy thet unser erwirdiger lieber vater *Johannes de Kirch*(109v)*slag*, leßmeister und czu der czeit prior in unser veter convent, am 18. suntag nach der heiligen dryvaltigkeit (Sept. 24) im [14]86 jar etc.

Diliges dominum deum tuum ex toto corde tuo ... Math. 22. cap. : Lieb hab den herrn deinen got auß ganczem deinem herczen, auß ganczer

[1] *P. Ulrich Schmidt*, Mittelalterliche deutsche Predigten des Franziskaners P. Stephan Fridolin. Heft I : Predigten über die Prim. München 1913 (Veröff. aus d. kirchenh. Seminar München IV, 1). *Derselbe :* P. Stephan Fridolin, Ein Franziskanerprediger des ausgehenden Mittelalters. München 1911 (Veröff. III, 11).

[2] *Schmidt*, P. Stephan Fridolin, S. 21.

deiner sel und in ganczem deinem gemut, sprach der herr, als Matheus ... cap. schreibt. Und auß außlegung dyßer wortt so czewchtt uns dyßer lerer drey vornemliche stuck hye auß. Dz Ia ist was dy lieb ist. Dz II. welches dy weiß sey der liebhabung gocz. Dz 3. welches dy czeichen oder bewerung der lieb gocz sint. Nw von Ia auff (110r, dy frag, was liebhabung sey, antwurtt der naturlich lerer Aristoteles im puch Ethicorum und spricht, dz dicz ist liebhabung, so ich einem etwas guttes wil. Uber dise wortt spricht unser heiliger vater Thomas de Aquino in primo secunda [1], dz dicz in czweyerley weiß ist tzu versten

Vom 2. stuck, welches dy weiß ist, mit der wir got lieb haben schullen, ist czu wissen, dz dyselb stett in dreyerley weiß : Czum Ia ... dz wir ym gunnen schullen, dz er als gruntloß gutt, weiß, mechtig, schon ist ... Dy 2. weiß ... dz ist ordinaliter, dz ist dz wir in ordenlichen schulen lieb haben als wie dz ist also, dz wir in in ordiniren, schicken, entten, richten, kern und leytten alle unser gedencken, wortt und werck. ... Aber hyepey ist czu vermercken, als der meister von Hohen synnen spricht in primo secunda an der 29. unterscheitt und Thomas de Aquino [2] und ander vil lerer ... dz ye und ye etwas in uns ist und muß sein, ya wir wissen es oder nit, so ist es und muß gewißlich sein, dz ein yds etwas in im hat, darein es ent, setzt, ordinirt, schickt und richt alles sein thun und lassen... Aber hye pey ist auch czu vermercken, dz ein großer unterscheit ist czwischen geprawchen und nyesen nach der ler der obengemelten lerer ... [3].

Czum 3. so schul wir got lieb (116r) haben kosperlichen, hochscheczlichen oder ersamyglichen, also dz wir nichcs nit erwirdigers, hohers, grosers, volkomeners und hohers halten denn got und alle ding clein, nichte, snodt und nichcz nit scheczen gegen im

Nw furpaßer so lern uns dy vorgemelten dz dryt stuck (117r), welches dy bewerung oder czeichen sint der waren liebhabung gocz. Und ist untterscheyt in denselben, wann es ist ein anhebente, ein czunemente und ein volkomenne liebhabung [4] gocz. In der gemein czu der anhebentten liebhabung gocz, da gehort czu warhaftige puß umb dy vergangen sunt czu thun ... Den czunementten den gehort czu ubung in vil guten wercken, den volkomenen dz sy sich mit got vereinigen und ir hochste rw alle czeit in got suchen an myttel. Bernhardus, der setzt von den anhebentten liebhabern gocz 5 czeichen oder bewerung ... Darnach sint ander 5 czeichen der, dy in der lieb gocz czunemen sint ... Darnach sint aber andere 5 czeichen der dy do volkomen sint in der liebhabung gocz ...

Von gedulttigem leiden

f. 119r. Dicz hat der vater *Johannes Muleysen* gepredigt im 1484 jar am suntag vor allen heiligen tag (Okt. 31).

[1] S. th. I-II q. 26 a. 4 und ib. ad 4.
[2] IV dist. 49. S. th. I-II q. 1 a. 6 ad 3.
[3] I-II q. 16 a. 3; q. 71 a. 6, 4 ad 3.
[4] I-II q. 24 a. 9.

Das Reich Gottes in uns

f. 119v. Diesse hernach geschriben stucklein, dy hat gepredigt der vater *Johannes Lock*, leßmeister, am 3. suntag nach der trinitas im [14]84 jar (Juli 4).

Magnus Albertus der lertt uns dz reich gotz in uns selbs suchen und vinden durch drey stuck. Dz Ia ist dz suchen, und dz schul wir thun mit einem abkeren von den sunden, von den creaturn und von allen mitteln, dy uns verhindern, dz wir uns nit czu got keren. Czum 2. so erlangen wir dz inwendig reich gocz in uns durch ein susses vinden und dz geschicht besunders mit der demuttikeit, dy ein gruntt aller tugent ist... Czum 3. so wirtt es bestettigt in uns und dz geschicht durch eine behebliche vereinigung, in der wir got czugefugt werden...

Vom hl. Altarssakrament

f. 121r. Vom sacrament predigt diße stucklein der vater *Johannes Tzolner* an unsers herrn fronleichnamstag 1483 jar (Mai 29).

f. 121v. Unser heiliger vater Thomas der leret uns vom sacrament und legt uns auß, wie ubertrefflich es ist uber alle andere werck gocz [1]. ... Und so ist hy ynnen besloßen dy allerhochst hoch allerubertrefflikeit, dy leng der ewigen beleiblikeit, dy aussteylung oder czerpreyttung aller gnaden und dy tieff der allerunerforschlichsten, unergrunttlichsten verwunderlikeit. ... Und dyßen 4 stucklein scholtu also widerumb antwurtten : Du scholt haben dy hoch der hoffnung..., dy tieff des glawbens..., dy preytt der lieb gocz und des nechsten. ..., dy leng der lanckmittikeit, dy ist dz verharren oder dy bestenttikeit in allem gut ...

Unsere geistlichen Waffen

f. 125r. Diße stucklein predigt auch der vater *Johannes Tzolner*, 5. suntag nach der trinitas im 1484 jar (Juli 18).

Christus als Richter beim besondern und beim allgemeinen Gericht.

f. 125v. Dy hernach geschriben stucklein dy predigt der vater *Frydrich Schober*, tzu derselben czeitt kurser am drytten ostertag im 1482 jar (April 9).

Das besondere Gericht geschieht durch die Gottheit, das letzte Gericht durch die Menschheit Christi.

Die hl. Dreifaltigkeit und die göttlichen Appropriationen

f. 127r. Diße predig hat getan unser wirdiger lieber vater *Johannes Lock*, leßmeister, an der heiligen dryvaltikeitstag 1485 (Mai 29), davor czu ostern in dißem jar was er unser peichtiger worden etc.

Erat homo ex phariseus Nichodemus nomine princeps Judeorum, Joh. 3. Diesse wortt dy sprechen in teutschcz also : es war ein mensch

[1] 4 Sent. dist. 8 q. 1 a. 1 ad 1 (in fine).

auß den phariseern mitt nomen Nichodemus, ein furst der Juden. In dissem ganczen ewangelium ... da wirtt uns in sunderheitt berurt die heilig dryvalttikeit. Und dz mit der unterscheidt: der gewalt des ewigen himelyschen vaters wirtt uns in dyßem ewangelium in den wortten berurtt: Nymant mag dy werck thun, dy du thust, es sey denn got mit im. In dem ist uns offenlich beweist der gewalt oder dy macht des ewigen vaters, dem nach seiner personlikeyt czugeeygent wirtt aller gewalt und alle allmuglikeitt. Dy weißheit seines ewigen suns ist uns in den wortten bewert: Meister, wir wissen, dz du von gott kumen pist ein meister. Nw magister dz ist in seiner außlegung als vil einer, der vil kan oder ser vernuftig ist... Darumb so berurtt es eygenlich dy personn des suns, dem nach der personlikeitt in der heiligen dryvalttikeit den czugeeygent ist dy ewig grunttloß weißheit gottes. Dy grunttloß gutt des heiligen geistes dy wirtt berurtt in den wortten: Spiritus ubi vult spirat: Der geist wo er wil da geistet er.

Nw warumb eygent man gott dem ewigen vater dy allmechtikeit czu? Nw vermerck, dz dicz sunderlich geschicht von den groben einfeltigen menschen wegen, dz dy nit wennen oder meinen, dz es umb gott sey als umb uns menschen.

4 Dinge, die Gott trotz seiner Allmacht unmöglich sind (nach S. Thomas I q. 25 a. 3 und 4), und wie wir uns in diesen 4 Stücken Gott ähnlich machen sollen.

Nw czum 2. so eygent man dem ewigen sunt gocz czu dy gruntloße weißheit gocz (nach Thomas I q. 39 a. 8), und zwar aus vier Gründen. In diesen vier Stücken sollen wir uns ihm ähnlich machen. Unterschied der Weisheit des Sohnes von der irdischen Weisheit.

Nw czum 3. so eygent man dem heiligen geist czu dy gruntloß ungemessen gutt gocz. Diese gruntlose Güte des hl. Geistes gegen uns hat vier Eigenschaften. Nw dy 4 eygenschaft der gruntlosen gutt gocz gegen uns, der schullen wir begirlichen entgegen lawffen und uns czu der bequem oder geschickt machen und dz auch mit viererley eygenschaft. ...

Maria der Ehrenthron Salomons

f. 139v. An Nativitas beate Marie (Sept. 8) thet dy predig der vater (140r) *Johannes Zolner* im [14]85 jar.

Salomon der het im gemacht ein thron, darauff er saß in seinen kuniglichen eren, er was helffenpeine und was mit lawtterm reinen golt ubergült. Dicz sint dy fur gelegten wortt gewest und wirtt uns in den 4 stuck berurtt. Dz 1a dy wurcklich sach, dz was Salomon, der machet ym dyßen thron. Dz 2 war dy entlich sach, warumb er in machet, und dz was darumb, dz er in seiner herlichen majestat umb erczeygung seiner ern darauf secz. Dz 3 was die matterlich sach, dz was dz er helffenpeine was. Dz 4 was dy formlich ursach, dz was dz er mit lewtterm rein golt ubergult was. Nw dyßer stul ist uns eygentlichen und warlichen betewtten dy hochwirdigen junckfrewlichen muter (140v) gocz Maria, wann sy ist czum 1a dißer thron oder stuln der ern gewest, den der ewig kung Salomon, dz ist der allemechtige ewig got ym von anvang der werlt außerwelt hat ...

Dz 2, dz der kunig Salomon saß auff dyßem stul und dy er seiner maiestat da er czeyget, dz betewtt uns dz er sein parmhertzigkeit uns durch Maria beweist hat und dz uns frydt und alle sellikeit durch sy ist kumen, wann wir sy anruffen und von ir singen : Maria mater gratie, mater misericordie etc., Maria ein muter der gnaden und ein muter der parmhertzigkeit, nit der gerechtikeit ... Dz 3, dz der thron oder stul den Salomon machet helffenpeine was, dz betewtt dy groß unaußsprechlich allerheiligst reinikeit, dy Maria herob allen creaturn ... Nw hat dz helffepein gar vil eygenschaft. Es ist weiß und ser glentzen, betewt dy junckfrewlichen reinikeit. Dz helffe pein kumpt auch von einem thyr dz heist elevant[1] und dz ist also groß, dz man einen hultzen thurm wol darauff gepawen mocht. Dicz betewtt uns den starcken glawben Marie, der in der czeit der marter des herrn unbewegt in ir bleib ... Furpaß mer so ist dz elevant thyr, darauß man dz helffepein nympt, also groß als ein perck. Dicz bedewtt uns dy heilikeitt Marie, wann (142r) dy heilig geschrift dy gleicht uns dy lieben heiligen den pergen ... Es hilft auch dz pulver, dz man von dyßem pein stoßet, fur alle unrein fluß. Also ist dy edel czartt junckfrewliche muter ser nutz fur alle anfechtung der unreinikeit ... Furpaß so ist dz plutt dicz thyres des elevant ser gesunt fur der slangen gift. Also dy czartt edel junckfrewlich muter Maria, derselben plutt und fleischs ist ir kint Jhesus Christus, dz selb ist gesunt fur alle vergyftung der slangen, dy uns macht pryngen den ewigen todt ... Dicz thyr dz hasset den windt, dy slangen und den tracken. Also hatt Maria gehasset dy slangen, dz ist den poßen geist, wann sy ist die fraw, dy ym sein hawbt czertreten und czerknuschczet hat. Sy hasset den tracken, dz ist alle sunt dy in der ganczen welt geschechen. Sy hasset den wintt, dz ist alle hoffart ... Dz 4. dz dyßer stul oder thron ubergult was mit lawtterm feinen golt, dicz ... betewtt uns dy groß herczlich uberswencklich lieb und trew, dy Maria alle ir lebtag czu got hett, auß welchs sy alle tugent ubet. Von der hoch, groß und [un]ubertrefflich irer tugent ist pesser demuttiglich davon czu sweygen denn vermessenlich von der czu disputirn, wann sy sint unergruntlich allen creaturn in himel und erden. Amen.

Die Nachfolge Christi

f. 143r. An S. Matheustag thet dy predig unser lieber vater *Johannes Lock*, leßmeister, im [14]85 jar und davor czu ostern was er unser peichtvater worden (143v).

Cum transiret Jhesus vidit hominem sedentem in thelonio Matheum nomine et ait illi : sequere me, et surgens secutus est eum. Math. 9. Do Jhesus furging, do sah er einen menschen siczen in dem zoll mit namen

[1] Im Physiologus (ed. *Fr. Lauchert*, Gesch. des Physiologus. Straßburg 1889. S. 34 f., 286 f.), der beliebtesten Quellen für solche Ausdeutungen, finden sich nur wenige Hinweise : Feindschaft mit dem Drachen ; der Rauch von verbrannten Knochenteilen oder Haaren des Elephanten hat eine Wirkung gegen schädliche Einflüsse.

Matheum und er sprach czu im : Volg mir nach. Und er stuntt auff und ist im nachgevolgt. Dieße wortt schreibt der heilig hochwirdig apostel und ewangelist und kanczler Jhesu Christi Matheus von im selbs am 9. cap. und sint in dem vornemlich czwey stuck begriffen. Dz Ia dy gnedig guttig heylsam parmhertzig beruffung unsers herrn Jhesu Cristi und dz in dem ersten teyl der vurgenumen wortt ... Dz 2. ist dy volkomen nachvolgung und volprinung des willens des allmechtigen gocz in dem hochwirdigen apostel und ewangelisten Matheus und dz beslewst in ir der ander teyl der vurgenumen wortt ... Nw dz Ia von kurtz wegen (144r) unterwegen gelaßen, so ist czu wißen von dem volkomen nachvolgen unsers herrn Jhesu Cristi war ynnen dz stet.

Uber dyße frag antwurtt unser heiliger vater S. Thomas de Aquino und spricht [1], dz dicz eygentlich stee in dreyen stucken. Dz Ia ist : so stet dy volkomen nachvolgung unserm herrn Jhesum Cristum in dem, dz man gar und genczlich behalt dy gepott gocz und nit etlich allein, besunder alle. Wann der sy alle behilt und newrt eins prech, der wer an in allen schuldig, spricht der heilig apostel Jacobus in seiner Canonicen [2]. Und also stet essentialiter dz ist wessenlich dy nachvolgung unserm herrn auch in volkomener behaltung der gepott gocz. Czum 2. so stett dy volkomen nachvolgung unserm herrn auch in seinen retten, aber nit wessenlich, wann sy sint allein ein instrument (144v) und werckgezeug, dz man dester paß und mer behalten kan und mug dy gepot gocz und dester genczlich ist man volpringen seinen willen, so man den retten Cristi volgt. Czum 3. so stett dy volkomenheit in den wercken der volkomenheit als in ubung großer gedultt und ander vil tugent, dy fließen auß volkomener behaltung der gepot gocz, und es ist nit muglich dz der, der do volkomenlich dy gepott gocz behelt, dz er sey an ubung großer tugentlicher werck.

New ist ein frag, was nucz davon kumpt, so man behelt genczlich dy gepot gocz. Dy antwort ist : S. Thomas unser heiliger vater der spricht, dz dy frucht und der nucz, der auß behaltung genczlich der gepot gocz kumpt, dy sint unaußsprechlich und an zal. Und doch so sint ir drey, dy unser herr in der alten ee dem alten judischen volk verhieß. Der Ia ist frewntschaft ... Der 2. nucz ist wirdikeit ... Der 3. nucz ist gesegnung oder gebenedeiung ...

Es ist ein frag, ob es czymlich sey gewest, dz unser herr dy rett des ewangeliums czu seinen gepotten auffsetzt. Dy antwurtt thut unser heiliger vater S. Thomas und spricht [3] : ya, und gibt dz etlich ursach, und ist dz besunders eine, dz ist darumb (145v) czymlich gewest umb merer erkentnuß des wegs czum ewigen leben, wann dy gepott gocz sint der weg czum ewigen leben, aber dy rett des ewangeliums dy sint denselben wegen (?) an alle vervrrung, an alle verhinderung, an alle vermittelung und an alle verkurczung furen und anweißen und palt oder behendt dahin pringen ...

[1] II-II q. 184 a. 3.
[2] Epist. catholica S. Jacobi 2, 10.
[3] II-II q. 189 a. 1 ad 5.

Ein andere frag ist, wie vil der rett sint des heiligen ewangelium. Dy antwurtt ist Auctor compendii [1], der beslewst alle rett des heiligen ewangelium in 12 und Vincentius [2] im Speculum moralium, der beslewst sy in viern ... Im Anschluß an das Compendium erklärt Lock sodann die 12 Räte.

Das hl. Altarssakrament als Viaticum

f. 152r. Dicz stucklein hat der vater *Johannes Muleyßen* gepredigt 11. suntag nach der Trinitas (August 14) im 1485.

Gott versuchen

f. 152v. Diße stucklein predigt unser lieber peichtvater *Johannes Lock*, leßmeister, am 18. suntag nach der heiligen dryvaltikeitstag (Okt. 2) im 1485 jar.

Ausgeführt nach II-II q. 97 a. 1 und 2.

Die Wege zur Weisheit. Streben nach Vollkommenheit

f. 155v. Am 21. suntag (Okt. 23) predig dicz hernach geschriben unser lieber peichvater *Johannes Lock* im [14]85 jar.

Erat quidam regulus, cuius filius infirmabatur Capharnaum, Joh. 4: Es war ein kunglein, des sun siechet in Capharnaum, schreibet Johannes 4. cap. Es sint dreyerley kunig, es ist ein hymelyscher kunig, es ist ein yrdischer kunig und es ist ein geistlicher inwendiger kunig. Nw von den czweyen sagt dyßer lerer yczunt nichtz und sagt alls von dem geistlichen inwendigen kunig unsers herczen und gemucz. Von dem spricht Ysidorus: Du pist ein rechter kunig, ist dz du dich selber wol regirst. Dicz ge(156r)-schicht, so wir haben 3 dinck, der einem yden kunig nott ist, dz ist weißheit, gewalt und gerechttigkeit. Von der gotlichen weißheit dy dz Ia ist, sagt dießer lerer und lest czu dyßem mal sten den gewalt und dy gerechtigkeit und fragt am Ia, was weißheit sei. Auff dz ist die entlichst antwurt, dz die weißheit an ir selbs nichcz nit anders ist denn got. Nw wie mag man got, der dye wessentlich selbbestentlich gruntloß weißheit ist, wie mag man darczu kumen ?

Lernen uns dz die gotlichen lerer untterscheidenlichen, und ist dz der anvang, der die weißheit gocz vinden wil, und muß auch vor allen dingen sein und ist dz Ia stuck, dz einem anvahentten czugehort ein abker von den sunden und dz eins die alten hawt von ym werff ... Dz ij dz eins tugent und gutte werck ube, damit es die sunt ableg, hynn thw, vertreyb, verjag, versmech und czu rwck, von im treib. Dz iij dz ein bestenttig

[1] Der Verfasser des Compendium theologicae veritatis ist der Dominikaner Hugo von Straßburg (vgl. Lexikon für Theologie und Kirche V, 183 f.). Das Compendium ist abgedruckt in den Opera B. Alberti M. ed. Borgnet, Bd. 34, 197 ff. Die Räte sind behandelt lib. 5 c. 70.

[2] *Vincentius von Beauvais* O. P., Lexikon für Theologie und Kirche X, 629 f.

beleib, wann ist nicht gut, dz eines etwas gucz anvah, so es nicht verhartt darynnen. Wil nw eins yn dem gutten verharren, so ist ym aber dreyer dinck not und die gehoren den czunem(157r)entten czu und ist dz Ia Crescere de virtute in virtutem. Ein wachsen von der tugent in die tugent. Ist so vil geredt dz eins an unterlaß umber ein tugent nach der andern ube oder thw. Dz ij dz eins streytt und lern den streytt wider die werlt, den sathan und seyn eygen fleisch ... Dz iij dz den czunementten gehort dz ist eygene erkentnuß unser durftigkeit, snodigkeit und an unterloz czuneyliglichkeit czu den sunden ... Und furwar es ist und muß und kan nit anders gesein, wir sint entweder czu oder abnemen yn einem gutten selligen tugentlichen leben, wir gen entweder hynter sich oder fur sich ... Nw fragt diesser lerer, ob unser fursichgen, czunemen, pesser und teglich frumer werden, ob es stee oder lyg in affectum vel operatio, in wercken oder ynn der begirdt oder willen ... Czum iij so vindten und mugen erlangen die volkomen die gotlichen weißheit auch yn dreyen dingen. Und ist dz Ia ein volkomens verlangen ir selbs, dz sie thun schullen und yn czugehort. Dz ij dz in lieb und leidt geleych sey ... Dz iij dz sie nach schallen volgen unserm herrn nach allen yren vermugen und besunders yn dreyen punctlein ...

Nw furpaß czu sagen von den nuczen und fruchten dießer die da vindten die gotlichen weißheit . Dz Ia stant ist der anvahentten menschen, den gibt die gotlich weißheit diesse frucht: Timor domini. O dz ist ein edel gut. Der warlich lebt in der vorcht des herrn, der hat gefunden mit kurczen wortten gesagt alles gut ... Czum 2. den czunementten teylt sie mitt Labor, ein mittwurcken, also dz got unser mitwurcker und helffer ist unsern gutten willen czu unser teglichen pesserung ... Czum iij so teylt sie den volkomen Sapor, den gesmack, als dz yn ein ydes dinck smecket nach dem als es ist, die ewigen dinck czu suchen, die czeittlichen dinck czu verachten ...

(Schluß folgt.)

Der Mitternachtsgottesdienst in den schweizerischen Benediktinerklöstern des 17. Jahrhunderts [1].

Von P. Iso MÜLLER.

Die Klosterregel des hl. Benedikt schreibt im 8. Kapitel vor, man solle « zur achten Stunde der Nacht, wie man so rechnet, aufstehen, so daß man also etwas mehr als die halbe Nacht ruhen und sich dann ohne Beschwerde erheben kann. Was nach den Metten noch an Zeit übrig bleibt, sollen die Brüder, soweit es notwendig ist, auf das Studium der Psalmen und der Lesungen verwenden » [2]. Da die Römer Tag und Nacht in je zwölf Stunden einteilten, fiel der Anfang des Nachtgottesdienstes, summarisch genommen, auf etwa 2 Uhr, im Sommer etwas früher, im Winter etwas später. So hielt man es auch bis gegen das 12. Jahrhundert. Dann traten Reformorden auf, wie die Kartäuser, die mit dem neuen Mitternachtsoffizium die Nachtruhe in zwei Teile zerrissen. Regelerklärer wie Bernhard von Montecassino, im 13. Jahrh., und Kardinal Johannes von Turrecremata, im 15. Jahrh., betrachteten nun die achte Stunde als Mitternacht, was die Reformkongregationen von Bursfeld und Vallodolid auch aufnahmen. Damit fand also der Mitternachtsgottesdienst Eingang, nach dessen Vollendung man sich wieder zu Bette legte [3].

Als die Äbte der erst 1602 gegründeten schweizerischen Benediktinerkongregation am 20. April 1605 in Fischingen zusammenkamen,

[1] Vorliegende Studie ist H. H. Dr. Eduard Wymann, Staatsarchivar in Altdorf, zu seinem fünfzigsten Priesterjubiläum (19. Mai 1894) und zu seinem 75. Geburtstag (4. Juni 1870) gewidmet.

[2] S. Benedicti Regula Monachorum (ed. B. Linderbauer 1922) : Hiemis tempore, id est a kalendas Novembres usque in Pascha, iuxta considerationem rationis, octava hora noctis surgendum est, ut modice amplius de media nocte pausetur et iam digesti surgant. Quod vero restat post vigilias a fratribus, qui psalterii vel lectionum aliquid indigent, meditationi inserviatur.

[3] *Berlière U.*, L'Ascèse bénédictine des origines à la fin du 12e siècle (1927), S. 51-52. *Butler C.*, Benediktinisches Mönchtum (1929), S. 41, 276-286.

wollten die einen im Sinne der spätmittelalterlichen Reformen die Matutin genau um Mitternacht begehen, die andern aber in Rücksicht auf die alte Tradition und den Regeltext erst um 3 Uhr. Die Meinungen gingen so sehr auseinander, daß kein Beschluß gefaßt werden konnte. Zwei Jahre darauf, am 9. Mai 1607, versammelten sich die Prälaten wiederum im sanktgallischen Wil, wo sich die Mehrheit für den Gottesdienst um 12 Uhr nachts aussprach. Der Vers 62 in Psalm 118: Media nocte surgebam ad confitendum tibi (Regula Cap. 16) scheint die Interpretation beeindruckt zu haben [1]. Damit fand wohl der Mitternachtsgottesdienst in allen unseren schweizerischen Abteien Eingang. Ähnlich war der Streit auch in der lothringischen Kongregation von St. Vannes 1621 zu Gunsten des nächtlichen Offiziums entschieden worden [2]. Die 1636 in St. Gallen festgelegten Statuten der Kongregation betonen in ihren Ausführungen zum 8. Kapitel der Regel zwar ausdrücklich, daß der hl. Benedikt die Matutin erst nach Mitternacht gefeiert haben will, und daß er insgesamt sieben Stunden Schlaf vorschreibt, damit dann die Mönche erquickt aufstehen können. Allein die Äbte heben doch hervor, daß sie im Gegensatz dazu, gestützt auf eine sehr alte Tradition, den Mitternachtschor mit nachfolgendem zweiten Schlafe bevorzugen [3]. Damit war wenigstens die richtige Auslegung der Regel durchaus klar gelegt.

Der Zwiespalt in der Frage des Mitternachtsoffiziums war aber nur äußerlich behoben. Begreiflich, denn noch gab es genug Klöster benediktinischer Observanz, die den alten Zeitansatz behalten hatten und dem Wortlaute der Regel treu blieben, so die Cassinensische Kongregation in Italien, die mit den schweizerischen Benediktinern manche Verbindungen hatte [4]. Dasjenige Kloster, das von Anfang an am meisten den Morgengottesdienst befürwortete, war *Einsiedeln*. Die

[1] Acta Congregationis (Stiftsarchiv Disentis) I, S. 51-52, 63 zu 1607 : plerique in eam sententiam abierunt, ut censerent, media nocte, hora videlicet duodecima surgendum.

[2] *Calmet P. A.*, Commentarius in Regulam S. P. Benedicti 1 (1750) 139.

[3] Notae et observationes in Regulam (1636), S. 9 (Stiftsarchiv Disentis) : Quamvis constet, mentem Sanctissimi Patris nostri esse, ut Vigiliae Nocturnae post mediam noctem celebrentur ... adeoque Ipse septem horas noctis continuas quieti concedat ... Nos tamen consuetudini nostrae antiquissimae insistentes huiusmodi tenemus ordinem.

[4] Dazu *Kiem P. M.*, Geschichte von Muri-Gries 2 (1891) 53-54. Allgemeines über die Cassinenser siehe *P. Chr. Gremper* in Studien und Mitteilungen OSB 44 (1927) 246-278. In der Matutinsangelegenheit berufen sich die Äbte von Disentis und Einsiedeln ausdrücklich auf die Cassinenser. Näheres unten.

damals aufblühende Wallfahrt beanspruchte die Kräfte der Patres sehr. Die Pilger wollten natürlich schon am Morgen früh zu den heiligen Sakramenten gehen, sodaß sich die Mönche nach dem Mitternachtsgottesdienste schon bald wieder, ohne recht ausgeruht zu haben, zur Besorgung der Wallfahrt erheben mußten. Die Änderung erfolgte um die Mitte des 17. Jahrh., wahrscheinlich in der ersten Regierungszeit des Abtes *Placidus Reimann* (1629-1670). Die erste Tagesordnung des Klosters aus dem Anfang des 17. Jahrh. (vielleicht um 1620) gibt noch die Mitternachtszeit an [1]. Eine wenig später entstandene zweite Tagesordnung weist bereits den Morgengottesdienst um 3 Uhr auf [2]. Es dürfte diese Änderung vor 1641 vollzogen worden sein, weil die mit diesem Jahre einsetzenden Kapitelsakten für die folgenden Jahrzehnte nichts darüber zu berichten wissen. Am 28. September 1672 war sogar die Rede davon, ob man die Mette nicht an die Complet anschließen solle. Man entschloß sich jedoch, beim alten Modus zu bleiben [3].

Dem Beispiele Einsiedelns folgte 1673 das Kloster *Disentis* [4]. Im Bündnerkloster war sicher der Mitternachtsgottesdienst unter Abt Augustin Stöcklin (1634-41) eingeführt worden, denn gerade die unter ihm eingetretenen Patres wollten an dieser angeblich seit unvordenklicher Zeit bestehenden Einrichtung unter allen Umständen festhalten [5]. Aber Abt *Adalbert II. de Medell* (1655-96) fand diesen Brauch als für sein Kloster unhaltbar und führte die Gründe dafür später in einer

[1] Stiftsarchiv Einsiedeln : Statuta circa Ordinem diei (Konvolut). Erster Ordo HC 1 beginnt : Vno quadrante ante duodecimam excitentur Fratres ad Vigilias Nocturnas, ut eas circa horam ipsam duodecimam incipiant. Mane surgatur hora quinta et media sexta vacent orationi mentali. Das gesamte einschlägige Material des Einsiedler Klosterarchivs vermittelte mir in gewohnt freundlicher Weise P. Rudolf Henggeler, Stiftsarchivar.

[2] l. c. A. HC 1 beginnt : Hora tertia excitentur Fratres ad Vigilias nocturnas et post Matutinum per unum quadrantem (später darüber : mediam horam) orationi mentali uacent.

[3] Diese Hinweise verdanke ich der Güte von P. Rudolf Henggeler, Einsiedeln. Für die spätere Zeit des 17. Jahrh. verweist Henggeler auch auf die Tagebücher von Dietrich (seit 1670), wo der Anfang der Mette an den großen Festen ebenfalls auf 3 Uhr angegeben ist. Siehe *Helbling M.*, Auszug aus dem Tagebuch des Einsiedler Konventuals P. Josef Dietrich (1670-1680), S. 101, 102, 126 ; idem, Diarium des Einsiedler Conventuals P. Josef Dietrich (1681-1692), S. 9, 43 (S.-A. aus den Mitteilungen des Hist. Vereins des Kt. Schwyz 1911 und 1913).

[4] Synopsis Annalium Monasterii Disertinensis (ca. 1696), Stiftsarchiv Disentis, zum Jahre 1673 : ad exemplum nostrorum Einsidlensium.

[5] Syn. 1673 : a tempore immemorabili. Der Nachtgottesdienst war damals in Disentis nicht sehr alt, denn 1623 erhob man sich um 4 Uhr. Stiftsarchiv Disentis ND fol. 24, S. 3.

gediegenen Abhandlung von 22 Seiten aus[1]. Der Traktat, der oft nach scholastischer Art in Einwürfe und Antworten zerfällt, muß hier ausführlich dargelegt werden.

Die bisherige Praxis zeigte große Nachteile für die *Seelsorgetätigkeit* des Klosters und überhaupt für den *Verkehr* mit der Umwelt. Die Patres mußten sich zum zweitenmale um 5 Uhr erheben, um dann der Betrachtung und der Messe zu obliegen. Allein das Volk war, ausgenommen im Winter, bereits schon ½5 Uhr oder noch früher in der Kirche, um zu beichten oder die hl. Messen anzuhören. Die Leute mußten oft eine ganze Stunde auf die seelsorgliche Betreuung warten. Bisweilen lärmten die Ankömmlinge vor verschlossener Pforte oder drangen ins Kloster ein, wo sie sich über die erst im Aufstehen begriffenen Mönche lustig machten. Mußte das Volk in der Kirche lange warten, so gab es sich leicht dem Schwatzen hin.

Wie unangenehm war es auch, wenn im Sommer bereits um 4 Uhr Prozessionen mit Kreuz und Fahnen, angeführt von Geistlichen, vor verschlossener Kirchenpforte warten mußten! Peinlich war es ebenso, wenn die Disentiser in der Fronleichnamsoktav in der Pfarrkirche der Kapuziner morgens früh Laudes und Messe gefeiert hatten und dann nachher die Klosterkirche verriegelt und die Mönche schlafend fanden! Den Dorfbewohnern erschien auch das Läuten des Angelus um 5 Uhr reichlich spät zu sein. Sie raunten einander zu: «Sÿe leüthen zue dem Ave Maria zue diser ungewohnter stundt, damit jederman wüsse, wie lang sÿe schlafen, wan sÿe aufstehen und wan wihr so lang in den tag hinein schlafen möchten, wolten wir auch zur Metten aufstehen.» Mit einem Wort, das Volk ärgerte sich schwer, daß die beste Zeit des Tages statt für das Gebet und die Arbeit für den Schlaf verwendet wurde. Es erschien einfach unbegreiflich, daß man die Nacht in Tag und den Tag in die Nacht verwandeln konnte[2].

Zur Seelsorge gehörte auch die Aushilfe in der Pfarrkirche Disentis und besonders in fremden Pfarreien. Im Sommer mußten die Patres oft schon um 3 Uhr das Kloster verlassen, um in einer entfernten Kirche die hl. Messe zu feiern. Würde der Abt alle Bitten in dieser Hinsicht erfüllen, so könnte er manchmal allein mit den Fratres den Mitternachtsgottes-

[1] Stiftsarchiv Einsiedeln: Statuta circa Ordinem diei. A HC 2 (mit Bleistiftnummer H 685) mit dem Titel: De tempore Matutini recitandi. Die Abhandlung spricht nur von Disentis und ist zweifellos vom Abt Adalbert II. verfaßt, und zwar wohl für die Äbteversammlung vom 17. Mai 1680. Wir zitieren die Abhandlung als «Disentiser Tractat».

[2] Disentiser Tractat S. 2-6, 8-9.

dienst vollziehen. Dazu kam noch, daß die von der Seelsorge zurückkehrenden Patres infolge ihrer Müdigkeit die nächste Nacht am Offizium nicht teilnehmen konnten [1]. Diese Aushilfen waren aber für das Kloster eine nicht zu verachtende Einnahmequelle von jährlich etwa 600 Florin, abgesehen von den besonderen Offizien und gesungenen Messen in der Klosterkirche, für welche jeweils zwei Florin gegeben wurden [2].

Auch die *Klosterschule* verlangte Rücksichten. Die Studiumszeit bei der bisherigen Tagesordnung berechnete Abt Adalbert II. täglich auf nur 2 ½ Stunden, was wirklich als zu wenig angesehen werden muß, soll die eigentliche Schulstunde fruchtbringend ausfallen. Aber nicht nur die Schüler, sondern auch die Professoren verlangten Rücksichtnahme. Sie wurden vom Mitternachtsoffizium offenbar nicht selten dispensiert. Abt Adalbert meint, es tue ihnen aber auch gut, wiederum früher ins Bett zu gehen und früher aufzustehen. Statt um 9 Uhr abends sollen sie um 8 Uhr schlafen gehen, statt um 4 Uhr, um 3 Uhr aufstehen und so das Offizium, ohne Zeitverlust für ihre Arbeiten, mitmachen. So werden Ausnahmen aus nichtigen Gründen (inanibus causis) behoben. Die Schüler können bei der Neuordnung um 4 Uhr an den Laudes teilnehmen und haben dazu noch eine volle Stunde Studium. So glaubte der Abt in jeder Hinsicht dem Studium Vorschub geleistet zu haben. Er ist durchaus von der Notwendigkeit der geistigen Arbeit überzeugt, sagt er doch ausdrücklich: « Ohne wissenschaftliches Studium kann ein Kloster weder lebensfähig sein noch erhalten bleiben [3]. »

Alle diese Ausnahmen für die Seelsorge und das Studium erschwerten die Feier des mitternächtlichen Chorgebetes sehr [4]. Sie wären allerdings von geringerem Einfluß gewesen, hätte Disentis über

[1] Disentiser Tractat S. 3 : nullus Patrum interdum mediae noctis Matutino adesset, quandoquidem saepius usque ad ipsum Abbatem exclusive omnes sacerdotes ad celebrandum alio expetantur ; quis ergo tunc Matutinum persolvet, utique Fratres Juniores, sed utinam non omnes somnolenti. Dazu S. 6.

[2] Disentiser Tractat S. 13 ; vgl. auch S. 6.

[3] Disentiser Tractat S. 13 : cum sine studio litterarum Monasterium subsistere et conservari non possit. Über das Studium S. 3, 5, 7, 13, 14. Schon ein Kongregationsbeschluß von 1604 schätzte das Studium sehr hoch ein. *Staub A.*, De Origine et Actibus Congregationis Helveto-Benedictinae (1924), S. 4. In Einsiedeln gibt den Studierenden eine Tagesordnung vom 18. Jahrh. (Stiftsarchiv Einsiedeln Statuta circa ordinem diei A HC 3) viele Ausnahmen (Aufstehen um 4 Uhr).

[4] Disentiser Tractat S. 4 und 13 (Persolutio Chori, quae cum exemptionibus stare et teneri non potest). Die Ausnahmen für den Ökonom S. 5, für die Reisenden S. 6, 8.

eine genügend große *Zahl von Priestermönchen* verfügt. Aber gerade daran *fehlte* es, trotz wachsender Konventzahl. Das Kloster im abgelegenen und kargen Hochgebirgstale war für einen großen Mitgliederbestand nicht geschaffen. Der praktische Abt wies ausdrücklich auf die finanzielle Lage des Klosters hin, die nicht soviele Neuaufnahmen gestatte, daß eine Anzahl von Mönchen für die Seelsorge und für das Studium vom Chore befreit werden könnte. Das dürfen sich nur andere Klöster mit mehr Einkünften und Mitgliedern leisten. Disentis müsse zuerst seine Klostermauern flicken und das Klosterdach stopfen, das sei seine erste Aufgabe [1].

Die bisherige Ordnung ist auch für den ganzen *Klosterbetrieb* unglücklich. Die *Laienbrüder* sind sehr in Anspruch genommen, da sie um Mitternacht zum Gottesdienste und zum Te Deum, um 5 Uhr wiederum zum Angelus, läuten müssen. Erst wenn sie dann ministriert und die Orgel bedient haben (Blasbalgtreten), kommen sie an ihre Arbeiten. Die späte Ansetzung der Messe hindert das ganze *Klosterpersonal* am frühen Beginn der Arbeit. Knechte und Mägde, Schmiede und Schreiner, Schuster und Schneider, kurz alle Angestellten gewinnen eine Stunde, wenn der Gottesdienst um 3 Uhr beginnt und darauf die hl. Messe folgt. [2]

Auch *gesundheitliche Gründe* schienen gegen das Mitternachtsoffizium zu sprechen. Am besten sei der ununterbrochene Schlaf, wie ja auch das achte Kapitel der Benediktinerregel wünsche. Das Aufstehen um Mitternacht verhindere es öfters, nach der Mette wieder den Schlaf zu finden. Kaum sei man endlich wieder eingeschlafen, da « nahe schon wieder jene gesegnete Stunde um 5 Uhr, die uns zum Aufstehen nötigt », wie Abt Adalbert humorvoll bemerkt. Im Museum, also im gemeinsamen Raume, fange man wieder an einzuschlafen und zu schnarchen statt zu betrachten, zu lesen und zu studieren. Der gestrenge und gesunde Bündnerabt begreift das : « Die Natur ist unter diesen Umständen stärker als unsere Bemühungen [3]. » Um dem Schlaf-

[1] Disentiser Tractat S. 4 und 14 : Disertinae deficere Vigiles et excitantes ; non admitti posse exemptos ; deficere proinde pro prioribus copia hominum ; proventus tot sustentare non posse, ex quibus aliqui eximi possint ; loci statum et constitutionem aliud insuperabiliter suadere. Adeo ut si statuta horam tertiam et vice versa Regula mediam noctem praeciperent, nos statutis et non regulae ob causas plus quam urgentes stare teneremur et cogeremur, si monasterium nostrum, tale quale est, sartum et tectum conservare vellemus.

[2] Disentiser Tractat S. 6-8.

[3] Disentiser Tractat S. 7 : natura sic constituta fortior est conatibus nostris.

bedürfnis entgegenzukommen, waren hie und da Ausschlaftage gewährt, an denen bis 7 Uhr geruht wurde. Aber dadurch fehlten die Patres wieder im Chore. Auch erschienen diese Ausschlaftage nicht immer günstig, mußte doch wieder das ganze Tagesprogramm danach umgeändert werden. Die neue Ordnung sah nur Ausschlaf bis 5 Uhr vor, sodaß zur Betrachtung sich alle einfinden können [1].

Der Bündner ist auch sparsam. Adalbert II. rechnet aus, daß man bei der neuen Zeiteinteilung weniger *Licht* brauche. Auch die *Kleider* werden weniger abgenutzt, da sie nur einmal angezogen werden müssen. Der Abt kennt auch das Mißbehagen über das doppelte Schlafengehen und Aufstehen : « Es ist nichts andres als abziehen und ablegen, einziehen und ausziehen, sagte auf einmahl ein guotter und vertrauwter fründt ». Dem nüchternen Sohne der Berge ist alles Komplizierte und Unnatürliche ein Greuel. Er stimmt für das Einfache, Naturgegebene und Billigste. « Zur Sparsamkeit, so sagt Adalbert II., drängte uns bitterste Armut [2]. »

Die angeführten Gründe betrachtete der Disentiser Abt als genügend, um die neue Gottesdienstordnung einzuführen, selbst wenn in der *Regel des hl. Benedikt* ausdrücklich das Gegenteil geboten wäre, denn die Regel sei zum Aufbauen und nicht zum Niederreißen geschrieben [3]. Auf eine solche Überlegung mußte er eigentlich gar nicht zurückgreifen, denn das achte Kapitel der Regel sagt deutlich genug, daß kein Mitternachtsoffizium vorgeschrieben sei (modice amplius de media nocte, incipiente luce). Immerhin gibt der Abt zu, daß der Zeitpunkt des Morgenoffiziums nach dem Wortlaut der Regel und den Gewohnheiten Italiens in einigen wenigen Monaten, je nach der Jahreszeit, mehr gegen 2 Uhr und wiederum gegen 4 Uhr stattfand [4]. Richtig bemerkt die Studie des Abtes, der hl. Benedikt wolle nicht astronomisch genaue Termine geben, sondern nur ungefähre Anhaltspunkte [5]. Der Disentiser Prälat beruft sich auch auf den Ausdruck des achten Kapitels : iuxta considerationem rationis, den er offenbar als vernünftiges Ermessen versteht. Nach heutiger Textinterpretation kann das freilich ebenso gut die

[1] Disentiser Tractat S. 5.

[2] Disentiser Tractat S. 8 : ad quam parcitatem extrema inopia et paupertas nostra nos ursit.

[3] Disentiser Tractat S. 21.

[4] Disentiser Tractat S. 4, 9, 10, 16, 19.

[5] Disentiser Tractat S. 10-12, 19. So auch *Butler C.*, Benediktinisches Mönchtum (1929), S. 279.

damalige Zeitrechnung bedeuten [1]. Schon besser ist der Hinweis auf Kapitel 47, in welchem dem Abte die genaue Anordnung des Gottesdienstes übertragen wird [2]. Wie frei St. Benedikt verfügt, zeigt auch das 11. Kapitel, in dem er für die Kürzung der Lesungen und Responsorien eintritt, falls man unglücklicherweise zu spät aufgestanden sei [3].

Es scheint auch sicher, daß der hl. Benedikt, der doch « voll vom Geiste aller Gerechten » war und eine Regel schrieb, die durch Anpassungsfähigkeit hervorleuchtete (Gregorius M.: regulam discretione praecipuam), nicht den ganzen Lauf des Tages und der Dinge ändern und sich so dem Gelächter der Umwelt aussetzen wollte [4]. Aber auch wenn die Regel wirklich vom Mitternachtsgottesdienste sprechen würde, so könnten doch die Äbte und die Kongregation nach Brauch und Statuten wegen vernünftiger und sogar dringender Gründe davon dispensieren. Wovon hat man sich nicht dispensieren können! Man wäscht den Brüdern und Gästen nicht mehr die Füße, man schläft nicht mehr angekleidet, nicht alle besorgen der Reihe nach noch den Küchendienst. Auch in liturgischen Dingen ist man von der Regel abgewichen, trennt man doch Matutin und Laudes nicht mehr. Und all das nicht wegen dringenden Gründen, sondern nur aus vernünftigen Ursachen [5]. Das Kloster des hl. Benedikt war übrigens vom Volke entfernt und deshalb nicht zur Seelsorge verpflichtet und mit der Umwelt verbunden. Hätte aber St. Benedikt für Priester und Prediger, für Professoren und Studenten, für Beamte und Gesandte seine Regel schreiben müssen, so hätte er unzweifelhaft, wie Abt de Medell glaubt, den Morgengottesdienst auf 3 Uhr verlegt [6].

Doch immer wieder betont der Bündnerabt, daß die Regel gar nicht vom Mitternachtsoffizium spreche. Dieses sei nur eine merkwürdige und seltsame Einrichtung. « Keine Kongregation oder Reform in Gallien, Spanien und Italien sei bekannt, welche nach den Laudes ein Schlafengehen erlaube [7]. » Er führt noch die Statuten der *Cassi-*

[1] Disentiser Tractat S. 20. *Bihlmeyer Pius*, Die Mönchsregel des hl. Benedikt (1926), S. 39 übersetzt: « wie man so rechnet ».

[2] Disentiser Tractat S. 20.

[3] Disentiser Tractat S. 4.

[4] Disentiser Tractat S. 16.

[5] Disentiser Tractat S. 1, 12, 13, 19.

[6] Disentiser Tractat S. 5, 22.

[7] Disentiser Tractat S. 1: Nulla in Gallia, Hispania et Italia Congregatio vel Reformatio esse dignoscitur, quae post Laudes somnum concedat et multo minus post has et de mane usque in alteram et tertiam diei horam Religiosos suos lecto decumbere permittat.

nenser Kongregation an, die ausdrücklich Zeit und Anordnung des Offiziums dem Gutdünken des Abtes anheimstellen [1]. Die gleichen Satzungen betonen auch, daß mit dem Gottesdienst um 3 Uhr morgens und mit der Vereinigung von Matutin und Laudes « kaum der Buchstabe, in keiner Weise aber der Geist der hl. Regel geändert werde [4]. » Die Klöster der Cassinenser Kongregation hatte Abt Adalbert II. wohl auf seinen Reisen nach Rom, wo er seine theologischen Studien machte, kennen gelernt. Im Sinn der Regel mahnen diese Cassinenser Statuten auch den Abt, dafür Sorge zu tragen, daß die Mönche durch die Regelbeobachtung ihre Seelen retten, aber doch nicht über Gebühr belastet werden [3]. Daran anschließend sagt Adalbert II. : « Mag der Disentiser Abt auch tausend Jahre hindurch nach einer passenderen und weit günstigeren Stunde eifrig suchen, so wird er doch niemals eine angemessenere und glücklichere ausfindig machen können [4]. »

Es war durchaus notwendig, die Gründe des Disentiser Fürstabtes genau auseinanderzulegen, weil nur so sein energisches Auftreten erklärt werden kann. Obwohl er in seiner Abhandlung kein Wort vom Einsiedler Präzedenzfall sagt, war doch die Tatsache, daß *Einsiedeln* schon vorher das Mitternachtsoffizium abgeschafft hatte, von nicht zu leugnender Wichtigkeit. Er konnte aber mit Recht, besonders in Rücksicht auf den verhältnismäßig geringen Bestand seines eigenen Klosters, behaupten, daß seine Gründe ebenso stark, ja unter gewissen Zeitumständen sogar noch stärker seien als die der Einsiedler [5]. Aus diesen Überlegungen heraus, ohne lange in der Kongregation herumzufragen oder irgendwie Unsicherheit zu empfinden, bestimmte Abt Adalbert II. am 27. Januar 1673 öffentlich im Kapitel, daß von nun an nach dem Beispiele Einsiedelns um 3 Uhr morgens der Gottesdienst gehalten werde. Man mußte nun nachher nicht zu Bette gehen wie früher [6].

[1] Disentiser Tractat S. 2 : Congregatio Cassinensis ... declarat (fol. 146 n. 2).

[2] Disentiser Tractat S. 6 : per hoc vix leviter quidem S. Regulae apicem, nullo modo vero mentem variari. Stat. Cassinensia (fol. 42).

[3] Disentiser Tractat S. 16 ... prout Cassinensia Statuta et Glossae sapienter et sancte loquuntur. Vgl. dazu Regula S. Benedicti, Kap. 64.

[4] Disentiser Tractat S. 16 : Et licet tandem Abbas Disertinensis pro congruentiori, convenientiori atque conformiori hora per mille etiam annos investigare et conquirere contenderet, nunquam tamen aliam conformiorem atque aptiorem eruere poterit atque reperire.

[5] Stiftsarchiv Einsiedeln A. SF (17) 1 : Brief des Abtes Adalbert II. an Einsiedeln : ob urgentes rationes et quidem certis temporibus aeque validas, imo validiores quam sint Einsidlenses. 12. Dez. 1678.

[6] Synopsis (Stiftsarchiv Disentis ca. 1696) ad an. 1673.

Das Läuten um Mitternacht aber wurde zunächst, um das Volk nicht aufzuregen, weiter geführt [1]. Am Benediktsfeste, am 21. März 1673, ließ der Abt durch P. Augustin a Castelberg dem Volke am Schlusse seiner Predigt öffentlich die Gründe auseinandersetzen, warum der neue Brauch eingeführt wurde [2]. Vom vernünftigen Volke hatte die Neuerung nichts zu befürchten, denn sie kam ja gerade ihm zugute. Die jüngeren und daher auch aufgeschlosseneren Konventualen nahmen diese Verlegung dankbar und freudig an. Anders indes die drei *Senioren des Klosters*, der asketische Suprior P. Sigisbert Tyron, der liebenswürdige P. Maurus Cathrin und der dichterisch tätige P. Joscius German, denen sich noch einige wenige anschlossen. P. Sigisbert und P. Joscius waren noch unter Abt Augustin Stöcklin eingetreten und stellten daher eine beachtenswerte Autorität dar [3]. Sie waren überzeugt, daß das Abgehen von der bisherigen Ordnung dem Kloster vieles Unglück eintragen werde [4]. So teilte sich der Konvent in zwei Ansichten: der Abt und die Mehrheit sprachen sich für die Neuordnung aus, die Senioren mit der Minderheit ersehnten die alte Mitternachtsordnung zurück.

Die strittige Frage kam an der Visitation von 1677 zur Diskussion. Da indes Abt Augustin Reding von Einsiedeln als erster Visitator amtete, konnte der Ausgang nicht fraglich sein [5]. Kaum hatte Abt Adalbert die Hälfte seiner Gründe auseinandergesetzt, als der Einsiedler Fürstabt die Neuordnung billigte [6]. Aber damit war die Sache noch nicht zur Ruhe gekommen. Die Disentiser Alterspartei fand bei dem *St. Galler Abt* Gallus II., Alt (1654-87), einen Verteidiger. Dieser greise Asket war zwar ein eifriger Förderer der Disziplin, aber als Jurist auch

[1] Stiftsarchiv Einsiedeln A. SF (17) 1 zum 12. Dez. 1678: retento pulsu mediae noctis.

[2] Syn. 1673.

[3] Syn. 1673. Über Cathrin siehe *Heer P. G.*, Johannes Mabillon und die Schweizer Benediktiner (1938), S. 253 (übrige Stellen im Register). Über Tyron siehe Schweizerische Kirchenzeitung (1943), S. 290-291 (Nr. 26). Über German siehe *Gadola G.*, Historia dil Teater romontsch I (1930) 7 ff. (Separatabdruck aus dem Ischi Bd. 22).

[4] Syn. 1673: aliique pauci, qui factum hoc minime probantes multas exinde calamitates Monasterio nostro superventuras non vane canebant. Nam praesagii veritatem eventus postea satis superque docuit. Danach muß es später auch P. Adalbert de Funs (Abt 1696-1716), der Verfasser der Synopsis, bedauert haben.

[5] Zweiter Visitator war Abt Hieronymus Troger von Muri. Berchter'sches Tagebuch S. 73 (Stiftsarchiv Disentis).

[6] So nach einem Briefe Adalberts II. vom Jahre 1678. Stiftsarchiv Einsiedeln A SF (17) 1.

wenig nachgiebig [1]. Er brachte die Angelegenheit seit 1678 verschiedentlich wieder zur Sprache. Begreiflich, denn die Zeit liebte gerade solche äußere und augenfällige Übungen sehr, fand doch damals auch die Selbstgeißelung weite Verbreitung [2]. Dann sah natürlich St. Gallen, das entschieden führende Kloster der Kongregation, nur ungern, daß zuerst Einsiedeln und nun noch Disentis von seiner von ihm so hochgeschätzten Übung abließ. Man hat da und dort sogar den Eindruck, daß der « Fall Disentis » etwas wie zum Kampfplatz zwischen den beiden weitaus wichtigsten Benediktinerabteien der Eidgenossenschaft wurde, zwischen St. Gallen und Einsiedeln. Verfolgen wir zunächst den Verlauf des Streites [3].

In einem Briefe vom 12. Dezember 1678 legte Abt de Medell dem Einsiedler Prälat seinen Standpunkt ausführlich dar. Die Regel des Heiligen von Nursia sei auf seiner Seite, die Statuten freilich nicht, aber die Statuten könnten ja von den Äbten, die sie verfaßt und geschaffen, auch geändert werden, besonders um sie dem Regeltexte anzugleichen. Sehr klug fährt Adalbert II. dann weiter : « Gesetzt den Fall, aber nicht zugegeben, daß uns die Regel den Mitternachtsgottesdienst vorschreiben würde, so könnte und müßte die Matutin wegen eines vernünftigen Grundes ohne Übertretung der Regel, wohl aber mit Dispens, auf 3 Uhr verschoben werden ». Vielleicht denkt hier der Abt an das 18. Kapitel der Regel, in welchem der Gesetzgeber von Montecassino selbst eine andere Psalmenverteilung als die von ihm vorgeschlagene anerkennt, wenn sie Gründe für sich hat (si melius aliter iudicaverit). Adalbert II. war so von seiner Sache überzeugt, daß er die Anerkennung durch die zukünftigen Visitatoren als absolut sicher ansah. Wörtlich fügt er noch bei : « Selbst wenn die Visitatoren das Mitternachtspensum uns wieder auflegen wollten, dann würde ich, genötigt durch Gewissen und Vernunft, von ihnen an sie selbst appellieren, um sie besser zu unterrichten, oder an die Kongregation. » Das populärste Argument dagegen war, der neue Zeitansatz weiche von der früheren Strenge der Disziplin ab. Darauf weiß der Abt Bescheid zu geben : « Weit schwieriger ist es doch für unsere Patres, am Morgen als an Mitternacht aufzustehen. Wenn sie körperliche Bequemlich-

[1] Zu seiner Charakteristik *Henggeler R.*, Profeßbuch von St. Gallen (1929), S. 148-149 und bes. S. 317.

[2] Darüber demnächst im Bündnerischen Monatsblatt.

[3] Das Material liegt im Stiftsarchiv Einsiedeln A. SF (17) : sieben Briefe von 1678-81, dazu ein Traktat des Abtes Augustin Reding.

keiten suchen würden, dann wären sie sehr leicht zur früheren (Ordnung) geneigt.» Auf den gestrengen und alten St. Galler Abt machten die Argumente wenig Eindruck. Abt Adalbert war sogar der Überzeugung, daß Abt Gallus auf die Beweise gar nicht eingehe: «Deshalb fahren wir in gutem Glauben im Begonnenen fort. Darüber werden wir übrigens Gott und den Vorfahren leichter Rechenschaft geben als über anderes.» (Brief vom 6. Mai 1679.)

Da die Frage doch nun endgültig entschieden werden mußte und darüber vielleicht auch die Äbte zusammengerufen werden sollten, verlangte man von Disentis schriftlich die Gründe für das Vorgehen. Adalbert überlegte sich das 14 Tage lang gut, bevor er seine Argumente zu Papier brachte. Vorläufig schrieb er an den St. Galler Fürstabt am 3. Juli 1679 einen allgemeinen Brief, in welchem er ihn versicherte, wenn man die Gründe geprüft habe, sei Disentis bereit, dies und anderes gehorsamst zu ändern, falls die Visitatoren es für gut fänden. «Wenn nur uns und unsern Nöten gesteuert wird, dann werden wir nicht nur um Mitternacht, sondern zu jeder andern Nachtstunde auf Befehl hin bereit stehen, sowohl zum Aufstehen wie zum Ausruhen.» Am 16. Juli 1769 sandte er in nur sechs kurzen Sätzen seine hauptsächlichsten Gründe für sein Vorgehen sowohl an den Abt von St. Gallen wie an den Abt von Einsiedeln. Im Begleitschreiben nach Einsiedeln öffnet der Abt sein Herz: «Ich bin bereit, alles nach Eurer gütigen Weisung entweder zu ändern oder beizubehalten oder wegzulassen, wenn man mich (zuerst) einvernommen hat (postquam auditus fuero). Ich suchte nichts anderes als den größeren Ruhm Gottes und die Mehrung seiner Verehrung, und das suche und beabsichtige ich noch jetzt.» Ganz eine andere Tonart schlägt der Abt aber an, wenn er fortfährt: «Falls wegen dieser Sache, die ja eigentlich eine nichtige ist, eine Kongregationsversammlung zu berufen wäre, so könnte ich nur kommen, wenn mir aus Liebe zu Gott das Reisegeld als Almosen geschickt würde.» Hier zeigt sich der eigenrichtige Rätoromane, der sich in seinem abgeschlossenen Bergtale sicher und unabhängig fühlt. Abt Gallus Alt schrieb wohl deshalb nicht ganz mit Unrecht zum 5. April 1680 in sein Tagebuch: «Ein botten gen Disentis geschickht, vnd den II. Prelaten auf die Congregation ingeladen, der sich bis dato meo iudicio ohne erheblichen vrsachen beschwertt hatte[1].» Ob er

[1] Stiftsarchiv St. Gallen, Tagebuch des Abtes Gallus II., Alt, Bd. IV, S. 312 (Hs. B 266).

nun das Hilfsgeld erhalten hatte oder nicht, er erschien auf alle Fälle auf der Tagung, die über die Matutinszeit entscheiden sollte.

Die *Äbteversammlung* fand ausgerechnet in *St. Gallen* statt. Am 17. Mai 1680 verlas Abt Adalbert seine längeren und schriftlich aufgesetzten Begründungen [1]. Wir kennen seine Ausführungen bereits [2]. In Anbetracht der geringen Zahl der Konventsmitglieder und der vielgestaltigen Aufgaben des Klosters, sind die Begründungen in ihrer Gesamtheit schwerwiegend und überzeugend. Vor dem Senat der schweizerischen Äbte mußte der Abt sich vor allem gegen den Vorwurf verwahren, daß er vom Ideal abfalle und die Lauheit fördere. Man hatte behauptet, ein Mönch müsse nach *größerer Vollkommenheit* streben und daher auch am 12 Uhr Mitternacht aufstehen. Dagegen wendet der Disentiser Prälat ein : « Aufgabe der größeren Vollkommenheit ist es nicht, zu dieser oder jener und immer anstrengenderen Stunde sich zum Chore zu erheben, sondern einfach zum richtigen Zeitpunkte. Denn es kann immer wieder eine noch strengere Stunde geben oder bezeichnet werden, der man folgen müßte, unter Hintansetzung anderer. Aber das wäre zu viel und würde Unordnungen bringen [3]. » Es würde auch keine Regel und kein Orden mehr bestehen können. Ein beständiges Wandern von einem Orden zum anderen wäre die Folge. Das Streben nach größerer Vollkommenheit zieht vor allem darauf, das Befohlene auf immer vollkommenere Weise auszuführen [4]. Schon ein Eiferer wie St. Bernhard von Clairvaux sagte, daß wir nicht jeden

[1] Acta Congregationis II, S. 419-420 : rationibus in scripto per longum deductis et coram perlectis.

[2] Disentiser Tractat S. 8 erwähnt ausdrücklich die Visitatores, denen die bisherige Ordnung mit Offizium um Mitternacht und spätem Aufstehen um 5 Uhr für die Abreise jeweils sehr hinderlich sei. Auch daraus ist zu schließen, daß dieser Traktat für die Äbteversammlung bestimmt war.

[3] Disentiser Tractat S. 16 : Ad maiorem perfectionem non spectare, ut hac vel illa semper rigorosiori hora, sed ut debita hora ad Matutinum surgamus ; nam cum semper dari possit vel assignari hora una rigorosior altera, semper haec sectanda per te esset et deserenda altera, quod nimis et omnia inordinata probaret, quod autem nimis vel aliquod inconveniens probat, nil et plus nihilo probat : porro ad maiorem.

[4] Disentiser Tractat S. 17 : Ad maiorem perfectionem tendimus et aliqualiter pervenimus, cum omnia secundum Obedientiam agimus, et quidquid nobis praecipitur, prout praecipitur, semper seduliori et perfectiori modo executioni mandamus ; atqui cum S. Regula non media nocte, sed octava noctis hora ad Matutinum nos iubeat, non solum contra maiorem perfectionem non erit, de media nocte non surgere, sed ad veram et maiorem perfectionem cedet et erit, si octava hac hora surgamus, quae fere per totum annum et secundum Regulam est ipsissima de mane tertia hora.

Gehorsam geloben, sondern nur den Gehorsam nach der Regel des hl. Benedikt. Vorgesetzte sollen nicht die Zügel ihrer Energie frei schießen lassen [1]. Wenn übrigens das Mitternachtsoffizium zur höheren Vollkommenheit gehörte, warum hätten dann nicht der hl. Benedikt oder seine Schüler St. Maurus und Placidus oder sonst unsere vielen heiligen Äbte es als verbindende Norm und Regel aufgestellt? Auch die Cassinenser Kongregation enthalte darüber keine Bestimmungen [2].

Adalbert II. macht weiter darauf aufmerksam, daß nach den gemachten Erfahrungen der Gottesdienst um 3 Uhr bedeutend mehr Opfer verlange als der um 12 Uhr (experientia teste longe gravius). Er glaubt dafür 6 Gründe anführen zu können: um 3 Uhr sei es kälter als um Mitternacht; der Schlaf nach der Matutin sei der friedlichste und gesündeste; wer vor Mitternacht keinen ruhigen Schlaf gehabt habe, könne ihn dann bequem nachholen; wer gewohnt sei, um Mitternacht aufzustehen, werde sowieso um diese Zeit nicht mehr weiter schlafen können; endlich sei das mitternächtliche Aufstehen für solche, die Katarrh haben, zur Pflege sehr nützlich [3]. Ob Abt Adalbert II. wohl nicht selbst wenigstens zu einigen dieser Gründe etwas gelächelt hat? Gerade immer war die Konsequenz auch nicht auf seiner Seite.

Zum Schluß versichert der Disentiser Abt die Vorsteher der anderen Benediktinerklöster, daß nicht der Hang zur Lauheit, auch nicht Einzelgängerei, ebensowenig das Bestreben, die Regel genauer befolgen zu wollen als andere und die Statuten zum Falle zu bringen, sondern einfachhin höherer Nutzen und bittere Notwendigkeit die Änderung erheischen. Für sie steht bereits eine glückliche Erfahrung ein, die alles Gesagte bestätigt. Der Weiterführung dieses schon bestehenden Brauches steht nichts im Wege [4]. Um gleichsam den hohen Confratres eine Brücke zu bauen, weist der Abt auf die Tatsache hin, daß sich in der Kirche die Orden, die Gesetze, die Canones auch ändern, ohne aber das Wesen der Orden und der Religion anzu-

[1] Das Zitat aus St. Bernhard Cap. 7 de praecepto et dispensarione: circa finem fol. 926 ist genau zu finden in Divi Bernardi Claraevallensis Opera Omnia, Antwerpen 1609, S. 926.

[2] Disentiser Tractat S. 18: sed neque sacrae S. Justinae et Cassinensis Congregationes et Reformationes de tali Matutini transpositione seu Retractione somniarunt, minus vero aliquid scripserunt et statuerunt.

[3] Disentiser Tractat S. 18.

[4] Disentiser Tractat S. 22-23. Der Abt zitiert auch einen wohl in Disentis geschmiedeten Vers: Expertus potest credere / Quid tertia hora surgere / Conducat ad omne agere / In quocumque prorsus munere. /

tasten [1]. In der Barockzeit des 17. Jahrh., wo System und Gesetz alles bedeuteten, ist eine solche Betonung des Entwicklungsgedankens gewiß bemerkenswert.

Darauf ergreift Abt *Augustin Reding* das Wort [2]. Er stellt als oberstes Beurteilungsprinzip die Regel des hl. Benedikt hin. Selbst die Statuten gäben ja zu, daß das Offizium nach dem Wortlaut der Regel erst *nach* Mitternacht beginnen solle. Freilich gesteht er, daß den Buchstaben der Regel weder jene, die um 12 Uhr noch jene, die um 3 Uhr sich erheben, erfüllen. Reding verweist auf das 8. Kapitel, nach welchem dem Mönche sieben Stunden ununterbrochenen Schlafes zukommen sollen. Auch die Cassinenser Kongregation interpretiere so. Er beruft sich dann noch auf den Ausdruck des 8. Kapitels: iuxta considerationem rationis. Wenn diese Stelle vielleicht eher die damalige Zeitrechnung bedeutet, wie schon oben bemerkt, so ist doch auch sonst die benediktinische Anpassung und Rücksichtsnahme, wie sie eben Reding wünscht, in der Regel reichlich nachweisbar [3]. Um möglichst wenig von der Regel abzuweichen und maßvoll vorzugehen, empfiehlt Reding vom Ende des Nachtessens bis zur Matutin wenigstens acht volle Stunden der Ruhe [4].

Das Urteil Abt Redings galt umsomehr, als er ein ganz bedeutender Theologe war und übrigens auch die Benediktinerregel in seinen Kapitelsansprachen glänzend auszunützen verstund [5]. Ebenso der Be-

[1] Disentiser Tractat S. 22: Quae vero in S. Ecclesia, quae in singulis Ordinibus, quae in saecularium statu non mutata, qui Canones, Leges etc. non remissae et commutatae etc. remanente nullominus Ecclesiae authoritate, Ordinum integritate, Christianorum fidelium religione etc.

[2] Den Verlauf der Versammlung schildert uns Reding selbst in seiner zwanzigseitigen Abhandlung im Stiftsarchiv Einsiedeln A. SF (17) 2, die am Schlusse S. 22 den noch zeitgenössischen Vermerk trägt: Haec abs Abbate Augustino II. Principi Einsidlensi. Dazu S. 6 am Rande: Ita testor Augustinus Abbas Einsidlensis. Auf S. 1-3 gibt er seine eigenen Darlegungen an der Konferenz wieder (Quoad meum votum statui).

[3] Vgl. besonders Kap. 41 und 64. Dazu etwa *Schnürer G.*, Kirche und Kultur im Mittelalter 1 (1924) 124-132, ferner den geistvollen Essay von Abt Dr. *B. Niederberger* in: Maria Einsiedeln (1943), S. 460-466.

[4] *Butler C.*, Benediktinisches Mönchtum (1929), S. 278-279 weist auch auf philologisch-historischem Wege nach, daß Benedikt von vollen, vollendeten Stunden spricht.

[5] *Helbling L.*, Die Exhortationes in Regulam sancti Benedicti des Einsiedler Abtes Augustin Reding. Festschrift Gustav Schnürer (1930), S. 87-127. S. 98 hebt Redings Vorliebe für die Cassinenser Reform-Kongregation hervor. Über Reding siehe *Henggeler R.*, Profeßbuch von Einsiedeln (1933), S. 133-144; ferner *Räber L.*, in Schweizerische Rundschau 42 (1942/43) 85-94.

achtung wert war das Urteil des Murenser Abtes *Hieronymus Troger* (1674-1684), der in seinem Kloster stark auf würdigen Gottesdienst drang und die benediktinische Armut sehr betonte [1]. Troger, der die Disentiser Verhältnisse von der Visitation von 1677 her kannte, trat ebenfalls für die Bitte des Disentiser Abtes ein und erwähnte auch Gründe, die für sein Kloster sprachen. Der Abt von Pfäfers, *Bonifaz Tschupp* (1677-1706), einst Professor der Theologie und Philosophie in seinem Kloster Einsiedeln, unterstützte selbstredend seinen Abt Reding und wollte die neue Ordnung auch gleich in seinem Kloster einführen. Der hochbetagte, regeltreue und aszetische Rheinauer Abt *Bernhard I. von Freyburg* (1642-1682) befürwortete ebenso die Vorlage. Das gleiche gilt vom Abte von Beinwil-Mariastein. *Augustin Rütti* (1675-1695). Sehr gespannt war man wohl, wie Abt *Joachim Seiler* (1672-1688) von Fischingen sich äußern würde. Sein heiligmäßiger Wandel, sein religiöses Schrifttum und seine wissenschaftlichen Studien, nicht zuletzt über die Benediktinerregel, machten wohl die übrigen Äbte aufhorchen [2]. Dieser « neue Salesius », wie man ihn genannt hat, trat zuerst vermittelnd auf, seine endgültige Entscheidung fiel jedenfalls nicht gegen den Disentiser Abt aus [3]. Daraufhin verließen der Disentiser und der Pfäferser Abt die Versammlung, damit in ihrer Abwesenheit die Fragen offen behandelt werden konnten. Über Pfäfers wurde man schon bald einig. Weil dort immer ohne Schwierigkeiten und Nachteile die Matutin um Mitternacht gefeiert wurde, sollte das Kloster bei der alten Gewohnheit bleiben. Da der *St. Galler Abt* sah, daß die Äbte insgesamt für die Disentiser Ordnung eingenommen waren, machte er einen neuen Vorschlag : im Winter, d. h. vom 1. November an, solle die Matutin wiederum um 12 Uhr stattfinden, im Sommer indes um 3 Uhr. Nach Erprobung der beiden Ordnungen könnten die Visitatoren eine endgültige Entscheidung treffen. Als der Disentiser Abt den Vorschlag vernahm, wandte er sofort ein, daß es für seine

[1] *Kiem P. M.*, Geschichte von Muri-Gries 2 (1891) 47-52.

[2] Über die Äbte *Henggeler P. R.*, Profeßbuch von Pfäfers, Rheinau und Fischingen (1931), S. 87-89, 225-226, 440-443 (Seilers Animadversiones super Regulam Sancti Benedicti erschienen 1677).

[3] Redings Tractat S. 4 : Reverendissimus Fischingensis videbatur mihi ambigue locutus, cuius ultima sententia mihi non amplius est in memoria. Der Abt von St. Gallen schrieb an den Engelberger Abt : für den Disentiser Abt seien Abbates Einsidlensis, Fabariensis et Murensis et reliqui. Diarium des Engelberg Paters Karl Troger zum 19. August 1680. Freundl. Mitteilung von Dr. P. Ignaz Heß, Engelberg.

Patres zu schwer sei, das eine Mal um Mitternacht und das andere Mal um 3 Uhr aufzustehen. Solche Änderungen seien nicht glücklich. Abt Gallus meinte aber, man sollte wenigstens den Versuch machen. Doch gab Abt Adalbert nicht nach. Der St. Galler Abt brach dann die Diskussion ab mit den Worten: *darüber sollten die Visitatoren nach ihrer Klugheit entscheiden.* Das beruhigte den Disentiser Abt und die ganze Versammlung [1].

Wie Abt Augustin Reding richtig bemerkte, wußte man nicht ganz genau, worüber die Visitatoren in Disentis eigentlich zu entscheiden hatten. Sollte ihnen nur die Kompetenz zustehen, über die Sommerordnung zu entscheiden, sodaß im Winter das Mitternachtsoffizium auf alle Fälle blieb, oder sollten sie die Macht haben, auch die Winterordnung ändern zu können, sodaß man Winter und Sommer um 3 Uhr die Metten beginnen konnte [2]. Sicher war der St. Galler eher für die erste Auslegung, der Disentiser aber für die zweite. Der anwesende Sekretär der Kongregation, P. Plazidus Zurlauben, der spätere Abt von Muri, bestätigt auch diesen letzteren Sinn in den offiziellen Kongregationsakten: « Die Gründe des Disentiser Abtes schienen mehr für die Sommers- als die Winterszeit zu sprechen. Man glaubte daher, die schon eingeführte Ordnung könne weiter beibehalten werden. Was aber zur Winterszeit geschehen solle, das werde dem Urteil der Väter Visitatoren überlassen [3]. »

Es kam nun alles darauf an, wer Visitator wurde. Am gleichen Nachmittage des 17. Mai 1680 schritt man zur Wahl. Abt *Augustin Reding* bat, ihm diese Last nun abzunehmen, da er im Auftrage des Römischen Stuhles andere Arbeiten zu erledigen habe. Auf Wunsch des Papstes Innozenz XI. ließ er im gleichen Jahre 1680 eine Schutzschrift für die Annalen des Kardinal Caesarius Baronius drucken. Auch hatte er die groß angelegte Verteidigung des Konzils von Trient in fünf Foliobänden, ein vom Nuntius sehr ersehntes Werk, noch nicht ganz herausgegeben [4]. Trotzdem wurde Reding bei der Abstimmung wenigstens zum dritten Visitator ernannt; als erster ging der Abt *Hieronymus Troger* von Muri und als zweiter Abt *Adalbert II.* selbst

[1] Redings Tractat S. 6.

[2] Redings Tractat S. 6.

[3] Acta Congregationis II, S. 420: morem jam introductum per aestatem continuari posse judicarunt; quid vero hymali tempore fieri debeat, judicio PP. Visitatorum relinqui.

[4] Acta Congregationis II, S. 420: ob negotia ex mandato apostolico sibi incumbentia. *Henggeler R.*, Profeßbuch von Einsiedeln (1933), S. 134.

aus der Wahl hervor. Da natürlich Abt Adalbert nicht sein eigenes Kloster visitieren konnte, war diese Aufgabe dem Abt von Muri und dem Abt von Einsiedeln zugewiesen, beides Freunde der Disentiser Neuerung. Es mutet übrigens wie ein Vertrauensvotum der Äbteversammlung an, daß sie gerade den Disentiser Prälaten, dem ja Ablassen von der alten Strenge vorgeworfen wurde, zum Visitator ernannte. Diese Ehre ist bis 1913 nie mehr einem Disentiser Abte zugefallen [1]. Aber Abt Adalbert bat schon am folgenden Tage inständig, man möge ihn von diesem Amte befreien, was auch geschah [2].

Ein Glück natürlich, daß nicht *Abt Gallus* das Amt des Visitators erhielt. Er kam schon wegen seines Alters — er war nun siebzig Jahre alt — nicht mehr in Betracht, hatte er sich doch bereits 1676 gegen diese Bürde gewehrt [3]. Eine Reise nach Disentis war in damaliger Zeit nicht immer angenehm. Es traf sich ferner gut, daß auch der achtzigjährige Rheinauer *Abt Bernhard* nicht gewählt wurde. Er war zwar anfänglich für die Disentiser Neuerung, wechselte aber später seine Ansicht. Vor der Abreise aus St. Gallen bemerkte er noch: «Ich bedaure sehr, daß es noch unter uns Prälaten gibt, bei denen der Geist der Vorfahren schwindet und die mehr auf Auflösung als auf Aufrechterhaltung der Disziplin hinzielen.» Der Rheinauer und der St. Galler Abt waren stark auf die Gewohnheiten ihres eigenen Klosters eingeengt. Sie wollten von ihnen nicht nur nicht abweichen, sondern sie sogar den andern Klöstern aufdrängen, wie wiederum unser äbtliche und weitsichtige Gewährsmann aus Einsiedeln deutlich merken läßt [4].

Abt Gallus sah natürlich, daß sich die Disentiser Angelegenheit nicht in seinem Sinne entwickeln werde. Er benachrichtigte davon zunächst den Engelberger Abt Ignaz Betschart, der wegen schwerer Krankheit nicht erscheinen konnte und auch bald darauf 1681 starb [5]. Vermutlich wird der Sanktgaller Prälat die Angelegenheit in seiner Auffassung mitgeteilt haben. Abt Gallus unterließ es auch nicht, dem

[1] Liste bei *Staub A.*, De Origine et Actibus Congregationis Helveto-Benedictinae (1924). Secunda Pars: Documenta S. 66-67.

[2] Acta Congregationis II, S. 420.

[3] Acta Congregationis II, S. 374.

[4] Redings Tractat S. 7-8.

[5] Stiftsarchiv Engelberg, Diarium von P. Karl Troger zum 19. August 1680: Post Vesperas vocati sunt Seniores ad Reverendissimum D. Abbatem, quibus perlectae litterae Abbatis S. Galli de immutato Matutino et translato a media nocte ad 3 am matutinam a Reverendissimo Disertinensi sine facultate Congregationis, pro quo stant Abbates Einsidlensis, Fabariensis et Murensis et reliqui. Freundl. Mitteilung von P. Dr. Ignaz Heß, Stiftsarchivar, Engelberg.

Abt von Disentis nochmals brieflich die alte « Strenge » (rigor) in Erinnerung zu bringen. Adalbert II. antwortete am 21. April 1681, daß es sich nicht darum handle. Er werde übrigens den Visitatoren die Schwierigkeiten und Hindernisse offen auseinanderlegen [1]. So kam nun am 22. Juni 1681 die Visitation in Disentis zustande, die Abt Augustin Reding leitete. War noch statt des Murenser Prälaten Abt Bonifaz von Pfäfers zweiter Visitator, wie das Berchter'sche Tagebuch angibt, dann war die Entscheidung in keiner Weise zweifelhaft [2]. Im Rezesse betonten die beiden Äbte, daß sie den Disentiser Brauch mit ihrer Autorität anerkennen und ihn gestatten, bis der Kongregation etwas anderes gut scheine. Damit war das Offizium um 3 Uhr für Sommer und Winter sanktioniert [3].

Abt *Gallus* blieb nur noch ein Weg übrig, um zum Ziele zu gelangen, nämlich die Äbte umzustimmen und die *Visitation umzustürzen*. Und in der Tat, er versuchte es mit allen Mitteln. Mit der Parole, die alte Disziplin aufrechtzuerhalten, konnte Abt Gallus sich bald rühmen, daß außer ihm schon vier Äbte gegen das Vorgehen des Disentiser Abtes seien. Dazu werde noch der Engelberger Abt kommen, dem er in diesem Sinne schreiben werde [4]. Weiters bestritt der St. Galler Fürstabt, daß die Visitatoren die Kompetenz hätten, die Disziplin zu schwächen. Ferner handle es sich ja nur um deren Urteil über die Sommerordnung, nicht die Winterordnung. Die Visitatoren seien überhaupt nur die ausführenden Organe der Äbtekonferenz, nicht die entscheidenden Häupter. Diese Ausführungen des Abtes Gallus brachten den *Einsiedler Prälat* wirklich in Harnisch. Mit scharfer Feder und heiligem Eifer schrieb er einen zwanzigseitigen *Traktat* über die ganze Angelegenheit, wie sie sich auf der Äbtekonferenz von St. Gallen entwickelte und verwickelte. In der zweiten Hälfte seiner Darstellung

[1] Tagebuch des Abtes Gallus Bd. V, S. 16 zum 12. April 1681 : « Den P. Decan auf Cur zum H. Bischoff verordnet etliche sachen zuo expedieren wegen Dissentis ». Stiftsarchiv St. Gallen. Die Antwort im Stiftsarchiv Einsiedeln A. SF (16) 8 vom 21. April 1681.

[2] Berchter'sches Tagebuch 17./18. Jahrh., S. 381 : « 1681 den 22. Junii als die Herren Visitatores Fürst von Einsidlen Augustin und Fürst von Pfäffers Bonifacius, ist Herr Podestat Joannes erschienen ... » (Stiftsarchiv Disentis.)

[3] Synopsis ad 1673 erwähnt die Visitation vom 22. Juni 1681 ausdrücklich und die Klausel der Approbation : donec praefatae Congregationi nostrae aliter visum fuerit.

[4] Redings Tractat S. 11 : dum scribit, quatuor abbates una secum stare contra intentum Abbatis Disertinensis, facileque sibi accessurum Reverendissimum Engelbergensem, cui hac in re scribere intendat.

entkräftet er die neuesten Ausführungen des Abtes Gallus. Wie könne man sich erkühnen, gegen den ausdrücklichen Regeltext etwas durchzusetzen ? Warum habe man überhaupt auf der St. Galler Kongregationsversammlung 1680 Beschlüsse gefaßt und Visitatoren ernannt ? Wieso sei der Rheinauer Abt, der damals nachhaltiger als die andern Äbte für Disentis eintrat, heute anderer Meinung ? Die kirchenrechtliche Kompetenz der Visitatoren sei außer Zweifel. Das Vorgehen des St. Galler Abtes schwäche die Autorität der Visitatoren überhaupt. Daß auch der Abt, für dessen Stellung doch die Visitatoren bedacht sein sollten, in seinem Ansehen dabei erschüttert werde, darauf weist Reding ausführlich hin. Als langjähriger Visitator verfüge er über die entsprechende Erfahrung. Und die strenge Disziplin ? Wenn wirklich die Visitatoren und überhaupt die Äbte einen « lauen Geist » (spiritus languescens) gehabt hätten, dann wäre es eben Sache des St. Galler Abtes gewesen, schon im Generalkapitel gegen alle aufzutreten und nicht zu schweigen, wie er es getan habe oder gar durch doppelsinnige Worte die Sekretäre der Kongregation in die Irre zu führen. Weiter sagt Abt Augustin wörtlich : Es ist bekannt, daß ein Pfäferser Pater sich für die Mitternachtsmatutin einsetzte, weil man es als allzugroße Strenge empfand, von 3 Uhr Morgens bis zum Frühstück wach zu sein. Dazu haben die Visitatoren noch gesehen, daß einige Disentiser Patres sich gerade über diese größere Strenge bei der Morgenmatutin um 3 Uhr beklagten [1]. » Reding argumentiert weiter : setzen wir aber den Fall, es sei gerade umgekehrt, die Mitternachtsmatutin sei das strengere. Wer gibt dann den Äbten das Recht, diese Strenge, die größer ist als die Regel vorschreibt, in andern Klöstern einzuführen ? Und besonders dann, wenn der Abt dieses Klosters aus sehr gewichtigen Gründen dagegen ist ? [2] All diese Gründe waren so schlagend und kräftig, daß der berühmte Theologe seines Sieges gewiß sein konnte. An der Visitation vom 22. Juni 1681 wurde nichts mehr geändert [3]. So war endlich ein zehnjähriger Streit entschieden [4].

[1] Redings Tractat S. 9.

[2] Dazu noch Redings Tractat S. 11 : Viderint ergo Abbates illi, qui in vanum profecto gloriantur, se non esse instar caeterorum spiritu languido, ne in censuram pharisaeorum incurrant.

[3] Synopsis (ca. 1696) zum Jahre 1673 : porro mos iste hodieque apud nos obtinet.

[4] Vermutlich dauerte das Nachspiel des Abtes Gallus nur kurz, da es zum vorneherein wenig Erfolg versprach. An der Einsiedler Engelweihe im September 1681 fanden sich die Äbte von St. Gallen und Disentis bereits wieder bei Reding

Die andern Klöster änderten freilich ihren Modus auch nicht. Im Gegenteil. In den Statuten, die 1702 zum hundertjährigen Jubiläum der Kongregation neu herausgegeben wurden, ist das Mitternachtsoffizium (Matutin samt Laudes) auf 12 bis 2 Uhr angesetzt, auf 2 Uhr die zweite Nachtruhe, auf 5 Uhr Aufstehen [1]. Engelberg behielt sein Mitternachtsoffizium bis zum Jahre 1807 [2]. Im Kloster Muri dauerte dieser spätmittelalterliche Brauch bis zur Aufhebung 1841 [3].

Der ganze Streit war typisch für die verschiedenen Richtungen der Barockgeistigkeit. Die Äbte von St. Gallen und Rheinau betonten nicht ohne einen großen pathetischen Gestus die äußere Strenge und herbe Askese der reformfreudigen Barockwelt. Ihnen standen die Disentiser Senioren nahe: der von mittelalterlicher Mystik beseelte P. Sigisbert Tyron und der salbungsvoll-rhetorische P. Maurus Cathrin, der später das Amt eines Dekans mit mütterlicher Liebe verwaltete. Die zwei Patres erinnern an die stimmungsvolle Persönlichkeit des Fischinger Abtes Joachim Seiler. Diesen gegenüber standen die Äbte von Einsiedeln und Disentis, deren durchaus religiöse Lebensgestaltung aber intellektuell-praktisch gerichtet war. Reding und de Medell standen nicht zufällig auf der gleichen Linie. Beide waren Söhne ihrer Berge, getragen von außerordentlicher Energie und begabt mit klarem Wirklichkeitssinn. Ihre Kraft lag im Konstruktiven, nicht im Ornament [4]. Sie gehören zu den Äbten, welche die Blütezeit des schweizerisch-monastischen Barocks grundlegend und glücklich beeinflußt haben.

ein. *Helbling M.*, Diarium Dietrich in Mitteilungen des hist. Vereins des Kt. Schwyz (1913), S. 14 (dazu auch S. 56). Am 21. Mai 1682 visitierte Reding das Kloster St. Gallen (Diarium Seiler, Stiftsbibliothek Einsiedeln MF 14, S. 86).

[1] *Staub A.*, De Origine et Actibus Congregationis Helveto-Benedictinae (1924). Prima Pars, S. 29.

[2] Notiz des P. Ignaz Odermatt († 1883) zum Jahre 1807. Freundl. Mitteilung von Abt Leodegar und P. Ignaz Heß, Engelberg. Zum Jahre 1729 bemerkte noch der Engelberger Annalist P. Ildefons Straumeyer († 1743): Matutinum per totum annum fuerat media nocte seu circa 12. horam; non canebatur, sed de plano observatis nihilominus pausis et gravitate debita persolvebatur. Stiftsarchiv Engelberg Cod. 202, S. 36. Freundl. Mitteilung von P. Ignaz Heß.

[3] *Kiem P. M.*, Geschichte von Muri-Gries 2 (1891) 62.

[4] *Helbling*, in der Festschrift Schnürer (1930), S. 105, 126.

REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

P. Hilarin Felder O. F. M. Cap. : General und Erzbischof P. Bernard Christen von Andermatt (1837-1909) und die Erneuerung des Kapuzinerordens. Schwyz, Drittordenszentrale 1943. XVI-436 SS.

Über Biographien moderner Persönlichkeiten schwebt immer eine doppelte Gefahr : entweder werden sie zu schlechter « Hagiographie » oder dann wird in ihnen just das nicht gesagt, was an Bedeutsamem und Interessantem zu sagen wäre. Gottlob, das Buch von Msgr. Felder, welches wir hier anzeigen, hat beide Gefahren zu unserer großen Genugtuung vermieden. Es bietet keine Lobhudelei, die langweilig wirkt ; es wird auch nicht der Versuch gemacht, gewisse Dinge, an welchen kleinliche Geister Anstoß nehmen könnten, schweigend zu übergehen oder zu beschönigen. Gerade das macht dieses Buch so wertvoll ; man liest es in einem Zuge, wie einen spannenden Roman. Weil die Darstellung so offen und sachlich ist, erregt die Persönlichkeit des ehemaligen Kapuzinergenerals, welche hier zur Darstellung gelangt, und das von ihm unter unendlichen Schwierigkeiten vollbrachte Werk unsere staunende Bewunderung. Denn es ist ein ganz ungewöhnlicher Lebensweg, der uns hier geschildert wird : der Lebensweg eines armen Urner Geißerbübleins, das in höchsten kirchlichen Würden und an verantwortungsvollster Stelle sein Leben beenden durfte, nachdem es eine wahrhaft titanische Arbeit im Dienste des Ordens und der Kirche vollbracht hatte.

Man erwarte von diesem Buch nicht bloß eine Schilderung des Lebenslaufes P. Bernard Christens. Es wird uns hier viel mehr geboten : eine kritische Geschichte der Erneuerung des Kapuzinerordens, wie sie mit der Person des ehemaligen Generals unzertrennbar verbunden ist. Alles wird uns mit größter Sachlichkeit und mit unbestechlicher historischer Treue und Zuverlässigkeit geschildert.

Die Darstellung beruht auf einem großen und vorzüglichen Quellenmaterial (vgl. die Zusammenstellung S. XIII ff.). Neben persönlichen Aufzeichnungen P. Bernards und seiner intimsten Mitarbeiter, einem gewaltigen Briefwechsel usw., werden insbesondere die im Generalatsarchiv in Rom und im Provinzarchiv in Luzern vorhandenen Akten ausgiebig benützt. Es erweckt ganz und gar den Anschein, daß dem gelehrten Verfasser keine wichtigen Dokumente vorenthalten wurden und daß er darum auch frei und offen alles mitteilen durfte, was zur Kenntnis des Kapuzinergenerals und seines Lebenswerkes beiträgt. Ich wüßte keine Darstellung aus dem Gebiete der modernen Ordensgeschichte, welcher ein ähnlich umfassendes Material in gleich großzügiger Weise zur Verfügung gestellt worden wäre. Das muß rückhaltslos anerkannt werden.

So geht denn auch das, was uns in dem Buche geboten wird, weit über jene gewöhnlichen Mitteilungen heraus, die man in ähnlichen Fällen etwa macht. — Schon die Geschichte P. Bernards als Guardian in Solothurn,

wo er sich für die Erhaltung der solothurnischen Klöster mit viel Geschick einsetzte, ist sehr interessant. Sie ist ein sehr wichtiger Beitrag zur Kenntnis der damaligen Ideen und Zeitläufe. Nicht weniger bedeutungsvoll ist das, was uns über das Wirken des Verewigten zu Gunsten der im Aussterben befindlichen Kapuzinerkustodie im Tessin gesagt wird. Wir gewinnen einen ausgezeichneten Einblick in die damalige Geschichte der Schweizer Kapuzinerprovinz, wobei etwa die Episode von der Aufhebung des Kapuzinerklosters in Chur (58 ff.) als besonders interessant vermerkt werden muß.

Aber unser besonderes Staunen gilt der Sorge, welche P. Bernard in den 24 Jahren seines Generalates dem Gesamtorden der Väter Kapuziner gewidmet hat. Was er hier tat, verdient ihm wahrhaftig den Ehrentitel eines zweiten Gründers und Restaurators seines Ordens. Die Verhältnisse, die er antraf, waren weitherum wenig erfreulich: die italienischen Provinzen waren vor allem in Süditalien am Aussterben, die religiöse Zucht im Niedergang. Die westdeutsche Provinz hatte sich von den Schlägen des Kulturkampfes noch nicht erholt. In Österreich herrschten noch Auffassungen, die uns heute wie ein Märchen aus alter Zeit vorkommen wollen. Die spanischen Provinzen waren zu einer eigenen Obödienz zusammengefaßt, die den Anschluß an den Gesamtorden verloren hatte; eine Erscheinung, die übrigens auch in andern Orden begegnet, wo es freilich teilweise schon früher (bei den Dominikanern 1872) zur Wiederherstellung der verlorengegangenen Ordenseinheit kam. In unermüdlicher Visitationstätigkeit suchte P. Bernard den Orden zu heben, die Observanz wieder einzuführen oder zu festigen. Es erwies sich hier als eine herrliche Fügung der Vorsehung, daß P. Bernard der schweizerischen Provinz entstammte, wo in jahrhundertalter Übung das Ordensideal im wesentlichen bewahrt worden war, wenn auch, wie der Verfasser hervorhebt, etwa italienische Mitbrüder das Fehlen des Nachtchores und das Tragen von Schuhen bemängelten, bis sie durch eigene Erfahrung über die Zweckmäßigkeit solcher « Milderungen » belehrt wurden (vgl. die köstliche Episode S. 223). – Dabei wurde dem großen Ordensgeneral sein Bemühen für die Erneuerung des Ordens aus eigenen Kreisen heraus schwer gemacht. Wir können die seelischen Schmerzen, die er erdulden mußte, als er mehr als eines seiner reformatorischen Unternehmungen immer wieder durch Intrigen hintertrieben sah, kaum abschätzen. Wir denken hier an den lamentablen Untergang des Orientalischen Institutes, das von ihm zu Nutzen und Frommen der Missionen im nahen Orient mit unendlicher Mühe gefördert worden war (vgl. S. 155 f.) und dessen Auflösung seinen Lebensabend verfinsterte. Nicht weniger tragisch ist, wie der General nicht bloß vom italienischen Staat, sondern auch von widerstrebenden Angehörigen des eigenen Ordens um das angestammte Generalatshaus an der Piazza Barbarini gebracht wurde. Zu einem Teil waren es wieder eigene Mitbrüder, die in der Postulation oder der Generalprokura saßen, die in Rom gegen den eigenen General wirkten, so daß er geraume Zeit selbst bei den römischen Kongregationen und deren Vorgesetzten jene Sympathien verlor, auf welche er eigentlich hätte rechnen dürfen. Und gar das unwürdige Spiel, durch welches man jahrelang die von P. Bernard als Notwendigkeit empfundene Neuausgabe

der Ordenskonstitutionen zu hintertreiben wußte, ist wirklich ergreifend. Wir bewundern den Mann, der unter solchen Verhältnissen voll Gottvertrauen unbeirrt durchhielt : es gehörte kein gewöhnliches Maß von Tugend und Heiligkeit dazu. In alle diese Dinge werden wir anhand zuverlässigster Dokumente eingeführt : ruhig und sachlich. Trotzdem sind die hier geschilderten Ereignisse auch insofern belehrend, als sie sich mehr oder weniger in der gleichen Gestalt, bald früher bald später, auch in andern Orden abspielten.

P. Bernard hat aber seinem Orden wirklich sein Bestes gegeben. Wenn der Orden der Kapuziner heute in der Kirche einen Ehrenplatz einnehmen darf, so ist das in erster Linie dem unermüdlichen Wirken dieses großen Ordensgenerals zu verdanken. Seine Nachfolger konnten auf den Fundamenten weiterbauen, die er gelegt hatte. Wir denken hier etwa an das Große, das er für die Entwicklung der Missionen, für die Förderung der regelmäßigen Ordensstudien, für die Gründung eines neuen Generalatshauses und einer römischen Studienanstalt des Ordens getan hat. Das waren alles Unternehmungen von allergrößter Bedeutung. Es ist dabei nicht uninteressant, festzustellen, daß sich in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts und um die Jahrhundertwende schließlich in so ziemlich allen Orden die gleichen wichtigen Fragen aufgeworfen wurden : Observanz, Studien, innere und äußere Organisation. — Wenn ich darum einen Wunsch an das Buch zu stellen hätte, so wäre es der, daß das Lebenswerk des Kapuzinergenerals etwas vermehrt in Zusammenhang mit ähnlichen Bestrebungen in andern Orden gestellt worden wäre. Eine solche erweiterte Sicht wäre sehr interessant gewesen ; mir wenigstens kam es sehr oft vor, als ob ich in diesem Buche der auf weite Strecken hin parallel verlaufenden Geschichte des Dominikanerordens begegnete. — Und noch eine Frage würde mich interessieren : Waren nie Bestrebungen im Gange, auch den Kapuzinerorden um 1897 in die von Leo XIII. vorgenommene Vereinigung der verschiedenen Zweige der « braunen » Franziskaner einzubeziehen ?

Wir können vom vorliegenden Buche des gelehrten Verfassers nur eines sagen : Es bietet wirklich einmal kritische Ordensgeschichte im wahrsten Sinne des Wortes. Wir sind für dieses ausgezeichnete Buch dankbar. — Die Persönlichkeit und das Lebenswerk des großen Urners, P. Bernard Christen, der auch in der Fremde die Eigenart seiner Abstammung nicht verleugnete und den man gelegentlich zu einem « uomo terribile » stempelte, ringen uns eine große Hochachtung ab : er war ein energischer aber väterlich gütiger Mann, von reinsten Absichten beseelt und eines heiligmäßigen Lebenswandels beflissen. In seiner ganzen Art erinnert er mich stark an den energischen General des Dominikanerordens, P. Vincent Jandel, der in ähnlicher Weise 1850-55 als Generalvikar und 1855-72 als Ordensgeneral die Erneuerung des Dominikanerordens durchführte. Viele gemeinsame Züge hat P. Bernard auch mit seinem Zeitgenossen, dem heiligmäßigen P. Hyacinthe Cormier, der 1891-1904 als Socius des Generals und als Generalprokurator und dann 1904-1916 als Ordensgeneral in glücklicher und kluger Art und Weise in die Geschicke

unseres Ordens eingriff. Ich möchte nur wünschen, daß auch über diese beiden hervorragenden Männer eine Lebensbeschreibung erscheinen möchte, die durch allseitige Ausnützung des vorhandenen Quellenmaterials an Wert dem Buche gleichkäme, welches uns Msgr. H. Felder über P. Bernard Christen geschenkt hat.

Luzern. Dr. P. *Dominikus Planzer* O. P.

Dr Pierre Rebetez-Paroz : Les relations de l'Evêché de Bâle avec la France au XVIIIe siècle. St-Maurice, Œuvre de St-Augustin 1943. 486 pages et six cartes.

Pour les lecteurs de cette Revue, le nom de M. le Dr P. Rebetez-Paroz, auteur de ce livre, n'est pas inconnu ; les quatre articles que le jeune docteur vient d'y publier sur le *concordat entre l'archevêque de Besançon et l'évêque de Bâle au sujet de l'échange des paroisses en 1779* témoignent d'un travail sérieux, puisé aux sources mêmes. C'est d'ailleurs l'impression que laisse la liste considérable des sources archivales et imprimées et des ouvrages consultés, et nous sommes persuadé que le lecteur aura reconnu dans cette étude la haute compétence de l'historien, sa sage critique et sa véritable maîtrise à dominer un sujet compliqué par la diversité des juridictions civile et ecclésiastique, par l'opiniâtre opposition des chanoines de Besançon et par l'intervention nécessaire des cours de Paris, de Vienne et de Rome. Ces qualités se retrouvent au cours de tout l'ouvrage.

Bien que la question de l'échange des paroisses constitue une étude spéciale plus poussée dans les articles de cette revue que dans le livre que nous présentons, nous ne nous y arrêterons pas davantage et nous abordons de suite les autres matières de cette thèse qui a valu à son auteur le titre de « docteur » et qu'il nous offre sous la forme d'un gros volume de près de 500 pages, illustré de cinq cartes.

Toutefois, nous le remercions et le félicitons d'avoir traité ici cette affaire de l'échange des paroisses avec tout le développement qu'elle comportait ; son travail est définitif. Nous nous demandons même s'il n'eût pas été avantageux de traiter les autres questions, qui font le sujet du livre, de la même manière, sous la forme de synthèse, au lieu de les suivre chronologiquement, selon l'ordre de succession des princes-évêques.

Cinq chapitres avec leurs sous-divisions absorbent l'abondante matière. Une introduction apprend au lecteur peu familier avec l'histoire de la Principauté ecclésiastique de l'Evêché à distinguer le Diocèse de Bâle de la Principauté de même nom d'avant la Révolution, deux notions que l'on confond souvent, mais dont les termes ne se recouvrent pas.

Dans le présent ouvrage, il s'agit davantage de la Principauté de l'Evêché que du diocèse proprement dit ; on en jugera par ce simple énoncé : alliance du prince-évêque avec la France, conclue en 1739 par le prince Jacques-Sigismond de Reinach et renouvelée en 1780 par Frédéric de Wangen ; alliance avec les cantons catholiques ; levée d'une compagnie, puis d'un régiment de l'Evêché au service de France, sur le même pied que les régiments suisses ; élections épiscopales, rectifications de frontières :

Chauvelier-Franquemont, Damvant, Boncourt, Lucelle ; traité pour livraisons de sel. Toutefois les princes-évêques de Bâle, réunissant dans leur personne les deux pouvoirs temporel et spirituel, il n'y a pas lieu de s'étonner que l'histoire ecclésiastique puisse recueillir dans les actes de leur gouvernement une ample moisson de renseignements précieux.

Laissant de côté l'histoire du régiment de l'Evêché, qui a fait le sujet d'un livre spécial [1], et les rectifications de frontière, nous ne retiendrons ici que l'alliance avec la France et les cantons catholiques et l'élection des évêques, sujets qui répondent mieux au caractère de cette revue.

Par la commune frontière de leurs Etats, par la partie alsacienne du diocèse, qui comptait six doyennés sur onze et qui faisait de l'évêque de Bâle un évêque du royaume, par les échanges de voisinage et de commerce, les princes-évêques entretenaient avec le roi de France des relations nécessaires, empreintes d'une grande cordialité. Lorsque éclatèrent les troubles causés par les revendications des commis d'Ajoie et que les mesures de douceur et les décisions juridiques ne parvinrent pas à apaiser, les deux princes de Reinach tournèrent leurs regards vers la France pour y chercher appui et secours. Ce fut l'origine du traité de 1739 conclu entre Louis XV et Jacques-Sigismond de Reinach, en vertu duquel les dragons du roi pénétrèrent dans la principauté et où leur seule présence suffit à ramener le calme. A la lumière des documents produits par l'auteur, la figure de Jacques-Sigismond de Reinach apparaît sous un jour beaucoup plus favorable que celui sous lequel l'avait présenté la passion politique des ennemis de l'ancien régime. Le procès de Petignat fut confié, pour en assurer l'impartialité, à des juges étrangers, assistés par trois avocats du Conseil supérieur de Colmar, ce qui autorise l'auteur à déclarer que « le Conseil eut une part plus directe (dans la condamnation des coupables) que Jacques-Sigismond lui-même » (pag. 168). Au comte de Broglie, commandant des troupes françaises, qui lui conseillait de publier un second mandement, menaçant de pendaison les sujets chez qui on découvrirait des armes cachées, le prince-évêque répondit : « que c'était à ses officiers de se mêler de cela, que pour lui son caractère l'empêchait de prendre connaissance des choses, qui demandaient du sang » (page 167). Aussi le jugement porté sur Jacques-Sigismond de Reinach revêt-il un peu l'apparence d'une réhabilitation (pages 198-199). Nous n'entrerons pas davantage dans le détail de l'alliance ; il nous suffira de dire que le traité de 1739 reconnaissait la neutralité de l'Evêché en temps de guerre. Ajoutons que le traité fut renouvelé en 1780 et que c'est en vertu des dispositions de ce dernier traité qu'un détachement français pénétra dans l'Evêché en 1792.

Si les princes-évêques dirigèrent leurs regards vers la France aux heures troublées de leur gouvernement, c'est en partie parce qu'ils n'avaient pas trouvé dans l'alliance des cantons catholiques un secours efficace. Sauf Soleure, les cantons catholiques étaient séparés de l'Evêché par des terres étrangères. De plus, imbus de principes démocratiques, ils avaient

[1] Casimir Folletête, *Histoire du régiment de l'Evêché de Bâle au service de la France*. Nouvelle édition illustrée. Lausanne, F. Roth et Cie 1939.

tendance, estimait-on à Porrentruy, « à recourir à la voie de l'amiable composition entre le Souverain et ses sujets, soit avant, soit après la sédition », ce qui n'était pas conforme au droit public en usage dans le Corps germanique. D'où leur attitude, durant les troubles de l'Evêché, lente, louvoyante, indécise et partant inefficace. L'alliance de 1579 devait être renouvelée tous les vingt ans, renouvellement que les troubles de 1730-40 empêchèrent d'opérer. Quand Joseph-Guillaume de Rinck voulut, en 1744, renouveler le pacte, Schwyz fit opposition à cause du secours accordé à l'Evêché par les dragons du roi ; nouvelle tentative en 1756, sans résultat. Cependant l'alliance continuait d'exister par pure fiction, sans être renouvelée.

Au XVIIIe siècle, la cour de France porta un vif intérêt à l'élection des princes-évêques de Bâle. On le comprend d'ailleurs : le *prince* était le chef d'un Etat, dont les frontières touchaient le royaume et pouvaient, selon ses dispositions, ouvrir ou fermer l'accès de la France. L'*évêque* était le chef spirituel de toute la haute Alsace et c'était pour les autorités françaises l'occasion de fréquents contacts avec l'administration civile, surtout en matière de propriétés et de bénéfices ecclésiastiques. Aussi, à chaque élection, l'ambassadeur du roi à Soleure renseignait-il Versailles et il arriva même que le département des Affaires étrangères envoyât un agent spécial s'informer sur place. Les archives possèdent pour plusieurs élections la liste complète des chanoines électeurs et des « épiscopables » avec leurs notes personnelles, qualités, tendances politiques, listes dressées par un agent à l'intention du ministère des Affaires étrangères de Versailles. Deux fois, il fut même question pour le siège de Bâle d'un candidat portant un des plus grands noms de France, les Rohan, le prince Constantin de Rohan, suffragant de Strasbourg en 1744, et le prince Louis de Rohan, évêque de Strasbourg et cardinal, celui de l'affaire du collier, en 1782. Mais il faut reconnaître que ni l'un ni l'autre ne furent encouragés, ni patronnés par la cour de Versailles, qui tout en suivant de près les élections et cherchant à les faire tourner en sa faveur, prétendait cependant maintenir et respecter le libre choix des chanoines.

Il ressort de la lecture de cette importante étude que la principauté de l'Evêché de Bâle constituait, au XVIIIe siècle, un Etat autonome avec sa personnalité propre, sa vie indépendante et son histoire, et volontiers nous souscrivons au jugement de M. le Dr P. Rebetez : « le *XVIIIe siècle est le grand siècle de la Principauté* ». Son livre érudit en porte le témoignage irrécusable.

E. Folletête.

Aktensammlung zur Geschichte der Basler Reformation. Bd. IV : Juli 1529 - Sept. 1530. Im Auftrag der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft zu Basel herausgegeben von Paul Roth. Basel, Verlag der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft-Universitätsbibliothek Basel, 1941. XIV-638 SS. Mit Register Fr. 21.—. Alle 4 Bände Fr. 60.—.

Im Abstand von vier Jahren konnte dieser neue Band, den schweren Zeitverhältnissen zum Trotz, der Öffentlichkeit vorgelegt werden. Wer ihn

etwas aufmerksam durchgeht, wird über die Reichhaltigkeit des Gebotenen staunen müssen. Gewiß, es gibt auch Stücke, die bereits gedruckt vorliegen, so etwa in der Berner Aktensammlung oder bei Staehelin, Oekolampad, und die hier erneute Aufnahme fanden. Gemäß den festgelegten Grundsätzen sind auch jene auf Basel sich beziehenden Abschiede im vollen Wortlaut abgedruckt worden, die aus der Aktensammlung Stricklers oder dann den Eidgen. Abschieden in kürzeren oder ausführlicheren Auszügen bekannt gewesen sind. Über die Auswahlprinzipien wird man ja kaum rechten wollen, obgleich der Umfang der Sammlung nun zusehends wächst und ihr eingehenderes Studium gehörige Kraft in Anspruch nimmt. Wir wollen vielmehr betonen, daß auch dieses Mal die auswärtigen Archive in einem erfreulichen Ausmaß zu Worte kommen, so unter anderem Konstanz, Ulm, vor allem aber das Generallandesarchiv in Karlsruhe mit seinen reichen Archivalien zur Geschichte des Hochstifts. Nach allem, was wir über die früheren Bände (vgl. diese Zeitschrift 1935, 138 ff., 1939, 91-95) bereits hervorgehoben haben, braucht es uns nicht zu überraschen, daß die Aktenstücke über die langwierigen Verhandlungen zwischen dem Bischof und dem Domkapitel einerseits und der Stadt anderseits, und dieser beiden Partner mit der österreichischen Regierung einen ungewöhnlich großen Raum einnehmen. Es ist unmöglich, bei dieser Fülle des Materials im Rahmen einer Anzeige auf Einzelheiten einzugehen. Wir verweisen hiefür auf unsere Besprechung der Schrift Roths (s. diese Zeitschr. 1942, 313), worin wir auf manche Probleme bereits eingegangen sind. Übrigens sticht hier doch viel mehr die rechtliche Seite hervor, als daß wir Einblick in die persönlichen Verhältnisse der Domherren gewännen, wenige Äußerungen ausgenommen. Es sind natürlich viele Akten von besonderer Bedeutung, gerade hinsichtlich der Zinsen- und Zehntenfrage. Auch der Vertrag über die Niederlassung des Kapitels in Freiburg i. Br. ist aller Beachtung wert (Nr. 82). Er zeigt, daß die Domherren gerade, gestützt auf ein zu erwartendes Konzil, nicht jegliche Hoffnung preisgegeben hatten, wieder nach Basel zurückkehren zu können (p. 73). Doch davon abgesehen, sind die Antworten der Chorherren und der Kapläne des Chorherrenstifts St. Peter, auf die Aufforderung des Rates, zur Residenz in die Stadt zurückkehren, viel bemerkenswerter und vor allem nach der psychologischen Seite hin viel aufschlußreicher (Nr. 118 f., 127-131). Diese Schreiben sind, bei aller schlichten Gesinnung, die aus ihnen spricht, ungemein fein abgestimmt und lassen in ihren wechselvollen Tönungen manche persönlichen Empfindungen nachfühlen. Voll feiner Ironie meint z. B. Kaplan Wolfgang Rumen in seinem Brief an den Rat: « Ich beger aleinig, das min zů behaltten und nit andern das ir zů niemen, wie mich Christus lertt und bütt » (p. 121). Die Antwort seines Mitbruders Gregor Wey klingt noch unzweideutiger als die Anklage gegen die Gewalt des Rates. Wenn dieser trotz aller Rechte die angedrohte Enteignung seines Vermögens durchführen würde, « will ichs gott dem almechtigen in synem öbersten throne bevollen und clagt haben, dem öbersten und gerechten richter » (p. 122). Die sehr bestimmte Ablehnung des neuen Glaubens und die Treue zur angestammten Kirche sind hier aufs schönste bezeugt (vgl. auch Nr. 598).

In einer wohl noch ergreifenderen Weise kommt diese Glaubenstreue bei den Kartäusern zum Ausdruck. Ihre Eingabe an den Rat und der Briefwechsel ihres Priors, Hieronymus Zscheckabürlin, mit dem städtischen Rate, zählen wohl zum Ergreifendsten dessen, was diese Aktensammlung an Zeugnissen der Menschlichkeit bietet (vgl. Nr. 3, 20, 172 f., 265, 300, 310). Auch die Motive, die dem Rate vorgehalten werden, für eine Haltung, an der unbeirrbar festgehalten wird, sind in grundsätzlicher Hinsicht eindrucksvoll. Immer wieder beruft man sich auf das Gewissen. Kommt der Gewissenszwang und die Gewaltpolitik des Rates hier am deutlichsten zum Ausdruck, so läßt sich doch auch aus anderen Aussagen erschließen, wie der Rat gegen die Klöster vorging (vgl. Nr. 574). Der Austritt wurde unter Drohungen befohlen und ebenso der Besuch der neugläubigen Predigt mit Gewalt auferlegt, so daß für die Bewertung innerer Entscheidungen der ausgetretenen Mönche und Nonnen die Urkunden dieses Bandes nur geringen objektiven Wert beanspruchen können (vgl. Nr. 262, 265). Die Abfindungsurkunden ehemaliger Klosterinsassen verdienen daher Beachtung fast nur nach der personengeschichtlichen Seite hin (z. B. Nr. 139, 259, 378, 524).

Besonders wertvoll sind schließlich die Inventarien der Kirchenzierden der Klöster, zu welchen auch die reiche Versteigerungsliste der Kartause gezählt werden kann. Gegen 40 Meßgewänder wurden allein aus der Kartause versteigert und insgesamt 254 Einzelverkäufe getätigt (vgl. Nr. 239, 329, 413, 497, 597). Daß zahlreiche Akten sich auf die Verhandlungen über die Frage der Zinsen- und Zehntenleistungen nach Säkularisation der Klöster beziehen, sei nur kurz erwähnt.

Gesamthaft gesehen, erbringen *diese* Akten keineswegs den Eindruck besonderer Verfallserscheinungen in den Basler Stiften und Klöstern, selbst wenn, wie in St. Alban, die Ökonomie nicht untadelig geführt worden war (Nr. 290). Vielmehr ist die Gesinnungstreue für den alten Glauben auffallend, auch wenn die Übertritte in früheren Jahren in Rechnung gezogen werden. Um freilich ein ganz geschlossenes Bild zu gewinnen, müßte das gesamte Aktenmaterial zusammengehalten und selbst die vorreformatorische Zeit miteinbezogen werden, eine Untersuchung, die ja für die meisten Basler Klöster noch zu verwirklichen wäre. Jedenfalls darf und kann die Basler Kirche, gerade von der Haltung vieler Kloster- und Stiftsherren aus gesehen, keineswegs nur als morsch und verfallen bezeichnet werden.

Verlockend ist es, den Stimmungen im Volke nachzugehen. Verhältnismäßig gering ist die Ausbeute für die Stadt. Von Widerständen gegen die überlieferten Leistungen abgesehen (Nr. 20), auch von gelegentlichen Gehorsamsverweigerungen und Zusammenstößen in der Stadt, wozu wir auch den Handel des Arztes Alex. Sytz rechnen (vgl. bes. 206, 245), sind vor allem einzelne Vorfälle eindrücklich. Wir weisen etwa hin auf die Bestrafung auswärtigen Messebesuches mit Geldbuße, wobei der Schuldige durch betonte Renitenz dem Gefängnis verfiel (Nr. 180), auf die Verlästerung der Prädikanten des Münsters, die strenge geahndet wurde, wobei der Schuldige während des Gottesdienstes bei der Kanzel öffentlich Widerruf leisten mußte (326), auch auf Schmähungen gegen das Abendmahl (vgl. 535, 571, 586).

Freier konnte sich die Gesinnung naturgemäß auf dem Lande äußern. Ursache mancher Wirrnisse vor allem in sozialer Hinsicht waren einige Prädikanten. Jener zu Sissach lehnte die Kindertaufe und die Zinsen und Zehnten ab (Nr. 42) und auch der Prädikant von Rümlingen war offenbar der städtischen Obrigkeit nicht wohl gesinnt (Nr. 327). Etliche Prädikanten hinwiederum verfielen dem Haß der Untertanen. Sie mußten schweren nächtlichen Unfug und harte Schmähungen über sich ergehen lassen. So zogen mehrere Untertanen dem Pfarrer zu Benken vor das Haus und nach trotzigen Beschimpfungen schlugen sie ihm die Fenster ein (Nr. 188, 271, 405, dazu 143, 147). Ähnliches ereignete sich in Pratteln. (Nr. 437, 438, 596.) Nicht viel besser hatte es der Prädikant in Muttenz, der bei Angriffen schweren Schaden erlitt (Nr. 431, 433, 439 ; Waldenburg : Nr. 187, s. auch Nr. 421).

Hinsichtlich der Abgaben gab es kein Entgegenkommen. Die Leistungen aus ehemaligen Jahrzeitstiftungen hielt der Rat der Stadt mit aller Klarheit fest (Nr. 54 ; Nr. 250, 252 zu Zehntenabgaben). Zehntenverweigerer zog er unnachsichtlich zur Verantwortung (111). Exzesse sind auch von Täufern begangen worden (287, 348).

Der Ertrag der Akten zur Geschichte der Täuferbewegung ist ziemlich erheblich. Eine bedeutende Anzahl von Urfehden, auch eine Reihe von Verhören (bes. interessant Nr. 364, 610) bringen sehr viel Beachtenswertes bei. Über die Auffassung von der Obrigkeit erfahren wir sehr bezeichnende Äußerungen (Nr. 301, 364). Lehrreich sind besonders die Aussagen des Pfisters Meyer von Aarau (288). Der Biblizismus der Täufer wird in vielen Aussagen klar bezeugt. Immer wieder wird betont, man lese die Bibel, lehne aber den Besuch der Predigt in der Kirche ab. Der Einfluß auswärtiger Täufer ist in dieser Zeit weniger ausgesprochen, dafür die Bewegung in manchen Gebieten der Landschaft außerordentlich erstarkt (Sissach, Liestal, Farnsburg). Verbindungen mit der benachbarten Solothurner Landschaft sind öfters nachzuweisen. Bei Lostorf fanden sich einmal gegen 120 Täufer zusammen (Nr. 364).

Lesenswert ist auch der Text des Widerrufs, der den Täufern auferlegt wurde (Nr. 293). Allgemein werden die Täufer zur öffentlichen Revokation im Münster oder dann in ihren Pfarrkirchen angehalten. Bedeutendere unter ihnen mußten den Widerruf in mehreren Kirchen leisten (268*b*, 270, 295, 355, 365, 374).

Die Strafpraxis gegenüber den Täufern war sicher eine milde (vgl. Nr. 418 440, 442). In diesen Akten begegnet ein einziges Todesurteil (313). Die Folterung ist jedenfalls häufiger angewendet worden, als es die formelhaften Urfehden ahnen lassen, weshalb auch der häufige Bruch der Urfehden verständlicher ist (vgl. p. 563). Aber von jenen Gründen abgesehen, die wir früher zur Erklärung dieser Tatsache beigebracht haben (vgl. diese Zeitschr. 1942, 313-315), gewinnt man den Eindruck, daß das Verhältnis der Obrigkeit zur Untertanenschaft gerade durch die Täufer eine so starke Belastung erfuhr, daß Vorsicht sehr angezeigt war, sollte der Widerstand nicht zu größter Gefahr werden (vgl. Nr. 348, 388, 610). Die Verschärfung der Gegensätze war auch deshalb gegeben, weil in Tat und Wahrheit das

Landvolk in seinen Hoffnungen auf einen Anteil am Kirchengut sich getäuscht sah. Der Rat der Stadt stellte sich eindeutig auf den Standpunkt Zwinglis, alles Gut der katholischen Kirche sei der protestantischen Kirche zu erhalten oder der Erlös aus den Kirchenzierden u. a. den Armen zuzuwenden. Die Stimmung bäuerlicher Gemeinden, in denen noch die tiefe Wirkung der Bewegung von 1525 stark nachklingt, verraten die Verhandlungen und die Vergleiche zwischen Bischof Philipp von Basel und mehreren Gemeinden (98, 366).

Hält man alles zusammen, so kann man sich dem Eindruck von den großen Widerständen gegen die neugläubige Kirche nicht entziehen. Wir verstehen es dann besser, weshalb ein Knecht, der in Konstanz geäußert hatte, bei einer nochmaligen Abstimmung unter den Gemeinden über die Messe, würde sie mit einem Mehr von 2000 Stimmen wieder angenommen ; « dann der gemein man hab vermeint, wann sôllich messz und der alt gotsdienst der pfaffen abgethan, als dann inen die closter- und pfaffengůter werden sôlten ; so aber das nit geschehen, würde es fryg das mer, die pfaffen wider ze nemmen » (p. 409 f.). Diesen Eindruck verstärkt die große Zahl jener Zunftleute, die laut den wertvollen Verzeichnissen (Nr. 547, dazu Nr. 540) es ablehnten, dem Abendmahlszwang Folge zu leisten, wobei die meisten sich auf ihr Gewissen und mehrere, gewiß nicht von ungefähr, sich auf den ursprünglich anerkannten und auch vom Rat verkündeten Grundsatz beriefen, daß der Glaube eine Gnade Gottes sei und man daher den Gewissen keinen Zwang antun dürfe.

Daß im übrigen die Aktensammlung auch für das Thema der Organisation der neuen Kirche — Ehegericht, Bann, Synode, Almosenordnung (Nr. 629) u. a. — dann auch der eidgenössischen Religionspolitik, des christlichen Burgrechts (vgl. bes. auch Nr. 85) und des hessischen Verstandes nicht wenig Neues beibringt, kann nur kurz angemerkt werden. Die Bannfrage stand sicher noch unter dem Eindruck der spätmittelalterlichen Praxis (vgl. S. 457 f.). Herausgehoben sei immerhin eine grundlegende Idee der protestantischen Religionspolitik, die leider den Tendenzen der liberalen Geschichtsschreibung fast völlig zum Opfer gefallen ist, hier aber besonders deutlich im Memorial zum christlichen Burgrecht (Nr. 12, p. 14) ausgesprochen ist : « Dwil nun dem also unnd wir gott dem herren mehr dann den menschen zu gehorchen schuldig syndt, so sollen inn diesem fall alle andere bundtnis, einigung unnd verstandt nit statt haben, sonder unverhindert derselbigen diesem christlichen burgkrechten unnd verstandt getruwlich unnd trostlich anhangen, rath, hilff unnd bystandt thun. » Also wird hier das historische Recht unbedenklich den Interessen des Bekenntnisses geopfert. Im Lichte der üblichen Geschichtsschreibung gesehen, darf auch betont werden, daß Österreich eine gütliche Vereinbarung in der Zinsen- und Zehntenfrage erstrebt hatte, um vor allem jeden Kriegsanlaß zu meiden und den Frieden zu erhalten (Nr. 59). Mit einem letzten Gedanken wollen wir schließen. Basel hat die Forderung Zürichs voll und ganz unterstützt, wonach alle Verfolgungen der Neugläubigen durch die V Orte in ihrem eigenen Gebiet hätten unterbleiben sollen, dies zu einer Zeit, da der Rat in seiner Stadt selbst mit aller Konsequenz und

Rücksichtslosigkeit bestrebt war, die letzten Spuren des alten Glaubens auszutilgen.

So vermitteln die Akten auch dieses Bandes dem aufmerksamen Beobachter ein so unmittelbares und reiches Bild der mannigfachsten Vorgänge jener Jahre, daß sie wirklich geeignet sind, viele Auffassungen erneut überdenken und überprüfen zu lassen. Wer möchte nicht dem Herausgeber für die so verdienstvolle und mühereiche Arbeit dankbar sein und auch den Behörden für die Förderung des Unternehmens volle Anerkennung zollen ? Den Freunden der Reformationsgeschichte kann das Studium dieser überreichen Akten warm empfohlen werden. Wir hoffen aber auch, daß die Sammlung durch ein Sachregister zu gegebener Zeit voll und ganz zugänglich gemacht werden wird.

O. Vasella.

Schweizer Beiträge zur allgemeinen Geschichte — Etudes suisses d'histoire générale — Studi svizzeri di storia generale. Im Auftrag der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, herausgegeben von **Werner Näf.** Band 1. 280 S. 1943. Verlag H. R. Sauerländer u. Co., Aarau.

Kaum ein Land hat seine Vergangenheit so erforscht wie die Schweiz. Das hängt mit dem nationalen Selbstbewußtsein unseres Kleinstaates zusammen. Die Publikationsmöglichkeiten sind im allgemeinen gut. Die vielen von schweizerischen, kantonalen und lokalen historischen Vereinen herausgegebenen Zeitschriften gewähren unsern Forschern Unterkunft. Aber auch der Beitrag der Schweiz zur allgemeinen Geschichte ist beträchtlich, ist aber viel weniger auffällig, weil er, sofern er nicht in Buchform erscheint, in ausländischen Zeitschriften Gastrecht suchen muß, wodurch er der schweizerischen Allgemeinheit verborgen bleibt. Unter den jetzigen Zeitverhältnissen ist auch diese Möglichkeit verschwunden. Aus diesem Grunde ist die Allgemeine Geschichtforschende Gesellschaft zur Herausgabe dieser neuen Bandreihe geschritten, die einem Bedürfnis entspricht. Sie führt sich mit dem vorliegenden Bande gut und verheißungsvoll ein. Zu den sechs Abhandlungen verschieden großen Umfangs, die weite Gebiete der Geschichtsforschung vom Altertum bis zur Neuzeit umfassen, kommen unter dem Sammeltitel « Miszellen » drei kleinere Beiträge und unter « Forschungsberichte » zwei Literaturreferate. Von den Verfassern sind acht Professoren an Schweizerischen Hochschulen, so daß dem Bande ohne weiteres das Niveau gegeben ist.

Felix Stähelin, Basel, handelt von « *Völkern und Völkerwanderung im alten Orient* » bis Alexander d. Gr., der den Titel eines Königs von Asien angenommen hatte und seit dem die Geschichte des vordern Orients mit dem Schicksal Europas verbunden ist. Hervorzuheben ist die treffliche Auseinandersetzung mit dem « indogermanischen » Rassetypus, dem Steckenpferd aller Rassephantasten und die Ablehnung der sowohl sprachlich wie rassisch unwissenschaftlichen Bezeichnung « Arier », wobei der Verfasser zur Feststellung kommt, daß schon im 2. Jahrtausend vor Christus eine weitgehende Völkermischung bestand. — *Hans Fehr*, Bern, untersucht

in einer kurzen, aber aufschlußreichen Arbeit den « *Geist der alemannischen Volksrechte* », in denen noch viele heidnische Vorstellungen neben christlichem Ideengut erhalten sind. — Für die Beurteilung der Schweiz im Europa des 17. Jahrhunderts, wo man sich unsere Heimat noch als « ein Land der Wilden », sowohl in Bezug auf Landschaft und Menschen vorstellte ; viel Neues bietend ist die Arbeit « *Die Schweiz des 17. Jahrhunderts in den Berichten des Auslandes* », in der *Richard Feller*, Bern, ein gutes Dutzend Schilderungen, meistens Reiseberichte französischer, englischer, deutscher, italienischer und holländischer Reisender auswertet. Von unserm Lande haben sie die verschiedenartigsten Eindrücke mitgenommen, wahre und falsche. Aber kaum einem dieser meist aristokratischen Fremden ist die staatliche Eigenart klar geworden, und für die Freiheit und Volksherrschaft brachten sie nicht das geringste Verständnis auf, außer etwa die Engländer, während manche ihrer Abneigung unverhohlen Ausdruck verliehen. Beobachter, die längere Zeit in der Schweiz weilten, wie der päpstliche Nuntius Scotti oder der venetianische Gesandte Padavino, haben manch treffliche Beobachtung und Bemerkung gemacht und versucht, den wahren Charakter von Land, Volk und Staat zu ergründen, wenn ihnen auch vieles unverständlich und seltsam blieb. — *Max Silberschmidt*, Zürich, weist in einem kurzen Aufsatz « *Der Übergang vom Ersten zum Zweiten Britischen Empire* » auf die merkwürdige Tatsache hin, daß England in den Jahren, als es durch den amerikanischen Unabhängigkeitskrieg das Hauptgebiet seines Kolonialreiches verlor, sich durch große Pioniere und geschickte Politik in Indien, Kanada, Afrika und Australien ein neues, noch größeres Kolonialreich erwarb und den Grund zum Bau seines zweiten Empire legte. — *Adrien Haesler* untersucht « *Die Vertragslehre bei Friedrich von Gentz* » auf Grund seines Historischen Journals von 1799-1800 und vertritt damit zusammen mit dem Forschungsbericht « *Zum Staatsrecht der Polis* » von *Hans Nef*, St. Gallen, die geschichtsphilosophische Seite. — In der Form elegant und an Tatsachen reich, ist *Werner Kaegis* Abhandlung, « *Geschichtswissenschaft und Staat in der Zeit Rankes*, in der er die staatspolitische Stellung der deutschen Historiker in den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts untersucht, die alle (Heeren, Savigny, Niebuhr) sich zu einer großdeutschen, ja europäischen Idee bekannten, während die spätern, etwas bereits schon Ranke, namentlich aber Treitschke, sogar Mommsen die Geschichtsschreibung in den Dienst der preußischen Parteinahme stellten. Diese Gebundenheit der Geschichtsforschung an den Staat und ihre Beeinflussung durch die verdeckte, aber bewußte Leitung auf dem Wege über die Finanzierung von Lehrstühlen und Forschungsinstituten kommt besonders klar zum Ausdruck in der Entwicklung der « Monumenta Germaniae Historica », die vom Freiherrn von Stein auf private Mittel aufgebaut, später, noch unter dem verdienstvollen Pertz nach Berlin gezogen wurde und unter Bismarcks Einfluß in vollständige Abhängigkeit vom preußischen Kultusministerium geriet, dessen Zielen es vornehmlich zu dienen hatte, und so aus einer freien Gelehrtenkorporation zu einem staatlichen Beamteninstitut geworden ist.

Schon bei der Übersiedelung nach Berlin hatte Johann Friedrich Böhmer

in Frankfurt vor dieser Entwicklung gewarnt und sich von seinem Freunde Pertz getrennt, um durch seine Regestenbände und die « Fontes Rerum Germanicarum » ein mehr großdeutsches, mit dem Blick auf das katholische Mittelalter gerichtetes Gegengewicht zu schaffen. Die Schlußfeststellungen Kaegis sind sehr interessant, wenn er von der sogenannten « absolut freien » Wissenschaft sagt, daß sie das niemals war, sondern eine in den verschiedenen Staaten und Regierungsformen etwas variierende, aber ähnlich gebundene gewesen sei. « Und in der Schweiz selbst gehört es zu den fruchtbarsten Erkenntnissen der jüngsten Forschung, daß das Bild der schweizerischen Vergangenheit mehr als ein halbes Jahrhundert lang mit den befangenen Augen der Sieger von 1847 gesehen worden ist, daß Namen, wie diejenigen Dierauers, Oechslin, Dändlikers nicht nur eine Generation, sondern den Standpunkt einer politisch erfolgreichen Partei repräsentiert haben. » Nachdem man so lange auf die nicht von den liberalen akademischen Lehrstühlen ausgehende Geschichtsforschung verächtlich herabgeschaut hat, vermag Kaegis Feststellung Überraschung und Genugtuung zu bereiten : « Neben den akademischen Lehrstühlen und Anstalten haben in allen europäischen Ländern damals kirchliche und private, von Korporationen und von Einzelnen getragene historische Forschungen das freie Wort genossen und die enger an den Staat gebundene Wissenschaft zu Rede und Antwort gestellt . . . Nicht das öffentliche Interesse und die zur Verfügung stehenden staatlichen Mittel, sondern allein das ehrliche Gewissen des Forschenden bleibt im dumpfen Gewirr der menschlichen Bedingtheiten der Hauptgarant für die Echtheit geschichtlichen Erkennens. »

Unter den *Miszellen* finden wir ein Bruchstück einer *Schwabenspiegelhandschrift*, mitgeteilt von *Hermann Rennefahrt*, Bern, einen interessanten Bericht eines preußischen Geheimagenten aus dem Jahre 1844 über das *Literarische Comptoir in Zürich und Winterthur*, — von *Hans Gustav Keller* —, durch das Julius Fröbel freiheitliche und revolutionäre Literatur drucken ließ und nach Deutschland vermittelte. — *Edgar Bonjour*, Basel, teilt aus Londoner Ministerialarchiven Aktenstücke mit, die « *Englands Einwirkung auf Preußen zu Gunsten der Schweiz* 1856-57 » beleuchten, als König Friedrich Wilhelm IV. von Preußen, der unentwegte Vertreter des Gottesgnadentums « die Schweitz, die Armee aller politischen und sozialen Verbrecher », dieses « schöne und schändliche Land » wegen des Neuenburger Handels mit Krieg züchtigen wollte. England setzte damals Preußen unter stärksten diplomatischen Druck und schickte solche Noten nach Berlin, daß sie Ministerpräsident Manteuffel als « haarsträubend » bezeichnete. — *Hans Rieben* charakterisiert kurz die *Metternich-Forschung* seit 1925, den Kampf für und gegen diesen vor Srbiks großer Biographie so furchtbar verlasterten und auch heute noch umstrittenen Staatsmann. Unter « Hinweise » orientiert *Fritz Blaser*, Luzern, über die im Entstehen begriffene « *Bibliographie der Schweizer Presse* ».

Einsiedeln. *Karl Schönenberger.*

Deux épisodes de l'histoire du bréviaire de Lausanne

Par L. WÆBER

Il n'existe pas de travail sur le bréviaire de Lausanne, pas notamment d'étude analytique et comparative qui permette, après en avoir examiné la structure et la composition, d'essayer de déterminer la provenance des éléments qui s'y rencontrent.

Le but du présent article n'est pas de combler cette lacune, mais d'étudier simplement deux épisodes de l'histoire du bréviaire de Lausanne : ses deux éditions de 1717 et de 1787.

Les quatre éditions précédentes étaient anciennes, puisqu'elles avaient paru, à quelques années d'intervalle, entre 1478/79 et 1509 [1]. L'introduction de l'imprimerie — largement mise à profit dans notre diocèse où, sous l'initiative de l'évêque, avaient paru, dès la fin du XVIe siècle, des éditions de la Bible, du missel et du bréviaire — permit de substituer aux volumes manuscrits dont il fallait se servir jusqu'alors, des bréviaires notablement plus petits comme format, beaucoup moins coûteux et en outre plus lisibles. Survint la Réforme, qui détacha de l'Eglise la plus grande partie des paroisses du diocèse. Celles qui étaient demeurées catholiques étaient trop peu nombreuses pour motiver une réédition du bréviaire. Le clergé se servit aussi longtemps que possible des volumes anciennement parus. Entre temps avait été édictée, en 1568, l'ordonnance de saint Pie V rendant obligatoire le nouveau bréviaire romain qu'avait fait publier le Saint-Siège ; aussi, au fur et à mesure que les anciennes éditions se faisaient plus rares ou que leur état de vétusté les rendait inutilisables, le clergé de chez nous avait-il adopté insensiblement l'édition romaine, non sans qu'il en résultât une grande bigarrure et beaucoup de confusion.

Seul, finalement, le Chapitre de Saint-Nicolas (qui, à cette date, chantait encore intégralement l'office au chœur) avait conservé le bréviaire lausannois. Il se manifesta bien, une fois ou l'autre, au sein

[1] Cf. Mgr Besson, *l'Eglise et l'imprimerie*, t. I, p. 77, 83 sq., 95 sq., 105 sq., 113 sq.

du corps capitulaire, des velléités de l'abandonner, mais du moins les chanoines les plus attachés aux traditions de leur collégiale tenaient à rester fidèles à l'ancien office, conformément, disaient-ils, à l'exception qu'avait formulée saint Pie V en faveur des Eglises qui étaient, depuis plus de 200 ans, en possession d'un bréviaire particulier.

C'est ainsi que Sébastien Werro, curé de Fribourg, — qui était alors sur le point de partir en pèlerinage en Terre Sainte, — au cours des deux audiences particulières que lui accorda Grégoire XIII à Frascati, les 17 et 18 mai 1581, entre autres requêtes qu'il présenta, d'abord par écrit, au Souverain Pontife et qu'il développa oralement le lendemain, lui demanda de daigner autoriser le maintien, au moins au chœur, des anciens offices du bréviaire de Lausanne « qui, en partie lui sont propres, et en partie diffèrent de celui de Rome ». Le pape agréa la requête, chargeant le cardinal Sirleti de la correction et de l'approbation de ce bréviaire, et Werro, en communiquant la nouvelle à ses confrères du Chapitre, ajoutait que la chose serait rapidement réglée [1].

Il faut savoir, pour comprendre cette démarche du curé de Fribourg auprès du Souverain Pontife, que, l'année précédente, Bonhomini, évêque de Verceil et légat du Saint-Siège en Suisse, avait, par lettre du 10 janvier 1580, demandé à Pierre Schneuwly, prévôt du Chapitre de Saint-Nicolas et vicaire général de l'évêque absent, d'introduire dans le diocèse le bréviaire romain. Je ne comprends pas, ajoutait le Légat, vos hésitations : votre bréviaire renferme nombre de légendes ; au surplus on ne peut plus se le procurer ; il ne saurait d'autre part être question de l'imprimer à nouveau, vu les frais considérables que cela entraînerait ; encore faudrait-il commencer par le corriger, ce qui exigerait, pendant de nombreux mois, le travail de plusieurs théologiens [2]. Sans doute, écrivait-il quelques mois plus tard au prévôt, je n'ai aucunement l'intention de supprimer le bréviaire de Lausanne contre le gré des chanoines, mais je maintiens qu'il vaudrait beaucoup mieux — car ce serait à la fois plus sûr et plus expéditif — accepter le bréviaire romain que vouloir corriger le lausannois [3].

[1] Lettres dont la minute est conservée dans l'*Itinerarium Hierosolymitanum* (Fribourg, Bibl. canton. et universit. ; manuscrits). Elles ont été reproduites par M. Ed. Wymann, dans cette *Revue*, 1916, p. 125 sq., ainsi que dans la *Römische Quartalschrift*, 1925, p. 65 sq.

[2] J. J. Berthier, *Lettres de J. F. Bonomio*, p. 18.

[3] *Ibid.*, p. 35, lettre du 5 juin 1580.

On comprend, dans ces conditions, que Werro ait été heureux de pouvoir, de Rome même, communiquer à Bonhomini le succès qu'avait rencontré sa démarche auprès du Souverain Pontife [1], et c'est sans doute sous l'influence de cette décision du pape que, l'année suivante, l'évêque de Verceil écrivait à Pierre Schneuwly qu'il ne perdait pas de vue la question de la correction du bréviaire de Lausanne [2]. Il avisait d'autre part Werro qu'il avait, dernièrement encore, écrit à Rome à ce sujet ; mais, ajoutait-il, il faut quelqu'un pour insister sans relâche, si l'on veut obtenir quelque chose ; je mettrai toute la diligence possible à faire reconnaître votre bréviaire, de telle sorte que soient exaucés vos vœux, qui sont aussi les miens [3].

Bonhomini ne s'exprimait pas toujours de la sorte [4], et il ne faut par conséquent pas trop s'étonner que Rome non seulement ait tardé à se prononcer, mais qu'elle n'ait pas envoyé de réponse. En attendant, les chanoines de Saint-Nicolas demeuraient tranquillement en possession de leur bréviaire.

Ils furent, 20 ans plus tard, sur le point de voir leur désir exaucé. En 1602 en effet, la collégiale de Soleure — ville qui, à cette époque, faisait encore partie du diocèse de Lausanne — avait adopté le bréviaire romain. L'évêque, Mgr Doroz, songeait au contraire à publier à nouveau le missel et le bréviaire lausannois. Il ne put mettre son plan à exécution, ou dut se contenter du moins de quelques retouches de détail, et l'on ne se trompera guère en supposant que c'est à cause du Nonce — qui avait encouragé les chanoines de Soleure dans leur décision, tandis que Mgr Doroz cherchait à les en dissuader — qu'il dut renoncer à son projet [5].

[1] Démarche au sujet de laquelle, de Verceil, où Werro s'était arrêté avant de se rendre à Rome, Bonhomini écrivait, le 27 avril 1581, au prévôt Schneuwly : « De ritu Lausanensi in canonicarum horarum persolvendo officio, parochum vestrum crastino die Romam versus abiturum instruxi, ac fore non dubito, quin ipse omnia Romæ a Summo Pontifice ad vota sit impetraturus. » (STEFFENS, *Die Nuntiatur v. G. Fr. Bonhomini. Documente*, III, p. 121.)

[2] BERTHIER, *op. citat.*, p. 110, lettre du 4 août 1582.

[3] « Sed mihi crede, nisi adsit qui peculiariter expeditionem curet atque urgeat, hujusmodi negocia vix ullum exitum inveniunt. Curabo tamen, et quo diligentius potero, ut illud recognoscatur, et jam tandem ad vota vestra et mea restituatur » (*op. citat.*, p. 188).

[4] Le 27 du même mois d'août 1582, il écrit au P. Canisius : « De Canonicis horis ex Romani ritus præscripto in Collegiata Ecclesia recitandis... ego sane sum vehementer sollicitus, scriboque his de rebus Romam frequentius, sed crucior interdum, et sane vehementius, quod tam sero, tamque segniter ibi omnia expediantur. » (BRAUNSBERGER, *B. Petri Canisii Epistulæ et Acta*, t. VIII, p. 103.)

[5] Voir sur tout ceci cette *Revue*, 1939, p. 328, n. 3 et 1942, p. 43.

20 ans après, sous l'épiscopat de Mgr de Watteville — alors absent de Fribourg — le Chapitre de Saint-Nicolas songea assez sérieusement à adopter le rite romain. Il avait eu, en novembre 1622, la visite du Nonce, Mgr Scappi, qui « paternellement, mais avec insistance », avait invité les chanoines à se servir du bréviaire de Rome. Le Chapitre, pour répondre au désir du représentant du Saint-Siège, envoya deux de ses membres : le curé de ville Jacques Schueler et le secrétaire Daniel Rumy, à Soleure pour se renseigner [1]. Les deux délégués firent rapport sur leur visite, et les chanoines décidèrent de prendre des informations sur le prix des volumes qu'il fallait se procurer [2].

On ignore quel fut le résultat de ces démarches, de même qu'on est mal renseigné sur ce qui s'est passé dans la deuxième moitié du XVIIe siècle. On constate simplement que Mgr de Strambin, qui détruisit les exemplaires du bréviaire de Lausanne qu'il réussit à se faire remettre [3], n'entra cependant pas, à ce sujet, en conflit avec le Chapitre : preuve qu'il n'a pas voulu l'inquiéter sur ce point. Après lui, alors que, pour ramener la paix, eut été nommé comme chef du diocèse, dans la personne de Pierre de Montenach, celui qui était et qui resta prévôt de la collégiale de Saint-Nicolas, les difficultés s'évanouirent tout naturellement. Le nouvel évêque continua à se servir du bréviaire qu'il avait utilisé jusqu'alors au Chapitre ; « il le recita jusqu'au moment de son agonie », écrivaient, un peu plus tard, les chanoines, « et mourut en priant le Breviaire Lausannois [4] ». Mais l'on sait aussi que, vers la fin vraisemblablement du XVIIe siècle, les chanoines de Saint-Nicolas adoptèrent plusieurs particularités du bréviaire romain.

C'est ce qui ressort, en particulier, d'un rapport présenté, vers 1710, par le chanoine Jacques Dugo [5], mémoire dont voici le résumé : il y

[1] *Man. Capit.* III (Arch. de Saint-Nicolas), f. 36 ; *ibid.*, f. 31[v], séance du 5 décembre 1622 : « officum cum ritu romano omnino est amplectendum ».

[2] *Man. Capit.*, III, f. 27[v], séance du 4 mai 1623.

[3] Un demi-siècle plus tard, les chanoines écrivaient à ce sujet : « Mgr de Strambin brulla mesme tous les breviaires qui luy tomberent entre les mains, après avoir obligé les Ecclesiastiques de les luy apporter, il fit ce beau feu de joye en sacrifice à la vivacité de ses entreprises. » (Lettre du 23 nov. 1727, que nous retrouverons plus loin.)

[4] *Ibid.*

[5] Jacques Dugo avait été nommé chanoine le 18 novembre 1689 ; il fut agréé par le Chapitre l'année suivante, et installé en 1691. Il mourut le 17 janvier 1717. Son mémoire, rédigé en latin, remplit cinq grandes pages. Il est conservé aux archives de Saint-Nicolas, dans la liasse *Bréviaire*, que nous aurons encore plusieurs fois l'occasion de citer. Le rapport n'est pas signé : c'est une inscription ultérieure, apportée au verso, qui en indique l'auteur. Il n'est pas daté

a 70 ans, en 1640, puis de nouveau en 1647, le Chapitre avait décidé de se conformer à l'*Ordo romanus* quant au choix des évangiles pour les dimanches après la Pentecôte, afin qu'il y eût uniformité dans la prédication entre Saint-Nicolas et les autres églises ou monastères de la ville [1]. Le Chapitre était parfaitement autorisé à le faire. Il a d'ailleurs, sur d'autres points de détail, adopté le bréviaire romain [2]. Or, on conteste maintenant qu'il ait eu le droit de modifier ses rubriques. Après avoir introduit le missel romain et, pour le chœur, les *lectiones* du bréviaire romain, on y a renoncé ; et cependant les leçons du bréviaire lausannois fourmillent d'erreurs et de fautes ; plusieurs sont apocryphes ; on y trouve des hérésies, des affirmations blasphématoires, sans parler des difficultés que présentent pour la lecture ces abréviations et ces caractères gothiques, ainsi que le peu de fruits spirituels qu'il y a à tirer de leçons aussi courtes [3]. Que le prévôt [4], qui se préoccupe si fort de tout ce qui touche au bien du Chapitre, s'oppose à ce qu'on change l'ordre des évangiles de l'année, et qu'il ordonne de reprendre les leçons du bréviaire romain, ou que du moins il corrige et modifie celles du bréviaire lausannois. Non pas qu'il faille répudier purement et simplement ce dernier, remarquable par les sentiments de profonde piété qu'on y rencontre, et qui, beaucoup mieux que le romain, souligne la différence entre les fêtes solennelles et les jours ordinaires ; mais que le prévôt n'hésite pas à le retoucher, comme l'ont fait naguère Mgr Aymon de Montfalcon en 1519 [5], Mgr de Gorrevod en 1593, et tout dernièrement l'archevêque de Besançon. Il ne saurait faire œuvre plus méritoire

non plus, mais l'année ressort du calcul énoncé au début ; l'auteur ajoute que, cette année-là, la Commémoraison des fidèles trépassés tombait sur un dimanche, ce qui doit être une erreur de sa part, car ce ne fut jamais le cas depuis 1692 jusqu'en 1738.

[1] Les deux décisions capitulaires auxquelles il est fait ici allusion se trouvent au *Man. Capit.* III, f. 121[v] et 158.

[2] En renonçant, pour les Complies, aux particularités du bréviaire de Lausanne les jours de la Purification, de l'Annonciation et de l'Immaculée Conception, en y introduisant, pendant l'année entière, le chant de l'*In manus tuas*, que le lausannois ne prévoyait que pour le carême, et en plaçant à la fin une des antiennes de la Sainte Vierge.

[3] « Cum lectiones Breviarii Lausanensis innumeris scateant erroribus et mendis, imo in quibus hæreses palpabiles et blasphemiæ continentur, et inter quas sunt etiam apocriphæ, ut nihil dicam de difficultate eas propter abbreviationes et caracterem gotticum legendi, et exiguum fructum spiritualem qui exinde propter earum brevitatem percipitur. »

[4] Antoine d'Alt, prévôt depuis 1707, et en même temps vicaire général pendant l'épiscopat de Mgr Jacques Duding. Il mourut en 1736.

[5] Erreur : il veut dire : 1509.

qu'ordonner cette revision ainsi que l'adaptation du bréviaire de Lausanne au missel : pareille intervention de sa part sera plus agréable à Dieu que celle qui consisterait à fonder à ses frais un ou plusieurs canonicats.

On sent, en lisant ce mémoire, le plaidoyer de quelqu'un qui sait perdue d'avance la cause qu'il défend en essayant de décider le Chapitre de Saint-Nicolas à renoncer au bréviaire de Lausanne, et qui s'efforce du moins d'obtenir que celui-ci soit corrigé avant d'être réédité. C'était en effet sa réimpression que le Chapitre projetait depuis un certain nombre d'années. Le chanoine Udalric de Praroman avait légué dans ce but 200 écus [1] et, tout au début de 1717 — au moment précis où mourait le chanoine Dugo — le Chapitre finit par décider de rééditer le bréviaire de Lausanne, mais sans modification ni addition aucune [2]. Une convention fut passée avec l'imprimeur Hautt, qui se mit sans retard à l'ouvrage [3].

Le siège épiscopal était à ce moment vacant : Mgr Jacques Duding était mort le 20 novembre 1716, et c'était le prévôt d'Alt qui avait été choisi comme administrateur apostolique. Le 23 décembre déjà cependant, Rome nommait au siège de Lausanne le neveu de l'évêque précédent : Claude-Antoine Duding, qui fut sacré, à Porrentruy, le 29 juin 1717 et arriva à Fribourg le 4 juillet suivant.

Le conflit avec le Chapitre, qui avait déjà marqué l'épiscopat de Mgr de Strambin, reprit de plus belle, mais porta, cette fois-ci, entre autres, sur la question précise du bréviaire. En septembre 1719, comme l'imprimeur demandait au Chapitre d'être payé pour la partie du bré-

[1] Le chanoine Udalric de Praroman mourut le 27 mars 1715. Ses dispositions de dernières volontés sont datées de la veille de sa mort.

[2] *Man. Capit.* VI, séances des 3, 14, 15 et 17 janvier 1717 (p. 333 sq.). Par motif d'économie, on renonçait, pour les rubriques, aux caractères rouges, dont l'emploi aurait doublé le prix du bréviaire.

[3] Les Hautt étaient une famille d'imprimeurs, d'origine wurtembourgeoise, qui, après avoir travaillé dans diverses villes d'Allemagne et de Suisse, finirent par s'établir à Fribourg. Innocent-Dietrich (ou Théodoric), dont les ouvrages imprimés chez nous s'échelonnent de 1712 à 1736, date de sa mort, avait été reçu bourgeois de notre ville en 1711. Son fils, Henri-Ignace-Nicodème, né en 1711, lui succéda et, sauf une interruption de 1743 à 1745, où il travailla à Lucerne, imprima chez nous de 1737 jusqu'à sa mort, en 1772. Cf. Fritz Blaser, *Les Hautt. Histoire d'une famille d'imprimeurs, d'éditeurs et de relieurs des XVIIe et XVIIIe siècles*, thèse de la faculté des Lettres de Neuchâtel, 1925. Nous tenons à remercier Mlle L. Schnurer, qui s'est spécialisée dans l'histoire de l'imprimerie ancienne à Fribourg, pour les renseignements qu'elle a eu l'amabilité de nous fournir.

viaire déjà imprimée, les chanoines le prièrent de prendre patience jusqu'à ce que tombe l'opposition qui faisait obstacle à la poursuite de ce travail [1].

Le mois suivant, l'auditeur de la Nonciature, Mgr Tria, s'étant rendu à Fribourg et ayant convoqué les chanoines, insista vivement (*instanter et instantissime*) pour que le Chapitre renonçât au bréviaire lausannois et adoptât le romain. Il s'imaginait, note le secrétaire capitulaire, qu'il suffisait que le prévôt manifestât ce désir pour que son vœu fût exaucé. De fait, Mgr d'Alt n'obtint l'adhésion que de deux chanoines, et encore avec des restrictions : il faudrait l'assentiment de Leurs Excellences et l'acceptation de la cité, « accoutumée à ces vieux rites et opposée aux nouveautés, par crainte de l'hérésie, qui a aussi été introduite sous prétexte d'innovation ». Mgr Tria consentit, il est vrai, à faire quelques exceptions, et il crut pouvoir donner l'assurance que l'acquisition des nouveaux livres ne coûterait rien au Chapitre, pas plus que celui-ci n'aurait à supporter les frais de l'impression déjà commencée du bréviaire de Lausanne. Tous ces arguments furent inutiles : les chanoines, qui avaient assisté avec déplaisir (*ægre*) à cette discussion, n'acceptèrent pas les propositions qui leur étaient faites et repoussèrent plus énergiquement encore celles, identiques, que le prévôt leur présenta, à nouveau, les jours suivants [2].

Le Chapitre supposa que la visite de l'auditeur de la Nonciature avait été provoquée par l'évêque [3]. Indirectement, c'était exact, mais c'était vraisemblablement l'intervention d'une autre instance qui avait décidé le Nonce, Mgr Firrao, à faire faire cette démarche auprès des chanoines. Vers le début de l'année, il avait reçu, de la Congrégation des Rites, la lettre suivante :

[1] « Donec misera oppositio contra impressionem breviarii facta sit liquidata et cessent oppositiones aut obstacula » (*Man. Capit.* VII, f. 33, séance du 13 sept. 1719). Au début de la même année (*Ibid.*, f. 25^{v}, séance du 7 février), le Chapitre, apprenant que l'imprimeur menaçait de faire un procès s'il n'était pas payé, décida d'écrire à la Nonciature, pour la prier « d'activer un peu les choses », et peu avant, le 10 janvier 1719 (*Ibid.*, f. 25), à la question posée par le prévôt : faut-il conserver le bréviaire de Lausanne ?, la majorité des chanoines s'étaient prononcés pour l'affirmative. Plus d'une année plus tard, l'imprimeur renouvela sa demande d'être payé ; le Chapitre lui accorda un acompte, l'invitant à continuer l'impression (*Man. Capit.* VII, f. 38 ; séance du 8 mai 1720).

[2] *Man. Capit.* VII, f. 33^{v}-34^{v}, séances des 12, 14 et 15 octobre 1719.

[3] Dans l'exemplaire des archives capitulaires de la lettre de Mgr Duding du 10 avril 1721, dont il sera question plus loin, à ce grief, l'évêque répond : l'Auditeur est venu à Fribourg sur l'ordre du Nonce et sans même que je l'aie su.

Cum Eminentissimi Patres Sacræ Rituum Congregationi præpositi ab Episcopo Lausanensi intellexerint, Canonicos Collegiatæ Ecclesiæ Sancti Nicolai Friburgi vel novum Breviarium auctoritate propria confectum, vel vetus sponte sua reformatum, inconsulta et irrequisita Apostolica Sede typis velle committere, cumque id nedum in detrimentum Supremæ ejusdem S. Sedis jurisdictionis directe cedat, nedum idem opponatur Constitutionibus S. Pii V., Clementis VIII. et Urbani VIII., verum etiam quam plura absurda, inconvenientia et abusus in hisce partibus pariat, dissonumque omnino videatur, duodecim tantum Canonicos, duosque Capellanos ejusdem Collegiatæ a cœteris Viciniæ Episcopis ac Cathedralibus Ecclesiis, uti sunt Constantiensis, Basileensis, Sedunensis, Curiensis, Genevensis, quæ Breviario Romano exacte et religiose utuntur, dissentire ; propterea iidem Eminentissimi Patres Amplitudini tuæ scribendum esse jusserunt, quatenus nomine Sacræ Congregationis præfatos Canonicos, ut ab incœpto desistant, serio moneat, prætensum proprium Breviarium, sive vetus, sive novum, sive etiam reformatum typis recudi minime permittat, et si forte jam recusum fuerit, prohibeat, eosque ad assumendum Breviarium Romanum adigere non desinat, sub pœnis in dictis Constitutionibus Pontificiis contentis, aliisque, si contumaces fuerint, ab hac Sacra Congregatione imponendis. Ita igitur exequi ad Sacram eamdem Congregationem de executione certiorem reddere ne gravetur...

Romæ 28 Januarii 1719

Cardinalis Paulutius Præfectus

N. M. Tedeschi Episcopus Liparitensis, Secretarius.

Qu'elle ait ou non motivé la démarche de Mgr Tria auprès des chanoines en octobre 1719, le Nonce ne transmit au Chapitre cette lettre de la Congrégation des Rites que plus d'une année plus tard, en novembre 1720, alors qu'il était sur le point de quitter définitivement la la Suisse. Il l'accompagna de la lettre suivante :

Reverendis Dominis

Præposito et Canonicis Ecclesiæ Collegiatæ Friburgi.

Ex inclusa copia litterarum S. Congregationis Rituum, quam in forma authentica ab originali extractam D. D. V. V. transmitto, liquido congnoscent, quænam sit mens ejusdem S. Congregationis circa Breviarium Lausanense, quod D. D. V. V. pro usu insignis Collegiatæ Vestræ iterum recudendum autumnaverant, cumque minime dubitem ex filiali vestra erga S. Sedem obedientia D. D. V. V. resolutioni præfatæ S. Congregationis etiam post meum discessum ex hac Nunciatura exacte esse obtemperaturos, pluribus idcirco ad debitam obedientiam hortari D. D. V. V. supervacaneum arbitratus sum ; hoc unum tamen silentio præterire non possum, mihi gratissimum fore, si hæc res communi omnium consensu finiretur...

Lucernæ 15 Nov. 1720

J. Archiepiscopus Nicænus.

En voyant le peu d'empressement mis par le Nonce à transmettre le décret de la Congrégation des Rites — qui était entre ses mains depuis dix-huit mois lorsqu'il le fit parvenir aux chanoines — on a l'impression qu'il éprouvait quelque malaise à le leur communiquer. Ceux-ci exagéraient tout de même en prêtant à son message cette signification : « Mandez vos raisons à la Sacrée Congregation des Rites, si vous en avez pour faire revoquer le Decret ; je vous l'envoy, parce que je ne puis faire autrement ; ce sont vos affaires, voyez ; cependant vous me feriez plaisir de m'en debarasser en vous accommodant avec Monsieur l'Evesque [1]. » Ils ajoutaient même que le Nonce avait, dans une lettre écrite au prévôt, insinué qu'il serait heureux d'apprendre que celui-ci persistait à faire valoir les droits du Chapitre [2].

Quoiqu'il en soit, les chanoines soulignaient la différence entre la manière de procéder de Mgr Firrao, qui, se contentant d'une simple *insinuation*, leur avait « aimablement communiqué » le décret, et celle de l'évêque qui — sur l'ordre du nonce, assurait-il — leur en avait fait l'*intimation*. Le 11 février 1721, en effet, l'abbé Henri Wicht, secrétaire épiscopal, s'était présenté à la Prévôté, ayant en main,

[1] Lettre déjà citée du 23 novembre 1727.

[2] *Jura et Privilegia Capituli*, 2e point (1721), en partie identique à la réplique au 4e *gravamen* de la *Brevis informatio iurium et privilegiorum capituli Sancti Nicolai* (1721). — Plusieurs des pièces du conflit entre Mgr Claude-Antoine Duding et le Chapitre se trouvent à la fois aux archives de Saint-Nicolas (cartable *Conflit avec Mgr Cl.-Ant. Duding*), à celles de l'Evêché (cartable 27 I et 27 II. Dans l'un de ces cartables, les liasses portent des lettres et, dans l'autre, des chiffres. C'est à leur contenu que nous renvoyons toujours quand nous donnons comme référence : Archives de l'Evêché, liasse...) et aux archives cantonales (*Affaires ecclésiastiques non classées*). Il n'y est naturellement pas parlé uniquement de la question du bréviaire, qui ne forme que l'un des nombreux points traités dans l'un ou l'autre de ces interminables mémoires. Et comme, au cours des années qui suivront, les arguments invoqués sont plus ou moins toujours les mêmes, avec simplement, parfois, quelques précisions nouvelles, nous utilisons, dans notre résumé des arguments de l'évêque aussi bien que dans l'exposé de la réplique des chanoines, non seulement les rapports de 1721, mais aussi ceux qui ont vu le jour au cours des années suivantes, soit donc — en plus des deux pièces citées au début de cette note (qui donnent le point de vue du Chapitre) et la lettre de Mgr Duding du 10 avril 1721 (qui représente la position de l'évêque) — la lettre que celui-ci adressa, en 1726, à Benoît XIII, 23e question (Arch. de l'Evêché, liasse 6), celle que le Chapitre envoya au Nonce le 26 août 1727 (*Ibid.*, liasse L et 7), la réponse qu'y fit, en septembre de la même année, Mgr Duding (*ibid.*), le mémoire que ce dernier fit imprimer en 1729, 12e point (Arch. de Saint-Nicolas), un autre mémoire, manuscrit, de l'évêque, de 1730 (Arch. de l'Evêché, liasse 9).
Soulignons ici une des particularités de cette controverse : l'évêque et les chanoines ne s'adressent ordinairement pas directement les remarques qu'ils ont mutuellement à formuler : ils préfèrent passer par l'intermédiaire du gouvernement.

ouverte [1], la copie de la lettre du nonce du 15 novembre 1720 et du décret de Rome. Il avait, disait-il, été chargé de remettre, en présence de tous les capitulaires, ce rescrit au prévôt ; mais celui-ci, « estimant qu'il y avait anguille sous roche », refusa ce procédé « exotique », de telle sorte que le secrétaire dut appeler un notaire et des témoins pour s'acquitter de sa tâche [2].

Deux jours plus tard, le Chapitre arrêta l'attitude qu'il allait prendre au sujet du rescrit de la Congrégation. Comme quelques chanoines « par leurs murmures ou autrement », avaient pu motiver l'interdiction de réimprimer le bréviaire lausannois, le prévôt commença par demander si l'on voulait renoncer à ce dernier. La réponse fut « énergiquement négative ». Après quoi, constatant que ce rescrit avait été obtenu au moyen de renseignements inexacts (*sinistris informationibus*), à l'insu du Chapitre et à son détriment et sans que celui-ci ait été entendu, les chanoines décidèrent de faire opposition et d'aviser le gouvernement [3]. Ils écrivirent au Conseil une première lettre dans laquelle ils se bornaient à résumer le décret [4]. Il en envoyèrent une deuxième, plus détaillée, le 13 mars 1721, que le gouvernement examina le jour même [5].

L'évêque ayant pris connaissance de ce mémoire, y répondit, de Mannheim, le 10 avril 1721 [6]. Il ne trouvait rien à redire à l'argument principal des chanoines, affirmant qu'il n'y avait pas seulement 200 ans, comme le demandait la bulle de saint Pie V, mais 5 ou 6 siècles que Saint-Nicolas se servait d'un bréviaire particulier [7]. Par contre, objectait

[1] C'était également ouverte que l'évêque l'avait reçue de la Nonciature, ainsi qu'il s'empressa de le faire remarquer.

[2] *Man. Capit.* VII, f. 41v. Ces mesquineries étaient réciproques : les chanoines ayant voulu faire remettre, par l'entremise du même secrétaire épiscopal, un paquet contenant une réponse qu'ils devaient à Mgr Duding, celui-ci leur retourna cet envoi sans l'avoir ouvert, expliquant que si lui, leur supérieur, pouvait agir de la sorte, le procédé ne convenait pas à des inférieurs, qui devaient se présenter personnellement chez l'évêque (lettre du secrétaire Wicht du 6 sept. 1727 ; arch. de Saint-Nicolas).

[3] *Man. Capit.* VII, f. 42.

[4] Arch. de l'Evêché, liasse 4 ; cette lettre, qui n'est pas datée, est écrite en allemand.

[5] RM 272, p. 198.

[6] La copie des archives de l'Evêché porte comme date le 25 janvier 1721, mais le *Ratsmanual* est formel : le Conseil prend connaissance, le 21 avril, de la lettre de l'évêque, « datée de Mannheim, le 10 courant ».

[7] Dans la lettre au gouvernement du 23 novembre 1727 déjà citée, le Chapitre précise : la Collégiale fut érigée 41 ans avant le concile de Trente, et l'église de Saint-Nicolas existait alors depuis 285 ans, ce qui fait donc, au lieu des 200 ans exigés, un total de 326 ans. — Il y aurait des réserves à faire au sujet

Mgr Duding, l'exception prévue par le pape ne valait que pour un diocèse pris dans son ensemble ou un Ordre religieux tout entier, tel que celui des Chartreux ou des Cisterciens, et non pas pour une église isolée. C'est donc, concluait-il, par pure tolérance, jusqu'à ce que les livres employés fussent usés, que le bréviaire de Lausanne a été maintenu à Saint-Nicolas, et cette tolérance aurait pu durer encore, tout au moins pour la récitation de l'office en particulier [1], si les chanoines ne s'étaient pas mis en tête de rééditer ce bréviaire et de l'étendre à l'ensemble du diocèse, ainsi que cela m'a été proposé à mon arrivée comme évêque et plusieurs fois encore dans la suite [2]. Or, aux termes des décrets pontificaux, un évêque qui permet l'impression d'un bréviaire particulier est menacé de censures, et c'est dire que si le Chapitre persiste dans ses intentions, je serai contraint de le dénoncer à Rome, comme je l'ai déjà fait en 1718 [3]. Au surplus, ce bréviaire que l'on dit ancien a été plusieurs fois remanié par les chanoines au cours des âges [4], il n'était plus, au XVIe siècle, ce qu'il

de ces calculs : sans doute, l'église de Saint-Nicolas est de plus de deux siècles antérieure au concile de Trente ; mais ce n'est que vers la fin du XIVe siècle, exactement en 1382 (*Donat. de Saint-Nicolas* 68) qu'on y signale pour la première fois un certain nombre de chapelains (six, en plus du curé et du doyen) et donc la possibilité de chanter l'office en commun. Antérieurement, alors que le curé ne résidait ordinairement pas et qu'il était remplacé par un vicaire et parfois encore par un sous-vicaire (ainsi en 1337, il n'y avait que trois prêtres à Saint-Nicolas), il est bien difficile d'admettre qu'il y ait eu récitation de l'office en commun, ce qui serait cependant la condition nécessaire pour conclure à l'emploi d'un bréviaire uniforme.

[1] Proposition qui aurait déjà été faite par l'évêque et l'auditeur Tria, au dire des *Jura et Privilegia Capituli*.

[2] Que telle fût encore l'intention des chanoines, Mgr Duding était en droit de le conclure du fait que le nouveau bréviaire fut tiré, en 1718, à 300 exemplaires. (Mémoire de 1730. On y lit au dubium 12 : « Advertendum est 3° quod anno 1717 Præpositus hodiernus apud Episcopum instantiam fecerit, ut sineret Capitulum Breviarium Lausannense reformandum (prout dicebat) typis edere, et juberet illud noviter in tota Diocesi reintroduci ; ad quod respondit Episcopus, quod etiam si Diocesis Lausannensis antiquitus habuerit forsitan privilegium Breviarii et ritus particularis, quod Episcopus cum sua Diocesi eidem privilegio renunciaverit amplectendo ritum et Breviarium Romanum et quod illud reassumere minime liceret absque licentia speciali Sanctæ Sedis, et quod illud petere nec posset, absque consensu totius cleri ac omnium ecclesiarum suae Diocesis et quod talis consensus absque strepitu vix obtineri posset. »)

[3] Dans le mémoire de 1730, Mgr Duding précise que ce fut sur le conseil du nonce Firrao qu'il fit cette dénonciation et que celui-ci, lorsqu'il fut envoyé à Paris, le chargea de l'exécution du décret porté par la Congrégation des Rites.

[4] Ils ont réduit à trois, est-il dit dans la même pièce, les sept psaumes que le bréviaire de Lausanne avait quotidiennement à Prime, et ajouté, le dimanche, le symbole de saint Athanase.

était en 1400, de telle sorte qu'il faudrait l'appeler aujourd'hui le bréviaire de Saint-Nicolas et non pas de Lausanne. Il présente en outre des défectuosités : il se ressent de l'ignorance qui était celle du clergé du diocèse au moment où il a été composé. Le Chapitre néanmoins y tient et considère l'emploi d'un bréviaire spécial comme une marque extérieure de son exemption — il faudrait dire plutôt : de la « demangeaison de se vouloir distinguer ». Il en résulte que de vieux curés de campagne, nommés à une stalle de la Collégiale en récompense de leurs services, se voient dans l'obligation d'apprendre un rite nouveau pour eux. C'est en outre un office difficile et pénible à chanter ; si la Collégiale utilisait le même bréviaire que le reste du diocèse, des clercs ou de jeunes prêtres pourraient s'exercer au chœur de Saint-Nicolas, soutenir le chant des chanoines et remplacer ceux d'entre eux qui, trop facilement, s'abstiennent, de paraître à leur stalle.

Les chanoines furent piqués au vif par cette dernière remarque, qui consistait à leurs yeux une usurpation dans un domaine où, en vertu de l'exemption de la juridiction épiscopale, l'évêque n'avait pas à s'immiscer. Ils relevaient avec non moins de vivacité cette affirmation que le bréviaire de Lausanne n'était que *toléré* à Saint-Nicolas : nous sommes au bénéfice du *privilège* formulé par saint Pie V, lequel, quoiqu'on en dise, vaut aussi pour des églises particulières : à Rome même, les deux Chapitres du Latran et de Saint-Pierre n'emploient pas le bréviaire romain, et il en est de même à Besançon, métropole de notre diocèse [1]. Jamais d'autre part nous n'avons songé à répandre le bréviaire de Lausanne dans le diocèse tout entier : notre but a été simplement de suppléer, pour la seule Collégiale, à l'insuffisance des exemplaires existants ; et si un personnage ou l'autre ont naguère suggéré à l'évêque de l'étendre au delà, c'était dans l'idée qu'il le ferait par *son* autorité, et nullement le Chapitre au nom de la sienne. Prétendre que le clergé du diocèse a accepté autrefois le bréviaire romain, c'est oublier que Mgr de Strambin a recouru à la force pour l'introduire, et affirmer que les chanoines l'ont continuellement remanié au cours des siècles, c'est perdre de vue que s'il a été modifié, ce fut par les évêques eux-mêmes : par Mgr Benoît de Montferrand, qui déclare qu'il l'a fait retoucher avant d'en ordonner l'impression [2], et par Mgr de Gorrevod

[1] Lettre du Nonce au Cardinal Secrétaire d'Etat du 31 juillet 1729, que nous retrouverons plus loin.

[2] Affirmation erronée. Le bréviaire qui a été imprimé sous l'épiscopat de Mgr Benoît de Montferrand, soit celui de 1478/79, ne porte pas le nom de l'évêque

qui l'a corrigé à son tour [1]. Si ce bréviaire avait été jugé peu orthodoxe, comment les Nonces, toujours si vigilants, « qui eurent tous la gloire de Dieu à cœur, purent-ils dans leurs visites hazarder leur propre salut et celuy de tant de chanoines de Saint Nicolas, en ne leur deffendant pas une prière désagréable au Seigneur » ? Tous nos évêques ont récité cet office, à l'exception de Mgr de Strambin, de l'évêque actuel et de son oncle, son prédécesseur, « qui se sont seuls donné cet air de distinction », ce qui n'a pas empêché un grand nombre d'entre eux (*plurimi* [2]) de recevoir les honneurs de la canonisation. Du reste, si le bréviaire de Lausanne déplaît à l'évêque, qu'il s'adresse au Nonce, dont il dépend immédiatement, aussi bien que le Chapitre...

Cette réflexion finale touchait, mais cette fois-ci chez l'évêque, à un autre point sensible, Eh ! quoi, riposta Mgr Duding, quelle méconnaissance de la réalité et de la hiérarchie ecclésiastique dénote cette prétention de faire dépendre du Nonce, au même titre, l'Evêque et les chanoines ; oui, auprès d'un Chapitre exempt, le représentant du Saint-Siège exerce une juridiction que le Souverain Pontife lui délègue et qu'on est convenu d'appeler ordinaire ; les évêques par contre ont juré obéissance au Pape [3] et n'admettent aucunement que les Nonces aient sur eux une juridiction déléguée. Les chanoines n'ont, pour se convaincre de leur erreur, qu'à consulter mes confrères dans l'épiscopat en Suisse. Le Nonce n'a, au surplus, aucune décision à prendre dans une question relative au bréviaire : c'est là un domaine qui relève immédiatement du Souverain Pontife et de la congrégation des Rites [4].

Visiblement, l'évêque cherchait à tenir le Nonce — c'était,

régnant (Cf. Mgr Besson, *op. cit.*, t. I, p. 86). Par contre, dans les trois éditions de 1495, 1503 et 1509, publiées par Mgr Aymon de Montfaucon, on trouve cette mention : « Corectus et emendatus » (*Ibid.*, p. 97, 108 et 117.)

[1] Mgr de Gorrevod semble s'être borné à publier deux petits suppléments, parus en 1594 chez Gemperlin à Fribourg : l'un de 8 pages, qui contient l'énumération des psaumes de Prime pour les divers jours de la semaine, ainsi que des *Preces* prévues pour certaines heures (*Preces... in Breviario ad usum Romanum redactæ*) ; l'autre, de 4 pages, qui contient l'office de l'Annonciation, lorsque cette fête était renvoyée au lundi de Quasimodo.

[2] Dans la lettre du 23 novembre 1727, les chanoines précisent : 5 ou 6 évêques canonisés. Il est à peine besoin de souligner la nullité de cet argument.

[3] « Sciat Ven. Capitulum Episcopos omnes juxta pontificale Romanum obedientiam Summo Pontifici, ac ejusdem Sanctæ Sedi Apostolicæ jurare ac observari velle ; quoad Dominum Nuntium autem illum velle ope et consilio adjuvare ; sed adjuvare consilio nulla est dependentia. » (Mémoire de Mgr Duding de septembre 1727).

[4] *Ibidem.*

depuis 1721, Mgr Passionei — à l'écart du conflit. Il n'y avait, à ses yeux, pas d'appui à attendre de sa part : je me suis plaint auprès de lui, « mais je n'en ay reçu que des exhortations à des accommodements, comme si j'étois le coulpable ». [1] Plus que cela, Mgr Passionei lui semblait être partial : le 31 août 1726, observait-il, il a admis, sans m'entendre, une protestation des chanoines au sujet des chapelles d'Attalens et de Bossonnens ; « il est à craindre qu'on ne cherche que d'écumer les ondes agitées, et non pas les appaiser, le tout comme à l'ordinaire, sous le specieux pretexte d'avancer la jurisdiction de la Nonciature pour renverser l'Episcopat. » Soutenus par le Nonce, les chanoines l'étaient en outre, ajoutait Mgr Duding, par « l'authorité souveraine qu'ils semblent vouloir diriger à leur façon et qu'ils tiennent en poche et à baguette contre moy [2]. »

Ce reproche blessa vivement le Chapitre. Il n'était cependant pas complètement immérité, car les chanoines ne manquaient pas une occasion de se recommander à la bienveillance de Leurs Excellences, flattant leur amour propre et faisant au besoin vibrer la corde patriotique [3]. Répondant à la lettre de Mgr Duding qui vient d'être citée, ils écrivaient au gouvernement :

Les chanoines se flattent de la douce esperance, que vos Souveraines Excellences en considerant de près [les arguments produits] dans leur Justice et dans leur Equité, n'auront pas de la peine de se convaincre qu'ils ne se sont mis sur la deffensive que pour ne point tomber dans vostre disgrace Souveraine, s'ils eussent negligé des privileges que vos Souveraines Excellences acquirent si glorieusement et desquels ils sont responsables à

[1] Le 18 juillet 1726, d'Altdorf où il résidait, Mgr Passionei écrivait à Mgr Duding : « Permettés moy de vous dire, Monseigneur, qu'il seroit mieux de terminer a l'amiable et sans bruit, des querelles qui ne feroient que renouveller les anciennes, aigrir les esprits et scandaliser les peuples. Je ne parle point du tort que cela fait a la religion : elle en reçoit une playe qu'il est difficile de guerrir ; et vous sçavés mieux que moy, que le monde ou s'authorise, ou profite de nos divisions. Je m'employray volontiers... a retablir entre vous l'harmonie qui est si fort à souhaiter entre les personnes, qui comme vous, servent d'exemple aux autres ; et cela pour peu que vous y veüilliés donner les mains. » (Arch. de l'Evêché, liasse 7. C'est l'original.)

[2] Lettre de l'évêque au gouvernement du 22 octobre 1727.

[3] Ils l'avaient fait déjà lors de la réception du décret de la Congrégation des Rites : Hier stehet einem jeden verständigen leicht abzunemmen, daß alle dise Neüwerten den so schon approbierten Ritum Lausanensem verwerffen, und den alt vatterlandischen Glantz der Cannonicat- und haubt-kirchen zu Fryburg verdunckleu wurden, die Kirch Ceremonien abgestellt, die geistligkeit gegen einander animiert, und die hohe Obrigkeit als Patronus des Stiffts Sancti Nicolai höchst beunrüwet wurden. » (Arch. Evêché, liasse 4.)

vostre illustre Posterite, pour n'en avoir que l'usufruict, puisque c'est un bien et un fleuron qui vous appartient, qui vous interressa toujours si fort, que vous en fites vostre propre affaire.

Le Prevost et les chanoines se soumirent continuellement aux belles idées que vos Souveraines Excellences conçurent sur le fait des immunités de l'Eglise de Saint-Nicolas ; ils ne purent, ni ne peuvent souhaitter des Protecteurs plus considérés auprès du Saint Siège et auprès de Messeigneurs les Nonces que vous, Souverains Seigneurs et Princes, qui joignés au discernement le plus parfait les sentiments les plus justes et les plus equitables.

La lettre se terminait par ces phrases :

Ainsi Souverains Seigneurs et Princes, le Prevost et les chanoines de St. Nicolas dans la vive persuasion où ils sont que vos Souveraines Excellences sont parfaitement portées à n'ecouter que la Justice, esperent vivement aussi, qu'en faveur de celle qui accompagne et soutient le zele ardent qu'ils eurent et auront tousjours pour le maintien de leurs privileges, leur continueront cette haute protection, que les Souverains Pontifes et Messeigneurs les Nonces considerèrent tousjours avec une distinction, de laquelle vos Souveraines Excellences eurent toutte la gloire et tout l'honneur ; cette douce consolation adoucira leur maux, et les fera chanter des cantiques de louange et de benediction qu'ils adresseront au Ciel pour la conservation de vos Augustes Personnes [1].

La question du bréviaire était arrivée, semblait-il, à un point mort. L'impression avait été suspendue après le décret de Rome [2], mais les chanoines n'avaient pas, pour autant, renoncé à leur idée. Ils avaient fait parvenir en 1722, par l'intermédiaire du Nonce, une lettre à la Congrégation des Rites [3]. De son côté, Mgr Duding s'était plaint au pape de ce que, malgré l'interdiction portée naguère, le Chapitre avait réimprimé son bréviaire [4]. Le 12 mai 1727, le prévôt posa de nouveau la question aux chanoines : persistez-vous à conserver le bréviaire de Lausanne et à désirer sa réédition ? A l'unanimité, les capitulaires donnèrent une réponse affirmative, mais avec la réserve formulée déjà en 1717 : on se bornera à corriger les fautes, sans introduire de changement dans le texte [5], et une commission fut nommée dans ce but [6].

Mgr Duding, apprenant la décision qui venait d'être prise, interdit

[1] Lettre déjà plusieurs fois citée du 23 novembre 1727.

[2] Mémoire déjà cité de 1730, N° 3 du dubium 12.

[3] *Ibidem ;* mémoire de Mgr Duding de septembre 1727 ; brochure du 28 avril 1733.

[4] Lettre à Benoît XIII, 23e question.

[5] *Man. Capit.* VII f. 106v.

[6] *Ibid.*, f. 109v ; séance du 3 juillet 1727.

la réimpression du bréviaire [1]. Le Chapitre protesta auprès du Nonce [2] et décida d'informer le gouvernement ainsi que la Congrégation des Rites [3]. C'est le prévôt qui se chargea de cette dernière démarche, tandis que les chanoines demandaient à Rome l'appui d'un cordelier haut placé, le priant d'insister pour que la Congrégation ne prît pas de décision sans avoir entendu le Chapitre, ou, mieux encore, pour que toute l'affaire fût transmise à la Nonciature [4].

Cependant, un coup de théâtre se préparait. Dans une lettre du 6 septembre 1727 [5], le secrétaire épiscopal expliquait aux chanoines que s'ils avaient quelque chose à répondre à la Congrégation des Rites touchant la réimpression du bréviaire de Lausanne, ils devaient s'adresser à elle directement, comme c'était à elle que l'évêque venait d'envoyer le dossier « avec une relation de tout ce qui se passe sur cette matière ». On n'avait peut-être pas prêté grande attention à ces propos, mais l'émoi fut considérable lorsque, quelques semaines plus tard,

[1] Lettre du 7 août 1727. L'original est aux archives de Saint-Nicolas. En voici la disposition finale : « Nos... qui similes impressiones... Breviarii Lausanensis... tolerare minime debemus, nec possumus, virtute officii nostri perillustres Dominationes Vestras, seu vos omnes et singulos... ea, qua vos omnes prosequimur paterna dilectione... per præsentes, auctoritate nostra ordinaria, imo et apostolica, qua in his emergentibus casibus... fungimur, provisorio modo omni meliori via et jure serio monemus, ut non solum a iam cœptis abstineatis, verum etiam ut Decreto S. Congregationis Rituum vos omnino, et hoc sub pœnis ibidem contentis, quas Sacræ Cameræ Apostolicæ, vel eidem Sacræ Congregationi ulterius reservantur, conformetis omni tergiversatione, refugio, mora, contumacia penitus remota. » Cf. *Man Capit.* VII f. 110^{v}, (séance capitulaire du 8 août), 111^{v} (séances du 16 et 20 août). L'évêque avait adressé aussi directement son interdiction à l'imprimeur. (Mémoire de 1730 déjà cité, N° 3.) Il constate dans son mémoire de septembre 1727, que, malgré sa défense, les chanoines poursuivent clandestinement l'impression du bréviaire.

[2] Par lettre du 26 août 1727. Dans celle du 23 novembre 1727, les chanoines écrivaient au sujet de cette protestation : « Que disent le prevost et les chanoines ? Ils marquent une resolution sensée de ne rien entreprendre sans au prealable avoir informé la Sacrée Congregation des Rittes et Vos Souveraines Excellences de l'improcedure de Monseigneur de Lausanne. Peurent-ils faire autrement ? La Sacrée Congregation les eut regardé comme des imbecilles, s'ils eussent remit leurs difficultés à la dictature de leur partie. Vos Souveraines Excellences comme Patrons et droit ayant en eussent conçu un juste ressentiment, et n'eussent jamais approuvé une demarche qui tendit à éluder vostre droit de Patronage et d'avocatie. Le Chapitre porta sa proteste à la Sacrée Nonciature contre les continuelles atteintes de Monseigneur de Lausanne, qui tout doucement et en tapinois sapoit leurs privileges par intimations delicates et fines, par obtention de Bulles subreptives *inaudita parte.* »

[3] Man. Capit. VII, f. 113^{v}, séance du 14 septembre 1727.

[4] Lettre du 16 septembre 1727 (Arch. de Saint-Nicolas).

[5] Déjà signalée ci-dessus p. 90, n. 2.

le 22 octobre, de sa maison de campagne de Plaisance, au-dessus de Riaz, Mgr Duding eut avisé à la fois le gouvernement et le prévôt qu'il allait très prochainement partir pour Rome [1] :

J'informerai le Souverain Pontife, écrivait-il à Leurs Excellences, de votre grand zele pour la gloire de Dieu et de la Religion, pour le soutien des Immunités et des libertés ecclesiastiques dans votre Ville capitale et dans l'étendue de Votre Souveraineté... Souffrez cependant que je fasse connoitre à Vos Excellences l'un des motifs essentiels qui m'engage à entreprendre ce voyage, qui interresse egalement et le repos et la paix ecclesiastique dans votre Ville. Il consiste aux difficultés continuelles que le Venerable Chapitre de Saint Nicolas m'a suscité depuis tout le temps de ma tenue. On a d'abord dit par des memoires, que je voulois renouveller les attentats de Strambin : « Die Strambinische attentaten. » Ce sont les propres termes d'une representation que l'on vous a fait [2] et par laquelle on a attiedé votre Souveraine patience, et que l'on continue toujours à produire, en disant que j'en veus aux privileges capitulaires, lorsque personne ne souhaiteroit mieux les establir que moi... Si le Chapitre se trouve lezé en ce qu'il publie par ses representations, par ses lettres anonimes, par les discours qui se font en particulier et en public et mesme sous le Tilliot [3], pourquoi ne pas s'addresser au Juge competant, qui est le Pape seul... Monsieur le Prevôt, dans l'escriture qu'il m'a remis le mois de septembre dernier [4], me menace de votre protection souveraine, jusqu'a me dire qu'il ne manqueroit pas

[1] Dans une lettre du 15 mars 1735, qui reflète le point de vue du Chapitre, il est dit que le départ de l'évêque pour Rome eut lieu « contra fidem datam », ce qui était, pour le moins, une exagération. Plus tard, dans un rapport en allemand, qui n'est pas antérieur à 1738, le gouvernement protestait encore contre ce départ précipité, dont il n'avait eu connaissance qu'après coup, par la lettre du 22 octobre (Arch. de Saint-Nicolas). Le nonce, à en croire Mgr Duding, fut également très mécontent. Dans une Information de la fin de 1731 — Mgr Passionei avait été, en cette même année, transféré comme Nonce à Vienne — l'évêque disait avoir été absolument opposé à la solution préconisée naguère par le Nonce : celle de le prendre comme arbitre ; « privé de tout ce que le droit divin et humain accorde à un Evêque dans son diocèse, il s'est cru d'obligation d'aller à Rome... Le Nonce, piqué contre l'Evêque et se croyant offensé de ce qu'il prennoit son recours en Cour de Rome plus contre luy que le Chapître, fit tous ses efforts pour l'empecher d'avoir audience à Rome ». (Arch. de l'Evêché, liasse 10). Plusieurs années après, en mars 1738, revenant sur son voyage à Rome, Mgr Duding écrivait dans un nouveau mémoire : « La Nonciature, choquée de ce qu'on s'addressoit immediatement à Rome, ne pensa pas moins que d'empecher l'Evêque d'avoir audience du Pape... et prenant fait et cause en mains pour le Chapitre, établit plusieures personnes pour le contredire dans cette cour » (*Ibid.*, liasse 11).

[2] Il s'agissait d'un rapport envoyé par le Chapitre au gouvernement en février 1721 (Arch. de l'Evêché, liasse 4).

[3] Sous le tilleul.

[4] C'était le 11 septembre 1727 que le prévôt, le doyen Gottrau et le chanoine Vonderweid avaient remis cette pièce à Mgr Duding.

d'informer la Cour de Rome et Vos Excellences des faits en question et d'autres qui me concernent, et cela avec une hauteur, comme si j'estois leur inferieur [1]. C'est ce qui m'oblige aussi d'aller a Rome pour être a portée de me justifier, puisque le Pape est mon juge unique, et que Monsieur le Nonce n'a point de juridiction sur moi... Il est inutile de me menacer de l'authorité souveraine... car quoique je respecte Vos Souveraines Excellences plus qu'eux mesmes qui les approchent de plus près par le sang [2], neanmoins ces menaces ne me font point de la peine, car je scais que Vos Excellences ne protegeront jamais que la verité et la justice, mais pour la connoitre, il faut s'addresser au Souverain Pontife... J'obeiray au Pape, comme eux le feront sans doutte, puisqu'ils veulent être immediatement subjets au St. Siege. Je n'ai jamais souhaité que la paix, avant mesme que jamais je me chargea de ce fardeau, je n'ai point recherché ny escrit en Cour de Rome pour cela, j'ai même hesité plus de six mois avant que de me resoudre entierement. Je me suis fait une loi essentielle de ne point anticiper sur les Droits Souverains, ny de personne, de conserver la bonne intelligence avec le spirituel et temporel, d'inspirer l'obeissance et la soumission au peuple a l'égard de Vos Souveraines Excellences... Je dois derechef protester que je n'en veus point aux privileges legitimes du Ven. Chapitre, que j'honore et que j'aime de tout mon cœur, tant en general qu'en particulier [3]...

Le sujet de cette longue Lettre vous doit être ennuyante ; mais j'espere que vous compatirez a votre Pasteur veritablement affligé et qui finit sa lettre les larmes aux yeux, avec un cœur remplis d'un respect infinis pour Vos Excellences que je joins aux assurances des vœux que je ferai toujours pour votre precieuse conservation et aux prieres que je ferai, s'il plait au Seigneur, a Saint-Pierre de Rome pour votre prosperité [4].

[1] « Il en fut frappé, notent à ce propos les chanoines dans leur lettre du 23 novembre 1727, parce qu'il connu bien qu'elle l'arrestoit au plus beau de sa carriere, et qu'il se vit par là dans la necessité de prendre un parti, dans lequel il pretendoit jetter le chapitre en le rendant acteur. Mais il n'y a là aucune parole qui sente la menace, à moins que la grande delicatesse de Monseigneur Duding se blesse, en remarquant que le respect du Prevost et des chanoines se partage aussi entre la Sacrée Congregation des Rittes et de vos Souveraines Excellences. On est persuadé que le Prevost et les chanoines sont iustifiés dans l'esprit de vos Souveraines Excellences, et qu'elles ne feront attention à cette pretendüe menace, que comme à une chimere que Monseigneur l'Evesque met sur la scene dans la vüe de porter un coup perilleux, tellement inevitable et assommant que le sang mesme se revolteroit dans vos veines, que sur tant de plaintes et de Jeremies elles demanderoient raison de celui que vous fites naistre. »

[2] Dans cette même lettre du 23 novembre 1727, les chanoines, s'adressant à Leurs Excellences, s'intitulaient eux-mêmes : « un corps tiré d'entre vous ».

[3] « Oh, la charmante rose, si elle étoit sans epine », notent, à propos de ce passage, les chanoines dans leur lettre du 23 novembre ; « l'amitié de Monseigneur l'Evesque à l'esgard du chapitre consiste en ces paroles de l'escriture : *quos amo castigo* ».

[4] Nous avons emprunté à cette lettre, aussi bien qu'à la réplique des chanoines, quelques-uns des arguments résumés ci-dessus (p. 91) quant à la question spéciale du bréviaire.

Au prévôt, Mgr. Duding écrivait :

Un point essentiel qui m'a determiné à faire ce penible voyage et avoir finir une fois dans la source toutes les difficultés que vous, Monsieur, soit le Ven. Chapitre m'avez suscitté, et cela par le moyen de la fontaine de la justice et de la verité, affin que je puisse mourir en repos, (s'il plait au Seigneur) puisqu'on ne me laisse pas vivre tranquillement et qu'à tout ce que je fais ou que j'entreprend pour le bien de mon Diocèse, ou pour l'exercice de mon mynistère on se fait plaisir de me jetter des crocs en jambes. En dernier lieu, Monsieur, vous m'avez menacé de la protection Souveraine pas escrit et comme vous l'aviez deja fait tres souvent de bouche. En effet vous avez deja produit plusieurs representations à Leurs Excellences contre moy dans la derniere escriture, vous m'avez aussy menacé de vouloir informer la Sacrée Congregation des Rites, non seulement des faits en question, mais aussy de ceux qui me concernent en particulier. Il faut donc que je me mette à portée d'y repondre et de me justifier. Vous avez soin, s'il vous plait, de vous transporter à Rome dans ce temps, qui est fort propre, puisque vous m'avez aussi souventes fois menacé de ce voyage, ou si vous n'y voulez pas venir vous même, je compte que vous y envoierez quelqu'un de votre parti soit de celle du Ven. Chapitre pour faire vos plaintes contre moy, ou pour entendre celle que je ferai contre vous, soit contre le Venerable Chapitre pour les terminer aimablement ou par la justice de mon juge unique, qui est aussi le votre [1].

Entre temps, Mgr Duding était parti pour Rome, accompagné du Recteur de Notre-Dame : Joseph-Hubert de Boccard [2], celui qui devait lui succéder, en 1745, comme évêque du diocèse.

Les Deux Cents prirent connaissance de la lettre du 22 octobre en séance du 9 décembre 1727 et décidèrent d'en adresser une copie au Chapitre, afin que celui-ci pût présenter sa défense à la Commission désignée à cet effet par le gouvernement [3]. Puis, le 16 décembre, ils approuvèrent trois lettres qui avaient été rédigées à l'adresse du pape, du nonce et de l'évêque [4]. Au pape, on demandait de maintenir les

[1] Nous respectons l'orthographe de la copie des archives de Saint-Nicolas ; une autre se trouve parmi les *Affaires ecclésiastiques* non classées des archives cantonales.

[2] « Qui joint tres bien, disait Mgr Duding dans sa lettre au gouvernement du 22 octobre, l'esprit ecclesiastique a celui de sa naissance. »

[3] RM 278, p. 559. En réalité, les chanoines avaient déjà connaissance de cette lettre, puisqu'ils y avaient répondu le 23 novembre.

[4] Ibid, p. 572. La lettre destinée à l'évêque devait être remise au secrétaire épiscopal personnellement ; on lui demanderait un reçu, « und soll stylus curiæ ratione suæ titulatur beobachtet werden ». On exigerait en outre du chancelier le serment d'attendre un mois avant de faire des copies de ces diverses pièces, afin qu'elles ne fussent pas divulguées avant d'être arrivées à destination. Quant aux documents produits par le Chapitre pour démontrer l'existence de ses pri-

privilèges du Chapitre et de ne point prêter l'oreille à l'évêque qui, « selon toute vraisemblance, était parti pour les faire révoquer [1] ». A Mgr Duding, Leurs Excellences exprimaient leur étonnement devant le manque de confiance que témoignait le fait de n'avoir écrit au gouvernement qu'à la veille de son départ pour Rome ; nous sommes les propriétaires des privilèges accordés jadis par les papes ; les chanoines n'en sont que les usufruitiers [2], et nous ne pouvons, comme Patrons du Chapitre, accepter votre sommation au prévôt de se rendre à Rome : c'est à nous que vous deviez vous adresser [3].

Sans tenir compte de cette admonestation, à laquelle il avait d'ailleurs, de Rome, répondu le 15 janvier 1728, Mgr Duding obtint, le 26 février, qu'une citation fût adressée au Chapitre de Saint-Nicolas, le sommant de comparaître à Rome dans les 30 jours ou de s'y faire représenter. Le prévôt de Soleure, qui était chargé de notifier cet ordre, en fit, le 18 mars, remettre une copie aux chanoines de Fribourg [4]. Ceux-ci s'adressèrent immédiatement aux Deux Cents, qui se trouvaient précisément en séance [5] et qui, le lendemain déjà, approuvèrent le

vilèges, ils seraient enfermés dans une caisse que le trésorier ferait confectionner, et dont il conserverait l'une des clefs, tandis que l'autre serait remise au chancelier. (On semblait craindre que l'évêque ne fît enlever ces pièces.)

[1] Missival 53, p. 249 ; texte allemand, suivi d'une traduction latine. Il y avait en outre une lettre pour le Nonce (*Ibid.*, p. 247), qui était prié de faire parvenir à Rome celle qui était destinée à Benoît XIII.

[2] Le gouvernement ne faisait que reprendre l'argument formulé par les chanoines eux-mêmes. Cf. ci-dessus, p. 95.

[3] Missival 53, p. 246.

[4] Cette copie, authentiquée par le prévôt de Soleure le 16 mars, est conservée aux archives de l'Evêché (liasse 8). On y trouve également, datée du 17 mars, la lettre originale que le secrétaire épiscopal, l'abbé Henri Wicht, envoyait à Rome à Mgr Duding, lettre dans laquelle il lui disait : le prévôt raconte ici qu'il a été avisé par un cardinal que l'on a, à Rome, rejeté vos propositions. Le secrétaire ajoutait : « Pour ce qui est du Breviaire, il me semble pas que l'Etat veüille s'intriguer ; cependant le Prevôt emboisse les grands et les petits pour faire valloir son droict, en disant que s'il faut prendre le Romain, qu'il n'aurat plus à Fribourg ces anciennes et edifiantes ceremonies du dimanche des Rameaux et de la procession des Roys. Je supplie V. Grandeur, comme je l'ai deja fait par une de mes precedentes, de ne poin épargner le chapitre en aucune maniere, mais que le tout soit decidé selon l'equité estant persuadé qu'apres une juste decision V. Grandeur serat applaudie de tout son diocèse, et jouirat d'une profonde tranquilité. »

[5] RM 279, p. 139. Les chanoines, en séance capitulaire du 15 mars (*Man. Capit.* VII, f. 123) avaient pris connaissance d'un message du Nonce « démontrant que l'évêque avait l'intention de supprimer leurs privilèges » ; ils l'avaient communiqué à l'avoyer. De son côté l'abbé Wicht renseignait Mgr Duding, le 24 mars, sur l'impression qu'avait produite à Fribourg la citation (Arch. de l'Evêché, liasse 8).

message rédigé à l'intention du cardinal Secrétaire d'Etat Lercari. Dans cette lettre, qui fut envoyée à Rome par le canal de la Nonciature, le gouvernement disait sa surprise de constater que l'évêque, après avoir donné l'assurance, en partant, qu'il respecterait *nos* privilèges, se permettait, en plein temps pascal, de troubler la paix. La citation était entachée de divers vices de forme : elle aurait dû être envoyée dans le texte original et non pas simplement en copie, et c'est le nonce qui, normalement, aurait dû la transmettre ; aussi bien, concluaient Leurs Excellences, nous n'autorisons pas les chanoines à y donner suite [1]. Et, de fait, ceux-ci affectèrent d'ignorer la citation, comme ils désavouèrent d'avance toutes les décisions qui pourraient être prises à Rome à leur insu et abandonnèrent au gouvernement le soin d'y présenter leur défense.

Cette intervention des autorités civiles semble avoir fait impression à Rome. Le cardinal Secrétaire d'Etat écrivit, le 17 avril, au gouvernement pour le rassurer [2] ; celui-ci répondit par une lettre, dont le texte avait été longuement pesé [3] : nous sommes et nous entendons rester des catholiques zélés et des enfants soumis du Saint-Siège, mais nous protestons énergiquement d'avance contre ce que tenterait l'évêque pour porter atteinte aux prérogatives qui nous ont été concédées [4].

Si le Chapitre n'envoya pas de représentant officiel devant la commission désignée, le 22 décembre 1727, par Benoît XIII pour examiner ces privilèges ainsi que les contestations que leur opposait Mgr Duding, il chargea du moins le Nonce [5] de faire parvenir à cette congrégation les indications nécessaires, et le gouvernement d'y joindre la copie d'un certain nombre de documents, afin que le point de vue des chanoines ne fût pas ignoré des juges.

Cette affaire retint Mgr Duding à Rome pendant près de 4 ans

[1] Missival 53, p. 272-76. La lettre est datée du 20 mars ; elle est en allemand ; elle accusait réception de celle du Secrétaire d'Etat du 24 janvier. Le Chapitre adressa, de son côté, une lettre au cardinal Lercari (reproduite dans le *Man. Capit.* VII, f. 124 sq.), à laquelle le prévôt en ajouta personnellement une autre.

[2] RM p. 253, séance du 25 mai ; le gouvernement y prit connaissance également d'une lettre de l'évêque.

[3] RM, p. 270 (1er juin 1728) et 276 (3 juin).

[4] Missival 53, p. 315-19. Le cardinal Secrétaire crut devoir rassurer à nouveau Leurs Excellences par une lettre du 3 juillet, transmise par le Nonce le 9 août (RM p. 435), à laquelle le gouvernement répondit à son tour le 31 août (Missival 53, p. 345).

[5] Auquel l'évêque avait, en 1722, envoyé le bréviaire de Lausanne, pour qu'il en examine les erreurs (Mém. de 1730).

— la mort de Benoît XIII, le 21 février 1730, ayant interrompu les discussions pendant toute une année. Nous n'entreprendrons pas de résumer ici ces longues séances, d'autant moins que la question du bréviaire, bien qu'elle eût figuré au nombre de celles que l'évêque, à son départ, déclarait vouloir traiter à Rome, ne semble pas avoir donné lieu à de longues discussions. Il dut cependant en être fait mention, car, dans un mémoire adressé d'Altdorf, en date du 31 juillet 1729, par le Nonce au cardinal Secrétaire d'Etat, un des points traités, le 12e — c'est l'un de ceux qui sont le plus développés — est consacré au bréviaire lausannois. Mgr Passionei, après avoir résumé l'état de la question et noté que la commission romaine, ayant pris connaissance d'une information de sa part, était prête à reprendre l'examen du problème, concluait : il pourrait résulter des inconvénients de l'abolition du bréviaire de Lausanne à la collégiale de Saint-Nicolas. En France, dans des cas analogues, on requiert, selon la coutume du pays, le consentement du Chapitre et l'approbation du roi. Or, cet usage n'est pas ignoré du canton de Fribourg, qui est situé aux frontières de la France. La Commission doit donc bien se persuader que, en cas de suppression du bréviaire de Lausanne, on aura à lutter avec le canton, qui s'attribue les droits reconnus aux Etats souverains. Le Chapitre fait valoir que le texte dont il se sert est celui qui a toujours été en usage à Saint-Nicolas. Il me semble donc, concluait le Nonce, qu'on ne devrait pas faire de difficulté d'en accorder le maintien et ne pas en interdire la réimpression. On pourrait, ajoutait-il, en confier la revision, qu'il estimait nécessaire, à des spécialistes et, à cette occasion, revoir toutes les rubriques, afin de les corriger là où elles s'écartent trop du rite commun de l'Eglise. Le tout devrait être accompli posément et sans bruit, et l'on parviendrait ainsi au but désiré ; mais si l'évêque s'avisait de soulever des contestations, cherchant à obtenir ce que ses prédécesseurs n'ont pu réaliser, le Saint-Siège verrait se révolter contre lui toutes les fortes oppositions du canton de Fribourg, l'un des principaux de la Suisse catholique [1].

En date du 5 janvier 1730, la commission romaine fit entièrement sienne l'appréciation portée par Mgr Passionei [2], et c'est contre ce

[1] « Mà se il Vescovo vorrà per via di Litiggio superare ciò che non hanno potuto ottenere i suoi predecessori, la S. Sede infallibilamente vederà rivolarsi contra con le piu forti opposizioni il Cantone di Friburgo, che è uno dei principali dell' Elvezia Cattolica. » (Arch. de l'Evêché, liasse 9.)

[2] *Ibidem.*

jugement « préliminaire et préparatoire » — qui ne touchait pas au seul problème du bréviaire, puisqu'il ne comportait pas moins de 31 points — que Mgr Duding répondit par le mémoire de 1730 dont il a déjà été plusieurs fois fait mention ci-dessus. L'Evêque s'y permettait cette appréciation : les élucubrations [1] de ce premier jugement dénotent qu'elles proviennent du Nonce, dont la partialité m'a contraint de m'adresser à Rome, et dont les raisons alléguées ou plutôt prétendues sont celles de l'adversaire, soit donc de personnages qu'on s'attendrait d'autant moins à voir soutenus par le représentant du Saint-Siège, qu'ils refusent d'obéir aux décisions pontificales. Suivait la réfutation, point par point, des positions provisoirement adoptées : la 12e, celle qui a trait au bréviaire, aboutissait à cette conclusion : « Nulla igitur videtur ratio cur certorum hominum duris cervicibus S. Sedes favere debeat ».

Sur cette question, la commission ne suivit pas le conseil de l'évêque. Elle termina ses travaux le 1er juin 1731, et, le même mois, Mgr Duding quittait Rome, sans attendre la ratification, par le pape, des décisions prises, confirmation qui ne fut donnée que le 26 septembre 1731, dans un bref où Clément XII les énumérait en 24 articles. Il n'y était pas question du bréviaire. Mgr Duding y vit la preuve que l'interdiction portée en 1719 par la Congrégation des Rites était maintenue : c'est la conclusion qu'il tira, en particulier, dans une brochure imprimée, du 28 avril 1733, dans laquelle il faisait suivre d'un commentaire la traduction française de la bulle de Clément XII [2].

On s'acheminait cependant vers une détente. Diverses conférences eurent lieu en 1734 à Fribourg, à la Commanderie de Saint-Jean — résidence de Mgr Duding — entre l'évêque, le prévôt, une délégation du Chapitre et quelques membres du Conseil désignés à cet effet par Leurs Excellences.

Le 19 janvier mourut le prévôt d'Alt. Le gouvernement aurait voulu voir les difficultés aplanies avant de nommer son successeur ; c'était du moins avec la perspective qu'elles le seraient sous peu, comme le faisait entrevoir un rapport présenté le jour-même, que le

[1] Au sens latin du mot, qui n'a pas la nuance péjorative de l'expression française. Voici au surplus ce passage dans le texte original : « Cum autem etiam in hujusmodi dubiorum propositorum elugubrationibus appareat ex relationibus. . Nuncii (quas melius rationes seu prætensa adversariorum fundamenta nuncupari liceret) nec videatur multum convenire Ministro Apostolico, cujus tribunal partiale, accedendo ad hanc Almam Urbem, Episcopus evitare debuit, partes adversariorum sustinere, prout fecit. » [2] P. 31.

nouveau prévôt fut choisi par les Deux Cents, le 23 février 1736, dans la personne d'Ignace Amman [1].

Ce fut Mgr Duding, désigné à cet effet par le Nonce — Mgr Berni — qui, assisté du vicaire général de Boccard et du doyen Gottrau, conféra, le 27 mai 1736, en la fête de la Trinité, la bénédiction abbatiale au nouveau prévôt. Au cours vraisemblablement de cette même année, entre le chef du diocèse et lui, une transaction fut passée, qui se terminait par cette déclaration : l'évêque ne s'opposerait aucunement à ce que l'ancien bréviaire de Lausanne fût imprimé à nouveau, pourvu que ce fût sans changement, sans adjonction ni suppression [2]. Exactement dans le même sens, dans un long mémoire de mars 1738, Mgr Duding déclarait :

> Si le Ven. Chapitre vouloit faire imprimer des Breviaires et missaux (*sic*) particuliers pour l'Eglise de St. Nicolas tant seulement, et a l'exclusion de toutes les autres Eglises et Ecclesiastiques, il faut necessairement qu'il s'adresse à part au Pape, soit à la S. Congregation des Rits pour luy demander semblable permission, à quoi Sa Grandeur ne s'oppose point ; mais au contraire pour luy faire plaisir, se paroffre à aider dresser la supplique, comme elle doit estre selon le style Romain, pour être envoyée à Rome, et declarera même dans une feuille, qu'Elle ne s'oppose pas à l'obtention de semblables graces

et le mémoire se terminait par cette phrase :

> Quoiqu'il en soit de tout cecy, personne n'a envie de disputer les privileges de l'Eglise de St. Nicolas soit du V. Chapitre ; il y a trop longtems qu'ils sont établis, parainsi il est tres juste et raisonnable de s'y en tenir selon toute l'etendüe de leur introduction, et si Sa Grandeur pouvoit contribuer à les faire augmenter, elle s'en feroit un veritable plaisir [3].

On était, on le voit, sur le point de s'arranger ; et cependant la solution se fit attendre encore bien des années : non seulement, en effet, ce n'était pas encore la fin de toutes les difficultés soulevées

[1] Ignace Nicolas Amman, fils du conseiller Charles Amman et petit-neveu du prévôt d'Alt, était né en 1701 et avait été nommé chanoine en 1724. Il était, depuis plusieurs années, secrétaire du Chapitre.

[2] Tous les exemplaires de cette déclaration, qui débute par ces mots : « Universis... hoc concordiæ, conventionis, amicabilis compositionis et transactionis publicum instrumentum visuris » se terminent ainsi : *datum Friburgi Helv., die ...*, mais la date n'est pas indiquée. La mention relative au bréviaire arrivait comme une remarque placée en appendice, après l'exposé des différents points.

[3] Arch. de l'Evêché, liasse 11.

entre l'évêque et le Chapitre [1], mais même pour la question spéciale du bréviaire, les chanoines n'eurent pas recours à l'arrangement proposé par Mgr Duding. Pourquoi ? On est réduit à des hypothèses.

Tout d'abord, il n'y avait pas, il n'y eut du moins pas toujours unanimité parmi les chanoines. Mgr Duding avait affirmé quelques années auparavant — c'était en 1730 — que, par scrupule, quelques capitulaires, après avoir chanté au chœur l'office selon le mode lausannois, récitaient *privatim* le bréviaire romain [2]. De fait, il existe, datée de l'année précédente, une lettre d'un chanoine, malheureusement sans signature conservée, qui écrit à Mgr Duding : Le prévôt vient de m'apprendre que le bréviaire de Lausanne allait être maintenu à Saint-Nicolas, je ne puis le croire ; cependant, s'il en devait être ainsi, je vous demande l'autorisation de faire usage, pour mon compte personnel, de celui de Rome, parce que c'est à celui-ci que va toute ma dévotion et non pas à celui de Lausanne [3].

Déjà beaucoup plus anciennement — nous l'avons rappelé en commençant — il y avait eu des hésitations dans le corps capitulaire. A la fin du XVIe siècle, le *Ceremoniale* de Saint-Nicolas [4], qui consacre

[1] Difficultés dont nous avons partiellement rappelé le cadre ; mais le travail devra être entrepris une fois pour l'ensemble du problème. Il portait en somme avant tout sur un point : l'exemption non pas de la collégiale de Saint-Nicolas — que l'évêque ne faisait pas de difficulté de reconnaître — mais sur celle du Chapitre ainsi que des paroisses qui lui appartenaient, et, comme corollaire, des curés ou « vicaires » qui les desservaient. Dans Schmitt-Gremaud, Histoire du diocèse de Lausanne, les quelques pages (t. II, 516-31) consacrées à l'épiscopat de Mgr Claude-Antoine Duding sont tout à fait insuffisantes : elles se bornent, en effet, à peu près, à énumérer les conditions de la Transaction de 1719 (il s'agit d'un arrangement conclu peu après l'arrivée de l'évêque à Fribourg), et les articles du bref de Clément XII de 1731, rappelé ci-dessus. Quant à la notice biographique de M. l'abbé Meinrad Meyer sur Mgr Claude-Antoine (quatre articles de la 3e année de l'*Emulation*, réunis ensuite en une plaquette de 41 pages), elle donne mieux une idée de l'ensemble du problème, mais l'auteur n'ayant eu à sa disposition ni les archives de l'Evêché ni celles du Chapitre, son travail présente beaucoup de lacunes, renferme plusieurs erreurs et surtout il manque absolument d'objectivité.

[2] Mémoire de 1730, *dubium* 12, N° 2.

[3] Archives de l'Evêché, liasse 8. C'est un cahier de 16 pages contenant des extraits de lettres adressées, par divers personnages, en 1729, à Mgr Duding ainsi qu'au Recteur de Notre-Dame : Joseph-Hubert de Boccard. Les lettres sont traduites en italien, et l'auteur y a supprimé, parce qu'ils ne présentaient pas d'intérêt pour les étrangers auxquels il destinait ces extraits, tous les noms propres. La lettre qui nous occupe est la 9e ; elle est datée du 10 décembre 1729.

[4] Arch. de Saint-Nicolas. C'est un volume manuscrit, transcrit de la même main qui a, du vivant du prévôt Schneuwly, copié les Constitutions capitulaires de

de nombreuses pages à la récitation du bréviaire, contient des phrases telles que celles-ci : « Ordinarie, officium horarum Canonicarum debet fieri sicut in Calendario ponitur Lausanensi, et secundum usum breviarii Lausanensis, nisi Romanum introducertur »[1]. « Nisi Romanum introduceretur, optandum esset ut Lausanense ita restitueretur, ut officii translationes fierent secundum rubricam Romani de translatione festorum. Interea transferantur officia ordinarie, sicut habet Lausanensis Rubrica ; in quibus ea deficit, Romanum sequantur »[2]. Le *Ceremoniale* formulait quelques critiques à l'adresse de notre bréviaire : « Lectiones... legantur... ex Breviario Romano quando Lausanense congruas non habet, donec Episcopus in hac re aliquid statuat, cum in Lausanensi sint nimis breves et male ordinatae »[3]. Il écrit : « In concurrentia officii itidem rubrica Lausanensis Breviarii ordinarie sicut in cæteris sequenda... Et hæc observentur donec reformato Lausanensi breviario aliud statuatur vel recepto Romano non alia rubrica opus sit »[4]. « Festum Transfigurationis debet celebrari sub solemni Romano more, si Lausanense notulis descriptum, vel compositum non reperiretur »[5]. Ces remarques — les dernières du moins — revenaient à dire : les rubriques du bréviaire lausannois sont défectueuses et insuffisantes ; et l'on comprend alors le désir exprimé par le Nonce en 1729 et sanctionné par la commission romaine : on pourra autoriser la réimpression du bréviaire de Lausanne, mais les rubriques en seront, à cette occasion, adaptées à celui de Rome.

C'était malheureusement ce qui n'avait pas été fait pour la partie déjà composée, de telle sorte qu'il aurait fallu tout recommencer. D'où des nouveaux frais, venant s'ajouter aux dépenses considérables que le Chapitre avait déjà eues et auxquelles il avait toujours eu quelque peine à faire face. Encore en séance capitulaire du 3 avril 1737, le chanoine Vonderweid avait fait part d'une requête de la veuve de l'imprimeur — il s'agissait d'Innocent Hautt, décédé l'année précédente — demandant, aux termes de la convention passée entre le Chapitre et

ce dernier. C'est d'ailleurs, selon nous, Schneuwly aussi qui est l'auteur du *Ceremoniale*, qui est conçu, composé et rédigé absolument comme les Constitutions. L'attitude quant à la question du bréviaire que révèle le *Ceremoniale :* celle d'un partisan du lausannois, mais qui est tout disposé à adopter le romain, si tel devait être le désir de l'autorité supérieure, est bien celle du prévôt Schneuwly, attaché aux traditions de la Collégiale de Saint-Nicolas, mais en même temps grand ami de Bonhomini.

[1] f. 18. [2] f. 19^{v}. [3] f. 21^{v}.
[4] f. 20^{v} et 20*bis*. [5] f. 19.

son mari défunt, à être payée pour l'impression des trois parties du bréviaire de Lausanne [1]. Le chanoine Vonderweid fut chargé de la question de ce payement, avec mission expresse de faire en sorte que le papier acquis au compte du Chapitre fût soigneusement conservé en vue de l'impression ultérieure du bréviaire, que la veuve serait tenue de reprendre et d'achever à la première réquisition du Chapitre [2].

Telles sont les raisons — la suite en suggérera encore une ou deux autres — qui semblent expliquer pourquoi les chanoines, après avoir tant bataillé en faveur de la réimpression du bréviaire de Lausanne et avoir même, contre le gré de l'évêque, commencé cette édition nouvelle, ne l'ont pas achevée lorsque, virtuellement tout au moins, l'autorisation leur en eut été finalement donnée.

L'œuvre sera reprise, sur de nouvelles bases, un demi-siècle plus tard.

(*A suivre.*)

[1] De ce bréviaire imprimé au cours des années 1717 et suivantes, nous ne connaissons qu'un exemplaire (Biblioth. canton. et universit. de Fribourg, non classé) qui contient, reliés en un seul volume, trois fascicules distincts : le Psautier (les 150 psaumes, répartis, au cours de la semaine, entre les Matines, Laudes et Vêpres des différents jours de la semaine. Par contre, les Petites-Heures — à part un 4e psaume pour Prime — et les complies ne variaient pas), la *Pars æstivalis* du Commun des Saints et un fragment de la *Pars hyemalis* du même Commun. Remarquons que dans ce commun (il y manque celui des Veuves), il n'y a pas de leçons, mais seulement les répons qui les terminent. Elles existent par contre — très courtes : plusieurs n'ont que 5 ou 6 lignes — pour l'office de la dédicace, avec toute son octave, ainsi que pour celui *de Beata Maria in sabbato*, qui comprend trois nocturnes, variant au surplus avec chaque semaine. Pour cet office sabbatique de la Vierge ainsi que pour les dix semaines qui en forment comme le complément, les leçons sont empruntées ordinairement aux homélies de saint Amédée. Le Commun se terminait par l'Office des morts.

[2] *Man. Capit.* VII, f. 206v.

Aus spätmittelalterlichen Klosterpredigten

Von P. Gabriel M. LÖHR O. P., Freiburg.

(Fortsetzung)

Die Freuden des Himmels

f. 163r. Diße predig dy thet der erwirdig vater *Heinrich Ryβ*, ein doctor der heiligen geschrift, an s. Jorgen abent (22. April), da dz provincial capitel hye was und es was in dem [14]86 jar etc.

Der meister von Hohen synnen, der fragt in dem puch von der heiligen dryvaltigkeit dictinctio 34, wy mancherley vorcht ist. Er antwurt im selber an der vorgemelten stat und spricht, dz viererley vorcht ist Dy 4. vorcht dy ist ein getrewe kintliche vorcht, dy sicht allein an dy er des himelyschen vaters. Wer nit hymel noch hell (164v), dennoch so wolt man sunt und poßheit lassen von sych, nach allem vermugen in allem gutt uben allein umb dy ere und lieb gocz. Nw auß dyßer vorcht so kumen wir czu der waren weßenlichen lieb gocz, dy dy selligen im ewigen leben haben. Und so wir dy erlangen, o so werden uns so vil edelle richt und speiß furgeseczt, davon nymant gancz oder genung gesagen kan. O dicz wißen dy wol, den dzselbig noch hye in czeitt newrtt [1] ein weinig, ein kleins gesmecklein, ein kleins mursellein [2] oder pyslein davon wirtt (165r). O so wißen sy kawm, wo sy bleiben schulen und wen es in wider enget, so ist in wider als in vor was.

Nw dyser lerer der legt uns auß und lert nun nach dem a. b. c., als vil pubstaben dz hat, als vil und mangerley unterscheydenlich frewden und noch tausend mal mer unaußsprechliche frewden dy im ewigen leben sint und dy nent er unterscheidellich riecht.

Dy Ia riecht ist dz A, Amor inextinguibilis, Amenitas delectabilis, Affluentia desiderabilis, dz ist : ein (165v) unawßleschliche lieb, ein liebsamliche erlustigung, ein czuflißliche begirlikeit. Als wie da ist ein unausleschliche lieb, wann dy lieb, damit dy sel in got vereinigt und verknupft ist, so sy einmal im ewigen leben dy erlangt, dy ist unabnemlich, unaufhorlich und unaußleschlich. O sy ist ewiglich bleiblich. Da ist auch ein liebsamliche erlustung und dicz darumb, wann der lieb eygenschaft und artt ist, dz sy sanft thut, dz sy erlustiget und dz sy ersettigt (165r). Dicz vindt dy liebhabent sel alles auff dz hochst im ewigen leben in got, so sy denn ir warumb hat, darczu und darumb sy erschaffen ist. Da ist auch ein czuflyßentte

[1] newrtt = nur.
[2] mursellein = Stücklein (franz. morceau).

erfrewentte begirlikeit. Warum dicz da ist ? Darumb dz alles dz dz da ist im ewigen leben, der sel ist entgegen kumen, czuflyßen ir anligen, sy auff enthalten, dz ist ir ein froliche unaussprechliche begirliche frewdenreiche wunsame ergeczung an alle verdryslikeit (166v). O darumb so ist wol da gar pillich dy erst riecht allergenugsamer liebhablikeit, also dz ein yds da genung liebhablikeit in got hat. Von der spricht Augustinus libro confessio : O mensch hab lieb dy ewigen lieb, auff dz dich dy ewig lieb auch lieb habe. Und dicz erlangt der mensch besunders so vil dester mer, so vil er sich hye abgekert, geewssert und entfremdt allen creaturen mit seiner begirlikeit und dy allein in got gericht oder gekertt hat. Und durch einen yden newen abker erlangstu ein newe gnadt, als so du dir gedenkest : diße (167r) wollustigkeit, dicz trostlein, dicz eygenwillen wil ich mir durch Jhesus willen abprechen. Dicz pringt allweg ein newe gnadt, welcher gnadt auch im ewigen leben wirt antwurtten ein besundere frewdt.

Dy 2. riecht, dz ist dz B, dz ist Bonitas absque culpa, dz ist dz man alles gutt da hat an alle schult vel mala oder an alles ubel, also dz da ist nichcz nit anders, dann dz da nucz und gutt ist und wol oder sanft thutt. Hye in dyßem jamertal so ist kein dinck, dz den menschen czukumpt, es sey ein teyl gutt und ein teyl poß. Den dy in dy hell kumen, von den scheydt sich aber (167v) alles gutt, also dz in nichcz nit bleibt denn alles ubel und alle unsellige ewige pitterkeit. Aber dyßen, dy im ewigen leben sint, dy haben alles wares, unbeflecktes und unbedecktes gut an alle zerstorlichkeit.

Dy 3. riecht dz ist dy C, dz ist Cognitio divinitatis concessa sine tumultu Erkentnuß der ewigen gotheit und ansehen derselben an alle ver(w)irrung also dz dy heilig dryvaltigkeit, dz gruntloß ewig weßen gotes, dz hochst grost, ungemessen, dz allerersamst, volkomenst gut, dz got ist, dz wirtt da erkant an alles mittel, an alle verdeckung und nit als hye, wann der xiipot S. Paulus spricht czu den Chorynten [1] (!) : videmus nunc per speculum in enigmate, tunc autem facie ad faciem etc. : Wir sehen nu durch einen spygel in gleichnuß, aber denn, dz ist im ewigen leben, werden wir von angesicht czu angesicht sehen, dz ist ploß an alle verdeckung oder verhinderung werden wir geschickt czu begreyffen und anczusehen dz ewig gotlich weßen, nach dem und wir denn wirdig sint, dz ist nach einer entpfencklichkeit oder nach dem und wir denn verdyndt haben.

Dy 4. riecht, dy ist dz D, dz ist Dulcedo sine amaritudine, delectatio sine (168v) fine : Sussigkeit an alle pitterkeit, wollustigkeit oder erlustung an alles endt, als uns denn wirklich bezeugt der hymelysch student S. Paulus, da er spricht czu den Chorinthen [2] : Oculus non vidit nec auris audivit et in cor hominis non ascendit, que preparavit diligentibus se : Dz aug keines totlichen menschen hat dz nit gesehen noch dy oren mugen dz nit horen noch in kein menschliches hercz ist es nye kumen, dz got bereyt

[1] I. Cor. 13, 12.
[2] I. Cor. 2, 9.

hatt den, dy in lieb haben. Nw werdum [1] warumb ist dz ? O da muß vor alle vihliche, synliche leydlikeit verenttert und gekertt werden in ein vernufftige geistliche (169r) bestentliche, unverwandelliche bleiblichkeit, dy dy gruntloßen gesmeck der ewigen sußigkeit versuchen und smecken sol.

Dy 5. riecht, dz ist dz E, Exultatio sine fine, Ebrietas cum sobrietas (!) : Eine froliche, auffspringentte ewige erfrewung in got, ein trunckenheit aller ersettung mit aller nuchterigkeit, also dz man da czu allen czeiten nuchtern und begirig ist noch dem gruntlosen gut dz got ist und des darczu czu allen czeitten ersettigt, erfult und vol oder truncken in im wirtt an alle verdryßlichkeit, also dz (169v) man gotes an unterlaz begert und den begerten an unterlaz newst [2] in unaußsprechlichen eren und frewden.

Dy 6. riecht, dz ist dz F, dz ist felicitas perpetua, probitio jocundissima : Ewige selligkeit und ein sichere gewißheit ewiger frewden, also dz dy im ewigen leben ein solche gewiße sicherliche ewige sicherheit haben, in der sy gewiß sint und gewißlich wißen, dz ir er, ir frewdt, ir sußigkeit, ir trost, ir selligkeit, ir ersettigung, ir wunsamigkeit in ewiglich wirtt und scholl bleiben an alle (170r) sorgvelttigkeit, an alle vernyttelung, an alle verenderung, an alle abnemung und an alle verwandellung.

Dy 7. riecht, dy ist dz G, dz ist Gloria sine ignominia, gaudium sine tristitia : Ere oder adel an alle unedellichkeit, frewdt an alle betrublichkeit, als wye da wirtt der hochst adel sein : also so ein mensch ye ellender, ye versmechter, ye verachter, ye durchechter [3], ye gedruckter, ye gepeinigter in rechter warer demut durch gocz willen hye in dißer czeit ist, so vil mer unaussprechlicher wirtt dort sein ewige er und frewdt (170v), dort großer vor allem hymelischen her in ewiger ewigkeit. O da wirt allein dy er gemeßen und der ewig adel da gezirtt nach der waren demutt und verachtung oder versmechung, dy wir durch gotliche lieb und er willen hye geubt haben. Pistu vil demuttig und versmecht hye gewest, so pist du dort oben im ewigen vaterlantt auch so vil edeler, hocher und mer geadelter. Pistdu weniger demuttig und versmecht hye gewest, so pistu auch weniger im ewigen leben geadelt oder geertt. Pistu nit demuttig noch (171r) versmecht hye in zeit und durch gottliche lieb gewest, so hastu uberall keinen adel und ere. Wo gehorst du denn hynn ? in gruntt der hell czu Lucifer und czu allen seinen gesellen, daselbs wirtt denn dein hoffart und dein ere ewiglichen grunnen und polveren.

Dy 8. riecht, dy ist dz H, dz ist Honor jocondissima (!), dy allerersamst frewdt (!), wann da werden denn war dye wortt unsers herrn, dy er sprach als Lucas 6. cap. schreibt : Mensuram bonam et confertam et coagitatam et supereffluentem dabunt in sinum vestrum (170v) : Ein gutte moß, ein vole moß, ein getruckte und ein ubergeente moß wirtt euch gegeben in ewr schoß. Dy gut moß ist dy seligkeit, dy man hat von unttern

[1] = numerdumb, Lärm : Ausruf des Erstaunens.
[2] genießen.
[3] verfolgt, schlecht behandelt.

dingen, also dz man allem unlick und ubel entgangen ist. Dy vol moß ist dz man allen heiligen und allen engeln, irn eren und frewden czugefugt ist. Dy getruckte moß ist, dz man czu dem endt, darczu man erschaffen ist, kumment ist. Dy ubergeent, uberflyßent moß ist dz man in dz hochst gut vereinigt ist. O werlich werlich darumb ist wol pillich da dy allerhochst ersamst frewdt (172r).

Dy 9. riecht ist dz J, wann da ist Jubilatio sine cessatione, Immortalis sapientia, joconditas cordis et corporis : Frewdt an alles aufhoren, dy untotlich weißheit, dy frolichkeit der sel, des herczens und des leibs, ya da ist auch juventus sine senectute, dz ist jugent an alles verdryßlichs alter und ein ersam alter an alle thorechte jugent ! O da ist dy ewig, unaufhorlich vergencklikeit (!) an alles abnemen, als der prophet im psalm 89 spricht : nam mille anni ante oculos tuos tamquam dies hesterna que preteriit : wann tausent jar vor deinen augen sint als der tag, der gestern vergangen ist. O wo ist dann (172v) da dy verdryßlichkeit ? da hat sy kein stat mer, da solche froliche kurczweyl ist.

Dy 10. riecht ist dz K, dz ist Karissime perfruitas, dy allerliebst mynesamest nyßung nit allein von der weßentlichen beselligung, dy da stet in dem ansehen der ewigen gotheit, ya auch in den czuvelligen frewden und dz von der geselschaft wegen aller lieben heiligen und engel. Und dicz ist auch ein unaußsprechliche frewdt, wann als der lerer Anshelmus spricht, dz ein yde sel im ewigen leben hab gleich so vil frewdt und selligkeit, wunn und frewdt, als vil dy hymel kungin Maria und alle heiligen haben und dicz nach dem czuval und nit nach (173r) dem weßen und dz darumb, wann ein yde sel, dy hat Maria die kungin im hymel und in erden und alle engel und alle heiligen als lieb als sich selber, und darumb ist ir er, ir frewdt und ir wunsamigkeit ir gleich als lieb und als groß als ir selbs eygen er oder frewdt. O andechtige sel nw ergrunt und gee im nach, wie groß dy frewdt im ewigen leben ist.

Dy 11. riecht oder frewdt im ewigen leben ist dz L, dz ist Laus sine tepido vel cessatio (!), Libertas vera, Lumen indeficiens : Lob an alle loykeit oder an auffhoren, an unterlaß, dy allerwarest freyheit und dz unab(173v)nemlich liecht, wann warumb ? Dz ist ir ampt, ir arweytt und ir hochste ubung an alle verdryßliche mudigkeit, dz sy got an unterlaß oder an auffhoren loben und ern, dzselbig gibt in sichere freyheit und ewige pleibliche seligkeit. O czu dyßem lewcht in dz unerleschlich, unabnemlich und unaußsprechlich ewig liecht dz got wessenlich selbs selber ist. Als in Apocalipsi stet : Et nox ultra non erit et non egebunt lumine lucerne neque lumine solis, quoniam dominus deus illuminabit illos et regnabunt in secula seculorum : Und dy nacht wirtt furpaßer nit und sy bedurffen nicht des liechcz der lucern noch (174r) des liecht der sunnen, wann got der herr ist sy erlewchten und sie regniren in dy ewigen ewigkeit. O gedenck andechtige sel dyse wortt, eben kew sy und schnit oder schel den kern herab, dz du dy inner suß marck des kerns dysser heiligen sussen wortt gesmacken mugest.

Dy 12. riecht und frewdt im ewigen leben ist dz M, dz ist : Magna est gloria eius in salutari tuo, gloriam et magnum decorem impones super eum. Munditia clarissima, Magnificentia perfectissime : Groß ist ir er in deinem heyl, ere und großheit hastu in czugelegt oder uber sy geseczt. Dy allerclerste reinikeit und dy allervollkommenst hoch oder großamigkeit. O wer kan dicz alles aussprechen seyt dz uns ir er, ir frewdt, ir schonheit und dz großheit irer unergruntlichen ewigen seligkeit so gar verdeckt ist und verporgen ist. Von der auch Augustin spricht czu seiner eygen sel, mit der er nach geystlichem synn czu versten redt, da er also spricht : O mein sel west du gern, was frewden im ewigen leben ist, smekest du gern da ir sußigkeit, ire susse mursselein oder pyßlein ? Glawb mir, ich kan dir dz nit sagen, ich hab dz noch nit erfarn, noch ich kan dz nyndert [1] recht erlernen oder studirn. Ye mer ich im nachgedenck, ye mynner ich dz begreiffen (175r) kan, ye mer ich im nachgrunt, ye fremder und tieffer nur mir ir einganck wirtt. Ich wil dir wol sagen, was czu hymel nit ist, wann ich weiß wol, dz da ist kein leyden, kein angst, kein not, kein ubel, kein betrugung, kein wettung [2] noch in alleweg in allerley weyß keinerley betrubung. Was aber hochs, groß, volkomens, unaußsprechlichs, unbegreyflichs, unergruntlichs, ungemeßens und unerforschlichs er, frewden und wollustigkeit da ist, dz kan ich dir ye nit gesagen. O edelle hymelspehentte sel, kew und kyffel [3] dysen spruch eben (175v).

Dy 13. riecht oder frewdt im ewigen leben ist dz N, dz ist Nuptie anime et domine (!), dy hochczeit des herren und der selligen selle. Dy wyl wir hye sint, so seynt wir alle newrt [4] geladen, gelawtnert und vermehelt dem ewigen hymelyschen kunig, gleich als do man ein hubsche junckfrawen einem großen herren verlobt und dy hochtzeit lang und lang aufgezogen wurdt, also ist es auch tzwischen uns und got. Wir werden im in der taufi alle vermechelt und verlobt, aber dy hochtzeit wird aufgespartt piß in dz ewig leben. Da wird allererst dy allerhochst, sust (176v) und edelst vereinigung und czufugung unser sel in got, von der stet im puch Apocalipsi also geschriben [5] : Locutus est angelus mecum dicens : veni ostendam tibi sponsam uxorem agni : Der engel der redet czu mir sprechent : kum ich wil czeigen dir dy hawsfrawen und gesponsen des lembleins. O wer czu dyßer ewigen gnadenreichen ymmerwertten frolichen hochtczeit kumen wil, der richt sein weßen, sein leben und seinen wandel darnach, dz er vor hye in gnaden anvah, also dz er vermehelt, verlobt und verlawtmert bleyb dem, mit dem er begert ewige hochczeit (177r) czu halten, also dz im nit gescheh als den thoretten junckfrawen, von den Matheus schreibt am 25. cap., dz unser herr czu in spricht : Amen dico vobis nescio vos : Furwar sag ich euch, ich weiß oder ich ken ewr nit, wann in geprast des ols warer

[1] nyndert = nirgends.
[2] wettung, wetag = Schmerz, Krankheit.
[3] kew und kyffel = kaue und nage.
[4] newrt, neur = nur.
[5] Kap. 21, 9.

gotlicher lieb, darumb mußten sy heraußen bleiben von der hochczeit allein umb ir versewmlichkeit.

Dy 14. riecht oder frewdt im ewigen leben ist dz O, dz ist Odor suavissimus, Ornatus centesimum (!), Ordinis dignitatem : Der allersussest gesmack, dy gezirt ordenung und dy wirdigst ordinirung. Nw warumb ist dicz ? Nw warumb (177r) schol nit da sein oder muß, ya es muß dasein der allersussest gesmack, seyt es hye in einem kleinen vorgesmecklein den versuchern so uberswencklichen ist, dz sy nit genug davon gesagen kunnen. Hor von dyßem anheben und dz von dyßem nymant vertryben wirtt newrt derselben nit kumen wil, sanctum Bernhardum. Was spricht er ? O suavissime Jhesu Criste, o du allersussester Herr Jhesu Criste, von dem gesmack deiner ungemessen sussigkeit und guttigkeit, von dem uns gesagt ist, dz du keinen von dir vertreibest oder verjagst noch versmechst der czu dir flewcht, dar(177v)umb so lawff wir dir alle nach. Ist nw dicz hye in dyßem ellend, o gedenck getrewe sel, was es denn wirtt werden im ewigen vaterlantt. O bedenck auch eben dy ordenung der lieben heiligen engel Cherubim, Seraphim, Throni, Principatus, Potestates, Virtutes, Dominationes, Archangeli und Angeli, von welchen yden besunders man nit genung kan oder mag gesagen. Sih auch an dy ordennung der lieben selligen patriarchen, propheten, aposteln, ewangelisten, martyrer, peichtiger, junckfrawen und der frumen erbern eelewt und wittwen, wy ein yds also edel in seinem stantt, in seiner werdikeit, in seinen ern, frewden und wollusten da unaussprechlichen ist.

Dy 15. riecht (178r) ist dz P, dz ist Plena pulchritudo perfecttissime (!), dy allervollkommenst vollichst schonheit. Y was schol man mer davon sagen ? Nw merck, seytt ein yder engel und ein yder heilig also schon, hubsch und glentzend ist und lewchten oder schymern denn dy sun, o wy schon, hubsch und glentzent sint sy all untereinander, dz es nit gelewplich ist keinem totlichen menschen, wann da ist kein unfflettigkeit, kein merl noch geprech, es muß vor alles abgefegt, gelewtert und gepurgirt werden. Also in Apocalipsi geschriben ist [1] : Non intrabit in illam aliquit coinquinatum etc. : Keins oder nymant get (178v) da hynein der vermeyligt [2] ist. Alle unreine unflettige dinck dy mußen davor abgelegt werden. Da ist auch Pax suavissima, der allersust frydt, warumb ? Alles getzeinck, alles geheder und alle truck und trang ist vorhin gegangen. Als den dz der hymelisch kanczler Johannes in Apocalipsi sah, da er also davon schreibt [3] : et absterget deus omnem lacrimam ab oculis eorum et mors ultra non erit neque luctus neque clamor neque dolor erit ultra, quia prima abierunt : Und got abwischet alle zecher von yren augen und der todt wirtt furpaßer nit mer da noch kein weinen noch kein geschrey noch kein smercz wirtt furpaßer nit mer, wann dyselben dinck sint (179r) des ersten hynweck gegangen. O edelle sel, du getrewe pullerin des ewigen hymelyschen kungs, kew und kyffel dysen oben gemelten spruch.

[1] Kap. 21, 27.
[2] vermeyligt = beflecken. merl = Schmutz.
[3] Kap. 21, 4.

Dy 16. riecht oder frewdt im ewigen leben ist dz Q, dz ist : Quit retribuam domino pro omnibus que retribuit michi [1] ? Quia michi est requiem (!) sine labore. Was geb ich dem herrn widerumb fur alles dz dz er mir gegeben hat, wann mir ist rw an alle arweytt. Dicz beslewst in im ein unaußsprechliche, verwunderliche, froliche verwunderung der ungemeßen gotlichen guttermiltigkeit gegen den armen snoden menschen. Wy kan oder mag sich ein ynigs gemut enthalten vor großem verwundern, dz anders dicz (179v) mit flewß ist mercken und ye mer denn dz dy getrewe sel thut, ye mer ir auffgehawft und gemeret wirtt dy ursach irer verwunderung. Wer wil sich decz nit verwunderen ? Seytt er den selligen seelen so vil ern und wirdigkeit erpewtt, dz er in nit mer ern kuntt oder mocht erpietten, ist dz nit eine große er ? Als Lucas schreibt am 12. cap., dz er dz mit dem eydt verheyßen hat, dz er in selbs selber dynen wil, hor wy er spricht : Amen dico vobis, quod precinget se et faciet illos discumbere et transiens ministrabit illis : Furwar sag ich euch, er umbgurt sich und macht sy dz sy sitzen (180r) und er get und dynnet in. O du unerhorte gotliche verwunderliche sußigkeit ! Wy einen edeln dynner wirtt da dy andechtig sel haben. O andechtige getrewe sel yß lang von dyßem riecht, kew und peyß sy eben wol.

Dy 17. riecht, dy ist dz R, dz ist Resurrectio corporis et anime, refectio optimo, Risione (!) sine etc : Urstent der sel und des leibs, dy allerpest widerpringung, lachen an alle ungeordentte leichtvertigkeit. Nw sag mir edelle sel, welche frewtt sich dem gleichen mug so dein leib, ich gesweyg yczunt der sel, und sag dir allein von deinem leib oder fleisch, also unleydlich wirt, dz im kein dinck (180v) nymer me ja auch piß auff dy allermynst punctlein in kein weiß kun wee getan und dz er also schon wirtt als vor auch gemelt ist, VII mal schonner denn dy sun, und dz er darczu also subtil wirt, dz er in einem augenplyck durch hundert tausent mawrn, ya uber hundert mal hundert tausent meyl mag kumen. Also behentt wirt er also, dz wo er hin gedenck oder hin wil, gleich also palt wirtt er da sein. Er wirtt auch in seinen ewsern synnen unaussprechliche frewdt haben als in sehen, horen, singen und sagen, greiffen, gen und sten. Des nym ein exempel. So du nach dem jungsten tag im hymel pist und dir S. Paulus oder (181v) S. Jeronimus sein hant pewt oder ein ander heilig und spricht czu dir, dz du got pillich dancken scholt oder ein ander frewntlichs wort, dz selbig anrwren und dz selbigen horen derselbigen red ist dir sußer und thut dir senfter dann alles dz suß orgelgesanck oder denn alle dy sussen frewntholtlichen redt, dy dy gancz welt mit einander in ir besloßen hat. Und wer dicz alles auff einen hawffen czu ein ander gesamet, dennoch so wer es nichcz nit czu scheczen czu der allermynsten frewdt, dy du an deinem leib haben wirst. Und Anshelmus spricht dz auch dem leibe der seligen menschen gegeben werden (181v) sein außwendig ubung widerumb als sehen, horen, greyffen und smecken und dz er dz besunders außuben wirt gegen der edeln menschheit unsers herrn Jhesu Christi. O fleyßige

[1] Psalm 115, 12.

ynnige sel, kew dyse riecht lang und slindt [1] sy nit palt. O gee im nach und versuch dicz pyßlein, eben so bedarff man dir nit vil gepredigen, ob dyße riecht suß sey oder nit. Du wirst sein wol selbs entpfindt.

Dy 18. riecht oder frewdt im ewigen leben dy ist S, dz ist Summa satietas, summa securitas, summa splendor, illustrissima sanitas, integritas : Gancze gesuntheit, alle settigkeit, alle sicherheit, alle allerklerste erlewchtung. Nw von dyßen allen (182r) hast du gehort ytzunt, sint dir anders dy oren offen gestanden und pist du mit dem herczen da heynen gewest, wann du pist ye gancz ersettigt, so du got hast, du pist ye gancz gesunt, so dir in keinerley weiß nichtz geprist etc. Nw wolhyn ich wil dir noch eins sagen oder mer nach dem und mir got gnadt gibt. Wer dir dz nit ein große frewdt, dz du west den lawff der hymel, dy eygenschaft und wirkung aller planetten und aller stern, dy kraft und nomen oder eygenschaft aller krewter, alles edels gesteins, golts, silbers und alles des, dz auff dem ganczen ertrych geschicht oder ye ist geschechen, alles dz dz an der heiligen (182v) edeln menschheit unsers herrn Jhesu Christi ye ist geschechen, wy er geporen worden, gesewgt, gehandelt und gewandelt hat in dyßem ellent, ya er und alle sein lieb heiligen, wy der anfang, dz mittel und dz endt ires lebens ist hye gewest und alle dy dinck, dy von anfang der welt piß an den jungsten tag sint geschechen. Woltest du dy nit gern wissen oder wer es dir nit ein frewdt, dz du dy wissen scholtest ? Nwmer thum [2] sprichst tu pillich : wy fragest du als einfeltlichen, wem scholt dz nit ein frewdt sein (183r) oder wer scholt oder wolt dz nit gern haben ? Nw wol hin, so merck dz dyße dinck alle und noch hundert tausent mal mer denn kein leiplich menslich synn erdencken und begreiffen mocht, dy werden dem allermynsten unschuldigen kleinen kindlein, dz in dz ewige leben kumpt, in dem ersten augenplick, als es got ansieht, geschenckt, ych geschweyg, was denn den lieben großen heiligen wirtt. Wann als Augustinus spricht : als vil ein mensch mer den der ander sich hye auff dem ertrich got mer heymlicher macht und herczenlicher liebt und ofter sich mit im vereinigt, also vil wirtt auch ein (183v) yds got lewterlicher sehen und erkennen und alle creaturn in got ewiglichen. O kew und peiß und kyff lang an dyßer riecht, leck und smeck und versuch dicz, ebenso wirtt dir der firwicz und dy begirtt czu den vergencklichen wollusten vil gemynert.

Dy 19. riecht oder frewdt ist dz T, dz ist Trinitas conjungio. O dicz ist ein kurcz wort, im tewtschcz spricht es also : dy czufugung oder vereinigung mit der heiligen dryvaltigkeit. O wer dicz hett der hett dicz alfabet oder a. b. c wol und gruntlich gelernt, er bedorft nit mer czu schul czychen, ym wer (184r) dz lebendig puch czu allen czeytten offen, darynnen er leß mer denn sein hercz begern mocht. Nw merck warumb dicz wer. Hor Augustinum [3]. Da er einsmals trachet und vorschet in ym selber,

[1] slinden = verschlingen.

[2] numerdumb = Lärm.

[3] Es ist die Legende, wie am Meere ein kleines Kind den hl. Augustinus belehrt.

wy es newrtt czu kom oder mocht gesein dz als große frewdt im ewigen leben wer, er besonn sich lang in im selb und kunt doch nit gancz den grunt in im dyßer frag vinden. Er gedacht nw : wolhin ich wil mich an Jeronimus rychten, den großen lerer, ist yndert ein mensch auff erden, der etwas davon czu sagen weiß, so ist ir ye Jeronimus einer. Nw was czu derselben czeit eben an dem selbigen tag der heilig hoch lerer und vater (184v) S. Jeronimus von dyßer czeit czu got geschyden und dz west S. Augustinus dennoch nit. Er wennet, er lebet noch und seczt sich nach der metten uber und ving an auff solchs dichten, wy er im schreiben wolt. Da er ein weyl also in im selber sich bedacht hat, do ving er an und schreibt demselbigen vater S. Jeronimus am ersten seinen gruß und untterdes so vertett im der synn sam er netzen wolt [1]. Er hortt ein stym, dy sprach : Augustine, Augustine, was suchest du ? Derselbig Augustinus erschrack aber ser, da er nit west, was er hyrczu antwurtten scholt. Dy stym sprach : Laß von deinem schreiben (185r), ich pin hye, der dem du meinest czu schreiben. Ich antwurtt dir auff dein frag und meinung, von dem dz du begerst von mir. Wennest du in ein cleins vaz dz gancz mer czu schopffen und mit deiner kleinen hant dy ganczen erden czu umbgreyffen ? Wilt du den hymel machen styl sten und im seinen gewonlichen lauff verpietten oder weren ? Mugen nw deine augen sehen, dz nye keines menschen augen haben mugen sehen ? Mugen nw deine oren horen dz, dz keines menschen oren nye haben horen mugen ? Und wennest du, dz czu vernemen, dz nye kumen ist in keines lebendigen yrdischen menschen hercz ? Wilt du einen grunt oder endt ge(185v)vinden in dem, da kein grunt noch endt ist noch nymer mer wirdt ? Dicz dz kein maß hat, wer wil oder wer kan dz gemeßen ? Vil paß wirtt dz ganz mer in ein kleines veßlein beslossen und dy gancz welt mit einer kleinen hant umbgryffen. Ee muß der hymel entpern seines lawffes und seiner ordennung, ee und dz du der großen eren und frewden, damit dy selligen sellen im hymel gewirdiget sein, den allermynsten teil versten oder vernemen mochest, du wurdest denn gewar des als ich gewar pin worden solcher unaußsprechlicher ern und frewden als ich yczunt ent(186r)pfangen hab. Laß dy czeytt ein kurcze fryst verlauffen. Nicht fleiß dich unmuglicher ding uncz [2] an dy czeitt dz solcher lawff deines lebens genczlich erfullet wertt. Such nit auff der erden dicz dz nyndert czu vinden ist newrtt alein in des hymels thron. Dicz und noch gar vil ander schonner ding dy leret dy heilig sellig sel S. Jeronimus den großen lerer Augustinus, dz alles czu lanck hye czu sagen wer. Darauß die hymelspehet begierig sel wol spehen und nescheln und smecken mag, was es in im verporgen hat dicz der czugefugt oder vereinigt ist der heiligen dryvaltigkeit (186v).

Dy 20. riecht oder frewdt im ewigen leben dz ist dz V oder W. Dieße czwey werden hye fur eins genumen. V dz ist Venite benedicti patris mei, possidete paratum vobis regnum a constitutione mundi, vel : Discedite a

[1] gleichsam als wollte er einnicken.
[2] untz = bis.

me maledicti in ignem eternum, qui paratus est dyabolo et angelis eius. Math. 25 : Kumet her ir gesegentte meines vaters, besiczt dz reich, dz euch von dem anfang der werlt bereitt ist, oder aber dicz : Get oder weychet von mir ir verfluchten in dz ewig fewr, dz bereytt ist dem teuffel und seinen engeln. Dicz sint dy wortt der ewigen warheit (187r), dy Cristus Jhesus selber gerett und gelert hat Mathei 22. Der czweyger stim der muß ye ein yder mensch eine horen, da ist ye kein neynn an noch kein flyhen hilft nit dafur. Hort er den synn dyßer ersten wortt : Venite etc. Kumpt etc., wol im dz er ye geporn wartt, und er hat wol gelernt an dyßem alphabet oder a. b. c, es wirtt sein studirn in demselben gancz volent. Hortt er aber den synn der andern wortt, als dicz ist : Discedite a me, Weichet von mir etc., o we und imer we an alles endt ewiglichen wee wee im dz er ye geporn wart, er ist ein nar und muß (187v) darczu ewiglich bleiben ein nar.

Nw mochtent ir sprechen : Du hast uns lang und vil von den im ewigen leben gesagt, wie wol es in get und wie große frewdt sy haben. Nw was thun doch dy in der helle grunt, darczu sag uns auch etwas von, in was ir weßen ist. Ya ich west und mocht dir noch wol ein gancze stunt davon sagen, wenn es dy czeit lidt. Doch sag ich dir dicz klein, in dem vermerck dicz eben : Wiltu als vil dir muglich ist dy frewdt des ewigen lebens (188r) betrachten, so mußt du nit allein ir wesen und frewdt, dz sy erlangt haben, ansehen, ya auch dicz dem sy entgangen und entrunnen sint. Wann pey der schonnen sneweyßen varb so wirt gar eygentlich erkant und gemerckt dy ungestalt der swarczen varb, also ist ym hye auch. Hor von dyßem Johannes in Apocalipsi, was er hyevon sagt[1] : Reddite illi sicut et ipsa reddidit vobis et duplicate duplicia secundum opera eius, in poculo quo miscuit vobis mistice (!) illi. Quantum glorificavit se et in deliciis fuit, tantum date illi tormentum et luctum, quia in corde suo dixit : sedeo regina et (188v) vidua non sum et luctum non videbo. Ideo in una die venient plagae eius, mors et luctus et fames et igni comburetur, quia fortis est deus, quia judicabit illam : Widergebt ir als sy euch widergab, czwyfeltiges czwyfelttigtz nach iren wercken, in dem getranck dz sy euch gemyscht haben mischet widerumb in, wann nach und sy geglorificirt wartt und in wollusten war, nach dem gebt ir auch dy peinlikeit und dz weinen, wann sy in irm hertzen sprach : ich sitz als ein kungin und kein wittib pin ich nit und dz weinen hab (189r) ich nit gesehen, durch dz in einem tag sint kumen ir plag, der todt und dz weinen und der hunger und verprennen wirtt sy dz fewr. Wann starck ist got, der sy urteylt. O andechttige sel hor, was unaußsprechlicher pein in dyßen wortten begryffen sint. Ich hab nit czeit dir dy in stuck weiß auß czu legen, den czwey sag ich dir davon. Sag mir eins : wer es dir nit ein große frewdt, wer es sach dz du ewiglich verurteylt werest worden czu prynnen in den hellyschen flammen, dz du von den erlost wurdest ? O armer (189v) sundiger mensch an czweyffel ist dz czu halten. O warumb huttest du dich denn nicht davor ? Um ein totsundt pist du der ewigen helyschen flamen schuldig, und dz ist dz erst, dz du darnach ordentlich trachtest, wy du den ewigen ungemeßen und

[1] Kap. 18, 6.

unaußsprechlichen peinen enttrynnen mugest, dadurch du versuchest, wie sanft und wol es den im ewigen leben thut, dz sy der enttrunnen sint. Dz 2. ist : so merck newrtt dz letzt punctlein des vorgemelten spruchs, dz was dicz : Quia fortis etc. Wann starck ist got der sy urteylt. O dz (190r) du newrtt dicz pubstablein allein wol und recht lernest, ich wolt dir nit mer furhalten oder auf geben, dz du newrtt ansehest dz leczt gericht, streng, gleych urteyl des herrn. O wann da ist kein czeit noch stat der flucht mer, da hilft kein entschuldigung nit, da hort man kein außredt. O we und we den lobsamen, dz ist den gerechten, wil got anders dicz urteyl vorfuren oder volenden an parmhertzigkeit. O armer sundiger mensch, hor Gregorium, was er spricht von dem, dz man da nit weichen, entrynnen oder flyhen kan (190v) : O quam angusta erunt tunc vie reprobis, superius erit judex iratus, inferius horrende reprobis chaos, a dextris peccata accusantia, a sinistris infinita demonia ad supplicium trahentia, intus conscientia urens, foris mundus ardens, miser peccator sic deprehensus qui fugietur, latere erit impossibile, apparrere intollerabile etc. O was angst werden da den wegen des verworffens, dz ist des verdampten sunders. Ob in haben sy den zornigen richter, untter in dy grawsamen hell, czu irer rechten seytten die anclager umb ir sunt, czu der lincken dy (191r) teuffel, dy sy czu den unentlichen ewigen pein czychen, inwendig in ir ir nagente peinliche gewißen, außwendig dz prynnent fewr. O armer sunder, der also begryffen ist, dem wirtt unmoglich sein, dz im yndert ein seytten erschein oder er seh, da er hin mug flyhen. Es wirtt im auch unertreglich, von dem spricht auch Augustinus in Compendio : O domine qui a te etc. : O her wer dich verlest, wo get er hin, denn von dir allerfrewntlichsten und geselligsten zu dir czornigen, strengen und gerechten. Nw (191v) lern selber auß solchem, ob du in dert ein stat werdest haben, da du hin flyhen mugst. Ya ich weiß dir hye woll etlich czu czeigen als da ist der stant oder dy stat warer puß, aber dort ist es alles versawmpt. Du kanst auch dy unaußsprechlichen angst und nott der hellyschen flammen nymer mer recht betrachten, es sey denn dz du nach deinem vermugen lernest erkennen dy ungemessen ewigen uberswenckklichen frewdt, umb dy sy kumen sint und dy sy verloren haben. Meinest du, dz es in sanft du(-thu) dz sy der schonen mynsamen frewndt(192r)lichen holtselligen gesellschaft, der dy im ewigen leben sint und der anderen frewden, von den ich dir yczunt gar ein kleinß tropflein, ein wenig gesagt hab, ewiglichen entpern mußen ? O meynn es an allen czweyffel, o gedenck wy wee es in ewiglichen wirtt thun, dz sy irn eygen wurm immer mußen leyden und haben, der nymer mer in ewige ewigkeit in in stirbt, der dicz ist, dz sy also wol und leichttiglichen und als geringicklich hetten mugen sellig werden und dz sy dicz als gar mit kleinen (192v) snoden unwerdten dingen versawmpt haben, ya da hab keinen czweyffel an, es wirtt in ir hercz an unterlaß in ewigkeit gancz und gar czuprechen an alles sterben. O armer durstiger mensch, betracht dicz mit fleyß, gedenck auch dz du nit edler pist denn der heilig hoch groß lerer Jeronimus. Hor wy er von im selbs spricht : Sive comedam sive bibam sive aliquit aliud faciam, semper michi videtur illa vox in auribus meis insonare : surgite mortui et venite ad judicium : Ich eß oder

trinck oder in allem dem, was ich thw, so ist mir allczeit dyse (193r) stymm in meinen oren lawtten : stet auff ir thotten und kumpt czu gericht. O andechtige getrewe sel, kew dyß richt vil eben yß lang davon und peyß sy vol, dz du nicht erstyckest, sicher versawmst du dich dz du dich nit vil mit dyßem bekumerst, der schadt ist dein und nit mein.

Dz leczt riecht, dy ich dir hye hab furgehalten, und der leczt pubstab an dyßem alfabet oder a. b. c, dz ist dz X, dz ist : Xriste rex clementissime, tu corda nostra posside, ut tibi laudes debitas reddamus omni tempore [1]. Christus du allermiltester kunck, du besicz unsere (193v) herczen, so dz wir dir schuldiges lob geben czu allen czeitt. Warumb dicz ? O lern dicz mit St. Paulus, darumb dz er omnibus omnia etc. : dir alle dinck wert in allen dingen. Dicz lert Augustinus, da er an der person gottes redet mit seiner sel : Deus dicit ad animam meam etc. Got sprichet czu meiner sel in aller meiner czeitt : als gnaw du mich eintruckest oder einflewst in dein hercz, also vil pist du mit besunderheit eingesloßen in dz mein ; wann also vil ich mit besunderm meinem mynnen oder begern in dem deinen pin, also vil must du auch sein in dem (194r) meinen. Wann so du mich in dir tregst, so must du von not in mir sein, wann du kanst mich nit verwandeln in dich, besunder du solt verwandelt werden in mich [2], wilt du anders vereynt sein mit mir. Dz uns nw allen dyß alfabet oder a. b. c wert in seinem rechten adel und diße edelle riecht, dz wol uns allen der verleihen, auß dem, durch den und in dem da sint alle dinck, dem sey lob und er in alle ewige ewigkeit. Amen.

f. 194r. In dominica 3. post festum S. Trinitatis in anno 85 et 80 lector *Johannes Lock*. Hec illi etc. Erant appropinquantes ad Jhesum publicani et peccatores, ut audirent illum. Luce ... Lateinische Predigt, nicht ganz verständliche Auszüge !

Vom Gebet und von der Predigt

197r. Diese predigt dy hernach geschriben ist, dy hat getan der erwirdig vater *Johannes de Kirchsclag*, leßmeister, am 4. suntag nach ostern (April 23), da dz provincial capitel hye was im [14]86 jar und nach demselben capitel in der veter visitation da wart er czu prior erwelt in unser veter convent und davor xiii jar, da man czelt im 73 jar, auch an dyßem suntag, do was er noch vast junck, do predigt er auch dyße matery. Ich merket die auch, aber doch so hab ich sie yczunt paß und mer verstantten etc.

Amen amen dico vobis, si quit petieritis patrem in nomine meo dabit vobis, Joh. 16 : Furwar furwar sag ich euch, ob ir etwas pitt den vater in meinem namen, dz gibt er euch ... Uber diße wort ist ein frag, was doch gepett an ym selber sey. Darczu antwurt der lerer Johannes Damascenus ... Dz gepet ist ein offenwarung unser begirt gegen got [3], als ym

[1] Aus dem Hymnus der Laudes in der österlichen Zeit im Dominikanerbrevier · Sermone blando angelus.

[2] Confessionum lib. 7 c. 10.

[3] II-II q. 83 a. 1 und ad 1 : « desiderii interpres ».

etwas czu clogen, dz uns an leytt oder geprist oder so wir etwas gern wolten erlangen oder haben von got ... oder so wir ym gern dancken wolten oder yn gern lobten umb sein gut ... und ist dz gepet ... wessenlich ein auffganck des gemuttes in got ... Nw hat es 2 flugel, die Hugo de ste Victor setzt. Der Ia ist, dz wir erkennen schullen unser snodigkeit, der 2. dz wir schullen bedencken die gruntloße gutt gotz. Auß dem Ia kumpt uns vorcht und auß dem 2. lieb ...

Nw auff dz kurczt in der gemein czu reden, so sint 3 dinck not czu dem gepet. Dz Ia ist dz man rein sey von allen totsuntten ... Dz 2. stuck ... dz ist dz man gern hor dz wortt gottes ...

Es folgt in langer Ausführung ein Exempel aus Cäsarius von Heisterbach von einer Person, die die Predigt gern versäumt hatte: durch ein Wunderzeichen am Kruzifix wird kundgetan, daß die Gebete für die Verstorbene nicht erhört würden, weil sie das Wort Gottes nicht habe hören wollen.

Dz 3. stuck ... ist ware demutt und armut des geistes ... Magnus Albertus der spricht: Der ist recht arm des geistes, der pey allen guttern und gnaden, die ym got gegeben hat, sich doch unwirdig schaczt der ewigen gutter ... Nw furpaß die gloß uber dz ewangelium Luce 11, dy setzt 5 umbstentt der in seinem gepett erhort wil werden. Der Ia umbstant der ist gutwilligkeit alle sunt czu laßen und die tugent czu uben nach seinem vermugen ... Der 2. umbstant dz ist eine rechte gutte lobliche auffgerichte meinung. Der 3. umbstant dz ist ein rechte ordenung, als man got pit umb dz ewig leben ... Der 4. ist auffmerken auff dz gepett. Der 5. ist verharren in einem gutten fursatz und vertrauen ...

(Schluss folgt.)

Aus der Aktenmappe des Monsignore Francesco Boccapaduglio, Nuntius in der Schweiz 1647-1652

Von Abt Kassian HAID

Das Eidgenössische Bundesarchiv in Bern birgt unter seinen Schätzen die Abteilung « Nunziatura Svizzera ». Die Abschriften von Nuntiaturberichten bilden einen Bestandteil des Bundesarchivs, der quantitativ recht ansehnlich ist, qualitativ hohen Wert besitzt. Aus dieser reichen Fundgrube sei eine Ausbeute zum Gegenstand einer kleinen Studie gemacht. Sie ermöglicht zu haben, ist das Verdienst der geehrten Leitung des Eidgenössischen Bundesarchivs, der für gütiges Entgegenkommen und alle freundliche Mühewaltung herzlichster Dank ausgesprochen sei.

Francesco Boccapaduglio (Boccapaduli, Boccapadule) war 1647-52 päpstlicher Nuntius (Apostol. Legat) in Luzern. Seine Nuntiatur erhielt ihre bezeichnende Note durch eine an sich kleine Angelegenheit, die aber zu einiger Bedeutung sich auswuchs. Ihr hat Theodor von Liebenau seine Aufmerksamkeit geschenkt in einer Arbeit [1], zu der ihm das Luzerner Staatsarchiv in reichster Fülle die Unterlagen bot. Die Nuntiaturberichte sind uns heute eine Quelle, die Liebenaus Darlegungen ergänzen und vertiefen.

In der Zeit kirchlicher Erneuerung hat sich die Luzerner Stadt- und Staatsregierung auch der Neubelebung der auf ihrem Hoheitsgebiete stehenden Klöster eifrig angenommen. Der Zisterzienserorden lag im Vordergrund solcher Fürsorge der « Gnädigen Herrschaft zu Luzern ». Die große Zisterze St. Urban sowie die Zisterzienserinnenklöster Rathausen und Eschenbach genossen den Schutz und den Beistand der « Gnädigen Herren zu Luzern ». Diese Sorge erstreckte sich

[1] *Theodor von Liebenau*, Die Luzernerischen Zisterzienser und die Nuntiatur. Jahrbuch für Schweizer Geschichte, Jahrgang 1886, S. 166-257. Diese Arbeit des um die heimatliche Geschichtsforschung sehr verdienten Archivars und Historikers behält ihren Wert trotz mancher Mängel und Fehler. Sie bilde die Unterlage für eine neue Arbeit, die sich gründe auf die Benützung nicht nur der Luzerner Archivalien, sondern auf Einbeziehung der archivalischen und literarischen Quellen, die Liebenau nicht kannte. Deren liegen heute viele zur Bearbeitung vor.

nicht bloß auf Zeitliches, sondern auch auf das Geistliche. Die Obrigkeit griff gehörig ein, stark interessiert an den zu gutem Teil aus dem Luzerner Patriziat stammenden Mitgliedern der Konvente. *Eine* « Sache » war es vor allen anderen, die sich weit und tief auftat und nur zu lange offen blieb, der sogenannte « Beichtigerhandel ».

Die zisterziensische Ordensverfassung entstammt der « Carta Caritatis » Stephan Hardings, des dritten Abtes von Citeaux. Ein wesentlichster Punkt in ihr ist die Filiation der Zisterzienserklöster, das grundlegende Verhältnis zwischen Vater- und Tochter-Kloster. Es bestimmt nicht nur die gegenseitigen Beziehungen, es befestigt kraftvoll auf die Dauer die Familienbande, die das Tochterkloster mit der Vaterabtei lebendig verbinden [1].

St. Urban war Tochterkloster von Lützel. Rathausen war fast von Anfang (1245) an, Eschenbach seit seiner Umwandlung in eine Zisterze (1588) der Vaterabtei St. Urban unterstellt. Die Äbte von St. Urban waren Patres Immediati der beiden luzernerischen Zisterzienserinnenklöster, und als dem Vaterabt stand dem Abt von St. Urban das Recht der Visitation, des Vorsitzes bei der Äbtissin-Wahl, der Vornahme von Einkleidungen und von Professen sowie die Seelsorge zu.

St. Urban hatte im Sturm der kirchlichen Revolution des 16. Jahrhunderts nicht durch Abfall einzelner Mönche vom alten Glauben gelitten, wohl aber durch Weggang junger Mitglieder in Studienhäuser und durch Mangel an Nachwuchs. Es fehlten eine Zeit lang geeignete Seelsorger für Eschenbach und Rathausen; es mußte zu Aushilfen gegriffen werden. Für diese standen neue Orden bereit. Ihnen galten vorwiegend die Sympathien der führenden Männer im damaligen Luzern. So kamen die Patres Kapuziner und Jesuiten zu Verwendung in Rathausen und Eschenbach. Während aber die Kapuziner in Dienstleistung bald zurückhielten, wurden die Jesuiten dank ihrer Erfolge von der Luzerner Regierung und besonders von den Apostolischen Legaten in den Vordergrund gestellt. Besonders scharf und

[1] Für das Verständnis und die Beurteilung des sogenannten « Beichtgerhandels » ist unerläßliche Voraussetzung die Kenntnis der zisterziensischen Ordensverfassung. Hier seien zur Vergleichung empfohlen aus *Eugen Gruber*, Geschichte des Klosters Magdenau (Ingenbohl 1944) die Kapitel « Vaterabtei Wettingen » (S. 11 ff.), « Die oberdeutsche Zisterzienser-Kongregation » (S. 189 ff.), « Schweizerische Zisterzienser-Kongregation » (S. 358 ff.). Eine befriedigende Erforschung und Darstellung dieses « Handels » kann nur von einer Kraft durchgeführt werden, die historische und juridische Wissenschaftlichkeit harmonisch zu verbinden versteht und vermag.

tief griff nach dieser Richtung Nuntius Girolamo Farnese (1639-1643) ein ; er schaltete 1641 durch das « Decretum Farnesianum » die Zisterzienser aus und räumte der Nuntiatur die ausschließliche Autorität in den beiden luzernerischen Zisterzienserinnenklöstern ein.

Nach dem Tode Urbans VIII. wurde am 15. September 1644 der von Mazarin heftig bekämpfte Kardinal Giambattista Pamfili gewählt, der den Namen Innozenz X. annahm. Sein Pontifikat (1644 bis 1655) ist wenig glücklich ; mancher Schatten legte sich auf ihn [1]. Kardinal-Staatssekretär Panzirolo (Panciroli) war kein Mann von Seelengröße [2]. Der Kardinal-Nepot Pamfili enttäuschte [3].

In St. Urban war 1640 Edmund Schnyder Abt geworden ; ein Mann von Talent, Bildung und Tugend, ganz Zisterzienser. Schon bei seiner Erwählung, bei der Nuntius Farnese aufdringlich Vorsitz und Bestätigung für sich in Anspruch nahm, erfolgte der erste Zusammenstoß mit dem Legaten. Der Gegensatz spitzte sich in Sache Rathausens und Eschenbachs mehr und mehr zu.

Der Streit fand in Luzern bei Regierung, Geistlichkeit und Volk lebhaften Widerhall. Es bildeten sich Parteien, die sehr bald politische Färbung bekamen. Frankreich setzte sich für die Zisterzienser ein, deren Oberhaupt, der Abt von Cîteaux, Franzose war. Die spanische Partei war für die Jesuiten. In den Konflikt sahen sich so manche Luzerner Familien verstrickt ; die Spaltung der Bürgerschaft ging tief. Familieninteressen kreuzten sich.

Der Boden, den Francesco Boccapaduglio als Nuntius in Luzern betrat, war heiß. Auditor Villani hatte zur Erhitzung über Gebühr beigetragen [4].

Am 3. April 1600 geboren, dem römischen Patriziat angehörend, in der päpstlichen Segnatura Dienste tuend, 1638 zum Bischof von Sulmona und Valve erhoben, am 28. Februar 1647 zum Bischof von Città di Castello ernannt, wurde Francesco Boccapaduglio am 14. Sep-

[1] Siehe *Ludwig von Pastor*, Geschichte der Päpste, XIV. Bd., 1. Teil, Freiburg i. Br. 1929, S. 22 ff. und besonders S. 277.

[2] Siehe *Pastor*, a. a. O. 30 ff., bes. 34 f.

[3] Siehe *Pastor*, a. a. O. 33 ff.

[4] Siehe *Liebenau*, a. a. O. 190 ff. Eine sehr wertvolle Quelle fand sich in einem Codex unseres Ordensarchivs : Liber Epistolarum quae in negotiis Congregationis S. Bernardi Ordinis Cisterciensis in Germania superiore inter Reverendissimos Dominos Abbates Congregationis ultro citroque datae sunt ab anno 1645(-1653). Der Kongregationssekretär P. Benedict Staub von Salem war Augenzeuge der Vorgänge in Rathausen und berichtet im überaus sorgfältig geschriebenen Liber Epistolarum S. 299 ff. in klassischem Latein.

tember 1647 päpstlicher Nuntius (Apostol. Legat) bei den Schweizern in Luzern[1]. Er war «ein gewandter Mann und hatte sich in Italien Ruhm erworben, als er auf den äußerst schwierigen Posten eines Nuntius in der Schweiz befördert wurde»[2].

Seine Nuntiaturberichte aus der Schweiz behandeln die verschiedenen Angelegenheiten, mit denen er sich vom Herbst 1647 bis Herbst 1652 zu befassen hatte. Immer wieder tauchen in ihnen die Monache von Rathausen und Eschenbach und der Abbate von St. Urban auf. Es ist der rote Faden, der sich durch seine Akten hindurchzieht. Wegen des engen Rahmens dieser kurzen Ausführungen kann hier nur ganz Weniges herausgehoben werden, das nur, was eine besondere Bedeutung hat[3].

Liebenau bemerkt[4]: «Der päpstliche Legat benahm sich anfänglich mit Geschick und Takt, als der jetzt kecker auftretende Abt von St. Urban ihm entgegenstand.» Am 26. November 1647 berichtete erstmals der Nuntius — «Boccapadule al Cardinale Panzirolo»[5] —, Abt Edmund sei bei ihm gewesen, er (der Nuntius) habe ihn zur Ehrfurcht vor dem Heiligen Stuhl ermahnt und gemäß Weisung Seiner Eminenz (Kardinal Panzirolo) angehalten, seine «ragioni e pretensioni» schriftlich vorzulegen, auf daß sie an der päpstlichen Kurie überprüft würden. Boccapaduglio ging dem «principal fondamento» der Sache nach, stieß aber sofort auf die Begleiterscheinungen, und schon ist er beim «giovane Sculteto», der da ist «il principal fautore e prottetore dell' Abbate» und als solcher aus allen Berichten des Nuntius nimmer verschwindet. Dieser Mann ist Ulrich Dulliker[6].

[1] *Henry Biaudet*, Les Nonciatures Apostoliques permanentes jusqu'en 1648. Annales Academiae Scientiarum Fennicae Ser. B, Tom. II, Nr. 1 (Helsinki 1910), S. 255 und *Liisi Kartunnen*, Les Nonciatures Apost. perm. de 1650 à 1800. Annales Acad. Scientiarum Fennicae Ser. B, Tom. V, Nr. 2-3 (Helsinki 1912), S. 234.

[2] *Liebenau*, a. a. O. 199.

[3] Schon die Raumknappheit zwingt zur Einschränkung auf Weniges, auf Auslese und Zurückstellung der hier übergangenen Berichte für eine spätere größere Studie.

[4] Die Luzernerischen Zisterzienser und die Nuntiatur, S. 200.

[5] Im vorzüglich geordneten Eidgenössischen Bundesarchiv in Bern, Nunziatura Svizzera, sind die Kopien der Berichte in Faszikeln gesammelt nach Nuntien und Jahren. Die Berichte des Nuntius Boccapaduglio füllen die Faszikel 39 bis 44. Das Datum läßt die Blätter leicht finden, da sie nach der Datierung sich reihen. Darum wird hier stets das Datum angegeben.

[6] Vgl. Historisch-Biographisches Lexikon der Schweiz, II. Bd. S. 761. Ulrich Dulliker war von Papst Innozenz X. zum Ritter geschlagen, Schultheiß in den ungeraden Jahren von 1649-1657, Vater des Nachfolgers des Abtes

An der Spitze der andern Partei stand « il vecchio Sculteto », Heinrich von Fleckenstein [1]. Spiel und Gegenspiel werfen ihre Wellen hinein in Boccapadules Berichte ; nur selten einmal stößt man auf einen, in dem die « causa dell' Abbate » fehlt.

Im Dezember 1647 erhielt der Nuntius die Denkschrift des Abtes von St. Urban, am 7. Dezember berichtete er darüber nach Rom. An der päpstlichen Kurie war es der frühere Nuntius Girolamo Farnese, der sich als scharfer Gegner des Abtes von St. Urban erfolgreich betätigte. Um sein Urteil befragt, schrieb er am 11. Jänner 1648 an Boccapaduglio [2]. Farneses Schreiben zeigt große Geringschätzung der Person, Bildung und Stellung Abt Edmund Schnyders [3].

Der Bericht vom 10. März 1648 beweist, daß Boccapaduglio sehr wohl die Stimmung im Volke beachtete und berücksichtigte — « l'alteratione, che ne apparisce in molti Cittadini ». Der Bericht vom 21. April weist auf « istigationi de laici » hin. Diese, so schrieb der Nuntius am 12. Mai, arbeiten auf die Erregung der Nonnen und der Stadt — « di tener tuttavia più sollevate le monache e la Città ». Eine Visitation hielt der Legat für verfrüht, den Schultheiß Dulliker suchte er zu bestimmen, beruhigend einzuwirken, und zwar im Interesse des Abtes von St. Urban.

Es tritt nun der französische Gesandte de la Barde in Aktion, ein sehr gewandter Diplomat. Am 19. Mai 1648 übersandte der Nuntius nach Rom eine Kopie des Schreibens, das dieser rührige Herr unter dem 16. Mai ihm geschickt. Am 2. Juni folgte ein Bericht, aus dem ein Satz von Bedeutung ist : Boccapaduglio betonte, die Sache sei nicht zu seiner Zeit angefangen worden und er habe kein Vergnügen daran « Jo sin qui ho procurato di mostrare sempre che come di cosa non cominciata in mio tempo, non havevo portato in questo fatto passione alcuna ». Von Belang ist auch der Hinweis, es könnten die Anhänger des Abtes von St. Urban den Gardehauptmann in Rom, Jost von

Edmund Schnyder, des Abtes Karl Dulliker von St. Urban, tat sich im Bauernkrieg 1653 durch ausgezeichnete Führung hervor, starb am 31. Mai 1658.

[1] Hist.-Biogr. Lexikon der Schweiz, III. Bd. S. 171. Heinrich von Fleckenstein war Schultheiß in den geraden Jahren von 1644-1664.

[2] Eidgenössisches Bundesarchiv in Bern, Nunziatura Svizzera 39.

[3] Girolamo Farnese spricht da von der « temerità del moderno Abbate di S. Urbano », sagt : « La lettera dell'Abbate contiene i motivi tante volte decantati e reietti da questa S. Sede, nè merita altra risposta, se non ch'egli ubbidisca », erklärt : « che questo Abbate è di condizione assai mediocre, non solo di nascità, costumi e letteratura, ma anche die qualità di Prelatura, poichè non è del numero dei Principali Abbati dell'Elvezia », bemerkt : « che egli è di sua natura vile ».

Fleckenstein, der als ihrer Partei zugetan gilt, für ihre Sache beiziehen, was der Ausübung der kirchlichen Jurisdiktion schädlich wäre.

Im Bericht vom 16. Juni bemerkte der Nuntius, unter den Entschuldigungen der Nonnen sei eine, sie könnten ohne ihren General (Abt Claudius Vaussin von Citeaux) nicht handeln. Am 23. Juni meldete Boccapaduglio, es sei ihm nahegelegt worden, durch eine Visitation den Willen der Nonnen zu erforschen, er sei jedoch anderer Meinung, da dies nicht opportun scheine und die Sache in Rom anhängig sei. Aus dem Schreiben vom 14. Juli erfahren wir von den Bemühungen des Scolteto giovane im Gegensatz zum Scolteto vecchio, beim Papst für die Zisterzienserinnen von Rathausen und Eschenbach ein Bittgesuch einzureichen.

Da schiebt sich zwischen die Berichte des Nuntius ein Schreiben Farnese's an den Kardinal-Staatssekretär vom 17. Juli 1648 ein, dem unsere volle Aufmerksamkeit gehört. Aus ihm erhellt, daß Girolamo Farnese die in Sache St. Urban, Rathausen und Eschenbach einlaufenden Agenden zugestellt erhielt und daß sein Gutachten eingeholt wurde. Dieses enthält schwere Anschuldigungen gegen Abt und Mönche von St. Urban und bringt kräftige Vorschläge, wie vorzugehen wäre: Es soll der Prozeß gegen Abt Edmund eingeleitet werden[1]. Damit ist aus den Nuntiaturberichten (Nunziatura Svizzera 40) der Beweis erbracht, daß es tatsächlich Girolamo Farnese war, der den Prozeß gegen Abt Edmund Schnyder angeregt hat. Dieser Beleg ist überaus wichtig für die Beurteilung der Stimmung in St. Urban, Rathausen und Eschenbach gegen Farnese, welche Stimmung in der Chronik von Rathausen sich ungehemmt Bahn bricht[2].

Vergessen wir nicht, daß Nuntius Boccapaduglio im Bericht vom 28. Juli (1648) den Ausdruck « queste buone suore » gebraucht, während er sonst immer « queste monache » sagt.

Am 27. Juli 1648 erfolgte eine Eingabe des Luzerner Schultheißen und Senates an Kardinal Panzirolo sowie des Schultheißen und Rates

[1] « Io (Girolamo Farnese) per ubbidire a V. Eminenza, che mi comanda di dire quel che farei: prima di ogni altra cosa formarei processo contro l'Abbate sopra gl'attentanti (sic) in disprezzo della Sede Apostolica e di decreti delle Visite fatte altre volte da Nunzio. » Das Gutachten (Nunziatura Svizzera 40) muß als Ganzes genommen werden und ist von größter Bedeutung für die ganze « causa dell'Abbate ». Nicht weniger Bedeutung kommt ihm zu für die « causa delle Monache. »

[2] In dieser kleinen Studie ist ganz Abstand genommen von der « Chronik von Rathausen ». Sie stellt eine Quelle dar, die einer besondern Aufmerksamkeit bedarf. Diese soll ihr andernorts zuteil werden.

an Papst Innozenz X. in Sache der beiden Frauenklöster. Es liegen auch vor: Eine Kopie des Briefes des französischen Gesandten de la Barde an die Schultheißen und den Rat von Luzern vom 30. Juni, eine Kopie des Briefes des Generals der Zisterzienser an den Luzerner Schultheiß und Rat vom 24. April (1648), eine Kopie des Schreibens des Abtes von St. Urban an Schultheiß und Senat von Luzern vom 17. Juli. Das Begleitschreiben des Nuntius (Boccapaduglio) trägt das Datum vom 4. August (1648). Da findet sich die Meldung, Abt Edmund und Schultheiß Dulliker seien zur Einsicht eines Fehlers gelangt, aber schon wieder zeigten sie mehr Zuversicht auf Grund der Antriebe des französischen Gesandten, « al quale s'intende, che l'istesso Abbate sia tutto buttato, e s'incontra che, se non sento male, il medesimo Ambasciatore si trova esser parente del Generale dell'ordine ».

Auf das Bernhardsfest 1648 bewilligte der Legat den Nonnen die Patres Kapuziner als außerordentliche Beichtväter, verschwieg aber nicht im Bericht vom 18. August die Schwierigkeit, daß die Kapuziner zu den Zisterziensern zu halten scheinen.

Am 3. September 1648 erging aus Rom an den Nuntius die Mitteilung, Innozenz X. unterstelle die Klöster Rathausen und Eschenbach ganz dem Heiligen Stuhl und vertraue die geistliche Leitung in beiden ganz den Patres Jesuiten an; diese Entscheidung sei von Seiner Heiligkeit getroffen « più che mai nel suo paterno affetto verso il Cantone di Lucerna tanto bene merito della Sede Apostolica ». Auf das väterliche Wohlwollen des Papstes wies der päpstliche Nuntius hin, der in Anbetracht des geringen Erfolges seiner Bemühungen sich nun weniger entgegenkommend zeigte, von einem « atto di rigore » jedoch in kluger Vorsicht absah. Seinem Schreiben vom 3. November (1648), in dem er über das Vorherrschen der Leidenschaft bei den Gegnern klagt, legte er eine Kopie des Briefes bei, den er im Juni an den Luzerner Senat geschrieben und die väterliche Zuneigung des Papstes « verso questa gloriosa e potentissima Natione » als außerordentlich und einzig bezeichnet hatte. Er bemerkte, wie froh er sei, wenn er nicht zum Ergreifen von Maßnahmen gezwungen werde, die weniger angenehm sein könnten.

De la Barde wandte sich am 12. Dezember 1648 wieder an Boccapaduglio und flocht ein, die französischen Majestäten könnten allenfalls italienische Generalobere an der Ausübung ihrer Jurisdiktion in Frankreich hindern, wenn die Jurisdiktion des Ordensgenerals der Zisterzienser und seines Delegaten für Rathausen und Eschenbach bestritten

werde. In seiner Antwort vom 15. Dezember ersuchte der Nuntius den französischen Gesandten, sich von der Wahrheit informieren zu lassen, die so liege: Etwa vor 60 Jahren, als diese Klöster an Zahl und Zucht der Mitglieder ganz herabgekommen waren, wandte sich « un proprio generale » gelegentlich einer Visitation an den Senat der Stadt und von diesem ging das Gesuch an den Nuntius um Eingreifen. Es wurden neue Nonnen eingekleidet und in neue Form gebracht und der Obhut der Nuntien unterstellt. Diese übertrugen im Laufe der Zeit den Beichtstuhl und die Visitation Weltpriestern und Jesuiten. Die Maßnahme entsprach zwar nicht dem zisterziensischen Institut, war aber notwendig; die Behörden der Stadt verlangten das Eingreifen des Heiligen Stuhles und die Fürsorge der päpstlichen Nuntien. Es ist dies nicht so außergewöhnlich und kommt auch bei andern Orden und Klöstern vor[1].

Nicht lange — und Nuntius Boccapaduglio berichtete (22. Dezember 1648), die gegnerische Richtung überwiege, von Schultheiß Dulliker geführt. Es liegt ein Brief des Abtes von Cîteaux vom 13. Oktober bei, der die Zisterzienserinnen von Rathausen und Eschenbach ob ihrer Ordenstreue lobt und zur Ausdauer anspornt. Auch geht eine Kopie des vom französischen Gesandten de la Barde unter dem 12. Dezember 1648 an Schultheiß und Senat des Kantons Luzern gerichteten Briefes mit. Dieses Schreiben weiß den Standpunkt der Zisterzienser nachdrücklich zu verteidigen und die Ansprüche der Nuntiatur zu bekämpfen; es hebt die innigen Verbindungen hervor, die Luzerns Bürgerschaft zu Rathausen und Eschenbach hat, und wendet sich eindringlich an die Luzerner Regierung mit dem Appel, für die Rechte und Freiheiten einzustehen, mit der Versicherung, der König von Frankreich werde als Freund und Verbündeter seine Unterstützung leihen. De la Barde schlug Töne an, die verlockend klangen.

Anfangs Februar 1649 machte die Luzerner Regierung eine Eingabe an Papst Innozenz X. für die Nonnen, es möchten durch die Gnade Seiner Heiligkeit einige Kommissäre aus dem Ordensstand in der Heimat mit Vollmacht bestimmt werden, um die Beschwerden und

[1] Es würde hier zu weit führen, diese Information im einzelnen zu behandeln, wie es ihr zustünde. Es sei nur auf das Eine hingewiesen, daß Papst Klemens VIII. im Jahre 1602 (2. Dez.) ausdrücklich sagt, die « cura et gubernatio » in Rathausen und Eschenbach sei auf Wunsch der Luzerner Regierung den Jesuiten übertragen, « quoad oportuniore tempore religiosis monachis ordinis Cisterciensis demandari possit ». *Kaspar Wirz*, Bullen und Breven aus den Vatikanischen Archiven. Quellen zur Schweizergeschichte, Bd. XXI (Basel 1902), S. 426 f.

Gründe der Klosterfrauen anzuhören, und auf Grund solcher Information möge dann eine Verfügung getroffen werden. Diese Bräute Jesu Christi seien « quasi tutte dalle più nobili case et famiglie di questa Città et così nostro proprio sangue » ; für diese « buone serve di Dio » erbitten die Schutzherren die Huld des Papstes. Gleichzeitig wandten sich die Herren an Kardinal Panzirolo, der mehr vermöge als jeder andere. Capitano und Tenente der Schweizer Garde könnten die Lage näher erklären. Eine in der Sache erfolgende Gunst werde die Regierung als « gratia a noi propriamente fatta » ansehen.

Inzwischen war am päpstlichen Hofe die Entscheidung erfolgt durch Breve vom 16. Jänner 1649. Es trennt die beiden Zisterzienserinnenklöster Eschenbach und Rathausen vom Zisterzienserorden und verbietet den Zisterziensern unter strengen Strafen jede Einflußnahme. Am 16. Februar berichtete Nuntius Boccapaduglio an Kardinal Panzirolo über die ersten Eindrücke. Er betonte die « sentimenti di singular affetto », die S. Heiligkeit dem Kanton bezeige und das Vertrauen auf Erkenntlichkeit, da diese Verfügung zum Nutzen der Nonnen erfolgt sei. Noch wisse er nicht, wie sich die Herren stellen. Der Abt von St. Urban nehme die Mitteilung bereitwillig entgegen. Die Nonnen « esclamano e protestano », der Nuntius sieht aber « fomento, che ricevono di fuori ». Die Kopie des Protestes der Äbtissin von Rathausen vom 13. Februar liegt bei. Am 23. Februar konnte Boccapaduglio nach einer Woche des Wartens einige Mitteilungen machen. Die Jesuitenpatres wurden, von den Nonnen abgewiesen, vom Nuntius wieder geschickt. In der Regierung erbat man ein Zuwarten, das aber von der Nuntiatur abgelehnt wurde. Eine Deputation der Geistlichkeit der Stadt erreichte ein paar Tage Aufschub und einen Erfolg dahin, daß die Monache zur Gehorsamsleistung bereit waren. Das Geschäft sei damit keineswegs beendet, denn der « junge Schultheiß » sei nicht untätig, und sein Ansehen und seine Macht überragen die andern, die nicht zu widersprechen wagen ; ja, er plane, die Frage vor eine Tagsatzung der katholischen Kantone zu bringen, « che sarebbe come un voler porre in censura almeno l'essecutione del Breve di Nostro Signore ». Der Nuntius beteuerte, dem entgegenzuarbeiten, so gut er könne, und die Durchführung auf beste Weise zu betreiben.

Am 2. März erwähnt Boccapaduglio in seinem Berichte auch die Erregtheit im Volke — « il tumulto popolare », « la commotione nel popolo » —, die durch schiefe Auslegungen des päpstlichen Breves geschürt werde ; man suche den Eindruck zu erwecken, der Papst

hebe die Freiheit des Schutzes auf, den diese Klöster genießen, und darum müßten die andern Kantone herangezogen werden — in einer Tagsatzung. « La passione è però tanta che arriva a passare i termini di rispetto e prevale tanto particolarmente appresso i giovani, che alcuni de meglio intentionati o non possono o non ardiscono opporsi a bastanza. » Zwei Wochen später schrieb der Nuntius wieder von der Unruhe und sagte, diese werde durch die Besorgnis genährt, die Töchter würden durch die Oberaufsicht der Nuntien Ausländern unterworfen (« verranno a restar soggette a forestieri »). Der kirchlichen Kreise könne er sich nicht bedienen, da mit Ausnahme des Propstes alle gegnerisch eingestellt seien, besonders die Religiosen.

Die Notwendigkeit einer Visitation in den beiden Klöstern beschäftigte den Apostolischen Legaten mehr und mehr. Die größte Schwierigkeit lag in der Frage, den richtigen Visitator zu finden. Einige Momente fordern hier Beachtung. Die Pröpste von Luzern und Beromünster wollten sich nicht hergeben, da sie sich schon 1641 bei der Visitation viel Haß zugezogen hatten. Regularen wollte Boccapaduglio nicht verwenden — « si vede che in effetti hanno passione nella causa ». Jemand von Konstanz kommen zu lassen, ging auch nicht wegen der « aversione naturale tra Suevi et Helvetii ». Trotzdem versuchte er es in Konstanz, erhielt aber eine volle Absage. So sah er sich gezwungen, wie er am 18. Mai 1649 berichtet, zu Religiosen zurückzukehren. Es kam gerade der aus seinem württembergischen Kloster Adelberg, das dem Herzog zugefallen war, in die Schweiz geflüchtete Prämonstratenserabt Georg gelegen. Boccapaduglio erkannte dessen guten Geist und kirchliche Treue, « auch sei er ein Fremder, meno appassionato nel paese », und im übrigen « assai accreditato ». Der Nuntius gab ihm seinen Auditor bei, der Deutsch verstehe. Der Bericht vom 25. Mai sprach von der Aussicht, die Visitation in Rathausen werde Erfolg haben, aber auch von den vielen Schwierigkeiten, die dabei zu überwinden seien. Gute Wirkung habe ein Brief des Gardehauptmanns getan, der auf Weisung des Kardinal-Staatssekretärs mitteilte, der Papst werde auf keinen Fall seine Beschlüsse zurücknehmen. Boccapaduglio bevollmächtigte den visitierenden Abt von Adelberg auch als außerordentlichen Beichtvater. In Rom scheint dieses Vertrauen nicht Beifall gefunden zu haben, so daß der Nuntius im Schreiben vom 1. Juni einige Mühe zeigte, sein Vorgehen zu rechtfertigen und zu empfehlen. Ein zweites Schreiben vom gleichen Tag lautete hoffnungsvoller. Am 15. Juni meldete Boccapaduglio dem Kardinal von der

Visitation in Eschenbach, wo der Visitator (Abt von Adelberg) auch als außerordentlicher Beichtvater wirke.

Das Ergebnis der Visitation befriedigte jedoch den Nuntius nicht, und der Bericht vom 13. Juli äußerte Mißfallen am Visitator — « uomo di propria opinione ». Der Gedanke an eine andere Visitation wurde laut. Am 27. Juli sprach Boccapaduglio die Befürchtung aus, die Heimkehr Dullikers von der Badener Tagsatzung werde neue Erregung bringen, da seine « partiali » im Senat gegen die Jesuiten und gegen die Nuntiatur arbeiteten « con modi assai licentiosi ».

Abt Georg von Adelberg verteidigte sich in einer Immediateingabe an den Papst vom 15. August 1649 aus St. Gallen sehr eingehend; er unterbreitete seine Vorschläge, wie den beklagenswerten Zuständen in beiden Konventen abzuhelfen wäre. Diese Schriftstücke (Nunziatura Svizzera 41) enthalten bedeutsame Aufschlüsse, die Beachtung erheischen. Sie zeigen offen den Gegensatz im Vorgehen der Nuntiatur gegenüber dem Visitator bei Abschluß der Visitation [1].

Eine Angelegenheit für sich stellte die Wahl (26. Juni 1649) und Bestätigung des Wettinger Abtes Bernhard Keller dar. Sie beschäftigte den Apostolischen Legaten Francesco Boccapaduglio gar sehr. Die Akten streifen, da es sich um einen Zisterzienserabt handelt, die Luzerner Cisterciensia oft und stark [2].

In diesen tritt wiederum de la Barde hervor, der sich an eine Tagsatzung der 5 katholischen Kantone in Luzern wandte : « vouloir tenir la main à ce qu'il n'y soit introduict aucune nouveauté pregiudiciable à l'ordre ou au Général » der Zisterzienser.

Es spricht für Nuntius Boccapaduglio, daß er im November 1649 den Fürstabt von Einsiedeln mit der Entgegennahme der Profeß der 4 Novizinnen von Rathausen — eine von ihnen war des Schultheißen Ulrich Dullikers Tochter — betraute, den Wünschen und Bitten der Verwandten in der Stadt entgegenkommend. Auch die Einkleidung von 3 Kandidatinnen in Eschenbach übertrug er ihm, der « persona di assai buone qualità e bene affetto all'istessi Padri Gesuiti » [3].

[1] Hier sei nur bemerkt, daß der Abt von Adelberg den Papst ausdrücklich bat, von der Nuntiatur auch *sein* Visitationsprotokoll einzufordern und mit jenem des Auditors zusammenzuhalten, damit die volle Wahrheit erkannt werden könne.

[2] Wir müssen es uns versagen, hier auf diesen sehr instruktiven Wettinger Fall einzugehen, da Raum und Zeit nicht ausreichen, ihn dieser Studie einzubeziehen. Er mag Gegenstand einer besondern Abhandlung sein.

[3] Fürstabt Plazidus Reimann (1629-1670). Vgl. *Rudolf Henggeler*, Profeßbuch der Fürst. Benediktinerabtei U. L. Frau zu Einsiedeln (Monasticon Benedictinum Helvetiae, III. Bd., Zug 1933), S. 120-133.

Eine Weile treten die Cisterciensia Lucernensia in den Nuntiaturberichten etwas zurück. Abt Edmund Schnyder gab seine Sache jedoch keineswegs verloren; er vermochte verschiedene hervorragende Staatsmänner für sich zu gewinnen [1]. Diese setzten sich auf Tagsatzungen tatkräftig für ihn ein zum großen Mißvergnügen des Nuntius. Fortan kommt in seinen Berichten immer wieder eine « Dieta » zur Sprache.

An die Tagsatzung der katholischen Kantone in Baden wandte sich 1650 auch Abt Claudius Vaussin von Cîteaux, das Oberhaupt des Zisterzienserordens, im Schreiben vom 6. Juli, das Liebenau « ernst und würdevoll » nennt [2], das der Nuntius in Kopie dem Kardinal-Staatssekretär zuschickte. Im Begleitschreiben vom 26. Juli nannte Boccapaduglio diesen Brief « tanto ambigua, che non s'intende contro chi sia diretta »; er bemerkte, dieses Schreiben habe der Tagsatzung den Anstoß gegeben, eine Deputation an den Nuntius zu entsenden [3], und erteilte dem Ordensgeneral den Rat, sich nicht an Laien, sondern an den Heiligen Stuhl zu wenden, von dem die Zisterzienser ihre Privilegien erhalten hätten. Und nun steht ein Satz da, der sehr wichtig ist: « E perchè tutti questi tentativi sono procurati dall'Abbate di S. Urbano non sarebbe forse fuori di proposito, il chiamarlo a Roma. » Damit ist auch *der* Beleg gefunden, daß, nachdem Farnese den Prozeß gegen Abt Edmund Schnyder angeregt hatte, Nuntius Boccapaduglio es empfohlen hat, den Abt von St. Urban an die päpstliche Kurie zu rufen.

Vom 8. November 1650 datiert Boccapadugliös letzter an Kardinal Panzirolo [4] gerichteter Nuntiaturbericht; der nächste, vom 15. November, geht an Kardinal Pamfili (Pamphili, Pamphilio, früher Astalli). An Panzirolo schrieb Boccapaduglio noch, die Anhänger des Abtes von St. Urban bemühten sich, in Solothurn eine Tagsatzung zu halten

[1] Vgl. *Liebenau*, a. a. O. 206 ff. [2] A. a. O. 207.

[3] Nuntius Boccapaduglio meint da wohl jene Deputation, von der *Liebenau* (a. a. O. 207 ff.) des nähern erzählt. Die Begebenheit vom 23. Juli 1650 ist so bedeutend, daß man zu gerne von Boccapaduglio selbst etwas über sie erfahren möchte. *Liebenau* (a. a. O. 209) schreibt: « Der Nuntius setzte den Papst sofort in Kenntnis », gibt aber keine Quelle an. In den uns vorliegenden Berichten vermissen wir nähere Aufschlüsse.

[4] Kardinal-Staatssekretär Panzirolo entfremdete sich den Papst so sehr, daß dieser ihn entließ. Vgl. *Pastor*, a. a. O. 34 f.: « Der schlechte Gesundheitszustand Panzirolos trug mit dazu bei, daß der Papst sich ihm allmählich ganz entfremdete. Man gönnte dem Kardinal-Staatssekretär ein Schicksal, das er vielen andern bereitet hatte. Fast in Ungnade, ist Panzirolo am 3. September 1651 gestorben. » In Biaudets Register findet sich (S. 263) zu Panzirolo eine ungenaue Angabe.

« sotto il calore dell'Ambasciatore di Francia ». Auch bemerkte der Nuntius, die Motive seien die gleichen wie in Baden, das Geschäft sei aber « particolare di questo Cantone » (Luzern), und der junge Schultheiß (Dulliker) habe nicht alles erreicht, was er geplant habe.

Am 6. Dezember 1650 übersandte der Nuntius die Kopie einer Proposition des französischen Gesandten an die Deputierten der katholischen Kantone auf der Tagsatzung von Baden. Es wird auf das Konzil von Trient Bezug genommen, über das hinaus der Papst nur aus sehr wichtigen Gründen ändern könne, welche Gründe im Fall Rathausen und Eschenbach nicht zutreffen. Der König von Frankreich empfehle die Angelegenheit der Zisterzienser und besonders des Abtes von Citeaux und der beiden Frauenklöster vertrauensvoll und wärmstens den Vertretern der katholischen Kantone. Im Berichte vom gleichen Tag (6. Dez. 1650) beleuchtete der Nuntius die Bemühungen des jungen Schultheißen in Luzern und in Baden für die Sache des Abtes von St. Urban und die Gegenbemühungen des alten Schultheißen ; fast wäre es im Luzerner Senat zu einem Auftritt (« scandalo ») gekommen durch Injurien des jungen Schultheißen (Dulliker), der hitzig kämpfte (« pugnava in ogni modo »). Die Frage ging darum, ob man sich aufs neue an den Papst wenden solle oder nicht. Im Sinn der päpstlichen Nuntiatur wurde von den « meglio affetti » die Bedeutung des päpstlichen Breves betont und erreicht, daß kein neues Gesuch gemacht werde. Aber : « Tuttavia il medesimo Sculteto giovane non si quieta, e quanto più li pare di essere restato inferiore, si vede andarsi preparando per l'anno nuovo, nel quale deve entrare di Reggimento. Per l'istessa ragione i meglio affetti stimano che sia necessario fare qualche preventione anticipatamente. »

Mit dem Jahre 1651 beginnt ein anderer Name in den Nuntiaturberichten (Nunziatura Svizzera 43) stärker hervorzutreten, um bis zum Schluß der Tätigkeit Boccapaduglios in der Schweiz oft genannt zu bleiben : Zwyer von Altdorf, « il Colonello Zwier da Altdorf, che è l'altro capo che giuntamente con lo Sculteto giovane promove il negotio e prevagliono con gli altri ». Mit diesen Worten im Bericht vom 3. Jänner 1651 ist Zwyer näher eingeführt. Es folgt : « Non manca il fomento dell'Ambasciatore di Francia. » Der Verwand aber für diese Erregung sei : Es gehe um ihre Freiheit. Von ihm heißt es im Bericht vom 21. März : « procura di accrescere la sollevatione da tutte le parti. »

Zwei Momente schwingen nun empor : Die Zitation des Abtes von St. Urban nach Rom und die Drohung des Papstes, die Schweizer-

garden aufzulassen [1]. In langem Schreiben berichtete der Nuntius dem Kardinal-Nepoten am 28. März 1651 über die Wirkung des Briefes des Gardehauptmanns und über die Haltung des Senates, über seine Verhandlungen mit den Deputierten des Senates, über die Einflußnahme der Vertreter der Kantone, über seine Vorstellungen und Erwartungen. Im Bericht vom 4. April schrieb er über die ersten Schritte, die er nach Empfang der Weisungen S. Eminenz und der Kongregation der Bischöfe und Regularen betreffend Abt Edmund von St. Urban getan hat, und schloß: «Sento ora che i fautori dell'Abbate siano in moto per vedere di muovere questo Cantone, che è Protettore, come dicono, del Monasterio, e ancor tutti gli altri Cattolici ad intercedere per lui appresso la Santità di Nostro Signore. Jo starò attendendo quello che mi potrà arrivare tanto per parte dell'istesso Abbate come di altri per persuaderlo sempre all'ubbidienza, che deve.»

Ohne Datum ist das Römische Schreiben: «Per Monsignore Nunzio di Lucerna», das die Zitation mitteilt und die «Capi» enthält, die gegen den Abt vorgebracht sind und über die der Nuntius Nachforschungen durchführen muß: «pigliar intenzione giuditiale, in quel miglior modo che potrà» [2].

Die Drohung, die Schweizergarden aufzulösen, hat ihre Wirkung in Luzern voll und ganz erreicht. Am 4. April konnte der Nuntius von weiteren Erfolgen berichten. In Luzern traf der Tenente der Schweizergarde ein, um persönlich Aufklärungen und Anleitungen zu geben. Boccapaduglio verhielt sich ihm gegenüber sehr reserviert, trotz all seiner «prontezza», da er im Verdachte stand, zur Partei der Mönche und Monache gehalten zu haben. Diese, so meldete der Nuntius im Berichte vom 4. April, hätten sich den Abgesandten der Stadt — «principali», unter ihnen beide Schultheißen — respektlos benommen, als sie von ihnen zur Unterwürfigkeit gemahnt wurden. Der junge Schultheiß (Dulliker) scheine zwar «assai mortificato», werde jedoch ausweichen, treffe er ja in Baden den «Colonello Zuier e altri

[1] *Liebenau* (a. a. O. 221 ff.) bringt zum «Plan, sämtliche Schweizergarden in den römischen Staaten aufzuheben», guten Aufschluß. Die Nuntiaturberichte sprechen weniger davon, was bezeichnend ist; das Wenige aber ist bedeutsam.

[2] Die dem Apostolischen Legaten und päpstlichen Nuntius Boccapaduglio offiziell zugestellten «Capi» (Nunziatura Svizzera 43) sind sehr wichtig. Sie decken sich nicht mit den von *Liebenau* (a. a. O. 231) angegebenen Klagen. Die von Kardinal Ginetti am 2. März 1651 an den Abt von St. Urban erlassene Zitation bringt *Liebenau* als Beilage 2 (a. a. O. 255).

partiali e l'Ambasciatore di Francia ». Es würden da wohl neue Versuche gemacht werden, meinte der Nuntius.

Sie ließen nicht auf sich warten, kamen aber aus Solothurn, wo der französische Gesandte die Regierung bestimmte, den Abt von St. Urban zurückzuhalten, bis Seine Heiligkeit informiert sei und die nächste Tagsatzung Beschlüsse gefaßt haben werde[1]. Unter dem 4. April erging an den Nuntius aus Solothurn Mitteilung, Konsul und Senat hätten der gerechten Bitte des Gesandten « salvo tamen S^mi. D. N. et S. Sedis respectu » zugestimmt und die andern katholischen Kantone davon benachrichtigt. Am 6. April antwortete Boccapaduglio nach Solothurn, höchst verwundert über ein solches Unterfangen, und machte auf die kirchlichen Strafen aufmerksam, die drohen, und ermahnte die Herren, « ut pro sua prudentia et pietate rem serio perpenderi velint », ihre Ergebenheit durch die Tat beweisend. Dazu bot Gelegenheit der im Rat aufgeworfene Gedanke, die Residenz der Jesuiten in Solothurn aufzulassen. Der Nuntius trat für die Belassung der Jesuiten mit Erfolg ein und berichtete darüber am 18. April.

Abt Edmund Schnyder fand sich, so meldete Boccapaduglio am 18. April nach Rom, in der Luzerner Nuntiatur ein und erklärte, nach dem päpstlichen Breve in den beiden Frauenklöstern sich nicht mehr eingemischt zu haben. Er suche seine Unschuld darzutun und erbitte Zeit, seine Dispositionen zu treffen. Der Nuntius hielt dies für ein « artifitio », um noch abwarten zu können, was die Badener Tagsatzung zu seinen Gunsten unternehmen würde, und drängte zur Abreise. Der Bericht schloß: « E con questo partì per quanto mi parve di veder più confuso che mortificato. Sto attendendo a quello che possa portare la commotione suscitata per lui, per vedere che non abbia da cagionare maggior alteratione. » Noch am gleichen Tage (18. April 1651) erging ein zweites Schreiben des Nuntius, der im Hinblick auf die Tagsatzung und auf eine Resolution vorzubeugen bestrebt war. Er ließ den jungen Schultheiß (Ulrich Dulliker), der auf der Tagsatzung Luzern zu vertreten hat, wissen, wie sehr es im Interesse des Abtes von St. Urban liege, daß keine Bewegung ausgelöst werde, die ihm als Rekurs an die Laien gegen die kirchliche Jurisdiktion angerechnet werden müßte. Dieses Argument schien Eindruck zu machen, und der Nuntius behandelte die Frage mit mehreren Herren, um Erfolg zu gewinnen.

[1] Vgl. *Liebenau*, a. a. O. 227.

Während sich ein erster Bericht vom 25. April 1651 fast durchwegs mit Abt Bernhard Keller von Wettingen befaßte, den Abt von St. Urban nur berührend, betrifft ein zweiter ganz Abt Edmunds Angelegenheit. Boccapaduglio berichtete (25. April 1651), die Deputierten seien von der Badener Tagsatzung noch nicht zurückgekehrt und er kenne noch kein Resultat; er vermute aber, es sei in Sache der Nuntiatur unter den Katholischen eine « commotio » gewesen. Colonello Zwyer erweise sich als der « più appassionato » und arbeite gegen die Nuntiatur mit dem Vorwurf, sie versuche Neuerungen und italienische Prozesse gegen die Freiheit. Der Nuntius bemerkte, bei den besser Gesinnten lege er dar, daß es sich nicht um Neuerungen handle. Indessen: « Prevale tanto il detto Zuyer con i seguaci, che si è fatto anche per gli altri Cantoni, che per i fini, che hanno fra di loro li avrà dove vuole. »

Am 2. Mai mußte der Nuntius melden, seine Vermutung sei mit der Rückkehr der Deputierten von Baden bestätigt worden; es sei wirklich gegen die Nuntiatur auf der Tagsatzung gearbeitet worden[1]. Vorsichtig, um Abt Edmund nicht zu schaden, trete man mit Empfehlungsschreiben für ihn ein. Die Frage der Rechnungsrevision, die früher mit einer Ehrengabe, wie es hieß, gemacht und von der Nuntiatur (Nuntius Scappi) abgestellt wurde, kam auch zur Sprache. Auf der Tagsatzung im Juli werde man, um dem Abt von St. Urban nicht zu präjudizieren, behutsam sein. Die Deputierten von Luzern hielten sich sorgfältig zurück; es geschehe aber nichts ohne ihr Wissen, und wahrscheinlich befasse sich der junge Schultheiß privatim mit seinen Freunden. Sehr viel hänge davon ab, ob Zwyer als Landammann seines Kantons (Uri) wieder bestätigt werde oder nicht, weil er der « principale promotore » ist, der alles umfasse und Gefolgschaft habe; gegen alle Gewohnheit sei er schon 3 Jahre im Amt — « i principali del Cantone lo sentono malissimo volontieri, però la popolarità si vede intentionata a promoverlo più che mai. » Und nun rückte Boccapaduglio mit etwas heraus: Die Drohung, die Schweizergarde aufzuheben, beziehe sich nicht nur auf die guardia del corpo S. Heiligkeit, sondern auch auf die von Bologna und Ravenna, an welchen il Cantone di Altdorf besonders interessiert ist. « E questo affine che dovesse far motto da una parte ne principali, che sono parenti a Capitani di dette guardie, e dell'altra nel popolo per le piazze de'soldati ordinarii ».

[1] Vgl. *Liebenau*, a. a. O. 228 ff.

Am 9. Mai konnte der Nuntius melden, die katholischen Deputierten regten die Absendung einer Deputation an S. Heiligkeit an, Dulliker warte noch zu. Colonello Zwyer sei nicht mehr als Landammann von Uri bestätigt worden, wie er gehofft habe. Er werde nicht mehr die gleiche Macht haben wie früher, nicht mehr « la sopraintendenza da poter dare tanto calore al negotio ». Ein zweiter Bericht vom gleichen Tage (9. Mai 1651) teilte mit, eine Deputation nach Rom sei geplant, um den Papst über verschiedene Punkte zu informieren, der Nuntius möge von Neuerungen abstehen, bis diese Information erfolgt sei. Boccapaduglio erklärte, er mische sich nicht ein, die Sache liege in Rom, und er werde nach Pflicht und Schuldigkeit ausführen, was S. Heiligkeit bestimme. Was die Herren als Neuerungen ansehen, sei nur das : Erfüllung der Pflicht, wie seine Vorgänger es getan haben.

Am 16. Mai (1651) unternahm Nuntius Boccapaduglio einen Schritt, der die Luzerner Verhältnisse beleuchtet : Er empfahl den alten Schultheißen Heinrich von Fleckenstein aufs wärmste für eine päpstliche Anerkennung und Belobigung, indem er die großen Verdienste dieses dem Apostolischen Stuhl treu ergebenen Mannes rühmte. Ohne ihn hätten die fautori dell'Abbate noch viel mehr vermocht. Es möge ihm ein Wort des Wohlwollens und Dankes gewidmet werden, das der Nuntius ihm darbieten könnte, um ihn noch mehr zu bestärken. Ebenso empfahl Boccapaduglio Herrn Ludwig Meyer, dessen Sohn Plazidus in der Schweizergarde als Sekretär (scriba) Dienste tat. Auch Meyers Verdienste um die Nuntiatur würdigte Boccapaduglio in seinem Schreiben und bat um ein Wort der Anerkennung. Schultheiß Heinrich von Fleckenstein, den Abt Edmund Schnyder als seinen großen Gegner in Luzern ansah, und Ludwig Meyer erscheinen durch die Auszeichnung, die ihnen von Seite der Nuntiatur zuteil wird, auch für Luzern empfohlen von höchster Stelle.

Wir übergehen nicht, daß Boccapaduglio am 16. Mai berichtete, die Patres Jesuiten hätten angeraten, den Nonnen außerordentliche Beichtväter zuzugestehen. Der Nuntius erklärte, bei den Kapuzinern den « più indifferente » auslesen zu wollen.

Dem Tenente der Schweizergarde, der in Luzern weilte, wandte sich Boccapaduglios Aufmerksamkeit dauernd zu. Als er seinen Aufenthalt in der Heimat verlängerte, um zu sehen, was er bei den Nonnen und Bürgern ausgerichtet, wünschte er, der Nuntius möchte mit seiner Autorität dieses längere Verweilen decken. Höflich entschuldigte sich Boccapaduglio damit, von Rom keine Weisungen zu haben. Auch

lehnte der Legat es ab, die Dienstfertigkeit des Tenente zu benützen und blieb bei seiner Reserve, weil der Gardeleutnant, der sehr jung aus dem Lande weggegangen war, nicht über die nötige Kenntnis der Leute und Dinge und auch nicht über die Autorität verfüge, um erfolgreich in der Heimat tätig zu sein. Er wünsche, der Nuntius möge S. Eminenz Mitteilung machen, damit sein Ausbleiben nicht als « mancamento del servizio » genommen werde.

Boccapaduglio ließ den Blick nicht von der nahenden Tagsatzung der 5 katholischen Orte. Man werde wohl von der Absendung einer Deputation an den Papst reden und auch von den Zisterzienserinnenklöstern der Schweiz. Eine Einmischung der Nuntiatur sehe man ungern, weil man sie zu eigener Disposition behalten wolle. Dies berichtete der Nuntius am 6. Juni 1651.

Vom päpstlichen Hofe erhielt Boccapaduglio Anweisungen, in der Sache des Abtes von St. Urban Belege beizubringen. Am 13. Juni schrieb er : « Mi pongo in dovere esseguirlo (den Auftrag) con la minor debolezza, che mi sarà possibile, conforme il negotio e il debito della mia umilissima servitù. » Es sei notwendig, in der Sache Licht zu erhalten aus den beiden Klöstern. Dazu werde eine Visitation dienlich sein. Eine « espressa inquisitione » würde Unruhe schaffen. Die Anhänger des Abtes verhielten sich zwar ruhig, aber nur aus Furcht, durch « inquietudini » ihm zu schaden, unter sich seien sie rührig. Die Visitation verschiebe er noch, bis die Ruhe befestigt sei und suche den richtigen Mann (« atto e fedele »). Er werde « per maggior autorità » wohl selbst an ihr Anteil nehmen, müsse aber neben sich haben « qualche paesano per scemar l'invidia e per la necessità della lingua ». Diese Visitation bezweckte, die Informationen für die « causa dell' Abbate di S. Urbano », und zwar über die « capi » zu erhalten, wie aus Boccapaduglios Bericht vom 20. Juni 1651 klar hervorgeht. Ein Brief Abt Edmunds lag vor, Schultheiß Dulliker bereitete keine Schwierigkeiten ; die Luft schien nicht ungünstig. Der Nuntius wollte nichts übereilen ; besonders lag ihm daran, « di quietare questa nuova commotione ».

Das Ersuchen und die Empfehlung des Nuntius für Schultheiß Heinrich von Fleckenstein und Herrn Ludwig Meyer waren fruchtbar, und Kardinal Pamfili beauftragte den Apostolischen Legaten, den beiden Herren das höchste Wohlgefallen und Lob S. Heiligkeit für ihre Ergebenheit und ihre geleisteten vielen und großen Dienste auszusprechen. Am 11. Juli (1651) berichtete Boccapaduglio, er habe in

der Weise, die er für die geeignetste hielt, den Auftrag ausgeführt und die Güte und das väterliche Wohlwollen erkennen lassen, mit der S. Heiligkeit den hl. Segen erteilte. Beide haben dies mit allen Zeichen der Ehrfurcht entgegengenommen, noch mehr beseelt, für jede weitere Gelegenheit zu Diensten zu sein.

Boccapaduglios Bericht vom 18. Juli enthält die Mitteilung, die katholischen Kantone wollen für den Abt von St. Urban eine Bittschrift an den Papst senden und darin erklären, die Beschuldigung, « che la lettera capitata nella Dieta dell'anno passato diretta a tredici Cantoni in forma di ricorso di queste Monache Cisterciensi fosse data per opera sua », sei unrichtig, im Gegenteil : « fu con effetti senza alcuna sua partecepazione. » Aber : « E sebbene non è mancato alcuno de meglio affetti e più sensati, il quale ha opposto, che a voler salvare in questa maniera l'Abbate, la convenienza vorebbe, che nell'istesso tempo si dichiarasse che ne è stato l'autore, mentre si mostra di saperlo, con tutto ciò la passione ha prevaluto, che si abbia scrivere in ogni modo. Non so che particolarità ci possa essere stata di vantaggio e procuro di intenderlo. »

Am 25. Juli meldete Boccapaduglio, das Schreiben der Deputierten in Baden sei an die Kongregation der Bischöfe und Regularen gerichtet und enthalte ein neues Motiv : Die Berner. « Prendono l'occasione da un motivo che suppongono fatto da Bernesi di pigliare il tempo dell'absenza dell'istesso Abbate per trattenere sotto qualche pretesto l'entrate che il Monasterio ha nel loro Territorio, al che essi hanno procurato di remediare con interporsi, acciò detti Bernesi vogliano soprasedere sino al ritorno dell'Abbate, come dicono di aver anche ottenuto. » Boccapaduglio war jedoch skeptisch : « Il tutto però si tiene esser affettato da loro medesimi per render tanto più favorebile la causa del medesimo Abbate. » So äußerte er sich auch andern gegenüber.

Die Aufgabe des Nuntius, in Luzern Material für die Untersuchung in Rom beizubringen, bot für Boccapaduglio viel Unangenehmes, und aus seinem Bericht vom 1. August 1651 sprach wenig Freude über diese Dinge. « Intanto non ho mancato di far l'opera per vedere se avesse potuto avere qualche prova de ricorsi fatti a laici. » Eine Schwierigkeit lag darin, daß die Gesuche, die von Luzern ausgingen, von Schultheiß Dulliker, dem Anwalt des Klosters St. Urban, in eigenem Namen gemacht waren. Und jene von Solothurn, dessen Bürger der Abt ist, lassen sich auch weniger gut verwenden. Es

besteht aber « la contumacia di essersi intruso nelle confessioni non solamente straordinarie, ma anche ordinarie delle Monache contro gli ordini espressi della Nunziatura. E già in questo ho trovato che non mi ha saputo replicare altro che gli ordini, che ne aveva dal proprio Generale, senza considerare quello, che in comparatione doveva di più all'autorità superiore della Nunziatura a nome della Sede Apostolica. » Vom Berner Motiv klingt aus Boccapaduglios Bericht vom 8. August heraus, es sei zugunsten des Abtes gemacht, und es erweise sich nicht als wirklich wahr. Von Zwyer schrieb Boccapaduglio, « che già si ha per tutto confidente de' Zuricani »[1]. Im Bericht vom 15. August zeigt sich, daß der Nuntius aus der bevorstehenden Visitation Aufschlüsse für die Römische Untersuchung zu gewinnen hoffte, mit ihr aber immer noch zuwartete.

Der Tenente der Schweizergarde hatte seine im Namen der andern « uffitiali » der Garde unternommene Aufgabe in Luzern vollendet und schickte sich an, zurückzureisen. Vor seiner Abreise erklärte er dem Apostolischen Legaten, alles getan zu haben, um zu beruhigen; es bestünden aber immer noch starke Widerstände, und von ihnen komme « la sollevazione delle Monache ». Da der Tenente nicht im Auftrag S. Heiligkeit gekommen sei und ihm Kenntnis und Autorität fehle, wahrte Boccapaduglio seine Reserve ihm gegenüber bis zum Schluß, wie er im Bericht vom 26. September dem Kardinal mitteilte.

Am 21. November sandte Nuntius Boccapaduglio einen Bericht, der sehr interessant ist. Immer noch nicht habe er (Boccapaduglio) über die von S. Eminenz zugeschickten capi Informationen einziehen können, da er wußte, zu gleicher Zeit sei von Abt Edmund eine Kopie dieser capi an Schultheiß Dulliker geschickt worden, und weil von diesem und den andern Gönnern des Abtes alle Vorkehrungen getroffen wurden, den Nuntius an der Erforschungsaktion zu hindern. So habe er einige Tage verstreichen lassen, um die Aufregung zu beruhigen. Dazu kamen die « disturbi tra questi Cantoni Cattolici e i Zuricani », die sogar Kriegsgefahr brachten. Es war geraten, klug zuzuwarten, da in diesen Dingen ein Zusammenhang bestehe unter dem Titel: « novità, che si tenta introdurre dalla Nunziatura ». Die bedeutendsten Gönner des Abtes sind der junge Schultheiß (Ulrich Dulliker) und Colonello Zwyer, « quelli, che girano gli altri ». Der Nuntius bemühte sich, « prove » der Rekurse zu erhalten, die zuerst privatim, dann

[1] Vgl. Hist.-Biogr. Lexikon der Schweiz, VII. Bd. S. 784.

öffentlich gemacht wurden, weil Dulliker der Anwalt St. Urbans ist. Die Solothurner seien für ihren Mitbürger eingetreten.

Im Bericht vom 19. Dezember 1651 führte Boccapaduglio aus, infolge der verschiedenen Tagsatzungen und der Spannungen mit den Zuricani schien die Lage nicht günstig, die gewünschten Informationen in Sache des Abtes von St. Urban einzuziehen, da die fautori des Abtes stets vorbringen, diese Angelegenheit berühre die Öffentlichkeit — « come per una delle novità, che vogliono intentare dalla Nunziatura ». Da erkannte der Nuntius, es könnte sich die Sache zu sehr in die Länge ziehen und entschloß sich, die Visitation einzuleiten. Es war aber sehr schwer, den richtigen Mann zu finden. Da nach den Weisungen von Rom Regularen ausgeschlossen blieben und fast alle Weltpriester « nicht zu haben waren » — sie hielten solche Aufgabe für « troppo odiosa » —, mußte sich der Legat an den Herrn Propst von Luzern wenden, der « con effetti ripugnava il più », hatte er ja schon zu Farneses Zeit (1641) mitgewirkt und vielen Haß geerntet. Endlich fand er sich auf die dringlichsten Vorstellungen hin doch bereit, den Auftrag zu übernehmen, « con tutta la ripugnanza grande ». Der Nuntius gab Propst Knab einen andern Chorherrn von St. Leodegar bei (Kaufmann) « piùttosto pro forma ». Um sie zu entlasten und das Ganze zu erleichtern, ordnete Boccapaduglio auch seinen Auditor hinzu, der Deutsch verstand. Für den ersten Anfang hielt der Legat für gut, selber dabei zu sein « per assicurarli maggiormente », und er würde weiter persönlich mitgewirkt haben, wäre nicht die Verschiedenheit der Sprache gewesen, « che avrebbe portato tanto maggior lunghezza a dover interpretare tutto ». Es dürfte manche Schwierigkeit geben, meinte Boccapaduglio, aber es soll an Fleiß nicht mangeln. Die Visitation in Rathausen begann vor Weihnachten und dauerte sehr lang [1]. Der Bericht vom 16. Jänner 1652 (Nunziatura Svizzera 44) meldete, wie schwierig es sei, Licht in der Sache zu erhalten. Am 30. Jänner schrieb der Nuntius, die Visitation in Eschenbach sei begonnen, Propst Knab sei erkrankt. Am 6. Februar war der Propst jedoch wieder gesund. Doch alles sei nur dazu bestimmt, Informationen gegen Abt Edmund zu sammeln. Auch der Bericht vom 20. Februar befaßte sich ganz mit der Visitation. « Con questo si è dato principio a formare il processo intorno all'istesso Abbate e per proseguirlo sarà necessario ritornare a fare nuova opera con le dette di Rathusa, come in questi

[1] Siehe *Liebenau*, a. a. O. 234 ff.

interessi tutte due i Monasterii sono andati uniti con aver sempre stretta communicatione fra di loro. »[1] Am 5. März meldete der Nuntius, in Rathausen fänden sich größere Schwierigkeiten als in Eschenbach. « Ma con tutto ciò si ha pur tanto, che potrà bastare per alcuni de'capi. » Doch müßte alles noch aus dem Deutschen ins Lateinische übersetzt werden.

Die Visitation, so berichtete Boccapaduglio am 12. März 1652, des nähern über das Stillschweigen, das den Nonnen auferlegt worden war, sich ergehend, brachte nicht die erhoffte Ruhe: « la visita fatta delle Monache ha fatto una grande commotione ne loro partiali. » Der Nuntius stellte fest, außer dem alten Schultheißen (Heinrich von Fleckenstein) habe sich eine große Zahl von Gegnern der Nuntiatur zusammengefunden. Die Visitation in Rathausen habe kein so günstiges Ergebnis gehabt, wie man es gewünscht hätte. Er (Boccapaduglio) bemühe sich, Belege beizubringen bezüglich des von Abt Edmund an Laien gerichteten Rekurses; es werde aber schwierig sein wegen des französischen Gesandten, der in Solothurn residiert. Ein drittes Schreiben des Legaten datiert vom 12. März 1652. Es behandelte die Frage der Besetzung des vakanten Bischofssitzes von Lausanne, schloß aber mit folgender Klage: « E mi sono ritenuto tanto più, perchè vedo bene, che il negotio di queste benedette Monache Cisterciensi e dell' Abbate di S. Urbano per mezzo de fautori, che hanno e che prevagliono, ha ridotto la Nunziatura in una tale invidia, che non mi lascia operare utilmente tutto quello che sarebbe necessario. » Dieses Eingeständnis war sehr bezeichnend.

Am 19. März mußte Boccapaduglio berichten, was sich auf der Tagsatzung der 5 alten katholischen Kantone in Luzern vorzubereiten schien, « una prattica » in Sache der Monache und des Abtes von St. Urban, sei verwirklicht worden. Die Gelegenheit habe man mit einem Schreiben der Herren von Solothurn erfaßt, in dem die Gefahr, die dem Kloster St. Urban von Seite der Berner drohe, übertrieben dargestellt wurde. So sei die Notwendigkeit einer Gesandtschaft an den Papst zur Erwägung gebracht worden, S. Heiligkeit zu bitten,

[1] Vgl. nicht nur zu dieser Visitationsangelegenheit, sondern zum Ganzen die von der Eschenbacher Archivarin und Bibliothekarin Chorfrau M. Cäcilia Haas sorgfältig geschriebene Geschichte des Klosters: Das Gotteshaus zu U. L. Frau und St. Katharina in Obereschenbach, Bregenz 1910 (Separatabdruck aus der Zist. Chronik 1910), S. 28 ff. Eine Fülle von Aufschlüssen läßt sich dieser dankenswerten Arbeit entnehmen.

den Abt baldigst zurückzusenden und nicht mehr Nuntien mit der Vollmacht der Legaten a latere zu senden - - « supponendo che questo sia quello, con che si facino tutti quelli che essi dicono novità ». Die Sache blieb noch in Schwebe. Im Luzerner Senat sei ein Sturm entfacht worden, speziell mit der Bemerkung, es bestehe die Absicht, die beiden Klöster aufzulösen (« distruggere »), um dann das eine für die Nuntiatur, das andere für die Jesuiten zu verwenden. Alles seien Neuerungen, die der Freiheit präjudizieren. Der Nuntius hat die « vanità de'supposti, che s'inventavano malissimamente », durch Gutgesinnte zur Kenntnis bringen lassen, und diese widerstanden erfolgreich, so daß in der gestrigen Senatssitzung der Vorschlag, einen Gesandten zu schicken oder, wenn die andern Kantone einen schicken wollen, ihm Empfehlungsbriefe zu geben, nicht die Zustimmung erhielt. Es sei Zwyer, der anstrebe, als Gesandter zu gehen. Der junge Schultheiß (Dulliker) suche nun seine « prattiche » zu verstärken. Der Nuntius legte die Umtriebe der Gegner dar.

Es kam aber doch ein Bittgesuch der 5 katholischen Kantone zustande : « Cantoni al Papa. Lucerna 26 Marzo 1652. » In aller Ehrfurcht, aber auch mit aller Inständigkeit legen « Scolteti e Landamani e Consiglii delli cinque Cantoni Cattolici Svizzeri cioè Lucerna, Urania, Suitz, Undevalden e Zug » für den Abt von St. Urban, mit welchem Kloster sie seit 300 oder 400 Jahren in besten Beziehungen stehen (« cittadinaggio, buon amicizia e vicinanza ») ihre Bitte vor. Der Beweggrund ihres Schrittes, so versichern sie, ist die Erkenntnis, die lange Abwesenheit des Abtes schade dem Kloster, dessen « decime censi e rendite » in 3 verschiedenen Territorien und zum größeren Teil im Distrikt der protestantischen Berner liegen. Dies legten sie S. Heiligkeit bei dieser Gelegenheit einzig deshalb dar, damit die wirkliche Lage erkannt werden könne (« affinchè la vera constituzione del negotio possa essere notoria e manifesta »). S. Heiligkeit möge, so bitten sie « umilissimamente », mit gütigsten Augen auf den genannten Abt blicken und ihn erkennen lassen, daß seine « figlial ubbidienza e puntual prontezza, che dimostrò alla insinuata citatione », ihm dazu verholfen habe, von S. Heiligkeit getröstet, abreisen zu können. Dies erhoffend, werden sie es für eine solche Ehre und Gunst annehmen, daß sie mit aller herzlichsten Sorgfalt um die Mehrung des päpstlichen Ansehens und der Autorität des Apostolischen Stuhles bemüht sein wollen. Das Gesuch betraf also ausschließlich den Abt von St. Urban.

Zwei Berichte des Nuntius vom 2. und 9. April 1652 behandelten

eine andere Angelegenheit und streiften die Sache des Abtes von St. Urban und der beiden Zisterzienserinnenklöster mit dem Hinweis, die Anhänger gäben keine Ruhe, es komme alles von Zwyer. Boccapaduglio sah sich in Solothurn um und sandte seinen Auditor dorthin [1]. Der zweite Bericht vom 9. April enthält Einzelheiten über diese Nachforschungen in der Stadt, in der Frankreichs Gesandter seinen Einfluß zur vollen Geltung brachte. Der wahren Anhänger des Abtes seien in der Stadt nur 3 oder 4, « più appassionati per ragioni di figli o parenti, che hanno nel Monasterio di S. Urbano, o per qualche altro interesse ». Die anderen lassen sich von der « aderenza » des Gesandten ziehen, besonders einige junge, die aus Frankreich heimkehrten und « una libertà di parlare con irrespettività della giurisdizione ecclesiastica » mitbrachten. Im allgemeinen und innerlich verurteile der größere Teil die Handlungen des Abtes « e piuttosto approva di vederlo mortificato, stimandolo di natura inquieta e che tornando sia per accrescere confusione ». Dann wandte sich der Nuntius in diesem Berichte dem Sekretär des Klosters St. Urban zu, « che si sia per partecipe e complice di tutto », und einem benachbarten Pfarrer, der mit Abt Edmund verwandt sei und den man für den « Guten Freund » halte, der den Nonnen die « sensi » des Abtes mitgeteilt habe [2]. Ohne « essame rigoroso » werde man da kaum etwas erreichen und ein solches Examen sei ohne den weltlichen Arm schwierig. Boccapaduglio glaubte dies S. Eminenz mitteilen zu sollen, damit die Hindernisse bekannt werden, mit denen der Nuntius zu kämpfen habe.

Zwei Wochen später mußte Boccapaduglio berichten (23. April 1652), auf der Tagsatzung von Baden hätten die fautori des Abtes von St. Urban eine rege Tätigkeit entfaltet [3], besonders Zwyer und die Deputierten von Solothurn. So sei denn erreicht worden, im Namen des Corpo Cattolico ein neues Bittgesuch um Befreiung des Abtes von St. Urban an den Papst zu richten. Zwyer sei der Haupturheber, die Vertreter Luzerns seien in einiger Verlegenheit gewesen, als der Nuntius sich um dieses Schreiben umsah. Boccapaduglio suchte zu verhandeln, « più che posso », indem er wissen ließ, es sei ja schon von der Tagsatzung in Luzern ein Bittschreiben abgegangen und es gezieme sich nicht, vor Erledigung des ersten schon wieder ein zweites zu senden. Er wolle S. Heiligkeit vor neuer Ungelegenheit bewahren.

[1] Siehe *Liebenau*, a. a. O. Beilage 3 (S. 255).
[2] Vgl. *Liebenau*, a. a. O. 241.
[3] Vgl. *Liebenau*, a. a. O. 243 f.

Anderthalb Monate vergingen — und am 11. Juni 1652 erfolgte ein Bericht, der als Beleg aus der « Nunziatura Svizzera 44 » dafür zu gelten hat, daß Liebenau richtig urteilte : « Zu spät kam der Nuntius zur Überzeugung, daß er des Guten zuviel gethan ; denn im Juni 1652 äußerte er, wie Abt Edmund vernahm, in Wettingen, 'er gäbe gerne 100 Dublonen, wenn er die Sache mit dem Abte von St. Urban nicht angefangen hätte'. [1] » Boccapaduglio schrieb nämlich am 11. Juni an Kardinal Pamfili : « Già in essecutione degli ordini di V. Eminenza intorno alla causa dell'Abbate di S. Urbano, non mancherò di desistere da ogni altra inquisitione o diligenza contro di lui. E per l'istesso rispetto anderò anche trattenendo qualche provisione, che per altro parerebbe necessaria con queste Monache e particolarmente con quelle di Rathusa ... » In der Ewigen Stadt hatte sich die Sache des Abtes von St. Urban zum Bessern gewendet, in der Schweiz die Sache des Legaten Francesco Boccapaduglio zum Schlechtern. Zweifellos hatte sich dieser in mehr denn in einem Punkte getäuscht. Dies wohl auch in einer Frage betreffend eines neuen Gardehauptmanns.

Jost von Fleckenstein, der Hauptmann der Schweizergarde S. Heiligkeit, war gestorben, und am 22. Juli 1652 brachte Nuntius Boccapaduglio von Konstanz aus das Ersuchen der Luzerner Regierung dem Kardinal-Nepoten Pamfili vor, es möge dieser Posten einem Luzerner vorbehalten sein. Aufgefordert, geeignete Anwärter aus Luzern zu nennen, entsprach Boccapaduglio am 23. Juli, ebenfalls von Konstanz aus, dieser Weisung und sandte eine Liste mit charakteristischen Beurteilungen der einzelnen Namen ein. Es könnten in Betracht kommen :

1. Schultheiß Heinrich von Fleckenstein, Verwandter des verstorbenen Gardehauptmanns, über 60 Jahre alt, aber rüstig wie ein 50jähriger, vermöglich (facultoso), leicht imstande, mehr als jeder andere, « di far qualche leva di gente, per avere il danaro pronto », im Rufe, die Soldaten gut behandelt zu haben, der Bestgesinnte, den der Nuntius getroffen hat in allen Interessen des Heiligen Stuhles und in allen Gelegenheiten, so daß er sich « avversioni » zugezogen hat, besonders in Sache jener Klöster.
2. Der andere Schultheiß Ulrich Dulliker, ein Mann über 40 Jahre alt, war Hauptmann in Spanischen Diensten, « ma è il più avverso,

[1] *Liebenau*, a. a. O. 244 f.

che io abbia trovato particolarmente nell'istesse occorrenze di detti Monasterii ».

3. Hauptmann Ludwig Amrin vom Geheimen Rat, über 60 Jahre alt, hat Militärdienste in Savoyen getan, einer der « principali fautori dell'Abbate di S. Urbano e delle Monache ».
4. Hauptmann Alfons von Sonnenberg vom Geheimen Rat ... « da poterne sperare, che in un'occasione potesse muovere qualche cosa ».
5. Hauptmann Bernhard von Fleckenstein vom Großen Rat, Bruder der beiden letzten Capitani der Schweizergarde.
6. Hauptmann Ludwig Pfyffer vom Großen Rat, Bruder des Tenente.
7. Der Tenente Johann Rudolf Pfyffer[1]. Von ihm war in den Nuntiaturberichten Boccapaduglios des öfteren die Rede. Jetzt sprach sich der Nuntius also aus: Für diesen Bewerber zeige S. Heiligkeit eine « benigna inclinazione ».

Dessen ungeachtet erklärte Boccapaduglio offen, sein Aufenthalt und seine Bemühungen in der Heimat hätten keinen größeren Erfolg gehabt, ja, er habe einige Parteigänger der Monache wissen lassen, die Drohung, die Schweizergarde auflösen zu wollen, sei nichts anderes als eine « apparenza per spaventare » gewesen. Die Bessergesinnten hätten ihm nicht getraut, da er in Verdacht stand, wenigstens anfangs der andern Partei angehangen zu haben. Auch später habe er sich mit ihr abgegeben (« pratticare assai »). Sein Mitwissen mit den Monache zeige sich aus dem eingesandten « processo » und in der Visitation « apparisce anche di qualche centenaio di fiorini, che ne ha avuto da loro ». Und nun folgte eine Eröffnung, die von besonderem Interesse ist: « Devo anche aggiungere, che per mezzo dell'istesso Tenente in poco spatio di tempo saranno venuti in queste parti circa due dozzine di corpi santi, per i quali si sente che sia arrivato a volere da sessanta in ottanta scudi per uno a titolo di spese fatto per averli oltre qualche regalo o onorario, come dicono, che si è cercato per la moglie. E questo non è stato senza grave scandalo del paese, e appunto ero in chiarirlo maggiormente per farne essere avvisata V. Eminenza. » Boccapaduglio bemerkte noch, dies alles gedachte er nicht zum Präjudiz des Tenente zu sagen, sondern aus Pflicht, S. Eminenz zu informieren für das, was der Kardinal für die Zukunft in « somma prudenza » für gut finde.

[1] Vgl. Hist.-Biogr. Lexikon der Schweiz, V. Bd., Neuenburg 1929, S. 428.

Solche Aufschlüsse aus den Nuntiaturberichten sind wertvoll für die Reliquienforschung der Schweiz [1].

Am 23. Juli meldete Nuntius Boccapaduglio, die Herren von Luzern hätten einen Deputierten zu ihm gesandt, um in Sache der Stelle des Hauptmanns der Schweizergarde seine Unterstützung nachzusuchen. Er habe es für gut gehalten, ihnen Hoffnung auf die höchste Güte S. Heiligkeit zu machen, habe aber auch die Verpflichtung betont, die aus ihr für sie erwachse. Auf einzelne Personen einzugehen, habe er abgelehnt, « ma passai piuttosto con una offerta generale di tutti al servitio di Sua Santità ».

Vom gleichen Tag, 23. Juli 1652, datiert das formelle Gesuch des « Scolteto e Consiglio della Città di Lucerna » an den Papst, den Posten des Hauptmanns der Schweizergarde in Rom mit einem Luzerner besetzen zu wollen. Es ist der Gardeleutnant Johann Rudolf Pfyffer, der vorgeschlagen ward, « nobile nostro molto diletto Cittadino Gio. Rodolfo Pfiffer ». Zugleich ging in gleicher Sache ein Schreiben der Luzerner Regierung an Kardinal Pamfili ab. Boccapaduglio dürfte nicht vollkommen in Kenntnis der laufenden Dinge gewesen sein, denn am 30. Juli berichtete er, in Sache der Stelle des Gardehauptmanns habe er den Herren gesagt, sie mögen keinen Einzelnen vorschlagen. Nun sehe er aber, daß sie den Tenente vorgeschlagen hatten. « Sento, che il motivo è stato dello Sculteto giovane (Dulliker) con i suoi aderenti, che hanno anche affettuato la risoluzione, prima che potesse trovarvisi l'altro Sculteto vecchio (Fleckenstein), che per ancora non sarà ritornato dalla Dieta di Bada, non è senza opinione, che vi corrano di mezzo degli interessi. »

Schon war im Untersuchungsprozeß des Abtes von St. Urban die Schlußverhandlung (15. Juli 1652) für den Angeklagten günstig verlaufen [2], als in der Heimat immer noch in seiner Sache etwas geschah. Von Wettingen aus berichtete der Nuntius am 13. August, Colonello Zwyer von Altdorf habe sich auch auf der letzten Tagsatzung von Baden

[1] Vgl. *Rudolf Henggeler*, Die Katakombenheiligen der Schweiz in ihren bildlichen Darstellungen. Separatabdruck aus der Zeitschrift für Schweizerische Archäologie und Kunstgeschichte, Bd. 1, Heft 31, 1939. Durch Verwendung des Gardeleutnants J. R. Pfyffer kamen Reliquien aus den römischen Katakomben nach Einsiedeln (a. a. O. 160) Februar 1649, nach Muri (a. a. O. 267) 1647, nach Rheinau (a. a. O. 170) 1647, nach St. Gallen (a. a. O. 171), nach Wettingen (a. a. O. 174) 1650. Von einigen anderen, die um jene Zeit in die Schweiz kamen, ist es zweifelhaft, ob Joh. Rudolf Pfyffer sie besorgt hat.

[2] Siehe *Liebenau*, a. a. O. 245.

nicht enthalten können, für Abt Edmund neuerdings ein « motivo » vorzubringen. « E questo col prendere ad esaggerare il modo tenuto con detto Abbate di costituirlo criminalmente. » Damit habe er die katholischen Kantone gesammelt, mit Ausnahme von Luzern, um den alten Schultheiß (Fleckenstein) zu umgehen, da er wußte, daß dieser Deputierte dagegen sein würde. Mit verschiedenen Übertreibungen habe er erreicht, daß man aufs neue zugunsten des Abtes von St. Urban an S. Eminenz und Kardinal Trivulzio und an andere schreibe. Diese Schreiben ergingen von 4 Kantonen und den Katholiken von Glarus, weil Luzern aus der Sache gelassen sein sollte und die Vertreter von Freiburg und von Solothurn, das sich die anderenmale ganz besonders für den Abt als seinen Mitbürger eingesetzt hatte, in Eile schon abgereist waren. Boccapaduglio vergaß nicht zu bemerken, der größere « impulso » bei den Solothurnern rühre nicht so sehr von dieser Bürgerschaft als vom französischen Gesandten her. « E per gli altri Cantoni da principio non furono se non renitenti ad ingerirsi e ci vennero tirati dall'istesso Zuyer con supporli, che parlando alto, avrebbono fatto fare, quanto avessero voluto, e non si vede che del resto ci abbiano premura particolare. Per quello che si è cercato aggravare, che l'Abbate sia stato costituito criminalmente, ho procurato far capire a qualcuno che possa ricriclo non si poteva fare altrimente, perchè dopo tanto tempo, che l'Abbate ha mostrato di star sempre sul volere giustificare le sue attioni, non si è potuto far di meno di non far costare qualcuna di quelle, che si prova non aver fatto tanto giustificatamente, e anche più se ne sarebbono potute provare, quando si fosse voluto premere maggiormente. E in questi termini la natura dell'istessa giustificatione richiedeva questa forma giuditiale, della quale però non hanno ragione di dolersi. » Wir ersehen aus diesem letzten Bericht des Nuntius Boccapaduglio in der langen und herben Angelegenheit des Abtes Edmund Schnyder von St. Urban und der beiden Zisterzienserinnenklöster Rathausen und Eschenbach, wie sehr sich der Berichterstatter bis zum Schluß um die Darlegung der Gründe und Umstände bemühen mußte.

Zur Sache stößt schließlich in den Nuntiaturberichten (Nunziatura Svizzera 44) noch ein Schreiben des von Nuntius Boccapaduglio gerühmten und vom Papst belobten Senators Ludwig Meyer, das in lateinischer Sprache abgefaßt ist, kaum vom Schreiber allein. Vom 13. August 1652 ist es datiert, in Luzern geschrieben, an den Heiligen Vater gerichtet. Mit scharfen Worten die Bestrebungen der Gegen-

partei geißelnd — «tantam animorum dissensionem passim concitabant, ut res denique non solum ad eversionem immunitatis Ecclesiasticae et debiti respectus S. Sedis ac Sanctitatis Vestrae, sed ad publicam seditionem atque sternendam viam novae haeresis spectare videretur» —, betont Ludwig Meyer sein unerschrockenes opfervolles Eintreten für die gute Sache, wie S. Heiligkeit vom früheren Nuntius Girolamo Farnese und seinen Nachfolgern, besonders aber vom jetzigen Nuntius erfahren möge. So bittet denn der Schreiber dieses Briefes, S. Heiligkeit wolle den Sohn, den Sekretär (Scriba) der Schweizergarde, gütigst bedenken, «quo inimici S. Sedis Apostolicae videntes devotos dictae S. Sedis servos gratiose considerari, confundantur, qui propterea me meosque persequuntur cum et sic maiore emphasi iuxta desiderium meum saepememoratae Sedi ac Sanctitati Vestrae fidelitatem et industriam meam etiam deinceps valeam probare.»

Unter dem 3. September 1652 berichtete Nuntius Boccapaduglio, er habe den Auftrag S. Eminenz ausgeführt und den Herrn des Kantons Luzern die Mitteilung von der Huld gemacht, mit der S. Heiligkeit die Stelle des Hauptmanns Seiner Schweizergarde dem Luogotenente Signore Gio. Ridolfo Pfiffer verliehen habe, dies auch im Hinblick auf die Empfehlungen der Luzerner Regierung. Der Nuntius hielt es bei dieser Gelegenheit für angemessen, die Herren aufmerksam zu machen auf die überaus gütige Gesinnung und die spezielle Zuneigung des Papstes zum Kanton Luzern. Sie zeigten sich sehr zufrieden, da sie ja wegen der Dinge, die sie gemacht haben, etwas bange gewesen seien, und gerade diejenigen, die bisher weniger Achtung bezeigt hätten, waren jetzt die, die es umsomehr fühlten, «secondo chi li pareva di vedersi ributtare tutta la colpa sopra di loro». Mit der Erklärung, der Papst habe ihre Empfehlungen in Erwägung genommen, scheine dem Nuntius (Boccapaduglio), sie beschließen die neue Bitte, es möchte auf den Posten des Luogotenente der jetzige Alfiere Franz Pfyffer und auf den Posten des Alfiere der jetzige Sekretär (Schreiber) Plazidus Meyer befördert werden. Der eine wie der andere ist Sohn eines dem Heiligen Stuhl und der Nuntiatur gutgesinnten Vaters. Im besondern was Herrn Ludwig Meyer betreffe, könne er (Boccapaduglio) sagen, er sei der Beste, den er in allen Fällen gefunden habe, «perchè prevale di autorità e di seguito», und wenn er nicht gewesen wäre, hätte man in der Sache der Monache und des Abtes von St. Urban ohne Zweifel eine viel schlechtere Lage gehabt. Darum glaube er, sehr empfehlen zu sollen, ihm bei dieser Gelegenheit den Dank zu bezeigen und ihn

wissen zu lassen, die Beförderung seines Sohnes erfolge auch in dieser Hinsicht. Das werde den Vater noch mehr bestärken und durch sein Beispiel auch die anderen ermuntern.

« Lucerna all'Innocentio X. », überschrieb sich der Dankbrief des Schultheißen und des Rates von Luzern, der am 3. September 1652 gefertigt wurde. Er sprach den warmen Dank und die große Befriedigung aus über die Ernennung des Gardeleutnants Johann Rudolf Pfyffer zum Hauptmann der Schweizergarde und legte die Bitte vor, S. Heiligkeit möchte den Alfiere Franz Pfyffer, Sohn des Vize-Schultheißen Christoph Pfyffer, zum Tenente und den Segretario Placido Meyer, Sohn des Cavaliere S. Heiligkeit und « nostro diletto Consigliere » Ludwig Meyer, zum Alfiere befördern.

Am 3. September ging noch ein anderes Dankschreiben nach Rom ab. Propst Jodok Knab von Luzern, der unter dem 18. Juni 1652 für seine Erhebung zum Bischof von Lausanne seinen Dank ausgesprochen hatte, war mit neuem Vertrauensbeweis ausgezeichnet worden: Er war zum päpstlichen Internuntius in Luzern bestimmt und mit der « amministrazione di negotii di questa Nunziatura sin all'arrivo del nuovo Nunzio » betraut worden. Hiefür dankte er dem Kardinal-Nepoten Pamfili mit der Versicherung der Bereitwilligkeit und treuen Hingabe und mit dem Bedauern, es mangle ihm die « abilità ». Nuntius Boccapaduglio weilte noch in Luzern und sandte am 10. September an Kardinal Pamfili seinen letzten Nuntiaturbericht, der aber nichts mehr von den Monache Cisterciensi und vom Abt von St. Urban enthielt.

Francesco Boccapaduglio war von der Luzerner Nuntiatur abberufen und auf die Nuntiatur von Venedig versetzt. Liebenau entnahm einer Mitteilung des Hieronymus Bildstein aus Rom vom 27. Juli 1652, Nuntius Boccapaduglio sei, als auctor « litis ineptae » getadelt worden. Damit wurde von maßgebender Seite der ganze « Handel » als « ungeschickt » bezeichnet.

Abt Edmund Schnyder wurde in Rom frei gesprochen. Von Kardinälen[1], ja, selbst vom Papst in Abschiedsaudienz freundlich

[1] Liebenau spricht mehrmals von Kardinal Farnese. Girolamo Farnese war 1652 Gouverneur von Rom und wurde erst am 7. April 1657 von Alexander VII. zum Kardinal erhoben. Im Konklave von 1667 war Kardinal Girolamo Farnese Papabile, wurde aber nicht Papst. *Pastor* (a. a. O. 14. Bd., 2. Teil, S. 528 f.) schreibt: « In hohem Ansehen stand Farnese, der alle seine Ämter mit größtem Beifall verwaltet hatte, indes meinte man, daß die Fürsten einen Papst von solcher Geschäftsgewandtheit nicht gerne sehen würden. »

empfangen, konnte er Ende August 1652 die Heimreise antreten. Gerade als er den Heimatboden wieder betrat, verließ Nuntius Boccapaduglio die Schweiz. Seine Versetzung auf den Posten in Venedig kann nicht als Herabsetzung bezeichnet werden [1]; sie ist ein Diplomatenwechsel, der notwendig geworden war.

Liebenau [2] erzählt uns manche Begebenheiten, die bei der Heimkehr Abt Edmunds und bei der Abreise des Legaten Boccapaduglio vorgefallen sind. Sie beleuchten die beteiligten Personen und die obwaltenden Verhältnisse.

Wir haben aus der Aktenmappe des Nuntius in der Schweiz Francesco Boccapaduglio jene Berichte herausgegriffen, die sich mit der « causa dell'Abbate di S. Urbano e delle Monache Cisterciensi » befassen, das ist mit jenem « negotio », das den Namen des Apostolischen Legaten und päpstlichen Nuntius bei den Schweizern Francesco Boccapaduglio in die Geschichte eingehen ließ mit einem unangenehmen Beigeschmack. Prüfen wir die Quelle und werten wir ihre Bedeutung kurz zusammenfassend!

Nuntiaturberichte sind keine Annalen, keine Chronik, keine Biographie, keine Novellen, auch nicht Briefe privater Natur, sie sind diplomatische Nachrichten und Mitteilungen vom Außenposten an die Zentrale. Wer kennt nicht die « Relazioni » der Venezianischen Botschafter und Gesandten aus aller Welt an die Markus-Republik und wer weiß nicht von ihrer Eigenart und ihrem Reiz und von ihrem großen Wert für die Geschichtswissenschaft! Bei dem Unpersönlichen, das diplomatischen Berichten eigen sein muß, kann ihnen das Persönliche nicht fehlen, das der Diplomat naturnotwendig in sie hineinlegt. Bleiben wir bei unserem Fall: Wie sehr unterscheiden sich Girolamo Farnese und Francesco Boccapaduglio in ihren Berichten an die päpstlichen Staatssekretäre!

Zwei Merkmale sind charakteristisch, ein negatives und ein positives, wenn wir auf die Nuntiaturberichte zurückblicken, die Francesco Boccapaduglio aus der Schweiz in unserer Angelegenheit nach Rom schickte, soweit sie uns in der « Nunziatura Svizzera 39-44 » des Eidgenössischen Bundesarchivs in Bern vorliegen. Das negative: Wir

[1] Auch Boccapaduglios Nachfolger in Luzern, Nuntius Carlo Caraffa, kam von der Schweiz nach Venedig. Der Posten eines Nuntius in der Schweiz galt seit Klemens VIII. als erster, der eines Nuntius in Venedig als zweiter Kategorie. Siehe *Biaudet*, a. a. O. 86 f.

[2] Die Luzernerischen Zisterzienser und die Nuntiatur, S. 246 f.

vermissen in ihnen gar manches, was wir aus anderen Quellen erfahren . . das positive : Wir finden in ihnen so manches, was andere Quellen nicht bieten. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit der Verbindung und des Vergleiches.

Nuntius Boccapaduglio berichtet nicht von seinen Ratgebern und Vertrauensmännern in Luzern, nennt kaum einmal einen Namen, abgesehen von Fleckenstein und Meyer, geht nicht auf Fragen ein, die geradezu grundlegend und richtunggebend waren. Das Bild, das wir aus den Berichten des Nuntius erhalten, ist zu unvollständig, als daß es ein abschließendes Urteil ermöglichte oder erlaubte. Dazu kommt, daß manchem Bericht Auffassungen zugrunde liegen, die durch andere Quellen als fehlerhaft erwiesen werden [1]. Unleugbar zeigt sich, daß Boccapaduglio die Schatten in der Persönlichkeit Abt Edmund Schnyders zu dunkel genommen hat, von seinen Lichtseiten ganz schweigend. So sind denn Lücken offen, die vielen Fragen rufen.

Die positiven Momente sind überwiegend. Aus diesen Berichten erfahren wir zur Sache zahlreiche und wichtige Einzelheiten. Wie wertvoll ist es, zu wissen, daß Girolamo Farnese tatsächlich der eigentliche treibende Faktor im Streit mit Abt Edmund gewesen ist. Es ist nicht zu leugnen, daß Nuntius Boccapaduglio nicht voreilig vorgehen wollte, vorsichtig zuwartete, oft aber von oben gedrängt wurde und rascher eingreifen mußte, als er wünschte. Es war für ihn sicher nicht leicht, sich in eine ganz neue Umwelt hineinzufinden und in ihr sich zu bewegen [2]. Wenn er strauchelte und mit seiner wenig diplomatischen Redewendung : « Bisher seien nur Herren von höhern Qualitäten zu

[1] Es sei hier hingewiesen auf das Beweismaterial, das im Liber Epistolarum geborgen und aus ihm zu heben ist. Benedikt Staub ist ein Gewährsmann, der durchaus verläßlich und ernst zu nehmen ist.

[2] An Stimmen, die den Nuntius ehrfürchtig und eindringlich auf die wirkliche Lage und die obwaltenden Verhältnisse aufmerksam machten, fehlte es nicht. Greifen wir hier nur den Brief heraus, den Fürstabt Pius Reher von St. Gallen am 1. März 1649 an Boccapaduglio schrieb (Liber Epistolarum S. 418) : « . . . Ill^me D^ne, meum non est me ullatenus huic negotio immiscere, quia tamen a cordatis et omnino impartialibus Viris intelligo, in rei veritate maximum esse apud turbatissimas istas animas desperationis periculum, et a parte rei Sedem Apostolicam non esse probe sancteque informatam, hinc ego, sicut pie de summa Ill^mae Dominationis V. humanitate praesumpsi, ipsam hanc meam insinuationem haud aegre laturam, sic perspectae ipsius prudentiae humiliter supplico, dignetur secum considerare, an non istis miseris Virginibus aliquantulum condescendendum, ac interea etiam accuratius nonnihil inquirendum, an omnes hactenus factae informationes aut suppositiones ita sint sacrosanctae, ut nihil de contrario sit admixtum. »

Nuntien ernannt worden, die sich eifrig bemühten, das Wohl des Staates und der katholischen Religion zu fördern. Es bleibe demnach nur noch übrig, daß man Bauern als Nuntien in die Schweiz sende » ausglitt, so ist dies wohl bedauerlich [1]. Stürmer war, dies beweisen seine Berichte, Nuntius Boccapaduglio nicht.

Abt Edmund Schnyder hat den großen Fehler gemacht, die Machtverhältnisse nicht richtig eingeschätzt zu haben. Francesco Boccapaduglio hat als päpstlicher Nuntius und Apostolischer Legat bei den Schweizern einen ähnlichen Fehler begangen, freilich auf ganz anderer Basis und in entgegengesetzter Weise. Beide Männer hatten für den Fehler Lehrgeld zu bezahlen. Sie bezahlten es [2].

Fällt von Innozenz X., dem Papst, der den noch zu wenig erfahrenen Bischof Francesco Boccapaduglio in die Schweiz sandte und ihn aus ihr wieder abrief, nicht ein Schatten auf diesen ? Velasquez hat den zehnten Innozenz, den Pamfili-Papst, « mit vollendeter Realistik » gemalt. Als Innozenz X. das Porträt sah, soll er gesagt haben : « Troppo vero » [3]. Vor wie vielen Epochen und Episoden der Geschichte und des Geschehens stehen wir — und sagen : « Troppo vero ! »

[1] *Liebenau* (a. a. O. 209) sagt, Boccapaduglio habe, den Papst vom unerwarteten Vorfall des 23. Juli 1650 in Kenntnis setzend, den Abt von St. Urban als dessen Urheber bezeichnet. Ist dem wirklich so, dann liegt der Beweis vor, daß der Nuntius psychologisch falsch lokalisierte.

[2] St. Urban ließ sich die Rettung seines Abtes und seiner Gerechtigkeiten ein großes Geld kosten. Abt Edmund erbrachte vollauf den Beweis, daß er ein guter Ordensmann war, auch in seinem Leben und Wirken bis zu seinem Tod (1677). Francesco Boccapaduglio verblieb als Nuntius in Venedig bis zum Jahr 1654 und starb in Rom am 23. November 1680. Es ist unerklärlich, wie *Liebenau* (a. a. O. 246, Anm. 2) schreiben konnte, Boccapaduglio habe in Rom « noch 1717 verschiedene Ämter bekleidet ». Kardinal ist Boccapaduglio nicht geworden. Rathausen und Eschenbach wurden 1652 dem Orden und der Vaterabtei St. Urban nicht zurückgegeben. Erst dem überaus tüchtigen Schultheiß Johann Rudolf Dürler gelang es 1694, eine teilweise Restitution für St. Urban, Rathausen und Eschenbach zu erringen.

[3] *Pastor*, a. a. O. 26.

REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Oskar Farner : Huldrych Zwingli. Seine Jugend, Schulzeit und Studentenjahre 1484-1506. Zürich, Zwingli-Verlag, 1943. IV-340 SS. Mit Illustr. sowie einer Flurkarte. Geb. Fr. 9.50.

Das vorliegende Lebensbild reicht bis zur Pfarramtszeit Zwinglis in Glarus, also bis 1506, da der zweiundzwanzigjährige Toggenburger Neupriester in die praktische Seelsorge übertrat. Farners Buch liest man mit gemischten Gefühlen. Er tut sich viel darauf zu, daß frühere Biographen diesen Lebensabschnitt auf nur 15-26 Seiten behandelten, während er uns ein eigentliches Buch vorlegt. Nun darf Farner die Anerkennung, manche treffliche Beobachtungen gemacht und dadurch nützliche Einsichten gewonnen zu haben, gewiß nicht versagt werden. Ja, wir geben ihm auch darin Recht, daß er dem psychologischen Element mehr Rechnung trägt und etwa auch lokale Tradition berücksichtigt. Doch halten wir dafür, daß Farner die von ihm beschrittene Methode reichlich überspitzt und die Grenzen der Erkenntnismöglichkeiten häufig verkennt. Freilich ist anzunehmen, daß sich in den späteren Schriften Zwinglis manche Anklänge an Jugendeindrücke, vielleicht auch unmittelbare Jugenderinnerungen finden (so etwa S. 153 f.). Allein trotz dieser Voraussetzung darf die Möglichkeit späterer Beobachtungen und Entwicklung nicht ausgeschlossen werden (vgl. S. 89 ff., 115 ff., bes. 138 ff.). Manches kann auch als allgemeines Gedanken- und Sprachgut angesprochen werden, so etwa Äußerungen über die Kindesliebe und anderes (s. S. 52 f., 121). Endlich liebt es Farner, Quellenzeugnisse anzuführen, deren Zuverlässigkeit ihm fast von vornherein zweifelhaft ist. Trotzdem wird ihr Bericht in die Darstellung hineinverwoben, bis der Leser plötzlich erfährt, daß die Nachricht gar nicht zutreffen kann, weil sie entweder widerspruchsvoll ist oder gar die Fehler offen zu Tage liegen (vgl. S. 63 ff., 82 f. und S. 192 f.). So bleibt der Leser, selbst wenn Farner vorsichtig genug ist, den unbewiesenen Charakter der Aussagen anzudeuten, doch in einer verwirrenden Fülle von Möglichkeiten stecken, weil sie zu sehr angehäuft und oft bis ins einzelne erörtert werden. Das Buch bietet daher sehr viel *Vermutetes* und *Mögliches* und viel weniger *Tatsächliches*. Der Fluß und die Klarheit der Darstellung, die gerade zufolge dieser Methode streckenweise ermüdend wirkt, werden stark beeinträchtigt. Was Farner durch Zitate von Stellen aus Zwinglis Schriften an Anschaulichkeit gewinnen will, geht ihm auf diese Weise zu einem guten Teil verloren.

Diese Bemerkungen gelten in erhöhtem Maße vom ersten Teil des Buches, in welchem Farner oft weitausgreifend von der Heimat (Tal und Dorf), dem Zwinglihaus, dessen Lage nicht eindeutig sicher ist, dann von den

Geschlechtern von Wildhaus, der Sippe und der Familie des Reformators spricht. Einiges ist gut beobachtet (S. 52), anderes wenig überzeugend. Gelegentliche spätere Aussagen werden in der Deutung zu stark gepreßt (44 f.). Von unsicheren Voraussetzungen ausgehend sucht Farner trotzdem zu weiteren Schlußfolgerungen zu gelangen (49 f. betr. Bartholomäus Zwingli). Unsicher scheint mir Farners Beurteilung der Vermögensverhältnisse der Familie Zwinglis (50). Ausführlicher bespricht Farner die Frage der Geburtsdaten. Beachtenswert ist dabei die Unzuverlässigkeit von Myconius (69), dessen historische Schriften leider zu wenig untersucht sind. Farner steht ihm nicht immer unkritisch gegenüber (206), aber er mißt ihm doch unseres Erachtens zu viel Gewicht bei (Anm. zu S. 242). Manche Abschnitte können nicht allein auf den jungen Zwingli bezogen werden, sondern auf Zwingli überhaupt. Das gilt etwa von der anziehenden Charakteristik der Muttersprache (96 ff.) oder von Zwinglis Anschauung von den Tieren und der Pflanzenwelt (107 ff.).

Besser erscheint uns als Ganzes der zweite Teil, der mit der eigentlichen Biographie zusammenhängt (152 ff.), obgleich auch hier Farner noch öfters seine große Vorliebe für Vermutungen aller Art kundgibt (155, 171, 174 f., 179). Mit viel Aufwand behandelt Farner die Frage der Exklusion Zwinglis in Wien (184 ff.). Es überrascht uns nicht, daß er hier die Tendenz verfolgt, die Authentizität der Streichung anzuzweifeln und ihre Motivierung so zu gestalten, daß sie schließlich Zwingli nur zur Ehre gereichen kann (191). Nun braucht man diesem Vorkommnis sicher nicht jene Bedeutung beizumessen, wie es ehedem geschah. Ebenso wird man betonen müssen, daß eine eindeutige und absolut stringente Erklärung kaum gegeben werden kann. Und aus diesem Grunde weisen wir gerade auch den Versuch zurück, das Motiv des Ausschlusses auf politischem Gebiet zu suchen. Der Besuch der Wiener Universität durch Bündner ist gerade in jener Zeit nie unterbrochen worden, obgleich Graubünden im Schwabenkrieg mindestens so belastet erschien wie jeder eidgenössische Stand. Patriotismus spielt hier gewiß nicht herein. Endlich, so möchten wir gleich hinzufügen, zog ja Zwingli wieder nach Wien, und er wurde wieder inskribiert, trotz der voraufgegangenen Exklusion, was immerhin auch unserer Meinung nach beweisen dürfte, daß dem Vorgang nicht so großes Gewicht beigemessen wurde. Deswegen allein messen wir allerdings Zwinglis späterem Zeugnis nicht jene Glaubwürdigkeit zu, wie es Farner tut (187), der die Folgerungen überspitzt.

Was Farner noch über den Studiengang Zwinglis schreibt, ist im übrigen durchaus der Beachtung wert (bes. 205 ff.). Allerdings läßt sich ja das Theologiestudium nicht allein aus den Matrikeleinträgen ablesen, noch bleibt es überhaupt auf den Rahmen der Universitätsstudien beschränkt. Vieles blieb der persönlichen Initiative überlassen. Es darf daher auch nicht die stille Voraussetzung gemacht werden, als ob Zwingli an der Universität unbedingt hätte Theologie studieren müssen. Deswegen mutet uns die Fragestellung Farners: Der Abbruch des Studiums (242 ff.) ganz fremd an, wenn wir an den Studiengang der Geistlichen in jener Zeit denken. Man erkennt daran bloß, wie der ursprüngliche

Lebensgang stets unter dem Blickpunkt der späteren Entwicklung betrachtet wird, statt ihn in den Rahmen der Zeit selbst zu stellen.

Fügen wir noch einige besondere kritische Bemerkungen hinzu. Daß die Aussage Bullingers über die Rede des Chorh. Schönbrunners anläßlich des Todes Zwinglis (vgl. S. 138, 151) wirklich authentisch ist, wagen wir zu bezweifeln. Wir halten dafür, daß Farner besonders im Abschnitt über den kleinen Eidgenossen (138 ff.) manche Stellen in Zwinglis Schriften aus ihrem Zusammenhang reißt und unerlaubte Rückschlüsse zieht, insofern als Zwingli gerade in seiner Auseinandersetzung mit den Hauptgegnern Eck und Fabri seine gut eidgenössische Gesinnung heraushebt — aus polemischen Gründen, wie man leicht begreift. Der Ablaßprediger heißt unseres Wissens Sanson, nicht Samson (167). Unschön und mißverständlich ist das Wort Unterrichter für Lehrer (ebda.). Zu wünschen wäre es gewesen, wenn Farner sich darüber etwas umgesehen hätte, in welchem Alter Novizenaufnahmen beim Predigerorden üblicherweise stattfanden (S. 172), da die Chronisten behaupten, Zwingli sei « ad annum probationis » ins Kloster gelockt worden, was übrigens nicht heißen will, daß er ein ganzes Jahr im Kloster geweilt hätte (172 f.).

Bartholomäus Zwingli wurde 1482 nach Wildhaus gewählt. Die Pfründe war damals ein beneficium incuratum, d. h. sie war mit allen Seelsorgerechten ausgestattet und die Annahme, Zwingli hätte daher in Gams, der ursprünglichen Pfarrkirche, getauft werden müssen, trifft keineswegs zu (127 f.). Seltsam mutet es an, wie Farner die Tatsache, daß Zwingli seine erste Predigt in Rapperswil hielt, zu erklären sucht, nämlich eine Glarner Abordnung hätte so Gelegenheit gehabt, den Pfarramtskandidaten in der Nähe zu hören (244 : « Ein anderer Grund ... wäre nicht leicht auszudenken. »). Nun können wir zufällig verraten, daß Zwingli in Rapperswil einen Vetter besaß, der Geistlicher war, namens Hilarius Korner. Es wird nämlich in der uns zur Verfügung stehenden Quelle gesagt, Dekan Barth. Zwingli hätte zwei Neffen, Ulrich Zwingli in Glarus und Hil. Korner in Rapperswil. Mehr verlautet er über diesen Geistlichen allerdings nicht. Diese Angabe könnte immerhin zu neuen Feststellungen über die Verwandtschaft Zwinglis führen.

Farner gibt im Anhang den Abdruck des Zinsbuches der Pfrund Wildhaus von 1534 sowie die Liste der in Basel vom Sommersemester 1500 bis Sommersemester 1506 immatrikulierten Studenten. Leider übergeht er aber unsere eigene Arbeit : Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur, Jahresber. der hist.-ant. Gesellsch. Graubündens 1932, sowie jene P. Staerkles, Beiträge zur spätmittelalterlichen Bildungsgeschichte St. Gallens. Mitteilungen z. vaterl. Gesch. St. Gallens 1939, wo bereits die Namen der aus dem Bistum Chur und dem st. gallischen Gebiet stammenden Studenten veröffentlicht wurden, mit teilweise eingehenden Nachweisen zu ihrer Lebensgeschichte. So sind denn auch Staerkles Mitteilungen über Zwingli (S. 241, Nr. 443) unberücksichtigt geblieben, wie auch einzelne von uns beigebrachte Nachrichten über Gregor Bünzli und Joh. Forer, von anderem abgesehen (so z. B. zur Schule von Weesen = Staerkle 71, zu Gregor Heer = S. 249, Nr. 479). Übrigens

sei zum Konkurrenten Zwinglis, dem Feldkircher Laurenz Mär (146) für den Zusammenhang auch verwiesen auf diese Zeitschrift 1932, 121 ; 1936, 44 ff. Es ist bedauerlich, daß sich Farner so manches entgehen ließ.

Den Hauptwert dieser Biographie verdankt ihr Verfasser seiner eingehenden Kenntnis der Schriften Zwinglis, die Hauptschwäche erblicken wir im Bestreben Farners mehr erklären zu wollen, als was erklärt werden kann und darf.

Oskar Vasella.

Eugen Gruber : Geschichte des Klosters Magdenau. Theodosius-Buchdruckerei Ingenbohl, 1944, VIII + 540 SS.

Auf dem Brül nahe der Stadt St. Gallen fanden sich im ersten Drittel des 13. Jahrhunderts fromme Frauen zu einer Beginenvereinigung zusammen. Aus dieser ging bald darauf das Kloster Magdenau hervor, dessen Niederlassung am 3. April 1244 in der Münsterkirche zu St. Gallen gutgeheißen ward. In der waldumrauschten Stille suchten dann gottbegeisterte Frauen nach der Regel des hl. Benedikt und den Bräuchen von Zisterz ihr Lebensideal zu verwirklichen. Wie sich in jener Gemeinschaft im Wandel der Jahrhunderte das Leben nach innen und außen abspielte, zeigt Dr. E. Gruber in der « Geschichte des Klosters Magdenau ». In seiner bescheidenen Art nennt er sie einen Versuch (S. VII). Wer jedoch den ansehnlichen Band mit der eigentlichen Schilderung (bis S. 418) aufmerksam durchgelesen und die statistischen Beigaben (bis S. 525) nebst dem Register (bis S. 540) wenigstens überflogen hat, der kann dem Verfasser nur Bewunderung zollen für die Fülle des gebotenen Stoffes, den er einem gut erhaltenen und gut geordneten Klosterarchiv verdankt und den er sich durch Benützung des St. Galler Stiftsarchivs, der Staatsarchive Aarau und Frauenfeld und durch reichliche Beiziehung des einschlägigen Schrifttums erwarb.

In keiner ähnlich gearteten Darstellung wird der Sinn einer Klostergeschichte so klar erfaßt wie hier. Ein Kloster ist wie jeder lebende Organismus aus Leib und Seele bestehend. Der Leib ist die äußere Tätigkeit, vorab der Wirtschaftsbetrieb, und die Seele ist die übernatürliche Zweckbestimmung, bei einem Kloster, das sich nach der Regel des hl. Benedikt richtet, das feierliche Gotteslob. So hat der Verfasser ganz mit Recht aus der Gründungsurkunde den eigentlichen Stiftungszweck des Klosters Magdenau scharf herausgehoben : « Ut divini scilicet cultus nominis augeatur. » — « Damit nämlich das Gotteslob gefördert werde. » Dr. Gruber versteht es meisterhaft scheinbar unbedeutende Einzelheiten aus den Urkunden zu lesen und sie für die Gesamtdarstellung auszuwerten. Und das tritt aus dieser immer wieder hervor, wie die Äbtissinnen und Vateräbte bei all ihrer Sorge um das zeitliche Wohlergehen der Gemeinschaft ihre besondere Aufmerksamkeit auf die Hauptaufgabe des Klosters lenkten, das feierliche Lob Gottes, getreu St. Benedikts Mahnung : « Nihil operi Dei praeponatur » (K. 43).

Daß die Quellen über das innere Leben nicht gerade reichlich fließen, wird wohl niemand mehr bedauert haben als der Verfasser selbst. Rich-

tigerweise hat er Ersatz gesucht in den Quellen und im Schrifttum über den Orden im allgemeinen. Gewiß mußte er auch feststellen, daß man über das Leben in den Frauenklöstern im besondern nicht viel erfährt. Einzeldarstellungen anderer zisterziensischer Frauenklöster sind da oft gute Helfer. Leider hat sie Dr. Gruber nur im Kapitel Die Reform anderer Klöster » herangezogen, wo er sie unmittelbar benötigte. Und recht ausgiebige Hilfe wäre zu finden gewesen in der ältesten für die Nonnen unsres Ordens eigens verfertigten Übersetzung der « Consuetudines » ins Altfranzösische. Ph. Guignard hat sie veröffentlicht im Anhang seiner wertvollen Arbeit « Les monuments primitifs de la règle cistercienne », Dijon 1878, wobei bemerkt sei, daß von hier aus die unglückliche Wortform « la règle cistercienne » im französischen Schrifttum über unsern Orden in Umlauf kam und leider auch von Dr. Gruber ins Deutsche übernommen wurde. Mit einem kurzen Hinweis, daß eine kleine Mönchsschar unter Anführung des hl. Robert von Molesme nach Cîteaux zog, um dort die *Regel* des hl. *Benedikt* genauestens beobachten zu können, daß der hl. Alberich dies Unternehmen durch eigene Satzungen — « Instituta monachorum Cisterciensium de Molismo venientium » — zu sichern suchte, daß sodann der hl. Stephan Harding das begonnene Werk durch die « Carta Caritatis » festigte, wobei er unter Wahrung einer entsprechenden Selbständigkeit des Einzelklosters die Einheit und Einförmigkeit aller Klöster mit Cîteaux zum Gesetz erheben ließ, hätte der Verfasser « den Sinn der Zisterzienserbewegung » (s. Schweiz. Kirchenzeitung 112. Jg. (1944), Nr. 14, S. 158) klar machen können. Doch sei betont, daß die Arbeit der Eigenart eines Zisterzienser-Frauenklosters gerecht wird. Das entsprechende Hervorheben des Einflusses, den die jeweiligen Vateräbte ausübten, beweist dies. In keiner der vielen mir bekannten Geschichtsdarstellungen über ein Frauenkloster unsres Ordens tritt dies so gut hervor wie in der « Geschichte des Klosters Magdenau ».

Wie die Zeitverhältnisse auf das klösterliche Leben einwirkten und wie das Kloster seine Umgebung beeinflußte, die Verbundenheit mit der Scholle und die Beziehungen zu Adel und Volk und überhaupt die bedeutenden Geschehnisse des St. Gallerlandes und des Toggenburg im besondern sind sehr gut dargestellt. Mustergültig finde ich die Auswertung des « Totenbuches », während das Kapitel « Bistum und Klöster » (S. 33 ff.) durch Benützung der « Regesta Episcoporum Constantiensium » hätte gewinnen können.

Die in den Klostergeschichten meist langweilig geschilderten Wirtschafts- und Rechtsverhältnisse sind hier sogar recht interessant behandelt, weil eben der Verfasser mit der Wirtschafts- und Rechtsgeschichte wohl vertraut ist.

Trotz Vielfalt und Fülle hat ihm die Beherrschung des Stoffes die Möglichkeit gegeben, diesen klar zu übersehen, ihn in kurz und bündig geformte Kapitel zu fassen. So wurde gute Lesbarkeit der langen Darstellung erreicht. Auch mißliche Verhältnisse sind bei aller Offenheit vornehm und taktvoll behandelt. Die peinlich genauen Quellen- und Schrifttumshinweise verraten den zünftigen Historiker.

Ohne Zweifel ist die « Geschichte des Klosters Magdenau » ein sehr beachtenswerter Beitrag zur st. gallischen Kirchen- wie Profangeschichte. Wer immer sich mit einer Kloster- oder Pfarreigeschichte befaßt, wird Dr. Grubers Arbeit nicht nur anregend, sondern methodisch wie sachlich sehr lehrreich und somit nutzbringend finden. Und auch der überkritische Ordensgeschichtler wird der « Geschichte des Klosters Magdenau » unter den Darstellungen der Zisterzienser-Frauenklöster den ersten Platz zuweisen.

Das Buch empfiehlt sich auch durch das gefällige Äußere : den vornehmen Einband, die schöne und passende Bebilderung und die gut erklärenden Kartenskizzen.

Der Verfasser darf sich freuen, etwas sehr Gediegenes geboten zu haben, und das Kloster Magdenau darf sich einer würdigen Jubiläumsgabe rühmen.

Altenryf (Hauterive). P. *Kolumban Spahr,* S. O. Cist.

P. Ansgar Müller O. S. B.: Die Herkunft des Salve Regina. — Le P. A. Müller de Disentis a publié en tiré à part la petite étude qu'il a consacrée, dans « Maria Einsiedeln » (N°s 1 et 2, 1943/44), à l'origine du Salve Regina. Insistant sur le style de cette prose et notamment sur son caractère rimé, il estime qu'elle ne peut se placer qu'entre 950 et 1100, et comme elle était déjà très répandue au XIe siècle, il semble qu'il faille exclure, comme auteurs, non seulement saint Bernard, mais aussi Adhémar, évêque du Puy, mort en 1098. Le P. Müller incline fortement à attribuer dès lors la paternité du Salve au seul qui entre encore en ligne de compte : Pierre Mezonza, évêque de Compostelle, qui vécut dans la 2e moitié du Xe siècle, et que déjà Guillaume Durand désigne comme l'auteur de notre pièce.

Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour exclure Hermann Contract de Reichenau (alors même que ce ne serait pas seulement vers 1500, mais déjà au XIIIe siècle qu'on lui aurait attribué le Salve Regina). Notons par contre que nombre d'historiens : le P. Thurston Vacandard, le P. Gabriel Meier, se sont néanmoins prononcés plutôt pour Aymar, que le P. Müller croit devoir écarter, ou tout au moins en faveur de l'Eglise de Puy-en-Velay, dont il fut l'évêque, et qui semble avoir été l'une des premières à chanter le Salve Regina.

L. W.

NEKROLOG

† Ferdinand Güterbock

In Engelberg starb am 15. April 1944 unerwartet rasch Prof. Dr. Ferdinand Güterbock. Seit manchen Jahren lebte er in stiller Zurückgezogenheit in Weggis, wo er schon lange ein eigenes Heim besaß. Er hatte zufolge der Irrungen der Zeit früh von Berlin Abschied genommen, obgleich er hier ein bedeutendes wissenschaftliches Ansehen genoß und viele Freunde zählte, die ihm bis zuletzt in Stille die Treue hielten. Wer Prof. Güterbock auch nur flüchtig kannte, fühlte sehr bald, daß er einem gütigen, edlen und liebenswürdigen Menschen gegenübertrat. Deswegen blieb ihm über alle politischen Schranken hinweg die Freundschaft manches bedeutenden deutschen Gelehrten erhalten, deswegen rissen die Beziehungen mit dem einstigen Wirkungskreis auch nie ganz ab. Prof. Güterbock war vor allem bekannt durch seine Forschungen zur mittelalterlichen lombardischen Geschichte. Insbesondere beschäftigte ihn dabei die Zeit Friedrich Barbarossas. Seit er sich dauernd in Weggis niedergelassen hatte — er konnte sich schließlich als Schweizer einbürgern, worüber er sich herzlich freute — und weitere Reisen ihm nicht mehr möglich wurden, wandte er sich mehr und mehr auch Problemen der schweizergeschichtlichen Forschung zu. Bekannt wurde vor allem seine Studie über die Erschließung des Gotthards, in der er im wesentlichen gegen neuere Ansichten die alte Auffassung Schultes verfocht. In der letzten Zeit beschäftigte ihn die kritische Untersuchung der frühesten Engelberger Urkunden, und er stand im Begriff, wie er noch unlängst schrieb, die ausgedehnten Forschungen abzuschließen. Mit innerer Genugtuung berichtete er gerade von diesen Publikationsplänen. Er hatte zu den Anschauungen von Tr. Schieß sich schon vor zwei Jahren geäußert, teils billigend, teils kritisch. Da seine gesundheitlichen Verhältnisse erschüttert waren, war es für ihn eine tröstliche Genugtuung, diesen Studien obliegen zu können, und er lebte der vollen Hoffnung, bei einiger Schonung seiner Kräfte noch länger seiner Wissenschaft sich hingeben zu können. Nun ist er doch mitten in seiner Arbeit von uns gegangen. Wir werden sein Bild noch lange in unserer Erinnerung bewahren als das Beispiel eines uneigennützigen, hingebungsvollen Freundes der historischen Forschung und noch mehr als eines Menschen von einer edlen Gesinnung und anziehenden Herzensgüte.

Oskar Vasella.

Humanismus - Reformation - Barock in Sempach

Von Gottfried BOESCH

Sempach, die kleine Stadt am See, erlebte seine politische Blütezeit gegen Ende des 14. Jahrhunderts. Das Bestreben, sich von Österreich loszulösen, ward am Dreikönigstag 1386 durch das Burgrecht mit Luzern gekrönt. Diese politische Kampfzeit vor 1386, die sich in zäh geführten Fehden gegen Rothenburg, als Sitz der habsburgischen Verwaltung und besonders gegen die treuösterreichisch gesinnte Stadt Sursee richtete, hatte eigentlich die politischen Kräfte der kleinen Stadt erschöpft, sodaß sie mehr und mehr ihre einst autonome Stellung, die sie im Rahmen der habsburgischen Territorialpolitik eingenommen hatte, verlor [1]. Die kirchlichen Zustände dieser Frühzeit sind nur undeutlich festzustellen, wenigstens nach der personellen Seite. Doch kann die Liste der Leutpriester und Frühmesser, die Bölsterli aufstellte, wesentlich ergänzt werden, obgleich der biographischen Angaben am Anfange nicht allzu viele sind [2].

Wo es mir gegeben schien, verschmolz ich die bereits bekannten Tatsachen, die Bölsterli anführt mit den neu hinzugewonnenen, die ihrerseits aber keineswegs biographische Vollständigkeit beanspruchen möchten, vielmehr sind sie nach den geistesgeschichtlichen Blickpunkten ausgerichtet — Humanismus — Reformation — Barock — die hier behandelt werden. Im allgemeinen wurden die Angaben Bölsterlis nicht wiederholt, manchmal korrigiert ; immer aber wollte ich das Augenmerk auf jene biographischen Fragmente richten, die symptomatisch sind für eine der genannten geistigen Strömungen. Gleichzeitig versucht diese Studie auf lokal eng begrenztem Raume

[1] Diese Arbeit widme ich den beiden geistlichen Herren in Sempach, die meine Forschungen freundlichst unterstützten und Herrn Major Hans Helfenstein in Sempach. Vgl. demnächst meine Freiburger Dissertation : Sempach im Mittelalter. Eine rechts- und wirtschaftsgeschichtliche Untersuchung zur Stadtgründung und Stadtverfassung.

[2] *Bölsterli*, Geschichtl. Darstellung der Pfarrei Sempach, in : Gfr. Bd. 14 u. 15.

die Ausströmungen des Zeitgeistes auf die führende geistige Oberschicht darzustellen. Psychologisch und historisch interessant scheint mir die Reaktion des Volkes gegen gewisse Mißstände, in diesem Sinne dürfte die Arbeit einen bescheidenen Beitrag darstellen zu einer Geschichte der Reformation im Luzernbiet.

Dem politischen Aufschwung der V Orte entsprach eine ebenso große geistige Blüte. Der Besuch der ausländischen Universitäten wurde geradezu Mode. In Freiburg i. Br. studierten allein im 15. Jahrhundert gegen 20 Studenten [1]; darunter finden wir aber nicht nur junge Männer aus vermöglichen Kreisen, sondern die Matrikeln erwähnen ausdrücklich mehrfach arme Studenten, die vermutlich das Studiengeld nicht aufbrachten. Noch größer wurde der Universitätsbesuch seit der Gründung der Hochschule in Basel, die mehr und mehr die Leuchtkraft Prags überkam, besonders seit den Hussitenkriegen. Basel wurde eigentlicher Sitz des Humanismus am Oberrhein. Auch einige bedeutende Luzerner, die später in ihrer engern und weitern Heimat eine Rolle spielen sollten, studierten auf der Hochschule in Basel. Merkwürdigerweise ist hier besonders die luzernische Landschaft sehr gut vertreten. Allein aus der kleinen Stadt Sursee enthalten die Matrikeln Basels 10 Studenten, zum Beispiel Johannes Scherlibach de Sursee, pauper »[2], oder 1461 « Jacobus Bürlin de Lutren, nihil (dedit) quia pauper »; weiter seien erwähnt der bekannte, eifrige « Georg Dörflinger de Berona » 1484, Hans Asper von Sursee, Ulricus Feyl de Rusweiler, Johannes Zimmermann, genannt Xylotectus, 1507 [3], Jost Kilchmeier, 1509 und Werner Hirzhorn, alias Koent de Rusweiler.

Doch darf dieses rege geistige Leben an den Hochschulen nicht mißdeutet werden. Wir wissen seit Vasella [4], daß Hochschulstudium der Kleriker nicht unbedingt mit Theologiestudium identisch sein muß. Vielmehr weisen die Matrikeleinträge klar darauf hin, daß zumeist die Artistenfakultät gewählt wurde. Umgekehrt kann auch nicht behauptet werden, wie dies noch immer geschieht, daß gerade die

[1] *Josef Hürbin*, Zur geistigen Entwicklung der V Orte im 15. Jahrhundert, in: Kath. Schw. Blätter 1898, S. 451-469 (zit. KSB).

[2] Ebendort S. 457 ff.

[3] Vgl. die kleine Studie, die Willy Brändly in die von mir redigierte Festzeitung zur Schlachtjahrzeit 1944 schrieb.

[4] *O. Vasella*, Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur, Freiburger Habilitationsschrift; vgl. auch *Paul Staerkle*, Beiträge zur spätmittelalterlichen Bildungsgeschichte St. Gallens, Mitteilungen des Hist. Vereins St. Gallen, Bd. 40 (1939) (zit. MHVG).

gelehrtesten Priester zur Reformation übertraten [1]. Ebensowenig darf von den spärlichen Eintragungen in den Registern auf eine mangelhafte theologische Ausbildung geschlossen werden. Vasella wies daraufhin, daß das Theologiestudium nicht allein an der Hochschule zu holen war, daß demgemäß die Matrikeln keinen genauen Maßstab darstellen können. Privates Theologiestudium war erforderlich und weitgehend nötig [2].

Die Kirche versuchte mit tauglichen Mitteln die jungen Kleriker zum Studium anzuspornen, indem sie den Studenten den Bezug des Pfründeneinkommens bereits zur Studienzeit gestattete und umgekehrt « das Hochschulstudium zu einem Mittel für leichtere Erwerbung von Benefizien und Ämtern » machte [3]. Für sehr viele kirchliche Ämter war die Erlangung eines akademischen Grades geradezu erfordert ; doch drang die Bestrebung, die Priesterweihe von einem Hochschulexamen abhängig zu machen, nicht durch [4].

Auch aus dem Gebiete Sempachs sind uns Kleriker mit Hochschulbildung nachgewiesen. Heinrich Schlosser steht in den Heidelberger Matrikeln, 1459, « Henricus Sartoris de Sembach dyoc(esis) Constant(iensis) » [5]. Auch dieser Geistliche stieg, dank seiner Bildung, zu Amt und Würde auf. Von der Kaplanei in Hochdorf [6] wurde er als Leutpriester nach Beromünster berufen und später zum Dekan des Kapitels Hochdorf [7]. Etwas früher treffen wir einen Surseer-Kleriker an der Kurie in Rom ; es ist Magister Heinrich von Sursee, Doktor der Rechte [8].

Verschiedene Synoden [9] und Verordnungen suchten die Schäden

[1] *Vasella*, Untersuchungen, S. 95 u. S. 113 ; vgl. auch *Alois Rey*, Geschichte des Protestantismus in Arth bis zum Prozeß von 1655, in Mittl. d. Hist. Vereins des Kantons Schwyz, Heft 44 (1944), S. 19, im Beispiel des Pfarrers Trachsel, der ohne theologisches Rüstzeug war.

[2] Vgl. die Rezension *O. Vasellas* über Oskar Farner, Huldrych Zwingli, Zürich 1943, in dieser Zeitschrift 1944, Heft 2, S. 155 ; vgl. ferner *Ernst Schmid*, Zwingli in Glarus, in : Neue Zürcher Zeitung vom 17. Aug. 1944, Nr. 1389.

[3] *Staerkle*, Beiträge, S. 84.

[4] *Vasella*, Untersuchungen, S. 103.

[5] *G. Toepke*, Die Matrikel der Universität Heidelberg von 1386-1668, Heidelberg 1884, 1. Bd. S. 297.

[6] *K. A. Kopp*, Zur Geisteskultur des Stiftes Beromünster, Luzern 1916, S. 14.

[7] *M. Estermann*, Geschichte des Ruralkapitels Hochdorf, S. 62.

[8] Erzbischöfl. Archiv Freiburg i. Br., Cod. 125, fol. 138r : « Magister Hainricus de Sursee, decretorum doctor in curia Romana morans, 10. Nov. 1431. » Die Angaben aus den Verwaltungsbüchern der alten Diözese Konstanz, die jetzt in Freiburg aufbewahrt werden, verdanke ich H. H. Dr. Staerkle, Stiftsarchivar St. Gallen, der mir seine Luzerner Materialien freundlich überließ.

[9] *Th. von Liebenau*, Gedenkblätter zur zweiten Säkularfeier der Kirchweihe in Arth, Zürich 1896, S. 70.

in der Kirche zu heilen. Besonders gut gemeint war die « Abhandlung über die kirchliche Lebensordnung der Geistlichen », die der Vizekanzler der Basler Universität, Peter von Andlau, geschrieben hatte [1]. Diese Schrift arbeitete eindringlich gegen Pfründenhäufung und Konkubinat. Leider wurde dieser Reformversuch bislang viel zuwenig beachtet; er stellt einen der ernstesten Willensäußerungen dar, zu bessern und zu heilen. Das erste Kapitel handelt vom Stand der Geistlichkeit in der Urkirche [2], das dritte von der Nüchternheit, das fünfte von der Fähigkeit des Unterrichtens in der Heiligen Schrift, das neunte von der Keuschheit. Ernste Worte richtete Peter Andlau gegen die Pfründenjäger, die die geistlichen Verrichtungen Kaplänen zugleich « mit der Armut der Apostel » überließen [3].

Alle diese Bestrebungen hatten auch in Sempach ihre besondere Begründung. Von mehreren Leutpriestern und Frühmessern wissen wir, daß sie Konkubinen im Hause hatten. Der sonst eifrige Pfarrer Ulrich hatte eine Tochter, Anastasia, die selbst wieder die Metze des Eschenbacher Leutpriesters Hans Wyg war; dieser Pfarrer war Sohn eines Priesters; merkwürdig ist, daß diese Konkubine selbst Klosterfrau in Neuenkirch ist, also eine Häufung der Verwirrung und Verirrung [4]. Unlautere Beziehungen zu einer Nonne dieses Klosters hatte gleichzeitig sein Kaplan Balthasar Entlin, der der Sohn eines Beromünsterer Chorherren war, wenn wir K. Pfyffer glauben dürfen [5]. Das war 1587, etwas früher, 1571, sprach der Willisauer Pfarrer Hans Guterberg, da man ihm die Konkubinen wegnahm, er wolle nun aus Ärger trinken, bis ihm die Binsen im Leibe wüchsen [6]. Doch stand es noch schlimmer vor der eigentlichen Reformation. Die Sempacher Tatsachen beweisen nur, wie schwer die Mißstände zu beseitigen waren. Doch darf hier das energische Eingreifen der Bischöfe mehr und mehr verbessert haben, was vor der Reformation mit Recht bezweifelt werden kann, wird doch den Bischöfen die Duldung und Absolvierung der Konkubinarier geradezu als Erwerbsquelle vorgeworfen [7].

[1] *Josef Hürbin*, Reformversuche im Bistum Basel in den Jahren 1471-1503, in KSB 1901, S. 279.

[2] Ebendort S. 286. [3] Ebendort S. 281.

[4] *K. Pfyffer*, Geschichte des Kantons Luzern, Bd. 1, S. 228 Anm. 69.

[5] Ebendort S. 228 Anm. 69.

[6] *Th. von Liebenau*, Geschichte der Stadt Willisau, S. 109.

[7] *Justus Hashagen*, Staat und Kirche vor der Reformation, Essen 1931, S. 318; vgl. ferner *Frieda Humbel*, Quellen und Abhandlungen zur Schweiz. Reformationsgesch., Bd. 4 (1912), S. 86 ff.

Auch Pfründenjäger finden wir in Sempach häufig; wohl der bedeutendste ist Hans von Wildberg, dem wir noch begegnen werden. Denunziationen halfen gelegentlich mit, erledigte Pfründen sich zu sichern. Ein Chorherr von Beromünster, der auch Leutpriester zu Basel in St. Martin war und noch eine Menge anderer Pfründen innehatte, wurde von einem Rivalen bei der Kurie der Verletzung des Beichtgeheimnisses angeklagt. Der Denunziant bat den Papst, ihm selbst diese Einkommen zu übertragen, falls der Chorherr entsetzt würde und verlangt bereits gleichzeitig Altersdispens, da er noch zu jung sei [1].

Bedenklich hatte auch die Verweltlichung bei der Sempacher Geistlichkeit überhand genommen; die Pfarrei mußte an Konstanz appellieren, damit ihr Pfarrer überhaupt die Messe las, wie dies bei Leutpriester Wohlgetan geschah [2]. Streit und weltliche Händel ziehen sich wie ein roter Faden durch das 16. und 17. Jahrhundert fort, besonders bei den Frühmessern. Der Leutpriester der Nachbarpfarrei, Herr Heinrich Studer, von Neuenkirch, reiste 1504 mit über 10 Frauen seiner Pfarrei an das Schützenfest nach Zürich [3]; aus dem Kloster Neuenkirch führt der Glückshafenrodel 18 Personen an [4].

Die Konstanzer Diözesanstatuten von 1567 trugen den Versuch einer Reform in sich; doch blieb die Hauptfrage: Bildung des Klerus, besonders in Seminarien ungelöst.

Humanismus — Reformation — Barock. Jeder der drei Begriffe hat einen eigenen Klang; aber einen Dreiklang ergeben sie doch niemals. Für jede der drei Richtungen finden wir in Sempach einen Vertreter. Hans von Wildberg, vielseitig gebildet und reich bepfründet, ist der Vertreter jener lebenslustigen Bildungsschicht, der Studium lediglich der Schlüssel zu Reichtum und Ehre bedeutete. Von einer feinern Geistigkeit zeugt der Bildungseifer Wolfgang Schatzmanns, eines Freundes Vadians, dem die Klassiker lieb und die Humanitas alles war. Seine innere Einstellung zur Reformation gleicht jener des Erasmus aufs Haar. Nur ist Schatzmann weniger zynisch [5] und

[1] *C. Wirz*, Regesten zur Schw. Gesch. aus päpstl. Archiven, Bd. 4, S. 27, vom 27. Aug. 1472.

[2] Gfr. 15, 77.

[3] *F. Hegi*, Der Glückshafenrodel 1504, Zürich 1942, S. 169 f.

[4] Ebendort S. 512: «von Nüwenkilch uß dem closter.» Namentlich angeführt sind die Nonnen Anna Feer aus Rathausen und Anna Zukäs von Neuenkirch, Verwandte von Sempacher Pfarrern.

[5] *Carl J. Burckhardt*, Gestalten und Mächte, Zürich 1941, S. 17.

der Kirche kindlicher ergeben. Zu Unrecht gilt Schatzmanns Pfarrer, Hans Feer, als reformationsfreundlich oder sogar als Reformator [1].

Der Typ des unsteten Barockdichters, der als Künstler Erfolg hatte und als Mensch versagte, wie einstmals Hans Salat, ist Hans Zurflüh, der Sempacher Pfarrer. Ich könnte nun diese drei oder vier überragenden Vertreter einer besondern Geistigkeit für sich betrachten; doch schien es mir ratsamer, diese in die Reihe ihrer Amtsbrüder einzufügen, sie in dieser Umgebung zu betrachten, umsomehr, als diesen großen Vertretern ihrer Zeit kleinere Trabanten zur Seite stehen, ihre überragenden Vorbilder (immer natürlich im bescheidenen Rahmen Sempachs!) nachahmend und nachlebend, freilich ohne ihre Bildung und ohne den eleganten zierlichen Lebensgenuß. Derart wird das Bild farbenreicher und lebendiger. Dazu kommt, daß, wie betont, nicht nur die biographischen Notizen der einzelnen Vertreter um ein vielfaches vermehrt wurden, sondern manche bislang unbekannte Gestalt sich einfügt.

Verzeichnis der Leutpriester:

1234 *Berthold* [2].

1271 * *Rudolf* [3].

1275 * *Plebanus ohne Namen* [4].

1282/03 *Heinrich von Rordorf.*

1311/29 *Konrad.*

1332/38 *Ulrich Mirer.*

1348 *Gerhard von Thun.*

1365/66 * *Burkard Huoter.* Dieser Pfarrer war in Konstanz wegen Wirtshausbesuch, Spielsucht und Waffentragen angeklagt, 1366 absolviert ihn der Abt Johann von Kappel vom

[1] Herr Pfarrer Willy Brändly, Luzern, überließ mir in freundlicher Weise die Druckbogen seiner Arbeit: Sempach und seine Beziehungen zur Reformation im besondern zu Vadian. Die Arbeit wird in der Zwingliana erscheinen. Brändlys Arbeit regte mich an, das bereits gesammelte Material, das bei der Ausarbeitung der Dissertation nicht berücksichtigt werden konnte, gesondert zu verarbeiten. Leider verkennt Brändly die hohe Bedeutung des Pfarrers Feer völlig; er stempelt ihn zum Reformator. Feer war hervorragend kirchentreu. Herr Pfarrer Brändly danke ich für die freundliche Überlassung seines Manuskriptes herzlich.

[2] Vgl. Sempach im Mittelalter.

[3] Die mit * versehenen Namen kennt Bölsterli nicht.

[4] Sempach im Mittelalter.

Kirchenbann, gestützt auf die Vollmachten des Kardinals Wilhelm, ausgestellt zu Avignon am 13. Oktober 1366 [1].

1386/18 *Wilhelm Steinbach.*

1418 * *Albert Karlen* [2].

1421 *Peter.*

1426 *Johannes Scholl.*

1429 *Johannes Wohlgetan.* Er sorgte schlecht für die Pfarrei und war selbst irregulär und deshalb suspendiert. Da er aus diesem Grunde die Pflichtmessen nicht lesen konnte, gelangte die Pfarrei an den Bischof. Der Pfarrer mußte einen Vikar annehmen, ebenfalls sollte er um Absolution nachsuchen, doch scheint er dennoch unmöglich geworden zu sein [3].

1430 *Jakob Egli* erhält vom Stift in Luzern den Heuzehnt zugesprochen, damit er sich ebenfalls, wie sein Vorgänger, einen Vikar halten kann [4].

1443/79 *Hans Wildberg von Baldegg.*

Er ist der überragendste Sempacher Pfarrer des ganzen 15. Jahrhunderts. Er stammt aus edlem Geschlecht ; seine Mutter war eine von Moos. Rings um Baldegg ist seine Familie reich begütert [5]. Sein Bruder Hermann von Wildberg, sowie dessen Gemahlin Idda von Hagnau erscheinen mehrfach in Urkunden der Zeit und vergaben reichlich [6]. Bereits 1431 ist Wildberg Wartner in Beromünster und 1451 Chorherr daselbst und zu Zofingen [7]. Seine politischen Dienste leistete er für Beromünster, besonders für die Inkorporation der Lütishofer Kirchensätze an dieses Stift. Zu diesem Zwecke ging er sogar selbst nach Rom [8]. Er vertrat auch Helias Helie, der als Beromünsterer

[1] Pfarrarchiv Sempach, Urkundenregest aus dem Klosterarchiv Wettingen und STALuz, Fasc. 112.

[2] Erzbischöfl. Archiv Freiburg, Cod. 27, fol. 64r : « In decanatu Surse sive Buttensultz dominus Albertus Karlen capellanus domini abbatis Murbacensis rector sive vicarius perpetuus ecclesiae parochialis Sempach XXX flor. Ren. solvit dando Offenburg, qui me expedivit. »

[3] Regesta Episcoporum Constant. Bd. 3, Nr. 9275 (zit. REC).

[4] Gfr. 27, 116.

[5] Pfarrarchiv Hochdorf, Peter- und Paulspfrundbuch, S. 85. Baldegg besaß die Familie seit 1401, vgl. Gfr. 57, 118.

[6] Jahrzeit im Hof zu Luzern, Gfr. 4, 223.

[7] Gfr. 15, 20.

[8] *J. L. Aebi*, Die Buchdruckerei zu Beromünster im 15. Jahrhundert, Einsiedeln 1870, S. 37.

Chorherr das erste datierte Buch der Schweiz druckte, zu Basel in einem Rechtshandel[1]. Zu diesen Ämtern und Missionen schien er besonders geeignet, weil er sich kaiserlicher Notar schrieb[2]; dazu war er Magister der freien Künste und Doctor der Theologie und der Rechte. Freilich war nicht zu ermitteln, an welcher Hochschule er sich diese akademischen Grade erwarb. Der glückliche Abschluß dieser Missionen brachte ihm besondere wirtschaftliche Vorteile ein; so genoß er in Beromünster die Rechte eines Studenten, der an einer Hochschule studierte; das Einkommen bekam er ohne Residenzpflicht[3], das heißt, er konnte in Zofingen, Sempach oder Beromünster wohnen.

Auch die bischöfliche Kurie in Konstanz betreute ihn mit Aufträgen. 1452 übergab ihm der Generalvikar den Auftrag, dem Johann Ygis, sonst Codlitz genannt, Präbendar in Stans, den Reinigungseid abzunehmen, da dieser angeklagt wurde, er habe aus dem Nachlaß des Pfarrers von Schwyz Bücher gestohlen und anvertrautes Geld entfremdet[4]. Damals scheint Wildberg noch als Leutpriester in Sempach gewohnt zu haben, denn die Adresse ist dorthin gerichtet. Viel später noch, 1479, kurz vor seinem Tode reiste Wildberg nochmals nach Konstanz, wozu er das Geleit der eidg. Stände erhielt[5].

Wann er Sempach als Pfarrei bekam, läßt sich nicht genau ermitteln; sicher hat er sie inne seit 1443. Die Kanonikate von Beromünster und Zofingen erhielt er, wie bereits betont wurde, 1451. Die Lütishofer Kaplanei in Großwangen kam 1459 dazu[6]. Doch besaß er diese Pfründe nicht unbestritten, denn am Freitag nach St. Jakob, im Juli 1459, schlichtet der Propst von Zürich den Spahn, den er mit Magister Friedrich und Burkard von Lütishofen hatte[7]. Um 1480 muß er noch eine Pfründe erhalten haben, wohl die Kaplanei Baldegg, denn am 21. Februar desselben Jahres verpflichtet er sich, die Annaten zu bezahlen[8]. Als Kaplan von Baldegg ist er im Jahrzeitbuch

[1] *M. Riedweg*, Geschichte des Kollegiatstiftes Beromünster, S. 489.

[2] 1469 nannte er sich: « Johannes Wildberg, decretorum doctor, Beronensis Zovingensisque ecclesiarum canonicus et pastor in Sempach, publicus auctorite imperialis Notarius », *Aebi*, S. 37.

[3] « Weil der ehrwürdige und vortreffliche Herr, Herr Johannes von Wiltberg ... uns und unserer Kirche so große Wohltaten erwiesen hat » erhält er das Privileg « quo studentes in studiis privilegiatis gaudent », *Riedweg*, S. 18.

[4] REC Bd. 4, Nr. 11562.

[5] Eidg. Abschiede, Bd. 3, S. 22.

[6] REC Bd. 4, Nr. 12238 und *Wirz*, Regesten, Bd. 2, S. 14, Nr. 38.

[7] Pfarrarchiv Sempach, Urkunden-Regest aus StALuz.

[8] *Wirz*, Regesten, Bd. 4, S. 165.

Schwarzenbach nachgewiesen [1]. Um das Einkommen jeder einzelnen Pfrund wußte er sich recht energisch zu wehren, wie eine Urkunde vom Jahre 1443 beweist. Er verlangt vom Stift im Hof, daß es sein Pfarrhaus neu bauen solle, verweigert den Zehnt für sein Pfrundlehen. Offenbar stellte der noble Herr sehr hohe Ansprüche an seine Behausung, denn das Stift antwortete ihm, das Haus sei gut und in Ordnung, aber der Rat gab schließlich doch dem Leutpriester Recht [2].

Diese Geldgeschäftigkeit des Sempacher Leutpriesters wird noch ergänzt durch einige Hinweise auf seine Auffassung von priesterlicher Zucht. 1540 erscheint vor dem Rat in Luzern Hans von Wildberg «der überrütter, burger und erboren zu Sempach» und verlangt, daß man ihn, samt seinem Sohne, Niklaus, in das Luzerner Bürgerbuch einschreibe, was ihm bewilligt wurde [3]. Es kann sich hier keineswegs um den Sempacher Leutpriester handeln, schon das «überrütter» weist diese Annahme zurück, dazu kommt, daß Wildbergs Tod im Jahre 1483 mehrfach gut verbürgt ist. Als Grossohn des Pfarrers ist der eben genannte Niklaus Wildberg als lateinischer Schulmeister der Stadt Luzern im Jahre 1555 nachgewiesen. Seine Besoldungsfrage wird mehrmals vor dem Rate verhandelt [4]. Das Jahr zuvor war Niklaus Wildberg, Sohn des Hans, Wartner in Paris, 1564 in Bern, 1565 Pfarrhelfer in Burgdorf und im gleichen Jahre Pfarrherr in Ursenbach [5]. Niklaus Wildberg trat also zur Reformation über. Doch hatte er auch da «keine erfolgreiche Prädikantenlaufbahn». Zu Ursenbach wurde er 1571 wegen Unzucht entsetzt, ebenfalls in Wimmis 1576, bleibt schließlich von 1578-1581 als Helfer in Brugg, nachdem er es auch in Thun nicht lange aushielt. Von Brugg übernahm er als Provisor Meikirch und starb elendiglich als Pfründer in Thorberg 1583. Er ist unverkennbar der Grossohn des Sempacher Pfarrers, er nennt sich ausdrücklich von Luzern [6]. Es kann sich hier nur um eine illegitime Nachkommenschaft des Pfarrers Hans Wildberg handeln, denn die Wildberg waren in Sempach sonst nie verbürgert, noch finden wir sie je in Urkunden und Akten des Stadtarchives. Durch diese zufälligen Angaben muß auch dieser Pfarrer als Konkubinarier

[1] Gfr. 3, 198.
[2] Stiftsarchiv Luzern, Fasc. Sempach, Nr. 29.
[3] *Richard Bättig*, Das Bürgerrecht der Stadt Luzern, Gfr. 77, 58.
[4] StALuz RP 22, 202^{v} und RP 22, 328.
[5] Gfr. 79, 64.
[6] *Willy Pfister*, Die Prädikanten des Bernischen Aargaus im 16.-18. Jahrhundert, Zürich 1943, S. 75 u. S. 203.

erklärt werden, obgleich diese Tatsache anderweitig nicht erhärtet werden kann.

Ein merkwürdiges Licht auf den priesterlichen Ernst dieses Klerikers wirft auch die Tatsache, daß nach seinem Tode Streitigkeiten entstanden über die Gültigkeit einer Ehe, die Wildberg, offenbar als Kaplan in Baldegg, in Hochdorf eingesegnet hatte [1]. Diese Streitigkeiten über Meister Wildberg selig sind selbst 1487 noch nicht abgeschrieben [2]. Es scheint, daß Wildberg auch im hohen Alter noch immer nicht der priesterlichen Würde näher kam. 1483 ist Hans von Wildberg tot, denn am 26. August erhält der 7jährige Renward Göldlin seine Pfründe in Zofingen [3]. Die Jahrzeitbücher von Büron [4], Schwarzenbach [5], Geiß [6] gedenken seiner. Bewußt habe ich Hans von Wildberg einen typischen Vertreter des Frühhumanismus genannt, nicht wegen wissenschaftlicher Leistungen, es sind keine bekannt, sondern vielmehr wegen seiner Bildung und seiner Lebensauffassung. Er gleicht fast haargenau — vom Landesverrat abgesehen — jenem bedeutendsten Humanisten dieser Zeit aus der Innerschweiz: Konrad Schoch [7].

Mit diesem hatte er gemein, das politisch-diplomatische Intriguenspiel, die leichtsinnige Lebenshaltung, das Häufen von Pfründen, alles in allem, den vollen Einsatz einer guten wissenschaftlichen Bildung im Dienst der Geltungssucht und den Hunger nach Geld und Pfründen.

Wie schon betont, residierte er früh nicht mehr in Sempach, sondern hielt sich einen Vikar, der die gottesdienstlichen Funktionen versah. Es mag als Symptom der Zeit gedeutet werden, daß der Verweser seinen Herrn bald an Ehren und Ansehen übertraf, es war dies

Hans Buholzer, der als Propst des Stiftes in Luzern starb [8]. Er dürfte während der letzten Lebensjahre Wildbergs Verweser gewesen sein, denn er hatte Streit mit dessen Bruder Hemmann, es betraf offenbar das Pfrundlehen zu Kirchbühl [9]. Er gilt als der letzte Ordensmann des Benediktinerstiftes im Hof und war, nach Liebenau, ebenfalls Dekan von Hochdorf. 1457 unterzeichnete er mit Jost von Silenen als Frater das Bittschreiben an den Papst um Umwandlung

[1] StALuz RP 6, 61.
[2] StALuz RP 6, 204.
[3] *Wirz*, Regesten, Bd. 4, S. 260.
[4] Gfr. 15, 275.
[5] Gfr. 3, 198.
[6] Gfr. 22, 214.
[7] *Paul Bänziger*, Beiträge zur Kenntnis der Spätscholastik und des Frühhumanismus in der Schweiz, Diss. Zürich 1944. Herrn Dr. Bänziger danke ich für die freundliche Überlassung des Manuskriptes.
[8] Gfr. 15, 21.
[9] StALuz RP 6, 158r.

des Klosters in ein Stift [1]. Er kann deshalb 1454 schon Verweser in Sempach sein, wie Cysat annimmt [2].

Eigentlicher Nachfolger Wildbergs kann erst wieder *Magister Ludwig Zukäs* genannt werden. Seine Familie stammte ursprünglich aus Schwyz. 1476 wurde Magister Ludwig Zukäs Wartner in Beromünster an Stelle seines Bruders Hans [3], 1492 Chorherr [4], nachdem er bereits das Jahr zuvor zum Leutpriester in Sempach gewählt war [5]. Das Kapitel Sursee versammelte sich am St. Johannstag 1491 bei ihm, seinen Mitbrüdern reichte er ein Mahl [6]. 1493 wurde er als Chorherr eingesetzt [7]. Kaum Pfarrer in Sempach geworden, setzte er es durch, daß er nicht in Kirchbühl, sondern im Städtchen wohnen durfte. Er hatte die Sempacher auf seiner Seite gegen das Stift. Die Kundschaft ergab, daß der Pfarrer seit Menschengedenken im Städtchen wohnte [8]. Schon sein Amtsantritt in Sempach bewies, daß er seine Rechte wahren wollte; sein streitbarer Charakter tritt immer wieder zutage. Den Pfarrer in Hildisrieden schalt er schon vor seiner Wahl einen Ketzer [9]. Im gleichen Jahr verlor er einen Prozeß gegen Rudy Gaßmann in Kirchbühl [10]; ebenfalls finden wir ihn 1498 im Streit mit dem Städtchen [11]. Auch zu Bußen wurde er einigemal verurteilt, so 1493; man warf ihm auch 1522 Veruntreuung von Mündelgeld vor [12]. Kollaturhändel ficht er 1517 aus [13]. Übrigens stand es mit dem religiösen Geist auch bei seiner Schwester Anna Zukäs, einer Nonne in Neuenkirch, nicht viel besser; sie erschien 1504 am Freischießen in Zürich [14]. Ein einzigesmal tritt Zukäs als Schiedsrichter auf in einer Streitigkeit über Gormund [15], um das Jahr 1519. Als an der Romfahrt (Musegger Umgang) 1522 der Komtur Konrad Schmid von Küsnacht im Sinne der neuen

[1] Gfr. 27, 132: « juvenis nondum capitularis ».
[2] Bürgerbibliothek Luzern, Cysat Collectaneen, Bd. P, fol. 16.
[3] *Riedweg*, Beromünster, S. 495.
[4] Gfr. 3, 272.
[5] Gfr. 4, 310.
[6] Dekanatsarchiv Sursee, Cämmererrechnung, S. 20.
[7] Gfr. 3, 272.
[8] Pfarrarchiv Sempach, Urkunde 1492: « Daß nu hiefür zu ewigen zytten ein lüpriester zuo Sempach im stettlin hußheblichen sitzen solle, doch in allem der lütkilch ohn schaden ».
[9] StALuz RP 7, 94.
[10] StALuz RP 7, 78.
[11] StALuz RP 8, 174.
[12] StALuz RP 7, 343.
[13] Vgl. *Liebenau*, Schilling, S. 7 und 11.
[14] *Hegi*, Glückshafenrodel, S. 512.
[15] *M. Estermann*, Heimatkunde von Neudorf, Luzern 1875, S. 150.

Lehre predigte, vertrat Zukäs den alten Glauben [1], trotzdem er als bester Freund des Xylotectus galt, was man übrigens auch von seinem Bruder, dem Luzerner Schultheißen, Peter Zukäs behauptete. Er starb vor dem 28. Januar 1520 [2]. Weil er erst 1491 Pfarrer wurde, ist kaum anzunehmen, daß er bereits 1452 sich um eine Pfründe in Zofingen bewarb; es handelte sich vielleicht um einen andern Ludwig Zukäs, oder er kam dann erst im hohen Alter nach Sempach; von frühern Pfründen war jedenfalls nichts zu ermitteln [3].

Sehr wenig weiß Bölsterli vom Nachfolger des Magister Zukäs, von *Hans Feer*, zu berichten. Er verkennt gerade seine immense Bedeutung für die Beibehaltung des alten Glaubens in Sempach und die Wiederherstellung der alten kirchlichen Zustände in Hitzkirch. Merkwürdigerweise erzählt auch das Familienbuch nichts [4] über diesen größten geistlichen Vertreter der Familie, denn er überragt, nicht der Würde, wohl aber der Leistung nach, selbst seinen Oheim, den Beromünsterer Propst Heinrich Feer. Für die ältere Forschung stand nicht einmal die Zugehörigkeit zum Petermann-Stamm fest. Auch Feer [5] behauptete noch neuestens, Hans Feer sei der Sohn des «Hans Feer auf der Brugg» und der Katharina von Einwyl; von seinem Wirken als Sempacher Pfarrer weiß er überhaupt nichts. Auch Wey [6] verkennt die Zusammenhänge. Dennoch hatte bereits Liebenau geahnt, daß der Sempacher Pfarrer und der Komtur identisch sein müssen [7]. Als Sohn des Petermann Feer und der Benedikta von Meggen [8], erkannten ihn bisher, soweit ich sehe, nur wenige [9]. Durch seine Großmutter hatte Hans Feer einen Schuß unruhiges Blut erhalten. Diese war von Ruswil gebürtig und hieß Margrith Bili. Sein Großvater galt als Urtyp des geraden Luzerner Junkers. Die Bili aber waren Abenteurer reinsten Wassers und hatten die Manieren zügelloser Landsknechte. Sein Vater, Landvogt im Thurgau, unseligen Angedenkens, ein Vetter des Peter-

[1] *Riedweg*, Beromünster, S. 495.
[2] Erzbischöfl. Archiv Freiburg, Cod. 110, fol. 86v.
[3] *Wirz*, Regesten, Bd. 1, S. 28.
[4] *Eduard Feer*, Die Familie Feer in Luzern, Aarau 1932.
[5] Ebendort S. 103.
[6] *Rudolf Wey*, Die Deutschordenskommende Hitzkirch, Luzern 1923, S. 161.
[7] *Th. von Liebenau*, Reformation und Gegenreformation in Hitzkirch KSB (1867), S. 24 u. 26.
[8] *A. Dormann*, Der Auffahrtsumritt in Münster und die übrigen Umritte im Kanton Luzern, Münster 1928, S. 11.
[9] Gfr. 79, 27 u. 79, 26, angedeutet bei *Riedweg*, Beromünster, S. 497.

mann Feer, war so hoffärtig gewesen, daß er Sandalen trug, um auch an die Zehen Ringe stecken zu können. Der Aufritt in der Vogtei entsetzte mit seinem Pomp die Bewohner des Thurgau ; im Frauenkloster Töß vergriffen er und sein Gefolge sich an den Nonnen [1].

Novarra brachte über seinen Vater, der in harten Frondiensten durch die Ettiswilerbauern die Burg Casteln erbauen ließ, Folter und Todesnot. Die großen Bauernversammlungen von St. Ulrich bei Buttisholz, schürten den Haß gegen den mächtigen Schultheißen von Luzern. In jüngern Jahren war der Verkehr des Vaters unseres Sempacher Pfarrers mit Bruder Klaus und das aktive Mitwirken Feers am Stanser Verkommnis ein bedeutendes Ereignis [2]. Der Bruder Petermanns wurde schon 1481 Chorherr zu Beromünster, 1496 Custos, 1500 Propst und hatte als vorzüglicher Kämpfer für den alten Glauben einen bestimmenden Einfluß auf seinen Neffen [3]. Schon in jungen Jahren wurde Hans Feer selbst Wartner in Beromünster, um das Jahr 1495 ; doch erst 1511 rückte er, nach dem Tode Georgs von Büttikon, zum Chorherren nach [4]. 1519 trat er die Pfarrei Sempach an ; er mochte um diese Zeit, oder wenig früher, seine Studien beendet haben. Aber erst ein Jahr später wird er in sein Amt eingesetzt [5]. 1529 ist er noch in Sempach anwesend [6]. Eine Tat von Pfarrer Feer ist heute noch in Sempach wirksam. Er war es, der den alten Bannritt zum heutigen feierlichen Auffahrtsumritt umgestaltete ; auch hier ist der bedeutsame Einfluß seines Oheims, des Propstes, spürbar, der als Pfarrer von Ettiswil daselbst und als Propst den heute noch größten Umritt der Schweiz in Beromünster einführte. « Die Umritte als Prozessionen im Kanton Luzern sind die Schöpfungen einiger hervorragender Seelsorger, unter dem Drucke der kritischen Zeitverhältnisse, unmittelbar vor und nach der Reformation. » [7] Diese Geistlichen hatten die hohe Bedeutung des luzernischen Bauernstandes erfaßt. Der Umritt in Großwangen erstand unter dem Einfluß Beromünsters um 1510. Der Umritt in

[1] *Feer-Feer*, S.73.

[2] Vgl. *Segesser*, Kleine Schriften, Bd. 2 passim.

[3] *M. Estermann*, Sehenswürdigkeiten von Beromünster, Luzern 1878,S. 114 und *Riedweg*, Beromünster, S. 301, setzen die Ernennung zum Propst ins Jahr 1502, doch wies *Kopp*, Geisteskultur, S. 6, seine Wahl eindeutig dem Jahre 1500 zu.

[4] *Riedweg*, Beromünster, S. 497.

[5] Erzbischöfl. Archiv Freiburg, Cod. 110, fol. 86^{v} : « 1520, Jan. 28. Institutus est Johannes Fer ad Ecclesiam parochialem Sempach vaccantem per mortem Domini Magistri Lud. Zukäs ».

[6] StALuz RP 12, 260.

[7] *Dormann*, Umritt, S. 6.

Sempach ist 1585 erstmals nachgewiesen. Jakob Widmer war damals Pfarrer. 1598 schrieb Widmer, nunmehr Bauherr in Beromünster, eine Agende über den Sempacher Umritt [1]. Er nannte den Umritt uralt, konnte also nicht von Widmers Vorgänger im Amt, dem eifrigen Heinrich Ulrich eingeführt worden sein, sonst hätte Widmer bestimmt davon gewußt. Die Vorgänger von Pfarrer Ulrich gelten mit Recht als unbedeutend und wirkten meist nur sehr kurze Zeit in Sempach; sie konnten also diesen Brauch nicht eingeführt haben. Einzig Feer wirkte längere Zeit in der Pfarrei; ihm allein ist dieses Werk zuzuschreiben. Seine Beziehungen zu Beromünster liegen offen zutage. In die Zeit vor Feer dürfen wir den Umritt nicht versetzen, weil sein Vorgänger Zukäs zuwenig kirchlichen Sinn zu einem so «eminent katholischen Werk» besaß. Dormann schreibt, er sei «kein entschiedener Gegner der neuen Lehre gewesen [2], was wiederum als überspitzt erscheinen muß [3].

Dieser erfolgreiche Versuch, den alten Glauben zu beleben, deutet die Geistesrichtung unseres hervorragenden Pfarrers bereits in Umrissen an. «Im Reformationszeitalter erhielt diese theophorische Prozession, die, wie viele Reiterprozessionen aus dem frühen Mittelalter stammt, ihren erhabenen demonstrativen Charakter, um der Nüchternheit Zwingli'scher Lehre die Pracht und Herrlichkeit des allerheiligsten Altarssakramentes gegenüberzustellen.» [4] Trotzdem versucht die moderne deutsche Forschung diesen Brauch einzig aus völkischen Gegebenheiten abzuleiten [5]. Doch hielt sich die schweizerische Deutung frei von solcher Verkennung [6]. Feers Bedeutung als Chorherr verschwindet neben seinem Amte als Pfarrer von Sempach. Nur einmal finden wir ihn für das Stift handelnd; es war am 22. Januar 1519, da er mit seinem Vorgänger Zukäs im Gormund als Schiedsrichter auftrat [7]. Im Feudenbuch steht er allerdings, das heißt, er bezog das Einkommen seines Kanonikates [8]. Als der Komtur der Kommende Hitzkirch, Albrecht

[1] Pfarrarchiv Sempach.

[2] *Dormann*, Umritt, S. 10.

[3] Vgl. oben die Opposition von Zukas gegen die Predigt des Komturs Schmid.

[4] *A. Büchi*, Die Katholische Kirche in der Schweiz, München 1902, S. 23.

[5] *Gerhard Müller*, Der Umritt. Seine Stellung im deutschen Brauchtum. Arbeiten aus dem Institut für Deutsche Volkskunde, Bd. 3, Stuttgart 1941. Müller kennt die wesentliche schweiz. Literatur nicht und behauptet manchen Unsinn, vgl. S. 62.

[6] Schweiz. Archiv f. Volkskunde, 17 (1913), S. 245 und *Adolf Ribi*, Auffahrt und Pfingsten in Sprache und Brauch, Neue Zürcher Zeitung, 28. Mai 1944, Nr. 904.

[7] *Estermann*, Neudorf, S. 150. [8] Gfr. 34, 353.

von Mülinen, vom alten Glauben abfiel, zogen die Eidgenossen der Innerschweiz die Komturei an sich und wählten auf der Tagsatzung zu Baden im November 1531 Hans Feer von Sempach zum Verweser [1]. 1532 wurde er zu Regensburg durch den Hochmeister, Freiherr Walther von Kronberg zum, « Ritter des adeligen und christlichen Teutschen Ordens in Teutschen und Welschen Landen » geschlagen, nachdem er bisher nur provisorisch bestätigt war. Doch lagen die Verhältnisse bedeutend schwieriger als es zuerst scheinen mochte ; denn der Abfall des Komturs hatte die ganze Gemeinde Hitzkirch mitgerissen. Mülinen wurde schon 1525 als lutherisch bezeichnet ; der Pfarrer von Geiß anerbot sich, mit Hilfe des Pfarrers von Buttisholz, diese Anklage zu erhärten [2].

Der Abfall des Hitzkirchertales machte dem Luzerner Rat viele Sorgen [3] ; nur ein kluger, frommer Mann von Ansehen konnte hier rettend eingreifen — das war Hans Feer, der Sempacher Leutpriester. Er sollte durch Predigt und reinen Lebenswandel die abgefallenen Hitzkircher (man nannte sie seither « Wagglitaler ») zur Umkehr bewegen. Der abgefallene Komtur wurde vergeblich zur Verantwortung geladen ; er erschien nicht ; Bern schützte ihn [4]. Als Komtur war Feer übrigens in einer sehr schwierigen Lage. Haus und Kirche waren verwüstet ; das Vermögen der Komturei reichte nicht aus für die Anschaffungen ; Beromünster war zu Darlehen bereit, ebenfalls der Schultheiß Golder in Luzern. Noch schwerer war sein Stand als Seelsorger ; die Hitzkircher schlossen ein Burgrecht mit Bern, zum Schutze ihres neuen Glaubens [5]. Auch in Hitzkirch führte der seeleneifrige Pfarrer den Auffahrtsumritt ein, um den Glauben an die Eucharistie neu zu beleben [6]. Wo ein Feer in dieser Zeit amtete, blühte neues, kirchliches Leben. Von Hitzkirch verpflanzte sich der Umritt nach Altishofen, der Filiale von Hitzkirch.

Doch nicht lange war es Feer vergönnt, hier zu wirken ; schon 1534 starb er. Den durch vielen Kummer krank gewordenen Komtur,

[1] *Feer-Feer*, S. 103 f. und *Wey*, Hitzkirch, S. 146.

[2] *Liebenau*, Hitzkirch, S. 11.

[3] Der Abfall betraf nicht nur das Dorf Hitzkirch, sondern den ganzen Sprengel. Durch eine Grabung stellten Dr. Fischer, Herr Fellmann und ich fest, daß eine Kapelle ob Hohenrain in diesem Bildersturm zerstört worden war. Fragmente einer zerschlagenen spätmittelalterlichen Heiligenstatue fanden sich vor.

[4] *Strickler*, Aktensammlung zur Schw. Ref. Gesch., Zürich 1877, Bd. 1, Nr. 1874.

[5] *Liebenau*, Hitzkirch, S. 25 f.

[6] *Dormann*, Umritt, S. 13 ff.

dem man das Amt eines Dekans aufgebürdet hatte [1], konnte auch die Kunst seines Vetters, des Ritters Konrad Klauser, nicht mehr retten. Er starb am 16. November im Sattlerhaus zu Luzern. Der Dichter und Freund Hans Salat pflegte ihn und hielt die letzte Nachtwache bei ihm [2]. Nach seinem Tode versuchte Bern nochmals Albrecht von Mülinen zu seinem Rechte zu verhelfen. Dem Landkomtur gegenüber verheimlichte Luzern den Tod Feers, um die Einsetzung eines Nachfolgers zu verhindern [3].

Noch ein Wort zur angeblichen Reformationsfreundlichkeit, mit der Brändly Pfarrer Feer angesteckt wissen will [4], besonders im Anschluß an den Briefwechsel Schatzmanns mit Vadian. Wolfgang Schatzmann, der Sempacher Frühmesser, schreibt am 19. Januar 1523 an Vadian, daß Hans Feer, sein Herr, aus vornehmem Geschlecht, seine Ankunft mit frohem Herzen erwarte und seine Weisheit grüße [5]. Wohl aus demselben Jahre stammt Feers eigenhändiger Brief an Vadian, der leider undatiert ist [6]; das Latein Feers ist nicht auf der klassischen Höhe der Zeit; doch überrascht der Brief durch seine Treuherzigkeit. Mit bewegten Worten bittet er Vadian, sobald als möglich nach Sempach zu kommen; er wolle dann mit ihm auf dem See zum Fischen fahren [7]. Brändly deutet diese Worte sicher zu Unrecht allegorisch. Ich bin überzeugt, Feer verstand diese Worte treuherzig, im ursprünglichen, schlichten Sinne. Umsomehr, als ihm weltfernes Theoretisieren fremd war; schreibt er doch unmittelbar nachher, daß er als ungebildet verachtet werde, kümmere ihn wenig [8].

Hans Feer war bei den Reformierten sehr verhaßt, was folgendes Ereignis beweist: Am 12. Mai 1530 wies Bern die Vögte in Trachselwald, Huttwil, Zofingen, Sumiswald, Aarburg, Lenzburg und Aarwangen an, «es hat... der kilcher von Sempach... dermaß wider uns gredt, daß wir glimpf und eeren halb nit können absin, uf (sin) lyb ze stellen, harumb unser ernstig will ist, daß Du in höchster geheimbd uf die obgenanten personen (es sind noch andere genannt)

[1] *Estermann*, Ruralkapitel, S. 102.
[2] *Feer-Feer*, S. 103 f.
[3] *Liebenau*, Hitzkirch, S. 25 f.
[4] *Brändly*, Reformation in Sempach, Mscr.
[5] MHVG 27, 3: «Dominus Johannes Fer, latae progeniei vir, tuum adventum mum salutat.»
[6] MHVG 27, 15.
[7] MHVG 27, 15: «Ibidem in altum piscium retia laxabimus.»
[8] MHVG 27, 15.

achtest und gangest und wan sy in unsern landen und gepietten ... betretten, verschaffest, daß sy fänklich angenommen und enthalten und wir deß bericht werdend »[1].

Pfarrer Feer ist es zu verdanken, daß in Sempach der alte Glaube erhalten blieb ; Hitzkirch aber darf unter seinem eifrigen Wirken zum Glauben der Väter und der Innerschweiz zurückkehren. Hans Feer verdient es, der Vergessenheit entrissen zu werden, und wenn er auch recht wenig von der « elegantia stili » eines Wolfgang Schatzmann oder gar Erasmus besaß[2] ; wenn er sich in seinem einzigen Briefe an Vadian als schlichten, arglosen Menschen entpuppt, so überstrahlt diese von der Renaissance verachtete Humanitas doch jener Verantwortungssinn des Priesters, der das letzte im Menschen, Gehalt, Sinn und Sein der eleganten Form und leichter Lebenshaltung vorzog. Indem er am Alten festhielt und das Neue bekämpfte, handelte er gegen jenen Spottvers, der im beginnenden 16. Jahrhundert in Luzern gäng und gäbe war :

« Mir müend üs wehre,
daß die Herre Feere,
üs ned Stadt und Land verchehre. »

Äußerst unklar ist bei Bölsterli die Situation in Sempach nach dem Wegzug von Pfarrer Feer dargestellt. Er versteht es nicht, die vielen verwirrenden Namen auseinander zu halten. Vor allem ist zu beachten, daß Hans Feer bis zum November 1531 in Sempach wohnte ; wir wissen aber, daß er ein kranker Mann war, so allein ist zu verstehen, daß neben Feer noch andere Geistliche erscheinen. Er wird sich einen Vikar gehalten haben, der ihm bei der Pastoration helfen sollte. In der Wahl dieses Helfers nun schien er keine glückliche Hand zu haben. Bereits vor dem 14. September 1531 erklärte der Luzerner Rat, der Leutpriester Hans zu Sempach dürfe auf seiner Pfründe bleiben, wenn er bis Weihnachten die Mehrheit der Bevölkerung für sich habe. Allein dies schien nicht der Fall zu sein ; denn bereits vorher, am St. Barbaratag (4. Dez.) wird er beurlaubt, mit dem Befehl, sich bis Neujahr eine andere Pfründe zu suchen. Helfer Hans lebte mit den Sempachern in Unfrieden ; diese hingegen werden daran erinnert, daß Einsetzung und Absetzung des Sempacher Leutpriesters, auch des Verwesers,

[1] *Strickler*, Aktensammlung, Bd. 2, Nr. 1313.
[2] Aus einem Briefe des Myconius an Vadian, vgl. MHVG 25, 201.

Sache des Hofstiftes sei [1]. Doch scheint sich dieser Geistliche behauptet zu haben, vielleicht war Hans Feer gerade krank, denn die Klagen Sempachs vor dem Rat in Luzern verstummen nicht mehr, bis 1532, da ja Feer schon ein Jahr in Hitzkirch amtete [2].

Es ist unvereinbar, daß Hans Feer, der soviel für Sempach tat und den Umritt einführte und jener Leutpriester Hans, den die Sempacher vom Luzerner Rat entfernt wissen wollten, identisch sein können [3]. Es kann nur ein Geistlicher sein, der in Sempach die Reformation einzuführen gedachte, wohl in Abwesenheit des eigentlichen Leutpriesters, der ja auch in Beromünster residieren konnte, obgleich wir ihn dort tatsächlich nie finden, was aber nichts zu beweisen braucht.

Zwischen März und Mai 1528 wird in Bern ein Verhör aufgenommen über Aussagen des *Hans Roß von Burgdorf*, nunmehr Pfarrer in Sempach [4]. Er hatte «geredet mit des wirts sun von Louperswil wie wir lebind in dem aberglauben, darnach hett er in gefragt, ob er ouch zuo Ostern zum sacrament sig gangen, hett er gesprochen, ja. Da hett Roß geredt, ir gand eben zum sacrament wie ein geiß zum trog» [5]. Man könnte nun versucht sein, diesen Priester im Angriff gegen den neuen Glauben zu vermuten, weil er in Bern dieser Schmachreden angeklagt wurde; doch gerade das Gegenteil trifft zu; denn schon 1527 war Hans Roß einer der Kandidaten, die der Berner Rat auf die Pfarrei Oberburg vorgeschlagen hatte [6]. An der Berner Disputation von 1528 nahm er als eingesetzter Pfarrer von Oberburg teil und unterschrieb «alle zehn articel» des reformierten Glaubensbekenntnisses [7]. Hier scheint die Gefahr bestanden zu haben; vielleicht war Hans Roß jener Geistliche, der um diese Zeit eine Eschenbacher Nonne entführte und heiratete, wie aus einem Briefe Kilchmeiers an Zwingli vom 13. August 1522 hervorgeht [8]. Luzernische Häscher wurden aus-

[1] StALuz RP 12, 260 und RP 13, 97.

[2] StALuz RP 13, 99 und RP 13, 111.

[3] StALuz RP 13, 111.

[4] *Strickler*, Aktensammlung, Bd. 1, Nr. 1974; die Datierung ist nach *Brändly* zu spät angesetzt, worin ich ihm beistimme.

[5] Eine ähnliche Redewendung kennt Rey in Arth, wo der Täufer Balthasar von Hospenthal zu seiner Magd sprach, sie gehe zur Kommunion «wie eine Sau zum Sautrog», *Rey*, Arth, S. 99 Anm. 23.

[6] *Steck-Tobler*, Aktensammlung z. Ref. Gesch. d. Kt. Bern, Nr. 1115.

[7] Ebenda Nr. 1465.

[8] *Zwingli* Werke, Corpus Reformatorum, Bd. 8, Nr. 225.

gesandt, um diesen Priester, dessen Namen wir nicht kennen, in Fesseln zu legen. Der Geistliche konnte entwischen, die Nonne aber wurde gefangen genommen und eingesperrt ; doch gelang es auch ihr, nach einigen Tagen zu entrinnen [1].

Während der 1530er Jahre wirkte als Pfarrer in Sempach *Hans Vonwiler von St. Gallen.* In den Matrikeln der Universität Freiburg i. Br. ist er im Sommersemester 1522 eingeschrieben als : « Johannes von Wiler de Sancto Gallo. » [2] Im Wintersemester 1523 studiert er in Basel. Ein Kaplan gleichen Namens wirkte von 1513/17 in Quarten als Kaplan. 1541 ist er als Pfarrer in Sempach sicher bezeugt [3] ; vermutlich kam er durch Vermittlung des Frühmessers Wolfgang Schatzmann, der ja ebenfalls St. Galler war, nach Sempach [4]. Von ihm wissen wir, daß er im Kapitel als sehr eifriger Priester angesehen war [5]. Sein Tod erfolgte in Sempach 1546 [6]. Doch besteht auch hier eine Unklarheit in den Quellen, denn gleichzeitig, 1544, kennt eine, allerdings nicht vollwertige Quelle, einen Kirchherr Bartholomäus zu Sempach, der am Musegger Umgang dieses Jahres teilnahm [7]. Und von 1545 bis 1550 nahm an derselben Prozession Christoph Hemmerli teil [8]. Doch ist die Wahlurkunde erst nach dem Tode Vonwilers ausgestellt ; die Verwirrung läßt sich nicht ganz lösen. Nach dem Wahlverbal hätten wir es mit einem ausgezeichneten Manne zu tun [9] ; seit 1526 war er Frühmesser in Willisau gewesen [10].

[1] Meine Anfrage im Kloster Eschenbach ergab leider keine genauern Angaben. Dr. P. Kolumban Spahr stellte lediglich fest, daß damals Eschenbach noch nicht der Zisterzienserregel unterstellt gewesen sei. Nähere Angaben versagten auch *J. Schneller,* Die Augustinerinnen zu Obereschenbach und ihre Geschichte, Gfr. 10, 64 ff. und Das Gotteshaus U. L. Frau und St. Katharinen in Obereschenbach, in Cist. Chronik (1910), S. 50.

[2] *Staerkle,* Beiträge, S. 281.

[3] Pfarrarchiv Sempach, Jahrzeitbuch, fol. 55^{r} (zit. JZB).

[4] *Ildephons von Arx,* Geschichte von St. Gallen, 2. Bd. S. 547 und die Zusätze zum 2. Bd. S. 34

[5] Dekanatsarchiv Sursee, Kapitelsprotokoll : « eximius ... pastor ».

[6] Ebenda.

[7] Pfarrarchiv Sempach, Kopie eines Fischerrodels aus dem Wasserturm in Luzern, eine Quelle, die sich offenbar auf dem StALuz befinden sollte, die mir aber nicht bekannt ist, *Bölsterli* benützte sie noch.

[8] Ebenda.

[9] Pfarrarchiv Sempach : « tam vita quam moribus satis perspicuus. »

[10] Erzbischöfl. Archiv Freiburg, Cod. 112, fol. 350 : « 1526, März 15. Institutus est Dominus Christopherus Hemerli de Aysletten ad primiss. eccl. par. Willisow... »

Die folgenden Pfarrer *Hans Deckh*, *Jost Wüest* und *Ulrich Pfyffer* kannte Bölsterli nur dem Namen nach, konnte sie aber zeitlich nicht einordnen. Nach dem bereits genannten unsichern Wasserturm Fischerrodel hätte Pfarrer Deckh am Musegger Umgang 1551 in Luzern gepredigt; doch erscheint er beinahe gleichzeitig auch als Chorherr im Hof; er wird Magister genannt. 1555 und 1560 nennt uns der genannte Fischerrodel, den wir mit allen Vorbehalten aus der Sempacher Abschrift zitieren, als Sempacher Pfarrer Jost Wüest, der 1527 bereits Pfarrer in Silenen war [1]. Ebenfalls um diese Zeit wirkte als Leutpriester Huldrych Pfyffer, der zwar nach einer Angabe bereits 1541 als Neudorfer Pfarrer stirbt [2], doch nach einer andern Neudorfer Quelle 1556 noch Sempacher Pfarrer ist [3]. Es scheint damals mit den Priestern im kleinen Städtchen nicht gut bestellt gewesen zu sein; denn 1561 entschied der Luzerner Rat, Schultheiß Schürmann in Sempach solle den Leutpriester in Ruhe lassen und ihn nicht schelten; dieser aber solle seine Jungfrau zu Hause lassen, wenn er ausgehe [4].

Aus einem Ratsentscheid des Jahres 1565 dürfen wir entnehmen, daß in diesem Jahre der Leutpriester Hans Pfyffer starb, über dessen Hinterlassenschaft Streit entstand [5].

Noch heute liest der Leutpriester an der Schlachtjahrzeit einen kernigen, alten Schlachtbrief vor.

Heinrich Ulrich als Sempacher Leutpriester ist der Verfasser [6], zusammen mit Mathias Dettikofer von Sursee; 1577 las er ihn zum erstenmal vor [7]. Von 1565 an können wir Ulrich bis 1583 als Leutpriester nachweisen [8]. Am Musegger Umgang nahm er immer teil, ausgenommen die Jahre 1573, 1579 und 1580. Bevor er nach Sempach gewählt wurde, scheint er die Pfarrei Neuenkirch zu haben [9]. Im Sempacher Gemeinbuch, das seine schreibkundige Hand anfertigte, steht sein eigener Name als Bürger [10]. Unter seinen Vorgängern war die

[1] Gfr. 27, 268.
[2] Gfr. 3, 198 und *Estermann*, Neudorf, S. 104.
[3] Pfarrarchiv Sempach. Notiz aus einem Neudorfer Bruderschaftsrodel.
[4] StALuz RP 25, 140v.
[5] Bürgerbibliothek Luzern, *Balthasar*, Collectaneen, fol. 405.
[6] *Hans Georg Wirz*, 9. Heumonat 1386, Bern 1936, S. 23 und *Balthasar*, Museum Virorum Luc. S. 83.
[7] Pfarrarchiv Sempach.
[8] Ebendort, Kopie des Fischerrodels.
[9] Pfarrarchiv Neuenkirch, St. Michaelsbruderschaftsrodel.
[10] Stadtarchiv Sempach: «Gemeinbuch der statt Sempach».

alte Leutkirche St. Martin zu Kirchbühl mehr und mehr zerfallen ; ihm, als Sempacherburger, lag dieses Heiligtum besonders am Herzen. Er sorgte für die Verschönerung und schaffte weitere Glocken an. 1584 wählte ihn Schwyz zum Pfarrer [1] ; doch bereits 1589 treffen wir ihn als Pfarrer in Ruswil. Er stiftete auf die Kapitelsstube 100 Kronen, verlangte aber dafür Reduktion der Abgaben, die er mit den hohen Kosten seines Auftrittes und mit Hagelschlag begründete [2]. 1591 lebt er noch, da er sich in diesem Jahre vom Todfall an das Spital in Luzern freikaufte [3] ; doch starb er im Verlaufe desselben Jahres, das Jahrzeitbuch Knutwil gedenkt seiner am 13. November [4]. Von seinem Privatleben war bereits früher die Rede, ebenfalls von seiner Tochter Anastasia, die im Kloster Neuenkirch das Amt einer Subpriorin versah, und die Metze des Eschenbacher Pfarrers war.

Von einer tadellosen Lebensführung können wir erst bei *Jakob Widmer* sprechen. Er stammte von Ligschwil bei Hochdorf aus einem sehr reichen Bauerngeschlecht. 1569 treffen wir ihn als Wartner im adeligen Stift Münster ; 1577 ist er daselbst Muttergotteskaplan, 1580 Leutpriester an der Stiftskirche und 1584 erhält er das Kanonikat ; doch schon ein Jahr später übernimmt er die Pfarrei Sempach noch hinzu und einige Jahre später auch das Bauherrenamt des Stiftes [5]. Während dieser Zeit schreibt er die Agende über den Sempacher Umritt, die noch im Pfarrarchiv erhalten ist [6]. Bereits 1590 verläßt er Sempach wieder, um neuerdings nach Münster zu gehen [7]. Doch 1597 ist er der Beschaulichkeit wiederum überdrüssig und tritt die Pfarrei Willisau an [8]. Seiner Spendefreudigkeit verdankten Stifte und Klöster vieles. Beromünster schenkte er das Wirtshaus zum Delphin, das zur Kusterei umgestaltet wurde. Dem Frauenkloster Rathausen stiftete er 1592 Glasgemälde [9]. Auch die Armen verloren bei seinem Tode [10] im Jahre 1614 einen reichen und guten Wohltäter. Es ist unwahrscheinlich, daß einzig Reichtum dem Bauernsohn diese ungewöhnliche Laufbahn ermöglicht

[1] StALuz RP 39, 330.
[2] Gfr. 26, 162.
[3] Gfr. 26, 75.
[4] Gfr. 26, 313. Vergabungen machte er auch an Werthenstein, vgl. Gfr. 26, 141.
[5] *Riedweg*, Beromünster, S. 450.
[6] Pfarrarchiv Sempach und *Dormann*, Umritt, S. 10 f. und Gfr. 15, 24.
[7] *Riedweg*, Beromünster, S. 450.
[8] Ebendort.
[9] Gfr. 9, 241, Nr. 10 der Scheiben trägt seinen Namen, vgl. Gfr. 37, 225.
[10] *Riedweg*, Beromünster, S. 450, Gfr. 59, 174 und Gfr. 10, 25.

hätte; vielmehr ragte Jakob Widmer weit über den Durchschnitt, sonst hätte er sich am adeligen Stift Münster nicht derart durchsetzen können.

Gregor Pfau nennt sich in einer Eintragung des Beromünsterer Taufbuches als von Baden stammend. Er ist in Sempach der letzte Vertreter des Humanismus. Zum Beweis, daß er als Humanist ernst genommen werden wollte, schrieb er sich stolz « Gregorius Pavonius Badensis »[1] und ahmte den leichten Sinn echter Humanisten nach. Im übrigen war es mit seinem Latein nicht weit her. Nomen est omen! Er hielt sich nur ein Jahr, 1590/91, in Sempach auf und resignierte bereits am 24. Oktober 1591 freiwillig (?)[2], nachdem der Dekan von Sursee erst am 14. März 1590 die Erlaubnis erhalten hatte, dem vom Stift Luzern präsentierten Pfarrer zu investieren[3]; die freiwillige Resignation ein Jahr später hatte seine Gründe, denn am Mittwoch vor Kreuzerhöhung wird er « begangnen Concubinates halb der Pfrund geurlaubte und das er sich uff St. Gallentag um eine andere Pfrund versächen solle »[4]. Er übernahm die Leutpriesterei in Beromünster, wo er eine Jahrzeit stiftete[5]; 1596 wird Pfau Stiftskaplan in Solothurn[6], 1597 Pfarrer in Oberdorf[7], schließlich Pfarrer in Solothurn[8] und Chorherr[9]; 1623 wird er zum Propst erwählt. Er erwarb sich ein Verdienst um die Revision der Statuten des Domkapitels[10]. Seine Beziehung zu Sempach war nur von kurzer Dauer. Bedeutung erlangte er erst später; in Sempach blieb sein Andenken nicht sonderlich rühmlich.

Auch der bewegten Periode des Barock zollte Sempach einen bedeutenden Tribut.

Hans Zurflüh, aus einer bürgerlichen Luzernerfamilie stammend, wurde in Stans 1566 geboren[11]. Die Familie führte ein zerbrochenes

[1] Gfr. Reg. Bd. 1, 489.
[2] Stiftsarchiv Luzern, Kapitelsprotokoll.
[3] Dekanatsarchiv Sursee, Akten.
[4] StALuz RP 42, 348.
[5] Gfr. Reg. Bd. 1, 489.
[6] *A. Schmid*, Kirchensätze im Kt. Solothurn, S. 37.
[7] Ebenda S. 105.
[8] Ebenda S. 27.
[9] Ebenda S. 18.
[10] Vgl. *Haffners* Kleiner Soloth. Schauplatz, 2. Bd. S. 31 und S. 107 und *Schmid*, S. 4.
[11] *O. Eberle*, Theatergeschichte der Innern Schweiz, Heft 5 der Königsberger Deutschen Forschungen, Königsberg 1929, S. 171.

goldenes Rad im roten Feld im Wappen [1]. Im Seminar zu Mailand erhielt Zurflüh seine Ausbildung, ein Freiplatz, den Unterwalden zu vergeben hatte, ermöglichte ihm das Studium. Sein Name steht in den Studentenverzeichnissen der borromäischen Gründung : « Johannes Zurflüh zu Underwalden geboren, aber von Kindswegen uff ze Luzern im Spittal erzogen, ward Priester. Pfarrherr zu Sempach. Harnach zu Sarnen » [2]. Auch im Stipendiatenregister steht sein Name : « Undeual di sopra et di sotto, Johannes Zurflig » [3]. Tatsächlich scheint er mehr Beziehungen zu Luzern als zu Stans gepflegt zu haben. Vom Jahre 1589 ist noch ein Bittschreiben an den Rat in Luzern erhalten, in dem Zurflüh als Alumne des Collegium Helveticum Mediolanense die Obrigkeit um eine Unterstützung ersucht, etwa 8 oder 9 Goldmünzen, um die Werke des hl. Thomas von Aquin anschaffen zu können. In diesem Schreiben betont er, daß er am künftigen Dreikönigstag 24 Jahre alt werde [4]. In Mailand studierte er von 1582/89 [5]. In den Jahren 1591/94 versah er verschiedene Kaplaneien, nachdem er zuvor seit 1589 Pfarrer in Arth gewesen war [6] ; doch irrt Rey, wenn er schreibt, daß nach den schlimmen Erfahrungen mit Pfarrer Trachsel Arth mit Geistlichen nicht gut versorgt war, « erst mit Johannes Zurflüh betreute seit 1589 wieder ein eigener Seelsorger die Arther Gemeinde » ; doch bleibt Zurflüh nicht, wie Rey glaubt, bis 1608 in Arth [7], sondern wir treffen ihn schon von 1591 an wieder in der Umgebung Luzerns ; 1593 ist er Kaplan der St. Afrapfrund in Münster [8], nachdem er 1591/92 Leutpriester in Sempach war ; doch wird sich schon hier sein unsteter Lebenswandel gezeigt haben, denn eine Eintragung besagt, daß er am 27. Juli 1593 von der Sempacher Pfründe entfernt wurde [9].

Auf dieses Vorkommnis deutet auch eine Eintragung im Luzerner Ratsbuch hin. Zurflüh, « der vor ettwas Zit in Ungnad verfallen und nun begnadigt ist », wird Helfer des Stadtpfarrers [10]. Doch bereits 1599 hatte sich der hochbegabte Mann als Pfarrer von Sarnen instal-

[1] Jahresbericht des Kollegiums Sarnen 1870/71, S. 11.
[2] Gfr. 54, 142.
[3] Gfr. 54, 139.
[4] Pfarrarchiv Sempach, Abschrift Schnellers aus dem StALuz.
[5] *Eberle*, S. 171.
[6] Ebendort.
[7] *Rey*, Arth, S. 37.
[8] Jahresbericht Sarnen, S. 11.
[9] Stiftsarchiv Luzern, Kapitelsprotokoll : « amotus est von der lütpriestery ».
[10] StALuz RP 54, 102.

lieren können [1] und wird sogleich Sextar des Vierwaldstätterkapitels. In diese Zeit fällt die Aufführung seines weitberühmten Bruderklausenspieles. Doch scheint der unstete Dichter auch hier den Boden unter den Füßen verloren zu haben, denn 1603 wird er bereits zur Resignation gezwungen [2]. Es stimmt also nicht, daß er bis 1615 Pfarrer daselbst war [3]. Das große Bruder-Klausenspiel wurde am 16. und 17. September 1601 vom ganzen Volke in Sarnen aufgeführt [4]. Die Regierung hatte Organisation und Patronat übernommen. Der echt barocke Titel lautet: «Ein schön lustiges und nüwes Spill von wahrhafftiger und wunderbarlicher History oder läben unnd Stärben deß Niclausen von der Flüe, den man nempt Bruoder Clauß ... durch Herren Johann Zurflüh, unwürdigen Pfarrherren allda [5]. Das Manuskript liegt in schönem Einbande auf dem Staatsarchiv Obwalden; es umfaßt 234 Seiten, davon 8 Seiten nur die Aufzählung der Agierenden. Zurflüh, ein Mann von hoher dichterischer Begabung, stützte sich auf die Legende Witenwylers als einzige Quelle, wie er angibt; doch wies ihm Eberle nach, daß er manche Partie aus Gretsers Bruderklausenspiel wörtlich übersetzte; ebenfalls verarbeitete er den Weltspiegel des Valentin Bolz [6]. Das Spiel ist mit echt barocken Mitteln aufgebaut; das fromme Leben Bruder Klausens, Teufel, Dirnen, Narren und die Spieler von Willisau wirbeln bunt daher [7].

Das Stück schlug beim Volke ein; die Zuschauer waren zu Tränen gerührt, und der Dichter erhielt eine ansehnliche Ehrengabe, durfte dagegen das Spiel nicht außer Land geben [8]. 1616 starb der gefeierte Dichter, armselig; denn 1613 wurde er zum zweitenmal als Sarnerpfarrer gewählt, auf sein inständiges Flehen hin; doch ging es leidlich nur bis 1615, da er die Pfarrei wiederum und diesmal endgültig aufgeben mußte [9].

Hans Zurflüh, ein hochbegabter Mensch, der als Dichter große Erfolge errang, versagte als Mensch immer wieder. Sein fahriger Charakter hielt es bei der Arbeit nicht aus. Sein Sinn strebte nach der weiten barocken Form; vielleicht war es eine Flucht in die Masse und die große Geste, um den innern Unfrieden zuzudecken.

[1] Jahresbericht, S. 11. [2] *Eberle*, S. 171.
[3] Jahresbericht S. 11.
[4] Programm der Bruderklausenspiele Luzern 1944, S. 5.
[5] Gfr. 17, 131. [6] *Eberle*, S. 67 f.
[7] Ebendort S. 171 und *Josef Nadler*, Literaturgeschichte der deutschen Schweiz, Leipzig 1932, S. 219.
[8] *Eberle*, S. 172. [9] Jahresbericht, S. 11.

Damit wäre eigentlich unsere Untersuchung abgeschlossen ; doch hatte Zurflüh einen Nachfolger, der mit plumpern Mitteln die barocke Lebensform zu gestalten versuchte.

Unmittelbarer Nachfolger Zurflühs wurde 1593 *Blasius Schnyder.* Doch wir wissen von ihm, daß er 1595 in Ungnade fiel wegen Zehntstreitigkeiten [1], und an seinem Lebensende die Kaplanei Malters gründete und reich dotierte [2].

Auch er hastete von Pfründe zu Pfründe und hatte nirgends Ruhe. Schließlich wurde er Pfarrer von Stans von 1598-1611. Doch gleich nach Amtsantritt wurde ihm vorgeworfen, er gehe in die Häuser der Pfarrkinder und trinke dort in Abwesenheit der Männer mit den Frauen. Er ist deshalb am 4. September 1598 vor den Rat geladen und wird bereits am 30. November gleichen Jahres beurlaubt, weil er unverbesserlich sei, wird aber schließlich wieder angenommen. Er stirbt 1654 als Inhaber der von ihm gestifteten Kaplanei Malters [3].

Glücklicherweise war auch der Nachfolger *Nikolaus Weißhaupt* nicht lange Pfarrer in Sempach. Er ist bestimmt Luzernerbürger. Im Jahre 1585 bekam er die Exspectanz auf ein Kanonikat, das er 1596 erlangte [4]. Gleichzeitig wählte ihn das Hofstift zum Sempacher Leutpriester. Er blieb dort bis 1601, da er wegen adulterium entfernt werden mußte [5]. Bis 1603 verwaltete er dann die Pfarrei Ruswil, und 1607 wird er mit Propst Holdermeyer des Kanonikates entsetzt [6]. Fern der Heimat starb er 1616 im Elsaß [7]. Er ist der letzte Vertreter einer merkwürdigen Zeit und beschließt in Sempach jene Reihe unsteter Geistlicher, derer die lange Reihe der Leutpriester so manchen aufzählt.

Die Frühmesser :

Keiner aus der langen Reihe der Frühmesser reicht an das geistige Format von Wolfgang Schatzmann heran ; dennoch wollen wir die Reihe bis etwa 1600 durchmustern. Schon der Ergänzung wegen, die wir Bölsterli einfügen möchten. Mancher Name, den er nicht kennt, steht hier.

[1] Gfr. 15, 26.
[2] *Thüring,* Heimatkunde von Malters, S. 132.
[3] Ebenda. [4] Gfr. 91, 25.
[5] StALuz RP 47, 309 und RP 48, 177 u. 182.
[6] *J. Wallimann,* Die Bürgergeschlechter von Beromünster, S. 526.
[7] Gfr. 10, 25 und Gfr. 59, 174.

Heinrich Windescher; das Jahrzeitbuch Ruswil kennt ihn als Kaplan in Sempach, doch ohne Datum [1].

Mangold Menger, Sohn des Konrad Menger und der Frau Wilburga [2]; war vorher Pfarrer in Eich und erscheint von 1420 in Beromünsterer-Urkunden als Sempacher Frühmesser. Sein Bruder ist Heinrich Menger, Doktor der Rechte und Chorherr in Zürich. Eine Verwandtschaft mit Konrad Menger, alias Schoch, dem bedeutendsten Humanisten der Frühzeit in der Innerschweiz, läßt sich mehr vermuten als nachweisen [3]. Sein Hinscheid fällt auf den 12. August 1436. Seine Leiche wurde nach Herrenberg übergeführt, wo sein Bruder, Dr. Heinrich Menger, Propst war [4]. Doch fällt sein Todestag nach einer andern Angabe schon auf den 7. August [5].

Rudolf Weber kam von einer Beromünsterer Kaplanei nach Sempach [6] und starb dort 1452 [7]; seiner wird in Jahrzeiten zu Ruswil [8] und Geiß [9] gedacht.

Ulrich Schmid ist sein Nachfolger; am 16. Februar 1453 wird er von Konstanz dem Dekan von Sursee, vorgeschlagen. Er bleibt bis 1455 [10], später, 1468, treffen wir ihn als Kaplan in Aarau [11]; er wurde 1466 Chorherr in Beromünster [12], dann im Hof [13], wo er als Kustos 1493 starb [14]. Auch in Basel war er Chorherr gewesen [15].

Im Jahre 1472 wissen wir von einem Sempacher Frühmesser, dessen Namen nicht überliefert ist; er lag damals im Streit mit Herrn Sebald, dem Geistlichen in Hildisrieden, beide werden mit Bußen belegt. Der Rat von Sempach soll darüber wachen, daß die beiden sich in ihren Predigten nicht «spätzeln» [16].

[1] Pfarrarchiv Ruswil JZB, fol. 10r, Bürgerbibl. Luzern, Cysat Collectaneen P, fol. 16r.

[2] Pfarrarchiv Sempach JZB, fol. 33v: «Requiescat in pace nam erat fidelissima anima totius cleri».

[3] Pfarrarchiv Sempach JZB, fol. 73v; vgl. auch die Dissertation von *Paul Bänziger*, Beiträge zur Kenntnis der Spätscholastik und des Frühhumanismus in der Schweiz, Mscr. S. 131.

[4] Gfr. 14, 72.

[5] Pfarrarchiv Sempach JZB, fol. 73v.

[6] Gfr. 24, 311.

[7] Gfr. 4, 98.

[8] Gfr. 17, 22.

[9] Gfr. 22: «Rudolf Textor».

[10] Dekanatsarchiv Sursee, Kapitelsakten.

[11] Argovia 6, 464.

[12] Gfr. 34, 351.

[13] Gfr. 27, 138.

[14] Gfr. 4, 309.

[15] *Kopp*, Geisteskultur, S. 8.

[16] StALuz RP 5, 371 und RP 5, 338.

Herr Jakob ist 1487 als Frühmesser bezeugt [1].

Johannes Pollinus. Sein Name findet sich in den Matrikeln der Universität Heidelberg im Jahre 1432 [2]. Vielleicht stammte er von Münster ; sicher ist, daß er 1450 ein Kanonikat erlangt. Doch geriet er wegen der Residenzpflicht mit dem Stifte alsbald in Streit. Propst Brunnenstein in Luzern entscheidet gegen ihn [3]. 1489 ist er als Kaplan in Sempach sicher verbürgt ; man erfährt von seiner Lösung vom Interdikt [4]. Sein Kanonikat in Münster behielt er bei ; doch ist er in den Präsenzen-Listen bis 1490 stets als abwesend bezeichnet. 1490 wird berichtet, daß « Polin, so frühmesser zu Sempach war ze todt erschlagen worden » [5]. Das Jahrzeitenbuch in Knutwil gedenkt des streitbaren Klerikers am 5. September [6].

Eher ein Helfer des kranken Pfarrers Feer, als Frühmesser scheint *Leonhard Vischbacher* zu sein. Im Sommersemester 1518 ist er noch Student in Wien ; vielleicht ist er der Sohn des Jakob Vischbacher. 1523/24 bittet Schatzmann Vadian, Leonhard Vischbacher, der ein treuer Diener seines Herrn Hans Feer sei, nicht ohne Gegenbriefe nach Sempach zurückkehren zu lassen [7].

Wolfgang Schatzmann

1. Herkunft und Familie

Nach Staerkle ist er der Sohn des äbtischen Kanzlisten Benedikt Schatzmann im Loch [8]. Früh verlor er seine Mutter, und man darf annehmen, daß er zu seiner Stiefmutter Margreth kein rechtes Verhältnis zu gewinnen vermochte [9]. Die Familie scheint alt und angesehen [10], jedoch arm gewesen zu sein [11].

[1] Pfarrarchiv Sempach und *Schmid*, Kirchensätze, S. 276.

[2] *Kopp*, Geisteskultur, S. 13. Ob er von Münster stammt, ist unsicher ; in den Kirchenbüchern der Pfarrei Staufberg im Aargau begegneten mir anläßlich meiner Arbeit am Hallwil-Stammbaum viele Pollin, Polin und Bollinger.

[3] Stiftsarchiv Beromünster, Liber Vitae, fol. 218.

[4] Dekanatsarchiv Sursee, Cämmererrechnung, fol. 14 : « Item expensae ratione interdicti domini Johannis Pollin caplani in Sempach ».

[5] StALuz RP 6, 119.

[6] Gfr. 24, 311.

[7] *Staerkle*, Beiträge, S. 275 und MHVG 27, 15 und 66 : « adjutor ».

[8] *Staerkle*, Beiträge, S. 243.

[9] MHVG 27, 223.

[10] MHVG 27, 223.

[11] *Staerkle*, Beiträge, S. 243.

Im Sommersemester des Jahres 1501 ist Wolfgang in den Matrikeln der Wiener Hochschule eingetragen [1]. Hingegen sind wir über den Studiengang seines Bruders Sebastian gar nicht orientiert; doch finden wir ihn im Jahre 1517 als Unterleutpriester in Beromünster, 1519 als Kaplan zu St. Thomas an der obern Kirche und 1534 als Prokurator [2].

Seine Stiefmutter gebiert kurz vor dem Tode seines Vaters noch einen Sohn, Georg, im Jahre 1521 [3]; es ist offenbar derselbe, der schon Ende Mai 1538 in den Matrikeln der Universität Freiburg i. Br. erscheint [4]. Er wird dort Georg Schatzmann de Luzern genannt, was mich aber in meiner Annahme nicht behindert, denn eine Stelle des Briefes vom 4. April 1523 weist darauf hin, daß der Vater und Georg in Sempach beim Kaplan wohnten, von wo sie Vadian grüßen lassen [5]. Sehr jung wird dieser Bruder Wolfgang Schatzmanns Kaplan in Beromünster am St. Afra-Altar und ist dort bis 1550 nachweisbar [6]. Ebenfalls spricht Schatzmann an einer Stelle von einer Schwester, Justina, die er als etwas leichtsinnig schildert. Hochbetagt stirbt der Vater im Frühjahr 1524. Wolfgang rühmt ihm in einem Briefe an Vadian nach, daß er seine Todeskrankheit mit Geduld ertragen habe. Den Tag seines Hinscheidens hätte er lange vorhergesagt und den beiden geistlichen Söhnen die Stiefmutter und den kleinen Georg empfohlen. Dieser schien hochbegabt, denn mit drei Jahren sprach er das Vaterunser und den Englisch Gruß deutsch und lateinisch her [7]. Das Frühjahr zuvor verlor der kranke Vater die Sprache, scheint sie aber bald wieder erlangt zu haben [8].

Es weisen gewisse Anzeichen auf eine Verwandtschaft der Familie Schatzmann mit der Vadians. Nicht nur spricht der Frühmesser immer wieder davon, daß er von Jugend an mit Vadian verbunden gewesen sei, bei jeder Gelegenheit läßt er seine ganze Familie, seine Mutter und Brüder, grüßen [9]. Ob das «Doctor consanguineus» in diesem Sinne gedeutet werden darf, oder ob es sich bloß um eine Formel handelt, wage ich nicht zu entscheiden [10]. Doch dürfte die Adresse:

[1] Ebenda: «Wolfgannus Schatzman de Sancto Gallo p(auper)».
[2] *Riedweg*, Beromünster, S. 513; Chorherr war er nicht, wie Brändly meint.
[3] MHVG 27, 223.
[4] *J. Hürbin*, Zur geistigen Entwicklung der V Orte im 15. Jahrhundert, KSB (1898), S. 457 f.
[5] MHVG 27, 14.
[6] *Riedweg*, Beromünster, S. 553.
[7] MHVG 27, 65.
[8] MHVG 27, 14.
[9] MHVG 27, 3.
[10] MHVG 27, 65.

« An Joachim Watt, seinen Verwandten » schon eindeutiger sein [1]. Dem verstorbenen Vater Vadians trauert Schatzmann besonders nach [2]. Und wenn auch die beiden nicht blutsverwandt waren, sicher schloß sie eine enge Freundschaft zusammen, wie die Briefe je und je beweisen, und als Vadian die Lehren der Reformation übernahm, da findet Schatzmann beschwörende Worte, um ihn abzuhalten [3]. « Ändere, wenn es Dir möglich ist, Deinen Sinn und verlaß den Weg, den in letzter Zeit Zwingli und Luther gingen » [4]. Ein Hinweis auf die Verwandtschaft scheint auch in der Tatsache zu liegen, daß es der letzte Wille des sterbenden Vaters war, den jungen Georg einst Vadian anzuvertrauen. Er bittet ihn, dem jungen Georg dieselbe Sorge angedeihen zu lassen, wie ehedem Wolfgang. Der Bruder Sebastian möchte ihn einst an die Hochschule nach Krakau schicken, aber der Vater und Wolfgang sind nicht dieser Meinung und möchten Wien vorziehen [5].

2. Bildung

Trotzdem wir nur von dem einzigen Semester in Wien Kenntnis haben, kann sich sein Hochschulstuduim nicht allein auf dieses Semester beschränkt haben, auch wenn wir ein privates Studium selbstverständlich voraussetzen können. Sein Latein ist lebendig und temperamentvoll, entbehrt aber der kristallklaren Ausgeglichenheit anderer Humanisten. Mundartliche Assonanzen und schwer verständliche Wendungen sind nicht selten [6]. Schatzmann führte gelegentlich den Magistertitel. Einmal ist auch von einem Examen in Wien die Rede, das er zusammen mit Joachim Röst bestand, während er andere aufzählt, die durchfielen [7]. Doch ist nicht festzustellen, um welchen akademischen Grad es sich hier handelte. Wir treffen ihn aber kurz danach auf der Heimreise von Wien, die ihn über Neuburg, Augsburg und durch Schwaben führte [8]. Unterwegs kam es zu Streitigkeiten mit den andern Scholaren, die ihn bei Vadian verklagten, sodaß sich Schatzmann verteidigen mußte, was er nicht ungeschickt tat, indem er verschiedene Zeugen namhaft machen konnte.

Der erste Brief an Vadian, der uns erhalten ist, trägt das Datum 6. Mai 1510 und wurde in St. Gallen geschrieben. Er fällt auf durch

[1] MHVG 27, 66.
[2] MHVG 27, 222.
[3] MHVG 27, 94.
[4] MHVG 27, 94.
[5] MHVG 27, 65.
[6] MHVG 24, 153 ; vgl. etwa : « Plateratio anseris aut picae garrulatio inter olores ».
[7] MHVG 24, 83.
[8] MHVG 24, 82.

seine ungezügelte Leidenschaft, die noch ganz das eben verlassene Studentenleben offenbart. Manche Anklänge an klassische Schriften verraten das eifrige Studium der antiken Mythologie. Phœbus, der Tantalus [1], Phyllis, Castor und Pollux, Naso, Hercules usw. [2] werden beschworen. Wieweit Wolfgang sich die Kenntnis der griechischen Sprache aneignete, ist nicht zu ermitteln. Die griechische Götterwelt kennt er gut, doch weist eine einzige Stelle [3] darauf hin, daß er Griechisch wenigstens studierte. Inständig bittet er Vadian um die Zusendung eines Gedichtes, wenn ihn die Muse berühre [4]. In wundervollem Latein schreibt er am 12. Mai 1521 an seinen vielgeliebten Meister und Dichter: « Du, der Du täglich die Saiten der Harfe des Orpheus rührst, Du, den die dichterische Ahnung niemals verläßt, suche heim mit einem Lied meinen Bruder Sebastian und Deinen Wolfgang, die Dir ganz ergeben sind... [5]. Er kann sich den Genuß nicht versagen, Vadian mitzuteilen, daß sein kaum dreijähriger Bruder das Vaterunser und den Englisch-Gruß bereits deutsch und lateinisch beten könne. Die echte Formfreude des Humanisten bricht sich da Bahn [6].

Mehr und mehr ringt er sich zu einer tiefen stoischen Lebensart durch: « Der Weise soll mit Gleichmut ertragen, was nicht durch die Kunst, nicht durch Klugheit, nicht durch Reichtum verhütet werden kann und Dich bedrängt » [7]. Die Lust an der Kritik mochte bei ihm angeboren sein, doch fällt auf, daß er nicht nur gegen seine Mitstudenten, die ihn bei Vadian verklagten, recht ausfällige Worte verwendet, sondern ganz allgemein haben seine Charakteristiken der Mitmenschen einen herben Beigeschmack [8]. Doch ist er bescheiden genug, seine eigene Weisheit nicht allzu hoch anzuschlagen, nennt er doch den Gelehrtenstreit zwischen Luther und den Altgläubigen eine Angelegenheit für Gelehrte, nicht aber für seinesgleichen [9].

Sein Verkehr mit Humanisten ist außerordentlich rege. An Vadian sind uns 8 Briefe erhalten, auch mit weniger bekannten Humanisten blieb er in Kontakt [10]. Es scheint, daß die innerschweizerischen Hu-

[1] MHVG 24, 83 und 27, 222.
[2] MHVG 24, 153.
[3] MHVG 24, 153: « Io paean ».
[4] MHVG 24, 155: « cum furore poeticali solito repleveris ».
[5] MHVG 27, 223: « Qui citharam Orphei quottidie tangis ac unquam ludere concito poeticali furore desinis ... ».
[6] MHVG 27, 65.
[7] MHVG 27, 222.
[8] MHVG 24, 82 f.
[9] MHVG 27, 223.
[10] MHVG 27, 15.

manisten, auch Myconius und Xylotectus, gerne die engen Beziehungen der beiden St. Galler nützen. Die Luzerner und Beromünsterer Chorherren ließen durch Wolfgang Schatzmann eine wissenschaftliche Streitfrage bei Vadian vortragen, um seine Meinung zu erfahren [1].

3. Charakter

Die Briefe Schatzmanns an Vadian sind reich an Einzelheiten. Dennoch dürfte es methodisch unzulässig sein, aus diesen Bruchstücken ein umfassendes Charakterbild des Sempacher Humanisten zu entwerfen. Die Züge sind zumeist recht vage angedeutet, doch lassen sich die schwach abgezeichneten Konturen da und dort ziemlich mühelos verfolgen.

Vor allem fällt Schatzmanns streitbares Wesen sogleich auf. Auf dem Heimwege von Wien nach St. Gallen waren sich die Scholaren in die Haare geraten. Und die Hitzigkeit, mit der Wolfgang auf seinem Rechte beharrte, dürfte zum guten Teil der Anlaß auch dieser Streiterei gewesen sein [2]. Diese Streitlust äußert sich später wieder auf wissenschaftlichem Gebiet, er kann Disputationen und theologische Streitfragen nicht aus dem Wege gehen [3]. Und sobald ihm jemand Unverträglichkeit oder unkorrektes Verhalten vorwirft, wie es Vadian offensichtlich tat, braust er auf und anerbietet mit spitzen Worten den Wahrheitsbeweis [4]. Versuche, sein anerkanntes Recht, z. B. im Pfründeneinkommen, zu schmälern, mochten diese Anlage in ihm noch verschlimmert haben. Und wenn er auch den Pfründenstreit gegen Schötz gewann, dieser Spahn hatte ihm den Ruf eines streitbaren und händelsüchtigen Geistlichen eingetragen, der sein Verhältnis zu den Sempachern zeitweilig ernstlich gefährdete [5]. Dazu kam noch ein Hang zur Geschwätzigkeit, der den Humanisten merkwürdigerweise eigen war und auch bei Schatzmann ausgeprägt erscheint [6]. Umgekehrt entdecken wir bei ihm eine große Hochachtung vor fremder Leistung und ein ehrfürchtiges Staunen vor der Weisheit seiner Freunde [7]. Doch versteht er es trefflich, sich selbst im Scheine seines großen Meisters zu spiegeln, mit Stolz vermittelt er die Bekanntschaft der staunenden Mitbrüder mit dem großen St. Galler [8]. Seine Rechthaberei hat immerhin den Vorteil, daß er frei und offen zu seinen

[1] MHVG 27, 3.
[2] MHVG 24, 82 f.
[3] MHVG 27, 3 und 27, 66.
[4] MHVG 27, 2 und 27, 66.
[5] Stadtarchiv Sempach, Akten 1520.
[6] MHVG 27, 94.
[7] MHVG 28, 21 und 27, 94.
[8] MHVG 27, 3.

Taten stehen muß, er kann es nicht verstehen, daß Vadian an ihm zweifelt, entweder haben die Ankläger Recht, dann wolle er seine Strafe erwarten oder sie stehen im Unrecht und dann falle Vadians Schwanken dahin [1]. Ein merkwürdiges Licht auf seine Geistesverfassung wirft die weitläufige Schilderung einer Gespensternacht in seinem Hause, die ihn seelisch zutiefst erschütterte, atemlos schreibt er, noch bebend davon [2].

4. Religion

Wenn wir auch mit Recht vermuten dürfen, daß sich Schatzmanns Hochschulstudium nur auf die freien Künste erstreckte und er eigentlich vom ungebändigten Scholarenleben weg rundweg in den Priesterstand trat,was sein erster Brief vom Jahre 1510 klar darlegt, so beweist doch manche Briefstelle, daß ihm das Studium der Theologie Herzenssache bedeutete [3]. Noch ganz außer Atem ob dem Erzählen all der studentischen Erlebnisse auf der Scholarenfahrt von Wien nach St. Gallen erwähnt er, gleichsam ganz nebenbei, daß er nach dem Fronleichnamsfest 1510 seine Primiz feiern werde. Nach dieser Erwähnung geht das Kunterbunt seiner Plauderei in gleichem Tone weiter [4]. Später aber spricht er mit Ehrfurcht von der Messe, die er seinen Toten zum Heil lesen werde [5]. Sein gläubiger Sinn offenbart sich auch an anderer Stelle, er spricht vom Kreuzzeichen als einem Schwert [6], liest in Angst und Not das Johannes Evangelium [7] und in seiner Familie scheint die Muttergottesverehrung sehr tief zu sein [8]. In der Bibliothek der Kaplanei ist heute noch die Ausgabe der Werke des hl. Chrysostomus in einer Basler Ausgabe von 1520 vorhanden. Vielleicht ist die Vermutung nicht unbegründet, dieses Werk gehöre der Bibliothek Schatzmanns an. Eine Briefstelle deutet darauf hin, daß Vadian eine gewisse Geldsumme vom Frühmesser zu fordern hatte, die möglicherweise auf einen Bücherkauf im Auftrage Schatzmanns zurückgeht [9].

[1] MHVG 24, 83 : « Verum perscrutare : si reus invenero, meritam deinceps subibo poenam ».
[2] MHVG 24, 153 f.
[3] MHVG 24, 82.
[4] MHVG 24, 83.
[5] MHVG 27, 222 und 27, 3 : « Mortuorum nostrorum inter sacrificandum ego incessanter recordor ».
[6] MHVG 24, 154.
[7] Ebenda.
[8] MHVG 27, 65.
[9] MHVG 27, 94.

5. Politik

Die Politik der Reformationszeit sucht in ihrer Leidenschaftlichkeit ihresgleichen in der Schweizergeschichte. Die Briefe Vadians ergänzen das bereits bekannte luzernische Bild hier und dort mit einer persönlichen Note. Die Bauernunruhen im Luzernbiet nach Novarra sind bekannt. Schatzmann schreibt, daß die Geistlichen mit den Wölfen heulen mußten, um überhaupt des Lebens sicher zu sein. Doch nachdem die Aufstände niedergeschlagen waren, begann das Strafgericht, Willisauerbauern wurden wie Tiere gefesselt nach Luzern geführt [1], andere hatten Leib und Ehre verwirkt. Schatzmann ist entsetzt ob der Rohheit auf beiden Seiten. Die Bauern wüteten, als ob sie Luzern von Grund aus zerstören möchten [2].

Auch von Einbrüchen in die geistliche Gerichtsbarkeit ist die Rede, nicht nur in Bern [3], sondern auch in Luzern. Schatzmann spricht geradezu von einer Verfolgung des Klerus durch die Obrigkeit. Anlaß dazu war, daß ein Priester eine Nonne heiratete [4], ein anderer ein kaum elfjähriges Mädchen schändete, ein dritter die Muttergottes verhöhnte [5]. Auch Kilchmeier erwähnt in einem Briefe an Zwingli diese Ereignisse. Kilchmeier gibt an, daß dieser Priester zu Sempach wohnte, die Nonne war von Eschenbach [6]. Der Besuch des Schultheißen Zukäs in Sempach und sein friedliches Frühstück stehen aber offensichtlich nicht damit in Zusammenhang [7]. Die luzernische Obrigkeit wußte genau, daß nur mit eiserner Hand Ordnung geschafft werden konnte, denn sie wußte ja, um die Einstellung mancher Kleriker nur zu gut. So kam es, daß kein Geistlicher in der ganzen Innerschweiz es mehr wagte, zur Lehre Luthers anders als ablehnend Stellung zu nehmen, andernfalls « hätte er Pfrund und Besitz verloren » [8]. Dieser Satz bezieht

[1] MHVG 24, 153 : « Quinquaginta quattuor rustici in oppido Willisow capti fuerunt ac sub equis instar vitulorum ligatis manibus et pedibus ducti in Lucernam civitatem ».

[2] MHVG 24, 153 : « nam tanta rabies inerat rusticorum animis, ut civitatem Lucernensem evertere nitebantur fundotinus ».

[3] MHVG 27, 3.

[4] Vgl. oben bei Hans Feer.

[5] MHVG 27, 3 : « et sic a potestate saeculari et a nostra punientur, honore et possessione priventur ».

[6] *Zwingli* Werke, Corpus Reformatorum, Bd. 8, Nr. 225 ; vgl. ferner *Wirz-Hottinger*, Helvetische Kirchengeschichte, 5. Teil, S. 460 u. 465 und 1. Teil, 2. Abschnitt, *Riffel*, Kirchengeschichte, Bd. 3, S. 505 Anm. 1 hält den Pfarrer für den Schuldigen.

[7] MHVG 27, 94.

[8] MHVG 27, 3.

sich wahrscheinlich auf Pfarrer Trachsel in Arth [1]. Große Besprechungen zwischen Klerus und Laien sind häufig. Im April 1526 trafen sich im Rößli zu Luzern der Abt von Muri, der St. Galler Vogt Kuckli, Schultheiß Hug mit dem Sempacher Leutpriester Feer und Schatzmann. Man sprach von Vadian, den einer der Herren als Gesandter in Zürich kennen gelernt hatte und den er sehr schätzte. Er werde die größte Bedeutung erringen, wenn er sich von der neuen Lehre distanziere, auch seine künftige Stellungnahme auf der Badener Disputation wird besprochen [2].

Um 1524 erwächst Schatzmann viel Ärger, weil die Sempacher das Kollaturrecht auf die Kaplanei beanspruchen wollten. Doch glaube ich nicht, daß dieser Streit mit der Reformation in Zusammenhang stand, wirtschaftliche Motive mochten den Ausschlag geben. Die Angelegenheit kam vor den Luzerner Rat. Die Sempacher hatten dem Kaplan bereits eine Buße auferlegt, die aber rückgängig gemacht werden mußte: «daß der Frühmesser von den Bußen und dem Urteil so zu Sempach ergangen ledig erkennt und uffghebt sölle syn» [3]. Dies scheint mir ein Beweis, daß ein wirtschaftliches Motiv und nicht ein reformatorisches vorherrschte, sonst hätte der Luzerner Rat bestimmt durchgegriffen. Zeitweilig scheint Schatzmann sogar aus Sempach vertrieben, denn der Abt von Kappel, Wolfgang Joner schreibt unterm 3. November 1523 an den Luzerner Geistlichen Andreas Bantli, der ein Freund der neuen Lehre war, daß «der unverschamt Kopler und Friheitsbub, der schantlich verlogen Schwebbogen» Aussicht hätte auf die Kaplanei Sempach [4]. Nach Brändly wäre dieser vielgehaßte Mann Conrad Heffelin, ein Schwabe. Er war 1522 in Maschwanden und dem alten Glauben treu geblieben, sodaß er viele Schwierigkeiten mit dem Zürcher Rat hatte. Luzern versuchte nun diesen altgläubigen Geistlichen auf Luzernbiet zu retten, was den besondern Haß des abgefallenen Abtes von Kappel erregt. Zürich sandte Luzern die Verurteilung Heffelins zu, und glaubte, man werde nun von einer Kandidatur absehen [5]. In Briefen an Vadian tut Schatzmann dieser Angelegenheit keine Erwähnung. In diese Zeit fällt die Resignation der Chorherren Kilchmeier und Xylotectus [6]. Schultheiß Hug besuchte auch in diesen Tagen den Pfarrer von Sempach und traf mit Schatz-

[1] *Rey*, Arth, S. 21.
[2] MHVG 28, 21 f.
[3] StALuz RP 12, 100.
[4] *Wirz-Hottinger*, Helvetische Kirchengeschichte, 5. Teil, S. 310.
[5] *Egli*, Aktensammlung, Nr. 512.
[6] MHVG 27, 94.

mann zusammen. Hug sprach sein Lob aus über Vadians Gelehrsamkeit [1]. Hug den eifrigen Altgläubigen, nennt der Frühmesser seinen Freund [2], das deutet auf die Richtung der Sempacher Geistlichen hin.

6. Reformation

Luther und Zwingli waren der Prüfstein, an dem sich die Geister schieden. Zum erstenmal taucht der Name Luthers in einem Briefe vom 12. Mai 1521 auf: « Was Du mir über die umfassende Bildung (pollentem eruditionem) Martin Luthers, der Dir schrieb, aussagst, und über seine staunenwerte Lehre, das habe ich allerdings verstanden. Natürlich weiß ich, daß Du daran nicht gleichgültig vorbeigehst, doch, das gerade möchte ich von Dir wissen, lieber Doktor, ob man den Werken Luthers Glauben entgegenbringen kann oder nicht ». Dann fährt er weiter: Ich und viele wissen es nicht. Denn, sobald Geistliche und Weltliche über Luther sprechen, haben wir zwei Parteien. Eine Partei weist seine Lehre zurück und lacht darüber, die andere Partei aber nimmt sie in Schutz und begründet sie. So entsteht ein Streit, der nicht schlimmer sein könnte, wenn der Teufel alle drei Furien zugleich entsandt hätte, um Zwietracht zu sähen. Es ist meine bescheidene Meinung, dies alles nütze wenig zum Heil der Seele und zum Frieden ». Klug wird Schatzmann aus diesem Streite nicht. Er verfolgt den Lauf der Dinge und schreibt Vadian ganz offen, bis jetzt hätte die Lehre Luthers mehr Verwirrung gestiftet bei Geistlichen und Laien als Frieden und Eintracht [3]. Dann aber besinnt er sich und rätselt, warum denn Vadian, dessen durchdringenden Verstand er so schätzte, dieser Lehre folgen wolle. Zwischen dem Pfarrer und ihm kommt es zu langen Dialogen über die Lehre Zwinglis (ex parte huius sectae Turicensis). Beide reden aufeinander ein und wissen zum Schluß doch nicht, was man eigentlich glauben müsse und was nicht. Die Unterredungen sind so angestrengt und hitzig, daß er Vadian um ein Rezept bitten muß, um das Kopfweh zu beseitigen. Hier erinnern wir uns einsmals, daß ja Vadian eigentlich Arzt war [4]. Die beste Lösung, schreibt er Vadian, wäre ein Besuch in Sempach oder doch wenigstens der ständige briefliche Kontakt [5].

Sobald aber Schatzmann spürt, daß Vadian ganz auf die Seite der Neugläubigen einschwenkt, regt sich in ihm die alte Freundesliebe.

[1] MHVG 27, 94.
[2] Ebenda.
[3] MHVG 27, 14.
[4] MHVG 27, 66.
[5] MHVG 27, 66: « aut continuis litteris visitare ».

Mit rührender Zärtlichkeit ringt er verzweifelt um die Seele des fernen Meisters, « verlaß diesen Weg » ruft er ihm zu [1], sonst werde er aus dem Kreise ehrenwertester Männer ausgeschlossen. Er bittet ihn inständig, auf der Badener-Disputation für den alten Glauben zu kämpfen [2].

Die Brieffolge an Vadian bricht hier jäh ab. Auch sonst hören wir nichts mehr von Wolfgang Schatzmann. Liebenau meint, er hätte um 1530 mit den andern Reformatoren das Luzernbiet verlassen [3], Cysat glaubt ihn 1534 immer noch in Sempach [4].

Diese acht Briefe des bedeutenden Humanisten heben ihn in ihrer Beziehung zu führenden Gelehrten, weit über seine Umgebung hinaus. Wolfgang Schatzmann ist ein liebenswerter Humanist, der mit wachem, echtem Renaissanceherz durch die Welt schritt, von ungebändigter Leidenschaft und kindlicher Frömmigkeit, von klassischer Bildung und naiver Geschwätzigkeit, kurzum, ein Humanist, der eben die guten und bösen Seiten des Menschseins zu beweisen hat.

Brändly machte mich noch auf einen, mir bisher unbekannten, Frühmesser in Sempach aufmerksam: *Magister Hartwig*. Das Staatsarchiv Zürich verwahrt einen Brief des Straßburger Reformators Bucer an diesen Magister Hartwig. Die Adresse lautet: « An Magister Hartwig, Frühmesser in Sempach, nun in Zell am Untersee » [5]. Dieser Frühmesser wird vor 1520 in Sempach gewirkt haben und trat dann zur neuen Lehre über, vielleicht war er Elsässer.

Jakob Stüssy ist bis ungefähr 1550 Kaplan [6]. Sein Nachfolger ist *Jost Kalb* [7], der später als Helfer in Ruswil wirkt, nachdem er von 1555-1564 in Sempach war [8]. Doch ist er offenbar nicht identisch mit Jost Kalb, Pfarrer von Marbach, der 1531 mit seinem Tochtermann in Thun gefangen wird [9]. Nach dem Fischerrodel wirkten 1568/69 *Christoph Gaßmann* und 1570-1577 *Peter Schürmann* in Sempach [10]. Die meisten dieser Frühmesser kannte Bölsterli nicht.

Nennen wir als letzten Vertreter *Adam Brändly*, der von Boswil stammte, 1570 Kaplan in Rain und 1585-1597 Pfarrer in Eich war [11],

[1] MHVG 27, 94. [2] MHVG 28, 22.
[3] Anzeiger f. Schw. Altertumskunde (1867), S. 147.
[4] Bürgerbibliothek Luzern, Cysat Coll. Bd. P. 16.
[5] StAZürich E. II. 339, Nr. 304 (die Signatur nach Brändly).
[6] Pfarrarchiv Sempach, Kopie des Fischerrodels.
[7] Ebenda.
[8] Gfr. 17, 12 und Gfr. 26, 180.
[9] *Strickler*, Aktensammlung, Bd. 3, Nr. 1542.
[10] Pfarrarchiv Sempach, Fischerrodel. [11] StALuz RP 39, 305.

dazwischen versah er die Frühmesserei in Sempach und starb als Kaplan in Großwangen [1]. Beschließen wir hier die lange Reihe der Kapläne. Vom Nachfolger Balthasar Entli wollen wir nicht mehr reden.

Immer wieder fiel uns auf, wie die Bevölkerung der kleinen Stadt Sempach trotz mancher Mängel bei der Geistlichkeit treu zum alten Glauben hielt. Wo sich eine Gefahr zeigt, griffen Schultheiß und Rat schnell ein. Oft sogar ohne lange nach Kompetenz und Zuständigkeit zu fragen. Der gesunde Sinn der Sempacher entfernte oft mit unsanfter Hand die Konkubinen aus Pfarrhaus und Kaplanei. Und als das Stift im Hof den Sempachern zu ketzerisch war, mit seinen humanistischen Chorherren Myconius und Xylotectus, da versuchte sich Sempach vor unerwünschten aufgezwungenen Geistlichen zu schützen, indem es die Kollatur an sich zu ziehen versuchte, was freilich nicht gelang. Suchte aber ein streitbarer Geistlicher im Städtchen einen harten Kopf — er fand ihn immer.

Doch, verkennen wir die Tatsachen nicht ; ich habe keinen Grund, die Sempacher als Heilige hinzustellen. Schon 1528 wird der Sempacher Peter Kegel um 40 Gulden gebüßt, « umb das er ungezimmende reden teils wider min herren teils wider die herrn von Bern gfürt, ouch zu Zürich in des Zwinglis predig gsin [2]. »

Wir dürfen die Lage Sempachs nicht außer acht lassen ; die Stadt lag mitten im Getriebe der Straßen an den Oberrhein. Wie geschlossen die kleine Stadt dem alten Glauben treu blieb, geht aus einer Kundschaft vom 8. Juni 1531 in Zürich hervor. Hans Berger kundschaftete im Luzernbiet, und als der Bote in Sempach sich als von Zug kommend erklärte, da sprachen die wackern Sempacher zum vermeintlichen Zuger : « sy wellind sy redlich entschütten ... als schnell die Zürcher uff siend. [3] » Das Volk war den reformatorischen Ideen ganz abgeneigt [4]. Und als das Aufgebot für den Kappelerkrieg erging, da zog auch das Sempacherfähnlein aus. Im Heerlager bei Inwil begegnen wir dem Sohn des Sempacher Schultheißen Helfenstein [5].

[1] Gfr. 18, 101.

[2] StALuz RP 12, 291.

[3] *Strickler*, Aktensammlung, Bd. 3, Nr. 709.

[4] *Dormann*, Umritt, S. 11.

[5] *Strickler*, Aktensammlung, Bd. 1, Nr. 1874. Es war dies ein Vorfahre von Herrn Major Helfenstein in Sempach, dem für das lebhafte Interesse an dieser Arbeit und tätigste Mithilfe der herzlichste Dank ausgesprochen sei.

Kleinere Protestäntlein gab es in Sempach immer etwa. 1562 verwahrte die Obrigkeit zwei Männer von Sursee, den Schultheißen von Sempach, den Weibel Klaus Krigel und den Heini Müller im Turm « wyl sy am samstag zu tafel kuttelsuppen und wurst gfressen » hatten. Überdies hatten die Sünder in Einsiedeln zu beichten und den Beichtzettel heimzubringen [1]. Uli Mutach beschimpfte 1622 die Geistlichen und sprach, es sei « nit alles wahr, was von den Priestern uff den Cantzlen gredet werde ». Am Sonntag darauf bekennt und bereut er von der Kanzel aus seine Sünde und geht zur Strafe barfuß nach Einsiedeln. Am gleichen Sonntag verlas der Weibel ein Schreiben der Obrigkeit, die sich beklagt, daß « vil des muthwilligen Volks in Sempach » sei [2]. Besonders an weltlichen Festen schlugen die Wogen der Freude hoch ; 1557 werden der Propst im Hof zu Luzern und andere Geistliche vermahnt, « umb daß sie am Schlachtjahrzeit so unverschantlich getanzet » [3].

Fröhlichkeit und Ernst standen und stehen den Leuten zu Sempach nahe beieinander, und der Tanzplatz des Städtchens war an Festtagen just vor der Kirche.

Die guten Taten der Geistlichkeit sind in den Herzen der Gläubigen unlöschbar eingeschrieben oder unbekannt. Bekannt wurde zumeist das, wovon man sprach, das Negative, die Chronique scandaleuse. Auffallend ist, wie alle die schlimmen Seiten, die in der vorreformatorischen Zeit sich immer wieder zeigen, auch nach der Reformation bei den Prädikanten, wieder zum Vorschein kommen. « Mit großer Wahrscheinlichkeit ergäbe sich für alle Kirchen auf eidgenössischem Gebiet das gleiche Bild. » [4] Dieser Satz mag stimmen, wie jener andere : « Ein Jahrhundert, das mit solch unerhört gewaltigen kriegerischen Ausbrüchen begonnen hatte, mußte in ähnlichem Geiste enden. »

[1] StALuz RP 25, 237.

[2] *Balthasar*, Denkwürdigkeiten des Kantons Luzern, Bd. 3, S. 79.

[3] *Pfyffer*, Geschichte des Kantons Luzern, Bd. 1, S. 287.

[4] Vgl. *Pfister*, Die Prädikanten, S. 28. Vgl. jetzt die Besprechung über die Untersuchungen Vasellas in : Neue Zürcher Zeitung vom 1. Sept. 1944, Nr. 1475. Die Bildung des Klerus am Vorabend der Reformation, von *Ernst Schmid*.

Nachtrag : Vgl. *Manfred Krebs*, Die Investiturprotokolle der Diözese Konstanz im 15. Jahrhundert, in : Freiburger Diözesan Archiv 1938 ff. Über Hans von Wildbergs Tod in Baldegg, S. 50. Heinrich Schlosser, auch Dekan in Hochdorf und in Bremgarten seit 1491, S. 119, betr. Mangold Menger, S. 209. Pfarrer von Sempach 1484-1490. Conrad Uffhofer, S. 241. Ludwig Zukäs wird 1487 Pfarrer in Horw und tauscht 1490 seine Pfründe mit Pfarrer Uffhofer in Kirchbühl, S. 406.

Aus spätmittelalterlichen Klosterpredigten

Von P. Gabriel M. LÖHR O. P., Freiburg.

(Fortsetzung und Schluss.)

Was zu einem guten Gebet gehört

f. 205r. Am 4. suntag [Juli 8] prediget dicz *Johannes Lock*, leßmeister, unser lieber peichtvater, im [14]87 jar.

Vil ander mattery, dy czum gepet gehorn, die lest dißer lerer auff dicz mal untterwegen und sagt allein von 4 umbstentten, die czum gepet gehorn. Der Ia ist, dz es mit vertrawen schol geschechen ... Der ij ... dz ist dz man an sunt sey. Nymant bedarff hoffen, dz er yn seinem gepet erhort wirt, so er noch willen hat czu totsunden ... Der 3. umbstant der ist dz man umb nucze vernuftige dinck pit und dicz ist alles beslo̊ßen im heiligen pater noster. Dies wird im einzelnen genau erklärt nach S. Theol. II-II q. 83 a. 9. Ebenso die Frage, ob man auch andere Gebete als das Vaterunser beten dürfe (II-II q. 83 a. 14 ad 3). Der 4. umbstant, der czum gepet gehort, der ist devotio intentio : ein andächtiges auffmercken auff dz gepet, erklärt nach II-II q. 83 a. 13.

Warum werden wir im Gebete nicht erhört ? 4 Ursachen nach Thomas von Aquin. Dy Ia ist eine willige ursach, als do eines mit snytzen oder leichtvertiger tennterey umbget, auß der er wol und gewißlich weiß, dz es ym sein gemut czustrewet ... Die 2. ursach ist auß menschlicher kranckheit, welche kumpt auß der czuruckung und czustorung unser ursprunglichen gerechtigkeit ... Die 3. ursach, die ist ein vorgeenttte ursach, als da eins pey großer leichtvertigkeit, gelechter, schympfen oder schertzen ist gewest pey newen meren, sagen, pey lydlein singen oder vil desgleichen. Ist nit muglich der mit pech oder kot umbget, dz er nit befleckt werdt. Und so man denn petten scholl oder will, so kumpt es denn alle doher, es sey czorn, unmut oder geczenck und vil des gleichen, so man etwe czornlein hat gehabt und denn in kor kumpt, so get es alles herfur ... Die 4. ursach ist und kumpt auß der anvechttung des poßen geistes.

Die Macht der Fürbitte Marias

f. 217r. In die annuntiatio b. Marie 1487 *Johannes Lock*, lector et confessor noster.

Von dem namen Maria sagt dyßer lerer, dz Maria in hebreysch heist und ist als vil als maris stella, ein merstern. In krichyscher sprach so heist Maria mare, als ein pitter mer. In der siriachuschen oder sirie [1] sprach

[1] Dieser Hinweis auf das Griechische und Syrische geht wohl zurück auf den Nürnberger Humanisten Johannes Cono O. P. (1463-1513), der dem dortigen Kloster angehörte. *Quétif-Echard*, Scriptores Ordinis Praed. II, 27. Quellen und Forsch. zur Gesch. d. Dominikanerordens 10, 159.

so heist Maria als vil als domina. Es wird erzählt, wie Maria durch ihre Fürbitte eine Seele aus der Hölle befreit habe. Das wird mit Thomas erklärt im Supplementum q. 71 a. 5 ad 5. « Aber von dem großen gewalt, den dy edel muter gocz hat pey yrem kint spricht Bernhardus : O Maria wie mocht es muglich sein, dz dir pey deinem kint versagung geschech, seyt dein fleisch ist sein fleisch und sein fleisch ist dein fleisch ? Nw versagt er ym selber, so er dir versagt. Nw verjagt oder vertryb oder versmecht er sich selber, so er dein gepet oder dich versmecht. Dicz ist unmuglich, wann als unmuglich es ist, dz er ym selber yczyt versag, als unmuglich ist es, dz er dir versag. Darumb pyt fur uns arm sunder, dz wir hie also leben, dz wir von deinem gemyntten kint nymer geschiden werden. Amen ».

Von dem Mitleiden Mariä

f. 220r. Von dem mitleiden Marie prediget dicz stucklein der vater *Petrus Gundelvinger* am h. karfreitag (April 13) 1487 jar.

Der weiß man, der spricht : alle wasser dy flyßent in dz mer [1]. Nw dyßen spruch den legen auß etlich lerer auff dz groß herczeleidt Marie der junckfrewlichen muter gottes in solcher weiß. Dz mer dz ist pitter und alle wasser, so sie ye und ye necher sint dem mer, so sie ye sewrere und pittere sint, und so sie ye und ye ferer sind dem mer, so sie ye und ye sußer und wol gesmacher sint. Also ist ym auch mit dem großen herczeleidt Marie, der aller pitterkeit und alles herczenleidt, dz alle werlt ye leidt von dem ersten anvang der werlt piß an den letzten jungsten tag czu einem hawffen mocht samen oder machen. Drei Gründe werden ausgeführt : Dy Ia dz sie was allein ein muter, dy mitleiden mocht haben mit yrem kintt, wann er keinen leiplichen naturlichen vater nit het und darumb so must sie vater und muter stat vertretten und den großen herczeleiden leitt yres lieben kindtes ... Czum 2. so was sy allein sein allergetrewster frewnt ... Czum 3. so was und must ir herczenleid uberswencklichen groß sein von wegen der unerung gotlicher maiestat, gegen der sie den stant aller menschen, aller heiligen, aller engel und aller der ganczen werlt allein vertrat ...

« Dicz mitleyden, dz dy eelement und unvernuftigen creaturn mit yrem schopfer hetten, dz was ein großer trost und auffenthalt der betrubten muter Christi. Und als es an czweyffel mag gehalten werden, wenn sie darnach heymsuchet dye stat da ir kint het an gelyden und so sie kom an dy statt da dz crewcz getantten was und sy sah dy stein, dy sich czu spalten hetten, so was sy dy yniglich kussen und den dancken der trew und des mitleydens, dz sie ir beweist hetten yn iren engsten und notten ».

Die Gnade, ihr Wesen und ihre Wirkungen

f. 224v. Diße stucklein dy prediget der wirdig vater *Ludwig Wintzperger*, leßmeister und prior tzu Eystet, an der aposteln Philippi und Jacobi tag (Mai 1) im [14]87 jar.

[1] Ecclus. 40, 11.

Die frag : was ist doch dy gnadt gocz ? Antwurt unser heiliger vater Thomas de Aquino [1] : die gnadt gocz ist ein begabung der vernuftigen creatur, dy ir vergebens gegeben wirt in dz weßen der sel und nit in die kreft und sy macht dyselben vernuftigen creatur die sy hat, ire werck und sy got angenem, wann der meister von Hochen synnen der spricht, dz got dy vernuftigen creaturn erschaffen hat, dz sy yn erkenn, so sy ynn erkennt dz sy yn lieb, so sy yn liebt dz sy yn denn besicz, so sy yn besicz dz sy dann ewiglich yn ym sellig sey. Und darumb so wir disse gnadt (225r) haben, so sey wir heilig. Eya was ist denn heiligkeit ? Antwurt aber unser heiliger vater Thomas [2], dz dicz heilig ist czum Ia dz rein ist. Czum 2. dz ist heilig dz mit plut besprengt ist. Nw was ist rein ? Diesse reinigkeit die stet in gesuntheit des gemucz. Nw was ist die selbig gesuntheit ? Dz wer dicz gewest, dz wir an suntt weren blyben im paradiß, so wer wir an peinlichkeit czu got kumen, ya und het halt Eva gesuntt und wer newert Adam bestenttig blyben, so het got Eva allein getodt und het Adam ein andere frawen erschaffen, wann yn Adam was ein wurcklicher (225v) ursprung aller menschen und in Eva ein leidlicher [3]. Nw woll wir wider czu derselben ursprunglichen gerechtigkeit oder gesuntheit kumen, in der wir an suntt mugen leben, dz muß wir thun und erlangen aus reinigkeit des gemutz und dy haben wir in der vernuft, so wir got lernen erkennen und dz lert uns der glawb, dz vater unser und ein yds nach seinem stant dz vil oder wenig got ist schuldig noch czuforschen und czu erkennen. Und so wir mit der gedechtnuß dzselbig sam stez oder emsichlich betrachten und ym willen dz unß außerwellen oder wollen, wann der wil wert alleczeit geurteilt nach seiner wille kur oder freyheit : wil er wol so ist er (226r) gut, wil er ubel so ist er poß. Und yn dießem stett reinigkeit des herczens oder des gemucz, und also mugen wir dz Ia haben, dz czu der heiligkeit gehort oder in dem dy heiligkeit stett, dz ist reinigkeit.

Dz 2. darynnen die heiligkeit stet dz ist dy mit plutt besprengt sint. Und von dem in der gemein czu reden so sey wir dz alle, wann alle menschen hat unser herr in seinem edeln allerheiligsten plut gewaschen, dy sich sein anders entpfencklich machen.

Nw dy selbig entpfencklichkeit so wir in suntten sein gewest, dy stett in dem dz wir ware puß thun, wann wenn wir dy czwey stucklin warlich haben : dz ein ist, dz uns unser suntt warlich (226v) leidt sint und unß rewen, dz wir got ye erczurnt haben, peichten und pußen wollen. Dz 2. dz wir ganczen willen haben uns ewiglichen vor suntten czu hutten ; und nemlich so wir halt den allermynsten grat der rewen haben als so dz wir gedencken : ach hett ich etwe gewist, dz dicz also sunt und swer wer gewest und so ser wider got, ya ich hett mich ee x mal lassen todten ee ichs getan hett. Dicz ist genung czum ewigen leben, ya es mug der allermynst grat oder staffel der rew also groß sein, dz der mensch mag an fegfewr von mundt auff in dz ewig leben varn. Und so wir also ware puß thun so sey wir mit plut besprengt, dz ist mit dem verdynnen Jhesu Cristi und in seinem plut gewaschen (227r) und ym czugeeigent oder vereiniget.

[1] I-II q. 110. [2] II-II q. 81 a. 8. [3] I-II q. 81 a. 5 ad 1.

Und so muß wir von nott wegen heilig sein und haben also dz 2. dz czu der heiligkeit gehort, dz ist dz wir mit plut besprengt sint.

Nw auß der heiligkeit kumpt und entspringt *geistlichkeit.* Dy stet in der gemein czu reden in viererley unterscheit, spricht unser heiliger vater Thomas von Aquin. Dy Ia ist ein geistlichkeit des glawbens. Diesse geistlichkeit die mugen haben posse und gutt, als Jacobus spricht: der glawb an die werck ist todt[2]. Dy 2. so die werck ubereintragen oder concordirn mit dem glawben. Und diße geistlichkeit, es sey in weltlichem oder in geistlichem stant, so ist sy allein der frummen und gutten. Dy 3. ist der dy weih haben, also dz sy ir tagczeit (227v) oder die VII psalm mussen sprechen, als denn dy clericor oder dy nach pristerlicher weich stellen oder darczu angevangen haben darnach czu arweitten. Dy 4. dz sint diß, dy durch gotz willen sich untterwerffen und untertenig machen der gehorsam und sich selbs und ir obern iren willen aufgeben, von den spricht Bernhardus, dz dicz dy also leben unter der gehorsam, dy sint sicher gewiß dz sy reyner leben, seltener vallen, sneller auffstehen und sicherer sterben. Und darumb so ist dz ein rechte ware geistlichkeit, so man hat dy 3 gotlichen tugent als glawb, hoffnung und lieb, wann dyselben habent got allweg czu (228r) yrem gegenwurff und ist keine an die andern recht. Und so wir also eine ware rechte geistlichkeit halten, so mugen wir haben und furen eine werdige wandelung.

Eya was gehort dann czu einer *werdigen wandellung?* Hie czu antwurt unser heiliger vater Thomas, da er also spricht: czu einer werdigen wandelung do gehort dz man wolgeschickt sey czu den obern und czu den menschen. Czu deinen obern, dy pede got und sein statthalter sint. Pistu den wolgeschickt, so du in dieße drey erpewtest, dz ist fidelitas, reverentia und famulatio. Czu voran scholt du dz deinem allerentlichsten hochsten großten obern, dz ist got deinem herrn erpytten, und dz heyßen und gepytten die die x gepott, dy er dir gegeben hat. Wann als dir dz Ia gepot sagt, hastu in recht und (228v) warlich lieb, so pist du im genczlich gewißlich getrew. Begerstu denn nit czu unern seinen heiligen namen, als dir dz 2. gepot sagt, so beweist und thust du im reverentia, dz ist dz du in erest. Erest du yn denn warlich und begirlich, so huttest du dich vor swern. Von da sag ich dir eins von swern: hast du des ein poße gewonheit und du weist es wol an dir und du huttest dich nit davor als du pillich scholtest, also dz du dich sein in nichte maßest und swerest also in tag hinein auß poßer suntlicher gewonheit, so tuest du also oft totsunt als oft du also auß suntlicher gewonheit swerest an not. Und es ist dir und macht dir dy gewonheit sam etwas dz schweren (229r) schwerer mer denn sie es geringert, wann es ist nit ein klein dinck umb sweren. Man scholt nit swern an große ursach: judicia, justitia, veritate[1]: dy drey, dz ist dz gericht, dy gerechtigkeit und dy warheit, dy solten dich czwingen, so du swern wollest und nit also in tag hynein als ein heydt oder judt. Darnach ist, dz du deinen feyrtag recht haltest als du pillich scholt. So thust du dz drytt dz czu einer wirdigen wandelung geht, dz ist famulatio,

[1] 2, 26. [2] II-II q. 89 a. 3.

dinstparikeit gottes. Und denn dy andern siben gepott, dy czeigen, weißen, leren und schicken, ordinirn dich, wy du deinen nechsten schuldig pist czu lieben als dich, wy du dich selbs vor suntten yn gedancken, wortten (229v) und wercken behutten scholt und nymant in nichte beleidtgen, beschedtigen noch unrecht thun scholtest wider got oder recht. Drewen thust du dicz, so furest du an czwyffel einen werdigen wandel.

Und dapey so merck dicz, dz ich alle dieße ding mit dem beslewß, als ich am ersten hab gesagt, dz dy gnadt goz ist ein begabung der vernuftigen creatur, dy ir vergebens oder umbsust wirtt gegeben, dadurch sy und ire wercke got angenem werden. Und dz kun wir mit nichte von unß selber gehaben, und es wer oder es ist ein grosse hoffart, frevel oder hochmut, dz wir wolten meinen, es kom oder wurdt und sie gnadt gotz auß unserm verdynen, auß unser wolgeschicklichkeit, fleiß oder (230r) ernst. Des kumpt und muß uns allen kumen aus der freyen lawtern unverdyntten gab und gnadt gotz, schul wir got ewiglichen sehen und sellig in im werden. O darumb irren die ser und vil, die es meinen von in selbs oder von yrs verdynens wegen czu haben oder czu erlangen. Dz uns allen die selbig vergeben unverdynt gnadt wert an unsern letzten czeitten, dadurch wir got ewiglichen lieben, loben und geern mugen, dz geb uns der, der dicz allein selbs getun mag. Amen [1].

Ob Christus seinen Vorläufer, seine hl. Mutter und seine Jünger selber getauft habe ?

f. 233r. An S. Johannes Baptiste nativitastag predigte dicz der vater Kurser czu der czeit mit namen *Lorentius Auffkirchen* im [14]87 jor.

Die Liebe Gottes und ihre Wirkungen. Wie man zu ihr gelangt. Das Joch Christi. Der Gehorsam

f. 253v. Dyße predig dy hat getan unser lieber vater *Johannes Lock*, leßmeister, am suntag quinquagesima im (14)86.

Nach den wortten, als dy epistole an dyßem hewttigen sunttag lawtt so wirt uns dy edel tugent der gotlichen lieb uber alle tugent auff dz hochst gelobt. Drei Gründe : 1) Ihre Notwendigkeit. 2) Ihr Nutzen : wir bezahlen damit alles, was wir schuldig sind ; wir werden mit uns selber vereinigt ; wir werden durch sie mit Gott vereinigt. 3) Ihre Höhe und Größe : die Liebe ist das Ziel des Gesetzes ; sie gibt allen Tugenden das Leben ; sie macht alles Gott wohlgefällig.

Wie gelangen wir zu solcher wahren Gottesliebe ? « Dz lert uns got durch dy figur und geschicht, dy sich beging mit Abraham. Den leret got, dz er im scholt opfern drey junge kw und ein drey jerige geiß und einen drey jerigen hemel oder styr und czwey turtel und czw gemeine tawben ... [2] David der opfert auch czwen ochsen und es was got auch angenem ». Dies wird im einzelnen vom Gehorsam ausgelegt.

[1] Ob die Hörerinnen den Prediger ganz verstanden haben, scheint fraglich zu sein.

[2] Genesis Kap. 15. Dort ist die Rede von einer dreijährigen Kuh, nicht von drei Kühen.

« Nw was sint dy ursach dz uns dz joch Christi suß und leicht wirdt ? Der sint vil an zal, besunder so sint ir 5, dy dyßer lerer yczunt melt oder lert. Dy Ia ist propter unctionem, dz ist durch dy begnadung und salbung dy got allen den besunders gibt, dy da halten sein gepot... Dy 2. ist propter retributionem, durch dy widergeltung oder belonung aller der, dy halten dy gepot unsers herrn. Dy 3. ist propter amorem, durch dy lieb dy got czu den hat, dy seine gepot behalten. Dy 4. ist propter exemplum sanctorum, so wir ansehen dz exempel der lieben heiligen. Dy 5. ursach ist : propter portabimus nos deus : umb des willen, dz uns got tregt... Also gleich als da eine liebe muter ein kindlein hat, dz tregt oder hat ein eppeffelein in seiner hant und dy muter tregt dz kintt mit dem eppeffelein, also tregt got und hilft uns, dz wir mugen behalten seine gepot ..., allein dz wir dz eppeffellein, dz sint seine heiligen gepot, nit auß der hant werfen ... ».

Vom Leiden des Herrn

f. 265r. Dz sint etliche stucklein, dy ich hab gemerckt in der predig, dy da thet der vater ... *Wilperg* am heiligen karfreytag im [14]85 jar, czu derselben czeit was er (!).

Unser heiliger vater Thomas de Aquino der fragt in tertio parte articulo 6.[1] von dem leiden unsers hern, da spricht er also von dem leiden Jhesu Cristi und fragt, wy dz sey gewest uber aller menschen leiden und er antwurtt im (265v) selber und spricht nach dreyerley unterscheidt : in einer gemein czu nemen und auff dz allerkurczt czu begreyffen, so ist dz leiden Jhesu Cristi uber aller menschen leiden. Dy Ia ist dy manigvaltigkeit, also dz er leydt von juden, heyden, von herrn und knechten, von weibern und mannen, von jungen und alten, von seinen frewntten und veindten, von seinen erkantten und unerkantten. Czum 2. so ist dz leiden Cristi uber aller menschen leiden und dz von seines (266r) heiligen edeln leibs wegen, der in allerhochster subtylster lewtterster allerclerster zartheit von dem heiligen geiste auß dem allersubtylsten allerclersten alleredelsten plutt dz dy zart junckfraw Marie in irem herczen verporgen hat gemacht wartt. Nw dz demselbigen allerzerczten alle dy gutter, dy im czugehortten, enczogen und genumen wurden und mit den allerpeinlichsten grewlichsten herczsten dingen umbgeben, dz was auch ein (266v) ursach, dz sein pein und marter ubertrytfft aller menschen leiden. Czum 3. von seiner allerheiligsten sel wegen, dy er an allen trost auff dz allerhochst in engsten und notten haben wolt. Wy dz dicz was also, als Johannes Damascenus[2] spricht, dz er wolt, dz alle dy kreft seiner sel ein ydliche besunders und sy alle in der gemein gequellet und gepeiniget wurden an allen trost und auffenthalt, also dz keine der andern keinen trost oder auffenthalt thet. Als (267r) dz dy vernuft het geringert der synlikeit ir peinlikeit und ir het geholffen in solcher weiß, also dz der edel herr czu im selbst het gesprochen oder in im selbs het gedocht : Eya dicz dz du leydest, dz leydest du doch durch dy erloßung und trostung der ganczen welt und alle heiligen werden ir seligkeit, ir heiligkeit und ir nutzparikeit

[1] III q. 46 a. 5 et 6.

[2] Ib. a. 6.

darauß nemen oder dicz gleichen in tausentervaltiger weiß hett er sich selber getrosten mugen und ein vernufftige trostung im (267v) selbs mugen furwerffen, dadurch er ein wenig in im selbs het ein geistliche trostung gewunen. O dicz thet alles der edel herr nit, ya nye in dem allermynsten punctlein in allen seinen pyttern leiden, er leydt es alles in der allerellendlichsten gelaßenlichsten pyttersten weiß, in der er wolt, dz alle seine kreft auff dz hochst an alles trosten stuntten in aller ellender janliger pytterkeit und gelaßenheit. Dicz macht sein leiden unergruntlich (268r) unaußsprechlich und ungemessenlich, ya unbegreyflich ubertrifft aller menschen leyden.

Nw merck furpaß von den *fruchten* des hochwirdigen leidens Jhesu Cristi. Und der werden auff dz kurczt hye 8 [1] gemelt. Und ist der Ia recuperatio, dz ist wider pryngung, von der spricht Paulus : Er lobt in uns sein lieb in dem da wir dennoch veindt gocz waren da gedacht und wolt er sterben fur uns. Des nym ein exempel : es geschech, dz ein (268v) reicher man, der hat einen sun und einen knecht, der macht sein gescheft also, dz er schickt und geb alles sein gutt seinem sun und doch in solcher untterscheidt, wenn es wer dz der sun sturb an erben so scholl dz selbig alles sein gutt seinem knecht werden. Sturb denn der sun so wer ya an allen czweyffel nach allen rechten das gutt des suns alles des knechcz. Also ist ym auch mit uns : der ewig hymelisch vater der hat sein gescheft und (269r) testament also gemacht : wer es dz sein ewiger eingeporner sun sturb, so scholt uns seinen knechten alles sein gut bleiben und werden. Nw wolhyn, er ist gestorben, darumb alle seine gutter, dz ist alles sein verdynen dz ist furwar unser und also sey wir widerprocht worden. Dy 2. frucht ist dz unser testament oder gescheft ist versygelt und bewertt. Czu einem yden gescheft gehorn dyße drey, dz ist dz dz gescheft wert beschryben, beczeugt und probryrt oder bewert. Nw (269v) Cristus unser selligmacher der hat sein gescheft oder testament mit seinem eygen plut geschriben, er hat es mit seinen lieben jungern bezeugt, er hat es probrirt und bewert mit seinem sterben, dz es also muß behalten werden und bestettigt bleiben. Czum 3. und dy drytt frucht ist, dz wir gancze freyheyt haben, wenn wir in dz leyden Christi flyhen sint, wann es ist ein sicher oder gewißer czuflucht und wir haben keyßerliche freyheit darynnen. Als er selber sprach Johannes am 6 : Qui (270r) venit ad me, non eiciam eum foras, Der do kumpt czu mir den wurff ich nit auß oder ich vertreyb in nit von mir und nit allein treybt er uns nit von im, ya er ledt uns auch und heyst uns auch, dz wir czu im flyhen schullen, als er spricht Matheus am 11 : Venite ad me omnes, Kumpt alle tzu mir, dy da arweytten und beswert sint und ich wil euch ergeczen oder widerpringen. Secht wy einen sichern czuflucht haben wir. Dy 4. frucht ist danckprikeit oder dz wir im gethurn dancken, wann wenn einem vil gucz von einem andern geschicht, so ist pillich, dz er ym danckt ; thut er dz so kumpt er (270v) auch czu ym. Nw kum wir denn czu gott, so sey wir sellig und also in allen dingen so sucht got seinen eygen (!) nutz und nit den seinen in keinen dingen. Dy 5. frucht ist uberwindung des teuffels, als wy in allen rechten ist dz warlich besloßen :

[1] III q. 49.

wer sein eygen herrn ist verratten, todten oder darczu helffen, der hat den grynt oder kopf verfallen und ist wirdig des tods und dz er aller seiner ern, alles seines gutz, alles seines gewalcz berawbt wert. Dicz hat der teuffel getan, der halff und riet dartzu, dz unser herr ertodt wart, darumb wurden im mit pillichen rechten genumen und entzogen (271r) all dy dinck, dy er dann vor im hett untterdenig gemacht. Dy 6. frucht ist guttigkeit, dy wir in dem, dz unser herr als vil streych und leyden durch uns gelyden hat, und so wir dz eben vermercken, so gewinnen wir yn warlich lieb, so wir yn liebhaben, so wert wir sellig in ym. Dy 7. frucht ist, dz er ist unser opfer fur uns und fur alle unser schult, er ist dz wasser in dem wir gewaschen werden, er ist dz plut durch dz wir bezaln und genug mugen thun fur alle unser schult und durch dz wir (271v) uns mugen wider versunen dem ewigen vater. Dy 8. frucht ist dz wir alle sellig mugen werden in dem verdynen Jhesu Christi. Dicz wert uns beczwungen und gepewt uns unser cristenlicher glaub, dz wir in keiner andern weiß nit mugen noch kunnen sellig werden, dann in seinem allerheiligsten verdynen und leyden. Und dicz schul wir auch allczeit begern. Des helff uns allen got. Amen.

Die Ursachen der Sünde und ihre Heilmittel

f. 281. Dyße hernach geschriben predig dy thet der wirdig vater *Frydrich Stromer*, lesmeister, czu der czeit prior und des provincials gemeiner vicarier einer, an der kirchweyabent nach ostern, dy geviel also, dz sy was am suntag in der octav S. Vincentius unsers vaters im [14]86 jar (. April 9). Dy vorredt und furgelegten dy hab ich untterwegen gelaßen von kurtz wegen.

Dißer lerer der seczt uns fur 12 *prunnen* oder ursach, daraus alle sunt iren grunt und irn anvang haben und wider dy selben (282r) lert er uns ander 12 prunnen oder ursach, dadurch wir denselben mugen widerstant thun und dyselben vertreyben.

Der Ia dy erbsunt, dy gibt uns allen dicz unlick, dz wir kinder des czorns gocz geporn wurden und berawbt sint der ursprunglichen gerechttigkeit. Was ist dyselb ? Es ist dz behendt czuneygen oder dy auffgerichtigkeit, dy wir alle hetten czu alle gut und dz wir an alle arweyt unser gemut hetten mugen keren in got dz hochst gut uns mit im czu vereinigen. Dicz ist uns also genumen, dz wir alle von jugent auff mer geneyget, begirig und behendt oder snel sint tzum poßen denn tzum gutten ; proni : snel oder resch sint dy gedencken der menschen von seiner jugent auf czum (228v) poßen, sagt und bewert dz puch der geschopff [1]. Nw wider dz so hab ich czum Ia dz sacrament der heiligen tauff, dy macht uns wider kinder der frewndtschaft gocz, dy ist uns reinigen von dem unfalt der erbsunt, sy ist uns trencken mit eingyßung der gnaden, sy ist uns erkullen oder ergeczen, so sy uns ist pringen czu den ewigen wollusten. Dyße drey eygenschaft hat dz leyplich wasser an im als reinigen, den durst erleschen und erfrewen oder ergeczen. Dicz alles geistlich thut dy tauff.

[1] 8, 21.

Der *2. prunn* ist dy eygenwillig wurcklich sunt, von der Augustinus spricht, dz sunt nichts anders ist denn ein freywilliger abker von dem hochsten ewigen unverwandellichen gut, dz czu ver(283r)smehen und sich kern czu einem czeyttlichen vergencklichen, desselben mer begern und lieben denn des ewigen ungemessen guttes, dz got ist. In dyßem grunt sint eygentlich alle sunt besloßen, der dy suchen wil, der mag der wol vinden. Nw wider dz so hab wir dy 2. erczeney und den andern prunnen, mit dem wir vertreyben und ertrencken mugen alle sunt, dz ist dz sacrament der heiligen penitencz oder puß, dy nympt ab alle sunt, sy ertrenckt und verswent und außlescht alle sunt, da sy recht wurcken ist, wann als Augustinus spricht: Nicht dy meng, dy groß, dy swer oder dy vilheycht der sunt dy verdampt nit dy menschen, allein der wil, dz man der nit laßen wil und dz nit pußen oder lassen wil, dz selbig verdampt dy menschen (283v).

Der *3. prun* oder ursach ist vorcht. O dz man dy menschen oder eygen schaden mer furcht denn got czu ertzurnen oder seine gepot czu ubertretten, dicz ist nit eine kleine ursach aller sunden. Nw wider dicz so haben wir gar einen edeln prunnen, in dem wir den prunnen der ungeordentten vorcht ertrencken mugen. Was ist dyßer ? O es ist dz ellend vorchtsam hercz Jhesu Christi, dz auch vorchtig, erschrecklig oder erpydlich was am olperg, von welcher wegen er switzet pluttigen sweiß. Nit dz in dy vorcht uberwindt, besunder er uberwandt dy vorcht also vil und genugsamyglich, dz er ee wolt sein leib und leben verlyßen ee er dy gehorsam seines hymelischen vaters verlaßen wolt uns czu einem (284r) ebenpild, dz wir uns nichcz als vil erschrecken lyßen dadurch wir seine gepot wern verlaßen oder czu prechen.

Der *4. prunn* oder ursach, darauß vil sunt kumen, ist ungeordentte lieb czu uns selbs oder deß andern. Wy tieff dißer grunt in uns steckt und unergruntet ist, darumb frag sich ein ydes gotmynenttes getrewes hercz selber, wy vil widerstanttes man wider dicz bedarff. Nw dißen valschen poßen grunt aber czu uberwindten und czu erdrencken, so hab wir aber gar einen vil edeln prunnen, der uns hilfft gesygen, dz ist dy geißlung Jhesu Christi, dy also groß und vil was, dz nit einer einigen nodel spitzen weitt an im an allem seinem leib unverseret bleib, es wart (284v) alles verwunt, czurryßen und czuslagen. Wie vil lieb er in dyßem czu im selbs und czu seinem eygen nucz oder den seinen behalten hat oder im muglich ist gewest czu behalten, dz befilh einem vernuftigen getrewen gemut, dz mit ernst dy pittern grawsamkeitt dyßer hertten sleg ansicht.

Der *5. und 6. prun* ist omissio, da man dz gut versampt und nit thut dz man schuldig ist, und comissio oder dz ubel thut, dz man nit thun scholt, dz da verpoten ist, oder dz da unrecht ist thut. Nw wider dy czwey hab wir aber zwen ander prunnen, in den wir ertrencken mugen dyße poß prunnen. Dz sint dy verwundten durchlochertten edeln fuß Jhesu Cristi. Mit den hat er volpracht alle dy (285r) dinck, dy er schuldig was, dy thet er, und dz er untterwegen scholt laßen dz ließ er also vil und also gencz-

lichen, dz er ee wolt an den galgen des crewcz genagelt werden ee er dz mynst versawmen wolt, dz er thun scholt, oder dz mynst thun wolt dz er von recht nit thun scholt.

Der *7. und 8. prunn* aller sunden ist, dz wir entweder dy sunt selber thun oder durch ander person, den wir helfen oder ratten darczu. Wider dy czwen prunnen so haben wir aber czwen edel prunnen. Dz sint dy durchlochertten verwuntten hent Jhesu Cristi, dy haben nye kein ubel weder durch ander lewtt oder durch sich selbs nye getan, ee wolt er dz sy im durchwundt und durchgraben wurden pyß (285v) yn den allerpyttersten todt.

Der *9. und 10. prun* oder ursach aller sunden ist, dz man dy prospera dz sint die gelucksеligen dinck unordenlichen haben wil, oder dy adversitates widerwertigen dinck umb dy warheit oder gerechtigkeit dy czu volpringen oder nit czu verlaßen nit leyden oder gedulden wil. Als Augustinus spricht, dz kein sunt geschicht sy sey dz man dy widerwertigkeit nit leyden wil oder dy gelucksеligkeit haben wil. Nw wider dyße czwen groß valsch prunnen dy aber czu erdrencken so hab wir, dz der edel herr Jhesus auff dz hochst alle gluckselige dinck versmecht hat und alle widerwerttigkeit umb dy lieb der warheit und (286r) gerechtigkeit auff dz allerhochst gelyden hat. Wie vern aber dicz reicht oder tryft, dz betracht ein yds getrewes vernuftigs gemut pey im selbs.

Der *11. und 12. prun* oder dy ursach aller sunden ist, dz alle suntt entweder sy geschechen durch dy visibila sensu, ewsern synn, oder invisibilia sensu oder innern unsichtigen synn. Nw wider dz hat uns der edel herr Jhesus aber gar edler kospar prunnen czwen gegeben in den wir dy czwen poß prunnen ertrencken und uberwinden mugen, dz ist dz er in allen seinen ewssern und ynnern synnen auff dz hochst gelyden hat alle sunt in den czu vermeyden und alle tugent in den czu volpringen. Wy groß(186v)lich er dz volpracht hat, o wer kan dz außgesprechen ? Nymant. Damascenus spricht [1], dz er in seinem heiligen leyden allen seinen synnen von außen und ynnen verhengt er und wolt dz ein ydlichs lyd dz es leyden mocht und keins verhintert dz ander. Als exempel : dz im dy fuß durchgraben und angenagelt wurden, dz wolt er dennoch dz in hentten auch leyden. Da er auff dz hochst weetagen in seinem heilgen hawbt hett, nit dester mynner wolt er weetagen dar czu in allen seinen glydern haben, ya piß auff dz allermynst ederlein dz an seinem allermynsten zehlein was dz wart alles versert und vol smerczen und nichcz dester mynner von seinen ewsern wees oder lyden wegen wurden sein inner kreft (287r) gepeinigt und entpfunden unterscheydlichen einen yden weetagen besunders. O dicz ist ein unergruntlicher grunt seines allerpyttersten leydens, in dem wir wol pillich ertrencken und uberwindten und ubermugen kunnen alle sunt, dy wir mit ewsern oder ynnern synnen oder kreften getan mochten. Des helff uns got. Amen.

[1] S. th. III q. 46 a. 6.

Un bréviaire clunisien du XIIe siècle à la Bibliothèque de Fribourg

par D. Germain MORIN

Le manuscrit L. 46 de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg n'offre rien, au premier abord, qui soit de nature à attirer sur lui l'attention. C'est un gros volume trapu de plus de 352 feuillets, dont le premier et les derniers, à partir du 325e, ne datent que du XVIe siècle, de l'époque postérieure à l'introduction de la Réforme. Le parchemin est épais et plutôt grossier ; les marges ont été rognées à l'excès par le relieur, et la reliure elle-même, passablement fatiguée, ne se recommande que par sa solidité. Le titre moderne, sur le dos, *Breviarium Cluniacense Paterniaci*, est exact ; mais il faut être bon connaisseur en liturgie et en histoire monastique pour apprécier à sa valeur l'intérêt du contenu. Au point de vue paléographique, il y a eu jusqu'ici un malentendu regrettable : on a attribué le volume au XVe siècle, alors que le Bréviaire primitif lui-même est tout entier d'une belle main régulière du XIIe siècle, quoique sans aucun luxe, à part quelques initiales en rouge, bleu et vert ; quand on a voulu y mêler un peu d'or, comme sur les feuillets 8 et suivants, celui-ci fait actuellement pauvre mine, ayant été dès l'origine d'assez mauvaise qualité. Aussi bien faut-il considérer que ce n'est là qu'un Bréviaire, destiné à servir hors de l'office, en voyage ou n'importe où, comme le montrent le format (actuellement 19 × 12 cm.) et l'extrême brièveté des leçons de Matines, parfois réduites à deux lignes, ou même une ligne et demie. L'écriture aussi est trop menue et trop serrée pour un livre de chœur.

La première chose à examiner, parce que plus significative, est le calendrier (fol. 1[v]-7[r]), dont la première page (fol. 1[v]), probablement endommagée à la Réforme, a été remplacée de main postérieure. Plus tard encore, une autre main y a ajouté au 18 janvier la *Dedicatio cathedre Romane*, remise à cette date par Paul V (1605-1621), alors que la première main du XIIe siècle avait marqué la *Cathedra sancti Petri* au 22 février, sa vraie date traditionnelle.

Naturellement, puisqu'il s'agit d'un livre de Cluny, on cherche tout d'abord les noms des quatre grands saints abbés du célèbre monastère. Saint Odilon n'y est pas, ou plutôt n'y est plus : car il figure à sa date, le 1er janvier, dans le corps même du Bréviaire. Viennent ensuite, de première main, saint Hugues (29 avril), saint Maïeul (11 mai), saint Odon (19 novembre) renvoyé de la veille à cause de l'octave de saint Martin. La fête de saint Hugues, surtout, aide à dater exactement le manuscrit, car ce grand abbé, mort le 29 avril 1109, fut canonisé, à Cluny même, par le Pape Calliste II, dès le 6 janvier 1120. Pourtant, dans le corps du Bréviaire, les pièces composant son office n'ont été ajoutées qu'en cursive du XIIIe siècle au bas du fol. 219v. Vers la même époque, on a également ajouté dans le calendrier, au 13 mai *Translacio sancti hugonis*. Et, de première main, figure au 15 juillet la notice fautive : *Capta est civitas ierusalem a francis dono gratiae dei millesimo* [*centesimo*] *nonagesimo nono*. De tout cela il résulte bien que le manuscrit a dû être transcrit après le début du XIIe siècle.

D'autres indices sont la preuve qu'il ne faut pas descendre jusqu'au dernier quart de ce siècle : car saint Thomas de Cantorbéry, martyrisé le 29 décembre 1170, canonisé dès 1173, et dont le culte s'introduisit sur-le-champ un peu partout, en France notamment, n'est marqué au calendrier que de seconde main et d'une encre plus pâle ; de même saint Bernard de Clairvaux, canonisé en 1174.

Certaines particularités permettent de préciser encore davantage. Par exemple, à la Pentecôte, on ne trouve pas encore assignée pour tierce l'hymne *Veni creator spiritus*, usage introduit par saint Hugues, d'après un de ses biographes. La fête de la Transfiguration, au 6 août, revêt déjà un caractère de grande solennité comme le veut Pierre le Vénérable (Statut 5) : mais, par contre, il n'est pas encore tenu compte du Statut 9 du même Abbé, qui prescrit de chanter, au premier dimanche de l'Avent, le commencement de l'évangile de Marc *Initium evangelii*, au lieu de l'évangile selon Matthieu *Cum appropinquasset Jerosolymis* qu'on avait lu jusque-là ; notre Bréviaire se tient encore à l'ancien usage. Les Statuts (Migne lat. 189) ayant été promulgués la 24e année de l'abbatiat de Pierre (1122-1156), il semble en résulter que le manuscrit de Payerne peut avoir été transcrit antérieurement à 1146. En tout cas, on ne se trompera pas de beaucoup en lui assignant comme date approximative les années 1120-1140.

Mais continuons à décrire par ordre le contenu du volume.

Après le calendrier, commence le Propre du Temps (fol. 8r-174v).

On y voit conservée, pour les premières Vêpres de Noël, l'hymne célèbre de saint Ambroise *Veni redemptor gentium*. Aux Matines de la même fête, le second cantique du 3e Nocturne est encore conforme à l'ancienne Itala, comme je l'ai constaté dans toute une série d'autres anciens manuscrits (RBén. t. 34, 1922, 279), *Laetare Jherusalem, et diem festum agite*... A la fin des Matines, on chante la Généalogie selon saint Matthieu, quoiqu'il n'y ait d'homélies que sur ceux de saint Jean et de saint Luc. La Généalogie selon saint Luc se lit, non aux Matines du jour même de l'Epiphanie, comme en beaucoup d'Eglises, mais au jour de l'octave, où l'on célèbre spécialement le baptême du Christ.

Le Psautier ne figure nulle part dans le manuscrit : on l'avait peut-être dans un livre spécial, ou bien on devait le réciter par cœur. Mais les hymnes et le reste du Commun sont indiqués pour le Temps après l'Epiphanie. Parmi ces hymnes, je remarque (fol. 52v) celle du jeudi à Vêpres, et là, à la deuxième strophe, le vers authentique,

Subvecta caelis irrogans,

tout comme dans le Bréviaire de la basilique vaticane, au lieu que nous, bénédictins du XXe siècle, nous sommes condamnés à perpétuer ce non-sens :

Subvecta caelis irrigans,

comme si le Créateur avait assigné l'air comme domaine aux oiseaux, afin de les mieux *arroser* du haut du ciel !

Il y a, dans ce commun du Temps, une grande variété de formules, en fait de capitules, collectes, etc. ; quelques-unes, parmi elles, sont précieuses, et ont chance de provenir du Collectaire d'Etienne de Liége, ou même de remonter au vieux fonds liturgique de Rome, celle-ci par exemple (fol. 49r) assignée à l'office de None pour le mardi :

Nostris quaesumus Domine propiciare temporibus ; ut tuo munere dirigatur et *romana securitas*, et devocio christiana. Per.

Chose curieuse, en parcourant le contenu du manuscrit, je venais de tomber sur cette oraison, quand je reçus la nouvelle que Rome, pour le sort de laquelle tremblait alors tout le monde chrétien, venait d'échapper miraculeusement à la destruction (4 juin 1944). C'eût été une heureuse occasion de remettre en honneur cette antique formule.

Fol. 139, l'office de la Trinité est amalgamé d'une singulière façon avec celui de l'octave de Pentecôte et celui du premier dimanche après cette fête.

L'office de la Dédicace vient fol. 175 entre le dernier dimanche après la Pentecôte (évangile *Cum sublevasset oculos Dominus Jesus*) et le Propre des Saints, lequel va de la Saint-Etienne à la fête de l'apôtre saint Thomas.

Le Commun des Saints (fol. 310-324) vient ensuite, ainsi que les Litanies des Saints incomplètes ; mais, à partir du fol. 321, le texte est écrit de main un peu postérieure et avec moins de soin. Quant aux feuillets de la fin, comme je l'ai dit, ils ont été ajoutés à l'époque moderne en écriture grossière, et n'ont rien à faire avec le beau bréviaire qui précède.

Lorsqu'ils ont été reliés avec le manuscrit, peut-être celui-ci était-il déjà devenu la possession de Claude Duvillard, prévôt de la collégiale de Saint-Nicolas à Fribourg (1563) et vicaire général de l'évêque de Lausanne † en 1577 : en effet, en tête du fol. 8r, on lit cette note en écriture du XVIe siècle : *Ex libris Claudii a Willario ;* puis, au bas du fol. 2r, cette autre note, de la main, si facilement reconnaissable, de son successeur dans la dignité de prévôt : *Sum Sebastiani Werronis : ex dono D. Claudij a Villario. 1577.* Celui-ci, à son tour, l'aura légué au Collège St-Michel, auquel il appartenait encore au commencement du XIXe siècle, comme le prouve cette inscription tracée à l'intérieur de la couverture : *Collegii S. Michaelis Friburgii helvetiorum, 1818.* De là, il passa à la Bibliothèque cantonale, dont il porte le timbre, fol. 2r.

Il serait intéressant de savoir où le Bréviaire a été écrit, en France ou en Suisse ? En France sûrement, à en juger d'après les Saints marqués au calendrier : parmi eux, en effet, figurent, non seulement les quatre grands abbés, de saint Odon à saint Hugues, mais aussi tous les autres saints moins connus, honorés spécialement à Cluny, tels que Consortia au 22 juin, Révérien 1er juin, Taurin d'Evreux 11 août, Gerduch d'Aurillac 13 oct., Aquilin d'Evreux 19 oct., et même la *Translacio S. Regnoberti* de Bayeux, mais ajoutée au 6 septembre, main du XIIIe siècle. En fait de fêtes particulières à la Suisse, on ne trouve guère que celle des saints Victor et Ours de Soleure, joints de première main à saint Jérôme 30 septembre, mais dont le culte s'était répandu ailleurs, notamment en Bourgogne.

Plus significative serait la *Dedicatio ecclesie Paterniacen̄* au 18 mai ; mais, justement, elle n'a été insérée au calendrier primitif que de main postérieure, au XIIIe siècle : il y a donc tout lieu de croire que notre manuscrit a été transcrit pour la Congrégation de Cluny, mais n'est devenu qu'un siècle plus tard, environ, propriété du monastère de

Payerne. La date de la Dédicace aura sans doute été ajoutée après la construction des parties orientales de l'abbatiale, attribuées par les archéologues au XIIe siècle déjà avancé ; l'ogive y apparaît déjà un peu partout.

Ce qui ajoute au prix de notre manuscrit, c'est la rareté relative des livres anciens de ce genre provenant de l'Abbaye de Cluny. On sait combien peu d'intérêt on a toujours eu pour les livres, soit manuscrits, soit imprimés, d'une liturgie quelconque, dès qu'elle n'était plus en usage. Presque immanquablement, ils étaient voués à la destruction : on les dépeçait, on s'en servait pour les reliures, ou bien on les vendait aux épiciers pour faire des cornets ; en Bavière, lors de la sécularisation des monastères au siècle dernier, on imagina même de les utiliser pour boucher les creux des chemins, idée vraiment géniale ! On se rappelle le sort infligé à cet admirable missel bénéventin du XIe siècle, dont les fragments conservés à Payerne et à Zurich ont été récemment édités à Beuron avec un savant commentaire. Même les livres gallicans imprimés en usage dans la plupart des diocèses de France jusque vers le milieu du siècle dernier étaient devenus presque introuvables dès la fin du même siècle : on n'en rencontrait d'exemplaires que dans les bibliothèques des Abbayes bénédictines, des Grands Séminaires avant la spoliation dernière, ou chez quelques collectionneurs particuliers qui prévoyaient qu'on y attacherait un jour une certaine valeur. Pour ce qui concerne les livres de liturgie en usage jadis à la grande Abbaye de Cluny, ceux surtout de la belle époque du XI-XIIe siècle, ils semblent être devenus très tôt excessivement rares. Dom Martène, dans son ouvrage classique *De antiquis monachorum ritibus*, composé à la fin du XVIIe siècle, donc à une époque où Cluny et les monastères de sa dépendance existaient encore, ne cite guère à ce sujet que les Coutumiers d'Udalric et de Bernard, ainsi que les Statuts de Pierre le Vénérable ; il paraît n'avoir connu que fort peu de chose des livres liturgiques clunisiens proprement dits, bien qu'il use largement de ceux des autres monastères qui étaient à sa portée. C'est donc pour les amateurs d'études liturgiques une bonne fortune que de retrouver, au milieu du XXe siècle, ce Bréviaire de Payerne, si négligé jusqu'ici, mais pourtant en bon état, qui nous renseigne exactement sur l'office divin en usage dans la plus célèbre Abbaye de l'ordre bénédictin, à l'époque où elle n'avait rien perdu encore de son antique splendeur.

Deux épisodes de l'histoire du bréviaire de Lausanne

(Suite)

Par L. WÆBER

Mgr Claude-Antoine Duding mourut le 16 juin 1745, et ce fut le prévôt Amman qui présida ses funérailles. Son successeur, Joseph-Hubert de Boccard, recteur de Notre-Dame, vicaire général du diocèse et administrateur apostolique pendant la vacance, fut nommé en octobre 1745 et consacré, à l'abbaye cistercienne de St. Urban, par le Nonce, Mgr Acciajuoli, assisté, entre autres, par le prévôt de Saint-Nicolas. Le nouvel évêque, s'il avait été étroitement uni à la personne de son prédécesseur et s'il avait partagé sa manière de voir relativement aux affaires du Chapitre, mit cependant une sourdine à l'énoncé de ses exigences, de telle sorte que le conflit s'apaisa immédiatement.

A la mort de Mgr de Boccard, en 1758, ce fut Joseph-Nicolas de Montenach qui fut élu au siège de Lausanne. Il était, depuis 1730, chanoine de Saint-Nicolas, et conserva sa stalle jusqu'à sa mort (1782). Dès lors, entre lui et le Chapitre, aucune difficulté n'était, semble-t-il, possible. Il en surgit une, cependant, au sujet de l'amovibilité des curés ou « vicaires » nommés par les chanoines pour desservir les cures incorporées au Chapitre ; mais surtout — et c'est ce qui nous intéresse ici davantage — Mgr J. N. de Montenach porta, au sujet du bréviaire, une mesure assez inattendue, demeurée au reste sans effet, ou plutôt, ainsi que nous le verrons, suivie, quelques années plus tard, sous son successeur, d'une initiative contraire.

Il avait procédé, à la demande du Saint-Siège, en mai 1776, à la visite canonique de la Collégiale, et, l'année suivante, il remit au prévôt, datées du 26 février 1777, de nouvelles constitutions capitulaires[1]. Amené à y parler, dans le chapitre *De Choro*, § 25, de la question du bréviaire, il fait la déclaration suivante :

[1] Arch. de Saint-Nicolas, liasse *Constitutions ;* c'est l'original, muni du sceau et de la signature de Mgr J. N. de Montenach. Une copie, un peu différente, se trouve aux archives de l'Evêché (cartable 28, liasse *Collégiale de Saint-Nicolas*,

Diu anceps hæsit decisio nostra de Breviario Lausannensi dicto, missali et libris chori retinendis aut mutandis, sed tam gravia invenimus momenta pro illorum in romanos aliosve mutatione, ut non solum utilius et prudentius, sed etiam pæne necessarium judicemus vobis demandare, ut conformemini ritui romano vel alteri, si introduci valeat aliud breviarium diœcesanum.

Suit l'énoncé des griefs formulés au sujet du bréviaire de Lausanne et des difficultés s'opposant à sa réimpression. L'évêque est surtout frappé de constater qu'à plusieurs reprises, lors des visites précédentes, le changement de bréviaire avait déjà été ordonné [1], et il conclut en ces termes :

Denique ipsa conscientia nos stimulat, et cogit, ut Breviarium tale eliminemus, de quo plane non satis constat, an revera sit Lausannense breviarium, cum pleraque antiqua exemplaria differant ab hodierno, quodque vix a quopiam tuto corrigi valeret : gravissimis hisce momentis adducti præcipimus, et mandamus, ut intra unius anni et dimidii spatium, a communicatione præsentium, parentur libri romani aut alii, et incipiantur ritus et cæremoniæ romanæ, seu alterius speciei a nobis designandæ, si breviarium aliud pro diœcesi assumi queat, quo elapso tempore prohibemus in et pro tota Diœcesi, ne usus fiat amplius breviarii, et missalis lausannensis dicti.

Comme on le voit, Mgr de Montenach veut supprimer le bréviaire de Lausanne et le remplacer par le romain, ou éventuellement — et c'est ceci qui était nouveau et inattendu — par un autre. Cependant, comme nous l'avons dit, cette décision, sans qu'on en sache la raison, demeura lettre morte ; après les dix-huit mois qui étaient accordés comme délai, rien ne fut changé pour le bréviaire (quant au missel, par contre, il y avait longtemps que c'était chose faite) et l'on en

N° 2) où ces constitutions font suite aux remarques faites, lors de la visite de 1776, au sujet des autels de la Collégiale. Dans le t. I (1913) des *Annales Fribourgeoises*, M. l'abbé Ducrest a résumé les deux pièces, estimant, induit en erreur par un titre placé après coup en tête de la seconde, que celle-ci contenait les recès généraux de la visite. — Déjà un peu avant d'envoyer ces constitutions, Mgr de Montenach, dans une lettre qu'il adressait, le 10 décembre 1776, à la Commission désignée par Leurs Excellences pour s'occuper des problèmes relatifs au Chapitre, écrivait : « Il sera question de prendre un parti pour la réimpression du breviaire lausannais, des missels, Livres de chœur, ou pour leur changement » (reproduit dans l'article cité, p. 169).

[1] Parmi les visiteurs qui ont formulé cette exigence, il énumère le Nonce Della Torre en 1597 ; mais l'énoncé, assez détaillé, des remarques faites par celui-ci à l'occasion de sa visite — résumé qui est conservé au manual capitulaire (t. II, f. 10^{v} sq.) et qui constitue le seul rapport que nous possédions au sujet de cette visite — ne souffle mot de la question du bréviaire.

resta au *statu quo* jusqu'à la fin de l'épiscopat de Mgr J. N. de Montenach.

Après lui, dans la personne de Mgr de Lenzbourg, c'était un historien qui montait sur le siège de Lausanne [1], tandis que, au Chapitre, le chanoine Fontaine venait d'inaugurer cette longue carrière qu'il allait consacrer presque uniquement à étudier le passé fribourgeois [2].

Déjà tout au début de l'épiscopat de Mgr de Lenzbourg, le doyen Loffing avait, en séance capitulaire du 5 juin 1782, posé la question : n'y aurait-il pas lieu, vu les divergences que présentent les quelques exemplaires conservés du bréviaire de Lausanne, d'en entreprendre la réimpression [3] ? Aucune décision ne fut prise pour l'instant, mais l'idée n'en fit pas moins son chemin et, trois ans plus tard, elle surgit à nouveau, étudiée, précise et désormais activement poussée.

Sous une forme un peu alambiquée et avec la préoccupation constante de maintenir leurs privilèges, les chanoines, en leur séance du 4 mars 1785, faisaient remarquer qu'ils n'avaient pas le droit de corriger leur bréviaire sans recourir à Rome, ce qui entraînerait des frais et peut-être des difficultés, mais que l'évêque, par contre, pouvait y apporter toutes les modifications qu'il lui plairait, en s'inspirant, par exemple, du bréviaire de Besançon ainsi que de celui de Paris, et qu'il lui était loisible de l'imposer ensuite à l'ensemble du diocèse, ce qui permettrait de réduire considérablement le coût de l'édition [4].

Les chanoines firent part de leur projet tout d'abord à la Commission nommée par le gouvernement pour s'occuper des affaires du Chapitre. Celle-ci donna immédiatement son consentement [5]. Le Conseil accorda à son tour le sien, en précisant toutefois qu'il ne contribuerait pas à couvrir les frais de l'entreprise et ne ferait aucune avance d'argent [6].

[1] Entré à l'abbaye d'Hauterive à l'âge de 18 ans, en 1741, il en devint Abbé 20 ans plus tard. Nommé évêque de Lausanne le 2 novembre 1782 et préconisé le 20 mars de l'année suivante, il fut consacré, à l'abbaye de Bellelay, le 24 août 1783, par le fameux Gobel — le futur évêque constitutionnel de Paris, qui était alors suffragant de l'évêque de Bâle — et fit son entrée solennelle à Fribourg huit jours plus tard.

[2] Nommé chanoine de Saint-Nicolas le 13 décembre 1780, Charles Aloys Fontaine avait été installé comme capitulaire le 1er juillet 1782.

[3] *Man. Capit.* IX, p. 145.

[4] *Ibid.*, p. 196.

[5] *Protocole de la Commission d'administration des Biens du Chapitre* (arch. de Saint-Nicolas) p. 23, séance du 4 mars 1785 ; copie aux archives de l'Evêché, liasse *Bréviaire* (cartable 7, liasse 4) No 9.

[6] Séance du 18 juillet 1785, RM 336, p. 265.

Quant à l'évêque, il avait accepté avec empressement la proposition des chanoines, déclarant qu'il « avoit toujours vu avec peine que son Diocese laissa perdre le privilège d'avoir un breviaire propre, privilège dont il a toujours joui, et qui est le temoignage le plus autentique de son ancien lustre et de son antiquité... Sa Grandeur ajouta qu'elle adoptoit avec plaisir pour son Diocese le plan de correction proposé par le Chapitre et qu'Elle travailleroit a son execution de concert avec lui »[1].

On est loin, on le voit, de l'attitude de Mgr Claude-Antoine Duding. Sans doute, ce sont les chanoines qui nous font part de l'empressement mis par Mgr de Lenzbourg à entrer dans leurs vues, et l'on pourrait les soupçonner d'avoir forcé un peu la note ; mais ce que nous savons des multiples démarches entreprises par l'évêque prouve bien qu'il se montra très favorable à la réimpression du bréviaire de Lausanne.

Il commença par consulter le vicaire général de Besançon pour lui demander le résultat des expériences faites à ce sujet dans son archevêché[2]. Il écrivit ensuite à plusieurs diocèses du voisinage : à Annecy, à l'évêque de Bâle, à celui de Sion, au prévôt de Lucerne, pour essayer de les décider à adopter le bréviaire qui était en préparation ; mais, comme c'était à prévoir, ces diverses démarches n'eurent pas de succès. Nous avons chez nous, depuis saint François de Sales, lui répondit le vicaire général d'Annecy, le bréviaire romain ; le siège épiscopal est actuellement vacant et le nouvel évêque, s'il veut changer de bréviaire, devra adopter, conformément au désir d'une partie du clergé, celui que vient d'éditer notre métropolitain : l'archevêque de Vienne[3]. Sans doute, écrivit, de Porrentruy, Mgr Joseph von Roggenbach, évêque de Bâle, le bréviaire romain qui est en usage chez nous devrait être corrigé, mais je n'ose y toucher, par crainte du clergé ;

[1] Lettre, non datée, du Chapitre au Gouvernement (Arch. de Saint-Nicolas, Missival I, p. 27). Cette lettre se terminait par ces considérations : « Au reste, outre le bien Politique qui en resultera en fesant rester dans le Pays l'argent qui en sort annuellement par l'achat des Breviaires Romains, le Chapitre ose assurer vos Excellences que les corrections qu'on va faire à l'ancien Breviaire lausannois et son retablissement dans le diocèse ne peuvent que beaucoup contribuer à la Dévotion et surtout à l'instruction de tout le Clergé. Et le Chapitre s'empresse d'autant plus à en accelerer l'usage, qu'on y fera des prieres pour Vos Excellences, pour la prosperité dequels il ne cesse d'ailleurs d'offrir ses vœux au Toutpuissant. »

[2] Liasse *Bréviaire* des arch. de l'Evêché, N° 10 ; c'est la réponse, datée du 12 août 1785, du vicaire général de Besançon à une lettre de Mgr de Lenzbourg du 23 juillet.

[3] Lettre du 25 août 1785, *ibid.*, N° 11.

je ne puis donc accepter votre proposition ; en outre, le *Manuale Chori* que je publie actuellement serait désormais sans emploi ; enfin, il y a la question des frais, que le gouvernement pourrait invoquer pour s'opposer à cette innovation [1]. Même réponse négative de la part de Mgr Zen-Ruffinen, évêque de Sion : je vous approuve, écrivait-il à Mgr de Lenzbourg, d'imiter les bréviaires de France, mais il me faudrait, pour opérer chez moi le changement proposé, l'autorisation de Rome ; ensuite cela entraînerait des dépenses ; de plus, le clergé tient au bréviaire romain, et les plus âgés de mes prêtres en particulier n'accepteront pas votre offre. Je la leur soumettrai cependant [2]. Mgr Zen-Ruffinen fit encore la même réponse lorsque, plus tard, le plan du nouveau bréviaire lui eut été communiqué : je viens, dit-il, d'en parler à mon Chapitre, mais vraisemblablement il n'acceptera pas [3]. Le prévôt Pierre-Joseph Sury de Soleure, qui était en même temps vicaire général, répondit de son côté : les chanoines, objectant — à tort, selon moi — que le canton est réparti entre trois diocèses, n'ont pas encore pris de décision, n'ayant pu recevoir, pour le chant, l'antiphonaire de Paris [4]. Par contre, au début de l'année suivante, Mgr de Lenzbourg eut la surprise de recevoir une nouvelle lettre de l'évêque de Sion, l'avisant que le chapitre de sa cathédrale venait de se prononcer en faveur de l'acceptation du nouveau bréviaire de Lausanne : il me restera à consulter les prêtres âgés, qui, je crois, seront du même avis, puis à m'adresser à Rome, qui, je pense, donnera l'autorisation demandée [5].

Parallèlement à ces démarches un peu intéressées, Mgr de Lenzbourg en avait entrepris d'autres, dictées par son souci d'historien

[1] Lettre du 27 août 1785, liasse *Bréviaire* des archives de l'Evêché, N° 12. Mgr von Roggenbach renouvela son refus le 20 juillet de l'année suivante, lorsque Mgr de Lenzbourg lui eut soumis le plan du nouveau bréviaire (*ibid.*, N° 13).

[2] Lettre du 18 sept. 1785, *ibid.*, N° 14, I.

[3] Lettre du 3 août 1786, *ibid.*, N° 14, II.

[4] Lettre du 16 août 1786, *ibid.*, N° 7.

[5] Lettre du 1er janvier 1787, *ibid.*, N° 15. L'évêque de Sion écrivit au Saint-Siège par l'intermédiaire du Nonce ; mais, comme celui-ci le lui avait fait prévoir, Rome ne voulut pas autoriser le Valais à abandonner le bréviaire romain, qui y était depuis longtemps en usage, pour y substituer un bréviaire particulier d'un diocèse voisin (Lettres de la Secrétairerie d'Etat au Nonce des 14 et 28 avril 1787 ; archives vaticanes, *Nunziatura Svizzera* 287. Toute cette correspondance entre le Nonce de Lucerne et le cardinal Secrétaire d'Etat est en italien. Nous nous servons des copies que possèdent les archives fédérales de Berne, aimablement mises à notre disposition par M. Léon Kern, archiviste fédéral).

de rendre le nouveau bréviaire conforme aux exigences de la critique ou de compléter du moins les renseignements dont lui-même disposait à cet effet. Il s'agissait tout d'abord de saint Protais, que les anciens historiens plaçaient au Ve siècle, s'accordant en général à le dire *Venetus* d'origine [1]. Mgr de Lenzbourg écrivit à Venise et reçut du patriarche de cette ville une réponse lui faisant remarquer que la fondation de Venise se plaçait également au Ve siècle, de telle sorte que cette cité ne devait guère avoir de notoriété à cette époque ; il fallait par conséquent chercher ailleurs : peut-être à Vannes, dont le nom latin était également *Venetia*, d'autant plus que la leçon de saint Protais soumise à son examen parlait des rois de France et de Bourgogne sous lesquels il aurait vécu [2]. De Vannes cependant, la réponse fournie par un historien : le vicaire général de Dol, fut également négative [3]. Mgr de Lenzbourg s'était en outre adressé à l'Abbé de Fischingen, pour lui demander des renseignements sur sainte Ida, requête qui lui valut l'envoi de plusieurs documents relatifs à la recluse du Toggenburg [4]. Il avait, d'autre part, été rendu attentif, par un capucin, à une équivoque dont le bréviaire de Lausanne devait éviter de se faire l'écho, erreur consistant à identifier le premier évêque connu du Valais : le Théodore du IVe siècle, avec *saint* Théodule, évêque de Sion, contemporain de Charlemagne ou même de plusieurs siècles postérieur [5].

Pendant que Mgr de Lenzbourg sollicitait ces divers renseignements, une commission de quatre chanoines, établie par le Chapitre, s'était mise à l'œuvre et travaillait sans relâche, si bien qu'on envisageait

[1] L'épiscopat de saint Protais se place en réalité un peu après le milieu du VIIe siècle. Le Cartulaire de Lausanne le dit de *Venesia*. Sur les différentes hypothèses émises au sujet de ce nom, cf. Mgr Besson, *Contribution à l'histoire du diocèse de Lausanne sous la domination franque*, p. 21-22.

[2] Liasse *Bréviaire* des arch. de l'Evêché, N° 29*a* (du 4 mars 1786) *b* (du 11 mars 1786 ; réponse à une demande du 3 février), *d* et *e* (non daté) *c* et *f* (du 17 juin 1786, réponse à une nouvelle demande de Mgr de Lenzbourg).

[3] Lettre de l'évêque de Vannes du 3 août 1786 et rapport du vicaire général de Dol, du 22 juillet, *ibid.*, N° 28. L'évêque ajoutait qu'il allait encore s'adresser aux Bénédictins de Redon.

[4] Réponse, datée du 8 mars 1787, de l'Abbé de Fischingen à Mgr de Lenzbourg, et remerciements de ce dernier à l'Abbé (*ibid.*, N° 31).

[5] Papier sans date ni signature, ni indication de lieu (*ibid.*, N° 30). Ce saint Théodule du IXe siècle, bien qu'on continue parfois à parler de son épiscopat (cf. encore tout récemment un article dans l'*Echo Illustré* du 12 août 1944) est nettement rejeté par les historiens. M. l'abbé J. Gremaud a écrit à son sujet : « L'existence d'un Théodule contemporain de Charlemagne ne repose sur aucun témoignage de cette époque ; elle n'a pour garant qu'une légende composée au XIIe siècle selon toute apparence » (*Mém. et Doc.*, t. XVIII, p. 486).

la possibilité de commencer sous peu l'impression. Le 25 novembre 1785, l'évêque estima le moment venu de faire part au Nonce, Mgr Vinci, de son intention de « rééditer le bréviaire de Lausanne, en y apportant des modifications ». Mgr Vinci lui répondit, le 2 décembre, en le félicitant de son initiative, mais en lui recommandant de bien se conformer aux prescriptions de la Congrégation des Rites [1]. Je ne sais, écrivait le lendemain Mgr Vinci au cardinal Boncompagni, Secrétaire d'Etat, en communiquant à ce dernier les directives qu'il venait de donner à l'évêque de Lausanne, si c'est un conseil ou une autorisation que celui-ci me demande ; voici du moins ce que je lui ai écrit [2]. Vous avez dit exactement ce qu'il fallait, lui répondit, le 24 décembre, le cardinal Boncompagni, après avoir pris l'avis du secrétaire de la Congrégation des Rites : l'évêque ne peut introduire aucun changement dans le bréviaire sans avoir consulté le Saint-Siège et obtenu à cet effet un indult spécial ; s'il ne veut pas tenir compte des décrets de la Congrégation des Rites — qu'il sera cependant bien obligé de reproduire en tête de son bréviaire — il ne pourra du moins négliger la bulle d'Urbain VIII *Divinam Psalmodiam*, ni celle de Clément VIII *Cum in ecclesia*, ni surtout la célèbre constitution de Pie V *Quod a nobis postulat*, qui constitue le fondement des deux autres et dans laquelle le Souverain Pontife rappelle la décision du concile de Trente enjoignant aux évêques, sous la menace de peines ecclésiastiques rigoureuses, de se conformer au nouveau bréviaire romain, à l'exception seulement des parties pour lesquelles leur diocèse serait au bénéfice d'un indult spécial et qui peuvent se prévaloir d'une coutume remontant à 200 ans au moins avant la publication de la bulle de saint Pie V [3].

Mgr de Lenzbourg n'attacha pas grande importance à la réserve formulée par le Nonce, tant il était sûr que se trouvaient réalisées, dans son diocèse, les conditions que le Secrétaire d'Etat venait de rappeler à Mgr Vinci, et c'est fort de cette conviction qu'il adressa à son clergé, en date du 27 juin 1786, une lettre pastorale qui débutait par cette phrase : Depuis plusieurs années, les membres les plus influents de mon clergé demandent un bréviaire meilleur que le romain dont nous nous servons actuellement : mieux ordonné, plus court et mieux

[1] Liasse *Bréviaire* des arch. de l'Evêché, N° 8.

[2] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Additamenta V, fasc. 18.

[3] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.* 287. Le rapport du secrétaire de la Congrégation des Rites, dont le cardinal Boncompagni ne fait d'ailleurs que reproduire textuellement les considérations, est du 17 décembre 1785. (*Nunz. svizz.*, Add. V, 18.)

adapté à l'instruction des prêtres ainsi qu'à celle de leurs ouailles [1]. L'affirmation était, à coup sûr, audacieuse et au surplus imprudente ; mais, encore une fois, alors même que le cardinal Boncompagni eut semblé manifester quelques inquiétudes au sujet des dispositions de notre évêque, celui-ci avait écrit — ou signé — ces lignes avec une entière bonne foi, une parfaite sincérité et la conviction profonde que le nouveau bréviaire présentait d'incontestables avantages. Nous nous sommes servis, poursuivait-il, des excellents bréviaires de Paris et de Besançon. A leur exemple, le psautier sera récité intégralement au cours de chaque semaine, avec exception seulement pour les solennités qui ont leurs psaumes particuliers. On n'aura donc plus à dire, comme c'est le cas actuellement, jusqu'à trois ou quatre fois par semaine, aux Nocturnes, aux Laudes et aux Vêpres, et tous les jours aux Petites Heures, les mêmes psaumes. A peu d'exceptions près, nous avons suivi l'ordre de l'ancien calendrier lausannois. Nous y avons introduit l'office de quelques fondateurs d'ordres et celui des patrons des églises paroissiales. Il n'y aura que rarement des translations de fêtes et ces transferts n'offriront jamais de complications. Sachant que nos curés sont très pris par leur ministère, les dimanches et jours de fête, nous avons tenu à ce que, ces jours-là, le bréviaire ne fût pas trop long : à l'exemple de ce qui se fait presque partout en France, les dimanches, y compris ceux de carême, l'office ne dépassera jamais la longueur des doubles dans le bréviaire romain, et, selon l'usage très ancien de notre diocèse, nous n'avons prévu qu'un seul Nocturne, de trois psaumes, pendant toute la durée du temps pascal [2]. Nous n'avons pas visé seulement à la brièveté : plus encore nous avons tenu à offrir à notre clergé un bréviaire instructif et édifiant. Toutes les légendes des saints ont été scrupuleusement examinées et corrigées. Nous avons, à l'occasion de la fête des saints Ferréol et Ferjeux — les vrais apôtres de notre pays [3] — de celles des évêques de Lausanne, de Notre-Dame

[1] « A pluribus jam annis venerabilis cleri nostri potior pars Breviarium desiderat Romano, quo nunc utimur, perfectius ; hoc est, Breviarium melius digestum, brevius, et sive propriae, sive alienæ instructioni magis aptum. »

[2] Mgr de Lenzbourg ajoutait cette remarque : « Verum equidem est, viros multæ orationis esse debere clericos ; sed abs re non erit dicere, qui tales sunt, pauca recitantes multum semper oraturos, et qui tales non sunt (siquidem sint), etiam plura dicentes non oraturos. Cœterum, quod prolixitati subtrahitur, semper compensare fas erit cuilibet vel longiore mora in Officio legendo, vel sacros codices evolvendo. »

[3] Ferréol prêtre et Ferjeux diacre auraient été du nombre des Chrétiens que saint Polycarpe avait fait partir pour la Gaule et que saint Irénée aurait envoyés à Besançon, où ils moururent martyrs vers 211.

de la Victoire, de saint Ignace de Loyola et de saint Charles Borromée, rappelé brièvement comment la foi a été introduite, affermie et conservée chez nous. Pour le capitule de None, qui sert en outre de leçon brève à Prime, nous avons choisi pour chaque jour un canon [1] d'un concile, une pensée d'un Père de l'Eglise ou d'un évêque de notre diocèse, fournissant ainsi à chacun une abondante mine pour la prédication et pour la méditation. A l'exception des leçons du 2e Nocturne, absolument tout a été emprunté à l'Ecriture Sainte, avec chaque fois la référence exacte, de telle sorte que les prédicateurs auront toute facilité de recourir à la source, s'ils désirent développer une pensée qui les a particulièrement frappés. Afin que ces passages scripturaires puissent vraiment alimenter la dévotion, ils n'ont pas été choisis comme au hasard, mais adaptés à la fête célébrée et aux sentiments qu'il s'agissait de réveiller dans le cœur de nos prêtres : chacun pourra constater combien, à ce point de vue, notre bréviaire diffère du romain [2]. Aux fêtes de Notre-Seigneur ou à celles qui sont consacrées à quelque mystère, les répons sont ordinairement empruntés aux écrits des Prophètes et placés à côté des passages de l'Evangile qui en contiennent la réalisation ; aux fêtes des saints, ils font ressortir les vertus que ceux-ci ont pratiquées et que nous devons chercher à imiter. Chaque jour de la semaine poursuit un but précis et souligne une qualité que le prêtre doit particulièrement posséder : ainsi, le dimanche, l'amour de Dieu et de sa loi ; le lundi, la reconnaissance à l'égard de la bonté divine ; le mardi, l'amour du prochain, et ainsi de suite. Nous avons été tout d'abord effrayés par les frais qu'entraînait cette nouvelle édition, mais nous tenions par-dessus tout à conserver à notre diocèse le droit qu'il possède d'avoir un bréviaire spécial. A cela s'ajoute l'avantage de l'uniformité. Il fallait d'ailleurs réimprimer le Propre du diocèse. Le nouveau bréviaire a été disposé de façon à correspondre toujours avec le missel et le graduel romain. Comme toutes les hymnes et antiennes ont été changées, il faudra se procurer de nouveaux antiphonaires ; quand ceux dont on se sert actuellement seront hors d'usage, on achètera celui de Paris, qui coûte moins cher que le romain imprimé

[1] Nous reviendrons sur ces « canons ».

[2] « Omnem curam et operam adhibuimus, ut varia illa SS. Scripturæ loca non essent quasi fortuito et solummodo ad consuetam officio formam dandam collecta, sed ita Officio cuilibet adaptarentur, ut quem internum cordis affectum festi, quod celebratur, solemnitas excitat, eumdem officii, quod recitatur, verba exprimerent. In hoc potissimum quivis advertet, quantum Breviarum Romanum ab hoc nostro differat. »

à Lyon [1]. La lettre pastorale se terminait par l'invitation de transmettre jusqu'à l'Assomption les remarques qu'on aurait éventuellement à formuler. Elle était accompagnée d'un échantillon du nouveau bréviaire (l'office du Sacré-Cœur) permettant de juger des caractères adoptés — plus petits pour le psautier et le commun des saints, plus grands pour les leçons des nocturnes — et d'un mot de l'imprimeur, Louis Piller, invitant MM. les ecclésiastiques à envoyer leur souscription jusqu'au 15 août, date à laquelle, si le nombre des commandes était suffisant, l'impression commencerait, à raison d'une *Pars* par trimestre, de telle sorte que, au bout d'une année, l'ouvrage serait terminé [2].

La lettre pastorale de Mgr de Lenzbourg fut remise au Nonce [3]. On devine la réaction : vous m'aviez annoncé l'an dernier, lui écrivit immédiatement Mgr Vinci, votre intention de rééditer le bréviaire de Lausanne, avec simplement quelques légères modifications. Or je constate avec stupéfaction que, sans votre approbation peut-être, les changements introduits sont considérables. Le nouveau bréviaire s'apparentera beaucoup plus à ceux de Paris et de Besançon qu'à celui de Rome, dont le prospectus souligne les soi-disantes imperfections. Conformément aux prescriptions du concile de Trente, les bulles pontificales exigent que la question de l'impression d'un nouveau bréviaire soit soumise à l'appréciation du Souverain Pontife et que le bréviaire romain soit pris comme base, sauf dans les parties pour lesquelles l'évêque aurait obtenu une dispense du Souverain Pontife et exception faite encore des Eglises qui sont au bénéfice d'une coutume de plus de 200 ans. Je vous supplie donc de suspendre l'impression du bréviaire et de m'en envoyer un exemplaire, afin que le Pape l'approuve avant sa publication [4].

Comme il l'avait fait en 1785, Mgr Vinci s'empressa d'aviser le Secrétaire d'Etat de la mesure qu'il venait de prendre « afin d'obtenir

[1] Les chantres laïques, ajoutait le mandement épiscopal, pourront se contenter, et à très peu de frais, du *Psautier à l'usage du diocèse de Paris*.

[2] Les trois imprimés (la lettre pastorale, l'échantillon et l'avis de l'imprimeur) se trouvent, entre autres, aux archives de l'Evêché, dans la collection des *Mandements épiscopaux*.

[3] Nous verrons plus loin à la suite de quelle indiscrétion. « Allatum est », dit simplement le Nonce dans sa lettre du 20 juillet. On m'a présenté le manifeste ci-joint, écrit-il le surlendemain à Rome.

[4] Lettre du 20 juillet 1786, soit du lendemain du jour où Mgr Vinci avait eu connaissance de la lettre pastorale. Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 16 ; arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18.

du Pape la réparation de l'incorrection qui a été commise »[1]. Le cardinal Boncompagni approuva entièrement la manière d'agir du Nonce : on ne peut que s'étonner, lui écrivait-il, de voir cet évêque s'attribuer une autorité qu'il n'a pas, au point de rendre publique sa décision en publiant son projet. Le Pape, ajoutait-il, aurait été d'accord de lui adresser un bref pour lui faire changer d'avis ; mais il préfère attendre l'effet que produira sur lui votre avertissement[2].

Cet effet ne fut pas précisément celui auquel s'attendait le Nonce. Après avoir reçu votre lettre du 2 décembre dernier, lui répondit, le 5 août 1786, Mgr de Lenzbourg, j'avais parcouru les décrets de la Congrégation des Rites ; je n'y ai rien trouvé qui s'opposât à mon entreprise, et j'ai donc cru devoir, au moyen de la lettre pastorale dont vous faites mention, mettre mon clergé au courant de mes intentions et lui demander son avis : tous mes prêtres m'ont remercié, et beaucoup ont envoyé leur souscription, si bien que j'ai décidé d'activer les travaux. C'est alors que m'est arrivée votre lettre inattendue du 20 juillet, insinuant que j'avais fait quelque chose de contraire aux devoirs de ma charge et à la soumission que je dois au Saint-Siège, attitude, est-il besoin de le dire, absolument contraire à la mienne. Je n'ai fait qu'utiliser les facultés que me confère la bulle de Pie V, constitution aux termes de laquelle j'ai le droit de conserver le bréviaire particulier de mon diocèse, de l'imprimer et de le corriger si l'honneur de la Religion ou le bien de mon Chapitre l'exigent. En 1202, du temps de Conon d'Estavayer, le Chapitre de Lausanne avait son bréviaire propre, et il le récitait encore en 1533, ainsi que cela ressort de la Chronique de Moudon. Les chanoines de Saint-Nicolas, avec le consentement du Nonce Oddi, ont conservé ce bréviaire jusqu'à aujourd'hui, et cela suffit pour le maintien d'un privilège auquel mes prédécesseurs n'ont jamais renoncé. Les modifications que j'ai introduites dans ce bréviaire le rendront, c'est vrai, semblable à celui de Paris, mais il se rapprochera surtout de celui de Rome, avec lequel il n'avait, jusqu'ici, presque rien de commun. Je suis d'ailleurs tout prêt, si tel est votre désir, à vous envoyer l'une des parties[3].

Je regrette, répondit le Nonce, de vous voir persister dans votre attitude. Les bulles pontificales interdisent *toute* modification, fût-elle

[1] Lettre du 22 juillet 1786. Arch. vatic. *Nunz. Svizz.* Add., V, 18.

[2] Lettre du 5 août 1786. *Nunz. Svizz.*, 287.

[3] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18, et minute, en partie différente, aux arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 18.

minime, dans le bréviaire. Or il y en a, dans celui que le prospectus présente comme l'emportant, par ses qualités et ses avantages, sur celui de Rome — affirmation qui ne peut pas ne pas surprendre et ne pas étonner toute personne docile aux instructions du Saint-Siège, comme si le bréviaire romain était imparfait, mal ordonné, trop long et peu propre à l'instruction. Votre protestation d'attachement à la personne du Souverain Pontife me rassure toutefois, et je vous demande de m'envoyer le manuscrit, afin que je puisse le soumettre à Rome ; et comme je pense qu'il ne renferme rien qui s'oppose à son impression, je ne tarderai sans doute pas à vous le rendre, muni de l'approbation de Sa Sainteté Pie VI [1].

Devant l'insistance du Nonce, Mgr de Lenzbourg commençait à éprouver des scrupules ou du moins quelques hésitations. Il s'adressa, le 12 septembre, au vicaire général de Besançon, qui le rassura complètement : Vous me faites part « d'un événement assez singulier pour être imprévu ». Un évêque peut, sans manquer de respect au Saint-Siège, réformer et perfectionner son bréviaire, « sauf au Souverain Pontife à le censurer », mais il n'est pas obligé de prendre des ordres à Rome avant de procéder à un changement qu'il estime utile au diocèse que le Saint-Esprit le charge de gouverner. Des évêques de France ont également introduit chez eux un nouveau bréviaire. Saint Irénée a apporté dans nos contrées un rite oriental avant que le Romain y eut pénétré. Nous avons, plus tard, adopté ce dernier parce que meilleur, plus commode, et moins coûteux. La bulle de Pie V de 1568 n'a pas été reçue en France. J'ignore si elle l'a été dans votre diocèse, et si elle a été considérée « comme indicatoire plutôt que comme obligatoire ». N'y a-t-on pas dérogé par un bréviaire lausannois ? « Au surplus, ajoutait en terminant le vicaire général, je suis loin de vous conseiller de rejetter tout tempérament qui concilieroit vos droits avec les prétentions de la cour de Rome [2]. »

Fort de ces déclarations, Mgr de Lenzbourg écrivit, le 7 octobre 1786, à Mgr Vinci, une longue lettre [3] dans laquelle, après avoir renouvelé sa profession de soumission au Saint-Siège, il répétait, les étayant

[1] Lettre du 8 sept. 1786 (Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 19). Selon son habitude, le lendemain déjà le Nonce rendit compte au cardinal Secrétaire d'Etat de sa nouvelle intervention (Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V. 18).

[2] Lettre du 22 sept. 1786 (Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 17).

[3] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18, et brouillon aux arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 20.

de quelques nouvelles preuves de détail, les arguments qu'il avait déjà précédemment invoqués. Permettez-moi, poursuivait-il, de faire appel à votre sens de l'équité et de la justice : pourquoi n'aurais-je pas le droit de faire ce qu'ont accompli plusieurs évêques de France — ceux de Sens, de Paris, de Besançon, de Vienne, de Lyon, d'autres encore — corrigeant leur bréviaire de leur propre autorité ? Les bulles d'Urbain VIII et de Clément VIII demandent simplement de ne pas introduire, sans l'autorisation du Saint-Siège, des modifications dans le bréviaire *romain*, mais elles ne se préoccupent aucunement des bréviaires particuliers autorisés par la constitution de Pie V. Aussi n'ai-je pas cru devoir interrompre l'impression commencée. Qu'auraient dit, en effet, les prêtres de mon diocèse ? S'ils sont clercs, ils sont aussi Suisses, c'est-à-dire jaloux de leurs libertés, religieuses autant que politiques[1]. Laisser perdre, par ma faute, un privilège auquel ils ont droit ou le leur enlever sans raison, aurait soulevé des clameurs et aurait nui à votre autorité aussi bien qu'à la mienne. Et qu'auraient dit les protestants, dont quelques-uns ont envoyé leur souscription ? Avec mon clergé, j'eus été à leurs yeux un objet de dérision. Ajoutez à cela les dépenses déjà faites pour l'acquisition de caractères d'imprimerie et de papier. Vous me direz peut-être que c'est ma faute, que j'aurais dû, avant toutes choses, vous consulter. Je n'ai fait, en réalité, que me conformer aux avis donnés ; j'ai suivi les traces de mes prédécesseurs. J'ai choisi des collaborateurs parmi les plus doctes de mes chanoines et de mes prêtres. L'un d'eux, neveu de notre avoyer [2], s'est livré à un travail acharné. J'ai assisté aux diverses réunions ; avec les membres de cette commission, j'ai tout examiné, pesé, choisi, ayant toujours devant les yeux les bréviaires de Lausanne, de Paris et de Besançon. J'ai consulté, ici et à l'étranger, divers personnages, afin de ne rien avancer que de certain au sujet des saints du propre de mon diocèse. J'ai interrogé des hommes éminents par leur science : tous m'ont répondu que le droit d'imprimer notre bréviaire ne faisait aucun doute, et que mes prédécesseurs y avaient également songé. Les évêques de France et de Toscane sont actuellement en train, eux aussi, de rééditer le leur [3]. Enfin, quant à la phrase que vous me

[1] « Licet enim cleri, tamen Helveti sunt, suarum libertatum non minus sacrarum quam profanarum amatores et assertores. »

[2] Le chanoine Fontaine.

[3] Allusion aux agissements de l'évêque de Pistoie, Scipion Ricci, soutenu par le frère de Joseph II : Léopold, grand-duc de Toscane, qui, ayant convoqué les

reprochez, je n'ai pas voulu dire par là que le bréviaire romain était imparfait en ce qui touche au culte divin, mais qu'il n'est pas exempt d'assertions erronées quant à certains faits particuliers [1].

Le Nonce se montra affecté par cette lettre. Je ne conteste pas, déclarait-il le 13 octobre, dans une réponse destinée à Mgr de Lenzbourg, le droit de rééditer des bréviaires déjà imprimés ; je soutiens seulement qu'on ne peut y introduire des modifications et des corrections sans le *placet* du Saint-Siège. Inutile, puisque vous êtes en Suisse, de citer l'exemple de la France, ni surtout celui d'un homme « irréligieux », digne de commisération plus que d'imitation [2], car il existe heureusement des évêques meilleurs que lui. Je vous répète encore une fois : envoyez-moi ce bréviaire, manuscrit ou imprimé, afin que je puisse le soumettre à Rome et je promets de faire mon possible pour qu'il soit agréé [3].

Cette lettre, le Nonce ne l'envoya pas directement à Mgr de Lenzbourg, mais il la lui fit remettre par le P. Berthold, gardien du couvent des Capucins de Fribourg [4] auquel il adressa, le même jour, les lignes suivantes :

L'Evêque de Lausanne (que je sçais, qui vous estime autant que moi) croit d'imprimer un nouveau Bréviaire plus correct et plus abregé du Romain avec des changemens et des nouvelles additions. Son Man-

évêques de son duché au synode qui s'ouvrit à Pistoie, le 18 septembre 1786, leur avait envoyé, le 26 janvier précédent, un projet de réformes en 57 articles, au sujet desquels ils étaient priés de donner leur avis. Or l'un d'eux avait trait à la réforme du bréviaire, dont le projet prévoyait qu'elle serait entreprise du propre chef de l'épiscopat (Pastor, *Gesch. der Päpste*, Bd. XVI, 3te Abteil. p. 100). L'archevêque de Florence répondit en faisant observer qu'il y avait eu des troubles en France, lorsque certains évêques s'étaient mis à modifier le bréviaire (*Ibid.*, p. 101) et celui de Sienne fit remarquer qu'il ne comprenait pas comment il pouvait venir à l'esprit d'un évêque de toucher à son bréviaire de son propre chef, alors que le concile de Trente réservait expressément la chose au Souverain Pontife (*ibid.*, p. 102).

[1] « Sed in privatis factis non omnino carere nœvis », de l'aveu même de Benoît XIV, ajoutait Mgr de Lenzbourg, qui renvoyait à la Dissertation sur les reliques de saint Barthélemy.

[2] Allusion à Ricci.

[3] Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 21 ; arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18.

[4] Le P. Berthold Briner, né à Fribourg en 1734, était entré chez les Capucins en 1755, devint lecteur en 1764 et définiteur dix ans plus tard. Il fut successivement gardien à Soleure (1774), Fribourg (1777), Baden (1780), Lucerne (1783), où le Nonce avait appris à le connaître et à l'estimer, et enfin de nouveau à Fribourg (1786). Professeur et prédicateur très apprécié, savant, humble, pieux et charitable, il fut, plus tard, l'ami intime de Mgr d'Odet. Il mourut en 1805. (Renseignements aimablement communiqués par le R. P. Candide, capucin.)

dement qu'il a publié est beaucoup offensif au Breviaire Romain. Par cette raison je lui écrivis de me transmettre une copie de ce Breviaire, pour la supposer à l'approbation du Souverain Pontife. Sa réponse a été beaucoup forte, en se comparant précisément à un certain sujet qui ne fait pas honneur à un Prélat aussi zelé et religieux que lui. Il étale des privileges, que je lui concede, quoiqu'il les établit sur le silence des constitutions selon le proverbe : *qui tacet acconsentire videtur ;* mais je ne puis pas lui admettre le privilege d'imprimer un nouveau Breviaire avec des prétendues corrections à l'insçu, et sans l'approbation du Saint-Siege. Il cite Benois XIV dont le nom il devroit plus respecter, comme la sçavante e[t] religieus[e] posterité respecte et respectera toujours. Par ces raisons, je vous prie, mon cher ami, comme je hais les querelles et les controversies, de lui donner la lettre que je vous transmet, et de lui parler amicablement de ne pas outrager le Souverain Pontife, sans lequel il ne seroit pas l'Evêque de Lausanne, en m'envoyant une copie du Breviaire, ou au moins des corrections, retranchemens et additions, et je l'assure de me charger de lui en faire donne[r] l'approbation. Il dit que l'impression est beaucoup avancée, qu'on a acheté les papiers et autres. Je ne m'oppose pas à l'impression du Breviaire, mais aux changemens, dont la correction est facile et presque toujour necessaire.

Vous savez, R. P. combien les nouveautez aujourd'hui sont dangereuse[s] et combien le[s] tres zelés Suisses les aborrent. Pourquoi donc les introduire dans ces états pacifiques et chrétiens ? Et qui est ce qui commence à les introduire ? un sçavant et religieux Evêque, qui a été élu par le souverain Pontife. Vous me direz qu'elles ne sont pas dangereuses. Je l'espère ! Mais pourquoi refuser de les montrer au Pape qui les désire ? Vous me repartirai : pour ses privileges. Ah mon Dieu ! ces privileges n'existent pas, et s'ils existeroient ils seroient bien vilains, méseans et rustres pour en user. Je désire la paix et l'amitié des Prelats sujets à cette Nonciature, précisement de l'Evêque de Lausanne ; par cette raison tachez, mon R. P., de me tirer de cette peine, et de me délivrer d'annoncer au Pape ces troubles, et de le faire repentir, contre son aveu, de ses bienfaits [1].

Puis, le 14 octobre, selon son habitude, le Nonce transmit au cardinal Secrétaire d'Etat une copie de sa lettre de la veille à Mgr de Lenzbourg. Je lui ai écrit, disait-il, pour ne pas lui donner l'occasion de se vanter de m'avoir convaincu ou surpris. Cet évêque est trop soutenu dans son animosité. Je n'arrive pas à le décider à soumettre au Pape ou à la Congrégation des Rites les innovations qu'il entend apporter dans la réimpression de son bréviaire. Il est toujours indécis et fait état, avec un courage exagéré, des privilèges de son diocèse, qu'il est incapable de démontrer, puisque la véritable Eglise de Lausanne s'est éteinte à la Réforme, et que ce n'est que par faveur que

[1] Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 22.

l'évêque s'est établi à Fribourg. Connaissant l'entêtement de Mgr de Lenzbourg, j'aimerais, pour me guider dans la suite de cette affaire, connaître la décision du Pape, savoir en particulier s'il estime qu'il y aurait lieu, par une lettre officielle adressée au gouvernement — l'évêque a un frère qui est membre du Conseil — ou par l'intermédiaire de mes amis, de souligner ce que cette indépendance a de déraisonnable et suggérer de me faire remettre la copie du bréviaire [1].

Le cardinal Boncompagni, comme il l'avait déjà fait une fois, demanda — c'était le 28 octobre — un rapport au secrétaire de la Congrégation des Rites. Celui-ci lui remit, daté du 7 novembre 1786, un véritable mémoire, dans lequel il s'appliquait à réfuter « l'entreprise irrégulière » de Mgr de Lenzbourg. Le projet de cet évêque, expliquait-il, apparaît maintenant tout différent de ce que le Nonce avait communiqué le 3 décembre dernier. On avait cru alors qu'il s'agissait simplement d'apporter quelques modifications au bréviaire *romain ;* on constate aujourd'hui que l'évêque de Lausanne a, en réalité, l'intention de publier un bréviaire tout nouveau, ou du moins fort différent, pour la forme et le fond, de celui de Rome. Or, à l'exception du Chapitre de la Collégiale, qui a conservé sans interruption, et avec l'approbation du Nonce Oddi, l'ancien bréviaire lausannois, le diocèse utilise depuis deux siècles le romain et l'évêque n'a par conséquent pas le droit de l'abandonner sans une autorisation expresse du Souverain Pontife — permission qu'il serait d'ailleurs très fâcheux d'accorder. La bulle de Pie V, dont il semble encore admettre l'autorité, est formelle. L'évêque de Lausanne est en train de commettre un grave délit, de fouler aux pieds l'autorité pontificale et de coopérer au renouvellement des procédés arbitraires et du désordre qui existaient autrefois et auxquels, à la demande de la Chrétienté, le concile de Trente a voulu remédier en imposant un bréviaire unique. Les exemples des évêques français ne prouvent rien : en France, le bréviaire romain a été admis déjà au temps de Charlemagne ; certains diocèses ont légitimement introduit des changements ; d'autres l'ont fait à l'insu du Pape et leur exemple ne saurait donc être allégué. L'argument tiré de l'achat du papier et des caractères d'impression est une considération si mesquine qu'elle est indigne d'un évêque ; on n'a d'ailleurs qu'à se servir de ce matériel pour un autre usage, pour imprimer par exemple le seul bréviaire autorisé : celui de Rome ; et quant aux réflexions des

[1] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18.

hérétiques, elles devraient faire comprendre à l'évêque de Lausanne combien est à déconseiller une entreprise favorisée par des adversaires qui battent continuellement en brèche l'autorité du Pape[1].

Le diapason était monté au plus haut. On s'était fait, à Rome, une idée tout à fait inexacte de la mentalité de Mgr de Lenzbourg. Absolument convaincu, nous l'avons dit, de son droit, — appuyé, il est vrai, sur l'un ou l'autre arguments, comme il s'en trouvera dans sa *Lausanna Christiana*, qui ne sont plus admis aujourd'hui — mais par ailleurs entièrement dévoué au Saint-Siège et soumis à ses ordres, il entendait conserver ce qui constituait, à ses yeux, un privilège incontestable de son diocèse. Il désirait seulement, puisque le Saint-Siège avait un contrôle à exercer, que cet examen eût lieu à Lucerne, à la Nonciature, plutôt qu'à Rome : ce serait plus rapide, moins coûteux et aussi plus sûr comme résultat, parce qu'on pourrait, au besoin, discuter et dès lors plus facilement aussi aboutir à une entente. De même, en d'autres termes, que, sous l'épiscopat de Mgr Claude-Antoine Duding, les chanoines de Saint-Nicolas souhaitaient que ce fût le Nonce qui se prononçât au sujet du conflit qui les mettait aux prises avec l'évêque s'opposant à la réimpression de leur bréviaire, ainsi maintenant son successeur sur le siège de Lausanne désirait que ce fût le Nonce également qui délivrât l'autorisation de rééditer ce même bréviaire corrigé et d'en étendre l'usage à l'ensemble du diocèse.

Pendant ce temps, entre Lucerne et Fribourg, une détente s'était produite, et l'on allait, sous peu, arriver à une entente complète. Répondant à l'avis que Mgr Vinci lui avait fait remettre par le Père Berthold, Mgr de Lenzbourg écrivait au Nonce, le 21 octobre : Votre lettre me cause de la peine, car je n'ai fait que suivre l'exemple de mes prédécesseurs ; je ne cherche que la paix, l'uniformité du culte dans mon diocèse et en particulier avec la Collégiale, qu'aucun de mes prédécesseurs n'a pu décider à prendre le bréviaire romain. « Cette difformité m'a peiné depuis mon élection, et pour y remédier je me suis laissé persuader par une députation du dit vén. Chapitre à me conformer à eux en reprenant notre ancien Bréviaire diocésain Lausannois, adapté pour quelques changements aux Bréviaires de Besançon et de Paris. » En quoi je n'ai jamais cru rien faire de répréhensible ou qui pût déplaire au Pape ou à son Légat. Mais puisqu'il estime que j'ai outrepassé mes droits ou que mon ouvrage contient des chan-

[1] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18.

gements contraires aux décrets de la Congrégation des Rites, je le soumettrai volontiers — quoique cette démarche soit sans exemple de la part de mes prédécesseurs — à l'examen de Votre Excellence ou de toute autre personne désignée à cet effet par Sa Sainteté, « que je supplie, ainsi que vous, Monseigneur, de nous rendre enfin uniformes pour le rit et le bréviaire : tous Romains ou Lausannois »[1].

Trois jours plus tard, Mgr de Lenzbourg revenait à la charge, avec une proposition précise : celle d'envoyer au Nonce, après la Toussaint, au jour qu'il lui plairait d'indiquer, le nouveau bréviaire par l'entremise des deux chanoines qui y avaient le plus travaillé et qui seraient aussi le mieux à même de donner les renseignements désirés sur les anciens bréviaires lausannois ainsi que sur les corrections et changements qui y seront apportés. J'ai pleine confiance, disait Mgr de Lenzbourg au Nonce : examinez vous-même et tranchez, et nous nous inclinerons[2].

Mgr Vinci s'était empressé de communiquer au Secrétaire d'Etat l'heureuse nouvelle qu'il avait reçue de Fribourg : Mgr de Lausanne a changé d'idée après ma dernière lettre. Un religieux de mes amis, que j'avais chargé de la lui remettre, m'apprend que, frappé par mes raisons, l'évêque a l'intention de m'envoyer, par des délégués, la liste des innovations apportées à son bréviaire, et il m'assure que s'il n'avait pu faire cette démarche, il aurait suspendu l'impression. Je me suis empressé de le féliciter, lui disant que j'attendais ses délégués « avec une suprême anxiété », afin que tout pût s'arranger dans la concorde et dans la paix. Je ne me départis cependant pas de ma vigilance, grâce à mes amis de Fribourg que je prie de me tenir au courant des démarches ultérieures de l'évêque[3]. Le lendemain, Mgr Vinci envoyait un nouveau message au cardinal Boncompagni : dans une lettre que j'ai reçue hier[4], lui écrivait-il, l'évêque m'annonce de son côté qu'il va m'envoyer le manuscrit du bréviaire et me demande de prendre moi-même une décision, sans soumettre le texte à Rome, ceci pour gagner du temps et éviter des frais. Je lui ai répondu que cela m'était impossible, parce que je n'ai pas les facultés que possède la Congrégation des Rites ; mais je lui ai donné l'assurance que Rome ferait diligence et qu'il n'aurait pas de frais à supporter[5].

[1] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18. [2] *Ibid.*
[3] Lettre du 24 octobre, *ibid.* [4] Celle du 21 octobre.
[5] Lettre du 25 octobre, *ibid.* La chronologie de ces dernières lettres n'est pas rigoureusement précise : Le Nonce entretient ici le cardinal Boncompagni, comme s'il l'avait déjà expédiée, d'une lettre à Mgr de Lenzbourg qu'il ne lui écrira, en réalité, que le surlendemain.

Remerciant d'autre part Mgr de Lenzbourg, le Nonce lui disait, le 27 octobre :

L'estime et la veneration, que je professe non seulement à votre Sacré charactere, mais particulierement à vous même est telle, que Dieu seul, qui sonde les cœurs des hommes, la peut entierement sçavoir.

La lettre que je viens de recevoir de votre part en augmente encore, s'il est possible, mon affection fraternelle. Je suis bien redevable à cette obligeante lettre, où je connois votre esprit vraiment Ecclesiastique ; et je vous promet de recevoir votre deputation, que l'on me dit envoyer, avec tout la courtoisie qui merite, et je tâcherai, comme s'il fut mon ouvrage, de vous faire accorder de Sa Saintete l'approbation de ce Breviaire. Si vous pouvez avoir, en regle, ce que vous desirez, pourquoi voudriez vous vous en passer avec mecontentement du Pape, contre les mouvemens zelés de votre cœur religieux, et contre votre attachement au S. Siège ?...

P. S. J'avois déjà cacheté cette lettre, quand j'ai reçu la votre, en datte du 24 octobre, dans laquelle j'apprend, que vous voudriez, que je decidois de l'affaire du Breviaire, dans la crainte, qu'en la transmettant à Rome on perdroit beaucoup de tems, et de frais.

J'ai le plaisir de vous remercier de votre attachement à moi, et de votre estime, que j'avoue de ne pas meriter ; mais je vous repond, que je ne crois pas decider de cela parceque je n'ai la Congregation des Rits, comme l'on dit, *in ventre*. Quant au tems et aux frais, que m'étant exhibé à me prêter à vous dans cette affaire, je transmettrai à Rome ce Breviaire, ou on l'examinera vitement, et le plutôt que vous pourriez croire je vous le remettrai sans aucune depence de votre part, et avec l'approbation de Sa Saintete, qui sera charmé de voir votre soumission, zele et sagesse [1].

Le même jour enfin, Mgr Vinci écrivait au Gardien des Capucins :

La lettre, que je reçois de votre part est toute consolante pour moi. Mon naturel pacifique, que vous bien connaissez, a beaucoup joui en appercevant que Mgr l'Evêque dans l'impression du nouveau Breviaire n'entend pas choquer l'autorité du St. Siege, et que par cette raison il veut m'envoyer des Députés avec les corrections, ou en suspendre l'impression.

Mon attachement enver un si digne Prélat s'augmente extrêmement en voyant sa soumission à la Mere et Maitresse de toutes les Eglises. Je tâcherai d'étaler toute les louanges que son zele mérite au Souverain Pontife, qui sera bien disposer de lui approuver ce Breviaire, et j'agirai en sorte, que le plustôt que l'on pourra j'aurai le plaisir de le lui remettre.

La paix et la concorde est trop desirable en ces tems d'irreligion et d'indépendance, en étant peut être réservé à une meilleure posterité la totale acquisition.

J'aime beaucoup votre zelé Prelat, et par cette raison je desire son amitié, et cherche les occasions pour la lui témoigner par mes services [2].

(A suivre.)

[1] Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 23.

[2] *Ibid.* N° 24.

REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Hollnsteiner Johannes: Die Kirche im Ringen um die christliche Gemeinschaft. Vom Anfang des 13. Jahrhunderts bis zur Mitte des 15. Jahrhunderts (als II. Bd. 2. Hälfte der Kirchengeschichte unter Mitwirkung von Fachgenossen herausgegeben von Johann Peter Kirsch). Herder, Freiburg i. Br. 1940. 564 SS.

Der vorliegende, nach Grevens und Göllers frühzeitigem Tode von J. Hollnsteiner neubearbeitete Band des bekannten kirchengeschichtlichen Handbuchs befaßt sich mit einem in der modernsten Forschung besonders intensiv untersuchten und umstrittenen Thema, nämlich mit der « Vollendung des Mittelalters », in jenem doppelten Sinne, daß einerseits der eigentliche « Höhepunkt » — etwa in Innozenz III. und Franz von Assisi — dargestellt, anderseits aber auch die drauffolgende Entwicklung — eben das « Ende » des Mittelalters — in ihrem inneren Zusammenhang begriffen wird. Dementsprechend zerfällt auch Hollnsteiners Darstellung in zwei annähernd gleichwertige Teile : « Die Kirche auf dem Höhepunkt ihrer äußern Machtentfaltung » umfaßt die Zeit von Innozenz III. bis Bonifaz VIII., während der zweite Teil die Kirche im Tiefstande ihrer äußeren Macht und in ihrer Krise », also zur Zeit des päpstlichen Exils, des Schismas und der Reformkonzilien (1303-1455) zeigt. Das Merkmal der ganzen Epoche erblickt H. eben im « Ringen um die christliche Gemeinschaft, die uns zu Beginn der zweieinhalb Jahrhunderte im geeinten Abendland als geschichtliche Wirklichkeit entgegentritt. Wenn auch die beiden höchsten Gewalten, Kaiser und Papst, in dem Streben nach der obersten Leitung geistige und brachiale Machtmittel gegeneinander einsetzen, so ist die damalige Welt trotzdem eine von den Ideen der christlichen Frohbotschaft geformte geistige und politische Gemeinschaft, die in der Einheit des Glaubens, der Weltanschauung und des kirchlichen Lebens, in den umfassenden wissenschaftlichen 'Summen' und in den himmelragenden Domen ebenso zum Ausdruck kommt wie in der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Verbundenheit der christlichen Menschheit. Diese Gemeinschaft wird aber durch den Ansturm der aus der Weltanschauung des Nominalismus sich lösenden Kräfte individualistischer Prägung erschüttert. Das Erleben der Einheit des Abendlandes und der Gliedschaft an einem mystischen Leib geht den Menschen und Völkern weithin verloren. Der Angriff gegen den Geist der christlichen Gemeinschaft wird sogar tief in die nunmehr auch äußerlich gespaltene abendländische Kirche hineingetragen. Wider Erwarten führt der Kampf jedoch zu einem Teilsieg der Gemeinschaftsidee. Die aus dem Geist des Nominalismus gezeugten Versuche einer Neuerung der Kirchenverfassung scheitern. Dadurch ist aber auch bereits entschieden, daß ein neuerlicher individualistischer Vorstoß die Struktur der Kirche

als einer sichtbaren Gemeinschaft nicht mehr in Frage stellen, sondern nur zu einer Abspaltung von ihr führen kann. Das zeitweilige Versagen des menschlichen Elementes in der Leitung der Kirche wurde für die Gläubigen Anlaß, die erlebnismäßige Gemeinschaft mit der Übernatur in einer hochgesteigerten Mystik besonders zu pflegen.»

Es würde den Rahmen dieser kurzen Buchanzeige gewiß sprengen, wenn man nun im Einzelnen kritisch prüfen wollte, wie weit diese wahrhaft großzügige Grundkonzeption gegenüber dem riesigen Material, das von Hollnsteiner umsichtig und fleißig zusammengetragen wird, auch wirklich standhält, wie weit sie überhaupt und nun gar erst in Hollnsteiners teilweise recht blasser Darstellung imstande ist, den Gehalt einer kirchengeschichtlichen Epoche zu erschöpfen, deren Tendenzen zu verschiedenartig sind, um sich unter Allgemeinbegriffe wie «Individualismus» subsummieren zu lassen. Oder es müßten denn auch die verschiedenen positiven Elemente dieses Individualismus stärker herausgearbeitet und gewürdigt werden. Auch das Verhältnis Ockhams und seines Nominalismus zur Entwicklung der konziliaren Idee bedürfte nach den neuesten Untersuchungen Seidlmayers, die Hollnsteiner als Spezialist der Schismazeit natürlich kennt, noch einer genaueren Abgrenzung. Aber damit wären wir bereits wieder bei neuen Forschungsaufgaben angelangt, die sich gerade auf Grund einer im Ganzen doch recht verdienstlichen Gesamtdarstellung fast von selbst ergeben. Und dafür hat man Hollnsteiner — ganz abgesehen von dem volle 60 Seiten umfassenden Verzeichnis der neuesten einschlägigen Literatur — aufrichtig zu danken.

Alfred Stoecklin.

Quellenwerk zur Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Abteilung II: Urbare und Rödel bis zum Jahre 1400, Band 2.

Von der großangelegten Publikation der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz mit dem Titel: Quellenwerk zur Entstehung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, ist von der II. Abteilung: Urbare und Rödel bis 1400, im Oktober des verflossenen Jahres der 2. Band erschienen, der die Güter- und Zinsverzeichnisse der Klöster St. Blasien, Einsiedeln, Engelberg, des Fraumünsters in Zürich, der Herren von Hallwil und Hünenberg und des Bistums Konstanz umfaßt. Sie sind, wie der 1. Band, der 1942 erschien, — siehe diese Zeitschrift 1942, Seite 78 von Paul Kläui in vorzüglicher Weise herausgegeben.

Die Schwierigkeiten dieser Arbeit gelten auch für diesen Band. Die erste Schwierigkeit ist natürlich das richtige Lesen des fast nur aus Eigennamen bestehenden Textes. Solche Eigennamen, von denen viele heute gar nicht mehr oder nur in veränderter Wortform sich erhalten haben, sind natürlich viel schwieriger zu lesen, als ein fortlaufender Text, der durch den Zusammenhang manches, auch mangelhaft geschriebenes Wort herausfinden oder erraten läßt. Da hilft nur eine ganz genaue Kenntnis der Buchstabenform und der Eigenart des Schreibers. Die zweite Schwierigkeit besteht in der Feststellung oder Identifizierung der ehemaligen Personen-

und Güternamen mit den heute noch bestehenden oder verstümmelten Bezeichnungen. Sie setzt eine gute Ortskunde und eine weitgehende Kenntnis der späteren Urkunden und Verzeichnisse voraus, von denen viele noch nicht gedruckt sind. Es ist darum eine schöne und verdienstliche Aufgabe von Lokalhistorikern, hier mit ihrer ins Einzelne gehenden Orts- und Sachkenntnis mitzuhelfen und mitzuarbeiten. Die dritte, nicht geringste Schwierigkeit, liegt in der Datierung der Güter- und Zinsverzeichnisse und ihrer einzelnen Angaben. Denn gewöhnlich enthalten sie keine solchen. Für den Schreiber derselben handelte es sich nicht um eine chronologische Festsetzung des Gutserwerbes, sondern um eine bloße Liste desselben für den Gebrauch des Verwalters beim Einzug und Eintrag der jährlichen Gefälle. Die Jahrzahl des Erwerbes spielte hiefür keine Rolle. Uns freilich wären solche Zeitangaben äußerst erwünscht, da uns vom geschichtlichen Standpunkt aus viel daran liegt, zu wissen, wie weit in die Vorzeit der Güterbesitz zurückreicht, aus welcher Hand er gekommen und wann er in eine andere Hand übergegangen ist. Ursprünglich waren hiefür Urkunden vorhanden, die darüber Aufschluß gaben ; heute aber sind sie für die frühe Zeit zum guten Teil verloren gegangen.

Es braucht darum große Kenntnis und Denkarbeit von Seite des Herausgebers, in dieses Dunkel, soviel als möglich, Licht zu bringen. Der vorliegende Druck dieser Urbare und Rödel legt Zeugnis dafür ab, daß es der Herausgeber nicht an Mühe und Arbeit hat fehlen lassen und daß ihm dabei eine große Fach- und Sachkenntnis zur Verfügung stand. Dafür wird ihm jeder Benützer in hohem Maße dankbar sein. Es ist eine Freude für jeden, der auf dem Gebiete der Heimatgeschichte arbeitet, sei er Fachgenosse oder bloßer Liebhaber, solche ausgezeichnete Hilfsmittel zur Hand zu haben und darin die ältesten Namen seines Gebietes mit den nötigen Erläuterungen zu finden, mögen sie den früheren Besitzern oder Gütern seines Gebietes anhaften. Unter den Interessenten sollten neben den Fachgelehrten auch die Seelsorger, die Lehrer und alle für die Heimatgeschichte aufgeschlossenen Laien zu finden sein. Sie leisten dadurch der vaterländischen Geschichte im engeren und weiteren Kreise gute Dienste.

P. Ignaz Heß.

Marie Mollwo : Das Wettinger Graduale. Eine geistliche Bilderfolge vom Meister des Kasseler Willehalmcodex und seinem Nachfolger. Band I der Berner Schriften zur Kunst herausgegeben von Prof. Dr. Hans R. Hahnloser. Verlag Benteli A. G. Bern-Bümpliz 1944.

Gegenstand der Untersuchung bildet ein im ehemaligen Kloster Wettingen aufbewahrtes Graduale in drei Bänden, die heute in der Kantonsbibliothek zu Aarau sind unter der Bezeichnung : Bibl. Wett. fol. max. 1, 2, 3. Im Mittelpunkt steht die Buchverzierung. Die Verfasserin hat sich sehr gründlich damit abgegeben und dabei wertvolle Feststellungen gemacht, auf Grund deren sie den Schmuck des ersten Bandes dem Meister des Kasseler Willehalmcodex von 1334 zuweisen konnte, während sich an den

zwei folgenden Bänden noch ein anderer, jüngerer Meister beteiligte. Der ältere Meister kam in seiner Lehrzeit mit der deutsch-rheinischen Tradition des 13. Jahrhunderts und später mit der damals blühenden französischen Buchmalerei in Berührung. Der jüngere Mitarbeiter stand mit der nächstjüngeren Generation der französischen Buchmalerei in Beziehung. Und damit kommt die Verfasserin zu dem interessanten Ergebnis, « daß etwa in den Jahren 1330-1334 in einer einzigen Werkstube ein *älterer* und ein *jüngerer* Zeitstil aufeinandertreffen, vertreten durch zwei Persönlichkeiten *unähnlichen* Charakters, eines gefestigten, besinnlichen gleichmäßigen Älteren und eines beweglichen impulsiven Jüngeren » (S. 87). Zu diesem Resultat konnte M. Mollwo gelangen, da sie der maltechnischen Arbeitsweise wie der geistesgeschichtlichen Beeinflussung der beiden Künstler nachging. Durch die Art der Behandlung des Themas und durch kühnes Aufgreifen schwieriger Probleme ist diese Arbeit Behütern und Bearbeitern mittelalterlicher Zierhandschriften wegweisend.

Wenn ich nun auf einige Punkte hinweise, auf die die Verfasserin nicht achtete oder die sie anders verstand, so soll sie damit kein Tadel treffen, vielmehr möge sie darin das Interesse sehen, das ihr ein aufmerksamer und dankbarer Leser entgegenbringt.

Das Graduale ist meiner Meinung nach bestimmt *nicht für* das Kloster Wettingen angefertigt worden. Beweis: 1. Die Choralnotation. Die in diesem « Wettinger Graduale » — soweit sie aus den Abbildungen ersichtlich ist — (das auf Seite 10 Gesagte ist sehr karg!) angeführte Notation ist nicht zisterziensische Überlieferung, und an dieser hat man trotz allem bis ins 17.-18. Jahrhundert hinein festgehalten, wenn auch da und dort trotz Verbot die Sequenzen Eingang fanden. (Bezügl. Sequenzen vgl. die liturgischen Handschriften des Klosters Magere-Au in Freiburg i. Ü. aus dem 14.-15. Jahrhundert und ein Antiphonarfragment aus der gleichen Zeit, einem deutschschweizerischen Zisterzienserfrauenkloster gehörend, heute in Hauterive (Altenryf) aufbewahrt.) 2. Das Kalendarium. Ein Vergleich des im Anhang auf S. 129 gedruckten Heiligenfestverzeichnisses mit dem mittelalterlichen Zisterzienserkalendarium (bis jetzt am besten veröffentlicht von *G. Müller*, Zur Geschichte unseres Breviers, Cistercienser Chronik 29. Jahrg., 1917, S. 106-113) zeigt auf den ersten Blick den offensichtlichen Unterschied.

Einen sehr wertvollen Wink für die Zuweisung des « Wettinger Graduale » gibt uns eine Notiz von M. Gerbert (« Iter Alemannicum », S. Blasien 1765, p. 31 sq.) zitiert in « Mittelalterliche Bibliothekskataloge Deutschlands und der Schweiz », I. Bd. Die Bistümer Konstanz und Chur bearb. von Paul Lehmann, München 1918, S. 413 unter Wettingen im Aargau: « Hic item servantur chorales libri ingentis molis olim ecclesiae Tigurinae sacris adhuc catholicis addictae. » Ich vermute nun, daß diese drei Gradualbände die « chorales libri ingentis molis » sind. Ähnliches geschah mit den prachtvollen Antiphonarien des Berner Münsters, die zur Reformationszeit, um 1530, von der Kollegiatskirche Estavayer erworben wurden (H. de Vevey, HBL d. Schweiz, Neuenburg 1926, III. Bd., S. 83). Wettingen stand durch seine Besitzungen in regen Beziehungen mit Zürich.

Zwar mag man einwenden, daß *Felix und Regula* nicht im « Heiligenverzeichnis » zu finden sind. Das besagt aber nicht, daß man diese nicht feierte ; oft übernahm man einfach das Formular (der Bezeichnung entsprechend) von andern Heiligenfesten. So würde ich ohne Bedenken diese Prachtbände dem *Großmünster* in *Zürich* zuweisen, falls nicht andere Angaben ausdrücklich dagegen sprechen.

In dem Abschnitt : « Der Einfluß der Mystik auf die Darstellungsweise des jüngeren Gradualmeisters » (S. 91-94) hat sich die Verfasserin zwar im allgemeinen würdig, aber nicht immer glücklich ausgedrückt. Jedes gute theologische Handbuch oder Nachschlagewerk wird es klar sagen, daß Visionen, Stigmatisation u. dgl. nicht zum Wesen der Mystik gehören, wohl aber mit ihr verbunden sein können.

Etwas seltsam hat es mich angemutet, daß unter dem Abschnitt « Arbeiten aus dem Stilkreis des älteren Gradualmeisters » (S. 37-41) kein Hinweis geschah auf die Kunstwerke des beginnenden 14. Jahrhunderts in der Schweiz. Die Arbeit von *H. Lehmann*, Zur Geschichte der Glasmalerei in der Schweiz, Mitteil. d. antiq. Gesellsch. Bd. XXVI (1906) S. 157 ff. hätte doch manches zu sagen gewußt, vorab S. 186, wo Teile der Glasgemälde von Kappel mit denen im Münster zu Freiburg i. Br. und mit solchen zu Köln in Zusammenhang gebracht werden und ebenso die Glasmalereien von Hauterive mit dem sogen. Fenster der Schusterzunft zu Freiburg i. Br. (S. 191). Ganz überraschend ist der Vergleich des « Wettinger Graduale » (bzw. dessen Bilddarstellungen) mit dem sogenannten Wettinger Stifterkelch. D. F. Rittmeyer hat ihn beschrieben in ihrer Arbeit « Von den Kirchenschätzen der Stifte Muri und Wettingen und ihren Schicksalen », Argovia 49 Bd. 1938 auf S. 199. Sie datiert ihn ins frühe 14. Jahrhundert und bemerkt : « Die Haltung und Gewandung der Figuren und die Beigaben an ornamentalen Blüten auf den Medaillons des Knaufes erinnern an Bilder aus der Manessischen Liederhandschrift . . . Die Emailtechnik läßt einen französischen Goldschmied oder wenigstens französischen Einfluß vermuten. » Die Darstellungen in den sechs Rotuli des Knaufes erinnern ganz offensichtlich an den älteren Gradualmeister und teilweise weisen sie auf den jüngeren, gleichsam die Brücke zwischen diesen beiden bildend. Größte Ähnlichkeit zeigt die Szene von Christi Geburt (vgl. M. Mollwo, Farbtafel I und Abbildung 2), die der Verkündigung (Farbt. II, Abb. 32 u. 39), der Darstellung Jesu im Tempel zu Jerusalem (Abb. 33 u. 40) mit den entsprechenden Szenen auf dem Kelch. Die zu diesem Kelche gehörige Patene mit dem sehr gut erhaltenen und sehr schön wirkenden Medaillon des Christus-Pantokrator weist ganz deutlich « Zeichen eines byzantinisiert deutschen Stils, der im Rheinland besonders beliebt war » (M. Mollwo, S. 103), auf.

Es würde mich freuen, wenn durch diese Bemerkungen nicht nur ein neues Problem aufgeworfen, sondern manch ungelöste Frage dadurch geklärt werden könnte.

Aus dem Gesagten wird auch der Leser herausfühlen, welchen geschichtlichen Wert ein derartiges Buch (wie dieses Graduale) haben kann. Nicht mit Unrecht wird deshalb in der neuesten Auflage von

W. Wattenbach, Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter hrg. von R. Holtzmann Bd. I, 1. Heft, Berlin 1938, auf S. 22 bemerkt: «Begründete Beachtung wird neuerdings auch den *liturgischen Büchern* geschenkt.»

Nicht nur der Kunst-, sondern auch der Kirchenhistoriker wird der anregenden Arbeit, die weit über den Rahmen einer Dissertation geht, Dank wissen.

Altenryf (Hauterive). P. *Kolumban Spahr* S. O. Cist.

Sigmund Egloff: Domdekan Alois Vock (1785-1857). Ein Beitrag zur aargauischen Kirchenpolitik während der Restaurations- und Regenerationszeit. Dissertation der philosophischen Fakultät der Universität Freiburg (Schweiz). Sauerländer u. Co., Aarau. 1943. 133 Seiten.

Übergangszeiten haben ihren eigenen Reiz und ihr besonderes Gepräge, sind aber bei der historischen Darstellung der Gefahr ausgesetzt, leicht nach vorgefaßten Meinungen behandelt zu werden. Das gilt besonders von der uns noch nahestehenden Zeit der Aufklärung und für die in ihr tätigen Persönlichkeiten. Die Gefahr ist umso größer, wenn es sich um einen Mann handelt, der wie so mancher seiner Zeitgenossen mit dem Schlagwort «liberaler Geistlicher» abgetan und abgeurteilt wurde. Der Verfasser vorliegender Dissertation geht nun in kritischer, minutiöser Kleinarbeit dem Leben und Wirken eines solchen Mannes nach. Er hatte das Glück, in den Archiven von Aarau, Luzern, Solothurn, St. Gallen u. a. einen großen Teil der Briefe Vocks und seiner Freunde und im Aargauer Archiv die noch unberührten Akten der dortigen Kirchenratskommission benutzen zu können (vgl. Quellenverzeichnis p. VII-X). Gestützt auf diese Quellen (nebst der einschlägigen Literatur) wird ein anschauliches Bild vom geistigen Werdegang Vocks entworfen, wobei mit Recht der Einfluß J. M. Sailers und J. H. von Wessenberg's auf die Entwicklung des jungen Theologen und Priesters hervorgehoben wird. (Es ist lebhaft zu bedauern, daß es dem Verfasser infolge der Zeitverhältnisse nicht möglich war, das Wessenberg-Archiv in Konstanz direkt oder indirekt zu benutzen. Auf Grund der benutzten 19 Briefe Vocks an Wessenberg läßt sich das Verhältnis dieser beiden Männer nicht genügend umschreiben.) Als Priester wirkte Vock in Sarmensdorf, St. Gallen, Bern und Aarau. In diesem Rahmen werden die Verdienste Vocks um das Schulwesen im Kt. Aargau besonders gewürdigt. Der Freundeskreis des gelehrten Pfarrers und Dekans in Aarau (Troxler, Görres, Balthasar, Rauchenstein, Zschokke) wird trefflich gezeichnet. Das Hauptgewicht der Darstellung liegt jedoch auf der kirchenpolitischen Tätigkeit Vocks, die als Ausfluß seiner philosophisch-theologischen Anschauungen geschildert wird. Klar ergibt sich, zumal an Hand der Kirchenratsprotokolle und Briefe, daß der Aargau bei der Reorganisation des Bistums Basel ganz und gar vom Kirchenrat, bzw. von Vock und seinen Ideen geleitet wurde. Der Pfarrer von Aarau hat hier wirklich eine entscheidende Rolle gespielt, allerdings, wie der Verfasser stets ehrlich hervorhebt, nicht immer zum Vorteil der

Kirche, ja, nicht einmal der gesamtschweizerischen Interessen. Er blieb bis zuletzt, zumal in der alles beherrschenden Domherrenfrage, ein hartnäckiger und unentwegter Verteidiger des Staatskirchentums. Inwieweit Vock von seinen Ideen zurücktrat, als es sich schließlich um seine eigene Wahl als residierender Domherr des Standes Aargau in Solothurn handelte, ergibt sich aus dieser Darstellung noch nicht zur Genüge. Mehr als in den bisherigen Darstellungen werden auch die nachbarlichen Verhältnisse (zumal Freiburgs) zur Erklärung und Beleuchtung herangezogen, wobei Schmidlins, Papstgeschichte I leider unberücksichtigt blieb. Gerade im zweiten Teil weitet sich die biographische Darstellung zu einem wertvollen Beitrag zur aargauischen und schweizerischen Kirchengeschichte aus. Überall bemüht sich der Verfasser um eine wirklich sachliche und vornehme Darstellung, die auf jede Polemik und Apologetik verzichtet. Wir hoffen, daß es ihm recht bald vergönnt ist, auch die Fortsetzung über Vocks Wirksamkeit als Domdekan in Solothurn zum Abschluß zu bringen, dem gewiß auch eine zusammenfassende Würdigung des Charakters, zumal der religiösen Persönlichkeit Vocks beigefügt wird.

Joh. Beckmann.

Schweizergeschichtliches Repertorium III. Bibliographie der in Zeit- und Sammelschriften der Jahre 1901-1912 enthaltenen Aufsätze und Mitteilungen schweizergeschichtlichen Inhalts. Quellen zur Schweizergeschichte, hrg. von der Allgem. Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, N. F. IV. Abt.: Handbücher Bd. VI. VII + 703 SS. Basel, Verlag Birkhäuser A. G. 1943. Ladenpreis Fr. 31.50, Mitgliederpreis Fr. 10.50.

Mit dem vorliegenden Band erhalten wir die längst erwartete Ergänzung zu den schweizergeschichtlichen Hilfsmitteln, die jedermann unvergleichliche Dienste leisten. Die Bibliographie der Aufsätze von 1812-1900 war gegeben durch die beiden Bände Repertorien, welche bereits 1892 bezw. 1906 erschienen und von Jos. Leopold Brandstetter und Hans Barth bearbeitet worden waren. Die Bibliographie der selbständig erschienenen Werke reichte bis 1913 und war wiederum im Auftrage der Allgem. Geschichtforschenden Gesellschaft von Hans Barth in drei Bänden veröffentlicht worden. Seither erschienen die Jahresbibliographien, zunächst im Anzeiger für schweizer. Geschichte, seit 1921 als Beilage zur Zeitschrift für schweizer. Geschichte. Die Allgemeine Geschichtforschende Gesellschaft, welche die Bedeutung gerade dieser Bibliographien zu keiner Zeit verkannte und trotz aller Schwierigkeiten diesen Aufgaben immer ihre besondere Aufmerksamkeit zuwandte, nahm außerdem die kritische Sichtung der Jahresbibliographien und die systematische Zusammenfassung des Stoffes in Aussicht, da die Jahresbibliographien sehr breit angelegt waren und dem Benützer manche unnötige Arbeit auferlegen.

Der vorliegende Band umfaßt rund 13 000 Titel, schließt sich zwar in der Disposition an die bewährten Vorbilder der früheren Bände an, wurde jedoch dem Benützer viel zugänglicher gemacht durch ein Autoren-

register, das nicht nur eine große Zahl von Ziffern anhäuft, sondern stichwortartig den Charakter der einzelnen Aufsätze vermerkt, was einen erfreulichen Fortschritt darstellt.

Daß neben Zeitschriftenaufsätzen auch Sammelwerke einbezogen worden sind, ist außerordentlich begrüßenswert, da die Übersicht über den Inhalt mancher Publikationsreihen tatsächlich schwer zu gewinnen ist. Im übrigen gibt das Verzeichnis der Sammel- und Zeitschriften jedem aufmerksamen Beobachter ein eindrückliches Zeugnis von der großen Zahl der berücksichtigten Veröffentlichungen.

Angesichts der umfangreichen Materialien ist es verständlich, daß die Verwirklichung dieses Bandes manche Jahre entsagungsvoller Arbeit voraussetzte. Es überrascht daher, beim Charakter solcher Arbeiten nicht, daß sich in das Verdienst um das Zustandekommen des Werkes eine ganze Reihe von Bearbeitern teilen, die vornehmlich dem Kreise der Basler Universitätsbibliothek angehören. Die Leitung des Unternehmens lag zuletzt in den Händen von Oberbibliothekar K. Schwarber und Prof. Bonjour.

Nicht bloß Historiker, sondern auch Freunde der mannigfachsten Wissensgebiete werden sich ob der Vollendung und des ausgezeichneten Druckes dieser Bibliographie freuen dürfen, die für viele eine Fundgrube an Material bietet, und die insbesondere kein gewissenhafter Forscher missen möchte. Der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft gebührt hiefür großer Dank, und wir verbinden damit den Wunsch, es möge ihr die rasche Fortführung aller ähnlichen Unternehmungen gelingen.

Oskar Vasella.

Deux épisodes de l'histoire du bréviaire de Lausanne

(Fin.)

Par L. WÆBER

Ici se place le voyage à Lucerne des deux délégués : le chanoine Fontaine et le curé de ville Seydoux [1]. Le premier nous en a laissé une pittoresque relation qu'il vaut la peine de transcrire intégralement, alors même que, dans la 1re partie, l'auteur remonte en arrière pour raconter brièvement l'histoire des anciennes éditions imprimées du bréviaire de Lausanne, et émettre quelques considérations sur le volume manuscrit dans lequel il a inséré sa notice : un grand et fort beau bréviaire, copié en 1466, pour le curé de Fribourg, Pierre Schnyder [2]. Ce volume était devenu la propriété du curé de ville Seydoux, qui en fit cadeau à son confrère, le chanoine Fontaine, lorsque celui-ci eut commencé à travailler à la réédition du bréviaire lausannois. Ce dernier l'a légué, à son tour, au Collège Saint-Michel, d'où il a passé à la Bibliothèque cantonale et universitaire, où il se trouve actuellement [3]. Le chanoine Fontaine l'a fait nettoyer, rogner (afin d'enlever les marges salies par l'usage) et relier à nouveau. Il a fait de plus insérer en tête, avant les 426 folios en parchemin qui constituent le bréviaire proprement dit, 6 feuilles de papier sur lesquelles il a écrit, de sa main, au folio 1, le titre du bréviaire [4], puis aux folios 2 et suivants, la relation que voici [5] :

[1] Joseph-Emmanuel Seydoux, né à Fribourg en 1725, protonotaire apostolique, assesseur de la curie épiscopale, aumônier de la Visitation (1755) et secrétaire de l'Evêché à partir de 1757, avait été nommé chanoine en 1765 et curé de ville en 1770.

[2] Nommé plébain de Fribourg en 1457, Pierre Schnyder le demeura jusqu'à sa mort, en 1494. Son nom est souvent latinisé : *Sartor*. Au verso du dernier folio de ce bréviaire, le copiste a écrit : « Scriptum est per manum Ludouici de Dela, nascione Montisbicardi (Montbéliard). Et fuit scriptum in Anno Domini MCCCCLXVI et fecit fieri hunc breviarium Dominus Petrus Certorius curatus Friburgi. »

[3] L (Manuscrits) 125.

[4] *Breviarium Lausannense impensis Domini Petri Certy, curati Friburgensis.* Fontaine, induit en erreur par la forme — au surplus abrégée par le scribe — *Certorius*, a donc fait un *Certy* de notre curé Schnyder.

[5] Il se trouve une copie de cette notice du chanoine Fontaine à la Bibliothèque des Pères Cordeliers, et elle a été dernièrement résumée, en une demi-

Ce manuscrit renferme toutes les parties du Breviaire selon le rite Lausannois, hormis le Psautier qui formoit sans doute un volume à part, et une partie de l'Avent qu'on en a arrachée, probablement parcequ'il s'y trouvoit de belles vignettes et des initiales dorées, telles qu'il en reste encore une très belle à la première leçon de Noël.

D'après la note que l'on voit à la fin du volume, il a couté 38 livres pour le faire copier, dont 26 pour écrire le texte, à raison de 7 sols par chaques 8 pages, qui formoient ce qu'on nommoit alors un *quaternion*, et douze livres pour faire peindre les initiales et les vignettes, non compris (est-il dit) les fraix, c'est-à-dire sans doute, la fourniture des materiaux et peut-être la nourriture de l'écrivain qui étoit de Montbéliard.

Pour juger de la veritable valeur de cette somme, il est bon d'observer que selon les comptes du thrésorier de ces tems là, l'on payoit un sol par nuit aux bourgeois qu'on faisoit veiller sur les tours de la ville, et donnoit 25 sols pour onze jours à un (f. 2^{v}) homme qu'on envoyoit en mission, y compris dans ces 25 s. le loyer de son cheval. 38 livres étoient donc une grosse somme ; c'étoit tout ce qu'auroit gagné un homme en veillant toutes les nuits pendant deux ans et quarante nuits. Il n'est donc pas étonnant que dans un tems où l'on ne pouvoit se procurer aucun moyen d'instruction qu'à si haut prix, les ténèbres de l'ignorance aient opposé des obstacles si insurmontables aux efforts du petit nombre d'hommes qui avoient le courage de vouloir s'instruire. Le curé de Fribourg qui a fait copier ce Bréviaire, paroit avoir été de ce petit nombre. La preuve en est, que les leçons y sont aumoins dix fois plus longues que dans les autres manuscrits de ce même genre, et même que dans les éditions imprimées quatre fois avant la réformation, qui a désolé et ruiné le diocèse de Lausanne. Les rubriques entrent souvent dans des détails qui ne regardent pas seulement la récitation de l'office, mais aussi son exécution au chœur. En un mot tout y montre un homme intelligent et zèlé ; ce qui étoit un vrai phénomène pour ces temps là [1].

La confrontation des divers manuscrits et des premières editions du bréviaire est assez intéressante. Elle fait voir de quel œil purement materiel on envisageoit la récitation de l'Office, comme cela n'arrive malheureusement encore que trop parmi nous, sans s'embarrasser de l'esprit de la chose, qui est (f 3) uniquement et essentiellement la dévotion et l'instruction tant de ceux qui chantent que de ceux qui entendent chanter. L'on voit que le rite diocésain étoit strictement observé, et que l'on avoit grand soin

page, dans la thèse de M. Joachim Keller, *La vie musicale à Fribourg de 1750 à 1843* (*Arch. Soc. Hist. Frib.*, t. XV), p. 8, mais avec pas mal d'erreurs : il s'agissait, nous dit cet auteur, d'introduire aussi bien le missel que le bréviaire lausannois ; Tamburini est écrit Famburini, et, ce qui est plus grave, Ricci est donné comme le général des Jésuites : M. Keller, autrement dit, a confondu l'évêque de Pistoie avec Laurent Ricci, général des Jésuites, qui était son oncle.

[1] Fontaine loue la science et le zèle du curé Schnyder. Ajoutons que ce fut un prêtre fort digne, dont le testament montre le bon cœur, et qui fut en outre — ce qui n'était pas non plus fréquent à cette époque — de mœurs irréprochables.

de se tenir collés aux rubriques. On se seroit fait scrupule de ne pas dire 9 leçons quand la rubrique préscrivoit ce nombre ; mais que ces leçons fussent instructives, c'est à quoi l'on ne regardoit pas, pourvu que le nombre préscrit fût observé. Il paroit aureste qu'avant l'impression du bréviaire, chacun foisoit là dedans comme il l'entendoit, et qu'on regardoit cela comme arbitraire [1].

J'ai dit plus haut que le breviaire propre au rit Lausannois avoit eu quatre éditions imprimées avant la spoliation du siége par la réforme de Calvin. Elles sont toutes les quatre d'un caractère et d'un format différent. L'une a été faite à Genêve en 1503. Les trois autres sont sans dâte [2]. Mais toutes les quatre ont été faites par autorité de l'Evêque et du consentement exprès du Chapitre de la Cathédrale, qui pour la révision et les corrections à y faire a nommé une commission distincte de celle établie par l'Evêque. Le siége de Lausanne ayant été entièrement dépouillé et pendant longtems envisagé à Rome comme un évêché *in partibus*, le Chapitre de la Cathédrale ayant été détruit et le Diocèse réduit à environ un cinquième, il n'a plus pu être question de réparer l'épuisement des anciennes éditions par une nouvelle. Au contraire Msgr Jean-baptiste de Strambino qui gouverna le diocèse depuis 1662 jusqu'en 1688 s'efforça d'accélerer l'introduction du bréviaire Romain en brulant tout ce qu'il put rassembler de breviaires Lausannois. Cependant le Chapitre de l'insigne Collegiale de Fribourg, exempte de la jurisdiction episcopale comme autrefois celui de la (f 3^{v}) Cathédrale, resta inviolablement attaché au rite dioecésain, et comme la pénurie de bréviaires Lausannois étoit extrême, il en fit faire une nouvelle édition à son usage en 173 [3]. Mais l'impression en fut interrompue avant d'être achevée, parcequ'on y avoit fait des corrections, que l'exemption du Chapitre ne l'autorisoit pas à faire, quoiqu'elles fussent veritablement *in melius*. (C'est ainsi que selon le droit humain il n'est pas toujours permis de faire le bien.) Enfin en 1785 je négociai tant auprès du Chapitre dont j'avois déjà l'honneur d'être Chantre-en-dignité et qui m'honoroit

[1] Alors même qu'elle ne serait pas signée, et écrite de la main du chanoine Fontaine, dont l'écriture est facile à reconnaître, il se rencontre dans cette notice un certain nombre de remarques qui équivalent à une signature : tout d'abord cette préoccupation — d'ailleurs louable, et que le dépouillement des Comptes de l'Etat auquel notre chanoine s'était livré lui rendait facile — de donner au sujet d'une dépense, à côté du chiffre attesté par les documents, le coût, à la même époque, d'un objet courant ou le montant d'une rémunération demeurée d'usage actuel, afin de permettre au lecteur de porter une appréciation ; puis ces protestations, que Fontaine manque rarement une occasion de renouveler, contre tout formalisme en matière religieuse ; enfin cette haute estime qu'il avait de la valeur de l'instruction, dans laquelle il voyait, comme il l'a dit souvent, le remède aux divers maux, même aux écarts d'ordre moral.

[2] Ces indications sont à corriger par celle que donne Mgr Besson, dans son ouvrage signalé ci-dessus, p. 81, n. 1.

[3] Fontaine a laissé en blanc le 4e chiffre. Ainsi que nous l'avons noté plus haut, c'est déjà en 1717, semble-t-il, et au cours des années suivantes, qu'avait été imprimé ce nouveau bréviaire.

d'une grande confiance, qu'auprès de Msgr l'Evêque Bernard Emmanuel de Lenzbourg avec qui j'avois déja une fois fait la visite de tout le diocèse en qualité d'Archidiacre [1], et j'obtins l'établissement d'un comité pour la réforme et la réimpression du bréviaire diocésain. De la part du Chapitre je fus nommé avec Mrs. les chanoines *Seydoux* curé de Ville, ancien secretaire épiscopal, *Schaller*, Principal du Collège et ancien professeur en Théologie [2], et *Zillweger*, ancien vicaire de St. Vrin près de Paris [3]. Msgr. l'Evêque s'associa de son coté Mrs. Antoine *Gendre* fiscal et professeur de droit-canon [4], Claude *Gendre* du clergé de Notre Dame, directeur de la Visitation et ancien curé d'Arconciel [5], et *Tenguely* Directeur du Séminaire [6]. Les séances se tinrent à l'Evêché. Mr. *Perroud* sécrétaire épiscopal et curé de Font faisoit les fonctions de sécrétaire [7]. On arrêta le Calendrier et les Rubriques et choisit le bréviaire de Paris pour servir de base à la réforme du texte. Je fus chargé de l'exécution, de manière que tout ce que notre bréviaire actuel a de différence du Parisien, même la préface quoique signée *Gottofrey*, est mon ouvrage. Quant à la correcture des épreuves d'impression et l'ecriture des livres de chant pour notre église, Mr. Zillweger (f 4) me fut d'un très grand secours. Comme tous les caractères de notre imprimerie étoient à demi usés, et que le débit ne pouvoit pas être assez considerable pour que l'imprimeur s'en procurât de neufs, je les fournit à mes fraix ; ils me cou-

[1] Le chanoine Fontaine avait été nommé archidiacre du diocèse en 1783 et élevé, la même année, à la dignité de chantre du Chapitre. Il avait accompagné Mgr de Lenzbourg lors de la visite du diocèse que celui-ci commença à la fin de 1783 et qu'il poursuivit pendant presque toute l'année suivante.

[2] Pierre-Joseph-Walter Schaller, professeur d'Ecriture Sainte et de morale au Collège Saint-Michel dès 1771, comme jésuite d'abord, puis comme prêtre séculier après la suppression de la Compagnie de Jésus, fut choisi comme Principal, c'est-à-dire comme recteur du Collège, en 1783. L'année précédente, il avait été nommé chanoine de Saint-Nicolas. Il devint en outre, plus tard, vicaire général et, à plusieurs reprises, entre autres à la mort de Mgr de Lenzbourg, administrateur apostolique du diocèse. Il revêtit enfin, en 1812, à la mort d'Emmanuel Seydoux, la dignité de doyen du Chapitre. A la fin de 1818, il rentra dans la Compagnie de Jésus et mourut, quelques semaines plus tard, au début de 1819.

[3] Pierre-Joseph Zillweger était né à Fribourg en 1755. Après avoir été curé à Saint-Vrain, au sud de Paris (à mi-chemin entre Fontainebleau et la capitale), il fut nommé chanoine de Saint-Nicolas le 21 novembre 1783, rentra dans sa ville natale en mai 1784 et fut installé comme capitulaire l'année suivante. Il fut également, à partir de 1804, membre de la cour épiscopale et mourut à la fin de 1828.

[4] Antoine-Nicolas Gendre fut plus tard, dès 1789, curé de Villars-sur-Glâne.

[5] Claude Gendre, après avoir été chapelain de Belfaux puis desservant de Font, fut, à partir de 1778, curé d'Arconciel. Il entra, en 1781, dans le clergé de Notre-Dame à Fribourg, devint recteur de cette église en 1807 et occupa ce poste jusqu'à sa mort (1822).

[6] Jean-Joseph Tinguely, supérieur, de 1760 à 1790, de la maison de retraite qui tenait lieu, à Fribourg, de séminaire.

[7] François-Joseph Perroud fut curé de Font de 1772 à 1798 et remplit en même temps les fonctions de fiscal et de secrétaire épiscopal.

tèrent quarante louis d'or (960 livres de France) et après l'impression je les revendit pour vingt.

Pour assurer à l'imprimeur le remboursement de ses fraix et introduire plus promptement l'uniformite du rite, puisque l'Evêque ne pouvoit pas défendre le Romain qui est partout privilegié, on se servit de la voie de la souscription. Mais cela pensa faire échouer le tout au moment qu'on s'y attendoit le moins. M. *Gottofrey* [1], qui venoit de succéder à Mr. *Perroud* dans la place de sécrétaire épiscopal, s'étoit servi dans le prospectus, de l'expression *breviarium Romano perfectius*, et avoit envoyé confidencielllement ce prospectus à Mr. *Falcini* chancelier de la nonciature, exjésuite de nos amis, qui avoit autrefois été professeur de philosophie à Fribourg. Mr. *Laurenti*, moine défroqué [2] que le nouveau Nonce Msgr. *Vinci* venoit d'amener de Rome en qualité de son sécrétaire, avoit trouvé ce prospectus sur le bureau de Mr. *Falcini*, l'avoit enlevé et envoyé en droiture à Rome, en accusant notre Evêque d'être dans les principes de celui de *Pistoya*, dont le fameux synode faisoit alors grand bruit [3]. Rome fit tapage et sur le champ notre diocèse fut menacé d'un interdit [4]. Mr. *Gottofrey* s'empressa de donner des explications fondées sur la raison, sur Benoît XIV etc., etc. mais ces explications mêmes ne servirent qu'à aigrir davantage et à rendre l'affaire plus mauvaise. Msgr. notre Evêque étoit intimidé et complettement découragé. Je pris donc le parti d'aller moi-même chez Msgr. le Nonce à Lucerne, muni de la qualité (f 4[v]) de Deputé Episcopal quoiqu'y allant entièrement à mes fraix.

C'étoit la St-Martin 1786 [5]. Je pris avec moi Mr. le Chanoine-Curé-de-ville Seydoux dont les cheveux blancs devoient faire voir à la Nonciature que la réforme projetée n'étoit pas une affaire de jeunes gens (car je n'étois alors encore que dans ma 33e année). Je demandai aussi une lettre de recommandation à mon oncle l'Avoyer Gady pour mieux faire comprendre mes raisons, et partis après avoir invoqué les lumières du

[1] Pierre-Etienne-Joseph Gottofrey succéda à M. Tinguely, de 1790 à 1807, à la tête de la maison de retraite, érigée entre temps en séminaire proprement dit, dont il fut d'abord directeur en second, puis supérieur à partir de 1810. La fameuse lettre pastorale de Mgr de Lenzbourg du 27 juin 1786 portait comme deuxième signature celle de M. Gottofrey, secrétaire épiscopal.

[2] Expression qui n'avait pas alors nécessairement le sens péjoratif qu'on lui donne aujourd'hui.

[3] Le synode de Pistoie s'était, rappelons-le, ouvert quelques mois plus tard, le 18 septembre 1786.

[4] Cette affirmation semble exagérée : rien, dans la correspondance échangée entre Rome, Lucerne et Fribourg, ne laisse entrevoir qu'on ait jamais songé à prendre une pareille mesure.

[5] En séance capitulaire du 10 novembre 1786, soit donc la veille du départ des deux délégués — si la Saint-Martin dont parle Fontaine doit être prise à la lettre — les deux chanoines annoncèrent à leurs confrères que, à la demande de l'évêque, ils allaient se rendre à Lucerne auprès du Nonce (*Man. Capit.* IX, p. 212). L'audience aura eu lieu l'un des jours suivants, au plus tard le 16 novembre.

S. Esprit, et dans l'intime persuasion que j'allois faire une bonne œuvre, car une bonne partie du clergé étant depourvus de livres, il est très important de leur mettre au moins un bon bréviaire entre les mains.

A mon arrivée à Lucerne je m'adressai à M. le chancelier *Falcini*, mon ancien confrère et ami [1], lui remis mes lettres de créance et de recommandation, et fis demander audience par son canal. Il vint me trouver dès le même soir et me dit que Son Excellence, qui voyant partout des *Ricci* (Evêque de *Pistoya*) et des *Tamburini* (professeur de théologie à Pavie) [2] étoit très inquiette de la mauvaise tournure que pouvoit prendre cette affaire, avoit été singuliérement réjouie de mon arrivée ; que l'audience m'étoit accordée pour le lendemain à 10 heures, et que S. E. me prioit à diné. La reception qu'on me fit le lendemain fut des plus distinguées et me fit d'abord augurer que mes lettres de recommandation n'avoient pas été inutiles. M. le Chancelier suivi de deux domestiques de la Nonciature vint me prendre à l'auberge. Deux chapelains me reçurent à la porte exterieure de la cour d'entrée, le Sécrétaire intime du Nonce me complimenta au bas de l'escalier. Je montai suivi de tout ce cortège, et quand j'approchai du haut de la rampe, le Nonce lui-même sortit précipitemment de sa première antichambre, descendit trois degrés, et me prenant sous le bras me conduisit à travers (t 5) ses appartemens où un grand nombre de domestiques en livrée formoit une double haie. (Il faut observer qu'il est d'usage dans les jours de grand appareil de faire paroitre en livrée tous les artisans lucernois qui sont employés par les gens de la Nonciature, barbiers, perruquiers, tailleurs, cordonniers, vitriers etc.) Arrivés dans le cabinet du Nonce, nous nous plaçames sur trois fauteuils qui nous attendoient. Le Chancelier et le Sécrétaire se placèrent sur des espèces de tabourets. Comme mes lettres de créance avoient déjà été présentées, et l'état de la question établi, le Nonce qui s'étoit déja informé de l'état de la santé de notre Evêque et de la mienne en traversant ses appartemens, commença par un discours en françois qui étoit entièrement dirigé contre les principes de Tamburini et du Synode de Pistoya, qu'il prétendoit trouver dans le prospectus, dont j'ai parlé plus haut. Je répondis avec un grand sangfroid, qu'il falloit que son Excellence ait été bien mal informée à notre sujet, puisque les noms mêmes de Pistoya, de Ricci et Tamburini étoient inconnus dans notre pays, où les nouveautés litteraires ne perçoient qu'avec beaucoup de peine : que si dans le prospectus sorti de la chancellerie épiscopale, il y avoit quelques expressions qui pussent faire suspecter nos sentimens envers le St. Siège apostolique, Msgr. l'Evêque les désavouoit très expressément : que loin de prétendre réformer le bré-

[1] Fontaine, qui était entré tout d'abord chez les Jésuites, fit son noviciat et poursuivit ses études en Bavière jusqu'à la suppression de la Compagnie en 1773 ; il rentra alors à Fribourg et devint professeur de syntaxe au Collège Saint-Michel, où il célébra, en 1777, sa première messe.

[2] Tamburini, connu pour ses idées jansénistes, prit part au synode de Pistoie, après que le programme de réformes envoyé par Léopold eut recommandé ses principes de morale ; il fut même désigné comme promoteur du synode.

viaire romain, c'étoit son propre bréviaire diocésain que Msgr, de concert avec le chapitre exempt de Fribourg, vouloit corriger d'après le vœu de la grande majeure partie de son clergé. Je produisis en même tems à S. E. mon bréviaire, qui m'avoit servi encore ce jour là même pour dire mon office ; ce que je vis lui faire une grande sensation [1]. J'ajoutai que si nous prenions le bréviaire Parisien pour base et modèle de la réforme du Lausannois, c'étoit parceque notre diocèse n'ayant pas de séminaire, puisque ce que nous appellions séminaire n'étoit encore qu'une simple maison de retraite pour préparer les jeunes gens aux ordina (f 5[v]) tions [2], nos jeunes ecclésiastiques étoient en majeure partie envoyés au séminaire de S. Nicolas du Chardonnet à Paris, où ils devoient se servir du bréviaire Parisien ; qu'au reste j'étois si assuré que les principes développés dans l'édition projetée de notre bréviaire, n'avoient rien qui pût déplaire à Sa Sainteté ou à Son Illustre Représentant parmi nous, que j'avois pris avec moi tous mes manuscrits pour les lui faire voir, prêt à les mettre sous les yeux de Sa Sainteté-même, si les fraix du voyage et le retard de l'impression pour laquelle on avoit déjà fait de grands fraix, le permettoient. J'ouvris alors une très grande cassette que j'avois fait apporter par mon domestique et qui étoit toute remplie de mes manuscrits, tels qu'ils devoient servir à l'impression, et finis par dire au Nonce que l'empressement avec lequel j'avois bravé les frimats et la rigueur de la saison pour venir l'édifier d'aussi loin, devoit lui être un sûr garant de mon dévouement personnel ainsi que de celui de l'illustre Prélat que j'avois l'honneur de réprésenter.

J'avois vu le Nonce s'emouvoir par degré. Dès que j'eus fini de parler, il se leva et vint m'embrasser affectueusement, et me dit : « Je vois que j'ai été trompé ; mais vous êtes vengés d'avance. Déjà pour d'autres raisons j'ai dû renvoyer d'auprès de moi l'imposteur qui vous avoit accusés. Il faut cependant donner une satisfaction au Saint Père. Adressez lui un mémoire accompagné d'un petit échantillon du bréviaire que vous allez faire imprimer, et j'y ajouterai ce qu'il convient. » Nous entrâmes dès lors en conversation familière, et ce fut là l'origine de cette intime amitié dont M. *Vinci* ne cessa de m'honorer jusqu'à sa mort [3]. Ce fut encore cette occasion qui lui fit prendre la résolution de nous faire donner *modo pure*

[1] C'était le bréviaire de 1495. Le volume est conservé à la Bibliothèque cantonale et universitaire. Il porte, de la main du chanoine Fontaine, cette note (reproduite par Mgr Besson, *op. cit.*, p. 103) : « C'est cet exemplaire que je produisis à Mgr le Nonce à Lucerne lorsqu'en novembre 1786 j'y fus envoyé pour négocier avec la cour de Rome qui s'opposoit à l'impression du nouveau bréviaire, parce qu'elle ignoroit que l'ancien eût été conservé dans le diocèse ».

[2] Cf. sur tout ceci le bon travail de M. l'abbé Henri Marmier : *Notes historiques sur le séminaire de Fribourg* (articles parus dans la *Semaine catholique* de 1939 et réunis ensuite en tirage à part).

[3] Il résulte de la remarque que fait ici notre chanoine qu'il n'a rédigé cette notice que plusieurs années après le voyage à Lucerne qui fait l'objet de son récit. Mgr Vinci est resté à la nonciature de Lucerne jusqu'en 1794, mais nous n'avons pas réussi à trouver la date de sa mort, la grande *Enciclopedia italiana* elle-même ne disant rien à son sujet.

remunatorio la décoration que notre Chapitre a reçue quelque temps après sans l'avoir demandée ; ce qui n'est arrivé à aucun autre Chapitre [1]. Le diné fut splendide, mais tout apprêté à l'italienne ; la plûpart des mets m'étoient inconnus. Quelque tems après diné je pris congé, et fus reconduit absolument de la même manière que j'avois été reçu. Le Nonce en me tenant sous le bras m'accompagna jusqu'à la quatrième marche de l'escalier et s'echappa comme en fuyant. En passant à travers la double haie des domestiques je donnai un louis d'honnoraire au valet de chambre qui me tendit gracieusement la main, et quand le Nonce m'eut quitté, on vint me demander s'il n'y avoit rien pour la cuisine ; je donnai donc encore 12 francs. Pendant la nuit je fis le mémoire pour le Pape : j'envoyai l'office du sacré cœur [2] et les leçons de la fête de S. Amédée. Le lendemain je le présentai au Nonce qui me reçut sans cérémonie, j'allai faire visite à l'auditeur Mr. le marquis *Guerrieri*, et donnai à diné au Chancelier. Le Pape ne fut pas longtems à répondre, qu'il ne s'opposoit pas à l'impression de notre bréviaire, mais qu'il exigeoit qu'on lui en envoyât un exemplaire pour qu'il pût le faire examiner. C'est ainsi qu'en 1787 le nouveau bréviaire Lausannois fut introduit dans tout le diocèse.

Le Chan. Fontaine.

Cette intéressante et vivante narration permet de compléter l'exposé que nous avons tracé plus haut en nous servant des lettres échangées entre l'évêché de Fribourg, la nonciature de Lucerne et Rome. Sur un point, elle donne une note légèrement différente : le rôle de l'auteur de la notice, le chanoine Fontaine, y est plus accusé, et, inversement, celui de Mgr de Lenzbourg un peu atténué : c'est de notre chanoine que serait partie l'initiative de la réimpression du bréviaire de Lausanne ; c'est lui qui, par l'acquisition, à ses frais, de nouveaux caractères d'imprimerie, l'aurait, même matériellement, considérablement appuyée ; lui enfin qui, alors que l'évêque était sur le point de se décourager, aurait eu l'idée de l'envoi d'une délégation chez le Nonce. Fontaine

[1] Au cours de la séance capitulaire du 10 novembre 1786 signalée ci-dessus, les deux chanoines qui partaient pour Lucerne firent observer qu'ils croyaient savoir que le Nonce songeait à offrir une décoration au Chapitre, et posèrent la question : que devrons-nous dire s'il nous en parle ? Les capitulaires répondirent : il faut accepter avec humilité les honneurs qui sont offerts, mais ne les solliciter en aucune façon. La distinction à laquelle il est fait allusion ici fut octroyée cinq ans plus tard : à la demande de Mgr Vinci, Pie VI, en 1791, accorda aux chanoines de Fribourg la croix qu'ils mettent encore aujourd'hui sur leur camail. Le bref pontifical les autorisait à la porter aussi hors du chœur, privilège dont ils ont fait usage, du moins le dimanche, jusqu'à l'érection de la cathédrale en 1925. Cf. les *Etrennes fribourgeoises* de 1927, p. 144 sq.

[2] Choix qui était très habile, car on sait que l'évêque de Pistoie était opposé au culte du Sacré-Cœur.

est un homme dont les affirmations sont toujours précises, détaillées et minutieusement exactes. On peut le croire sur parole ; et, alors même qu'il y aurait lieu d'en conclure que Mgr de Lenzbourg a quelque peu accentué son propre rôle dans cette affaire, il faudrait reconnaître que l'évêque a eu du moins le courage d'en assumer l'entière responsabilité, de la couvrir sans réserve, et cela à un moment où l'entreprise était, semble-t-il, sur le point de lui créer de sérieuses difficultés. C'est là un mérite que d'autres, en pareille circonstance, n'auraient pas eu.

Il nous reste, pour conclure, à voir quels ont été les résultats du voyage à Lucerne.

L'impression produite sur le Nonce par les deux délégués de Fribourg avait été des plus favorables. Vous m'avez envoyé, écrivait-il — en français — à Mgr de Lenzbourg, en date du 17 novembre 1786, « des personnes dignes vraiment d'un Evêque aussi zelé que Vous, et de la renommée qui se sont acquis, avec les quelles j'ai discouru de la nouvelle impression du Breviaire. L'accomodement que nous avons fait, vous le pourrez mieux comprendre de ces deux respectables Chanoines, de ce que je vous puisse décrire. Votre consentement sur cela sera beaucoup agréé de Sa Sainteté, et temoignera votre attachement et soumission au S. Siege. Je vous informerai de tout ce que Notre Seigneur se degnera me repondre. Voila conservés vos privileges, et votre zele pour votre Diocese, d'autant que vos mérites auprès du Souverain Pontife [1] ».

Le mémoire que Fontaine avait rédigé à l'intention du Souverain Pontife, à Lucerne même, aussitôt après son audience chez le Nonce, n'est pas conservé. Mgr Vinci l'envoya au cardinal Secrétaire d'Etat le 18 novembre, avec quatre offices manuscrits du nouveau bréviaire.

[1] Arch. de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 25. Il ressort de la 2e partie de cette lettre que c'était de Mgr de Lenzbourg qu'était venue la proposition de remettre la croix aux chanoines de la Collégiale : « J'ai l'honneur, écrit en effet Mgr Vinci à notre évêque, de vous signifier, que très volontier en correspondance de votre affection pour moi, et pour le merite tres distingué de vos Députés j'accorderois la marque de la Croix aux chanoines de S-Nicolas. Mais je suis d'avis que le Nonce ne peut la donner, quelque puissent dire certains Evêques qui abusivement, selon moi, la donnent. Pour obtenir celle-là il faut deux conditions, 1° le consentement du Souverain, 2° quelque dépense pour les Bulles. De tout cela j'ai fait discours avec le respectable envoyé Mr Fontaine, et enfin nous avons conclus, que quand le negoce sera achevé avec les Chanoines de Münster (Berromünster), qui cherchent le même honneur de Rome, je vous enverrai la note des dépences necessaires pour en venir à bout, et alors vous pourrez repondre. »

A Rome, un rapport fut demandé, une fois de plus, au secrétaire de la Congrégation des Rites, puis ces feuilles furent retournées à Lucerne, d'où le Nonce les expédia à Mgr de Lenzbourg, le 5 janvier 1787. Le Pape, écrivait-il dans sa lettre d'accompagnement, les a lues, et cette lecture n'a pas été sans soulever certaines difficultés : saint Amédée, évêque de Lausanne, ne figure pas au martyrologe romain et le Saint-Siège ne s'est jamais prononcé à son sujet. D'autre part, les événements actuels n'ont pas permis que fussent examinés avec tout le soin nécessaire les écrits, non encore publiés ni approuvés, auxquels sont empruntées les leçons de deux de ces offices, et c'est pourquoi le Souverain Pontife ne peut les confirmer encore d'une manière formelle et expresse, mais, à ma demande et eu égard à vos mérites envers le Saint-Siège, s'en remettant au surplus à votre sens religieux, à votre zèle et à la sûreté de votre doctrine, il a daigné déclarer qu'il ne s'opposait pas à ce que ces offices fussent édités [1].

Entre temps les travaux d'impression se poursuivaient. Les souscriptions continuaient à arriver [2] et, le 27 juillet 1787, Mgr de Lenzbourg signait la préface destinée à figurer en tête du nouveau bréviaire [3]. L'évêque y répétait les considérations déjà émises, l'année précédente, dans la lettre pastorale. Il reconnaissait devoir beaucoup aux « hommes éminents par leur piété autant que par leur science, dont il avait sollicité la collaboration, spécialement les chanoines de Saint-Nicolas, dont quelques uns avaient fourni à l'entreprise non seulement leur

[1] Archives de l'Evêché, *Bréviaire*, N° 26. Dans la lettre du 6 janvier 1787, par laquelle le Nonce accusait réception au cardinal Secrétaire d'Etat des quatre offices arrivés en retour et le remerciait d'être intervenu auprès du Pape, il résumait comme suit la réponse de ce dernier : « se non ha creduto di formalmente approvare i quattro offici di Msgr Vescovo di Losanna li ha degnati almeno della sua Apostolica connivenza » (Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add., V, 18). Le Nonce remercia encore le cardinal Boncompagni le 13 janvier 1787, après avoir reçu de lui une nouvelle lettre, du 20 décembre 1786 (*Ibid.*).

[2] Cependant, le 27 novembre 1786, le clergé de Jougne (portion de la Franche-Comté qui faisait alors encore partie de notre diocèse) demandait à Mgr de Lenzbourg l'autorisation de n'avoir pas à se procurer le bréviaire qu'il était en train de refondre, mais de pouvoir adopter celui de Besançon. Les motifs invoqués étaient d'ailleurs très plausibles : le contact de ces quelques paroisses avec celles du diocèse dans lequel elles étaient comme enclavées était si étroit et si fréquent qu'il serait résulté de sérieux inconvénients de l'emploi, dans une même contrée, de deux bréviaires différents.

[3] Cette préface est signée : *Bern. Emmanuel. Ep. ac Comes Lausann. De Mandato Celsissimi et Reverendissimi D. D. Episcopi Lausannensis.-Jos. Gottofrey. secret.* ; mais nous avons entendu le chanoine Fontaine nous dire (ci-dessus, p. 244) qu'elle était en réalité tout entière de sa plume à lui.

travail, mais aussi leur concours financier ». Le nouveau bréviaire l'emporte sur les précédents par plus de cohérence et un choix plus judicieux des matériaux entrant dans sa composition [1]. Aux proses qui revenaient fréquemment, nous avons substitué les hymnes du bréviaire romain, afin de ne pas compliquer la tâche principalement des chantres de la campagne et de conserver des mélodies chères à la dévotion des fidèles [2]. Dans le calendrier, nous avons fait une place aux fêtes célébrées dans l'Eglise universelle ou contenues dans l'ancien bréviaire de Lausanne, ainsi qu'à celles qui sont propres à notre diocèse ou à la Suisse entière. Les leçons sont notablement plus longues que celles, si courtes, de l'ancien lausannois [3].

Le bréviaire sortit de presse avant la fin de l'année 1787 — celle dont il porte la date. Chacun des quatre volumes, fort de plus de 700 pages, contient d'abord le psautier, réparti, comme il l'est actuellement, depuis la réforme de Pie X, entre les différents jours de la semaine, puis le propre du temps — c'est la partie la plus longue — et le propre des saints, relativement court, parce que le calendrier était alors notablement moins chargé qu'aujourd'hui, et aussi parce que plusieurs saints, dont l'office comporte actuellement 9 leçons, n'en avaient alors qu'une seule. Il est suivi d'une trentaine de pages de *Canones*, c'est-à-dire, à raison d'un pour chaque jour, d'extraits de Pères de l'Eglise, de conciles généraux et provinciaux, d'écrivains ecclésiastiques ou des constitutions synodales du diocèse. Ces extraits sont choisis de manière à rappeler, dans la mesure où l'année liturgique le suggère, un point de discipline ou l'une des obligations incombant au clergé, spécialement le devoir de suivre de près les directions pontificales, afin de réagir, ainsi que l'évêque l'expliquera dans sa lettre au Souverain Pontife du 5 septembre 1788, que nous citerons plus bas, contre l'ambiance hérétique et surtout contre les funestes principes d'émancipation qui commençaient à se faire jour de toutes parts.

[1] « A veteri Diœcesis hujus Breviario hoc nostrum in eo differt, quod exquisitiorem rerum delectum, majoremque singularum partium cum Officii cujuslibet proposito cohærentiam, uberioresque divitias tum e SS. Litteris, tum ex SS. Patrum scriptis contineat. »

[2] Nous traduisons librement. Voici le texte latin : « ne canendi difficultas Ecclesiarum præsertim ruralium Cantoribus nimia videretur, canentiumque devotionem, et cantus suavitatem minueret. »

[3] La préface faisait à ce sujet la remarque suivante : « Hinc quod brevissimis antiqui Breviarii Lectionibus multo longiores substituerimus, ne quis vestrûm, quos disciplinæ avidos novimus, conqueratur, minime pertimescimus. »

Vient enfin, identique pour les quatre parties de l'année, le commun des saints, semblable à ce qu'il est aujourd'hui, sauf qu'il n'y a pas diverses leçons à choix pour chacune des diverses catégories, et que, au lieu du commun des confesseurs non pontifes actuel, il s'en trouve deux : d'abord celui des « abbés, moines, cénobites et anachorètes », puis celui des « justes, prêtres, clercs et laïques ». Il y a en plus également un commun du saint patron ; et le volume se termine par quelques offices votifs : celui du Saint-Sacrement, et, comme aujourd'hui, l'*Officium B. Mariæ in Sabbato*, le petit office de la Sainte Vierge, celui des défunts et enfin quelques prières usuelles [1].

Le nouveau bréviaire entra en usage à la fin de 1787. Le Chapitre, en séance du 23 novembre, constatant que son emploi allait, pour l'ensemble du diocèse, commencer vraisemblablement le premier dimanche de l'Avent, décida d'en faire lui-même autant, après que le chanoine Fontaine eut donné l'assurance que, par ses soins, des mesures avaient été prises afin que, pour le chant, la transition se fît sans heurt ni difficulté [2]. De fait, il se produisit, semble-t-il, un léger retard, car ce n'est que vers la fin de décembre que, en séance capitulaire, le doyen Loffing fit publiquement l'éloge du nouveau bréviaire [3].

Restait à obtenir ce par quoi il aurait, semble-t-il, fallu commencer : l'approbation, par Rome, du bréviaire dans son ensemble. Nous avons déjà vu que Mgr de Lenzbourg hésitait et qu'il aurait préféré que cette formalité se fît à la nonciature, dont l'approbation lui paraissait devoir suffire [4]. Comme, cependant, Mgr Vinci s'y refusait, il finit par s'exécuter ; le 5 septembre 1788, il envoya le nouveau bréviaire à Sa Sainteté Pie VI, l'accompagnant de la lettre suivante :

[1] Les exemplaires du bréviaire de 1787 sont loin d'être rares : on en trouve dans toutes les bibliothèques, et dans plusieurs cures du diocèse.

[2] *Man. Capit.* IX, p. 224. Dans l'annotation du chanoine Fontaine signalée plus haut (p. 247 n. 1) celui-ci déclare : « Je me suis servi de ce bréviaire jusqu'à l'avent 1787, époque du renouvellement fait du consentement exprès du Chapitre et par l'autorité de Monseigneur de Lausanne. »

[3] Séance du 22 décembre 1787. *Ibid.*, p. 226.

[4] François Perroud, secrétaire épiscopal, dans une note où il résume l'action de Mgr de Lenzbourg au sujet de la refonte du bréviaire, dit que l'évêque établit à cet effet une commission, « apres en avoir *par honneteté* donné avis à Son Excellence Monseigneur le Nonce, qui approuva ce projet » (Arch. de l'Evêché, *Miscellanea* ab anno 1746, p. 183). Mgr de Lenzbourg craignait peut-être qu'on lui reproche certaines omissions, l'absence par ex. des décisions des Congrégations romaines, dont le secrétaire des Rites avait dit qu'il serait bien obligé de les faire figurer en tête de son nouveau bréviaire. (Cf ci-dessus, p. 220.)

Beatissime Pater !

Finita jam nova novi Breviarii Lausanensis impressione illud adpropero ad Pedes Sanctitatis Vestræ deponere spe fretus Vestram Sanctitatem non improbaturam, quod pro meliori diœcesis meæ bono, servato antiquissimo Lausanensi ritu, conatus sum perficere.

Semper intentus monitis, quæ pro sua benignitate mihi dedit Sanctitas Vestra per Illustrissimum et Reverendissimum Dominum apud Helvetios Nuntium apostolicum (cui plurimum pro absolutione hujus negotii me debere gratanter agnosco) scrupulosissime invigilavi ne ullus aut contra fidem aut contra mores error irrepset.

Imo cum bonus quisque, miseris præsertim quibus vivimmus independentiæ temporibus, bene persuasus esse debeat, actum esse de fide et moribus, nisi firmissime Petri Cathedræ adhereatur et apostolorum Principis successori subjaceatur, hanc fundamentalem veritatem, in decursu duplicis officii 18^{vae} nempe januarii et dominicæ infra octavam Omnium Sanctorum præ occulis legentium posui, ut Pastores meæ Curæ subjecti illam sedulo intuentes non tantum contra circumjacentes et cohabitantes hæreticos verum præcipue contra moderna Pseudo-principia, quibus in dies debita subordinatio magis ac magis subvertitur, premunirentur, ut iidem exemplum sint fidelium et Christi bonus odor in omni loco, quotidie ipsis legendos Canones præbui, quibus ipsorum vita ad normam Ecclesiæ disciplinæ regularetur, et certo anni tempore vix non totum S. Gregorii Pastorale, ut ad divinum animarum regimen formarentur.

Ex quibus non dubito me uberes virtutum et Pietatis fructus relaturum, maxime si Sanctitas Vestra illud opus benigne respicere velit, et ut testimonium demississimæ submissionis et profundissimæ venerationis meæ, hæc dum humiliter imploro sacros pedes deosculans et benedictionem Paternam pro me et grege meo deprecans perenne omni obedientia

Beatissime Pater

Friburgi Helvetiorum
die 5. 7bris 1788

Servus humillimus et filius
obedientissimus Bernardus
Emmanuel Episcopus Lausannensis [1]

Le Nonce avait reçu cette lettre, avec le bréviaire qui y était joint, la veille de son départ pour l'Italie. C'est de Fermo, le 20 octobre, qu'il expédia le tout à Rome [2].

Le pape, le 3 décembre 1788, accusa réception par le bref suivant :

Pius PP. VI.

Venerabilis Frater Salutem, et Apostolicam Benedictionem. Non mediocrem delectationem attulerunt nobis Fraternitatis tuæ literæ die v. Mensis Septembris datæ ; nunciarunt enim ad exitum jam pervenisse

[1] Arch. de l'Evêché. *Liber Epist.* vol. II, p. 110-111.

[2] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18. L'envoi arriva au Vatican le 25 octobre.

Breviarii editionem, quæ pastoris sollicitudinem postulabat, ut discors psallendi divinas laudes ratio e Clero tuo sapienti tolleretur consilio : Quod sane studium, ubi primum animo tuo observari intelleximus, ac nomine tuo nostræ fuit delatum dignitati, jam tum animadvertimus latum tibi patere campum, quo Ecclesiæ tuæ cum Romana omnium matre adhæsio, atque obedientia claresceret magis, ac confirmaretur. Id autem quanta religione diligentiaque sectari curaverit Fraternitas tua, e literis tuis non sine lætitia accepimus, tibique majorem gratulamur in modum. Exemplum vero jam editi Breviarii a te ad nos missum, ubi primum licebit, curabimus percurrere, ac perpendere ; certa interim spe ducimur fore, ut nil in eo deprehendatur, quod virtutis tuæ apud nos commendationi plenissime non respondeat : tibique, Venerabilis Frater, Clero, gregique tuo impensæ charitatis affectu Apostolicam Benedictionem paramanter impertimur.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum III. Nonas Decembris MDCCLXXXVIII Pontificatus Nostri Anno Decimoquarto

Callistus Marinius a latinis epistolis Sanctissimi [1]

Le bref était, on le voit, fort louangeux pour notre évêque et l'on notera tout le chemin parcouru depuis les lettres qui, deux ans auparavant, sous la dictée du secrétaire des Rites, avaient été envoyées par le cardinal Boncompagni. Le Saint-Siège, il est vrai, n'avait fait que conformer son attitude à celle du Nonce qui, insensiblement, avait atténué ses exigences. Après avoir demandé l'arrêt de l'impression du nouveau bréviaire et l'envoi du manuscrit à Rome pour examen, Mgr Vinci avait fait une première concession en se contentant de la remise du manuscrit *ou du texte imprimé*, ou tout au moins des corrections, suppressions et additions introduites, et en donnant plus ou moins l'assurance que l'approbation serait accordée, en promettant du moins de tout faire dans ce but. Ses dernières préventions tombèrent lors de l'entrevue de Lucerne et de l'accolade qui mit le point final à toute la discussion. Il demandait simplement que, pour donner une satisfaction au Saint-Père, on lui adresse un mémoire accompagné d'un petit échantillon du bréviaire. C'est ce que le chanoine Fontaine fit séance tenante, de telle sorte que Mgr de Lenzbourg pouvait, de bonne foi, s'estimer en règle avec Rome. On s'explique donc que, le 5 septembre 1788, il se soit contenté d'offrir le nouveau bréviaire en hommage au Souverain Pontife, sans parler — et pour cause, puisque le volume était sorti de presse depuis presque une année — de con-

[1] Arch. de Saint-Nicolas, liasse *Bréviaire*. Le bref est écrit sur papier ordinaire, sans sceau, de telle sorte qu'on semble être en présence d'une copie. La signature du moins est certainement celle d'une plume romaine.

firmation à obtenir. Le Pape, dans sa réponse, le remerciait ; mais, délicatement, à la fin de sa lettre, il laissait entendre qu'il n'avait pas dit son dernier mot : vous m'avez envoyé un bréviaire *déjà imprimé ;* je l'examinerai dès que je pourrai, comptant bien d'ailleurs n'y rien trouver de répréhensible.

Cet examen a-t-il eu lieu ? On peut se le demander. Quel en eût d'ailleurs été le résultat ? Le Pape savait bien qu'il n'y avait désormais plus rien à changer. Aussi bien, trois mois plus tard, le secrétaire de la Congrégation des Rites retournait-il au cardinal Boncompagni le dossier relatif à l'affaire du bréviaire de Lausanne, avec la liste [1], précieuse pour nous, des lettres qui lui avaient été soumises et de celles qu'il avait écrites lui-même. Il n'y en avait pas moins de 27, dont l'une ou l'autre ne nous sont pas parvenues, la dernière notamment, soit celle par laquelle le cardinal secrétaire d'Etat avait répondu au Nonce lui envoyant, de Fermo, le nouveau bréviaire. Cette réponse, vraisemblablement, revenait à dire : *transeat.*

Ce qui est du moins certain, c'est que nous ne possédons pas de confirmation expresse, par Rome, du nouveau bréviaire, ni d'affirmation remontant à cette époque permettant d'affirmer que semblable approbation ait jamais été délivrée. On doit donc donner raison aux divers historiens qui ont écrit ou répété que le bréviaire de 1787 n'avait jamais été approuvé par le Saint-Siège [2]. Trois quarts de siècle plus tard, Mgr Bovieri, Nonce à Lucerne, ira même plus loin : écrivant aux chanoines de Saint-Nicolas — pour leur demander d'adopter sans retard le bréviaire romain, à la suite de l'ordonnance, publiée quelques semaines auparavant, le 7 avril 1854, par Mgr Marilley dans le but de rétablir la liturgie romaine dans l'ensemble du diocèse — il affirmait que le bréviaire de 1787, non seulement n'avait pas été approuvé par Rome, mais qu'il était même réprouvé [3]. Il y avait dans cette parole une exagération, mais la raison invoquée était exacte : en éditant

[1] Arch. vatic. *Nunz. Svizz.*, Add. V, 18. Cet envoi est daté du 4 mars 1789.

[2] Schmitt, *Mémoires histor. sur le dioc. de Lausanne*, t. II, p. 538 ; Dellion, *Dict. des Paroisses* t. VI, p. 346 (qui taxe les travaux de la commission chargée de la réforme du bréviaire d'« entreprise déplorable et accomplie sans les autorisations nécessaires »). G. Brasey, *Le Chapitre de Saint-Nicolas*, p. 119 ; Mgr Besson, *op. cit.*, p. 82. Ces auteurs n'ont d'ailleurs consacré que quelques lignes à la question qui nous occupe ici et se sont basés presque exclusivement sur la notice du chanoine Fontaine.

[3] « Præsens breviarium nulla Sedis Apostolicæ auctoritate comprobatum, imo et jure reprobatum » (lettre du 5 juin 1854 ; arch. de Saint-Nicolas, liasse *Bréviaire*).

ce bréviaire, disait Mgr Bovieri, on avait eu le tort d'y introduire des modifications [1]. Rome et la Nonciature, nous l'avons vu, l'avaient dit assez clairement et assez souvent, tandis qu'on se souviendra que, sous Mgr Claude-Antoine Duding, les chanoines, se rendant compte des conditions à remplir pour bénéficier de l'exception prévue par la bulle de Pie V, avaient toujours insisté pour que le nouveau bréviaire fût imprimé tel qu'il était auparavant, ou du moins pour que les modifications qu'on y introduirait fussent réduites à un minimum, et c'était à cette condition que l'évêque, en 1736, avait fini par donner son consentement.

L'abbé Jean Gremaud [2] et d'autres après lui ont affirmé que le bréviaire de 1787 n'était « nullement la reproduction de l'ancien Lausannais, mais uniquement une copie du Parisien, avec quelques modifications, comme on peut s'en convaincre en les comparant ». Comme nous l'avons dit en commençant cette étude, et comme nous tenons à le répéter en terminant : notre but n'était aucunement de comparer entre elles les diverses éditions du bréviaire de Lausanne et de les confronter ensuite avec ceux de Paris, de Besançon ou d'ailleurs. C'est là un travail de critique interne, qui reste à faire, et par lequel il aurait, en somme, fallu commencer [3]. Notre intention à nous était tout simplement de rapporter, au moyen de documents en grande partie inconnus ou du moins inutilisés jusqu'ici, les discussions et les conflits qui ont accompagné la publication des deux éditions du bréviaire de Lausanne de 1717 et de 1787 : la première vivement combattue par Mgr Claude-Antoine Duding, la seconde au contraire appuyée par Mgr de Lenzbourg, qui s'en était déclaré le partisan décidé et même enthousiaste ; le premier de ces deux prélats s'opposant de tout son pouvoir à ce que le Nonce intervînt dans cette entreprise, le second souhaitant au contraire que ce fût le Légat du Saint-Siège en Suisse, et non pas la Congrégation des Rites à Rome, qui délivrât les autorisations nécessaires. La première tentative, qui ne visait, en

[1] « In nonnullis immutato et hoc ipso a jure cessato » (*Ibid.*).

[2] Car c'est lui qui est l'auteur du paragraphe consacré à la réimpression du bréviaire dans le volume du P. Schmitt cité plus haut.

[3] Avant d'entreprendre, en particulier, comme cela a été le cas plusieurs fois tout dernièrement, des recherches sur le plain-chant qui était en usage à la Collégiale de Saint-Nicolas, sur les mélodies grégoriennes, autrement dit, qui se chantaient sur le texte de notre bréviaire. Nous songeons ici à la thèse de M. Gabriel Zwick, *Les proses en usage dans l'église de Saint-Nicolas jusqu'au XVIIIe siècle*, et à celle que prépare le P. Bernard Muller sur les offices en vers de l'antiphonaire de Saint-Nicolas au début du XVIe siècle.

principe, que le seul Chapitre de Saint-Nicolas, avait échoué, puisque l'impression du bréviaire de 1717/18 ne fut même pas achevée ; la deuxième, destinée à l'ensemble du diocèse, aboutit à un succès, en ce sens que, pour trois quarts de siècle, elle fit revivre dans nos cantons, plus ou moins modifié, l'ancien bréviaire du diocèse, celui que Mgr de Lenzbourg avait intitulé : *Breviarium Diœcesis Lausannensis*. La Providence, comme il le disait au début de la préface, lui avait permis de réussir, là où ses prédécesseurs, tout en ne cessant de déplorer les inconvénients qui résultaient de la diversité et de la confusion qui régnaient dans le diocèse, avaient échoué. Si l'entreprise, ajoutait-il, n'est pas terminée, elle est du moins en bonne voie : après cette nouvelle édition de notre bréviaire, nous pouvons espérer arriver facilement à l'uniformité tellement désirée.

Ni lui ni ses successeurs ne poursuivirent cependant dans la même direction, et si l'on arriva, de fait, à l'unité, au milieu du siècle suivant, ce fut par le procédé inverse : en adoptant définitivement et exclusivement pour le diocèse le bréviaire et la liturgie de Rome.

Du premier épisode dont il a été question dans cette étude — celui qui aboutit à l'édition, commencée en 1717, mais demeurée inachevée, du bréviaire de Lausanne — on trouve naturellement des échos dans la correspondance échangée entre la Nonciature de Lucerne et le Saint-Siège au cours du conflit qui, durant de longues années, mit aux prises le Chapitre de Saint-Nicolas et Mgr Claude-Antoine Duding, conflit dont la question du bréviaire n'était que l'un des aspects, et non le principal, et c'est dire que les lettres échangées ne parlent qu'incidemment de la réimpression du bréviaire de Lausanne. Nous en publions deux ici, en appendice : l'une du Nonce, datée du 12 septembre 1722, dont il a été question ci-dessus [1] et qui accompagnait un mémoire envoyé par les chanoines à la Congrégation des Rites, et l'autre du cardinal Secrétaire d'Etat, qui est la réponse à la précédente.

Lucerna 12 Settembre 1722

Dal Capitolo di S. Nicolo di Friburgo soggetto immediatamente a questa Sacra Nunziatura mi è stato presentato l'annesso Memoriale di ricorso, perche io m'interessi per la concessione, che richiede di ristampare il Breviario antico della Chiesa di Losanna, che è stato in uso fin'ora. In tempo del mio Predecessore rappresentò Monsignor Vescovo, che si pretendeva nelle nuova ristampa farvi alcune mutazioni, in vigore delle quali la S. Congregazione de Riti prese la risoluzione di ordinare la suppressione

[1] P. 95.

del vecchio, e l'obbligo di conformarsi al Romano. Pretende il Capitolo come viene esposto nel Memoriale, di essere leso ne suoi diritti, non tanto per non essere stato sentito, quanto per non rimanere escluso dal privilegio della Bolla di S. Pio V in vigor della quale vien permesso alle Chiese particolari l'uso di quei Breviari, che recitavano dopo lo spazio di 200 anni. Per l'informazioni, che io ho prese, l'istanza presente è appoggiata dalla verità, giacche da antichissimo tempo la Chiesa di Losanna, che prima era l'Aventicense, e poi in tempo dell'Eresia trasportata in Friburgo, si è sempre servita del Breviario medesimo, un esemplare di cui occorrendo sara anche da me trasmesso a V. E. Per dar forza al giusto motivo, che le deduco mi servirò d'un esempio, il quale per altro non mi è stato citato dal Deputato del Capitolo perche non è a sua notizia. Nella Chiesa di Aosta nei confini di questa Nunziatura dal canto del Piemonte fu agitata la medesima controversia, se non erro, in tempo della santa memoria di Paolo V. Il Capitolo ricorse per mantenere l'uso del proprio Breviario, ed essendo stato rimesso il voto al Cardinal Belarmini, giudicò egli, che dovessero godere del privilegio della Bolla di S. Pio V, e questa risoluzione e stampata nel Frontespizio del Breviario della stessa Chiesa della qual cosa potrà l'E. V. con somma facilità averne notizia. Si aggiunge nel caso nostro, che alcuni del Senato di Friburgo, benche non abbiano fatto atto positivo in contrario, hanno impedito fin'ora che abbia luogo questa rivocazione fintantocche la S. Congregazione sia informata di tutti questi nuovi motivi [1].

Roma 3 Ottobre 1722

Quando i Canonici di Friburgo pretendano esser gravati dalla risoluzion che prese la Sacra Congregazione de'Riti sul fondamento delle ragioni urgentissime, che furono addotte ad istanza di Mons. Vescovo di Losana di proibire la stampa d'un nuovo Breviario, coll'ordinar loro d'uniformarsi al Clero, e Vescovo proprio nelle recitazione del Breviario Romano, è necessario, che ricorrano all'istessa Sacra Congregazione e allora saranno sentiti. Che è quanto devo significare a V. S. in risposta della lettera ch'Ella mi ha scritta in questo particolare... [2]

Il ressort de ces lettres que le Nonce était prêt à envoyer à Rome un exemplaire du bréviaire de Lausanne et qu'il inclinait à donner raison aux chanoines de Fribourg. Quant au Secrétaire d'Etat, il ne s'opposait pas à ce que le Chapitre fît un recours contre la décision portée par la Congrégation des Rites.

[1] Arch. vatic., *Nunz. Svizz.* 117.
[2] *Ibid.*, 257.

Beiträge zur kirchlichen Statistik des Bistums Chur vor der Reformation

Von O. VASELLA

Für das Bistum Chur besitzen wir für die Zeit vor der Reformation nur wenige, teilweise recht fragmentarische Quellen, die uns über den Bestand an Pfarreien Aufschluß geben und damit näheren Einblick in die Entwicklung der Seelsorge gewähren. Gedruckt wurde bisher einzig das « Antiquum Registrum », ein Einkünfteverzeichnis aus den Jahren zwischen 1290-1298, das unter anderem auch das Kathedraticum einbezieht und die Gesamtsummen der Kollekten für die einzelnen Dekanate nennt [1]. Das ist bescheiden, verglichen mit den Quellen, die etwa für das Bistum Konstanz bekannt geworden sind [2]. Übrigens besitzt das erzbischöfliche Archiv in Freiburg i. Br. noch einen erheblichen Bestand an Verwaltungsakten der Diözese Konstanz, die noch ungenützt sind, wie auch das Berner Staatsarchiv solche für das Bistum Basel [3].

[1] Codex diplomaticus, hrg. von *Th. v. Mohr*, Bd. II, 98-132, besonders 98-105.

[2] Liber decimationis von 1275 (Freiburger Diözesanarchiv I), Liber quartarum und Liber bannalium von 1324 (l. c. IV-V), Liber taxacionis von 1353 (l. c. V) ; zu den Registra subsidii caritativi s. vor allem *K. Rieder*, l. c. N. F. Bd. 8 (1907) mit der Kritik der teilweise verfehlten Veröffentlichung *F. Zells*, l. c. Bd. 24-27 (1895-1899), über das Subsidium von 1500, s. *H. Baier*, Ztsch. für die Geschichte des Oberrheins, Bd. 63 (1909), 83-92 ; *Ders.*, Der Liber quartarum des Konstanzer Bischofs Heinrich von Klingenberg, l. c. Bd. 64 (1910), 559 ff., Text 572 ff.

[3] Wir notierten uns gelegentlich eines Besuches des erzbischöfl. Archivs in Freiburg i. Br. vor Jahren : Concordiarum liber super primis fructibus 1435-1490, 1437 bis ca. 1510. Registrum capellaniarum denotans primorum fructuum solutionem de anno 1507-1600, dass. für die Pfarreien. Induzien und Absenzen : 1436-37, 1463-68, 1469-74, 1479-85, 1486-93, 1518-21, 1522-24, 1525-27. Registrum absentiarum et induciarum 1435-1532. Registrum primorum fructuum 1414-21 nach *A. Ott*, Die Abgaben an den Bischof bezw. Archidiakon in der Diözese Konstanz bis zum 14. Jahrh. Freiburger Diözesanarchiv N. F. Bd. 8 (1907), 125, damals noch in Karlsruhe Hs. Nr. 1110. Im erzbischöfl. Archiv ferner Liber sententiarum seu protocollum in officio officialatus Constantiensis 1430, 1518-21, Libri sententiarum 1522-25. Die Veröffentlichung der Investiturprotokolle s. jetzt im Freiburger Diözesanarchiv 1938, 1940 ff. Von den Akten des Basler Bistumsarchivs im Staatsarchiv Bern seien beiläufig genannt die Rechnungsbücher des Fiskals von 1441-1500 (Mappe 39), die registra vicarii et sigilliferi

Von den alten Registern, welche die bischöfliche Kurie von Chur nachweisbar besaß, sind die meisten verloren gegangen. Vielleicht sind einige zerstört worden, nachdem sie praktisch gegenstandslos geworden waren. Sicher aber ist die Voraussetzung, als ob alles hätte aufbewahrt werden müssen, durchaus falsch, und sie führt nicht selten zur irrigen Annahme, vieles sei absichtlich vernichtet worden. In welchem Ausmaß solchen und anderen Quellen früher ein rein historisches Interesse geschenkt wurde, dürfte schwer abzugrenzen sein. Entscheidend für die Aufbewahrung war allgemein das rechtliche und nicht das historische Moment. Nur so läßt es sich erklären, warum für die geistlichen Stifte in der Hauptsache just Kaufs- und Verkaufsurkunden, Urbarien und Zinsbücher sowie Privilegien überliefert worden sind, viel seltener jedoch jene Quellen, die uns über innere Verhältnisse Aufschluß bieten.

Von den Abgaberegistern, die die wichtigsten Grundlagen für die kirchliche Statistik bieten, kann freilich betont werden, daß sie tatsächlich einen Rechtstitel für die bischöfliche Kirche hinsichtlich der Steuerrechte darstellten, umso mehr, als sich die Geistlichen häufig auf das alte Herkommen beriefen, weshalb diese Verzeichnisse öfters aufbewahrt wurden. Das erklärt auch, warum in Zeiten der Restauration der Kirche das Interesse an den geschichtlichen Denkmälern aus juristischen Gründen verlebendigt wurde und man in solchen Zeiten eifrigst an die Sammlung wichtiger Rechtstitel heranging. So setzte denn auch im Bistum Chur besonders unter Bischof Johann VI., Flugi v. Aspermont, eine systematische und sehr ausgedehnte Tätigkeit zur Sammlung aller für die Rechtslage des Hochstifts wichtigen Urkunden ein, war doch das Hochstift zufolge des grundlegenden Vertrags von Lindau vom 30. Sept. 1622 in die entscheidende Auseinandersetzung mit den III Bünden eingetreten und galt es auch gegenüber Österreich manche strittigen Fragen einer Abklärung entgegenzuführen [1].

mit wenigen Lücken von 1441-1501 (M 40), 1502-18 (M 42, 43). Vgl. auch *L. Pfleger*, Die elsässische Pfarrei. Straßburg 1936, 408. Aus den oben angeführten Quellen aus Freiburg mag man die relativ schwache quellenmäßige Fundierung der Studie von *A. Braun*, Der Klerus des Bistums Konstanz im Ausgang des Mittelalters. Vorreformationsgeschichtliche Forschungen H. 14, Münster 1938, wohl erkennen.

[1] Darüber vgl. *J. G. Mayer*, Gesch. d. Bistums Chur II (1914) 283 ff., bes. aber 366, 372 f. und neuerdings auch Scriptoria medii aevi Helvetica, hrg. von *A. Bruckner*, I, 35-39.

In den Jahrzehnten zwischen dem Durchbruch der neugläubigen Bewegung und dieser Restaurationsepoche spielen sich aber bekanntlich jene äußerst bewegten Kämpfe um die Existenz des Bistums ab, in deren Verlauf das bischöfliche Schloß mehrfach besetzt und geplündert wurde und die bischöfliche Bibliothek und das Archiv dem unberechenbaren Zugriff Unberufener verfielen. Was in dieser Zeit wildester Erregung zerstört wurde, wird kaum jemals richtig eingeschätzt werden können [1]. Unmittelbar vor der Reformation lassen sich eine Reihe von Verwaltungsakten der bischöflichen Kurie nachweisen, die uns nicht mehr überliefert sind. Zu ihnen gehören u. a. die libri absenciarum, die libri primorum fructuum, die Kollektuarien, von den Gerichtsbüchern nicht zu reden [2]. Von den zuletzt genannten Quellen wird in anderem Zusammenhang Näheres gesagt werden müssen.

I

Wir möchten nun einige Quellen vorlegen, die für die kirchliche Statistik von Bedeutung sind. Das *erste Quellenstück*, ein Verzeichnis der Kollekten für das ganze Bistum Chur, war nicht völlig unbekannt. Peter Kaiser verwendete es, vielleicht überhaupt als erster, und auf seine Darstellung beruft sich dann A. Nüscheler. Kaiser ordnete jedoch das Register zeitlich zu früh ein ; Nüscheler bietet die Datierung von 1320-1330, während es in Wirklichkeit der Zeit um 1380 zuzurechnen ist. Auch begnügte sich Kaiser mit der Aufzählung der Namen der Gotteshäuser ; alle für die Geschichte der Abgaben wichtigen Beträge fehlen. Endlich ersieht man aus der Abhandlung von A. Ströbele, wie zufolge der unvollständigen Darstellung von Kaiser und Nüscheler irrige Schlußfolgerungen möglich werden [3]. Ströbele bezeichnet, wiederum im Anschluß an Kaiser, alle in unserem Kollektenverzeichnis von 1380 genannten Kirchen als Pfarrkirchen, was durchaus nicht sicher feststeht, da wir gar nicht wissen, ob die Kollekte in diesem Fall nur von Pfarrkirchen zu entrichten war, und auch die Bezeichnung « kirch » bezw. « ecclesia » keinen Schluß auf die Rangstellung des

[1] s. *Mayer*, l. c. II, 123 ff., bes. 139 f.

[2] DG I-III, worin diese Quellen nebst andern häufig erwähnt werden. Eine genauere Zusammenstellung müssen wir uns vorbehalten.

[3] Geschichte des Fürstentums Liechtenstein. Chur 1847, 138, zum Abschnitt 1137-1328. *A. Nüscheler*, Die Gotteshäuser der Schweiz, 1. Heft. Zürich 1864, 4, 58. Dazu vgl. *Ströbele*, Beiträge zur Verfassungsgeschichte des Bistums Chur bis zum XV. Jahrh. Jahrbuch f. schweiz. Geschichte, Bd. 30 (1905), 29.

Gotteshauses zuläßt. Deswegen steht auch die Zahl von 130 Pfarrkirchen nicht fest. Tatsächlich werden z. B. Tamins und Trins getrennt aufgeführt, während ihre Erhebung zu zwei selbständigen Pfarrkirchen erst 1459 erfolgte. Auch Medels wird genannt, obgleich diese Kirche wiederum erst 1456 von der Mutterpfarrei getrennt wurde [1]. Diese Beispiele mögen genügen, um die Notwendigkeit größerer Vorsicht in der Auswertung der Register darzutun.

Der Vergleich Ströbeles zwischen der von Bischof Viktor II. in seinem bekannten Klageschreiben von 821 genannten Zahl von 230 Gotteshäusern mit der von Nüscheler für das 15. Jahrhundert errechneten Zahl von 91 Pfarrkirchen und 160 Filialkirchen ist insofern niemals zulässig, als Nüscheler nur die schweizerischen Teile des Bistums berücksichtigt, die österreichischen Teile dagegen völlig außer Acht läßt, während es sich 821 um das Bistum überhaupt in seiner damaligen Ausdehnung handelt [2]. Mayer selbst begnügt sich im ganzen mit mehr summarischen und wenig genauen Angaben und datiert die beiden Urbarien B und D in den Anfang des 15. Jahrhunderts, übersieht aber, daß die Angabe von Urbar B betreffend den Ertrag der Kollekte im Bistum aus dem Registrum Antiquum, das dem Ende des 13. Jahrhundert angehört, vom Schreiber übernommen worden ist, wie es dieser selbst durch den Satz: « Hec require in antiquo registro V » zu erkennen gibt. Sehr auffällig ist es endlich, daß dieselbe Aufzeichnung sich im Urbar des Benediktinerstiftes Marienberg aus der Feder des Chronisten P. Goswins wiederfindet [3].

Diese kritischen Bemerkungen hinsichtlich unseres ersten Quellenstückes mögen genügen. Hervorgehoben sei lediglich noch, daß in unserem Kollektenverzeichnis das Misox fehlt, was Ströbele bereits bemerkt hat [4]. Da wir aber im Unklaren sind, ob das Misox aus diesen

[1] Die Trennungsurkunde Tamins-Trins vom 20. April 1459 gedr. bei *H. Bertogg*, Beiträge zur mittelalterlichen Geschichte der Kirchgemeinde am Vorder- und Hinterrhein. Diss. phil. Zürich 1937, 120-123; s. hiezu *E. Poeschel*, Kunstdenkmäler des Kt. Graubünden, Bd. IV, 21, 27. Zu Medels, s. *Mayer*, l. c. I, 457; *Poeschel*, l. c. V, 129.

[2] *Alf. Ströbele*, l. c. 30, 36 f.

[3] *Mayer*, l. c. I, 272 f., 277, wo jene Summen der Kollekte genannt sind, die bereits der Einkünfterodel aus dem Ende des 13. Jahrhunderts anführt. Codex diplomaticus, hrg. von *Th. v. Mohr*, II, 105: « Hec est collecta — cum claustris. » = Urbar B, fol. 49b. Urbar des Stifts Marienberg von *P. Goswin*. Tirolische Geschichtsquellen III (Innsbruck 1891), hrg. von *P. Basilius Schwytzer*, p. 110.

[4] *Ströbele*, l. c. 31. Das Misox wird jedoch, was Ströbele entgangen ist, im Einkünfterodel aus dem Ende des 13. Jahrh. genannt. Cod. dipl. l. c. 100. Das Misox bezahlt « duo integra servicia ».

oder jenen Gründen von der Entrichtung der Kollekte damals befreit war oder auch ob der Einzug der Kollekte anders erfolgte als in den übrigen Dekanaten, darf daraus niemals der Schluß gezogen werden, es habe die Propstei als gesamtkirchlicher Talverband nicht schon existiert. Jedenfalls steht die Propstei später als selbständiger Verband da, und der Propst besaß zu Beginn des 16. Jahrhunderts in jurisdiktioneller Hinsicht eine Sonderstellung, was wir hier nicht weiter erörtern wollen [1].

Das *zweite Verzeichnis* läßt sich leider in seinem Charakter nur annähernd bestimmen. Zeitlich dürfen wir es ziemlich genau auf 1483 datieren. Doch die Überschrift darf uns insofern nicht täuschen, als wir ihr zufolge nicht voraussetzen dürfen, es handle sich bei den Beträgen um ganze Summen der Kollektenbeiträge. Vielmehr dürften wir es mit einer Zahlungsliste dieser Geistlichen an die Kollekten zu tun haben. Das erhärtet auch der Nachsatz: « Illi sequentes non dederunt » mit der kurzen Reihe der Geistlichen, deren Beiträge noch ausstanden. Daher begnügt sich der Schreiber mit Namen, die hinreichen, um die Personen kenntlich zu machen. Das Rechnungsbuch Bischof Ortliebs aus den Jahren 1480-1491 überliefert uns mehrfache Einträge von Zahlungen gerade aus dem Engadin, die zeigen, daß die Einsammlung der Gelder aus Kollekten- und Induzienzahlungen, wie auch im Bistum Konstanz, durch den Dekan besorgt wurde, die Übermittlung an die bischöfliche Kurie dagegen durch Welt- oder Ordensgeistliche erfolgte, wie es gerade die Gelegenheit ergab [2]. Das ist angesichts der schwierigen Verkehrsverhältnisse auch leicht verständlich.

Das *dritte Verzeichnis* bezieht sich, nach dem Zusammenhang des Textes im Chur-Tiroler Archiv B zu schließen, auf das Subsidium charitativum, das Bischof Heinrich am 27. Februar 1492 ausschrieb [3].

[1] Die jurisdiktionelle Stellung des Propstes ist erkennbar aus verschiedenen Einträgen in den bischöfl. Rechnungsbüchern, wenigstens für den Beginn des 16. Jahrh.

[2] Bischöfl. Archiv Chur o. Sign. fol. 30-33. Als Zahler erscheint z. B. fol. 32a: D. Jacobus de Platea Plebanus in Süs, für 22. April 1483; Bruder Lorenz vom Predigerkloster in Chur für 10. Febr. 1486 f. Kollektengelder des Jahres 1485. Für Konstanz, s. *Jos. Ahlhaus*, Die Landdekanate des Bistums Konstanz. Kirchenrechtliche Abhandlungen, Bd. 109/110. Stuttgart 1929, 135.

[3] Chur-Tiroler Archiv B (Bischöfl. Archiv Chur), fol. 234-236; fol. 236b leitet der Schreiber über zum Verzeichnis mit den Worten: Und ist der Finschgewisch clerus etc. prout sequitur in facie secunda, nämlich fol. 237.

Dieser Brief geht nämlich dem Verzeichnis unmittelbar voraus. Von ihm wird noch die Rede sein. Auch die Erwähnung von Dr. Alexius Irmler verweist das Quellenstück in diese Zeit [1]. Nur soll bemerkt werden, daß die Benennung Irmlers als « judex in spiritualibus generalis » der Terminologie einer späteren Zeit entspricht, da der einstige Erzpriester erst seit etwa 1528 zufolge der Auflösung oder doch vorübergehenden Stillegung des ordentlichen geistlichen Gerichts in Chur zum Generalvikar des Vintschgaus aufstieg, eine organisatorische Änderung, die in ähnlicher Weise auch für die beiden Dekanate unter der Landquart und Wallgau getroffen wurde, für welche wiederum ein eigener Generalvikar bestellt wurde [2]. Die in der Liste genannten Beträge stellten den 15. Teil der gesamten Einkünfte dar, da das damalige Subsidium auf diesen Ansatz festgelegt war, nicht auf den 25. Teil, wie Mayer angibt. Die Rücksicht auf die Unfruchtbarkeit etlicher Jahre gebot diese Herabsetzung der Steuer, obgleich die Vorgänger Bischof Heinrichs auch schon den zehnten Teil erhoben hatten. Als Zahlungstermin wurde der 1. Mai 1492 festgesetzt [3].

Leider ist das *vierte Stück* gar nicht datiert, und wir müssen uns damit begnügen, es ganz ungefähr der Zeit um 1500 zuzurechnen. Sicher stammt es aus den Jahren vor der Reformation. Aus leider nur vereinzelten Einträgen im genannten Rechnungsbuch Bischof Ortliebs ergeben sich teils eine übereinstimmende Höhe der ersten Früchte, so für Naturns (60 fl.), teils kleinere Unterschiede, wie etwa für Tschengels (10 fl.), während uns allerdings für Schluderns nur die halbe Summe genannt wird (30 fl.) [4]. Dabei müssen jedoch vereinbarungsgemäße Nachlässe erheblicher Art durch den Bischof in Rechnung gestellt werden. Solche Nachlässe wurden besonders dann gewährt, wenn durch Prozesse um den Besitz der Pfründe bereits erhebliche

[1] Über Alexius Irmler vgl. die Daten bei *Vasella*, Untersuchungen über die Bildungsverhältnisse im Bistum Chur. Jahresber. der hist.-ant. Gesellschaft Graubündens 1932, p. 139, Nr. 161.

[2] In einer Präsentationsurkunde für Mals vom 25. Juli 1528 (Bischöfl. Archiv Chur) heißt es in der Adresse : an Bischof Paul « seu eius in valle Venusta et infra montes ac alios circumiacentes terminos comitatus Tyrolis in spiritualibus vicario generali... ». Ähnlich 24. April 1529 (M 51 l. c.) und 27. Dez. 1540 (M 51 l. c.). Michael Altmannshuser, j. u. lic. Kan. « et vicarius und richter in geistlichen sachen... under sant Lutzistaig... » am 19. Sept. 1538 (Bischöfl. Archiv Chur M 125).

[3] *Mayer*, l. c. I, 491. Chur-Tiroler Archiv B l. c.

[4] Fol. 9a, 25b.

Kosten aufgelaufen waren oder der Pfrundwechsel durch Resignation unter Vorbehalt einer Pension zugunsten des Resignierenden zustandegekommen war. So bezahlte Ulrich, Pfarrer zu Taufers, bei seiner Investitur vom 17. November 1485 auf die Pfarrei Steinsberg nur den halben Betrag der ersten Früchte, « quia sibi resignatum fuit »[1].

Das *letzte, fünfte Stück* dieser Reihe ist ein Kollektenverzeichnis, das mit Sicherheit, wie der Text ergibt, dem Jahr 1508 angehört. Es wäre naheliegend, die Höhe der Steuerbeiträge untereinander zu vergleichen. Aber hiefür ist Voraussetzung die Abklärung der Frage, welche Geldwerte zugrundelagen. Das kann nicht in allen Fällen gesagt werden. Galt beispielsweise für das Engadin 1380 das Pfund Churer Währung ? Noch wichtiger ist natürlich für den Vergleich die Umrechnung der verschiedenen Geldsorten auf einen einheitlichen Geldwert. In dieser Hinsicht müssen wir uns mit Verweisen auf die Darlegungen W. v. Juvalts und die Erklärungen im Habsburgischen Urbar begnügen[2]. Aus dem Rechnungsbuch Bischof Ortliebs sei bloß angeführt, daß 5 Veroneser oder Berner Pfund einem Gulden gleichkamen. Als gleichwertige Summen mögen genannt sein 48 lib. perner = 9 fl. 10 ß 6 d. ; 65 lib. = 6 Mark 5 lib. perner ; 1 Mark entsprach also etwas mehr als 2 fl.

Wir müssen es uns versagen, hier auf die Geschichte der kirchlichen Abgaben im Bistum Chur näher einzugehen. Im ganzen gesehen sind diese Probleme für die schweizerischen Bistümer noch wenig behandelt[3]. Es sei daher lediglich festgehalten, daß die bekannten kirchlichen Abgaben sich ausnahmslos auch im Bistum Chur nachweisen lassen. Das « antiquum registrum » belegt die Erhebung der Quart für das Ende des 13. Jahrhunderts, aber sie umfaßt offenbar nicht alle Pfarreien, denn das Verzeichnis bezieht sich teils auf die Quart oder das Kathedraticum, teils auf die Kollekte. Die Steuer

[1] Fol. 25b. Christ. Jann Jos konkordiert für Pfarrkirche Schluderns für 30 Gulden an ersten Früchten und 2 Gl. für Investiturbriefe, « quia beneficium fuit litigosum et obtinuit per tres sentencias difinitivas ». Zu Steinsberg, s. fol. 7b.

[2] Forschungen über die Feudalzeit im Churischen Rätien. Zürich 1871, 3 ff. Habsburgisches Urbar, Quellen zur Schweizergesch. XV, 2, bes. p. 311 f. über Zürcher und Konstanzer Münzwerte.

[3] Wir verweisen auf *Al. Ott*, Die Abgaben an den Bischof bezw. Archidiakon in der Diözese Konstanz bis zum 14. Jahrhundert. Freiburger Diözesanarchiv N. F. Bd. 8 (1907), 109 ff., auch erschienen als Diss. Tübingen 1907. Vgl. hiezu *Segesser*, Rechtsgeschichte der Stadt und Republik Luzern II, 795-802, für Basel und Straßburg, s. jetzt *L. Pfleger*, Die elsässische Pfarrei. Straßburg 1936, 384 ff.

bestand in Geld- und Naturalleistungen und pflichtig waren die Inhaber der Benefizien und die Zehntherren. Bekannt ist auch die zeitliche Reihenfolge der Steuererhebung in den einzelnen Dekanaten [1]. Wenn jedoch Bischof Heinrich in seinem Ausschreiben des Subsidiums von 1492 betont, die Quart sei aus besonderer Vergünstigung fallen gelassen worden, dann dürfen wir wohl aus dem besagten Register schließen, daß sie bereits damals in einzelnen Teilen des Bistums in Abgang gekommen war. Das würde mit der Entwicklung im Bistum Konstanz, wie sie A. Ott annimmt, übereinstimmen [2].

Dazu paßte aber auch die Klage P. Goswins, des Chronisten von Marienberg, der um 1370 nicht ohne Bitterkeit betonte, kein Mensch bezahle auf der andern Seite der Alpen irgendetwas an das Kathedraticum, weder Äbte noch Pfarrer noch Kapläne oder Vikare. Und obgleich solches und vieles andere in den bischöflichen Registern geschrieben stünde, schenkten sie dem keinen Glauben, noch seien sie zur Bezahlung erbötig; denn, so meint P. Goswin in ironischer Anspielung auf den Adel der eigenen Heimat, die Baronen jenes Landes schützten ihre Geistlichkeit und ließen keine Neuerungen irgendwelcher Art zu, womit er den Gegensatz der bündnerischen zu den tirolischen Verhältnissen recht scharf herausstreicht. Dann versucht er eine Erklärung für die Entwicklung der Kollekte im Vintschgau. Nach seiner Meinung hätte Bischof Ulrich (1331-1355) als erster dem Klerus des Vintschgaus den 3. Teil der Kollekte im Schaltjahr auferlegt. Demütig hatte er sich diesen Teil nur für ein Jahr erbeten. Aber entgegen den Hoff-

[1] Codex diplomaticus, l. c. II, 98-105. Zu unterscheiden sind hier drei Begriffe: episcopale servicium, entweder bloße Geldleistungen oder integrum bezw. medium servicium (l. c. 99 f.). Es ist möglich, daß die beiden Begriffe quarta und kathederaticum synonym gebraucht werden, wenn es heißt: « Item singulis annis bisextilibus solvuntur dom. episcopo supradicta servicia *nomine kathederatici seu quarte*, etc. » Andernfalls wäre der Text so zu verstehen, daß ein Teil der Pfarreien die Quart, ein anderer das Kathedraticum zu bezahlen hatte. In diesem Fall müßte aber angenommen werden, das Kathedraticum wäre nur jedes vierte Jahr eingezogen worden, während es sonst als jährliche Abgabe gilt. *Mayer*, I, 277, sagt einfach, das Kathedraticum sei jedes vierte Jahr erhoben worden. Dieser Turnus ist für die Quart in ähnlicher Form fast gleichzeitig in Konstanz bezeugt. Vgl. *H. Baier*, Der liber quartarum des Konstanzer Bischofs Heinrich von Klingenberg. Ztschr. für die Gesch. d. Oberrheins, Bd. 64 (1910), 572 ff.

[2] *Ott*, l. c. 118 und Anm. 9, dazu aber *Baier*, l. c. « . . . jure etenim communi canonico passim notatum reperitur, quomodo quarta pars decimarum funeralium et aliarum cunctarum obventionum a rectoribus ecclesiarum ordinario debeatur, et ita retro longo tempore observatum extitit, nunc autem graciose jus illud demissum », sagt Bischof Heinrich in seinem Brief.

nungen der Geistlichen seien dann daraus nicht zwei, sondern drei Mark geworden. So seien die Abgaben von Jahr zu Jahr wegen der harten Mandate der Bischöfe schließlich zur Gewohnheit erwachsen. Gleichsam zur Strafe, liest man zwischen den Zeilen, sei der Bischof doch in ziemlicher Armut gestorben.

Daß der Chronist dabei vor allem an sein Kloster dachte, beweisen seine weiteren Klagen. Das Kloster Marienberg selbst, ursprünglich von jeder Abgabe frei, ausgenommen den Rekognitionszins an Rom, unter dessen Schutz es stand, sei wegen der Pfarreiuntertanen dem Bischof abgabepflichtig geworden. Bischof Siegfried v. Gelnhausen (1298-1321) habe einst dem Stift Hermann Abt von Schönstein aus dem Kloster Pfäfers vorgesetzt, nach Kassierung der Wahl eines andern Konventualen. Dafür hätte er sich von diesem Abt über die bisherigen 4 Mark hinaus noch 6 Mark an die Kollekte versprechen lassen. Seit der Wahl dieses Abtes seien es 10 Mark geworden, und auf solche Weise verfestigte sich eine schädliche Gewohnheit. Die ganze Klage klingt aus in einen eindringlichen Appell an die Fürsten, mit deren Hilfe diese Mißstände immer noch abgestellt werden sollten. Diese Darstellung dürfte immerhin beweisen, daß im Laufe des 14. Jahrhunderts wesentliche Änderungen auf dem Gebiete des kirchlichen Abgabewesens vorgenommen wurden, die vielerorts nicht geringe Mißstimmung hervorriefen. Die freiere Stellung des bündnerischen Klerus gegenüber der tirolischen Geistlichkeit ist wohl Tatsache. Doch erfahren wir nun trotz allem nichts über den Charakter der verschiedenen Abgaben, noch in welcher Reihenfolge sich diese entwickelt haben [1].

Kollekte und Kathedraticum waren jedenfalls später nicht mehr, wie Ströbele und Mayer meinen, zwei verschiedene Abgaben, sondern identisch [2]. Bischof Heinrich sagt wenigstens in seinem bereits erwähnten Schreiben ausdrücklich : « ordinarii contenti vice dicte obligationis (nämlich der Quart) recipere quotannis cathedratim, quod apud nostrates collectam vocant. » In den bischöflichen Offizialatsrechnungen aus dem Anfang des 16. Jahrhunderts erscheint denn auch fast durchwegs die Benennung Kollekte. Wann dagegen das Subsidium caritativum auf-

[1] Tirolische Geschichtsquellen III (Innsbruck 1891), hrg. von *P. Basilius Schwytzer*, p. 110-112. Lt. Einkünfteverzeichnis, Cod. dipl. II, 100, war der Vintschgau im Schaltjahr zahlungspflichtig, doch für die Quart bezw. das Kathedraticum.

[2] *Ströbele*, l. c. 55 ; *Mayer*, I, 277. Auch *L. Pfleger*, l. c. 385, 389, 394, grenzt die Begriffe nicht klar ab. Die Kollekte ist eine ordentliche, das Subsidium eine außerordentliche Steuer. Dazu vgl. jedoch *Ott*, l. c. 114, 133, 140 und *Jos. Ahlhaus*, l. c. 135.

kam, wissen wir nicht. Die Nachrichten sind hierüber sehr spärlich. Im Rechnungsbuch Bischof Ortliebs wird eine Erhebung des Subsidiums für 1485 erwähnt [1]. Es ist wahrscheinlich, daß vor der Reformation die Steuer noch öfters wiederholt wurde. Zu Beginn des Jahres 1510 trug der Abt von Pfäfers seine Klage über das Subsidium Bischof Paul Zieglers, der von seinem Kloster den 20. Pfennig forderte, vor die eidgenössische Tagsatzung. Er lehnte offenbar die Entrichtung der Steuer von den alten Stiftsgütern ab und bezeichnete auch die Erhebung der ersten Früchte in gleicher Höhe von allen durch den Abt belehnten Geistlichen als eine Neuerung ab. Die Boten nahmen die Klage zur Beratung entgegen und waren zu einer Intervention beim Bischof bereit [2]. Im Bistum Konstanz wurde das Subsidium in einem Zeitraum von rund 50 Jahren mindestens achtmal erhoben [3].

Die « bannalia », das heißt die Bußgelder, die jeder Schuldige anläßlich des Sendgerichtes im Bergell in Höhe von 3 lib. Bergeller Währung zu entrichten hatte, erwähnt bereits Ströbele aus den Ämterbüchern, ebenso den Feuerpfennig, der von jeder Feuerstatt im Dekanat Chur zu entrichten war [4]. Urkundliche Zeugnisse aus späterer Zeit fehlen uns. Dagegen möchten wir hier einiges über die « procuratio » sagen. Das Recht des Bischofs auf freie Verpflegung und freie Beförderung zu Pferd sowie auf Verpflegung seiner Dienerschaft und auf den Unterhalt seiner Pferde ist uns am besten für den Vintschgau bezeugt. Bernhard Klewer, genannt als Kommissär des Archidiakonats Vintschgau, hielt die Gotteshausleute im Vintschgau an, unter Berufung auf ein Schreiben des Erzbischofs von Arles als Beauftragter des päpstlichen Kämmerers, des Erzbischofs Franz von Narbonne, vom 25. Mai 1424, jene 100 Mark Meraner Währung an Bischof Johann Abundi auszurichten, die sie von altersher an die Bezahlung der Annate an die päpstliche Kammer beisteuern mußten. Die Mahnung ging am 21. April 1425 von Meran aus, fast ein Jahr nach dem Tod Bischof Johanns, der als Erzbischof von Riga am 14. Mai 1424 gestorben war [5].

[1] Fol. 33b.

[2] Eidg. Absch. III, 2, p. 475. Dazu Reg. von Pfäfers, Nr. 860 = Die Regesten d. Archive d. Eidgen. Chur 1851, I, 103.

[3] *H. Baier*, Ztschr. für die Gesch. d. Oberrheins, Bd. 63 (1909), 90.

[4] *Ströbele*, l. c. 100, 102; *Mayer*, I, 274.

[5] Vgl. *Mayer-Jecklin*, Der Katalog des Bischofs Flugi vom Jahre 1645. Jahresber. d. hist.-ant. Gesellsch. Graubündens 1901, 74-76. Der Abdruck dieser Urkunde weist eine fatale Lücke auf. Der Passus p. 74 Z. 6 v. u. muß heißen: Sua ... « monstravit, quod cum ipse dudum apostolice camere ratione communis

Der Bischof selbst war wegen der Weigerung der Vintschgauer der päpstlichen Kammer gegenüber im Rückstand geblieben. Der Widerstand der Vintschgauer Gotteshausleute richtete sich aber auch gegen andere Abgaben ; denn am 2. Juni 1425 verurteilte sie der Erzpriester zur jährlichen Leistung des Fastnachtshuhnes sowie der « procuratio ». « Insuper decernimus et pronunciamus, dictos homines subditos ecclesie Curiensis in valle Venusta singulis annis equos prefati domini episcopi seu successorum suorum, quos ad domos dictorum subditorum duxerint designandos etiam episcopo Curiensi alibi quam in valle Venusta constituto bina vice in anno debere pabulari ac pabulum dictis equis assignare et famularibus equorum expensas procurare ... »[1] Die Auflehnung der Vintschgauer wird begreiflich aus dem allzu raschen Wechsel der bischöflichen Regierung ; denn Bischof Johann Abundi wurde nach nicht einmal zweijähriger Regierung Erzbischof von Riga (27. Nov. 1416 bis Mai 1418)[2]. Daher wirkte die rasch aufeinanderfolgende Besteuerung besonders hart, vor allem nach den Wirren im Bistum zufolge des Schismas. Endlich zeigt auch dieses Beispiel in trefflicher Weise die Rückwirkungen des päpstlichen Finanzsystems auf die Bistümer selbst.

Von den Registerbüchern der ersten Früchte ist uns leider kein einziges erhalten geblieben. Das ist sehr zu bedauern, weil diese Register die willkommene Ergänzung zum Registrum Induciarum geboten hätten, das wir für die Jahre von ca. 1500-1525 noch besitzen. Ott betont, im Bistum Konstanz habe der Bischof die ersten Früchte

servitii per eum debiti et promissi sive primorum fructuum sue ecclesie Curiensi obnoxius fuerit ac sub certis penis et censuris ecclesiasticis realiter obligatus et debitum ipsum comode persolvere non possit ex eo, quod quidam subditi ecclesie sue Curiensis utriusque sexus homines vallem Venustam Cur. dyoc. inhabitantes ex antiqua et hactenus approbata consuetudine legittime introducta et a tanto tempore, citra quod de eius contrario memoria hominum non existit, consueverunt et tenentur realiter solvere cuilibet episcopo Cur. de novo promoto in sublevacionem ipsius pro dictis primis fructibus camere apostolice solvendis centum marchas Meran. monete cumque idem d. Johannes episcopus, ut similiter exposuit, huiusmodi debitum centum marcharum Meran. ab ipsis habitatoribus vallis Venuste recuperare vel habere non potuerit hucusque, licet super hoc eius parte fuerint sepius requisiti, in camere ipsius et ecclesie sue preiudicium et gravamen. Idem ergo d. episcopus nobis humiliter supplicavit, ut attento, quod tam in camere prefate quam ipsius exponentis redundat preiudicium atque ...

[1] Or. Bischöfl. Archiv. Siegel : S. Ulrici archipresbyteri pleb. Tirols. Urk. zit. bei *E. Marthaler*, Untersuchungen zur Verfassungs- und Rechtsgesch. der Grafschaft Vintschgau im Mittelalter. Diss. phil. Zürich 1940, 96.

[2] *Mayer*, l. c. I, 429 f.

allgemein nur von den Kuratbenefizien einziehen können[1]. Diese Meinung darf uns nicht zu irrigen Anschauungen verleiten. Es muß für das Bistum Chur beachtet werden, so vielleicht auch für Konstanz, daß hievon nur die Inhaber der sogen. beneficia amovibilia, widerruflicher Benefizien, ausgenommen waren. Die Inhaber der sogen. beneficia perpetua, ewiger Benefizien, mochten es Pfarreien oder Kaplaneien sein, mußten ohne Ausnahme die ersten Früchte leisten. Der Text, der diese Tatsache für Chur belegt, möge seiner Bedeutung wegen hier nochmals folgen :

« Registrum Induciarum annualium omnium et singulorum presbyterorum curatorum et non curatorum ad nutum communitatum seu laicorum, eciam patronorum spiritualium amovibiliter ad providendum seu inofficiandum beneficia annualia seu manualia conductorum per diocesim Curiensem ubilibet constitutorum, que loco primorum fructuum alias a sacerdotibus institutis et investitis de beneficiis confirmatis ordinario loci exolvuntur necnon licencia induciaria in scriptis a vicario Curiensi pro tempore redimenda et obtinenda, annuatim tum a diocesanis tum extra diocesanis in principio eorum inofficiacionis huiusmodi beneficiorum ad cameram episcopalem Curiensem solvendarum. Premissa non solum in beneficiis annualibus non confirmatis, sed eciam in confirmatorum beneficiorum ecclesiarum parrochialium vel eciam simplicium beneficiorum vicariis seu provisoribus et inofficiatoribus arrendatis et non arrendatis quemadmodum superius disponitur, observantur et practicantur. »

An Stelle der ersten Früchte bezahlten also alle jene Geistlichen die Induziengebühren, deren Anstellung befristet war. Insofern kam der Begriff des « beneficium annuale seu manuale » dem Begriff des « beneficium amovibile » gleich. Aber diese rechtliche Regelung erfuhr eine Ausweitung in dem Sinne, daß auch die Seelsorgegeistlichen, die in Stellvertretung an bestätigten Benefizien von Pfarrkirchen oder von einfachen Benefizien angestellt waren, die Induzien bezahlten. Die Taxenordnung bietet ein zweiter Text, aus welchem ersichtlich ist, daß für diese rechtliche Regelung auch das Vorbild anderer Bistümer maßgebend war.

« Induciarius seu Registrum induciarum annualium tocius cleri diocesis Curiensis amovibiliter ad providendum beneficia ecclesia-

[1] *Ott*, l. c. 141.

stica, uti prescribitur, conducti et assumpti. Taxa autem huiusmodi annualium induciarum ab antiquo in curia Curiensi pro camera seu officio sigilli R. D. episcopi Curiensis ab antiquo observata et ab episcopo Ortlieb circa annum domini 1483 continuari, ut ab antecessoribus suis et aliis vicinioribus locorum ordinariis didicerat, cepta hec est :

Presbyter Curiensis diocesis et in ea natus de beneficio curato debet per annum 1 florenum Ren.

Idem de beneficio simplici non curato per annum X s. d. Presbyter vero extradiocesanus seu alienigena debet per annum de beneficio curato IIII testonos, faciunt 80 cruciferos.

Idem de beneficio simplici 1 florenum, facit 60 cruciferos. Similis taxa de absenciis sacerdotum ut in proprio registro observatur.

A[ndreas] G[ablon]

Admissio clerici peregrini ut in diocesi Curiensi possit divina celebrare in sigillo facit 1 florenum Ren [1]. »

Diese Taxenordnung ist streng eingehalten worden, wie aus den Rechnungsbüchern klar hervorgeht. Nachlässe wurden nur auf der Gesamtschuld von Geistlichen gewährt, in Rücksicht zumeist auf ihre schlechte materielle Lage oder auf besondere Verdienste. Die Induziengebühren waren keineswegs weniger hoch veranschlagt als die ersten Früchte ; denn die beneficia perpetua waren durchwegs besser dotiert ; zu ihnen zählten die ältesten und wichtigsten Pfarreien, von den schlechteren Anstellungsbedingungen der Induzien zahlenden Geistlichen ganz abgesehen. Im Gegensatz zu den Induziengebühren sind die Beträge der ersten Früchte in vielen Fällen auf dem Wege gesonderter Vereinbarung mit dem Bischof festgesetzt worden. Das geht aus dem Rechnungsbuch Bischof Ortliebs, das eine große Zahl solcher Konkordate anführt, mit aller Deutlichkeit hervor. Es wäre also nicht ganz zutreffend anzunehmen, der niedere Klerus sei hinsichtlich dieser Abgabe der Willkür des Bischofs ausgeliefert gewesen [2]. Die Gründe für häufig gewährte Nachlässe haben wir, soweit sie

[1] Bischöfl. Archiv Chur, Registrum Induciarum 1-4, zit. in dieser Ztschr 1932, 113 f. Diese Induziengebühr dürfte der Taxe « commissionum » im Bistum Basel in Höhe von einem Gulden jahrlich entsprechen. s. *L. Pfleger*, Die elsässische Pfarrei. Straßburg 1936, 412.

[2] Vgl. *H. Baier*, Ztschr. für die Gesch. d. Oberrheins, Bd. 63 (1909), 90.

erkennbar sind, bereits genannt: Übernahme des Benefiziums auf dem Prozeßweg gegen Konkurrenten oder nach Resignation unter Vorbehalt einer Pension zugunsten des Resignierenden, wodurch eine Verschlechterung der Einkommensverhältnisse eintrat. Auch das «alte Herkommen» konnte eine Rolle spielen, wobei der Geistliche gelegentlich den Schutz städtischer Behörden fand. Der Rat von Feldkirch verwendete sich nachdrücklich für den städtischen Kaplan Hans Schmid an der Liebfrauenkapelle. In seinem Schreiben an den Bischof vom 1. Oktober 1492 machte er geltend, der Vorgänger Schmids, Magister Hans Fröwis, habe in Wirklichkeit nie 18, sondern nur 10 Gulden erste Früchte bezahlt, und zu gleicher Zeit habe Konrad Huber, Kaplan der Heiliggeistkapelle, für 8 Gulden abmachen können. Deshalb sei es recht und billig, wenn der Bischof sich mit 10 Gulden begnüge [1].

Im wesentlichen wird man also gerade bei den ersten Früchten von der Anschauung ausgehen müssen, daß sie in ihrer Höhe sehr häufig auf dem Konkordatswege festgesetzt wurden und die Beträge daher sehr stark wechseln können. Wohl kann die Qualität eines Benefiziums im Verhältnis zu andern Benefizien noch eingeschätzt, nicht aber das Pfrundeinkommen als solches mit Bestimmtheit errechnet werden. Die Höhe eines Pfrundeinkommens auf Grund der Abgaben errechnen zu wollen, dürfte für das ausgehende Mittelalter nicht ohne weiteres zulässig sein, da infolge des zusehends differenzierten Abgaben- und Steuerwesens die Ansätze oft ins Schwanken gerieten und die gebührende Rücksichtnahme auf schwach bemittelte Seelsorger oder auf allmählich entwertete Benefizien sich aufdrängen mußte. So wird man auch besser davon absehen, zeitlich zu weit auseinanderliegende Register unter sich zu vergleichen, sofern sich dieser Vergleich etwa auf die Abgaben selbst beziehen sollte.

II

Das letzte Verzeichnis unserer Beiträge verdanken wir besonderen Umständen. Der Druck des neuen Breviers und des Direktoriums in Augsburg, den Bischof Paul Ziegler 1520 besorgen ließ, erforderte im Hinblick auf den Verkauf Vorbereitungen [2]. Vermutlich zwecks Berechnung der notwendigen Auflage schrieb der bischöfliche Siegler Andreas Gablon ein Verzeichnis der gesamten Benefizien des Bistums.

[1] Bischöfl. Archiv Chur, M 217.
[2] *Mayer*, l. c. II, 16.

Deswegen bietet dieses Register auch keine Namen von Geistlichen, noch unterscheidet es den rechtlichen Charakter der einzelnen Benefizien. Aber es darf als ziemlich vollständig gelten, da Ausnahmestellungen kaum in Betracht fallen, von den Klöstern abgesehen. Insoweit bietet dieses Verzeichnis die beste Grundlage für die Berechnung der Gesamtzahl der Seelsorgestellen im alten Bistum unmittelbar vor der Reformation.

In den Zusammenhang mit dem Verkauf der Breviere ist auch das Registrum librorum horarum einzuordnen. Es ist eigentlich das Rechnungsbuch für den laufenden Vertrieb der Breviere, wie es der Titel zeigt : « Registrum librorum horarum pro usu omnium ecclesiarum et beneficiatorum sacerdotum tocius diocesis Curiensis noviter impressorum hincinde venditorum. [1] » Es bietet daher, neben größtenteils genauer Bezeichnung der Benefizien, auch die Namen der Geistlichen, allerdings nicht lückenlos. Der Verkauf der Breviere mußte von den Pfarrern verkündet werden, unter Androhung des geistlichen Strafprozesses im Falle des Widerstandes. In dem uns erhaltenen Zitbüchermandat für den Wallgau ist uns das Mandat überliefert. Darin wurde auch der Empfang der Breviere von den Geistlichen handschriftlich quittiert. Den Verkauf besorgten teilweise eigene Kommissäre, die gesamte Rechnungsführung oblag dem bischöflichen Siegler Andreas Gablon.

Das Registrum librorum horarum wurde nun im 17. Jahrhundert von einem uns unbekannten Schreiber für das sogenannte Chur-Tiroler Archiv ausgezogen und zu einem Verzeichnis der Geistlichen um 1521 geformt (Bd. C, fol. 143-150). Das ist der sogen. Catalogus Curiensis, der in systematischer Weise von Nüscheler benützt wurde. Auch sonst ist diese Quelle oft angeführt worden [2]. Ein Vergleich der Angaben dieses Katalogs erweist nun mit aller Klarheit, daß der Katalog zur Hauptsache auf unserem Registrum librorum horarum beruht. Diesem sind einige historische Nachrichten entnommen, die wir einzig und allein aus dem Registrum librorum horarum kennen. Auch stimmt

[1] Bischöfl. Archiv Chur. Vgl. Scriptoria medii aevi helvetica, hrg. von *A. Bruckner*, I, 65.

[2] *Nüscheler*, Die Gotteshäuser, I, p. 5 und an vielen Stellen. Vgl. auch *Simonet*, Die kath. Weltgeistlichen Graubündens, p. 5 (S. A. aus Jahresber. d. hist.-ant. Gesellschaft 1920-21) ; *Ders.*, Der Catalogus Curiensis. Bündner. Monatsblatt 1920, 16-19, mit vielfach irrigen Schlußfolgerungen, bes. p. 18. Sodann *E. Camenisch*, Bündner Reformationsgeschichte, Chur 1920, bes. 190, sowie viele Stellen 287, 321, 325, 331, 581.

die Reihenfolge der Pfarreien völlig überein. Der Kopist beging allerdings einige Verwechslungen, indem er Namen von Kirchenpflegern, die häufig erscheinen, als Namen von Geistlichen aufnahm. Seltener sind Fehllesungen und Auslassungen. Etliche Namen führt der Catalogus auf, die im Registrum librorum horarum nicht genannt sind. Für diese Ergänzungen wurde sicher das Registrum Induciarum benützt, da die Angaben beider Quellen in solchen Fällen zusammenpassen. Kurz, aus allen Vergleichen geht hervor, daß dem Catalogus gegenüber den beiden erwähnten Registerbüchern kein selbständiger Wert zuerkannt werden kann.

Beiläufig sei ein kurzes Wort über die Aufnahme des neuen Breviers im Klerus gesagt. Der Kauf bildete für manche Geistliche ein finanzielles Opfer, trotzdem die Hälfte der Kosten durch die Kirchenfabrik getragen wurde. Einige kleine Billete an den Siegler, die wir noch besitzen, bezeugen das und bieten ein recht anschauliches Bild von den Beziehungen der Geistlichen zum Siegler. Widerstand erhob sich im Sarganser Klerus. Manche meinten, wie wir aus den Artikeln der VII Orte vom 3. Juli 1523 erschließen können, sie bedürften der neuen Bücher nicht [1]. Murg lehnte die Anschaffung ab [2]. Diese Opposition dürfte auf Einflüsse der eindringenden neuen Lehre zurückzuführen sein. Sie richtete sich auch gegen die Bezahlung der Kollekten und Induzien, denn die VII Orte aberkannten beide Abgaben für nichtbestätigte Benefizien. Sonst aber beschwor der Verkauf der Breviere selbst keine Schwierigkeiten hervor.

Die wichtigsten Quellen zur kirchlichen Statistik des Bistums Chur vor der Reformation sind damit umgrenzt, abgesehen von den Rechnungsbüchern des bischöflichen Offizialats, die einer besonderen Bearbeitung bedürfen. Auf Grund der vorliegenden Quellen allein wird es freilich kaum möglich, den Verlauf neuer Pfarreigründungen auch nur für das 15. Jahrhundert genauer zu verfolgen; wohl aber gewinnen wir hiefür wichtige Grundlagen. Versuchen wir die Zahl der Benefizien annähernd festzustellen, auf Grund des Verzeichnisses von 1520, so ergibt sich folgendes Bild.

[1] Vgl. *Vasella*, diese Ztschr. 1940, 185.

[2] *Vasella*, Bischöfl. Kurie und Seelsorgeklerus. Diese Ztschr. 1938, 183: Brief Joh. Farschons, ehem. Pfr. in Kerenzen.

Dekanate	Plebaniae	Curatiae	Capell.	Beneficia
1. Um Chur	17	9	14	40
2. Wallgau	29	8	36	73
3. Unter der Ldq.	29	5	44	78
4. Ob dem Wald	25	2	20	47
5. Ob dem Stein	27	3	41	71
6. Misox	—	2	11	13
7. Engadin	13	5	31	49
8. Vintschgau-Etsch	25	—	50	75
Total [1]	165	34	247	446

Das sind freilich nur summarische, im ganzen aber zutreffende Zahlen. Dabei muß nun beachtet werden, daß die Benennungen für die Benefiziaten nicht immer genau sind. Die Benennung curatus ist z. B. oft unbestimmt, kommt im allgemeinen aber dem Begriff plebanus gleich [2]. Gelegentlich kann sie Anwendung finden auf Seelsorger, die eine Kaplanei versehen, deren Rang sich einer Pfarrei nähert. Unmöglich ist es, ohne andere Grundlagen, die Kaplaneibenefizien in ihrem Charakter näher zu bestimmen. Wir meinen damit nicht bloß die Frühmessereien oder Cooperatorien, sondern vor allem die Altaristen und jene Kapläne, welche die Seelsorge eines Dorfes in mehr oder weniger großer Abhängigkeit von der Mutterpfarrei ausübten. Eines zeichnet sich dagegen deutlich ab: verglichen mit Territorien, die größere Städte umfassen, erscheint die Zahl der Benefizien sehr klein. Und trotzdem ist es, was wenigstens Graubünden betrifft, längst erkannt und durch E. Poeschel in den Kunstdenkmälern erneut in vortrefflicher Weise belegt, welch' ungemein rege Bautätigkeit auf kirchlichem Gebiet gerade die Epoche vor der Glaubensspaltung ausgezeichnet hat. Viele Neubauten und Restaurationen waren gewiß bedingt durch eine starke Vermehrung der Bevölkerung in den Gebirgstälern. Andere Gründungen, so von nicht wenigen Kaplaneien, entsprangen einem starken Bedürfnis nach kirchlicher Selbständigkeit zu besserer Wahrung der eigenen seelsorglichen Bedürfnisse. Für die

[1] Für Chur sind freilich hinzuzurechnen 17 Kanonikate und etwa 5 Kaplaneien bezw. Untersängerstellen, für Misox 7 Kanonikate zu San Vittore. Dann erhöhte sich die Zahl der Benefizien auf 473. Vgl. die Schlußbemerkungen S. 289.

[2] z. B. für Pfr. von St. Martin und St. Regula in Chur oder auch für Pfr. Misox, ganz abgesehen von andern Beispielen.

Kenntnis der Entwicklung des religiösen Volksempfindens wäre es wertvoll, in diese oft verschlungenen Motive tiefer einzudringen.

Mag die Zahl der Benefizien die Zunahme der Seelsorgestellen im Laufe der letzten Jahrzehnte vor der Glaubenstrennung auch genügend bezeugen, so ist doch die gesamte Zahl der Geistlichen damit nicht vollständig erfaßt. Unter dem Seelsorgeklerus gab es eine große Zahl von Stellvertretern aller Art, die nirgends seßhaft, bald da, bald dort aushalfen und etwas wie einen Stand wandernder Seelsorger darstellten. Das alles aufzuzeigen ist eine Aufgabe, die wir uns mit der Bearbeitung der Rechnungsbücher des bischöflichen Offizialates vorbehalten müssen.

I. Kollektenverzeichnis des Bistums (um 1380)[1].

Kopie Bischöfl. Archiv Chur, deutsch. Urbar D, fol. 53-57. lateinisch. Urbar B, fol. 50 = S. 135-42.

Collecten ains bischofs durch alles bistums.

Dechny uf Mùnten.
Das gotzhus ze Dysentis git 5 marck.
Item die kirch
Vrseren 2 lb. mailesch.
in Tyfesch 1 lb. m.
Camps 30 ß m.
Summuigs 3 lb. m.
Trans 30 ß.
Brigels 3 lb. m.
sant Georienberg 5 lb. m. [B : in monte s. Georii].
Vbersaxen 3 lb. m.
Medels 1 lb. m.
Rùsis 5 lb. m.
Vålers 2 lb. m.
Inlantz 3 lb. m.
Lugnitz 7 lb. m. [ist ains corherr : gestrichen].
Ygels 3 lb. m.
Cåstris 3 lb. m.
Valendåns 2 lb. m.
Sygåns. Ist under dem gotzhus sant Lutzien.
Flyms 30 ß m.
Trùns 2 lb. m.
Tummins 1 lb. m.

Summ 10 lb. 16 ß 3 d. Costenzer [fol. 53a].

[1] Scriptoria medii aevi Helvetica I, 65 bietet die Beschreibung der beiden Urbare B und D, ebda. Belege zur Datierung. Urbar B, p. 369, wiederholt das Verzeichnis der Kollekte fur den Vintschgau mit den Gesamtsummen : « Summa collecte simplicis Marc. 38 lb. 8, summa collecte cum addicione tercie partis Marc. 53, lb. 9. Const. 6 » und fügt dann bei : « De hiis deducunt hoc anno 1380 Marc. 7 ½, adhuc remanent Marc. 46 lb. 4 ½. » Hieraus leiten wir unsere Datierung ab.

Der Einfachheit halber geben wir die römischen in arabischen Ziffern wieder und unterlassen auch die stete Wiederholung der sich gleich bleibenden Bezeichnungen : item die kirch u. ä. Der lateinische Text entspricht im wesentlichen dem deutschen.

Collect ob Curwald.

Item die kirch ze
Visprân 6 lb. m. [B: in Vicosuprano].
Tingzen 3 lb. m.
Ryiams ghört an das capitel, git 4 lb. m.
Salux 4 lb. m.
Tyeffen Castel 30 ß.
Måus 1 lb. m.
Bùrgùnn 4 lb. m.
Aluenù 3 lb. m.
Obern Lentz 3 lb. m.
Schams git 4 lb. m. [ist ains corherren: gestr.].
Ryalt 3 lb. m.
Item das gotzhus ze Katzz 2 mark.
Item Sills git 4 ß m. [nescio quid: gestr. B.].
Item die kirch
Schiråns 45 ß m.
Lumein 2 ½ lb. m.
Tumills 5 lb. m.
Item Obervatz 8 lb. m. [1]

Summ 6 lb. m. Cost*entzer* 11 ß 10 ½ d. [2] [fol. 53b].

Collecte in der dechny umb Cur [B: in decanatu rurali Cur.].

Das gotzhus ze Curwald git 2 marken.
Item die kirch Vmblix 16 ß m.
Schanfigg sant Peters 2 ½ lb. m.
Schanfigg sant Georien 2 ½ lb. m.
Rùtzzùns 34 ß m.
Das gotzhus sant Lutzien 3 marken.
Item die kirch Empz 3 lb. m.
Sant Salvator 1 lb. m.
Veltsperg 15 ß m.
Die kirch sant Martis ze Cur 2 lb. m.
Item die kirch sant Regulen 1 lb. m.
Trymus 34 ß m.
Zitzirs 2 lb. m.
Yius 1 lb. m.
ze Undervatzz 1 lb. m.
Item ain vicary Sewis 2 lb. m.
Item die kirch Junatz 2 lb. m.
Schiers 4 lb. m.
Schåusch 2 lb. m.
Malanns 1 lb. m.
Sant Jacob in Brettengôw 2 lb. m. [B: apud s. Jacobum].

Summ 8 lb. den. 2 ½ ß 5 d. [B: 8 lb. 9 ß 10 ½ d] [fol. 54a].

Er beginnt wie folgt: « Decanatus supra Silvam habet in collecta. Primo monasterium Disertinensis dat quinque marcas. » Orthographische Abweichungen sind unerheblich.

[1] Letzte Zeile scheint von anderer Feder nachgetragen zu sein.

[2] B gibt als Summe 7 lb. Const. 16 ß 1 ½ d.

Collecte in der dechny Walgöw [B : in decanatu vallis Trusiane].

Die kirch Gôtzis kircherr 14 ß d. vicary 7 ß d.
Item die kirch Kalkeren 9 ß.
Rôtis 3 ß [B : debet taxari ad maiorem summam, quia ecclesia est multum bona et melior, inde triplo quasi].
Rankwil únser frowen kirch 1 lb., der vicary 10 ß [B : super montem sancte Marie rector...].
Rankwil sant Peters kirch 17 ß.
Veltkirch vicary 1 lb. d.
Item Rùti 2 ß [B : R. sanctus Cornelius].
Sygâvis [1] der kircher 14 ß und vicary 7 ß.
Schilins kircherr 14 ß und vicary 7 ß.
Santtains kircherr 12 ß und vicary 4 ß.
Snùvis kircherr 12 ß und vicary 4 ß.
Tùrringen kircherr 17 ß und vicary 7 ß.
Das gotzhus Frysen 2 lb. d.
Item Ludâsch kircherr 9 ß und vicary 4 ß.
Nùziders kircherr 14 ß und vicary 6 ß.
Bludentz 2 lb. und vicary 14 ß.
Nenzingen kircherr 10 ß, vicary 7 ß.
Frastens 3 ß.
Summ 14 lb. d. 7 ß d. [fol. 54b].

Collecte in der dechny under der Lanquart [B : in decanatu sub Langaro].

Das gotzhus von Pfâvers git 5 mark.
Item Ragetzze 2 lb. m.
Vettens 10 ß m. [B : Vettes].
Mayenvelt 1 lb. Cost.
Genins 15 ß m.
Baltzers 12 ß m.
Trisen 3 ß Cost.
Schan 8 ß Cost.
Eschan 6 ß Cost.
Muren 7 ß Cost.
Dysis 4 ß Cost.
Bendor 1 lb. Cost. [B: Bender].
Gamps 2 lb. Cost.
Sax 18 ß Cost.
Graps 1 lb. Cost.
Bux 13 ß Cost.
Sevelen 4 lb. mail., vicary 18 d. Cost.
Greschzins 4 lb. m.
Sangans 5 ß Cost.
Mails 4 lb. m.
Flums 10 ß Cost.
Walastatt 14 ß Zùricher.
Otis 16 ß Zùricher.
Das gotzhus ze Schennis 7 lb. Zùricher.
Der lùpriester ze Schennis mitsam Kirchenzen und Andmen 35 schilling Zùricher.
Item die capell sant Gallen da selbs 10 ß Zùricher.
Benken 25 ß Zùricher.
Summ 20 lb. d. 14 ß 8 ½ d. [fol. 55a].

[1] Sigâvis ist die alte Benennung für Gôfis. Vgl. *L. Rapp*, Topographisch-historische Beschreibung des Generalvikariates Vorarlberg, Bd. 2 (Brixen 1896), 42 ff.

Collecte in der dechny Engdîn [B : Hec est collecta decanatus vallis Engadine].

Die kirch ze Nuders 8 lb.
Item der vicary ze Schilins 2 lb.
ze Ramùss 2 lb.
ze Sinnes 2 lb.
Die kirch ze Schuls 14 lb. und der vicary da selbs 2 lb.
Item der vicary ze Vetan 2 lb.
Die kirch ze Ardetz 5 lb.
Item der vicary ze Seùs 2 lb.
Die kirch Sernetzz 8 lb. und der vicary da selbs 2 lb.
Die kirch Zutz 14 lb. und der vicary da selbs 2 lb.
Item der vicary ze Samaders 2 lb.
ze sant Mauricien 2 lb.
Summ 23 gl.
[B : Nota, die collect im Engdin bringt ietz 10 Gulden und 5 plaph.]
Summ dero suman hie disent der Etsch 72 lb. Cost. 2 ½ ß. d. [fol. 56a].

Collecte im Vinstgôw. [B : Hec est noticia collecte consuete in valle Venusta.]

Das gotzhus uf sant Marienberg git 10 mark Perner.
Item die kirch sant Martis in Passyr git 6 lb.
Die kirch Tyrol git 40 lb.
Item die kirch
sant Peters ze Tyrol 10 lb.
Algund 20 lb.
Parschzins 12 lb.
Naturns 20 lb.
Schardes 25 lb.
Letsch 20 lb.
Slanders 25 lb.
Schzengels 12 lb.
Agund 2 lb.
Liechtenberg 2 lb.
Sluders 12 lb.
Måtzsch 6 lb.
Glurns 10 lb.
Malls 30 lb. und sant Martis capell ze Malls 10 lb.
Item die kirch ze Lautsch 8 lb. [überschrieben : 10 ; so auch B, hier a. Rande : nota].
ze Tufers 6 lb.
Das gotzhus ze Mùnster 25 lb. [B : claustrum Monasterii.]
Item sant Valentis capell git 2 cr.

Summ der ainfalt collect mark 38 lb. 8.

II. Taxa confratrum sacerdotum capituli Engadinensis (um 1483) [1].

Or. Pap. Bischöfl. Archiv Chur, M 18.

Primo d. Johannes Francigena [2] dedit Renen. 1.
D. Johannes de Ydolo Brixinensis diocesis
capellanus in Samada dedit 2 lib. Pernen.

[1] Zur Datierung vgl. die folgenden Nachweise zu einzelnen Geistlichen.

[2] In ihrem Schreiben vom 22. April 1480 an Bischof Ortlieb erbitten sich die Pfarrgenossen von St. Moritz « d. Johannem de valle Francigena Tornacen. dioc. » zu ihrem Pleban. Bischöfl. Archiv Chur, M 18.

D. Johannes plebanus cum sancto Mauritio dedit 1 Renen. [1]
D. Gregorius capellanus in Gamuaschg dedit 2 lib. Pernen.
D. Petrus Plant dedit 2 lib. Pernen.
D. Gallus Jäcklin de Zûtz [2] dedit 3 lib. Pernen.
D. Hartmannus primissarius in Zutz dedit 3 lib. Pernen.
Illi duo, scilicet Gallus et Hartmannus dederunt secundum antiquam taxam.
D. Thomas Plant plebanus in Zutz dedit 1 ducaten.
D. Johannes Roppenstain dedit 18 crutzer.
D. Johannes Búff dedit 18 cruciferos.
D. Vlricus capellanus in Schganff dedit 18 cruciferos.
D. Anthonius capellanus in Gamuaschg dedit 1 lib. Pernen.
D. Lutius Tratsch de Zarnetz [3] dedit 2 lib. Pernen.
D. Gaudentius capellanus in Zelarina dedit 2 lib. Pernen.
D. Johannes Schmid de Schuls dedit 18 cruciferos.
D. Thomas Lûmbardus [4] dedit 1 lib. Pernen.
D. Johannes Schlipffhaimer capellanus in Ardetz dedit 1 lib. Pernen.
D. Anthonius de Súß plebanus [5] dedit 4 lib. Pernen.
D. Nicolaus de Slins dedit 1 ducaten.
D. Nicolaus plebanus in Fettano dedit 10 lib. Pernen.
D. Jacobus plebanus in Ramúß dedit 5 lib. Pernen.
D. Vlricus Plant dedit 10 lib. Pernen.
D. Nicolaus Mauricii de Ramúß dedit 1 lib. Pernen.
D. Petrus plebanus in Zarnetz [6] dedit 10 lib. Pernen.
D. Jacobus plebanus in Sinß dedit 2 Renen.
D. Fridericus Plant dedit 1 Renen.
D. Berchtoldus plebanus in Nuders dedit 13 lib. Pernen.
Illi sequentes non dederunt.
D. Johannes Trauierß de Zutz.
D. Johannes de Puntersina.
D. Johannes de Púrgún.

[1] Wahrscheinlich ist hier d. Joh. de valle Francigena gemeint und der Eintrag wiederholt.

[2] Gall Jecklin von Zuoz wurde am 29. April 1479 als Pfarrer von Samaden präsentiert. Bischöfl. Archiv Chur Präs.-Urk. L 57.

[3] Die Pfarrgenossen von Süs erbitten sich L. Schdratsch von Zernez am 29. Sept. 1483 zum Pleban (l. c.). Demnach starb vermutlich der alte Pfarrer kurz zuvor.

[4] Der im Rechnungsbuch Bischof Ortliebs 1480-91 fol. 32a zum 22. April 1483 genannte Eintrag lautet: « D. capellanus Lombardus in Ardetz dedit V lib. Est defunctus. » Er ist wohl identisch mit unserem D. Thomas Lumbardus. Demnach dürfte er sehr bald nach April 1483 gestorben sein.

[5] Nach dem Rechnungsbuch, l. c. fol. 11a, konkordierte d. Anthonius Molitoris am 7. Okt. 1483 für 9 fl. erste Früchte, nach Investitur auf Pfr. Süs. Vgl. dazu Anm. 3. Er wird ausdrücklich als modernus plebanus genannt.

[6] Petrus Tat, pleb. in Zernez konkordierte am 24. Aug. 1482 für 50 Gulden erste Früchte. Rechnungsbuch, l. c. 2b.

D. Johannes primissarius in Nuders.
D. Johannes capellanus cum s. Nicolao in Nuders.
D. Petrus Foffa de Schuls.
D. Wolffgangus capellanus in Zarnetz pauper.

III. Register des Subsidium caritativum für den Vintschgau [1492] [1].

Kopie 17. Jahrh. Bischöfl. Archiv Chur-Tiroler Archiv B, fol. 237.

Und ist der Vinschgewisch clerus, welche execution Alexius Cimlern [Irmler], erzpriestern im Vinschgew, judici in spiritualibus generali und pfarrhern zu Latsch, ahnbefohlen worden, alß:

der abbt auff Mariaberg 600 fl.
die pfarr Burgaiß und Schlini 24 fl.
die abtissin zu Münster sambt der pfarr, probst und früemeß daselbsten 225 fl. 6 kr.

der yberige clerus aber:

St. Maria die pfarr 10 fl.
Taufers 14 fl. 36 kr., früemesßer daselbsten 4 fl.
das spithal aldorten 14 fl. 36 kr.
Pfarrherr zu Lautsch 14 fl., früemesßer daselbst 4 fl.
der caplaney Schleiß 6 fl.
Graun 6 fl. 36 kr.
Mals 30, früemesser zu Maals 6 fl. 30 kr.
capell s. Martini 4 fl., die zween gsellpriester daselbsten jeder 2 fl.
der pfarrherr zu Glurns 14 fl., früemesßer daselbst 4 fl.
Mätsch 10 fl. 36 kr.
Liechtenberg 4 fl. 30 kr.
dz spitahl zu Glurns 14 fl.
Schluderns 24 fl., der früemesßer 6 fl. 30 kr.
Gumbs 6 fl. 36 kr.
Caplon zu Prat 4 fl. 30 kr.
Thengels 16 fl., früemesser 4 fl. 24 kr.
Capell zu Ayes 2 fl. 24 kr.
Caplan zu Laaß 6 fl.
Caplon zu Flitz 2 fl.
Caplon zu Cortsch 6 fl.
früemesser in Laaß 4 fl.
Schlanders pfarr 30 fl., zween gsellpriester jeder 2 fl. 24 kr. caplon daselbsten 2 fl. 24 kr.

[1] Zur Datierung s. Einleitung. Der Kopist scheint im Titel etwas ausgelassen zu haben.

Lätsch 24 fl., coadiutores divinorum 4 fl., zween caplön jeder 1 fl. 36 kr., desß spithals caplon 6 fl., früemesser 4 fl. Johannitterhausß zu St. Metart 4 fl. 36 kr., caplon b. Marie Virginis 4 fl.
Tschartsch pfarr 16 fl., die zween caplön daselbst jeder 1 fl. 36 kr.
Schlandersberger caplon 4 fl.
Laturns 20 fl., zween gsellpriester jeder zwey gulden.
Schnals 6 fl., früemesßer daselbst 2 fl.
Sslauß caplon 2 fl.
Partschins 16 fl., früemesßer daselbst 6 fl., gsellpriester 1 fl. 30 kr., ain ander caplon 1 fl. 36 kr.
Algundt 18 fl., zween caplön in Steinach jeder zween gulden, gsellpriester in Algundt 2 fl., St. Petter 18 fl.
Pfarrherr zu Tyrol 50 fl.
Intimator in Maron 3 fl., die ybrige acht caplön zu Meran jeder 2 fl.
Khains, pfarr 4 fl. 30 kr.
St. Maurici caplon auff dem haubtschloß 5 fl.
St. Martin in Passeir 16 fl., gsellpriester aldorten 2 fl.
caplon s. Sebastiani 3 fl.
Morter caplon 3 fl.
St. Marti im Khofel 3 fl.

Thuet diß vicariats contribution 1467 fl. 22 kr.
Jeder pfarrherr soll dem bidellen 9 kr., die andern beneficiaten aber jeder 6 kr. geben.

IV. Taxa primorum fructuum omnium ecclesiarum et capellarum vallium Venustae et Athesis Curiensis diocesis R^mo episcopo Curiensi pertinentium ab antiquo observata [um 1500]. [1]

Kopie 17. Jahrh. Bischöfl. Archiv Chur, Chart. K, fol. 428.

Maron seu Tirolis plebanus 200 fl.
capellanus s. Sebastiani 25 fl.
Tirol, capellanus s. Pancratii in castro 35 fl.
Khains prope Tirolim plebanus 20 fl.
Ad s. Petrum prope Tirolim loco primorum fructuum annuatim dat ad festum s. Martini ad castrum Furstenburg 2 fl. et collectam consuetam.
Algunt plebanus 50 fl.
Parschins plebanus 60 fl.
capellanus s. Michaelis 30 fl.
Naturns plebanus 60 fl.
Plaus plebanus 12 fl.
Scharz plebanus 40 fl.
Schnals [2]
Letschs primissarius 15 fl.
plebanus 40 fl.
capellanus hospitalis 20 fl.

[1] Wir unterließen auch hier Wiederholungen ein- und desselben Ortsnamens. Wir setzen im Gegensatz zum Kopisten das fl. nach der Ziffer. In premissarius verwendet der Kopist das geschwänzte e, das wir nicht berücksichtigten. Zur Datierung s. Einleitung.

[2] Hier fehlt eine Ziffer.

capellanus s. Joannis 15 fl.
capellanus fraternitatis 10 fl.
capellanus in Monte 12 fl.
capellanus s. Martini in Kosen 14 fl.
Schlanders premissarius im spital 15 fl.
Korsch premissarius 15 fl.
Curz, capellanus 12 fl.
Tschengels plebanus 40 fl.
in Schengels premissarius 12 fl.
Tanas [1]
Aguns plebanus 8 fl.
etiam pro licencia testandi 4 fl.
Parad, capellanus s. Joannis de Porta 12 fl.
alius capellanus s. Mauricii 10 fl.
Stilfs 15 fl.
Liechtenberg 16 fl.
Schluderns plebanus 80 fl.
premissarius 28 fl.
Tersch premissarius 15 fl.
Glurns plebanus 30 fl.
premissarius 16 fl.
Lautsch plebanus 30 fl.
premissarius 12 fl.
Mals plebanus 80 fl.
premissarius 26 fl.
capellanus s. Sebastiani 16 fl.
Schlüs premissarius 8 fl.
Ad s. Valentinum capellanus uff Malßerheydt 15 fl.
Graun plebanus 15 fl.
Nauders plebanus 40 fl.
Vinster Mintz capellanus s. Nicolai parrochiae Nuders 15 fl.
Taufers plebanus 46 fl.
premissarius 12 fl.
Münster plebanus 24 fl.
premissarius 12 fl.
capellanus 10 fl.
S. Maria plebanus 12 fl.
Metsch plebanus 30 fl. [korr. aus 20].

V. Usuales et annuales collectae vallis Venustae pertinentes R^mo episcopo Curiensi [1508] [2].

Kopie 17. Jahrh. Bischöfl. Archiv Chart. K, fol. 429.

D. abbas monasterii s. Mariae [Montis] dabat tempore confecti urbarii Fürstenburgensis, scilicet anno 1508, annuatim 20 fl., in anno bisextili addatur tertia pars collectae, facit 30 fl., nunc vero vigore compromissi tantum dat 15 fl. annuatim et in bisextili dat 23 fl.

Plebanus s. Martini in Passira 1 fl.
Plebanus in Tirol 8 fl.
Plebanus apud s. Petrum in Tirol dat 2 fl.
Item von wegen der ersten früchten krafftemeß spruechs jarlich gibt er 2 fl. [3]
Plebanus in Algundt dat 4 fl.
Plebanus in Partschins dat 2 fl.
Plebanus in Naturns 4 fl.
Plebanus in Schars 5 fl.
Plebanus in Letsch 4 fl.
Plebanus in Schlanders 4 fl.
Plebanus in Tschengels 2 fl.
Plebanus in Auguns 2 lb. [4]
Plebanus in Liechteberg 2 lib.
Plebanus in Schluderns 2 fl. [5]
Plebanus in Metsch 1 fl.

[1] Ziffer fehlt.
[2] Bis auf eine Kapelle sind bezeichnenderweise nur Pfarreien aufgeführt.
[3] Item ... eingefügt von 2. Hd.
[4] Bei Agunds und Liechtenberg fehlt die Zahl in der Kolonne, doch wurde die Ziffer von 2 lb. nachgetragen.
[5] Hinter der Kolonne nachgetragen 4 fl.

Plebanus in Glurns 2 fl.
Plebanus in Mals 6 fl.
capella s. Martini in Mals 2 fl.
Plebanus [in] Lautsch 2 fl.
Plebanus in Taufers 1 fl.
Claustrum Monasterii 5 fl.
Plebanus in Khains 1 fl.
Plebanus in Nuders [gestrichen].

VI. Registrum clericorum seu sacerdotum beneficiatorum tocius diocesis Curiensis [1520] [1].

Or. Pap. Bischöfl. Archiv Chur. M 14b.

Glista presbyterorum bene[ficiatorum tocius] diocesis Curiensis sept[em decanatuum], qui ad receptionem lib[rorum horarum] de anno etc XX° pro usu [clericorum] prenominate Curiensis diocesis [emptorum] juxta mandatum Reverendissimi tenentur.

D. decanus ecclesie Curiensis cum sedecim canonicis residentibus habebunt paria XVII
pro choro Curiensi recepit custos paria librorum V
D. curatus ad sanctum Martinum civitatis Curiensis cum suo adiutore et primissario paria III
D. curatus ad s. Regulam civitatis Curiensis par [2] I
D. plebanus in Rotzuns cum suo primissario II
D. plebanus in Embbs I
D. plebanus in Velsperg I
D. plebanus in Trimonte cum suo primissario II
D. plebanus Zutzuri cum suo primissario II
D. plebanus in Vnnderfatz I
D. plebanus in Igis [3] I
D. plebanus in Malanns I
D. plebanus in Sewis I
D. plebanus in Schiers cum primissario II
D. capellanus in Tschuders I
D. capellanus in Grüsch I
[D. capellanus] in Küblis I [p. 2]
D. capel[lanus] ad s. Averum I
D. cu[ratus] in Fidris I
D. curatus ad s. Anthonium I
D. curatus in Valtzena I
D. plebanus in Saus I
D. curatus in Zerneus I
D. plebanus in Genatz I
D. capellanus in Furna I
D. plebanus in Vanaus I
D. curatus in Arossa I
D. curatus zur Lanngenwis I
D. curatus in Lucein I
D. plebanus ad s. Petrum I
D. capellanus in Molinis I
D. plebanus in Baist I
D. capellanus in Gunters parrochie Saus I
D. plebanus ad s. Jeorgium I
D. capellanus in Tschiertscha I
D. plebanus in Maladers I

[1] Geschrieben vom bischöflichen Siegler Andreas Gablon, aufgenommen vor der Lieferung der Breviere, was aus der Anlage des Verzeichnisses hervorgeht, besonders aus den Vermerken «ad minus». Das Verzeichnis umfaßt 12 Bl., unbeschr. S. 18-24, Bl. 1, 2, 10-12 sind beschädigt. Entsprechend ergänzte Stellen sind von uns eingeklammert.

[2] Wir lassen in der Folge das «par» bezw. paria weg.

[3] Ms. zufolge eines Verschriebs D. dominus.

Capitulum [vallis Trusiane]. [*p.* 3].

D. plebanus in Veltkirch cum suis octo capellanis et duobus divinorum cooperatoribus XI
D. plebanus in Getzis cum suo primissario II
D. capellanus ad s. Arbogastum I
D. plebanus in Kalcheren I
D. plebanus in Rötis I
D. plebanus in Frachseren I
D. primissarius in Sultz I
D. plebanus in Rannckvil montis cum suo primissario II
D. plebanus ad s. Petrum inibi I
D. plebanus in Glaterns I
D. plebanus zur Altennstat I
D. plebanus ad s. Cornelium I
D. plebanus in Sigevis cum suo primissario II
D. plebanus in Sattains cum suo primissario II
D. plebanus in Schlins I
D. plebanus in Schnüfis I
D. plebanus in Thůrringen cum suo primissario in Pludesch II
capellanus s. Ane by der Lutz [1] I
D. prepositus ad s. Geroldum I
D. capellanus s. Anne inibi I
D. plebanus zum Sonnentag cum suo primissario II
D. curatus in Thamüls I
D. plebanus in Ruggal I
D. plebanus in Ludesch cum suo primissario II
D. plebanus in Nütziders cum suis duobus capellanis seu primissaria III [p. 4]
D. plebanus in Bludenntz cum suis quinque capellanis VI
D. curatus ad s. Petrum prope Bludenntz I
D. capellanus ad s, Anthonium prope Bludenntz I
Curatus in Bratz I
Curatus in Talaus I
Curatus zum Klösterlj I
Plebanus montis s. Bartholomej cum suo primissario II
Plebanus in Silberberg I
Curatus in Cristberg I
Curatus in Schruns I
Plebanus ad s. Gallum cum suo primissario II
Plebanus ad beatam Virginem I
Curatus in Vanndanns I
Capellanus in Gaschurn I
Plebanus in Galtura cum suo primissario II
Plebanus in Ischgels I
Plebanus in Bürs cum suo primissario II
Capellanus in Brannd I
Plebanus in Nentzigen I
Plebanus in Frastenntz cum suo primissario II
Primissarius Rötis I

Capitulum sub Langaro [*p.* 5].

Plebanus in Mayennfelt cum suis quatuor capellanis V
Plebanus in Genins [2] I
Plebanus in Vettis I
Plebanus in Pfevers I
Capellanus in Valentz I
Plebanus in Ragatz cum suo primissario II

[1] Mit anderer Tinte nachgetr.

[2] Durch Zeichen wird verwiesen auf den unten folgenden Eintrag betr. die Kaplanei Jenins, anschließend an Schänis.

Capellanus ad s. Leonardum I
Plebanus in Vilters I
Plebanus in Meils cum suis duobus capellanis III
Plebanus in Sanagasa cum suis tribus capellanis IIII
Flumbs plebanus cum suis tribus capellanis IIII
Capellanus in Bersis I
Plebanus in Walennstat cum suis duobus capellanis III
Curatus in Quarta I
Capellanus animarum inibi I
Wesen plebanus cum suis quatuor capellanis vel quinque V
Plebanus in Ambden cum suo primissario II
Plebanus in Gocha [1] I
Plebanus in Urna I
Plebanus in Schennis cum suis IIII capellanis V
Capellanus in Genins [2] I
Abbatissa in Schennis cum suo conventu certa paria [p. 6]
Capellanus ad s. Catharinam in Schennis I
Plebanus in Kirchitzen I
Benncknen plebanus cum suis duobus capellanis III
Curatus in Murga I
Curatus in Wistannen I
Primissarius in Sennwalt I
Curatus in Saletz I
Plebanus in Eschen I
Plebanus in Baltzers I
Plebanus in Trisen cum suo primissario II
Vadutz tres capellani [3] III
Schan plebanus cum suis duobus capellanis III
Gampss plebanus cum suo primissario II
Sax plebanus I
Grapss plebanus cum suo primissario II
Capellanus in Werdenberg I
Capellanus et plebanus zum Wildennhus II
Plebanus in Bux I
Plebanus in Sevela I
Plebanus in Warthow cum suo primissario II
Curatus ad s. Vallentinum I

Capitulum supra Silvam [*p.* 7].

Tisentis plebanus I
Gampis [4] I
Vrseren plebanus I
Vrseren capellanus in Hospital I
Vrseren capellanus in Ryalpp I
Tafetsch plebanus I
Trons plebanus I
Sumvix plebanus I
Medels plebanus I
Brügels plebanus cum suo primissario II
Walterspurg plebanus cum suo primissario II
Vbersaxen plebanus I
Rüwis plebanus I
Illannds plebanus I
Illannds primissarius I
Illannds capellanus beate Virginis I
Illannds capellanus s. Jacobi I
Lugnitz plebanus I
Lugnitz primissarius I
Lumbrins plebanus I

[1] Gocha = Gommiswald.
[2] Hier steht der Verweis auf Genins.
[3] Man beachte, daß ein Pleban nicht aufgeführt ist.
[4] Hier begeht der Schreiber das Versehen, die Pfarrei Disentis doppelt zu zählen.

Vals plebanus I
Igels plebanus I
Farin capellanus I
Obercastels plebanus I
Igels capellanus s. Sebastiani I
Duwin capellanus I
Ruschein plebanus I
Cestris plebanus cum suo primissario II
Sivis capellanus parrochie Kestris I
Kåstris capellania prefata Rischnuts I
Vallendans plebanus I [p. 8]
Vallendans primissarius I
Thenna curatus I
Schlanns curatus I
Sagenns sindici I
Sagens primissarius I
Schlewis capellanus I
Lax capellanus I
Velers plebanus I
Rhien plebanus I
Flimbs plebanus cum suo primissario II
Trins plebanus I
Thamins plebanus I
Sett parrochie Ruschein capellanus I

Capitulum supra Saxum [*p.* 9].

Oberfatz plebanus cum suo primissario II
Malix plebanus I
Churwalden curatus I
Parpon plebanus I
Lenntz plebanus I
Brienntz capellanus I
Tafaus plebanus I
Tafaus capellanus beate Virginis I
Tafaus capellanus zum See I
Tafaus capellanus s. Nicolai I
Pregel plebanus cum octo capellanis curatis VIIII
Tintzen plebanus cum suis duobus capellanis III
Ryambbs plebanus cum suo primissario II
Sur capellanus I
Schwainigen cum duobus capellanis plebanus III
Salux plebanus I
Presanntz curatus I
Mutta capellanus I
Stürffis capellanus I
Imumcastellum plebanus cum suo primissario II
Maus plebanus I
Pargün plebanus cum suo primissario II
Capellanus pagorum Stull et Latsch I
Villisur plebanus I
Alphanew sindici I
Alphaschein sindici I
Alphanew in Pratis capellanus I [p. 10]
Alphanew capellanus zur Schmitten I
Stalla plebanus cum capellano zur Mülj et Marmels II
Capellanus s. Petri in Septmar I
Schambs plebanus cum suo primissario II
Lan capellanus I
Ander capellanus I
Haintzennberg plebanus cum suo primissario II
Flerden capellanus I
Pretz plebanus I
Tschapina plebanus I
Almentz plebanus I
Katz plebanus cum suis duobus capellanis III
Katz dominarum conventus paria ad minus V
Sils plebanus cum suo primissario II
Tusis plebanus cum suo primissario II
Schranns plebanus I
Fürstnow capellanus I
Thamils plebanus I
Scheid capellanus I

Sauia plebanus amovibilis cum eius primissario II
Aufers plebanus I
Rinwalt plebanus I [p. 11]
Splüga curatus I
Splüga primissarius I
Splüga capellania Tschortschen I

Prepositura Misochi.

Dominus prepositus ecclesie collegiate sanctorum Johannis et Victoris vallis Misoltzine cum suis sex canonicis ad minus VII
Curatus in Agrono I
Curatus in Misocho I
Capellanus inibi I
Capellanus in Soacia I
Alius capellanus in Soacia I
Capellanus in Lostallo I
Duo capellani in Calanncka habebunt II
Capellanus in Legia I
Quatuor alias capellani seu presbyteri in Roveredo IIII

Capitulum vallis Engadine inferioris et superioris [*p.* 12].

Sammada curatus cum suo primissario seu capellano II
Ad s. Mauricium curatus cum suo primissario II
Zutz plebanus cum suo primissario ac duobus capellanis IIII
Bivers capellanus I
Ad s. Georgium prope Zutz capellanus I
Comogast capellanis I
Alius capellanus inibi I
Schgannffs curatus I
Zernetz plebanus cum suis duobus capellanis in Pregl et primissario III
Süß plebanus cum suo primissario II
Lawin plebanus cum suo capellano II
Warda plebanus I
Stainsberg plebanus cum duobus capellanis III
Vettan plebanus cum suo capellano I[1]
Schuls plebanus cum duobus suis capellanis investitis III
Sinss plebanus cum suo capellano seu primissario II
Ramüss plebanus I
Schlinss plebanus cum suo capellano paria duo facit II
Nuders plebanus cum suo primissario II
Silva plana capellanus parrochie s. Mauricij I [p. 13]
Zellerina duo capellani, unus investitus, alius amovibilis II
Sils plebanus cum suo primissario II
Pontraschina duo capellani, unus investitus, alius amovibilis II
Madulein capellanus parrochie Zutz I
Scharla curatus amovibilis parrochie Schuls I
Samnaw parrochie Nuders curatus. Solvent sindici[2] I
Nuders capellanus beneficij Mittelhofern I
Finstermüntz capellanus I
Zutz capellanus s. N[icolai] hospitalis

Archipresbyteratus vallium Venustis et Athesis [*p.* 14].

Ad sanctam Mariam plebanus cum suo primissario II
Monasterium domina abbatissa cum suo conventu VIII

[1] Sollte wohl heißen II.
[2] Mit anderer Tinte später nachgetr.: Solvent sindici.

Monasterium plebanus cum suo primissario II
Tschierffs capellanus I
Tuffers plebanus cum suo primissario II
Capellanus in Tertsch I
Mals plebanus cum suo primissario et aliis duobus capellanis IIII
Ad s. Vallentinum uff der Haid plebanus I
Schlews capellanus I
Letsch plebanus cum suis quinque capellanis et primissario VI
Letsch hospitale I
Schluderns plebanus cum suis duobus capellanis III
Tannes capellanus I
Eurs capellanus I
Metsch plebanus cum suo primissario II
Partschins plebanus cum suo primissario II
Algunnd plebanus cum suo primissario II
Agunnds plebanus cum suo primissario II
Tschenngels plebanus cum suo primissario II [p. 15]
Prad primissaria s. Joannis I
Stils capellanus amovibilis I
Tirolis capellanus castri I
Merona plebanus cum suis octo capellanis amovibilibus VIIII
Lauss plebanus cum suo primissario II
Ad s. Petrum prope Tirolem plebanus cum suo capellano II
Khains plebanus cum suo capellano II
Schnals plebanus cum suo primissario II
Plaus plebanus I
Naturns plebanus cum suo primissario II
Schlannders plebanus I
Alitz capellanus s. Mauricij I
Cortsch primissarius I
Gran plebanus cum suo capellano II
Lautsch plebanus cum suo primissario II
Liechtennberg plebanus cum suo capellano II
Mortern primissarius I
Tschars plebanus cum 2 capellanis [1] III
Martel plebis Schlanders capellanus I
Liechtennstain capellanus dominorum de Montenig parrochie Glurns [2] I

[1] Dieser und der folgende Eintrag mit anderer Tinte geschrieben.

[2] In unserer Übersicht über die Benefizien ist Fetan mit zwei Benefizien eingerechnet worden, ebenso Glurns, das hier fehlt. Andere Benefizien lassen sich für Glurns aus unseren Quellen nicht nachweisen. Das Archipresbyterat ist im Registrum librorum horarum nur unvollständig aufgeführt. Nicht gerechnet wurde das Spital in Laatsch.

Nachgetragen sei an dieser Stelle, daß in Nr. II unserer Texte das überschriebene o in Vlricus aus technischen Gründen weggelassen werden mußte.

MÉLANGE

Un nouveau livre sur Pélage [1]

M. de Plinval s'est, depuis de longues années, spécialisé dans l'étude de la question de Pélage. Il a donné en 1937, dans l'Histoire de l'Eglise publiée sous la direction de MM. Fliche et Martin, t. IV (Cf. cette *Revue* 1938, p. 309 sq.), un important chapitre sur les luttes pélagiennes, étude qui dépasse les limites du présent volume, car elle embrasse encore le mouvement dit « semi-pélagien » ainsi que les discussions qui aboutirent, en 529, aux définitions du concile d'Orange. Qu'on ne se représente cependant pas le livre que nous signalons aujourd'hui comme une édition développée de l'article mentionné ci-dessus : la présentation est toute différente ; c'est bien plutôt l'examen, repris à nouveau, de toute la question, sur laquelle l'auteur nous donne, sous sa seule responsabilité, les conclusions auxquelles la poursuite de ses recherches l'a fait actuellement aboutir.

Dans un premier chapitre, M. de Plinval, résumant les travaux qu'il a publiés naguère sur l'héritage littéraire de Pélage, réunit sous 3 groupes les écrits qu'il lui attribue ; d'abord ses ouvrages incontestés : le Commentaire sur les 13 épîtres de saint Paul, le *Libellus fidei* adressé au pape Innocent I, la lettre à Démétriade, à laquelle il estime pouvoir joindre celle à Célantia ainsi que le *De induratione cordis Pharaonis*, retrouvé par Dom Morin et que notre auteur se propose de publier un jour. Puis, réunis autour de *De vita christiana*, cinq des six traités réédités en 1890 par Caspari, dont les trois principaux furent regardés jadis comme étant l'œuvre du pape saint Sixte. C'est le groupe le plus discuté. On s'accorde, à cause de la similitude de style et de doctrine, à le considérer comme émanant d'un seul et même auteur. Personne ne songe cependant plus aujourd'hui à Sixte, mais M. de Plinval, avec un manuscrit de Saint-Gall, attribue le *De vita christiana* à Pélage — bien que celui-ci, à Diospolis, ait renié la paternité de cet écrit, ou, plus exactement, d'une prière qui en aurait été extraite — tandis que d'autres, sur la foi de Gennade et d'un manuscrit du Mont-Cassin, continuent à y voir l'œuvre de l'évêque breton Fastidius. Enfin le 3e groupe, celui sur lequel s'est particulièrement exercée la sagacité de M. de Plinval, comprend un certain nombre de lettres pseudo-hiéronymiennes, que la parenté de langage et d'idées rapproche à tel point des deux groupes précédents que notre auteur se croit autorisé à y voir également l'œuvre de Pélage.

Ces conclusions, M. de Plinval les avait déjà présentées il y a 10 ans,

[1] Georges de Plinval, *Pélage, ses écrits, sa vie et sa réforme*. Lausanne, Payot, 1943. 432 p. in-8°. Fr. 15.—, broché.

restituant à Pélage une vingtaine de traités, dont 9 lui étaient attribués pour la première fois. Elles avaient été acceptées par certains critiques, ainsi par Hugo Koch, qui avait même apporté à l'appui quelques arguments nouveaux, et combattues par d'autres, en particulier par le P. Kirmer. M. de Plinval non seulement les maintient, mais il propose d'ajouter à sa liste la Lettre à Claudia sur le jugement dernier, tandis qu'il laisse provisoirement de côté « quelques écrits dont un examen ultérieur établira peut-être l'authenticité » (p. 43). Il arrive de la sorte à un total de 22 traités, sans compter les 6 aujourd'hui perdus.

La difficulté du problème provient du fait que non seulement, comme le relève M. de Plinval, aucun des manuscrits originaux n'a conservé le nom de Pélage, mais qu'il n'est au surplus aucun des écrits de ce dernier qui n'ait été, anciennement déjà, attribué à un tout autre écrivain : la Lettre à Démétriade à Julien d'Eclane ; le Commentaire sur les épîtres de saint Paul, le *Libellus fidei* et la Lettre à Célantia, par une cruelle ironie, à saint Jérôme, l'adversaire acharné de Pélage, tandis que le *De vita christiana* a été généralement transmis sous le nom de saint Augustin. C'est dire qu'on est réduit à recourir à la critique interne. Celle-ci, dans certains cas, vu la précision des rapprochements qu'elle accumule, peut conduire à des résultats décisifs. C'est loin d'être ici le cas. On est frappé, au surplus, de voir M. de Plinval, après avoir relevé la franchise et la droiture dont Pélage a toujours fait preuve, nous dire — et répéter même avec insistance, car ce traité joue dans sa démonstration le rôle de charnière — qu'il a menti en rejetant la paternité du *De vita christiana*. On pourra formuler également des réserves au sujet des conclusions du chap. 3, où M. de Plinval, appuyé sur la même méthode, s'efforce de découvrir les influences subies par Pélage, autrement dit de dresser la liste des auteurs que, bien qu'on puisse l'appeler un autodidacte, il a néanmoins utilisés, soit saint Cyprien. Lactance, quelque peu saint Ambroise et beaucoup plus l'*Ambrosiaster*. Par contre, s'il se rencontre parfois avec les Pères grecs, c'est, nous dit M. de Plinval, sans avoir été directement influencé par eux ; il était d'ailleurs ajoute-t-il (contrairement à ce qu'on admet d'ordinaire), incapable de les lire dans le texte original, du moins au début de sa carrière (p. 86).

M. de Plinval suppose que Pélage est arrivé à Rome, pour étudier le droit, plus tôt qu'on ne le dit ordinairement : déjà vers 375 ou 380, et qu'il y a été baptisé vers 382. Il se « convertit », ç'est-à-dire abandonna les études juridiques pour se vouer au nouvel idéal qui l'avait conquis, tout en voulant rester laïque, car notre auteur évite de faire de lui un moine, cette épithète, dont on le gratifie ordinairement, étant, nous dit-il, une de celles qui ne lui plaisaient guère (p. 102).

C'était un homme vibrant, irascible, irréprochable comme moralité, mais tenace et combattif. Il réagit contre l'affaiblissement du niveau moral consécutif à l'entrée en masse des païens dans l'Église et aux rapports qui s'étaient établis entre Chrétiens et Juifs (rapports que M. de Plinval semble exagérer) ainsi qu'aux infiltrations manichéennes (également surfaites). Il rejette énergiquement la théorie du salut de tous les chrétiens,

qui avait alors ses défenseurs et s'insurge non moins vivement contre la thèse, soutenue par Jovinien, de l'égalité des récompenses futures pour tous les élus. Il distingue, quant à lui (M. de Plinval dit que c'était alors la croyance la plus répandue ; il est permis d'en douter), deux degrés dans la récompense céleste : la Vie éternelle, qui sera la rémunération générale de tous les justes, et le Royaume, c'est-à-dire le séjour spécial réservé aux martyrs, aux vierges, à ceux qui, par amour pour le Christ, auront renoncé à tous les plaisirs de ce monde (p. 186). Sa thèse fondamentale, on pourrait, même dire unique, c'était, pour se servir d'un mot qu'il n'a pas employé mais qui semble avoir été forgé par saint Jérôme, l'*impeccantia*, l'impeccabilité, soit la possibilité d'observer et d'exécuter facilement (ce dernier mot est tantôt maintenu et tantôt supprimé au cours de la controverse) les commandements de Dieu : l'homme peut et doit vivre sans pécher. Il souligne le fait de la loi naturelle gravée dans le cœur de chaque homme et magnifie surtout la prérogative du libre arbitre. Il fait sans cesse appel à l'effort volontaire. Loin d'insister sur la faiblesse humaine, il pousse ses adeptes à compter sur leurs propres forces et ne manque pas une occasion de stimuler les âmes qu'il dirige, faisant au besoin appel à leur ambition et à leur fierté, soulignant, comme Tertullien, que la valeur morale des chrétiens doit aller en augmentant avec les siècles. S'il atténue certaines formules de saint Paul, notamment la prédestination, qui se ramène, pour lui, à une « prescience » ou une « préconnaissance », il renchérit par contre sur les exigences morales de l'Apôtre, se montrant sur plusieurs points, du moins dans ses premières années, plus sévère que lui : toute désobéissance envers Dieu constitue un péché grave : il n'y a pas de « fautes légères » (p. 179). Il ne veut pas qu'on jure ; il condamne la richesse, et il fut même, à un moment de sa vie, assez opposé au mariage, et du moins toujours partisan des « divorces pieux par consentement mutuel » (p. 159). Selon lui, la nature humaine n'est pas déchue ; ce que nous avons hérité d'Adam, c'est tout simplement le mauvais exemple qu'il nous a donné. Implicitement du moins, il n'admet donc pas de péché de naissance, de telle sorte que, à ses yeux, aux enfants, le baptême n'est pas administré — bien qu'il consente à conserver l'expression traditionnelle — « pour la rémission de leurs péchés », puisqu'ils n'en ont pas commis, mais uniquement pour leur ouvrir le « royaume des cieux ». Il évite le mot de « grâce », lui préférant celui d'*adiutorium*, ou si, plus tard, il l'emploie, c'est pour désigner non pas un secours surnaturel, direct, actif, personnel et gratuit, mais les bienfaits extérieurs que le Christ nous a donnés : la révélation qu'il nous a apportée, les exemples qu'il nous a laissés, les sanctions qu'il nous a fait connaître et surtout le grand privilège que nous a octroyé le Créateur : la liberté. Il considère dès lors le Christ beaucoup plus comme législateur que comme Rédempteur ; la personne du *Sauveur* le laisse assez froid. Comme conséquence, il n'admet guère la prière de demande et estime inutile d'intercéder pour les autres et impossible de leur substituer nos propres mérites.

La place que donnait Pélage à la loi naturelle et ses appels constants à la volonté étaient bien faits pour plaire à un public romain : il ne tarda

pas à trouver, notamment dans le monde féminin, plusieurs partisans influents, riches, rigides, aux allures dissimulées, très prudents au début, puis agressifs et enclins à se passer de l'autorité, tandis que, inversement, Pélage, en avançant en âge, faisait preuve d'une certaine timidité et tenait à rester en communion avec Rome.

C'est alors qu'entra en jeu un de ses disciples, Célestius, qui sera pendant vingt ans l'âme de tout le mouvement et, avant Julien, le théoricien du Pélagianisme. Tempérament fougueux, soulignant les thèses les plus hardies de son maître et mettant brutalement en lumière les conséquences qui s'en dégageaient, et en premier lieu la négation du péché originel, Célestius, par son intervention, provoqua la rupture. Après un bref séjour en Afrique, en mai 411, qui lui donna l'occasion de rencontrer saint Augustin, alors exclusivement occupé de l'affaire des Donatistes, Pélage était parti pour l'Orient. Célestius qui, comme son maître, fuyait les barbares, débarqua à Hippone, y fut démasqué par le diacre Paulin, le biographe de saint Ambroise, et condamné à Carthage. Il suscita ensuite des troubles peut-être en Sicile, en tous cas à Ephèse, où il avait reçu la prêtrise. A Jérusalem, en juillet 415, une conférence provoquée par un jeune prêtre espagnol, Orose, qui avait été, à Hippone, l'hôte de saint Augustin et qui venait d'arriver en Palestine, innocenta Pélage et tourna à la confusion des Latins, qui en appelèrent au pape Innocent [1]. Au synode de Diospolis, présidé, en décembre de la même année, par l'évêque de Césarée, métropolitain de la Palestine, Pélage fut contraint de se désolidariser de Célestius et de faire d'assez sérieuses concessions qui constituaient une infraction grave à la logique de son système (p. 290), moyennant quoi on lui délivra un brevet d'orthodoxie. Il triompha un peu bruyamment, à la grande indignation de saint Jérôme et à la consternation de l'Afrique, notamment de saint Augustin qui, entre temps, était, lui aussi, descendu dans la lice, et qui, remontant aux principes, soulignait avec force les conséquences de l'attitude doctrinale de Célestius, et indirectement de Pélage. Les deux conciles de Carthage et de Milève — conciles annuels ordinaires, qui n'avaient aucunement été convoqués dans ce but — s'occupèrent de la question, (le premier sans même prononcer le nom de Célestius) et envoyèrent une adresse au pape Innocent. Pendant ce temps, répondant aux Dialogues de Jérôme, Pélage, dans son *De libero arbitrio*, atténuait quelque peu son point de vue, si ce n'est pour le fond, du moins quant à la terminologie.

C'est à ce moment que Rome intervint. Innocent, « donnant du pélagianisme une description tellement outrée, que ce n'était plus qu'une sorte d'athéisme pratique, à peine déguisé sous quelques formules chrétiennes » (p. 304), prononça l'excommunication contre Pélage et Célestius. Après lui, au moment où saint Augustin prononçait la fameuse phrase que l'on a con-

[1] « Il ne faudrait nullement, note cependant M. de Plinval, donner à cette décision le caractère d'un « appel » proprement dit ; ce n'était qu'une motion transactionnelle dans le genre de celles qu'on adopte par fatigue à la fin d'une réunion passionnée, lorsque personne ne sait plus très bien de quoi il s'agit » (p. 278).

densée en ces mots : *Roma locuta est, causa finita est*, Zosime, le successeur d'Innocent, caractère mobile et facilement influençable, « encore peu averti des conséquences théologiques de la controverse et n'envisageant que la moralité des personnes » (p. 317), ayant entendu Célestius qui, chassé de Constantinople, était accouru à Rome, fit savoir à l'Afrique que la profession de foi que celui-ci lui avait présentée, aussi bien que celle que venait d'envoyer Pélage, lui semblait correcte. Il réhabilitait du moins ce dernier qui, à ses yeux, avait été calomnié et qu'on avait jugé trop précipitamment. Quant à Célestius, si ses adversaires ne formulaient pas, dans l'intervalle de deux mois, leurs accusations contre lui, il serait absous.

L'Afrique maintint résolument son point de vue. Zosime, abordant plus froidement et plus à fond le problème, se ravisa et envoya à tous les évêques de la catholicité sa *Tractoria*, véritable encyclique par laquelle il se ralliait à la condamnation portée par son prédécesseur. Célestius, entre temps, avait pris la fuite. Des violences s'étaient produites. Le pouvoir civil intervint : l'empereur Honorius ordonna l'expulsion immédiate des chefs de l'hérésie, tandis que le 1er mai 418, le célèbre concile de Carthage condamnait les thèses capitales du pélagianisme et « établissait, sur des principes dont l'inspiration augustinienne est évidente, les fondements d'une théologie de la grâce qui est devenue presque aussitôt classique » (p. 325).

Condamné encore par un synode présidé par l'évêque d'Antioche, contraint tout au moins de quitter la Palestine, d'où il semble s'être réfugié en Egypte, Pélage disparut si bien qu'on ne sait ni où ni quand il est mort. Doctrine qui, de la part de son initiateur, avait évolué dans un sens plus doux et plus large, mais que ses successeurs avaient dénaturée, le pélagianisme était en baisse. Seuls lui demeuraient fidèles 18 évêques d'Italie, avec, à leur tête, Julien, le jeune évêque d'Eclane. Ouvertement révoltés, ils attaquaient le pape et traitaient leurs adversaires de Manichéens. Ils furent exilés, puis se soumirent, sauf trois, dont Julien, qui alla se réfugier auprès de Théodore de Mopsueste, ancien ami de Pélage et partisan de ses idées. Célestius demanda la revision de son procès, mais le pape Célestin refusa, puis envoya Germain d'Auxerre et Loup de Troyes en Grande-Bretagne, où le pélagianisme avait pris pied, mais où, après un second voyage, Germain finit par avoir gain de cause.

Enfin le concile œcuménique d'Ephèse condamna lui aussi la nouvelle doctrine, une connexion, à la vérité un peu arbitraire, ayant été trouvée entre elle et le nestorianisme. Célestius disparut à son tour. Le pape Sixte III désirait la paix. Saint Léon également, ce qui ne l'empêcha pas de prendre quelques mesures assez fermes. Plus tard, Gélase se montra même assez intransigeant, et il n'y eut plus dès lors qu'un pélagianisme apparemment et extérieurement soumis, mais qui, au fond, ne l'était pas. Le tout finissait par un échec. Pélage, dit M. de Plinval, « a connu une période d'éclat ; il a brillé de pair avec les plus grands docteurs de son temps, avec saint Augustin, avec saint Jérôme ; puis son rayonnement s'est interrompu. C'est un soleil mort » (p. 409).

C'est par cette phrase que se termine le livre de M. de Plinval. A-t-il,

demandera-t-on, ainsi qu'on l'a déjà fait pour d'autres, tenté de réhabiliter Pélage ?

Pas précisément. Il reconnaît parfaitement que Pélage « laisse disparaître dans l'ombre, jusqu'à l'oubli total qui équivaut à une négation virtuelle, les données du dogme chrétien qui peuvent altérer ou limiter la liberté fondamentale de l'individu » (p. 387). « Si l'on admet, écrit-il ailleurs, l'humilité, le sentiment de nos faiblesses et de nos limites, le regret des défaillances passées ou possibles comme faisant partie des éléments essentiels de la piété, il faut reconnaître que la conception pélagienne de la vertu et de la prière se dérobe à l'esprit du christianisme » (p. 206). M. de Plinval — et c'était son droit, puisque cet aspect des hérétiques est souvent trop laissé dans l'ombre — insiste sur les qualités de son héros ; il souligne sa grandeur d'âme, l'unité, la cohérence de sa doctrine, le caractère fortement pragmatique de sa parole, l'élan religieux qu'il a provoqué, ce qu'il y a de générosité, mais aussi — il a soin de l'ajouter — d'imprudente hardiesse dans le point de vue qu'il défend. Pélage, dans son livre, apparaît, par certains côtés, d'autant plus sympathique que ses principaux coryphées et plusieurs de ses antagonistes le sont moins : Célestius, hardi et provocant, agitateur infatigable et intrigant, aimant la dispute pour elle-même, « qui a tout compromis par son initiative et tout perdu par son intransigeance » (p. 254) ; Julien d'Eclane, qui nous est présenté comme un démagogue, fier, ambitieux, susceptible et grossier, plus vaniteux que convaincu, un homme dont Harnack et Bruckner ont surfait les qualités intellectuelles et auquel sa préoccupation constante : contredire Augustin, a fait commettre plus d'une méprise. Parmi les adversaires de Pélage, Orose, qui ne manquait pas d'esprit et qui avait de la verve, mais qui, dans sa naïveté, s'était découvert une vocation d'inquisiteur, fit preuve d'une activité fiévreuse et quelque peu brouillonne. Quant à saint Jérôme, tout le monde reconnaît que c'est dans la controverse anti-pélagienne qu'il s'est montré le plus violent. M. de Plinval parle de son « irascibilité chronique », du « vieux débusqueur d'hérésies » dans « l'éternel foyer de mécontentement qu'était la petite colonie latine de Bethléem » (p. 275-76). Il souligne « la maladresse insigne et scandaleuse de divers passages de ses *Dialogues* contre les pélagiens » (p. 282) et laisse clairement entendre qu'il y a eu chez lui non seulement de l'exagération et de la passion, mais une manière d'attaquer qui, à plus d'une reprise, frise la mauvaise foi. Saint Augustin, au contraire, toujours charitable, ménageait les personnes, et notamment Pélage, mais emporté par la rigidité de ses conceptions, il a fini par aboutir, dans un sens opposé à celui des adversaires qu'il a si longuement et si abondamment combattus, à des conclusions qu'assouplissait sans doute l'impulsion de sa piété mais que l'Eglise n'a pas indistinctement maintenues : « l'augustinisme donnait un aspect plus étroit et plus dur à la notion d'Eglise, quand le pélagianisme tendait au contraire à élargir la religion jusqu'aux limites de l'humanité » (p. 402).

Il y aurait des réserves à faire au sujet de l'une ou l'autre de ces affirmations. En particulier, tout en reconnaissant la véhémence dont fit preuve saint Jérôme, on estimera que M. de Plinval met une sorte d'acharne-

ment à noircir ses intentions. Inversement, Julien d'Eclane, malgré la violence et les tendances rationalistes qu'on peut lui reprocher, était un homme cultivé, un écrivain de talent et un polémiste habile, qui excellait à découvrir les points faibles de ses adversaires.

Nous nous permettrons toutefois de faire ici une autre remarque, d'ordre plus général. L'auteur, parcourant la série des écrivains ecclésiastiques qui ont manifesté des tendances analogues à celles qui caractérisèrent plus tard saint Augustin, remonte, au travers de saint Cyprien et de Tertullien, jusqu'à saint Paul et parle des expressions absolues et violentes de l'épître aux Romains. (Nous aurions aimé que fût mieux marquée toute la distance qu'il y a entre un texte scripturaire et un passage patristique. Saint Augustin, précisément au sujet de la controverse pélagienne, a bien mis en relief cette différence. Cf. Battiffol, *Le catholicisme de saint Augustin*, t. II, p. 482, n. 1.) Il rappelle qu'il était admis au IVe siècle — et Pélage s'est rallié à cette explication — que « les plus paradoxales de ces phrases » ne représentaient pas la pensée directe de l'Apôtre, mais qu'elles étaient des objections ou des interruptions lancées par quelque interlocuteur imaginaire, un cri de réprobation arraché à un adversaire fictif (p. 154-55). Inutile de dire que M. de Plinval ne partage pas cette opinion, mais il semble se demander ce qui serait advenu si elle s'était généralisée et si, d'autre part, saint Augustin s'était montré moins exclusif. « Aujourd'hui qu'a prévalu l'exégèse de saint Augustin, que l'enseignement commun de la théologie catholique et protestante a mis en relief la notion de la grâce et que les interprétations de Luther et de Jansénius ont posé l'accent sur les caractères les plus abrupts et pessimistes de la doctrine paulinienne, on est surpris de voir un commentateur des Épîtres expliquer dans un sens aussi humain et modéré certains textes fameux » (p. 154). « Il aurait pu se faire que saint Augustin... eût conçu la grâce comme une force tellement large et miséricordieuse qu'elle se fût réellement étendue à toute l'humanité, prête à fournir à toutes les âmes le secours de son aide bienfaisante. Il n'y aurait eu ainsi entre Pélage et saint Augustin qu'une différence d'appréciation, fort importante encore, portant sur le caractère salutaire de cette grâce en ce qui concerne le péché d'Adam et ses conséquences, l'un accordant plus à la grâce du Créateur, l'autre à celle du Rédempteur, mais le résultat revenant au même » (p. 400). Au lieu de cela, « l'offensive aveugle de Julien eut pour seul résultat, en obligeant Augustin à revenir sur ces questions, de grossir démesurément l'importance que le péché originel et la notion de la concupiscence physique ont tenue depuis dans la théologie et la morale catholiques » (p. 363). On le voit, il ne s'agit pas d'une réhabilitation de Pélage, puisque M. de Plinval reconnaît qu'il s'est trouvé finalement en opposition avec l'unanimité de l'Église, mais l'auteur envisage une situation hypothétique, qui eût rendu impossible, ou presque, le conflit pélagien, et en cela, abandonnant son rôle de pur historien, pour laisser percer peut-être des préférences personnelles, il s'est aventuré dans des considérations de nature un peu délicate. Duchesne écrit avec raison : « Augustin n'aurait pas existé que le pélagianisme, une fois tiré au clair, eût été arrêté net » (*Hist. anc. de l'Eglise*, t. III, p. 213). M. de Plinval commence son chap. 8 en disant qu'il va

« rechercher contre quels écueils devait se heurter la doctrine de Pélage... au sein même de l'Eglise, et à la suite de quelles circonstances ont été formulées les condamnations qui devaient finalement s'opposer à l'incorporation de son système dans les données de la foi ». En réalité, ce ne sont pas les condamnations qui ont rendu cette incorporation impossible, mais la négation par Pélage d'un point important de la doctrine révélée qui a nécessairement provoqué cette condamnation ; et c'est parce qu'ils en ont eu immédiatement l'intuition très nette que soit saint Jérôme, avec des procédés de polémique sans doute regrettables, soit saint Augustin, avec plus de charité mais non moins de fermeté, ont réagi avec tant d'insistance. Il y a toujours à la base d'un conflit d'ordre doctrinal une question dogmatique dont l'historien ne peut faire abstraction sans fausser son exposé. Tout en se maintenant dans une stricte objectivité, notre auteur aurait dû, semble-t-il, rappeler avec plus de précision le côté théologique du problème.

Le livre de M. de Plinval est fort bien présenté. L'auteur suit tout le long la même méthode : en note, en sous-sol de son texte, il cite le texte original des écrits de Pélage — ou supposés tels — sur lesquels s'appuie son exposé. Il a réussi à condenser en 400 pages tout ce qui se rattache au conflit auquel la personne de Pélage a donné naissance, y compris les incidents accessoires et les personnages de second ordre qui y ont été mêlés, le tout sans jamais alourdir son récit par des digressions inutiles ou des discussions de détail. Il lui arrive d'emprunter à notre monde moderne des comparaisons pour caractériser une initiative ou une opinion et nous les rendre ainsi plus compréhensibles et presque actuelles. Il dit par ex. que, chez saint Augustin, la liberté ne fonctionne que « branchée » sur la grâce (p. 398) ; il nous présente Orose entrant en campagne avec la perspective de « trouver dans cette grave affaire la matière d'un « reportage » sensationnel » (p. 271). Les initiatives de saint Germain en Bretagne rappellent un peu le genre des *meeting* (p. 349).

« Nous avons eu la surprise et la joie, écrit M. de Plinval dans les pages qui servent d'introduction à son étude, de voir surgir derrière les lignes abstraites d'une théorie théologique l'activité réelle et mouvante d'un homme qui apporta une conviction puissante et communicative au service de la cause qu'il poursuivait » (p. 19). Reconnaissons hautement que M. de Plinval a réussi à rendre non moins vivantes aux yeux du lecteur la personnalité de Pélage, celle de ses adeptes et de ses adversaires ainsi que le milieu dans lequel s'est déroulée la controverse dont il s'est constitué l'historien.

L. Wæber.

REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Leo Helbling : Dr. Johann Fabri, Generalvikar von Konstanz und Bischof von Wien (1478-1541). Beiträge zu seiner Lebensgeschichte. = Reformationsgeschichtliche Studien und Texte, Heft 67-68 (Münster i. W. 1941). XV-217 SS.

Das Stift Einsiedeln hat sich ein besonderes Verdienst um die Erforschung des Lebens und Wirkens des Konstanzer Generalvikars Johann Fabri von Leutkirch erworben, der einer der bedeutendsten Vorkämpfer der katholischen Sache gegen die Glaubensneuerung des 16. Jahrhunderts war. Der derzeitige Stiftsabt Ignatius Staub hat als wissenschaftliche Beilage zum Jahresbericht der Klosterschule 1911 eine gründliche Untersuchung veröffentlicht, « Dr. Johann Fabri, Generalvikar von Konstanz 1518-1523 », die die Frühzeit des Humanisten und Juristen bis zum Abschluß von Fabris Romreise behandelte. In der Folge sammelte Staub neue Materialien zu einer Fabribiographie, die er seinem einstigen Schüler zur Verfügung stellte. Dr. P. Leo Helbling hatte sich bereits 1933 durch seine Monographie, « Dr. Johann Fabri und die schweizerische Reformation », als Fortsetzer der Fabriforschung eingeführt.

Als Frucht seiner Studien veröffentlicht nun Helbling im 400. Todesjahr Fabris eine neue Arbeit als Beiträge zur Lebensgeschichte des Konstanzer Generalvikars und Vorkämpfers der katholischen Kirche. Für ihn stellte sich die Frage, ob eine Einzeluntersuchung über eine Periode oder ein bestimmtes Problem aus dem Leben Fabris, oder eher eine vorläufige Zusammenfassung des verstreuten Materials zu einem Lebensbild notwendiger sei. Er entschied sich für das letztere. Das Lebensbild gruppiert er nach folgenden Gesichtspunkten : Humanist und Jurist (1-12) ; im literarischen Kampf gegen die Glaubensneuerung (13-58) ; in königlichen Diensten (59-79) ; auf den Wogen der großen Kirchenpolitik (80-126) ; Seelsorger und Bischof (127-138).

Da sich Staub eingehend mit der Frühzeit Fabris auseinandergesetzt hatte, konnte Helbling diese Periode kurz zusammenfassend nur streifen. Ausführlich kommt dafür der literarische Kampf Fabris gegen die Glaubensneuerung zur Darstellung. Es ist ein äußerst bewegtes Bild, das Helbling auf Grund der vorhandenen Materialien vom Konstanzer Generalvikar entwirft. Äußerst lehrreich für die Geschichte der großen Glaubensneuerung ist es, die innere Wandlung Fabris zu verfolgen, der anfänglich nach echter Humanistenart mit bedeutenden Vertretern der deutschen und schweizerischen Reformation auf freundschaftlichem Fuße stand, nach dem offenen Auftreten Luthers gegen die römische Kirche jedoch zu einem der entschiedensten Verteidiger des alten Glaubens wurde. Durch seine vornehme Humanistenart und das vollendete Latein war er dem zündenden Volksschriftsteller Martin Luther nicht gewachsen. Auch

gegen Zwingli zog er den kürzern, als er auf dem Zürcher Glaubensgespräch 1523 an der Spitze der bischöflichen Gesandtschaft gegen den schweizerischen Reformator Stellung beziehen mußte. Noch öfters griff Fabri gegen seinen einstigen Freund zur Feder wie er die alte Lehre auch gegen andere Vertreter der Glaubensneuerung verteidigte, so gegen Balthasar Hubmaier, Kaspar Schwenckfeld und den Ungarn Matthias Biro Devay.

Mit der Berufung Fabris an den Hof des Erzherzogs Ferdinand in Wien, die er nach längerm Zögern 1523 annahm, beginnt ein neuer Abschnitt seines wechselvollen Lebens. Es zeugt von dem Weitblick Fabris, daß er in seiner einflußreichen Stellung als Rat Ferdinands die Bedeutung der katholischen Hochschulen als wirksamste Gegenpole der Glaubensneuerung rechtzeitig erkannte. Seine Versuche, die Universitäten Wien, Freiburg i. Br. und Tübingen zu reformieren, scheiterten freilich an den Wirren der Bauern- und Religionskriege. Auch in der Reichstagspolitik hat Fabri nichts Großes schaffen können. Bleibende Verdienste erwarb er sich um das Zustandekommen des Konzils, dessen Beginn er nicht mehr erlebte. Bereits 1536 reichte er Paul III. für das nach Mantua ausgeschriebene Konzil seine Vorschläge ein. Seinem innersten Wesen nach blieb Fabri auch mitten in der großen Kirchenpolitik Priester und Seelsorger. Sein Wirken als Bischof von Wien kann freilich erst nach Erforschung der dortigen Archive eingehend gewürdigt werden.

Im Anhang bringt der Verfasser ein Verzeichnis der Werke Fabris, soweit sie gedruckt oder handschriftlich überliefert sind. Besonders wertvoll ist die erstmalige Zusammenstellung der Briefe von und an Fabri. Es sind allein deren 546, die Helbling ausfindig machte und in chronologischer Reihenfolge mit einem kurzen Regest versah. Durch diese mühevolle Sammelarbeit hat er der zukünftigen Fabriforschung wertvollste Dienste geleistet.

Man wird Dr. P. Leo Helbling Dank wissen, daß er die weitverstreuten Materialien über Leben und Wirken Fabris zu einem vorläufigen Lebensbild ordnete. In der Sichtung und Verarbeitung des weitschichtigen Materials liegt eine Unsumme von Arbeit verborgen, die der Nichtfachmann leicht übersieht. Ein besonderes Lob verdient die lebendige und farbenfrische Sprache des Verfassers, die man nicht in allen wissenschaftlichen Publikationen findet. Wir bedauern nur, daß im vorliegenden Lebensbild eine eingehende Würdigung des literarischen Hauptwerkes Fabris, des « Malleus in haeresim lutheranam » unterblieben ist. Vielleicht hat der Verfasser bewußt darauf verzichtet, weil die kritische Ausgabe des « Malleus », die in den Händen von Prof. Dr. Anton Nägele, Ellwangen, liegt, fast gleichzeitig mit seiner Veröffentlichung erschienen ist. Auf alle Fälle bleibt Helbling das Verdienst, durch seine Arbeit das Interesse für den süddeutschen Gelehrten und Vorkämpfer des katholischen Glaubens in weiten Kreisen geweckt zu haben. Möge es ihm auch vergönnt sein, die abschließende, wissenschaftliche Biographie zu schreiben, die der große Konstanzer Generalvikar Johann Fabri wirklich verdient.

Luzern. *Johann Baptist Villiger.*

Paul Burckhardt: Geschichte der Stadt Basel. Von der Zeit der Reformation bis zur Gegenwart. Basel, Helbing Lichtenhahn. 1942. XI-408 SS. Geb. Fr. 16.—.

Die Geschichte der Stadt Basel von Paul Burckhardt, dessen frühere historische Schriften bis heute ihren Wert behauptet haben, wird ohne Zweifel zu den besten Leistungen ihrer Art zählen. Hebt sich dieses Werk von der Geschichte der Stadt Basel, die wir Rudolf Wackernagel verdanken, sehr wesentlich ab, in seiner Anlage und in seiner Form wie auch in den Voraussetzungen überhaupt, welche im Stoff begründet sind, so dürfen wir das Buch Burckhardts doch als eine ausgezeichnete Fortsetzung der Stadtgeschichte Wackernagels bezeichnen. In erster Linie in der unverkennbaren Liebe zur Geschichte der Vaterstadt selbst, zugleich aber in einer unbestreitbaren subtilen Einfühlungsgabe in die Eigenart Basels, was beides schließlich in einem tief entwickelten Sinn für gerechtes und wohl abgewogenes Urteilen zum Ausdruck kommt. Weil Burckhardt historisch zu denken und zu fühlen vermag, findet er auch fast durchwegs den Weg zu einem gerechten Ausgleich zwischen gegensätzlichen Auffassungen, wie sie vielfach andere geschichtliche Werke noch immer beherrschen. Das muß umso mehr betont werden, als es ja die Absicht Burckhardts gewesen ist, vor allem die Entwicklung im 19. Jahrhundert zu zeichnen. Dieser Epoche gelten fast drei Viertel der gesamten Darstellung. In der Beurteilung der jüngsten Ereignisse wird Burckhardt freilich sehr zurückhaltend.

Dem aufmerksamen Leser kann es nicht entgehen, daß der Verfasser insofern vor einer schwierigen Aufgabe stand, als es galt, einen reichen und vielfach komplizierten Stoff auf einem verhältnismäßig beschränkten Raum zu meistern. Ohne Zweifel ist die Lösung der Aufgabe nach dieser Richtung gelungen. In straffer Komposition wird uns ein überreicher Stoff dargeboten, und trotzdem ist die Darstellung durch viele, überaus ansprechende Einzelzüge ausgezeichnet, ohne welche dieselbe Anschaulichkeit nicht denkbar wäre. Aber zwangsläufig erwächst aus der Beschränkung, die Burckhardt sich auferlegen muß, eine oft schmerzlich empfundene Kürze der Darstellung gerade in der Erörterung ideengeschichtlicher Fragen. Dafür mag freilich das Bestreben Bs. entschädigen, bei aller Betonung der politischen Entwicklung auch einen Querschnitt durch alle wichtigeren Bereiche der städtischen Geschichte zu bieten. So gibt das Werk u. a. viel Wertvolles zur Kirchengeschichte, zur Geschichte der Wirtschaft und der Pflege der Wissenschaften und Künste.

Wir möchten eine andere Bemerkung trotz allem nicht unterlassen. Sie gilt einem Brauch, der sich mehr und mehr verbreitet, nämlich auf den kritischen Apparat grundsätzlich zu verzichten und ihn durch eine Bibliographie zu ersetzen. Diesen Brauch hat sich auch B. zu eigen gemacht. Ohne hieraus B. selbst einen Vorwurf machen zu wollen, möchten wir doch dem Bedauern darüber Ausdruck geben, daß dieses Vorgehen so sehr Übung wird.

Es ist fast unmöglich, auf so beschränktem Raum, der Darstellung im einzelnen zu folgen. Auf einige Hinweise möchten wir indessen nicht

verzichten, um die kritische Stellungnahme Bs. wenigstens teilweise aufzuzeigen. Den knappen Aufriß der Geschichte der Reformation (1-35) wird man in seiner sachlichen und gerechten Formung zu schätzen wissen. Die Grundlinien der Entwicklung sind gut gezeichnet. Besondere Beachtung wird man der Beurteilung des Toleranzgedankens (16) und der Kritik der Bilderstürme schenken (19, 25). Mit gutem Blick sind die Wirkungen der Täuferverfolgung auf das Verhältnis der Untertanen zur Obrigkeit hervorgehoben (26), und die Erkenntnis, daß das Landvolk nur sehr ungern in den Krieg gegen die V Orte gezogen sei, wird man umso deutlicher unterstreichen, als dieses Motiv in der schweizerischen Geschichtschreibung oft außer acht gelassen wird.

Zu vielfachen Überlegungen drängt den Leser die Würdigung der Auseinandersetzung Basels mit Bischof Blarer. B. meint in diesem Zusammenhang, die Basler Regenten hätten unvorsichtigerweise den Rechtsweg zu beschreiten versucht (40). Das ist ein eigenartiges Zugeständnis. Wenn B. sich weiter dahin äußert, durch die Erfüllung der Forderungen Bischof Blarers wäre das Rad der geschichtlichen Entwicklung Basels völlig zurückgedreht worden, so wird damit das für die Zeit der katholischen Reform grundlegende Problem des Revolutionsrechtes klar und deutlich ausgesprochen. Die geschichtliche Entwicklung umfaßte freilich kein halbes Jahrhundert, die ursprüngliche Rechtslage konnte ja kaum zweifelhaft sein. Also wird man es einigermaßen verstehen müssen, daß Bischof Blarer und gleich ihm in ähnlicher Weise die Bischöfe anderer Hochstifte die Restitution der mehr oder weniger mit Gewalt entrissenen Rechte erstrebten. Sie standen damit voll und ganz auf dem Boden der Legitimität. Daß nun ein Ausgleich schließlich möglich wurde, ist und bleibt doch auch ein Verdienst des Bischofs, der angesichts der tatsächlichen Lage nur eine Politik des Erreichbaren verfolgen konnte. Deswegen erscheint es uns wenig glücklich, daß B. die juristische Lage durch die übrigens unklare Frage abzuschwächen sucht: « ... aber war etwa die außenpolitische Entwicklung der Eidgenossenschaft juristisch haltbar? » (41). Man sieht, wie die historische und juristische Würdigung sich einander widerstreiten. Aber es sei uns der Hinweis gestattet, daß Blarer sich gleichzeitig auch mit der römischen Kurie auseinanderzusetzen hatte, die schließlich in wichtigen Belangen von einer anderen Konzeption getragen war und den Badener Vertrag verdammt hatte. Es genüge hier der Verweis auf die Korrespondenzen zwischen Rom und Bischof Blarer, welche der III. Band der Nuntiaturberichte von Giov. Fr. Bonhomini bietet (Freiburg Schw. 1929). Leider kennt sie B. offenbar nicht (vgl. auch Bibliographie p. 377 f.), sonst hätte B. in seiner offenkundigen Gerechtigkeitsliebe sie nicht übergangen und dann vielleicht auch den religiösen Motiven besser Rechnung getragen, ja selbst die Politik des Basler Rates wäre teilweise in anderem Lichte erschienen.

Mit besonderem Interesse liest man die Würdigung der Refugiantenbewegung in Basel. B. tritt freilich mit Recht einer überspitzten Kritik des Zunftwesens entgegen (50). Die Geschichte der Stadt im 17. Jahrhundert tritt eher zurück. Schön sagt B.: « Aber ein starker Rest eidgenössischer Gesinnung war und blieb unzerstörbar, noch mehr im gemeinen

Volk als bei den Regenten » (57). Mit gutem Recht betont B. auch, daß Basel in damaliger Zeit erstaunlich wenig Fälle von Zauberei kannte, was zum guten Teil ein Verdienst der Universität war (60). Der Verlauf des Bauernkriegs von 1653 ist in der Hauptsache abhängig gewesen von der Entwicklung der Bewegung in Bern und Luzern. Beachtenswert ist auch hier das sorgfältig überdachte Urteil betreffend die Strafverfolgung.

Der Abschnitt über die städtische Revolution von 1691 (71 ff.) ist besonders instruktiv für die Verfassungsgeschichte. Zu beachten ist die Auffassung Bs., daß die handwerklichen Zünftler meist weder politische Fähigkeiten noch Ehrgeiz zeigten und das Regiment gerne den Herren überließen. Es ging anfänglich wenigstens sicher viel weniger um die Frage einer Neuverteilung der politischen Macht, als um die Bekämpfung der Familienclicquen, die B. deutlich aufdeckt. Man geht jedenfalls nicht fehl, im Gegensatz zu einer doktrinären Bewertung der Parteikämpfe im 18. Jahrhundert, wie sie der älteren Geschichtschreibung eigen war, ähnliche Motive und Entwicklungen für andere eidgenössische Orte anzunehmen.

Gleichsam als Vorspiel zur Revolution tritt uns die Schilderung des 18. Jahrhunderts entgegen. Es ist da viel weniger von Entwicklungen die Rede als von Zuständen. In sorgfältiger Überlegung behandelt B. die wichtigsten Fragen, die wir mit dem Problem der Ursachen der Revolution verknüpfen. Immer wieder begegnet man entweder ansprechender Kleinmalerei städtischen Lebens oder klugen Formulierungen historisch wichtiger Erkenntnisse. Daß in diesem Rahmen ausführlicher auch vom Basler Pietismus die Rede ist, der ja für die Schweiz führend wurde, versteht sich. Schließlich leitet die gute Charakteristik Isaak Iselins über zur Geschichte Basels in der Revolutionszeit. Wer die Diskussion über die Rolle von Peter Ochs in der Geschichtschreibung der letzten Zeit kennt, — diese Rolle gewinnt angesichts der jüngsten Ereignisse an Aktualität, aber auch an Perspektiven, — wird sicher mit großtem Interesse die Stellungnahme Bs. lesen (102 107, 120). Klar werden Basel und die Waadt in ihrer Bedeutung für die Revolutionierung der Schweiz einander gegenübergestellt. Überhaupt zählen wir diesen Abschnitt zusammen mit der natürlich sehr ausführlichen Darstellung der Dreißiger Wirren und der Kantonstrennung zum Besten des Buches, nicht allein weil hier der Ertrag neuerer, zum Teil persönlicher Untersuchungen des Verfassers eine weitreichende Revision älterer einseitiger Auffassungen ermöglichte, sondern auch die überlegene und abgeklärte Betrachtungsweise Bs. im Bereich dieser umstrittenen Vorgänge voll und ganz zur Geltung kommt. Im einzelnen darauf hinzuweisen, ist uns leider nicht möglich. Aber wer etwa um das Urteil über das Basel vor und nach den Wirren weiß, wird gerade auch dem Kapitel über das innere Leben während der Restaurationszeit (146 ff.) besondere Aufmerksamkeit schenken und sofort spüren, daß die Schematisierung unserer Landesgeschichte mit Begriffen der Mediation und Restauration manche Verzeichnung der geistigen Struktur verschuldet hat. Überall fühlt man, wie gewissenhaft B. die Grundlagen seiner Darstellung ausgearbeitet hat.

Wir müssen uns notgedrungen mit diesen Hinweisen begnügen. Doch möchten wir nachdrücklich hervorheben, daß die Darstellung sich bis zum

Ende auf gleicher Höhe bewegt und eine ebenso spannende wie gerecht abgewogene Geschichte der politischen Parteien Basels bietet, wobei auch die Entwicklung des katholischen Volksteils der Stadt im ganzen eine durchaus angemessene Berücksichtigung findet, trotz der nun einmal unvermeidlichen Kürze der Darstellung. Die Zeichnung der bedeutenden politischen Führer der Parteien nach der persönlichen und sachlichen Seite ist überaus eindrucksvoll. Den Auffassungen Bs. dürfen auch wir in der Hauptsache voll zustimmen.

Beiläufig sei angemerkt, daß wir in der sonst sorgfältigen Bibliographie das anziehende und aufschlußreiche Büchlein von *E. Dürr*, Jacob Burckhardt als politischer Publizist (Zürich 1937) nicht ausfindig machen konnten. S. 29, Z. 4, v. u. lies : hessischer Verstand ; S. 204, Z. 13, v. o. lies Anfänge.

Noch einmal sei unsere Anerkennung für die hervorragende Leistung P. Burckhardts wiederholt. Mit ihr verbinden wir zugleich auch unseren persönlichen Dank an den Verfasser für die vielfache Belehrung, die wir aus seiner geistvollen Stadtgeschichte schöpften.

Oskar Vasella.

Oskar Vasella : Der bäuerliche Wirtschaftskampf und die Reformation in Graubünden (1526 bis etwa 1540). Separatabdruck aus dem Jahresbericht der Hist.-Antiq. Gesellschaft von Graubünden. 1943. 183 SS.

Die Abhandlung beschäftigt sich mit den sog. Zweiten Ilanzer Artikeln vom 25. Juni 1526, die im Grunde nichts anderes sind als das bündnerische Bauernprogramm in der Zeit der Bauernprogramme. Mehrere Aufsätze des Verfassers in der Zeitschrift für schweizerische Geschichte bilden die Voraussetzung. Es ist nicht möglich, den reichen Inhalt der Arbeit kurz zusammenzufassen, es sollen nur einige Punkte hervorgehoben werden, besonders solche, die die kirchlichen Belange berühren.

1. Die Ilanzer Artikel sind so radikal wie keine anderen *und sie werden durchgeführt.* Sie sind zunächst wirtschaftlicher Art, gehen zurück auf vorreformatorische Verhältnisse und Forderungen, werden dann natürlich verschärft infolge der neuen Predigt. Es handelt sich vor allem um die Zinsen- und Zehntenrechte, insbesondere um die Zinsen für Jahrgedächtnisse ; nach Artikel 4 werden alle Jahrzeiten ohne jeden Vorbehalt aufgehoben. In der Frage der Aufhebung sind sich alle Gemeinden einig, in der religiösen Auffassung hingegen gehen die Meinungen auseinander, je nachdem der alte oder der neue Glaube vertreten wird.

2. In den Stadtkantonen Zürich, Basel, Schaffhausen, teilweise auch Bern, werden die Jahrzeitstiftungen für Armenzwecke bzw. Kirchen- und Schulzwecke verwendet. In Graubünden setzen die Bauern ihre Forderung durch, daß das Kapital an die Stifter bezw. deren Erben zurückgegeben wird. Ähnlich verfährt man in Graubünden mit den Gütern der aufgehobenen Klöster.

3. Die Folge ist : die Bündner Kirche verarmt. Die neue Kirche hat keine genügenden Mittel, sie ist gezwungen, ganz ungenügende oder ungebildete Leute im Kirchendienst anzustellen. Anders liegen die Verhältnisse

im Engadin, das erst verhältnismäßig spät zur neuen Lehre übertritt und das Kirchengut retten kann. So wird das Engadin führend im bündnerischen Protestantismus: es hat den größten Nachwuchs an Predigern und die gebildetsten Leute.

4. Der Kampf richtet sich vor allem gegen die Klöster: nach Artikel 5 werden sie praktisch aufgehoben. Weitgehend herrscht Abneigung gegen die Klöster, teils aus politischen Gründen (Disentis), zum Teil sind wirtschaftliche und dann religiöse Gründe maßgebend (S. 135).

5. Wertvoll sind die Ausführungen über das gesteigerte Verlangen nach Seelsorge, das sich in der 2. Hälfte des 15. Jahrh. in der Stiftung von zahlreichen Kaplaneien seitens bäuerlicher Gemeinschaft kundgibt. Der Bauer wollte den religiösen Trost der Kirche nicht entbehren. So kommt es zur Abtrennung von Kaplaneien von der Pfarrkirche und ihrer Verselbständigung, um den Bedürfnissen der Seelsorge besser gerecht zu werden.

Auch sonst finden sich manche interessante Einzelheiten, z. B. der Bericht des Italieners Spavento über die gewaltige religiöse Aufregung in Chur zu Ostern 1525 (S. 21 f.); in Ilanz wird Deutsch gepredigt, die Luviser verlangen aber für sich einen welschen Prediger (150).

Ich hätte gewünscht, daß auch der Appendix der Ilanzer Artikel abgedruckt wäre. Die Schrift bildet einen wertvollen Beitrag zur Aufhellung der Reformationsgeschichte, nicht bloß in Graubünden, sondern auch vielfach für die deutsche Schweiz.

Freiburg. P. *Gabriel M. Löhr* O. P.

Hugo Rahner: Abendländische Kirchenfreiheit. Dokumente über Kirche und Staat im frühen Christentum. Menschen der Kirche in Zeugnis und Urkunde, hrsg. von Hans Urs von Balthasar. 3. Bd. 378 S. Benziger und Cie. Einsiedeln 1943.

Hugo Rahner ist ein anerkannter Kenner der alten Kirchengeschichte, der keiner langen Einführung mehr bedarf. Im vorliegenden Werk unternimmt er es, den Kampf der alten Kirche um ihre Freiheit von staatlicher Bedrückung auf Grund der Dokumente selbst aufzuzeigen. Als Quellen, die der Verfasser wenn immer möglich selbst reden läßt, kommen in Betracht: Gebete, Apologien und vor allem Papstbriefe. Darin liegen — um es vorweg zu sagen — Wert und Eigenart des Buches.

Den Werdegang der abendländischen Kirchenfreiheit gruppiert Rahner nach fünf Etappen. Einleitend behandelt er das Verhältnis von Kirche und Staat zur Zeit der Märtyrer. Deutlich hebt er anhand der Dokumente heraus, daß die Kirche von Anfang an gewillt war, dem Staat zu geben, was ihm gebührt. Das Jahr 313 bildet den ersten bedeutenden Einschnitt. Es brachte das Toleranzedikt Konstantins des Großen. Das war die Geburtsstunde der abendländischen Kirchenfreiheit. Konstantin beließ es jedoch nicht bei der bloßen Duldung des Staates der Kirche gegenüber. Für ihn war die Kirche das auserwählte Werkzeug der kaiserlichen Einheitspolitik. Die ersten Auswirkungen der konstantinischen Auffassung waren die

arianischen Glaubenskämpfe des 4. Jahrhunderts. — Die dritte Etappe ist charakterisiert durch die Scheidung der beiden Gewalten im Kampf mit dem werdenden Cäsaropapismus. Drei große Päpste treten in der Auseinandersetzung führend auf : Innozenz I., Leo I. und Gelasius I. — Die vierte Etappe ist ausgefüllt vom Kampf des Papsttums gegen den Cäsaropapismus Justinians I. (527-565). Es ist die Periode des « leidenden Papsttums », in der die Vigiliustragödie sich abspielt. — Die letzte Etappe umfaßt die Zeit vom 7. bis 9. Jahrhundert. Rahner überschreibt sie mit den bezeichnenden Worten « Rom und Byzanz ». Wiederum ist es ein Waffengang des « leidenden Sieges », der unter dem Märtyrerpapst Martin I. (649-653) seinen Höhepunkt erreicht. Die Bilderkämpfe des 8. Jahrhunderts und das Schisma des Photius deuten bereits auf den unheilvollen Bruch zwischen Rom und Byzanz hin, der sich im 11. Jahrhundert endgültig vollzogen hat.

So rollt Rahner, mit Hilfe gut ausgewählter und in flottes, fließendes Deutsch übertragener Dokumente, das brennende Problem von Kirche und Staat im frühen Christentum auf. Der Leser gewinnt aus den Quellen selbst ein lebendiges Bild vom dramatischen Verlauf der grundlegenden Kämpfe der beiden Gewalten. Besonders lehrreich sind die einleitenden Kapitel, die der Verfasser den einzelnen Etappen vorausschickt. Sie ermöglichen erst recht, die Dokumente richtig zu verstehen und in ihre Zeit hineinzustellen. Nebenbei wird der aufmerksame Leser noch eine Reihe anderer Probleme und Fragen angedeutet finden, was die Lektüre des Werkes zu einem großen geistigen Gewinn macht. Dafür verdient der Verfasser alle Anerkennung und Dank.

Luzern. *Johann Baptist Villiger.*

Bruckner A. und B. : Schweizer Fahnenbuch. Vorwort von Bundesrat Etter. Geleitwort von General Henri Guisan. B. I. 175 S. mit 88 Tafeln und über 600 Abb. im Text. B. II. 80 S. Nachträge, Zusätze, Register, mit 21 Abb. St. Gallen, Zollikofer. B. I. Fr. 75.— ; B. II. Fr. 22.—.

Das Prachtwerk, das uns A. Bruckner und seine kunstverständige Gemahlin geschenkt, und dem der wagemutige St. Gallerverlag unter großen finanziellen Risiken eine wirklich großzügige Ausstattung gab, ist der schweiz. Armee gewidmet. Dieses Fahnenbuch hat auch dem Freund und Erforscher unserer schweiz. Kirchengeschichte viel zu sagen und soll darum in dieser Hinsicht etwas gewürdigt werden.

Die Fahne war seit ältesten Zeiten religiöses Symbol, schon bei den heidnischen Völkern, aber auch bei den christlichen Herrschern. Von entscheidender Bedeutung für die Entwicklung der Fahne als religiös bestimmtem Zeichen ist das *Labarum*, das Konstantin Gr. 325 zum Reichsbanner erhob ; bis heute ist es die Grundform der Kirchenfahne geblieben. Aus ihm ist aber auch das mittelalterliche freischwebende Kreuz auf Purpur entstanden ; und dieses ist wieder Ausgangspunkt für unser weißes Schweizerkreuz auf rotem Grund als Wappen und Bannerzeichen, in Zusammenhang vor allem mit dem Mauritiuskreuz und der Verehrung der Thebäer, die

nach Bruckner durch das alte Bern in seiner unentwegten Burgunderpolitik wesentlich gefördert wurde. Auf Berns Betreiben sammelten sich bei Laupen, wie Justinger erzählt, die Eidgenossen unter dem Zeichen des Kreuzes zur Schlacht ; daß dabei « die Anrufung der Thebäischen Heiligen als Feldgeschrei » erfolgte, läßt sich allerdings aus dem Berner Chronisten nicht belegen. Der Zusammenhang des Thebäerkultes mit der Geschichte Berns wäre indes weiterer Untersuchung wert.

Für die religiöse Bedeutung der Kriegsfahne spricht deutlich die weitverbreitete Übung, eroberte Feldzeichen in der Kirche aufzuhängen, gewissermaßen als Weihegeschenke an den höchsten Kriegsherrn. Mit Gott und seinen Heiligen steht insbesondere unser schweiz. Fahnenwesen durch all die Jahrhunderte in engster Verbindung. Wenn Justinger über die Schlacht bei Laupen schreiben kann : « in dem namen gottes, siner lieben muter sant Marien und des heiligen uberwinders sant Vincencyen ... zogen sie us mit iren panern », so klingt daraus der berechtigte Stolz einer großen kath. Vergangenheit. Aber die Stelle hat auch sonst einen tiefen Sinn ; denn alle diese Banner zeigten, wie erwähnt, im Schweizerkreuz das Zeichen des Erlösers. Es ist indes auffällig, wie auch auf andern Bannern schweizerischer Herkunft das religiöse Motiv stark vertreten ist. Der hl. Fridolin bei den Glarnern, der Bischofsstab der Basler, der doppelte Petrusschlüssel der Nidwaldner brauchen kaum erwähnt zu werden. Das Fahnenbuch gibt aber eine große Reihe von Beispielen, die nicht allgemein bekannt sein dürften. So zeigt das Hochgerichtsfähnlein von Lugnez die Mutter Gottes mit dem Kind und den hl. Mauritius zu Pferd, jenes von Disentis den berittenen St. Martin mit dem Bettler, Stein a. Rhein den Drachentöter St. Georg, und daneben auf einem Felsen kniend die Mutter Gottes, Diessenhofen seinen hl. Dionysius, die Landschaft Safien überaus wirkungsvoll das Agnus Dei.

Eine Eigenart schweiz. Fahnenkunst, aber wohl italienischen Ursprungs, ist das Freiviertel, oder gebräuchlicher, *Eckquartier*. Es sind meist gemalte oder gestickte Darstellungen religiösen Inhalts, die großenteils auf Verleihungen von Päpsten, vor allem Sixtus IV. und Julius II. zurückgehen und vielfach künstlerisch hervorragend gearbeitet sind. Das Urner Landesbanner z. B. weist schon im 13./14. Jahrhundert im Eckquartier die Kreuzigung Christi mit Maria und Johannes auf, ein Motiv, das auch auf spätern Bannern wiederkehrt, so dem von Schwyz, Nidwalden, vom Entlebuch usw. Andere Eckquartiere enthalten Bilder aus dem Leben Christi und seiner hl. Mutter : Basel erhält in erhabener, perlenbesetzter Stickerei Mariae Verkündigung, Zurich Mariae Krönung, Schwyz die Madonna im Strahlenkranz, Bern die Anbetung der drei Weisen, Freiburg die 6. Station des Kreuzweges.

Daß auch die *Zünfte* mit Vorliebe ihre Patrone im Banner führten, weist auf die große Rolle hin, welche bei ihnen das religiöse Leben bei all ihren wirtschaftlichen und politischen Bestrebungen spielte. Das Banner der Weinleutezunft in Bern zeigt den hl. Papst Urban mit Pedum und Traube ; die Rheinfelder Schiffsleute, Flösser und Fischer verehren Maria mit dem Kind ; die Bäcker haben den hl. Homobonus im Banner, die

Maurer St. Theodul, die Berner Metzger das Agnus Dei. Daß die Älpler ihren hl. Wendelin als Fahnenbild wählen, wird man fast selbstverständlich finden, weniger dagegen, daß z. B. eine weltliche Vereinigung wie die Zofinger Narrengesellschaft neben zwei Narrengestalten Maria mit dem Kinde führt.

Religiöse Darstellungen finden sich sehr häufig ferner auf den *militärischen* Fahnen der spätern Zeit. Auch hier werden oft die Kirchenpatrone einer Gegend oder Gemeinde bevorzugt. So sehen wir auf einer Bataillonsfahne von Reiden aus dem 18. Jahrhundert Johannes den Täufer als Ortspatron, St. Jakob zu Pferd als Patron von Uffikon, dazu die hl. Margaretha mit dem Drachen an der Kette. In Luzern stellt sich im 17. Jahrhundert eine Kompagnie unter den Schutz des hl. Nikolaus, eine andere nimmt die Verkündigung Mariae ins Banner; die Standesfahne von 1769 zeigt die Himmelskönigin im Strahlenkranz, umsäumt vom dreifachen Rosenkranz. Diese religiösen Motive begegnen uns übrigens nicht nur in kath. Landesteilen. Das sog. Villmergerfähnlein aus der Waadt enthält noch im 17. Jahrhundert den hl. Antonius den Einsiedler mit Kreuz und Glöcklein; der Bannerherr von Davos trug auch im 18. Jahrhundert das Bild der Muttergottes mit dem Kind und der des Ober-Engadins selbst noch 1827 eine seltene Darstellung des hl. Luzius als Greis in einem Buche lesend. Bei den Schweizerregimentern in fremden Diensten sind die profanen Symbole häufiger. Doch kommen auch hier Bilder der hl. Dreifaltigkeit, der Gottesmutter, des hl. Johannes vor, besonders bei den Truppen im Solde Frankreichs.

Neben den bildlichen Darstellungen sind zeitweise die *Devisen* sehr beliebt. Auch sie enthalten nicht selten fromme Anrufungen. Unter dem altchristlichen Wahlspruch: In hoc signo vinces rückten einst die Luzerner nach Marignano aus. Das Lausanner Kontingent folgte seit 1760 seinem Banner mit der Devise: Brachium Dei fortitudo nostra. En Dieu espoir. Die Schützenfahne von Moudon aus dem Jahre 1766 erklärt: Si Deus pro nobis, quis contra nos? Und die Schaffhauser Dragoner hielten noch 1713 den Wahlspruch der Stadt hoch: Deus spes nostra est. Sehr schön fleht die Anrufung der Uznacher 1619 neben dem Bild der gekrönten Himmelskönigin in der Strahlenmandorla: O mater Dei memento mei; die Bruderschaft der Winzer von Vevey bekennt sich auf ihrer Fahne noch 1744 zu dem alten christlichen Grundsatz: Ora et labora.

So stellt sich das Schweizer Fahnenbuch nicht nur in den Dienst der Landesgeschichte; es erweist sich auch als wertvolles Hilfsmittel für die Förderung kirchengeschichtlicher Studien, der Patroziniumsforschung, der Hagiographie, Ikonographie, Heraldik usw. Die überaus sorgfältige, reiche Ausstattung läßt übrigens an sich schon die Benützung des Werkes zum Genuß werden. Schade, daß der Fahnenkatalog mit seinen oft seitenlangen Verzeichnissen einzelner Orte nicht mit Kolumnentiteln versehen wurde. Der Preis des Werkes mag für eine Privatbibliothek hoch erscheinen, muß aber mit seinen vielen Farbtafeln und einer wahren Fülle sonstigen Bildmaterials als mäßig bezeichnet werden.

P. Gall Heer.

Das Leben des hl. Robert von Molesme. Eine Quelle zur Vorgeschichte von Citeaux. Untersucht und herausgegeben von **Kolumban Spahr** S. O. Cist. Freiburg i. d. Schweiz. 1944. Paulusdruckerei. XLIX-48 Seiten.

Vorliegende Arbeit ist eine Dissertation der Innsbrucker philosophischen Fakultät, die Umstände halber erst jetzt erscheinen konnte. Hauptzweck ist eine kritische Edition der Vita S. Roberti. Dementsprechend umfaßt sie zwei Teile: Prolegomena und Textedition mit kritisch-historischem Apparat. Eine Charakteristik Roberts auf Grund der Vita erfolgt nicht, da sie nicht beabsichtigt war. Dem Zweck der Arbeit entsprechend werden die Handschriften eingehend besprochen, mit einander verglichen und in ihrem Abhängigkeitsverhältnis dargestellt. Maßgebend ist Hs D (Dijon) aus dem Beginn des 13. Jahrhunderts. Aus dem Abschnitt: Textgestaltung hebe ich die Ausführungen über den sog. Cursus in der Vita hervor, die manchen interessieren dürften. Im Abschnitt VI geht P. Kolumban den Quellen der Vita nach und sucht das Legendarische vom Geschichtlichen zu scheiden. Allgemein wichtig ist der Abschnitt: Geschichtliche Beurteilung der Vita, die ja erst 1221 anläßlich der Heiligsprechung Roberts, 100 Jahre nach dessen Tode, verfaßt wurde. Das wertvollste Ergebnis ist dieses, daß die Vita sich anschließt an die Erzählungen Gregors d. Gr. über den hl. Benedikt (Lib. Dialog. 2): Robert wird in Parallele zu Benedikt gestellt, seine klösterlichen Erfahrungen und auch Mißerfolge denen des heiligen Benedikt angeglichen. Daraus ergibt sich, daß, wenn auch die berichteten Tatsachen im allgemeinen historisch sind, die *Umstände* es nicht zu sein brauchen. Vor allem: « Es darf nicht mehr aus der Vita die Folgerung gezogen werden, Citeaux sei durch den Verfall von Molesmes Klosterzucht gegründet worden » (S. XLIX), wie noch Bihlmeyer in seiner Kirchengeschichte 2,216 (1940) behauptet. Ich hatte gewunscht, daß dieses kleine, aber wertvolle Kapitel weiter ausgeführt worden wäre. Doch der Verfasser stellt eine weitere Ausführung dieser Gedanken in Aussicht (S. XLIX).

Die Textausgabe geschieht peinlich genau mit allen Mitteln und Kunstgriffen moderner Editionstechnik. Man könnte sich fragen, ob nicht darin des Guten zu viel geschehen sei, vor allem in den letzten Kapiteln (von 15 ab), da diese doch durchweg legendarisch sind (S. XLVII). Der Edition schließt sich eine Mirakelsammlung an und ein Vitentext, die beide bisher nicht veröffentlicht waren. Als Schluß ein sehr sorgfältig gearbeitetes Verzeichnis der Namen und Sachen. Mit einem Wort: eine saubere Arbeit, die als Vorbild dienen kann.

Freiburg. P. *Gabriel M. Löhr* O. P.

Mélanges d'histoire et de littérature offerts à M. Charles Gilliard, à l'occasion de son 65e anniversaire. XXXII-718 p., F. Rouge et Cie, Lausanne 1944.

Le superbe volume de Mélanges que, sous l'initiative de M. Louis Junod, archiviste d'Etat à Lausanne, et de M. Sven Stelling-Michaud, les amis de M. Charles Gilliard lui ont offert — c'était peu de mois avant

sa mort — dépasse notablement par ses dimensions et le nombre (60) des études qu'il renferme les proportions que comportent d'ordinaire les publications de cette nature. Aussi bien ne saurait-il être question de présenter ici chacun de ces travaux : nous en tenant au caractère de notre revue, nous nous bornerons exclusivement aux articles concernant l'histoire ecclésiastique.

M. Paul-E. Martin examine (p. 82-92) la thèse de M. Georges de Manteyer, qui, dans une étude parue à Gap, en 1924, conclut à la création de la *civitas* de Genève sous Gratien, en 378-79, en même temps que celle de Grenoble ; hypothèse séduisante, dit M. Martin, et parfaitement admissible. M. de Manteyer suppose ensuite que Domnin aurait été, dès 379, le premier évêque des deux cités nouvellement créées de Grenoble et de Genève. Avec Mgr Besson toutefois, M. Martin estime trop sujette à caution la liste des évêques de Genève à laquelle l'auteur se réfère pour qu'on puisse identifier son 2e évêque, Dominius, avec Domninus, premier évêque connu de Grenoble. C'est bien vers 350 que l'Eglise de Vienne a fondé celle de Genève, c'est-à-dire organisé en diocèse indépendant une communauté chrétienne dans laquelle la foi avait été apportée — et par elle en Helvétie — de Lyon, très probablement dès la 2e moitié du IIe siècle. Le premier évêque connu de Genève demeure Isaac, vers 400, et c'est également de la fin du IVe siècle et du début de Ve que datent les premiers documents archéologiques nettement chrétiens de la région genevoise.

M. le docteur Bach, l'auteur du splendide volume sur la cathédrale de Lausanne qui vient de paraître dans la collection des *Monuments d'art et d'histoire de la Suisse*, consacre une vingtaine de pages (p. 114-132, avec une planche) aux trois ambons de Baulmes, de Saint-Maurice et de Romainmôtier. Du 1er, un fragment avait été signalé en 1861 ; on l'a retrouvé — car il s'était égaré depuis — avec trois autres en 1937 ; celui de Saint-Maurice avait été mis à jour après le fragment de Baulmes, et celui de Romainmôtier en 1905. M. Bach est convaincu que les trois sortent du même atelier. Il les décrit minutieusement, accumule un nombre impressionnant de rapprochements quant à chacune de leurs particularités et conclut qu'ils datent du milieu du VIIe siècle, de l'époque où le comte Chramnélène fonda le monastère de Baulmes et construisit celui de Romainmôtier pour remplacer et vivifier, par l'introduction de la règle colombanienne, celui qu'avait fondé naguère saint Romain.

M. François Ganshof (*Une crise dans le règne de Charlemagne*, p. 133-145), après avoir fait remarquer, à la suite surtout de M. R. Fawtier, que l'attaque, par les Basques, le 15 août 778, de l'arrière-garde de l'armée envoyée par Charlemagne pour soumettre l'Espagne du nord, avait abouti à une défaite beaucoup plus importante qu'on ne l'admettait jusqu'ici; et que les Saxons avaient profité de ce désastre pour entrer de nouveau « en dissidence », si bien que la puissance carolingienne fut alors à deux doigts de sa perte, souligne avec quelle fermeté d'âme Charlemagne prit immédiatement les mesures nécessaires pour conjurer le danger et prévenir d'autres rébellions. Il organisa une campagne contre les Saxons, qui furent taillés en pièces. Il remplaça les officiers peu sûrs par des comtes en qui

il pouvait avoir toute confiance. Il eut l'occasion de se convaincre de la fidélité des évêques rencontrés en cours de route ou convoqués à Chasseneuil. Il plaça des abbés francs à la tête des monastères d'Aquitaine et envoya dans les mêmes contrées de nombreux *missi dominici* originaires de *Francia*. A l'issue d'une importante réunion de personnages ecclésiastiques et laïques, il promulgua, en 779, à son palais d'Héristal, un capitulaire, qui est une charte constitutive donnée à tous les territoires de l'ancien royaume franc et qui débute par un groupe d'articles dominés par la préoccupation de raffermir l'autorité et la discipline ecclésiastiques : pouvoir des métropolitains sur les évêques, de ceux-ci sur le clergé de leur diocèse, observance de la règle dans les monastères. Il introduit un régime nouveau des biens d'Eglise donnés en bénéfice par le roi à ses vassaux. Dès l'année suivante, on pouvait considérer la crise comme terminée : Charlemagne « pourra entreprendre une véritable conquête de la Saxe, entraînant l'annexion du pays au royaume franc et la conversion des habitants au christianisme. Il pourra continuer de jeter à tous égards les bases de son *Imperium Christianum* ».

M. Charles Roth, en prenant comme base le Cartulaire de Lausanne, dont il prépare une nouvelle édition, examine cette question : à quel moment commençait l'année à Lausanne pendant la première moitié du XIIIe siècle (p. 158-166), et conclut que, contrairement à ce qu'on admettait ordinairement, à la suite surtout de M. E. L. Burnet, le style de l'Annonciation, calcul florentin — celui qui deviendra plus tard le *stylus curiæ Lausannensis* — n'était pas le seul en usage, mais qu'on rencontre aussi simultanément et plus fréquemment, même dans des actes portant la mention : *anno ab incarnatione Domini* ou *incarnationis dominice*, le style de Pâques, c'est-à-dire celui qui était en usage dans l'archidiocèse de Besançon et en Savoie, celui qui prévalut à Genève au cours du XIIIe siècle et dont il y a des exemples aussi à Saint-Maurice ainsi qu'à la châtellenie de Chillon.

Se basant sur le dépouillement des actes notariaux de la ville de Bologne des années 1265-1300 (une centaine de volumes), M. S. Stelling-Michaud y trouve attestés 24 jeunes gens originaires du pays de Vaud, qui étaient venus étudier le droit, soit civil, soit canonique, dans la célèbre université italienne (*Etudiants vaudois à Bologne au XIIIe siècle*, p. 187-204). Des renseignements fournis par ces actes, dans lesquels ces étudiants figurent soit comme parties, soit comme témoins, il tire quelques conclusions sur leurs ressources financières, leurs dépenses, leur activité. Il consacre ensuite à chacun d'eux une notice biographique, ajoutant aux renseignements puisés aux archives de Bologne ceux que fournissent les historiens ou les archives de nos cantons romands.

M. Oscar Vasella (*Über das Konkubinat des Klerus im Spätmittelalter*, p. 269-283) émet, à l'occasion surtout des travaux de Jos. Löhr, des considérations d'ordre général sur le concubinat du clergé à la fin du moyen âge, sur les difficultés que présente le problème et ce qui reste à faire pour que l'on puisse arriver à des conclusions certaines. Il consacre les dernières pages de son article à un exemple concret et typique : celui

d'un ecclésiastique des Grisons, Christophe Räzünser, curé de Flims, qui illustre le problème étudié par son cas personnel et, au surplus, par celui de sa famille. Aux trois diocèses de Constance, Bâle et Coire, possédant, nous dit l'auteur (p. 271, n. 1), des sources manuscrites relatives à cette question du concubinat des prêtres, il convient d'ajouter celui de Lausanne, pour lequel tout spécialement les testaments, conservés en grand nombre, fournissent, en marge des ordonnances édictées par les autorités civiles (Cf. cette *Revue*, 1937, p. 331 sq.), des renseignements significatifs.

M. Léon Kern consacre quelques pages (p. 296-301) au moine imprimeur Henri Wirzburg, originaire de Vach (en Bavière vraisemblablement, près de Fürth) qui, après avoir travaillé à Genève en collaboration avec Adam Steinschaber, entra, en 1481 au plus tard, au prieuré clunisien de Rougemont, et qui fut ensuite — la similitude des noms ne permet pas d'hésiter sur cette identification — prieur d'Istein, de 1484 jusqu'en 1504 tout au moins.

Sans attendre l'achèvement, retardé par la guerre, du t. VI de l'édition critique de Zwingli, M. Léonard von Muralt (*Zwingli als Begründer der reformierten Berner Kirche*, p. 325-330) signale un autographe que le réformateur zurichois écrivit, vraisemblablement à Berne, à la fin de janvier 1528, avant de rentrer de la Dispute qui venait d'avoir lieu dans cette ville. C'est M. le Dr Zweig de Salzbourg qui a trouvé cet écrit (3 ½ pages in folio) chez un antiquaire et qui l'a signalé à la Bibliothèque Centrale de Zurich. Zwingli n'avait pas participé à la séance qui réunit à Berne, le 27 janvier, les deux Conseils de la ville, les présidents de la Dispute et le clergé bernois, mais il fut vraisemblablement mis au courant, par ses amis, des décisions prises et prié de préparer l'ordonnance de l'introduction de la Réforme à Berne. Le fait est que les différents articles dont cette ordonnance se compose reproduisent, en partie mot à mot, le texte proposé par Zwingli, qui peut donc en être considéré comme l'auteur, et dès lors — c'est le titre même donné par M. de Muralt à son travail — comme le fondateur de l'Eglise réformée bernoise. La conclusion est évidemment d'importance. L'auteur a cru devoir ajouter en terminant que, Berne ayant eu le rôle que l'on sait dans l'introduction de la Réforme dans le Pays de Vaud, on peut dire que c'est en somme Zwingli qui a fait se rejoindre, en cette mémorable année 1528, la Suisse orientale et occidentale. « Des liens, dit-il, ont alors été établis entre la partie alémanique et romande de notre pays, qui ont opéré bien au-delà de l'année de leur création, et qui, rapprochant ces deux fractions et les délimitant, par opposition aux peuples voisins qui parlaient la même langue, ont créé une nouvelle nation helvétique. » L'affirmation pourrait se soutenir si, au milieu de pays demeurés exclusivement catholiques, la Suisse tout entière était devenue protestante, ou *vice versa ;* mais comme tel n'a pas été le cas, l'introduction de la Réforme dans la majeure partie de nos cantons aurait pu, bien au contraire, compromettre à tout jamais l'unité de la Suisse.

Quand Fribourg voulait un port sur le Léman (p. 331-343). Sous ce titre, Mlle Jeanne Niquille raconte très clairement et très loyalement un des épisodes de la délicate affaire que constitue l'attitude de Fribourg lors

de la conquête de 1536. Vevey, bourg savoyard, appartenait, avec le Bas-Valais, non pas au Pays de Vaud mais au Chablais. C'est donc illégalement que Nægeli, le capitaine des armées de Berne, à qui la violation, par le Duc, du traité de St-Julien donnait des droits sur le Pays de Vaud, avait sommé Vevey de se rendre. Affolée, la ville des bords du Léman demanda le secours des Valaisans ; mais ceux-ci, occupés de leur côté à conquérir une partie du Chablais, déclinèrent l'invitation et proposèrent à Vevey de se donner à Fribourg. L'offre était tentante pour notre cité. Il fallait cependant redouter l'opposition des cinq cantons catholiques, qui ne voyaient pas de bon œil cette offensive contre le catholique duc de Savoie, leur allié. Lucerne, consulté par Fribourg, conseilla d'agir par voie diplomatique plutôt que par intervention armée. C'était le contraire de ce que désirait Berne, qui souhaitait avoir les soldats de Fribourg à ses côtés, afin de n'avoir pas le nom d'être seule à lutter contre le Duc, et qui, à cette condition, était prête à faire des concessions d'ordre territorial. Entre temps, Vevey se rendit à Nægeli, après avoir reçu la promesse qu'elle pourrait conserver la foi catholique. Malgré cette reddition, Berne était disposée à céder Vevey à Fribourg, dont les troupes s'étaient, ainsi qu'elle le désirait, mises en campagne ; mais Nægeli s'y opposa formellement : Fribourg dut s'incliner et « renonça définitivement au pays du bleu Léman ».

Examinant l'organisation par les Bernois de l'Eglise réformée du Pays de Vaud (*Les premiers inventaires des paroisses vaudoises*, p. 344-355), M. Robert Centlivres compare la table des paroisses vaudoises de la fin du XVe siècle publiée ici-même (1941, p. 274 sq), avec deux listes conservées aux archives cantonales vaudoises : l'une de 1540 et l'autre de 1558. La conclusion est que les paroisses catholiques n'ont de loin pas été toutes maintenues : les 135 qui existaient en 1495 n'ont donné naissance, à s'en tenir à la liste de 1540, qu'à 70 paroisses réformées. A la différence des premières, celles-ci ne comprennent en général qu'un seul ecclésiastique : le pasteur, tandis que « à part le curé, chaque paroisse (catholique) avait son vicaire et ses altariens, desservants des diverses chapelles » (p. 346). C'est trop dire : le vicaire était le prêtre résident, celui qui desservait effectivement la paroisse au nom de celui qui en était nominalement le curé, mais qui, ordinairement, ne résidait pas ; les chapelains, de leur côté, n'habitaient pas nécessairement toujours là où ils avaient des messes à célébrer et il arrivait que même un vicaire se fît remplacer à son tour. M. Centlivres dit (p. 349, n. 5) que Dommartin ne se trouve pas sur les listes que nous avons publiées. Ce n'est pas tout à fait exact : Dommartin se trouve régulièrement sur toutes les listes depuis le pouillé du Cartulaire de Lausanne jusqu'en 1397 inclusivement ; puis la paroisse disparaît : elle n'est mentionnée ni dans la visite de 1416, ni dans celle de 1453, ni dans la suite, jusqu'en 1536, où le curé de Dommartin, comme le remarque M. Centlivres, est convoqué à la Dispute de Lausanne. Une paroisse peut, à titre exceptionnel, manquer dans *une* liste, par suite d'une vacance, du décès du titulaire, etc. ; mais si la lacune persiste pendant tout un siècle, on est bien obligé d'admettre que, pour une raison à déterminer par celui qui en étudiera spécialement l'histoire, elle avait été temporairement ou définitivement supprimée.

M. Antoine Largiadèr (*Zürich und das Waadtland*, p. 377-386) examine l'attitude de Zurich quant à la reconnaissance de la conquête du Pays de Vaud. Berne s'efforçait d'obtenir à ce sujet le *placet* de la Suisse et de l'étranger. Les cantons catholiques évitaient naturellement de se prononcer. Fribourg se trouvait dans une situation particulièrement délicate, s'il voulait ne pas froisser ses coreligionnaires et cependant conserver ce que, lors de la conquête, il s'était approprié, avec l'assentiment de Berne. Les préoccupations d'ordre religieux finirent par passer à l'arrière-plan et l'extension de Berne vers l'ouest fut, avant la fin du XVIe siècle, reconnue par l'ensemble des cantons suisses. M. Largiadèr s'est appliqué à souligner la part qu'avait eue Zurich dans ce résultat.

Le travail de M. Largiadèr n'a évidemment que des rapports assez lointains avec l'histoire ecclésiastique. Inversement, celle-ci aura à glaner des renseignements dans des études telles que celle de M. Marc Chapuis sur la portée du terme « reconnaissance, recognitio » (p. 146-157), ou dans l'article de M. Alfred Poulain, qui raconte comment la superbe bible du XIIIe siècle, dite Bible Porta, du nom de son avant-dernier possesseur qui l'avait rapportée d'Italie, est devenue, vers le début du XIXe siècle, propriété de la Bibliothèque cantonale vaudoise (p. 180-186). Il y a également quelques renseignements d'ordre ecclésiastique à tirer des pages de M. Frédéric Barbey, consacrées à Orbe de 1475 à 1500 (p. 284-195).

Dans la 2e partie du volume, celle qui a trait à la période allant d'après la Réforme jusqu'à nos jours, plusieurs études abordent des sujets d'ordre religieux, mais dans le cadre interne du protestantisme. Enfin, l'avant-dernier travail, dû à M. Chanan Lehrmann (*Réflexions sur l'histoire juive par rapport à l'histoire universelle*, p. 663-674) souligne les mérites des Israélites à travers les siècles. Il les tient en très haute estime : ils ont été, entre « des peuples et des continents qui vivaient quelquefois sans compréhension l'un pour l'autre... un expédient quasi providentiel pour les relier... des médiateurs pour la continuité de la pensée humaine dans le temps et dans l'espace » (p. 664). L'auteur devait naturellement rencontrer le christianisme au cours de son exposé, et l'on pouvait se demander comment il l'apprécierait. « Il ne s'est, dit-il, séparé nettement de la religion mère que depuis le concile de Nicée » (p. 667). Comme Nicée est la proclamation théologiquement précisée de la divinité du Christ, croyance certes partagée par saint Paul, de l'aveu même de M. Lehrmann, qui nous dit que c'est par l'intermédiaire « de saint Paul, alias Saul » que s'est créé le christianisme primitif (p. 670), il aurait pu faire remonter la séparation, en ce qui concerne le point fondamental de notre doctrine, près de 300 ans plus tôt. Il commet d'autres erreurs en descendant le cours des siècles : après l'arrivée des Barbares, écrit-il à la p. 668, « le vrai christianisme n'était connu que par une petite élite du clergé. Les foules, non seulement croyaient en Dieu, mais craignaient encore le diable et les démons... L'Eglise interdit, par le fer et le feu, tout mouvement libre de la pensée. Et la conséquence en est le refrènement de toute vie spirituelle ». Elle évolua heureusement dans la suite : « La scolastique, cette nouvelle fondation du christianisme (p. 670), s'épanouit au XIIe siècle, deux générations environ

après la grande période de la pensée judéo-arabe. Son but est de concilier la science et la foi. Jusqu'alors, l'Eglise avait demandé une soumission inconditionnée aux dogmes : *credo quia absurdum*. Depuis, l'Eglise ne demande plus une obéissance aveugle à des peuples incultes, mais s'adresse à leur intelligence : *intellego et credo* (p. 669). » Certes, M. Lehrmann avait le droit de relever les incontestables mérites que les Israélites se sont acquis au cours des siècles, dans le domaine de la pensée, de l'art, du commerce ; moins que jamais, à l'heure actuelle, la Suisse ne fera de difficulté de les reconnaître ; mais — on a pu s'en convaincre par les quelques échantillons reproduits — la synthèse que nous donne l'auteur est, en plusieurs endroits, par trop simpliste. Son étude détonne un peu dans le cadre de ces Mélanges, qui présentent par ailleurs, sur l'histoire suisse presque exclusivement et spécialement pour les périodes particulièrement étudiées par M. Charles Gilliard, de nombreux et, dans l'ensemble, de si bons travaux de détail : abondante moisson et princièrement présentée, qui aura été l'une des dernières joies de celui à qui cette gerbe était présentée et que ceux qui ont été les initiateurs de cette publication se félicitent aujourd'hui de lui avoir procurée.

L. Wæber.

NEKROLOG

† Prof. Dr. Hans Dommann (1896-1944)

Am 30. September wurde Prof. Dr. Hans Dommann unter militärischen Ehren im Friedentale zu Luzern zur ewigen Ruhe bestattet. Einem Unfall anläßlich einer militärischen Nachtübung in der Ruine Dorneck zum Opfer gefallen, starb er Mittwoch, den 27. September, im Klaraspital zu Basel. Mit ihm schied eine Persönlichkeit von uns, die ob ihrer wissenschaftlichen und öffentlichen Tätigkeit im engern und weitern Vaterlande zu führender Stellung gelangte.

Der Heimgegangene wurde am 14. August 1896 in der luzernischen Gemeinde Malters geboren. Er verbrachte seine Jugendjahre zum größten Teile in der Nachbargemeinde Littau. Nachdem er im Frühjahr 1915 das Lehrerseminar von Hitzkirch nach wohlbestandener Prüfung verlassen hatte, wirkte er von 1915-1917 an der Primarschule von Nottwil in seinem Heimatkanton. Dann bezog er die Universität von Fryburg, die seine Geschichtsstudien 1922 mit dem Dr. phil. auszeichnete. Im Herbste 1920 kam er als Lehrer der Geschichte und der deutschen Sprache an die Real- und Handelsabteilung der Kantonsschule von Luzern und wurde ein Jahr darauf definitiv zum Professor dieser Fächer gewählt. Am 5. Sept. 1921 schloß er mit Frl. Anna Schinacher den Bund fürs Leben, dem vier Söhne und eine Tochter entsproßten. Im Jahre 1927 wurde er zum Bezirksinspektor des Schulkreises Rothenburg II (Emmen) ernannt.

Hans Dommann war aus Idealismus Lehrer geworden, den ein innerer Drang zum Bilden und Erziehen bestimmte, der aus einer Fülle wissenschaftlicher Studien und Forschungen, aus reicher Erfahrung heraus, Gedanken und Urteile bot, die den fleißigen Schüler zu einem gründlichen Wissen führten.

Seiner nach Taten dürstenden Natur, seinem Eifer zum Nützen, Helfen und Dienen genügte aber die Schulstube nicht. Neben seiner fruchtbaren wissenschaftlichen Arbeit als Forscher und Gelehrter, schätzte er die Leistung in der Öffentlichkeit, besonders im Vereine. Es schwebt ein Geheimnis über seinem staunenswerten Schaffen und seinem nimmermüden Opfern. Vielleicht wird es durch jene Worte erklärt, die einmal die hl. Katharina von Siena zur Erklärung ihrer Kirche und Vaterland rettenden Tätigkeit aussprach: « Wer liebt, kann nicht untätig sein! »

Schon seine Dr.-Arbeit über den luzernischen Staatsmann Vinzenz Rüttimann (1769-1848) [1] deutete die Richtung an, in die sein Forschen gehen sollte, das ihn mit den Jahren zu einem anerkannten Kenner der

[1] Geschichtsfreund, Bd. 77/78 (1922-23).

kulturpolitischen Geschichte, vor allem des 17., 18. und 19. Jahrhunderts machte. Als Mitarbeiter zahlreicher angesehener Zeitschriften veröffentlichte er eine Reihe wertvoller und oft zitierter Arbeiten. Er schrieb u. a.: «Franz Bernhard Meyer von Schauensee als Staatsmann und Zeuge seiner Zeit (1763-1848)» [1]; «Die Korrespondenz der V Orte im zweiten Kappelerkriege» [2]; «Beiträge zur Luzerner und Schweizergeschichte des 17. Jahrhunderts» [3]; «Franz Bernhard Meyer von Schauensee als helvetischer Justiz- und Polizeiminister und als Politiker» [4]; Die Kirchenpolitik im ersten Jahrzehnt des neuen Bistums Basel (1828-1838)» [5]; Propst Dr. Wilhelm Meyer und das Stift Beromünster (1640-1674,» [6]; «Die politische Geschichte des Kantons Luzern von der Reformation bis zur Gegenwart» [7]; «Die nationalpolitische Haltung der Luzerner Aufklärung im 18. Jahrhundert» [8]. Archivarbeiten, so jene im Familienarchive am Rhyn u. a. m., die ihm besonders günstige Verhältnisse übertrugen, förderten diese Studien.

Die Liebe zur heimatlichen Geschichte führte ihn schon früh zur Mitarbeit in historischen Vereinen, später zu ihrer Leitung: in der Historisch-Antiquarischen Gesellschaft von Luzern war er 1927-1937 Präsident, im Historischen Vereine der V Orte Aktuar, führendes Mitglied der Redaktionskommission des «Geschichtsfreundes», seit 1943 Präsident. In beiden Vereinigungen entfaltete er eine rege Vortragstätigkeit.

Unter seinen Vorträgen mögen zwei besonders hervorgehoben werden, weil ihnen programmatische Bedeutung zukommt. Die Luzerner Jesuitenfrage in der schweizerischen Politik und europäischen Diplomatie» auf der 95. Jahresversammlung der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz vom 5./6. Juni 1943 in Luzern, womit er durch neuste Forschungen bisherige Auffassungen und Fehlurteile korrigierte; «Das Gemeinschaftsbewußtsein der V Orte in der Alten Eidgenossenschaft» [9] an der Hundertjahrfeier des Histor. Vereines der V Orte vom 5. und 6. September in Luzern, womit er die innerschweizerische Kulturgemeinschaft feierte.

In der gleichen Linie lag es, daß Hans Dommann 1930 als Förderer luzernischer Theaterkultur die Luzerner Bekrönungsbruderschaft zu neuem Leben erweckte und ihr Pfleger (Präsident) wurde. Seine Monographie «Die Luzerner Bekrönungsbruderschaft als religiöse Spielgemeinde» [10]

[1] S.-A. aus Gfrd., Bd. 80/81 (1925-26).
[2] S.-A. aus Gfrd., Bd. 86 (1932).
[3] S.-A. aus Gfrd., Bd. 88 (1934).
[4] S.-A. aus d. Zeitschrift für Schweizerische Geschichte, VI. Jahrg., 1926.
[5] S.-A. aus d. Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte, XXII, und XXIII. Jahrg. 1928-29. Komm.-Verlag Räber & Cie., Luzern.
[6] S.-A. aus: Jahresbericht über die kantonalen höhern Lehranstalten in Luzern (1933-34 und 1934-35).
[7] Histor.-Biograph. Lexikon d. Schweiz, IV. Bd.
[8] Innerschweizer. Jahrbuch für Heimatkunde, VI. Bd.
[9] Festschrift z. Hundertjahrfeier d. Histor. Vereines d. V Orte, Gfrd. Bd. 96 (1943).
[10] Verlag Heß, Basel.

wirkte begeisternd. Er bearbeitete als erster Hans Salats Spiel, trat sogar mehrmals auf der Bühne auf, so u. a. in « Dem heiligen Kanzler » als Thomas Morus, im « Verlorenen Sohn » als Gott Vater.

Seine geschichtlichen Kenntnisse machten aus ihm einen führenden Kulturpolitiker ; diese Eigenschaft aber wies ihn sozusagen von selbst zur Arbeit in den katholischen Vereinen der engern und weitern Heimat. Sie boten ihm die beste Möglichkeit, sein reiches Wissen und allseitiges Können in den Dienst der Öffentlichkeit zu stellen. Es sei hier nur an die Tätigkeit im Katholischen Lehrerverein der Schweiz erinnert, dessen Organ, die « Schweizer Schule », er seit 1933 als Hauptschriftleiter auf hohe kulturelle Warte brachte. Seine eigenen Artikel und seine redaktionelle Führung erwarben dem Organe internationales Ansehen. Es ist gegenwärtig die einzige katholische Erziehungszeitschrift auf deutschem Sprachgebiete. Seine Feder war aber auch außerhalb der « Schweizer Schule » auf pädagogischem Gebiete tätig. In Friedr. Schneiders « Bildungskräfte im Katholizismus der Welt seit dem Ende des Krieges » verfaßte er « Die katholisch-pädagogische Theorie und Praxis in der Schweiz seit 1918 » [1]. Mit E. Vogt gab er das Buch « Volk und Werk der Eidgenossen » heraus, das ein umfassendes Hilfsmittel für die staatsbürgerliche Erziehung ist [2]. Im Archiv für das schweizerische Unterrichtswesen schrieb er « Vom Werden und Wirken der katholischen Lehrervereinigungen » (1939).

Mit bewunderungswürdiger Hingabe an das, was er als seine Pflicht ansah, voll von zäher Tatkraft, mit der er die meisten Hindernisse überwand, wollte er in den Zeitbedürfnissen Gottes Willen erkennen. Wie ihm die Wissenschaft nie Selbstzweck war, so verlor er auch nie den Zusammenhang mit dem Leben der Gegenwart, glaubte, neben bereits drückenden Lasten, neue Bürden auf sich nehmen zu sollen. So ist u. a. auch seine soziale Wirksamkeit aufzufassen. Er war z. B. besorgt um die Finanzierung des katholischen Ferienheimes « Salwideli » ob Sörenberg ; er war 1939 der Gründer des Luzerner Bundes für Familienschutz.

Seine erstaunliche Vielseitigkeit und sein eigenartiger Schaffensdrang waren getragen von einer starken Persönlichkeit, diese aber von einer vorbildlichen Grundsatztreue. Seine tiefe Religiösität lehrte ihn die Liebe zu Gott und Menschen, die ihn Ruhe erst in der Ewigkeit suchen ließ, jene Kraft, die Enttäuschungen überdauert und Anfechtungen erträgt. Als katholischer Akademiker lebte er mit seiner Pfarrkirche, diente er als Wachtmeister dem Feldprediger am Altare und betete er mit seiner hinreißenden Stimme den Kameraden im Militärgottesdienste vor.

Als Gatte und Vater hing er mit rührender Treue an seiner Familie und teilte mit ihr die letzte freie Minute. Ihr Wohl und Wehe ging ihm über alles, die Zukunft seiner Kinder war sein tägliches Gebet. Hans Dommann lebte für Gott und Heimat !

Alb. Mühlebach.

[1] Verlag Herder, Freiburg/Br.
[2] Rex-Verlag, Luzern.

† Charles Gilliard (1879-1944)

Charles Gilliard zu begegnen war uns immer eine große Freude. Er zählte zu jenen Menschen, die kraft ihrer Persönlichkeit Eindruck machen mußten, auch jenen, die anders denken mochten als er selbst. Deswegen ist es uns ein inneres Bedürfnis, seiner hier zu gedenken.

Viele Züge seines Charakters haben uns Gilliard lieb gemacht. Seine äußere Stellung trat dabei völlig in den Hintergrund ; denn diese ist und bleibt vergänglich, niemals aber das, was der Mensch seinen Mitmenschen und Freunden zu sein vermochte. Es sind manche Jahre her seit der ersten Begegnung, aber je länger wir diesen Mann kannten, desto tiefer schätzten und liebten wir ihn, was keineswegs eine Selbstverständlichkeit ist. Deswegen tut es uns besonders weh, von ihm Abschied nehmen zu müssen.

Gilliard war ein aufrechter und gerader Charakter, absolut ohne Falsch. Dank seiner überlegenen Einsicht, dank seines offenen klaren Blicks und gesunden Verstandes vermochte er Situationen zu entwirren, die von andern verfälscht werden konnten. So einfach und geradlinig dieser Charakter wirkte, an Festigkeit hat es ihm so wenig gefehlt, wie an einer, in so hohem Maße vielleicht nur unseren welschen Eidgenossen eigenen Wendigkeit. Das waren Eigenschaften, die den Menschen, aber auch den Leiter gelehrter Gesellschaften auszeichneten. Charles Gilliard war ein sehr fähiger Präsident der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz. Er stand seit 1940 an ihrer Spitze. Die Gesellschaft wird ihn noch lange missen. Er leitete die Société d'histoire de la Suisse romande seit 1937 und spielte natürlich eine maßgebende Rolle auch im waadtländischen Geschichtsverein, ohne von anderen Gesellschaften zu reden. Man gewann bei Gilliard nicht ein einziges Mal den Eindruck, daß er diese Ämter gesucht hätte, wohl aber, daß er stets bereit war, keine Verantwortung zu scheuen und das seinem Gewissen Gemäße zu tun.

Gilliard war Waadtländer, geboren am 16. Februar 1879 in Fiez bei Grandson. Vieles erklärt sich durch seine Herkunft. Er war ein überzeugter Föderalist, aber durchaus im guten Sinn. Er wußte um die Vielfalt der schweizerischen Verhältnisse. Er, der von einem aufrichtigen Sinn für Gerechtigkeit beseelt war, verstand diesen Föderalismus nicht bloß im Sinne der Verwurzelung im heimatlichen Boden, sondern auch im Sinne des Ausgleiches, des « suum cuique ». Gilliard erkannte darin die Grundlage wahrer Freiheit. Diese Überzeugung trug er nicht nur still in sich. Er bezeugte sie auch praktisch. Man fühlte das, wenn er etwa als Präsident der eidgenössischen Maturitätskommission von den Verhältnissen der katholischen Kollegien sprach. Er hat diese wohl beurteilt, aber niemals verurteilt. Er sah offenen Auges was tadelnswert sein

mochte, aber er rückte auch die echte Anerkennung an den richtigen Platz. Er hatte einen ausgeprägten Sinn für Ordnung und Tradition, was er ganz besonders an den katholischen Gymnasien schätzte. Da offenbarte er wieder seine selbständige Persönlichkeit. Er war bestrebt, ihm weniger vertraute Verhältnisse aus eigener Anschauung kennen und verstehen zu lernen. Wir haben uns oft innerlich geneigt vor der Wahrhaftigkeit und Gerechtigkeit dieses Mannes, wenn er von diesen Schulfragen sprach.

Der Waadtländer hat sich der Außenwelt nie verschlossen. Er verbrachte, einer guten alten Tradition folgend, zwei Semester in Deutschland, in Göttingen (1900) und in München (1905), das letztere als wohlbestallter Lateinlehrer in Montreux. So gewann Gilliard auch den Sinn für die echten Qualitäten deutscher Gelehrsamkeit. Diese Studienjahre blieben ihm unvergeßlich. In seiner Forschung blieb Gilliard seinem Waadtland verbunden, aber er sah trotzdem über die engeren Grenzen seiner Heimat hinaus. Mit dem Nachlaß von B. de Cérenville schrieb er die umfassende Geschichte der Stadt Moudon, eine vorbildliche mittelalterliche Städtemonographie. In Vorbereitung seines Werkes über die Eroberung der Waadt durch Bern verfaßte er eine große Zahl von Artikeln, in denen er sorgfältig der Geschichte waadtländischer Gemeinwesen nachging. Sein Buch über die Eroberung der Waadt durch Bern (1935) ist fraglos eine tüchtige Leistung und stellte die Ereignisse in den Rahmen der damaligen europäischen Politik. Wir sagen das, trotz des grundsätzlichen Vorbehaltes, daß u. E. Gilliard den damaligen Charakter der bernischen Kriegspolitik in einigem verkannte und die religiöse Frage anders beurteilte, als wie sie sich unserer Meinung nach darstellt. Aber auch als wir diese Vorbehalte verbunden mit anderen kritischen Bemerkungen geltend machten, tat das unseren Beziehungen in keiner Weise Abbruch. Das war dem Menschen Gilliard zu verdanken, der allem falschen Gelehrtenstolz abhold eine zu tiefe Einsicht in die Bedingtheit menschlichen Wissens besaß, als daß er die so häufige fatale Verwechslung zwischen Wahrhaftigkeit und persönlicher Eitelkeit begangen hätte.

Kollegen, Freunde und Schüler haben Gilliard anläßlich seines 65. Geburtstages im Februar dieses Jahres durch eine umfangreiche Festschrift geehrt. Sie galt gewiß auch dem angesehenen und bei seinen Schülern beliebten Lehrer; denn so fest und sicher die Persönlichkeit dieses Mannes in sich gefügt war, so klar und wahr war sein Wissen aus der unmittelbaren Anschauung der Geschichte seines eigenen Landes. Das hat ihn auch davor bewahrt, in Überschreitung der nun einmal jedem gesetzten Grenzen die Pfade gesicherter Forschung zu verlassen. Gerade hierin gewann er die Gefolgschaft seiner Schüler, wie es deren Arbeiten vielfach bezeugen.

Ein ausgezeichneter Schulmann ist Gilliard als langjähriger Lehrer und Rektor des klassischen Gymnasiums in Lausanne geworden. Die hier gewonnene Erfahrung ist auch dem akademischen Lehrer in allen Lagen zugutegekommen. Die Prägnanz seines psychologischen Urteils, die anderen Kollegen oft abgehen mag, zeigte das.

Von 1910-1928 leitete Gilliard als Rektor das Gymnasium in Lausanne. An der Universität wirkte er 31 Jahre lang, zunächst als Privatdozent seit 1911, 1928 außerordentlicher Professor geworden, lehrte er noch sieben Jahre, von 1935-1942 als Ordinarius. Zuletzt stand er noch als Rektor seiner Universität vor. Dann entschloß er sich zum Rücktritt vom Lehramt. Er mochte die wachsende Last seiner Verpflichtungen fühlen, aber es stimmte trotzdem ganz zu seinem offenen Wesen, wenn er auch der Jugend ihren Anteil zuerkennen wollte. Niemand hätte vor zwei Jahren sagen können, daß er so bald vom Tode gezeichnet würde. Die Sorgen um seine Gesundheit begannen erst in diesem Jahr ernst zu werden. Und rascher, als es zu ahnen war, kam das Ende. Wir werden Gilliard hienieden nicht mehr sehen können. Aber dieses Bild eines vornehmen Protestanten, echten Föderalisten, eines tätigen, sehr verdienten und schlichten Gelehrten werden wir nicht vergessen. Wir bleiben ihm dauernd verbunden.

Oskar Vasella.